

Université Paris-Panthéon-Assas
école doctorale d'Économie, gestion,
information et communication

Thèse de doctorat en Sciences de l'Information et de
la Communication

soutenue le 12 décembre 2022

Les médias à la rescousse de l'euro
Le traitement de la crise économique grecque et
espagnole par la presse écrite française
(2010-2014)



Mélina-Konstantina SKOUROLIAKOU

Sous la direction de **Jean-Baptiste LEGAVRE**

Membres du jury :

M. Nicolas HUBÉ, Professeur en Sciences de
l'Information et de la Communication,
Université de Lorraine (Rapporteur)

M. Jean-Baptiste LEGAVRE, Professeur en
Sciences de l'Information et de la
Communication, Université Paris-Panthéon-Assas
(Directeur)

Mme. Irene Isabel MARTÍN-CORTÉS, Professeur en
Sciences Politiques, Université Autonome de
Madrid (Rapporteur)

Mme. Patricia MOY, Professeur en Sciences de
Communication et en Sciences Politiques,
Université de Washington

M. Rémy RIEFFEL, Professeur émérite en Sciences
de l'Information et de la Communication,
Université Paris-Panthéon-Assas

Avertissement

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

À Nikos

Remerciements

J'aimerais, avant tout, exprimer ma reconnaissance à mon directeur de thèse, M. Jean-Baptiste Legavre, qui a cru à ce projet dès le début, lors de notre première rencontre. Il m'a guidée tout au long de ce voyage avec ses remarques critiques et ciblées. Je le remercie aussi parce qu'il m'a accordé une liberté totale, en me disant toujours : « c'est votre thèse ».

Je voudrais également remercier les membres du jury qui m'ont fait l'honneur de participer à cette soutenance – même de très loin –, de lire mon travail et de m'aider avec leurs commentaires.

Ce projet n'aurait pu être mené à terme sans le soutien de mon époux et compagnon Nikos. Il avait raison dans tout ce qu'il m'a dit et conseillé : ce que je ne devais pas faire et je l'ai fait et ce que je devais faire et je ne l'ai pas fait.

Un grand merci à Vangelis pour son travail de relecture et de correction du texte sur lequel il s'est penché avec patience et énergie, tout en étant toujours disponible en cas de problème. Je tiens aussi à remercier mes amis à Paris, Naya, Kanella et Giota, qui ont facilité mes séjours sur place, lorsque je devais m'y déplacer depuis Athènes.

Un merci particulier à mes amis Voula, Hélène à Genève et à ses parents à Strasbourg, qui ont consacré du temps à lire et à corriger mon manuscrit, en m'aidant de la sorte avec leurs commentaires et suggestions. Je ne saurais, en outre, oublier mes collègues doctorants et docteurs au CARISM et particulièrement Maëlle Bazin, Lucie Alexis, Stefanos Pnevmatikos, pour le soutien qui m'ont offert, chacun(e) à sa manière.

J'adresse mes sincères remerciements aux journalistes et chercheurs interviewés dans le cadre de cette étude, mais aussi aux professeurs Andréas Kollias de l'Université de Panteion, à Athènes, pour m'avoir acceptée dans son laboratoire et guidée dans mes premiers pas lors du traitement des données ; il en est de même pour Spyros Moschonas de l'Université nationale et Capodistrienne d'Athènes, pour m'avoir permis de suivre son cours sur le journalisme.

Un merci, enfin, à mon jeune fils, qui a perturbé quelque peu le cours de cette étude, sans le savoir et sans le faire exprès, bien sûr, mais ce faisant, sa présence a rendu mon travail beaucoup plus stimulant et agréable.

***Les médias à la rescousse de l'euro
Le traitement de la crise économique grecque et espagnole par la
presse écrite française (2010-2014)***

RESUMÉ

Cette étude examine la manière dont quatre quotidiens français (*Les Echos*, *Le Figaro*, *Libération*, *Le Monde*) ont influencé la définition, la perception et la compréhension de la crise économique dans la zone euro entre 2010 et 2014. Elle analyse le discours sur la crise dans deux pays, la Grèce et l'Espagne. L'étude soutient que le discours de la presse s'est complètement aligné sur le récit politique officiel, qui présentait la crise comme un phénomène national dû à des failles et des faiblesses nationales, alors que ses causes étaient principalement européennes. A travers l'utilisation extensive de jugements dépréciatifs et un discours de délégitimation de tout acteur, événement ou décision qui pourrait menacer l'intégrité de la zone euro, le récit de la presse sur la crise n'a laissé aucune marge à des interprétations alternatives et a fortement soutenu les solutions adoptées, influençant probablement leur acceptation par le public. L'étude constate également une grande homogénéité dans la manière dont la presse française a couvert la crise en Grèce et en Espagne. Tout semble se passer comme si l'enjeu était la préservation de la zone euro. Il n'en reste pas moins que l'Espagne a bénéficié d'une couverture plus bénigne que la Grèce, dans le sens où le discours utilisé n'a pas été pas aussi hostile ou accusateur. Les raisons sont sans doute à rechercher dans les relations bilatérales entre la France et l'Espagne et la place de la France dans la zone euro.

Descripteurs : Grèce, Espagne, *Le Monde*, *Le Figaro*, *Libération*, *Les Echos*, presse écrite, crise économique, 2010-2014, discours journalistique, zone euro, analyse de contenu.

***The media to the rescue of the euro
The coverage of the Greek and Spanish economic crisis by the French
written press (2010-2014)***

ABSTRACT

This study examines how four French daily newspapers (*Les Echos*, *Le Figaro*, *Liberation*, *Le Monde*) influenced the definition, perception and understanding of the economic crisis in the euro zone between 2010 and 2014. It analyzes the discourse on the crisis in two countries, Greece and Spain. The study argues that the press discourse completely aligned with the official political narrative, which presented the crisis as a national phenomenon due to national flaws and weaknesses, while its causes were mainly European. Through the extensive use of derogatory judgments and a discourse of delegitimization of any actor, event or decision that could threaten the integrity of the eurozone, the press narrative on the crisis left no room for alternative interpretations. and strongly supported the adopted solutions, influencing very likely their acceptance by the public. The study also finds great homogeneity in the way the French press covered the crisis in Greece and Spain. Everything seems to be happening as if what was at stake was the preservation of the euro zone. Still, Spain received more

benign coverage than Greece, in the sense that the rhetoric used was not as hostile or accusatory. The reasons should probably be found in bilateral relations between France and Spain and France's place in the euro zone.

Keywords: Greece, Spain, *Le Monde*, *Le Figaro*, *Libération*, *Les Echos*, written press, economic crisis, 2010-2014, journalistic discourse, eurozone, content analysis.

Sommaire

Thèse de Doctorat / Décembre 2022	1
INTRODUCTION	11
<i>PARTIE PRÉLIMINAIRE : LA CRISE : DES MOTS, DES MANIÈRES ET DES MÉTHODES POUR EN PARLER.....</i>	18
CHAPITRE 1 – LA CRISE ÉCONOMIQUE EN GRÈCE ET EN ESPAGNE DANS LES MÉDIAS INTERNATIONAUX	18
CHAPITRE 2 – L'ÉCONOMIE GRECQUE AVANT LA CRISE DE 2010	28
CHAPITRE 3 – L'ÉCONOMIE ESPAGNOLE AVANT LA CRISE DE 2010	35
CHAPITRE 4 – MÉTHODOLOGIE.....	45
4.1. Définir la crise.....	45
4.2. Le corpus	47
4.3. L'analyse du discours et l'analyse de contenu	52
4.4. La <i>grounded theory</i>	58
4.5. La codification	62
4.6. L'argumentation	72
4.7. Les entretiens	78
<i>PARTIE 1 : LA CRISE : LES JUGEMENTS QUALITATIFS AU CŒUR DU RÉCIT DE LA PRESSE.....</i>	82
CHAPITRE 1 – L'IMAGE DE LA GRÈCE DANS LA PRESSE : LE MOUTON NOIR DE LA ZONE EURO	84
1.1. La représentation de la « grécité » dans le discours de la presse.....	85
1.1.1. Les jugements qualitatifs sur l'État grec	87
1.1.2. Les jugements qualitatifs sur les professionnels grecs de la politique	92
1.1.3. Les jugements qualitatifs sur les partis politiques grecs	94
1.1.4. Les jugements qualitatifs sur les gouvernements grecs.....	95
1.1.5. Les jugements qualitatifs sur les Grecs.....	97
1.1.6. Les jugements qualitatifs sur la Grèce.....	104
1.2. Les jugements qualitatifs temporaires	108
1.3. En conclusion : l'image de la Grèce dans la presse	111

CHAPITRE 2 – L’IMAGE DE L’ESPAGNE DANS LA PRESSE : LE SUD

DYNAMIQUE 116

2.1. La représentation de l’ « hispanité » dans le discours de la presse116

2.1.1. Les jugements qualitatifs sur l’État espagnol117

2.1.2. Les jugements qualitatifs sur les communautés autonomes122

2.1.3. Les jugements qualitatifs sur le gouvernement espagnol124

2.1.4. Les jugements qualitatifs sur les Espagnols128

2.1.5. Les jugements qualitatifs sur l’Espagne133

2.2. Les jugements qualitatifs temporaires139

2.3. En conclusion : l’image de l’Espagne dans la presse140

CHAPITRE 3 – LES REPRÉSENTATIONS DE LA GRÈCE ET DE L’ESPAGNE

DANS LA PRESSE : POINTS COMMUNS, POINTS DIVERS 146

PARTIE 2 : LA CRISE : UNE AFFAIRE NATIONALE (?) 151

CHAPITRE 1 – LES CAUSES DE LA CRISE EN GRÈCE, EN ESPAGNE ET EN

ZONE EURO 155

1.1. Les causes de la crise en Grèce sont nationales157

1.2. Les causes de la crise en Espagne sont nationales173

1.3. Les causes de la crise en zone euro181

1.4. L’imputation nationale d’une crise européenne188

CHAPITRE 2 – LES CONSÉQUENCES DE LA CRISE EN GRÈCE, EN ESPAGNE

ET EN ZONE EURO 193

2.1. Les conséquences de la crise en Grèce : l’euro en risque193

2.2. Les conséquences de la crise en Espagne : l’euro en sécurité196

2.3. Les conséquences de la crise dans la zone euro200

2.4. Crises nationales et crise européenne : deux faces d’une même pièce203

PARTIE 3 : LA CRISE : DISCOURS DE (DÉ)LÉGITIMATION 208

CHAPITRE 1 – LES PLANS DE SAUVETAGE POUR LES PAYS FRAGILISÉS . 213

1.1. Le premier et le deuxième plan grec213

1.2. Le plan espagnol220

1.3. Les programmes grecs, le programme espagnol et le sauvetage de l’euro224

CHAPITRE 2 – LA RESTRUCTURATION DE LA DETTE GRECQUE 228

CHAPITRE 3 – LE RÉFÉRENDUM POUR LE DEUXIÈME PROGRAMME GREC

..... 234

3.1. L’annonce du référendum236

3.2. La réaction des Européens face à l'annonce du référendum	242
3.3. Les conséquences de l'annonce du référendum.....	244
3.4. Les jugements qualitatifs sur le référendum	247
CHAPITRE 3 – LES ÉLECTIONS NATIONALES GRECQUES DE MAI 2012....	252
CHAPITRE 4 – LES ÉLECTIONS NATIONALES ESPAGNOLES DE NOVEMBRE 2011.....	263
CHAPITRE 5 – LE RENFORCEMENT DE LA ZONE EURO	271
<i>PARTIE 4 : LA QUESTION DE L' HOMOGÉNÉITÉ DANS LE DISCOURS DE LA PRESSE</i>	<i>277</i>
CHAPITRE 1 – LES CARACTERISTIQUES DE L'HOMOGÉNÉITÉ	278
1.1. Les noyaux thématiques.....	278
1.2. Les rubriques.....	284
1.3. Les genres journalistiques.....	305
1.4. Les sources journalistiques communes	317
1.5. L'élément du flou	328
1.6. La généralisation	333
CHAPITRE 2 – LES EUROPÉENS.....	339
CHAPITRE 3 – EXPLICATIONS D'UN DISCOURS HOMOGÈNE	343
CONCLUSION.....	351
BIBLIOGRAPHIE	357

INTRODUCTION

Au début de 2012, à mon arrivée à Paris, je savais déjà que suivre les médias serait l'une des mes tâches principales, en tant qu'attachée de presse à l'Ambassade de Grèce en France. Deux ans presque après l'éclatement de la crise économique en Grèce, en 2010, et par la suite dans d'autres pays de la zone euro, la couverture médiatique, qu'elle ait été écrite ou audiovisuelle, battait son plein sur le sujet, tant à l'échelle européenne qu'en France. La production médiatique française sur la crise en zone euro a été pour le moins abondante. De nombreux articles de presse lui ont été consacrés, tout comme des émissions spéciales, des entretiens exclusifs ou bien des tables rondes en prime-time. Cet engouement médiatique adoptait des positions souvent conflictuelles, quelquefois agressives, voire extrêmes. Exploiter toutes les sources à ma disposition était devenu mon quotidien : presse écrite, presse en ligne, émissions de radio et de télévision, tout cela constituait l'ordre du jour. Or, en 2012, en pleine crise économique au sein de la zone euro, la quantité d'informations sur celle-ci et les pays touchés était considérable. La source d'information par excellence était, certes, la presse écrite et numérique. Hormis les éditions papier, les journaux offraient, grâce à l'Internet, un flux d'articles continu qu'ils mettaient en ligne et à jour sans cesse. C'est, donc, la presse écrite française qui a attiré tout particulièrement mon attention.

L'occupation quotidienne et intense avec la presse, un peu comme une « déformation professionnelle », c'est ce qui a initié l'intérêt de cette étude, dans une optique d'amateur éclairé, au début. J'ai commencé donc à me poser des questions. Pourquoi, par exemple, certains aspects de la crise attiraient-ils particulièrement l'attention de la presse, au détriment de certains autres ? Pourquoi telle explication de la crise était-elle privilégiée, et non une autre ? La lecture quotidienne de la presse a contribué à orienter ma pensée et me donner des idées. Le défi, dès lors, était de passer du stade des idées à celui de l'élaboration d'une interprétation tangible, fondée sur la recherche et les données.

Hormis les thématiques mises en perspective par la presse, la question du langage utilisé a très vite retenu mon attention, puisqu'il était évident qu'il jouait un rôle majeur dans la formation des messages. Des études sur la crise et les médias avaient déjà été publiées et leur discours était digne d'intérêt. Nous analyserons ce thème dans un chapitre ultérieur. Contentons-nous pour l'instant de noter que la presse internationale a utilisé un langage dur, voire cru, à l'égard de la Grèce et des Grecs. Cela a intrigué certains chercheurs qui se sont penchés sur l'image qui a été présentée. Les travaux d'Andréas Antoniadès¹, de George Tzogopoulos² et de Thomas Tsakalakis³ en sont ainsi des exemples. Concernant le cas espagnol, notre recherche n'a pas pointé sur des travaux concernant l'image de l'Espagne dans la presse internationale.

J'ai alors moi-même abordé la représentation de la Grèce dans la presse écrite française. Cette lecture m'a en outre donné une idée de l'image d'autres pays en crise. Cette image paraissait différente, sans raison apparente. Je me suis donc posée la question de savoir pourquoi il existait une telle dissemblance, parfois éclatante, et quelle en était l'explication.

Il fallait donc que je me tourne vers un autre pays pour pouvoir comparer. Or, mis à part la Grèce, quatre pays subissaient alors la crise : l'Irlande, le Portugal, Chypre et l'Espagne. L'Irlande a vite été exclue, car son économie est étroitement liée au Royaume-Uni et elle présente peu ou pas de points de comparaison avec les économies des pays méditerranéens. Le Portugal, en revanche, tout comme l'Espagne et la Grèce, fait partie de l'Europe méditerranéenne avec laquelle il a des affinités à la fois géographiques et économiques. Ces pays appartiennent à la « périphérie de la zone euro » et présentent des caractéristiques économiques similaires : problèmes de compétitivité, déficiences structurelles, taux de croissance bas, etc.)⁴. Néanmoins, la

¹ Andréas Antoniadès, *La crise économique grecque dans la presse internationale* [*Η ελληνική οικονομική κρίση στο διεθνή τύπο*], (en grec), Athènes, IDIS, 2010.

² George Tzogopoulos, *The Greek crisis in the media, stereotyping in the international media*, Surrey (England), Ashgate, 2013.

³ Thomas Tsakalakis, *Les Grecs : corrompus, paresseux et indisciplinés, stéréotypes culturels de la presse britannique pour les Grecs pendant les années de la crise (2010-2014)* [*Έλληνες: διεφθαρμένοι, τεμπέληδες και απείθαργοι, πολιτισμικά στερεότυπα του βρετανικού τύπου για τους Έλληνες στα χρόνια της κρίσης (2010-2014)*], 2e éd., Athènes, Smili, 2016.

⁴ Le PIB par habitant en SPA (Standards de pouvoir d'achat) pour 2010 était de 86 pour la Grèce, de 83 pour le Portugal et de 96 pour l'Espagne : https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/tec00114/CustomView_1/table?lang=fr, consulté le 13 avril 2020.

crise au Portugal n'était pas menaçante pour l'intégrité de la zone euro, comme c'était le cas pour la crise en Grèce et en Espagne. Il en a été de même pour Chypre.

Restait l'Espagne. La raison principale pour laquelle cet État a été choisi pour la présente étude est qu'il a constitué une menace pour l'intégrité de la zone euro, au même titre que la Grèce, bien que les raisons en aient été différentes. Dans le contexte de la crise, la Grèce, malgré sa moindre importance au sein de la zone euro, en a perturbé l'équilibre, faute d'existence, à l'époque, de mécanismes de résolution de crises. De même, l'Espagne a menacé la zone euro du fait de son poids économique. Elle est en effet la quatrième économie de la zone euro et si l'État espagnol faisait faillite, les fonds européens ne pourraient la renflouer⁵. Une telle éventualité aurait des conséquences néfastes. Il était donc logique que la presse se soit intéressée davantage au cas espagnol. Cet intérêt a entraîné un foisonnement d'articles notables et dignes d'analyse. De la même manière, l'impact de la crise grecque aurait pu affecter considérablement la zone euro, selon la presse. La simultanéité des deux crises aurait alors risqué de constituer le catalyseur de développements graves dans la zone euro et elles avaient donc une « valeur informative » (news value)⁶. C'est ce qui a motivé mon choix à l'égard de l'Espagne.

La comparaison des deux pays et leur traitement dans la presse écrite française a bien confirmé que, d'un côté, la Grèce et l'Espagne ont été traitées, dans une certaine mesure, de manière différente par la presse. Cette différence de positions est d'abord liée au statut de la Grèce et de l'Espagne au sein de la zone euro. La Grèce est un petit pays de l'union monétaire dont le poids pèse peu sur les décisions majeures concernant l'avenir de la zone euro. Au contraire, l'Espagne est un grand pays qui fait partie, toute comme la France et l'Allemagne, du noyau dur de la monnaie unique. Cela est une différence décisive affectant considérablement la vue de la presse.

De l'autre côté, l'analyse des deux pays présente certaines similarités, dont nous justifions et expliquons les raisons, en nous fondant sur les résultats de notre recherche. Il faut noter, et nous allons le montrer, que la crise en Grèce et en Espagne a été décrite

⁵ Hans Bickes, Tina Otten et Laura Chelsea Weymann, « The financial crisis in the German and English press : Metaphorical structures in the media coverage on Greece, Spain and Italy », *Discourse & Society*, Vol. 25(4) (2014), p. 426.

⁶ Oliver Hahn et Julian Jaursch, « Telling the Greek story of Europe and the bull-trap : How U.S. correspondents attribute news value to a topic-oriented country's status within the Eurozone's debt crisis », *Journal of Applied Journalism and Media Studies*, V.1 No.1 (2012), p. 97-113.

dès le début par la presse comme ayant des racines nationales. En réalité, il s'agissait d'une crise profonde de la zone euro, due largement à ses faillites structurelles que les marchés notoires ont exploitées à un certain moment pour attaquer l'euro. De plus, la gestion de la crise dans les pays concernés par notre études de cas n'avait pas pour but de les « sauver », mais d'éviter l'éclatement d'une nouvelle crise bancaire européenne. La crise financière mondiale de 2007-2008 avait, en effet, fragilisé les grandes banques européennes et avait conduit à leur sauvetage public, alourdissant les budgets nationaux et provoquant la rage des citoyens. Or, trois ans plus tard, un deuxième choc bancaire européen venait perturber l'agenda des dirigeants européens qui voulaient l'éviter à tout prix. Ce fait a influencé la gestion de la crise en Grèce et en Espagne.

Enfin, comme nous souhaitons le démontrer, l'enjeu réel de la crise n'était autre que la protection de la monnaie unique. « *Whatever it takes* » avait assuré Mario Draghi, le président de la Banque Centrale Européenne (BCE) en juillet 2012, mais ce choix avait été fait bien avant, même s'il n'avait pas été énoncé ouvertement.

Pour cet enjeu majeur, cher aux Européens, le rôle de la presse a été décisif. Cette dernière a adopté une ligne qui soutenait la politique choisie pour la gestion de la crise de la part des Européens et du Fonds Monétaire International (FMI), sans s'interroger sur d'autres alternatives, sans poser des questions dures dès le début, bref, sans mettre en évidence la complexité de la crise. Au contraire, elle a opté pour une couverture fondée sur la reproduction de stéréotypes à l'égard des pays en crise, de clichés et d'une accusation morale qui, pourtant, ne suffisent pas à expliquer une crise d'une telle ampleur. Pour jouer sa part dans la stratégie de protection de l'euro, autrement dit, de la stabilité du secteur bancaire européen, la presse n'a pas traité la monnaie unique. En d'autres termes, bien que la crise ait été une crise de l'euro dès le début, le débat sur l'euro n'est intervenu que bien plus tard, trop tard même, selon certains analystes. Au lieu de cela, nous avons assisté à un ciblage de pays d'ordre moral sans précédent pour expliquer la crise. Cette discrimination n'a pas été sans conséquences, puisqu'elle a déterminé les solutions appliquées pour l'affronter. La presse, encore une fois, a adopté un discours soutenant les solutions promues tout en en délégitimant d'autres. Le point crucial pour comprendre cette position de la presse est que les solutions appliquées, à savoir les programmes d'ajustement financier, n'étaient pas destinées à aider les pays en crise à faire face à leur endettement élevé, mais à sauver l'euro, ou plus précisément

à éviter un nouveau choc bancaire. Cependant, la presse, à travers son discours, a promu l'idée que les plans financiers étaient des « plans de sauvetage » des pays en crise. Le discours sur le sauvetage présumé des pays en crise a été systématiquement utilisé dans la presse, ce qui n'a pas permis de mettre en place un débat sur d'autres solutions possibles.

Nous entendons souvent, s'agissant de la crise de la zone euro, que la Grèce constituait un cas à part. Cela est vrai pour les raisons suivantes : la Grèce a été le premier pays frappé par la crise, il a donc fait l'objet de beaucoup de publicité dès le début. Ainsi, la solution adoptée pour la Grèce en 2010 a déterminé la gestion de la crise dans les autres pays, par la suite. La majorité des erreurs commises par les Européens et le FMI l'ont été à l'égard de la Grèce. Cette dernière a été soumise à deux plans d'ajustement financier durant la période que nous examinons (2010-2014) et elle a été le dernier pays à en sortir. Au cours de la période concernée (2010-2014), beaucoup d'événements critiques et importants en rapport avec la crise en Grèce se sont produits, c'est pourquoi les journalistes s'y sont référés en utilisant l'expression « le feuilleton grec ». Pourtant, la Grèce n'était pas un cas spécial. Le pays a été considéré ainsi parce que les Grecs « ont menti » ou parce que l'État grec est corrompu, et parce que les Grecs ne paient pas leurs impôts. C'est ce qui a transparu plusieurs fois dans le discours de la presse. Ce type de discours n'a fait que reproduire des stéréotypes qui, comme nous allons voir, sont aussi plus ou moins « vrais » pour d'autres pays, en l'occurrence l'Espagne. Mais il a fonctionné comme un moyen puissant pour faciliter la promotion, presque sans aucun contre-argument, d'une politique économique dure pour ces pays fragilisés, visant réellement à sauver l'euro. Cela étant, il est légitime de se demander s'il pouvait y avoir d'autres solutions à la crise de la zone euro, dans le cadre d'un discours alternatif, d'un récit différent de la crise.

Cette étude essaie d'analyser le discours de la presse sur la crise de la zone euro et, pour ce faire, elle doit parfois avoir recours à une argumentation de nature économique. La crise est, somme toute, un phénomène essentiellement économique et nos références à l'économie visent à mettre en évidence la complexité de cette crise et à voir si la presse a inclus dans son discours la diversité des analyses économiques et financières disponibles sur la crise. Elles visent à démontrer que la presse n'a pas parlé d'aspects importants de la crise, bien qu'elle en ait eu connaissance.

Notre étude est ainsi divisée en cinq parties. La partie préliminaire présente la méthodologie que nous avons suivie. Il nous a semblé que la *grounded theory* serait utile pour procéder à une analyse détaillée du corpus, de bas en haut. Cette approche inductive nous a permis de laisser le texte nous guider dans la formation des idées, sans imposer des modèles préconçus ou de cadres théoriques. Dans ce sens, la *grounded theory* fonctionne plutôt comme un moyen d'organisation des données. Dans la partie préliminaire, nous abordons aussi le type d'argumentation dominant le discours et nous présentons un bref historique de la situation économique en Grèce et en Espagne avant que la crise ne touche chaque pays. Nous allons voir que les deux pays se ressemblent bien plus que l'image de la presse n'a laissé entendre.

La première partie se focalise sur l'image de la Grèce et de l'Espagne, telle qu'elle ressort du discours de la presse. Nous allons insister sur l'usage des jugements qualitatifs, lesquels ont fait fonction d'instrument central dans la construction du récit de la crise. Les jugements qualitatifs, largement inspirés des stéréotypes des pays du Sud de l'Europe, par opposition aux pays du Nord, ont été mis en œuvre pour justifier tant le caractère de la crise que les mesures adoptées. Les jugements qualitatifs n'ont pas servi seulement à caractériser les pays en crise, mais également à expliquer celle-ci.

La deuxième partie démontrera que la presse a opté pour une explication de la crise, selon laquelle le problème serait national à l'origine, puis européen. Nous allons dès lors expliquer comment cette interprétation a influencé son évolution et sa compréhension par le lecteur. Plus particulièrement, cette deuxième partie va traiter les causes et les conséquences de la crise en Grèce et en Espagne, dans la zone euro plus généralement, en pointant ainsi le caractère européen de la crise.

Dans la troisième partie, nous allons voir comment la presse a délégitimé à travers son discours des solutions alternatives proposées, des acteurs, des initiatives ou des événements susceptibles à mettre en jeu l'intégrité de la zone euro, le vrai enjeu de la crise. Nous allons montrer en outre comment et pourquoi la presse a soutenu les solutions proposées et éventuellement adoptées. Nous allons aussi démontrer que la presse a présenté lesdites solutions comme un sauvetage des pays étudiés, alors qu'il s'agissait, en réalité, d'un sauvetage de la monnaie unique.

Enfin, la quatrième partie essayera de répondre à une question majeure de cette étude, à savoir l'homogénéité observée parmi les journaux examinés. Nous allons analyser les aspects de cette homogénéité, son étendue et tenter de l'expliquer.

PARTIE PRÉLIMINAIRE :

LA CRISE : DES MOTS, DES MANIÈRES ET DES MÉTHODES POUR EN PARLER

CHAPITRE 1 – LA CRISE ÉCONOMIQUE EN GRÈCE ET EN ESPAGNE DANS LES MÉDIAS INTERNATIONAUX

La question du traitement d'un sujet dans la presse ne date pas d'hier pour les sciences de l'information et de la communication. De l'affaire de *Three miles island*⁷ à celle du sang contaminé⁸, la recherche dans cette discipline ne s'intéresse pas uniquement à ce qui est écrit dans la presse, mais aussi au comment et au pourquoi. Et cela parce que le chercheur de l'information et de la communication comprend mieux que quiconque que la presse (ou les médias d'ailleurs) ne se contente pas de fournir des informations sur un sujet d'actualité, elle contribue à notre intelligibilité du monde en tant que citoyens et consommateurs de l'information. La presse nous aide à donner un sens à l'actualité et à nous familiariser avec des situations et thèmes inconnus, voire inaccessibles en d'autres circonstances. Elle sert aussi de moyen de connaissance et de rapprochement entre les différentes cultures. En même temps, la presse est responsable de la (re)production des stéréotypes. Pour toutes ces raisons, l'image d'un pays, d'un peuple ou bien de communautés et de groupes sociaux divers, telle qu'elle apparaît dans la presse, a souvent attiré l'attention des chercheurs. À titre d'exemple, Christine Du Bois cherche à expliquer l'image négative dont souffrent les immigrants indiens anglophones de l'ouest (porteurs de criminalité) aux États-Unis (essentiellement les Jamaïcains)⁹. Teun A. Van Dijk se pose la même question sur l'image des minorités ethniques et veut explorer le rôle de la presse dans la reproduction du racisme¹⁰.

⁷ Eliseo Veron, *Construire l'événement, les médias et l'accident de three mile island*, Paris, Les éditions de minuit, 1981.

⁸ Mathieu, Brigidou, « L'affaire du sang contaminé : la construction de l'évènement dans Le Monde (1989-1992) », *Mots/Les langages du politique*, 37 (Décembre 1993), p. 29-48.

⁹ Christine M. Du Bois, *Images of West Indian immigrants in mass media : the struggle for a positive ethnic reputation*, New York, LFB Scholarly Publishing LLC, 2004.

¹⁰ Teun van Dijk, *Racism and the Press*, London and New York, Routledge, 2016 (1991).

D'autres sujets, tels que le terrorisme et sa perception dans différents journaux, ont constitué aussi l'objet de recherches et d'analyses¹¹.

Ainsi, même si la Grèce est un petit pays et une économie mineure de la zone euro, nombre d'études y ont été consacrées par des chercheurs grecs, qui se sont focalisés sur la crise. Le travail d'Andréas Antoniadès¹² par exemple, expose l'image de la Grèce dans douze journaux internationaux, dont *Le Figaro*. Il présente les thèmes couverts par la presse, mais aussi les jugements qualitatifs portés sur les acteurs de la crise. Dans le chapitre consacré au *Figaro*, l'auteur rapporte les sujets principaux que le journal a soulevés, ainsi que son approche, qui pourrait être qualifiée de pro-européenne. Le travail d'Andréas Antoniadès présente des problèmes méthodologiques tout en étant plutôt rudimentaire. Il ne justifie pas sa sélection de journaux et il fonde son analyse des jugements sur la distinction « bon » et « mauvais ». Yannis Mylonas¹³, lui, parle de l'image de la Grèce dans la presse écrite allemande en analysant les manchettes du *Bild-Zeitung*. Yannis Mylonas adopte une approche culturelle et il argumente que la Grèce a servi à la fois de bouc émissaire et de terrain d'expérimentation d'une politique économique nouvelle en Union Européenne. Il identifie cinq cadrages relatifs à la description de la crise et à la position de la Grèce¹⁴ : l'économique, qui est lié aux mesures d'austérité ; l'eschatologique, qui laisse présager des scénarios catastrophiques ; le narcissique, qui présentait les Allemands à la fois comme victimes et comme sauveurs des pays en crise ; le culturaliste, qui considère les Grecs comme un cas spécial et comme responsables de la crise au niveau européen ; enfin, le cadrage dans lequel *Bild* parle au nom de tous les Allemands mécontents en raison du fardeau économique qu'ils doivent porter pour sauver les autres¹⁵. Yannis Mylonas déclare que la Grèce a été accusée d'être à l'origine de la crise en zone euro, par ses partenaires,

¹¹ Par exemple, Valérie Assaf s'est occupée de la perception du terrorisme dans différents journaux, voir, Valérie Assaf, *La perception du phénomène terroriste dans la presse écrite libanaise, américaine et française à travers les attentats du 11 septembre 2001 et l'assassinat du Premier ministre libanais Rafic Hariri le 14 février 2005*, thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université Panthéon-Assas, novembre 2011, Rieffel, Rémy, dir.

¹² Andréas Antoniadès, *La crise économique grecque dans la presse internationale*, [*Η ελληνική οικονομική κρίση στο διεθνή τύπο*], Athènes, IDIS, 2010.

¹³ Yannis Mylonas, « Media and the economic crisis of the EU : the 'culturalization' of a systemic crisis and *Bild-Zeitung's* framing of Greece », *TripleC* 10(2) (2012), p. 646-671.

¹⁴ *Ibid.*, p. 657.

¹⁵ *Ibid.*

qui voulaient éviter d'en explorer les causes réelles qui, selon lui, sont liées au capitalisme.

George Tzogopoulos¹⁶ de son côté, a effectué un travail notable. Son étude porte sur l'image de la Grèce à travers deux quotidiens de chaque pays analysé, à savoir le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France, l'Espagne, l'Italie et les États-Unis. Il décrit les thèmes abordés, tels que la corruption, les conséquences de la crise en Grèce pour la zone euro, qui en paie le lourd tribut, etc. Il a choisi *Le Figaro* et *Le Monde* pour la France. Toutefois, son analyse tend à se concentrer sur la presse anglo-saxonne et les exemples qu'il puise dans des journaux non anglophones sont limités. Parmi les autres études ayant pour objet la presse grecque, il convient de citer celle de Vassilis Vamvakas¹⁷, qui examine la crise sous un angle politico-culturel. Il traite de thèmes tels que la violence, la culture, le consumérisme, ainsi que de la manière dont un discours politique de gauche a abordé tout cela dans des textes, des chansons ou la comédie. Enfin, Thomas Tsakalakis¹⁸ analyse l'image des Grecs telle qu'elle ressort de la presse britannique, à savoir un peuple « corrompu, fainéant et indiscipliné », d'où le titre de son ouvrage [*Les Grecs : corrompus, paresseux et indisciplinés, stéréotypes culturels de la presse britannique pour les Grecs pendant les années de la crise (2010-2014)*]. Thomas Tsakalakis estime que cette image est promue pour désorienter l'opinion publique sur les responsabilités d'autres pays européens quant à la crise et les inégalités au sein de l'Union Européenne.

La Grèce, premier pays à avoir été touché par la crise, a soulevé l'intérêt des médias. Ainsi, bien qu'il s'agisse d'un petit pays, la Grèce a bénéficié de ce qu'Oliver Hahn et Julian Jaurisch appellent la « valeur médiatique »¹⁹, autrement dit une couverture médiatique disproportionnée par rapport à la taille du pays. Dans la plupart des cas, les médias en ont dressé un portrait très négatif.

Cette « agressivité » envers ce pays a intrigué nombre de chercheurs qui ont voulu en comprendre et expliquer les raisons. Il est vrai qu'aucun autre pays en crise n'a

¹⁶ George Tzogopoulos, *The Greek crisis in the media, stereotyping in the international media*, Surrey (England), Ashgate, 2013.

¹⁷ Vassilis Vamvakas, *Le discours de la crise*, [*Ο λόγος της κρίσης*], Thessalonique, Epikentro, 2014.

¹⁸ Thomas Tsakalakis, *Les Grecs : corrompus, paresseux et indisciplinés(...)*, *op.cit.*

¹⁹ Oliver Hahn et Julian Jaurisch, « Telling the Greek story of Europe and the bull-trap : How U.S. correspondents attribute news value to a topic-oriented country's status within the Eurozone's debt crisis », *Journal of Applied Journalism and Media Studies*, V.1 No.1 (2012), p. 97-113.

suscité autant d'intérêt en termes de recherche que la Grèce. Il est aussi de fait que la totalité des travaux sur ce sujet proviennent de pays anglo-saxons, à l'exception des études en grec qui traitent la gestion de la crise dans les médias grecs. En outre, la presse écrite se retrouve au centre des analyses. Un autre point commun est la méthodologie adoptée. Toutes ces études utilisent l'analyse quantitative et/ou qualitative du contenu et traitent de l'image de la Grèce exclusivement, sans faire de comparaison avec d'autres pays en crise. La seule comparaison établie concerne la presse des différents pays.

En France, il n'y a pas de travaux publiés sur ce sujet. Il existe néanmoins des recherches relatives au niveau académique. Plus particulièrement, le mémoire de Marina Rafenberg²⁰ portant sur l'image de la Grèce dans la presse écrite quotidienne et périodique constitue un effort substantiel. Elle a commencé par une « analyse diachronique »²¹ sur les articles du *Monde* publiés entre février et juin 2010 afin de suivre le développement de la crise. Ensuite, elle a sélectionné des articles datés des mois d'avril et de mai 2010 dans *La Croix*, *Libération*, *Le Figaro*, *Le Point*, *L'Express*, *Paris Match* et *Marianne*, en procédant à une « analyse synchronique »²² et en notant les différences de cadrage. Marina Rafenberg a également fait une analyse de contenu en suivant le paradigme des travaux mentionnés ci-dessus. Elle a abordé tous les thèmes mis en lumière dans la presse, mais sans particulièrement approfondir son analyse. En revanche, elle s'est interrogée sur la relation des journalistes aux sources et sur les contraintes auxquelles ils ont fait face lors de la rédaction de leurs articles. Elle a parallèlement consacré la moitié de son travail à l'investigation des rapports entretenus entre le gouvernement grec et les médias, et à l'interprétation de la politique de communication du gouvernement. Le travail de Marina Rafenberg s'étend sur plusieurs niveaux et il s'ouvre sur de nombreuses thématiques qui auraient mérité davantage d'exploration. C'est là que réside son point faible, en ce sens qu'elle ne va pas au fond des choses, en suivant plusieurs directions à la fois. Quoi qu'il en soit, son projet soulève beaucoup de questions quant à l'examen de la crise en Grèce par la presse française, dont certaines seront abordées dans la présente étude.

²⁰ Marina Rafenberg, *Médiatisation et gestion de la crise grecque*, mémoire, Institut Politique de Lille, 2011, Nollet, Jérémy, dir.

²¹ *Ibid.*, p. 2.

²² *Ibid.*

Notons à présent un deuxième mémoire sur le même sujet, celui de Ioannis Panagiotopoulos, qui a été élaboré en 2012-2013. L'auteur analyse trois journaux de la presse française dite « de qualité », à savoir *Le Figaro*, *Le Monde* et *Libération*, et ce, sur une période de dix semaines, de septembre à novembre 2011. Il a cherché à déterminer le rôle que ces trois journaux, qu'il considère comme des acteurs politiques indépendants²³, ont joué à propos du traitement de la crise grecque. Il a aussi opté pour la méthode du cadrage et il en a identifié cinq : le cadre de la responsabilité, le cadre du conflit, le cadre de l'intérêt humain, le cadre des conséquences économiques et celui du « news domestication »²⁴. Il a cherché par la suite à comprendre comment les cadres identifiés avaient été exploités par les journaux. Ioannis Panagiotopoulos a ainsi observé une certaine forme de convergence des positions des trois journaux à l'égard de la crise, en soulignant que cette position ne s'opposait pas à la ligne officielle de la France²⁵. Son étude aboutit donc à une conclusion autre que celle de Marina Rafenberg qui percevait des différences entre les journaux. Le travail de Ioannis Panagiotopoulos est tout aussi important, dans le sens où il pose des questions différentes par rapport à l'étude de Marina Rafenberg, ravivant de ce fait le débat autour de la crise en Grèce et des médias en France. Cela étant, il est curieux que les seuls travaux de recherche sur la crise en Grèce, la zone euro et la gestion médiatique de la crise par la presse française, en général, consistent en des mémoires de recherche. Il est donc frappant d'observer que les chercheuses et chercheurs français(es) ne semblent pas s'intéresser au sujet.

Une observation d'ordre général concernant les journaux utilisés dans toutes les études mentionnées est que les deux journaux français de prédilection dans toutes les analyses sont *Le Figaro* et *Le Monde*, tandis que *Libération* occupe la troisième place auprès des chercheurs. Pour un chercheur œuvrant dans un autre pays, ce choix est compréhensible. *Le Figaro*, *Le Monde* et *Libération* sont effectivement les journaux les plus connus à l'étranger. Le public des autres pays connaît ces journaux, leur positionnement politique et leur importance dans le paysage médiatique français. Ne pas analyser lesdits journaux serait sûrement une omission significative. En outre, il

²³ Ioannis Panagiotopoulos, *La crise économique grecque dans la presse de qualité française*, mémoire, Université Paris 8 Vincennes - Saint-Denis, Matthews, Jacob, dir., p. 14-16.

²⁴ *Ibid.*, p. 29-31.

²⁵ *Ibid.*, p. 62.

est normal de privilégier les journaux les plus connus au début d'une recherche. Il serait surprenant de commencer par d'autres médias, en omettant ceux qui constituent une référence auprès de leurs collègues et dans la conscience des consommateurs, en France comme à l'étranger.

Le traitement de la crise en Grèce par les médias d'autres pays a donc inspiré de nombreuses recherches. Qu'en est-il dans le cas de l'Espagne ? La couverture médiatique de la crise espagnole n'a pas bénéficié du même intérêt de la part des chercheurs locaux et étrangers. Pourtant, elle a été considérée comme une menace pour la zone euro, au même titre que la crise en Grèce. La recherche sur la crise espagnole s'est strictement limitée à l'échelle nationale, autrement dit, c'est sur les médias espagnols et non internationaux que se sont penchés les chercheurs. De plus, la recherche s'est intéressée aux médias audiovisuels et non à la presse écrite. Le travail de Fátima Gil Gascón en est un exemple²⁶. Elle a étudié, d'un point de vue politique, le traitement de la crise en Espagne par le journal télévisé du soir de TVE. Juan Martín Quevedo, Erika Fernández Gómez et Francisco Segado Boj²⁷ ont réalisé un projet similaire, en abordant la couverture de la crise en Espagne par les journaux télévisés des chaînes privées espagnoles (*Antena 3* et *Telecinco*). Les auteurs ont ainsi formulé trois hypothèses : a) la couverture de la crise par les journaux télévisés est étendue ; b) les sources utilisées sont variables et qualifiées ; et c) le cœur de l'approche des chaînes n'est pas le facteur humain. Ils ont conclu que même si la crise a été traitée à travers des aspects variés, c'est une perspective plutôt nationale qui domine. En outre, les coupes budgétaires, les réformes et les manifestations constituent la thématique principale des journaux télévisés. D'autres thèmes considérés comme secondaires sont passés à un rang inférieur. En ce qui concerne la qualité des sources, ils ont conclu que celles-ci faisaient sérieusement défaut. Enfin, ils ont montré que le facteur humain n'était promu par les journaux télévisés que ponctuellement²⁸. En revanche, Ricardo Leiva Soto²⁹ a étudié la crise en Espagne, telle qu'elle transparaît dans la presse

²⁶ Fátima Gin Gascón, « Medidas, reformas y austeridad : el tratamiento de la crisis económica en los informativos de Televisión Española (abril-junio 2012) », *Trípodos*, No. 39 (2016), p. 187-204.

²⁷ Juan Martín Quevedo, Erika Fernández Gómez, et Francisco Segado Boj, « La cobertura de la crisis económica en los informativos de la televisión privada en España (2012) : un análisis de la calidad de los telediarios », *Estudios sobre el Mensaje Periodístico*, 22 (2) (2016), p. 809-827.

²⁸ *Ibid.*, p. 821-823.

²⁹ Ricardo Leiva Soto, « The media reputation of Spain during the global financial crisis », *Communication & Society/Comunicación y Sociedad*, Vol. 27, n. 2 (2014), p. 1-20.

économique anglophone, sous une optique différente par rapport à celle développée jusqu'ici. Il s'est ainsi interrogé sur la possibilité et la manière dont les indicateurs économiques tendraient à fluctuer pendant une crise économique, ainsi que sur l'éventualité que ceux-ci puissent influencer la perception d'un pays par les médias et le portrait qu'ils en font. Il s'est ainsi penché sur le cas espagnol vu par *The Wall Street Journal*, *The Financial Times* et *The Economist*. Précisons ici que cette analyse a précédé la dernière crise économique en Espagne, puisque la période de recherche couvre les mois d'octobre à décembre et les années 2007, 2008, 2009 et 2010. Ricardo Leiva Soto prend, certes, en compte la crise mondiale de 2008 dont l'Espagne a été victime, mais à la fin de 2010, la crise de la zone euro n'avait pas encore touché le pays. Il conclut, tout de même, qu'au cours de l'année 2007, le traitement de l'Espagne par la presse économique anglophone a été « *équilibré et impartial* »³⁰ ; cette image s'est détériorée néanmoins lorsque la crise a commencé à se faire sentir en Espagne (baisse de la bourse, hausse des titres de la dette espagnole). Valentín Alejandro Martínez Fernández, Óscar Juanatey Boga et Carmen Costa Sánchez³¹, quant à eux, ont exploré l'influence des deux journaux espagnols de référence, *El País* et *El Mundo*, sur le comportement des consommateurs et des épargnants en Espagne.

Soulignons à cette occasion que si des études ont été menées sur le traitement de la crise en Espagne ou en Grèce, par les médias nationaux ou étrangers, il n'en est pas de même pour les recherches comparant la crise dans différents pays par les médias d'un pays spécifique. Ainsi, une seule étude de cette sorte est disponible, portant sur les médias allemands et anglais. Il s'agit de l'article écrit par Hans Bickes, Tina Otten et Laura Chelsea Weymann³², qui compare la façon dont les médias allemands, américains et anglais ont traité la crise en Grèce, en Espagne et en Italie. Les auteurs ont examiné les articles publiés en ligne entre mai et juillet 2012 dans les magazines *Spiegel*, *The Economist* et *Times*. Ils se sont intéressés aux métaphores utilisées pour décrire la crise. Ils en ont identifié cinq : a) la maladie. La crise est traitée comme une

³⁰ *Ibid.*, p. 15.

³¹ Fernández Martínez, Valentín, Óscar Juan Atey Boga, y Carmen Costa Sánchez, « Agenda setting y crisis económica : Influencia de la prensa en el comportamiento de consumo y ahorro », *Estudios sobre el mensaje periodístico*. Vol. 18, núm. 1 (2012) p. 147-156. Madrid, servicio de Publicaciones de la Universidad Complutense.

³² Hans Bickes, Tina Otten et Laura Chelsea Weymann, « The financial crisis in the German and English press : Metaphorical structures in the media coverage on Greece, Spain and Italy », *Discourse & Society*, Vol. 25(4) (2014), p. 424-445.

maladie nécessitant des médicaments³³ ; b) les forts et les faibles. Les pays endettés sont faibles et impuissants, tandis que les pays créditeurs apparaissent comme des héros leur portant secours³⁴ ; c) la crise est une catastrophe naturelle. Elle échappe, donc, au contrôle humain³⁵. Elle est « un hurricane », « une avalanche », ou bien « un tsunami »³⁶ ; d) la crise nécessite une solution « technique »³⁷. Cela signifie que certains changements structurels doivent avoir lieu au sein de la zone euro ; e) les enseignants et les étudiants. Les pays endettés sont des étudiants qui se doivent d'être disciplinés et de passer des examens (supervision de la Troïka). De l'autre côté, les pays créditeurs sont chargés de leur prescrire des règles de comportement³⁸. Le terme de « métaphores » utilisé par les trois auteurs devient « cadre(s) » dans d'autres articles³⁹.

L'apport complémentaire du projet de Hans Bickes, Tina Otten et Laura Chelsea Weymann, quant au traitement de la crise par les médias, est l'analyse comparative des différents pays en crise, en l'occurrence la Grèce, l'Espagne et l'Italie. Cela ne s'est pas vu ailleurs. L'analyse de ces trois auteurs permet de s'interroger sur la manière dont la crise a été présentée dans différents pays : y a-t-il des approches variées ou bien le traitement de la crise est-il unique ? La réponse des auteurs est qu'il existe des variations. Les pays en crise ne sont pas présentés uniformément. Par exemple, bien que la Grèce soit un pays dont la situation est bien plus grave que celle de l'Espagne, c'est cette dernière qui apparaît comme « *la victime numéro un de la crise* »⁴⁰. Ouvrons ici une parenthèse pour dire que la présente recherche vise à répondre à des questions similaires, mais en se focalisant exclusivement sur la presse française. Celle-ci tend jusqu'à présent à être plus indulgente que la presse allemande ou anglaise pour ce qui est de la crise en Grèce (il n'y a pas de recherche sur la crise en Espagne). Mais en est-il ainsi ? La presse française a-t-elle été moins agressive que la presse allemande ou anglaise ? C'est ce à quoi nous tenterons de répondre. De plus, bien que l'idée principale entre l'article de Hans Bickes *et al.* et notre étude soit la même, à savoir

³³ *Ibid.*, p. 430-432.

³⁴ *Ibid.*, p. 432-435.

³⁵ *Ibid.*, p. 435-436.

³⁶ *Ibid.*, p. 435.

³⁷ *Ibid.*, p. 436-437.

³⁸ *Ibid.*, p. 437-438.

³⁹ Zhongdang Pan et Gerald M. Kosicki, « Framing analysis : an approach to news discourse », *Political Communication*, Vol. 10 (1993), p. 55-75.

⁴⁰ Hans Bickes, Tina Otten et Laura Chelsea Weymann, « The financial crisis in the German and English press... », *op. cit.*, p. 433.

examiner les différences ou les similarités entre le traitement médiatique des différentes crises, il y a plusieurs dissimilitudes : l'étude de Hans Bickes *et al.* se concentre sur l'existence de « métaphores » dans le discours de la presse et sur leur nombre. Au contraire, la présente étude n'applique pas un modèle préétabli, préférant laisser l'analyse s'orienter au gré de la recherche. En cherchant des métaphores spécifiques dans le texte, nous risquons de passer à côté d'autres représentations, tout aussi importantes pour l'analyse, voire plus. L'approche adoptée ici, puisqu'il s'agit d'une analyse de base, explore toutes les possibilités. À ce titre, il serait intéressant de voir si les conclusions de Hans Bickes *et al.* convergent ou non avec les nôtres.

Enfin et surtout, le livre de Robert Picard⁴¹ demeure, à ce jour, l'étude la plus complète et exhaustive sur le traitement de la crise en zone euro par les médias européens. La recherche s'étend en effet dans dix pays dont des chercheurs ont contribué à l'étude : la Belgique, la Finlande, la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne, l'Espagne et le Royaume-Uni. L'étude a analysé plus de 10.000 articles provenant de quarante journaux appartenant aux dix pays sélectionnés, c'est-à-dire de quatre journaux par pays (deux journaux d'intérêt général, un journal économique et un tabloïde). Pour la France, il s'agit du *Figaro*, du *Monde*, des *Echos* et du *Parisien*. Le livre couvre les années 2010 à 2012 et explore la manière dont la presse européenne a traité la crise dans la zone euro et les implications qui en ont résulté pour la perception de l'Europe par les citoyens, de ses institutions et des relations au sein de l'Union Européenne⁴². Le livre s'interroge, en parallèle, sur le déroulement du débat autour de l'Europe, sur le positionnement de la presse à son égard et sur le degré de déploiement d'un débat national et européen concernant la crise⁴³. Les chercheurs ont également voulu déterminer à quel niveau les journaux se sont adressés à leurs lecteurs en tant qu'Européens et la manière dont ils ont considéré et perçu les rôles, la fonction et l'efficacité des institutions européennes. Ils ont précisé que ce point était déterminant pour l'avenir de l'Union Européenne et pour sa future intégration potentielle⁴⁴. Les auteurs ont conclu que la crise a été principalement représentée dans

⁴¹ Robert G. Picard (ed.), *The euro crisis in the media, journalistic coverage of economic crisis and European institutions*, London & New York, I.B. Tauris & Co. Ltd, 2015.

⁴² *Ibid.*, p. 2.

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ *Ibid.*, p. 13.

sa dimension nationale, en fonction de son impact à l'échelle intérieure des pays, avant d'être examinée comme une affaire européenne⁴⁵. Au total, les auteurs ont constaté l'absence d'un sentiment européen fort et partagé, ainsi que des indications sur l'existence d'une sphère publique européenne : les débats demeurent une affaire nationale s'inscrivant dans une dimension domestique⁴⁶. La sphère publique européenne naissante n'apparaît qu'en second lieu, caractérisée par des intérêts partagés et des défis communs⁴⁷.

Il convient de souligner ici une différence entre toutes les études mentionnées plus haut et la présente : la collecte des données. Les autres études ont examiné les articles de presse ou d'autres unités d'information pour une période spécifique et continue, par exemple entre mai et juillet 2012 ou en novembre 2011. La présente étude, elle, analyse des périodes différentes pour toute la durée de la crise. Elle se penche sur des moments riches en événements et d'autres durant lesquels l'actualité des pays en crise est en baisse. Cela permet une analyse plus étendue mais aussi plus profonde, puisque la crise se poursuit à la fois dans les périodes chargées et en des temps plus calmes.

Nous allons maintenant présenter la situation économique en Grèce et en Espagne avant la crise, en insistant sur les éléments qui se sont retrouvés au centre de la crise : la dette publique dans le cas de la Grèce et la bulle immobilière en Espagne.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 237.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 240.

⁴⁷ *Ibid.*, p.241.

CHAPITRE 2 – L'ÉCONOMIE GRECQUE AVANT LA CRISE DE 2010

L'économie grecque, à l'instar d'autres économies méditerranéennes avant leur adhésion aux Communautés Européennes, présentait des problèmes structurels, de modernisation de la production, etc. L'adhésion à la Communauté a obligé la Grèce à s'adapter aux normes européennes. Dans le secteur agricole, par exemple, la Politique agricole commune a imposé des réformes. Néanmoins, les bénéfices de cette politique n'ont été ressentis qu'au niveau local, et ce, temporairement. En fait, selon Ioanna Christodoulaki et Euaggelos Stathis, les mesures qui ont soutenu la production agricole ont conduit « *à la dépendance du secteur aux subventions européennes, le renforcement des inégalités périphériques et la prise en otage d'une grande partie de la communauté rurale par un système complexe de collectivités agricoles, de dépendances partisans et d'intérêts corporatistes* »⁴⁸. Au niveau national, le développement, la structure et l'extraversion du secteur n'a pas bénéficié d'une gestion adéquate, entraînant l'affaiblissement de la compétitivité des produits grecs à l'étranger⁴⁹.

Le secteur de la transformation de produits est l'un des plus dynamiques de l'industrie grecque. Plus particulièrement, le secteur de la transformation des boissons et aliments, l'un des plus importants, y contribue pour 3,2%, en termes de valeur ajoutée, bien plus que la moyenne européenne (2%)⁵⁰. Plus de 16 milles petites et moyennes entreprises composent le secteur, avec aussi des sociétés plus grandes orientées vers l'exportation et dotées de méthodes de production innovantes⁵¹.

En outre, avec une part de 20% du PIB (Produit Intérieur Brut) grec et de 25% de l'ensemble des emplois, le tourisme est l'industrie lourde de la Grèce. Il s'agit d'un secteur non négligeable pour une raison supplémentaire : il est lié à d'autres secteurs de l'économie, puisque la consommation du produit touristique combine plusieurs activités en parallèle (restauration, hébergement, transports, services, commerce, etc.).

⁴⁸ Ioanna Christodoulaki et Evangelos Stathis, *La compétitivité des secteurs dynamiques de l'économie grecque* [*Η ανταγωνιστικότητα των δυναμικών κλάδων της ελληνικής οικονομίας*], 2014, p. 258.

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ *Ibid.*, p. 261.

⁵¹ *Ibid.*, p. 264.

Pendant des décennies, le pays a investi dans le tourisme de masse en se fondant sur un produit limité, à savoir le duo « soleil-mer ». Cette situation a évolué progressivement et le pays a commencé à attirer des millions de touristes, grâce à une offre plus ciblée, comprenant des services touristiques à la carte et spécialisés (tourisme de bien-être, tourisme médical, tourisme de conférence, tourisme nautique, tourisme culturel et religieux, etc.). Entre 2001 et 2007, le nombre de visiteurs étrangers n'a cessé d'augmenter, s'est stabilisé, puis est lentement reparti à la hausse après 2010⁵². En 2007, les arrivées touristiques ont commencé à se réduire jusqu'en 2010⁵³, ce qui pourrait être lié à la crise économique mondiale qui s'est déclenchée aux États-Unis cette année-là. Il n'en demeure pas moins que de 1990 à 2010, l'arrivée de touristes étrangers a augmenté de manière stable. En 1990, 9 millions de touristes ont visité le pays, un chiffre qui a atteint les 15 millions en 2010⁵⁴.

Dans les années 2000, la Grèce figurait parmi les pays de l'Union Européenne à avoir touché le plus de fonds européens en proportion du PIB⁵⁵. Ce sont les fonds communautaires (les Fonds structurels et le Fonds de cohésion) qui ont soutenu la convergence de l'économie grecque, plus faible par rapport aux économies des pays nord-européens⁵⁶. Ce ratio a changé après l'élargissement de l'Union Européenne à l'Est en 2004.

Toutefois, au cours de la même période, l'économie grecque franchissait une nouvelle étape marquante : l'adhésion à la monnaie unique. Durant les années qui ont suivi l'adhésion du pays à l'Union économique et monétaire, en 2001, et jusqu'en 2007, le PIB de la Grèce a augmenté à un rythme moyen de 4% par an, contre 2% en zone

⁵² Alexis Chatzidakis, *Analyse du développement touristique en Grèce 2001-2010* [Ανάλυση της πορείας της τουριστικής κίνησης 2001-2010], Organisation Nationale du Tourisme, Athènes, 2011, p. 6 ; Ioanna Christodoulaki et Evangelos Stathis, *La compétitivité des secteurs dynamiques de l'économie grecque*, op. cit., p. 269 ; Seraphim Polyzos et Dimitrios Tsiotas, *Analyse de la contribution du tourisme au développement économique national* [Ανάλυση της συμβολής του τουρισμού στην εθνική οικονομική ανάπτυξη], Série des études de recherches 23(2), mai 2017, p. 54.

⁵³ Ioanna Christodoulaki et Evangelos Stathis, *La compétitivité des secteurs dynamiques de l'économie grecque*, op. cit., p. 269.

⁵⁴ Alexis Chatzidakis, *Analyse du développement touristique en Grèce 2001-2010*, op. cit., p. 19.

⁵⁵ Eugénie Tzortzi, « Un PIB a afflué dans le pays depuis son adhésion à l'UE », [Ένα ΑΕΠ έχει εισρεύσει στη χώρα από την Ε.Ε.] *Kathimerini*, 15 juillet 2017, en grec, consulté le 11 avril 2020. URL : <https://www.kathimerini.gr/909416/article/oikonomia/ellhnikh-oikonomia/ena-aep-exei-eisreysei-sth-xwra-apo-thn-ee>.

⁵⁶ Cela est aussi vrai pour l'Espagne, le Portugal et l'Irlande. 50% de financement par les fonds européens a été consacré à ces quatre pays, afin de promouvoir leur convergence avec les économies plus avancées. Voir Yorgos Romanias, « L'agenda 2000 : le sommet de Berlin » [Ατζέντα 2000 : η σύνοδος του Βερολίνου], *Enimerosi INEE/GSEE* (46), avril 1999, p. 4.

euro⁵⁷. Ce développement a été soutenu par le secteur du bâtiment, notamment grâce aux Jeux Olympiques d'Athènes en 2004. De plus, la demande intérieure a été stimulée, en particulier la consommation privée et l'investissement immobilier⁵⁸. Entre 2000 et 2009, les salaires en Grèce ont augmenté de presque 5,7% par an selon le rapport de la Fédération Hellénique des Entreprises (SEV)⁵⁹. Grâce à l'euro, le pays a connu une période de liquidité abondante durant laquelle le développement de l'économie s'est fondé sur l'emprunt privé et public. Entre 2001 et 2008, la Grèce pouvait emprunter aux mêmes taux d'intérêt faibles que l'Allemagne⁶⁰. L'euphorie financière a même poussé les ménages à emprunter davantage. En somme, au cours de cet intervalle de temps, le modèle économique grec s'est basé sur la consommation alimentée par l'emprunt public et privé. Nonobstant la croissance marquée et les bonnes performances de l'économie grecque à cette époque, le pays continue de porter le fardeau d'une dette élevée.

Depuis les années 1980, au lendemain de l'adhésion de la Grèce aux Communautés Européennes, la dette publique grecque n'a traditionnellement pas dépassé le seuil de la moyenne européenne. En fait, la dette grecque s'est stabilisée à 100% du PIB, de 1980 à 2008. Après la création de la monnaie unique, la situation est restée telle quelle. Au cours de l'intervalle 2001-2008, la dette publique grecque a augmenté, mais le PIB a aussi augmenté, au même rythme presque, et donc leur corrélation est demeurée⁶¹. À l'aube de la crise de 2009, la dette grecque restait (avec la dette italienne) la plus élevée de la zone euro (116% du PIB), sans pour autant provoquer de réaction notable de la part de la Commission Européenne. Il faut signaler que depuis 2006, la dette de la zone euro présentait une tendance à la hausse, tandis que la dette de chacun de ses membres

⁵⁷ Panagiotis Petrakis, *The Greek economy and the crisis, challenges and responses*, Berlin & Heidelberg, Springer-Verlag, 2012, p. 40 ; European Commission, Directorate-General for Economic and Financial Affairs, *The Economic Adjustment Program for Greece*, Occasional papers No. 61, May 2010, p. 6.

⁵⁸ Panagiotis Petrakis, *The Greek economy and the crisis, challenges and responses*, Berlin & Heidelberg, Springer-Verlag, 2012, p. 40.

⁵⁹ Christos Ioannou, Kostas Kanellopoulos et Sotiris Petrou, « Wages, productivity and competitiveness in Greece », *Business and the Greek economy*, SEV (Association des Entrepreneurs Grecs), 15 mars 2019, p. 3.

⁶⁰ Yorgos Stratopoulos, « L'anatomie de la dette publique » [*Η ανατομία του δημοσίου χρέους*], Protagon.gr, 23 mai 2016, URL : https://www.protagon.gr/themata/focus/poioi-einai-oi-megaloi-prwtagnistes-tis-krisis-44341_082501, consulté le 31 janvier 2020.

⁶¹ *Ibid.*

s'est renforcée entre 2008 et 2009⁶². Pourtant, pendant ces deux années, la dette publique grecque a augmenté encore plus. La crise économique mondiale de 2008, suite à l'effondrement de Lehman Brothers, a affecté l'économie grecque qui est entrée en récession. Par conséquent, le pourcentage de la dette par rapport au PIB s'est accru, puisque les recettes publiques restaient stables alors que les dépenses s'accroissaient⁶³. En outre, l'endettement en 2008 et 2009 s'est accéléré en comparaison avec la période 2001-2007. Plus particulièrement, 13 milliards d'euros venaient alourdir la dette chaque année, de 2001 à 2007. 72% de cette dette concernait des taux accumulés et 28% seulement le capital nouveau⁶⁴. En revanche, pour 2008 et 2009, 29 milliards d'euros par an se sont ajoutés à la dette existante, dont seuls 45% étaient consacrés au remboursement de taux⁶⁵. En 2009, la dette grecque avait atteint 127% du PIB⁶⁶.

L'augmentation de la dette a été suivie par l'augmentation du déficit public. Le 9 octobre 2009, les élections anticipées ont amené le PASOK (centre gauche) au pouvoir, après cinq ans de gouvernance de la droite. Georges Papandréou, le dirigeant du PASOK, a été élu avec la promesse d'appliquer une politique économique sociale. Pourtant, dès sa prise de fonctions, le nouveau premier ministre a annoncé que le déficit public du pays était plus élevé que ce qui avait été estimé par le gouvernement sortant de Costas Caramanlis, et que la différence était de l'ordre de 6% à 7%. Le déficit s'élevait ainsi à près de 9,4% du budget préliminaire de 2010. La Commission Européenne, quant à elle, le révisa à 12%⁶⁷. Le déficit réel a ultérieurement été établi à 15,14% du produit intérieur brut (PIB)⁶⁸, c'est-à-dire cinq fois plus que ce qui est prévu dans le Pacte de Stabilité.

Le projet de loi de finances pour 2010, qui a été soumis au parlement en novembre 2009, dans le cadre de l'élaboration du budget de l'État, comportait un caractère social en soutenant surtout les secteurs de la santé et de l'éducation. Il prévoyait à la fois une

⁶² Eurostat news release euroindicators, 55/2010, 22 April 2010, URL: <https://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/5046142/2-22042010-BP-EN.PDF/0ff48307-d545-4fd6-8281-a621cbda385d>, consulté le 31 janvier 2020.

⁶³ Yorgos Stratopoulos, « *L'anatomie de la dette publique* », *op. cit.*

⁶⁴ *Ibid.*

⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶ *Ibid.*

⁶⁷ European Commission, GREECE : Commission assessment in relation to the Commission recommendation for a Council decision under Article 104(8) of the Treaty, Brussels, 11.11.2009, retrieved from http://ec.europa.eu/economy_finance/publications/pages/publication16243_en.pdf (10 April 2017).

⁶⁸ OECD, *General government deficit for Greece*, at <https://data.oecd.org/gga/general-government-deficit.htm> (consulté le 10 avril 2017).

augmentation des dépenses salariales et une réduction des dépenses publiques dans d'autres secteurs, afin de limiter la gabegie de fonds publics. Un autre objectif concernait la baisse du déficit de 12% à 9,1%, ainsi qu'une réduction de la dette publique⁶⁹. Il était aussi « *le point de départ pour (...) le rétablissement de la transparence et de la crédibilité des données fiscales et de la viabilité fiscale* »⁷⁰.

L'annonce sur le déficit provoqua une vive réaction de la part des agences de notation financière qui avaient commencé, l'une après l'autre, à dégrader la notation de la Grèce. Pour rappel, la notation est l'appréciation sur la capacité d'un émetteur, dans ce cas un État, à assurer le paiement ponctuel d'un titre de dette, tel qu'une obligation. Le 22 octobre 2009 déjà, la notation de la Grèce avait baissé de 125 unités de base. Jusqu'au 27 avril 2010, date à laquelle le pays a activé le mécanisme de soutien financier de l'Union Européenne, la notation de la Grèce avait baissé de 651 unités de base⁷¹. Ce calcul se fonde sur l'évaluation des obligations allemandes. Donc, 125 unités de base reflètent la différence entre les obligations allemandes et les obligations grecques. Plus cette différence augmente, plus la valeur des titres d'un pays baisse. Donc, en six mois, la valeur des obligations grecques a baissé près de cinq fois depuis octobre 2009.

La question qui se pose est de savoir pourquoi les agences de notation ont commencé à dégrader la Grèce à la fin de 2009 et pas plus tôt. Les problèmes de l'économie grecque, avec son déficit élevé et sa dette accrue n'étaient en effet un secret pour personne. Pourquoi un tel retard alors ? Sotiris Nikas affirme, dans un article publié au journal quotidien *Kathimerini* (centre droite), que la Grèce n'avait pas été évaluée par les trois grands agences de notation (Moody's, Fitch, Standard & Poor's) depuis au moins cinq ans, avant qu'elles s'y intéressent à nouveau, en janvier 2009⁷². Standard & Poor's et Fitch ont évalué la Grèce pour la dernière fois en novembre et

⁶⁹ TO VIMA, « Informations détaillées sur le budget de 2010 » [*Αναλυτικά στοιχεία για τον προϋπολογισμό 2010*], 5 novembre 2009, URL : <https://www.tovima.gr/2009/11/05/finance/analytika-stoixeia-gia-ton-proypologismo-2010/>, consulté le 29 janvier 2020 ; Naftemporiki, « Κατατέθηκε στη Βουλή ο προϋπολογισμός του 2010 » [Le budget de 2010 a été soumis au parlement], 20 novembre 2009, URL : <https://www.naftemporiki.gr/finance/story/224981/katatethike-sti-bouli-o-proupologismos-tou-2010>, consulté le 29 janvier 2020.

⁷⁰ TO VIMA, *op. cit.*

⁷¹ Sotiris Nikas, « Les agences de notation ont accéléré la faillite » [*Οι οίκοι αξιολόγησης επιτάχυναν τη χρεοκοπία*], *Kathimerini*, 20 août 2014, URL : <https://www.kathimerini.gr/780351/article/epikairothta/politikh/oi-oikoi-a3iologhshs-epitaxynan-th-xreokopia>, consulté le 29 janvier 2020.

⁷² *Ibid.*

décembre 2004 respectivement, alors que Moody's en novembre 2002⁷³. A partir d'octobre 2009, la dégradation de la Grèce a été foudroyante.

Pour les professeurs d'économie à l'université de St. Gallen, Manfred Gärtner et Björn Griesbach, les agences de notation ont mal géré la crise de la zone euro, ce qui a précipité la catastrophe économique des pays endettés⁷⁴. De plus, ils soutiennent l'idée que les dégradations continues de la Grèce ont conduit en quelque sorte à la décote de la dette en 2012. Ils ajoutent que les décisions des agences de dégrader la Grèce pendant la crise n'étaient pas fondées sur des analyses économiques, mais sur la situation politique et le discours autour de la sortie de la Grèce de la zone euro. Les agences ont continué à dégrader la Grèce, même après les assurances persistantes et continues des Européens qu'ils soutiendront l'économie grecque⁷⁵. Les professeurs considèrent que les agences ont entretenu le sentiment d'insécurité auprès des investisseurs en déclenchant un cercle vicieux de dégradations et d'augmentations des taux d'emprunt⁷⁶. Résultat ? L'effet Pygmalion : *« l'injuste et erronée dégradation d'un pays pourrait saper la confiance des marchés en la solvabilité du pays à un tel degré que les taux d'intérêts pourraient atteindre des seuils tels qu'ils justifieraient la dégradation injuste ou, pire, les dépasser. Il est possible que tout cela conduise un pays même prospère à la faillite »*⁷⁷.

Malheureusement, l'analyse du corpus ne donne aucune réponse à la question posée ci-dessus, à savoir pourquoi les agences de notation n'ont pas remarqué que l'économie grecque était en difficulté avant octobre 2009.

Dès que la crise a éclaté en Grèce, les événements se sont précipités. Le pays se retrouva vite dans l'incapacité de servir sa dette, c'est-à-dire de s'acquitter de ses obligations financières envers ces créanciers internationaux. En même temps, il ne pouvait pas emprunter à nouveau, puisque ces mêmes investisseurs refusaient de lui prêter de l'argent. En pénurie de liquidités, la Grèce avait deux choix : se déclarer (officiellement) en faillite, ou essayer de trouver un financement. La première option a été exclue avant même d'être discutée. Comment concevoir l'idée qu'un pays et, plus particulièrement, un pays de la zone euro puisse faire faillite ? Ainsi, la Grèce a dû

⁷³ Ibid.

⁷⁴ Ibid.

⁷⁵ Ibid.

⁷⁶ Ibid.

⁷⁷ Manfred Gärtner dans Sotiris Nikas, [Les agences de notation ont accéléré la faillite], *op. cit.*

recourir au mécanisme de soutien financier de l'Union Européenne pour emprunter de l'argent.

La Grèce s'est alors retrouvée au centre de l'attention des médias internationaux, qui ont commencé à scruter l'économie grecque et les Grecs, afin d'identifier les origines de la crise et en couvrir le développement. Cette crise présentait en effet une menace pour l'intégrité de la zone euro. Notre étude s'intéresse donc au traitement de la crise en Grèce par les médias français et, en particulier, par la presse écrite. Malgré l'essor des médias audiovisuels et de l'Internet, qui a inévitablement entraîné un recul de la presse écrite, celle-ci demeure néanmoins un point de référence incontournable quant à l'actualité. Nous avons déjà mentionné que la totalité, ou presque, des études sur le traitement de la crise en zone euro se focalisent plutôt sur la presse écrite et moins sur les médias audiovisuels.

En outre, la presse écrite demeure, même indirectement, un point de repère pour les médias audiovisuels et, qui plus est, au niveau international. C'était une pratique courante durant la crise que les médias audiovisuels grecs se rapportent aux journaux français et à la manière dont ceux-ci la couvraient. Il est vrai que c'est grâce à la collaboration internationale de grands quotidiens, tels que *Le Monde*, *Le Figaro*, *El Mundo*, *El País*, *Die Welt*, *La Repubblica*, *La Stampa*, *The Guardian*, lesquels ont mis en place des organisations de journalisme d'investigation⁷⁸, que des sujets importants ont vu le jour (Swiss Leaks, Luxembourg Leaks, Panama Papers). Donc, à l'ère de l'Internet et des sites d'informations en ligne, la presse écrite demeure une source d'information importante.

⁷⁸ *Le Monde* collabore avec l'International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ), et *Le Figaro* avec le Leading European Newspaper Alliance (LENA).

CHAPITRE 3 – L'ÉCONOMIE ESPAGNOLE AVANT LA CRISE DE 2010

Au lendemain de la dictature de Franco et au cours de la Transition (1978), qui a marqué le passage de l'Espagne à la démocratie, l'économie du pays a subi des changements considérables, notamment avec l'intégration de l'Espagne aux Communautés Européennes, en 1986. Son entrée dans le Marché commun a exigé des transformations radicales dans les secteurs de la production et de l'agriculture, afin d'accomplir l'harmonisation avec les pays du Nord de l'Europe. La participation de l'Espagne inaugure, en outre, une nouvelle phase d'industrialisation, puisque des grandes entreprises françaises ou allemandes ont désormais eu accès à une main-d'œuvre ouvrière bon marché⁷⁹. Cela a alors entraîné un transfert considérable d'activités industrielles de toute sorte (automobile, chimie, machines-outils, etc.). L'Espagne fait également preuve d'un dynamisme économique qui transcende les frontières nationales, en faisant d'elle l'un des leaders mondiaux des secteurs du textile (Zara, Mango, Desigual), des chaussures et de l'électroménager⁸⁰. Cette situation va toutefois changer avec l'élargissement de l'Union Européenne à l'Est, en 2004. L'industrie automobile espagnole, un « marqueur » de l'industrie nationale⁸¹, va en effet connaître une concurrence féroce, alors que d'autres activités économiques, comme la sidérurgie, le matériel électrique et la chimie, vont aussi être délocalisées à l'Est de l'Europe⁸².

Il en a été de même avec le secteur agricole, qui n'a pu assurer un développement équitable après l'intégration du pays, et ce, bien que ce dernier ait bénéficié de fonds européens notables, dans le cadre de la politique agricole commune, dont elle a été le deuxième bénéficiaire après la France⁸³. En fait, après trente ans de politique agricole au sein de l'Union Européenne, la production agricole en Espagne est toujours

⁷⁹ Nacima Baron et Barbara Loyer, *L'Espagne en crise(s), une géopolitique au XXI^e siècle*, Paris, Armand Colin, 2015, p. 159.

⁸⁰ Albert Broder, « Quelques réflexions sur les caractéristiques de la crise espagnole », *Outre-terre*, no 32 (2012/2), p. 175.

⁸¹ Nacima Baron et Barbara Loyer, *L'Espagne en crise(s)(...)op. cit.*, p. 168.

⁸² Albert Broder, « Quelques réflexions sur les caractéristiques de la crise espagnole », *op. cit.*, p. 178.

⁸³ Nacima Baron et Barbara Loyer, *L'Espagne en crise(s)(...)op. cit.*, p. 171.

caractérisée par une faible productivité de la terre et du travail ; les défis de l'usage des ressources hydriques ne sont pas résolus ; la professionnalisation des agriculteurs reste insuffisante et la mondialisation menace le potentiel interne⁸⁴.

Le tourisme a toujours été l'un des moteurs de l'économie espagnole, mais le modèle touristique national est en proie depuis quelque temps, et surtout depuis la crise de 2008, à de sérieuses difficultés. L'Espagne a investi, il est vrai, dans le tourisme de masse dans les années 1960. Or, le développement touristique a suivi le développement immobilier et le pays a effectué de lourds investissements dans les infrastructures et l'immobilier, pour soutenir son tourisme résidentiel. L'image des côtes espagnoles cimentées de bout en bout est largement connue. Ainsi, comme le reconnaissent Nacima Baron et Barbara Loyer, « *l'activité touristique est fondamentalement adossée à une logique de spéculation foncière et immobilière* »⁸⁵.

La construction immobilière est souvent un secteur clé pour la stimulation économique et cela ne vaut pas que pour l'Espagne. Il convient néanmoins d'analyser un peu plus le cas de l'Espagne, parce que l'immobilier y représente bien plus qu'un secteur dynamique de l'économie. Il constitue le soubassement de son modèle économique depuis la période franquiste. Dans cette optique, pour bien comprendre la crise de 2009 en Espagne, il faut avant tout comprendre l'importance de l'immobilier pour l'économie nationale.

La crise immobilière de 2009 n'était pas la première pour l'Espagne. José Manuel Naredo développe dans un article le passé et « l'aptitude » des Espagnols pour les bulles immobilières⁸⁶. Quentin Ravelli, quand à lui, l'appelle « le charme du ladrillo » (la brique)⁸⁷. La propension à investir dans l'immobilier s'explique partiellement, du moins, par le fait que la gestion du marché immobilier reste, largement, aux mains des communautés autonomes. Donc, les maires et les autorités régionales, tout comme certaines institutions financières locales, avec en première ligne les caisses d'épargne régionales, sont les acteurs qui décident de l'encadrement de cette activité, dont ils en

⁸⁴ *Ibid.*, p. 184.

⁸⁵ *Ibid.*, p. 142.

⁸⁶ José Manuel Naredo, « El modelo inmobiliario español y sus consecuencias », *Comunicación al Coloquio sobre urbanismo, democracia y mercado: una experiencia española (1970–2010)*, Institut d'Urbanisme de Paris, Université de Paris 12 Val-de-Marne, Escuela Técnica Superior de Arquitectura de Madrid, Casa de Velázquez, Paris 15 y 16 de marzo de 2010.

⁸⁷ Quentin Ravelli, « Le charme du ladrillo : une histoire de briques au cœur de la crise espagnole », *Vacarme*, N° 63 (2013/2), pp. 142-161.

affectent le fonctionnement. De plus, le marché immobilier crée tout un réseau de relations entre les autorités publiques locales et le secteur privé et médiatique, ainsi que les institutions financières. Ces liens ont souvent fait l'objet de révélations en ce qu'ils semblent servir des intérêts plutôt personnels ou privés que publics, ou d'entretenir des transactions privilégiées entre ces différents acteurs⁸⁸.

Dans les années 1980, le pouvoir central et les communautés autonomes ont soutenu un modèle touristique fondé sur l'immobilier, afin de rivaliser avec les opérateurs touristiques nord-européens qui monopolisaient ce secteur, en offrant surtout des formules *all inclusive* (tout compris), qui ne rapportaient rien aux communautés locales⁸⁹. Le modèle du tourisme résidentiel était effectivement créateur d'emplois (tant dans le secteur de la construction que dans celui des services ; par exemple : agences immobilières, notaires, etc.), tout en contribuant au développement économique local et en attirant des investissements publics (infrastructures). Le cadre législatif promouvait d'ailleurs ce modèle : en 1997, le plan de réaménagement métropolitain a orienté les investisseurs vers des zones périphériques⁹⁰. En 1998, la loi foncière rendait urbanisable tout terrain non couvert par un statut protecteur⁹¹, ouvrant de la sorte la voie « *à des projets immobiliers toujours plus rapides, toujours plus grandioses et toujours moins contrôlés* »⁹². Albert Broder ajoute de son côté que les lois foncières en vigueur ont en réalité permis la sur-construction, tant dans les zones urbaines que sur le littoral méditerranéen : la législation de protection des sols de 1956, ratifiée par la Constitution de 1978, a été graduellement démantelée par les lois de 1990 et de 2007⁹³.

Le marché immobilier s'adresse d'abord à la demande intérieure. La propriété d'un logement est un élément culturel en Espagne où plus de 75% de la population est propriétaire⁹⁴. Des facteurs sociologiques concourent au processus : d'une part, l'accès massif des femmes au travail améliore la solvabilité des ménages⁹⁵; d'autre part,

⁸⁸ José Manuel Naredo, « El modelo inmobiliario español y sus consecuencias », *op.cit.*; Nacima Baron et Barbara Loyer, *L'Espagne en crise(s)(...)*, *op. cit.*

⁸⁹ Nacima Baron et Barbara Loyer, *L'Espagne en crise(s)(...)*, *op. cit.*, p. 149.

⁹⁰ *Ibid.*, p. 84.

⁹¹ *Ibid.*

⁹² Quentin Ravelli, « Le charme du ladrillo : une histoire de briques au cœur de la crise espagnole », *op.cit.* p. 148.

⁹³ Albert Broder, « Quelques réflexions sur les caractéristiques de la crise espagnole », *op. cit.*, p. 180.

⁹⁴ *Ibid.*, p. 179.

⁹⁵ Nacima Baron et Barbara Loyer, *L'Espagne en crise(s)(...)*, *op. cit.*, p. 34.

l'Espagne attire des millions d'immigrés du Maghreb, d'Amérique latine et d'Europe de l'Est, qui sont considérés comme des « primo-acquéreurs potentiels » d'immobilier⁹⁶. Entre 1996 et 2007, pratiquement 4,5 millions d'étrangers ont été accueillis⁹⁷.

Le marché immobilier s'adresse parallèlement à une clientèle étrangère, à la recherche d'une résidence secondaire, surtout sur les côtes méditerranéennes. À celle-ci, il faut ajouter une population du troisième âge qui choisit l'Espagne pour profiter de sa retraite. L'Espagne est un pays européen qui offre de la sécurité, un système de santé de qualité et une liaison rapide avec le reste de l'Europe, soit par voie aérienne soit par voie terrestre. Pour faciliter l'accès aux logements, les autorités locales se lancent dans la construction de grandes infrastructures, telles que des aéroports. Ces grands projets d'infrastructure vont de pair avec le développement immobilier, et ce, tout au long des années 2000. De 2000 à 2008, le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) représentait 40% du PIB espagnol, la moitié en emplois directs et l'autre moitié dans les industries auxiliaires⁹⁸. Pourtant, un grand nombre de ces grandes infrastructures resteront vides et inutilisées, comme l'aéroport de Castellón, au nord de Valence. Il a coûté 151 millions d'euros et il n'a jamais été utilisé⁹⁹.

Il est évident que des chantiers immobiliers d'une telle ampleur ne peuvent être réalisés qu'avec la contribution d'institutions financières. Ces dernières comprennent tant les fonds européens que des banques, nationales ou étrangères, ou encore des caisses d'épargne régionales. Les caisses d'épargne investissaient dans l'immobilier depuis 1962, grâce à une loi qui leur donnait la possibilité de soutenir les PME et l'accès au logement¹⁰⁰. À partir de 2002, les caisses peuvent mettre leur capital à disposition au-delà de l'épargne, sous forme de *cuotas participativas*, qui sont en fait des actions avec droit à dividende sans droit de vote¹⁰¹. Les caisses d'épargne financent aussi des infrastructures « pharaoniques »¹⁰². José Manuel Naredo soutient que ces

⁹⁶ Albert Broder, « Quelques réflexions sur les caractéristiques de la crise espagnole », *op.cit.*, p. 179.

⁹⁷ Benoît Pellistrandi, « Comprendre la crise espagnole Une inflexion entre deux époques ? », *Confluences Méditerranée* 2012/1 (N°80), p. 60 ; Albert Broder, « Quelques réflexions sur les caractéristiques de la crise espagnole », *op. cit.*, p. 179.

⁹⁸ Gérard Chastagnaret, « Banques, caisses d'épargne, immobilier et politiques publiques, une lecture historique de la crise financière espagnole : l'Espagne toujours différente ? », *Revue d'économie financière*, No. 110 (2013/2), p. 208.

⁹⁹ *Ibid.*, p. 211.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 212.

¹⁰¹ *Ibid.*

¹⁰² *Ibid.*, p. 215.

chantiers ont été bien loin de profiter à la population, ayant été largement « *dictés des oligarques politiques et médiatiques* »¹⁰³. De l'autre côté, les banques participent aussi au financement immobilier. Depuis 1994 et jusqu'en 2008, les banques et les caisses d'épargne ont avancé 145 milliards d'euros aux promoteurs, aux ménages ou aux collectivités, afin d'exploiter 200 millions de mètres carrés de sol et promouvoir la construction de trois millions de logements¹⁰⁴. En même temps, les ménages ont bénéficié d'un accès facile au crédit, qui est devenu de plus en plus favorable dans les années 2000¹⁰⁵.

La frénésie de l'immobilier a parallèlement donné naissance à de nouveaux groupes et promoteurs immobiliers, dont certains sont des personnages ambigus¹⁰⁶. Toutefois, le laxisme dans l'attribution de crédits aux particuliers et, parfois, le financement opaque de grands projets ou de sociétés immobilières, sans contrôle réel de la part des banques¹⁰⁷, a aggravé l'exposition des institutions financières. En 2006, « *le crédit de la banque au secteur de la construction et de l'immobilier augmenta de 40% (...). Le crédit concédé au secteur atteignait près de 430 milliards d'euros* »¹⁰⁸. À l'absence de contrôle bancaire vient s'ajouter le fait que ni les autorités régionales, ni le pouvoir politique central n'ont essayé d'encadrer ces activités. Ils ont préféré fermer les yeux au regard de la contribution de l'immobilier à l'économie et l'emploi (ciment, sanitaire, revêtements)¹⁰⁹, en se rendant complices de ce délire immobilier. Comme le dit de manière éloquente Gérard Chastagnaret, « *les élites locales, souvent en liens personnels avec les milieux d'affaires, combinaient souvent incompétence financière et faible résistance aux vertiges divers et n'ont pas constitué un barrage très efficace aux dérives spéculatives* »¹¹⁰. José Manuel Naredo, lui aussi, fait preuve de critique lorsqu'il parle de la « *corruption urbanistique* », qui est en fait héritée de l'époque de Franco, mais qui est présentée maintenant « *sous couverture démocratique* »¹¹¹.

¹⁰³ José Manuel Naredo, « El modelo inmobiliario español y sus consecuencias », *op. cit.*, p. 21.

¹⁰⁴ *Ibid.*, p. 23.

¹⁰⁵ *Ibid.*

¹⁰⁶ Gérard Chastagnaret, « Banques, caisses d'épargne, immobilier et politiques publiques... », *op. cit.*, p. 211.

¹⁰⁷ Albert Broder, « Quelques réflexions sur les caractéristiques de la crise espagnole », *op. cit.*, p. 180.

¹⁰⁸ Voir dans Gérard Chastagnaret, « Banques, caisses d'épargne, immobilier et politiques publiques... », *op. cit.*, p. 214.

¹⁰⁹ Albert Broder, « Quelques réflexions sur les caractéristiques de la crise espagnole », *op. cit.*, p. 180.

¹¹⁰ Gérard Chastagnaret, « Banques, caisses d'épargne, immobilier et politiques publiques... », *op. cit.*, p. 217.

¹¹¹ José Manuel Naredo, « El modelo inmobiliario español y sus consecuencias », *op. cit.*, p. 19.

La demande excessive a dès lors conduit à l'augmentation rapide des prix de l'immobilier, forçant les ménages à se dépêcher d'acheter avant que les prix ne repartent à la hausse. Celle-ci, quand elle survient, entraîne à son tour la création de plus de logements¹¹². Le prix du mètre carré a ainsi connu un accroissement de 175% entre 1998 et 2007, année où le nombre de logements en Espagne approchait les 600.000 unités, soit « *plus que la construction de logements cumulée de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni à la même date !* »¹¹³. D'autres sources mentionnent 800.000 unités¹¹⁴. La consommation de ciment à l'apogée de la période de la bulle immobilière a atteint les soixante millions de tonnes, plaçant l'Espagne en cinquième place mondiale derrière des pays comme la Chine¹¹⁵. Cette « *fièvre immobilière dépasse d'emblée le seuil de dangerosité* », commente Albert Broder¹¹⁶.

Une raison supplémentaire qui a fortement contribué au climat économique d'euphorie, mais aussi à l'accès à une liquidité quasiment illimitée, est l'adhésion de l'Espagne à l'Union économique et monétaire en 1999¹¹⁷. Cela a facilité, comme pour d'autres pays membres de la zone euro, le financement extérieur, puisque, pour la première fois dans son histoire, l'Espagne a acquis une monnaie stable et forte. Pour le pays, qui compte déjà deux bulles immobilières, en 1986 et 1992¹¹⁸, l'accession à la monnaie unique et à une liquidité bon marché et abondante constitue la recette pour « *une nouvelle bulle immobilière de proportions colossales* »¹¹⁹. Le pays peut emprunter à des taux d'intérêts proches de ceux de la France, de l'Allemagne ou des Pays-Bas, avec une période de maturité pouvant atteindre les 50 ans¹²⁰. En fait, pour la période 1999-2006, le taux réel net compte tenu de l'inflation était pratiquement nul¹²¹ et, comme affirme à juste titre Albert Broder, « *il eût été folie de n'en pas bénéficier* »¹²². Dans la plupart des cas, il s'agissait de prêts accordés par les grandes

¹¹² Nacima Baron et Barbara Loyer, *L'Espagne en crise(s)(...)*, op. cit., p. 34.

¹¹³ Ibid.

¹¹⁴ Gérard Chastagnaret, « Banques, caisses d'épargne, immobilier et politiques publiques... », op. cit., p. 217 ; Quentin Ravelli, « Le charme du ladrillo », op. cit., p. 145.

¹¹⁵ José Manuel Naredo, « El modelo inmobiliario español y sus consecuencias », op. cit., p. 25.

¹¹⁶ Albert Broder, « Quelques réflexions sur les caractéristiques de la crise espagnole », op. cit., p. 178.

¹¹⁷ José Manuel Naredo, « El modelo inmobiliario español y sus consecuencias », op. cit., p. 22 ; Albert Broder, « Quelques réflexions sur les caractéristiques de la crise espagnole », op. cit., p. 177-183.

¹¹⁸ José Manuel Naredo, « El modelo inmobiliario español y sus consecuencias », op. cit.

¹¹⁹ Ibid., p. 22.

¹²⁰ Albert Broder, « Quelques réflexions sur les caractéristiques de la crise espagnole », op. cit., p. 177.

¹²¹ Ibid., p. 178.

¹²² Ibid.

banques européennes¹²³. Cette euphorie financière a poussé les banques espagnoles à s'élargir par fusion et à chercher à améliorer leur place parmi les grands groupes internationaux, en achetant des actifs bancaires en Angleterre et en Amérique Latine¹²⁴. Ainsi, le parapluie de l'euro a facilité le financement de la dette privée, à savoir l'immobilier et la consommation, mais aussi la dette des entreprises par les banques et les caisses d'épargne. Comme note d'ailleurs l'auteur, « *dans ce contexte, la tension sur la balance des paiements était indétectable* »¹²⁵. En d'autres termes, au lieu de restreindre ces activités, les banques espagnoles les ont amplifiées en s'endettant davantage auprès des marchés internationaux¹²⁶.

Notons ici que la presse espagnole, à l'instar de la presse internationale, ne s'est pas interrogée sur la viabilité de ce modèle, ni l'a critiqué. Au contraire, elle l'a soutenu, en allant même jusqu'à le promouvoir : Albert Broder fait état des « *éloges admiratifs* » de la presse espagnole et internationale¹²⁷, tandis que Nacima Baron et Barbara Loyer rapportent que la presse internationale encensait le modèle économique espagnol (avant de le conspuer lorsque la crise s'est déclenchée)¹²⁸. La presse française, pour être plus précis, tressait des éloges à l'Espagne quant à la statistique des logements¹²⁹.

Puisque l'immobilier a été le moteur du développement économique espagnol, il s'est retrouvé au centre de la crise. En 2007, les banques ont commencé à introduire des pratiques de restriction, ce qui a augmenté les intérêts, surtout variables, pour les ménages. La croissance a connu un recul, puisqu'elle était étroitement liée à l'immobilier¹³⁰. Côté international, en 2008, la hausse des prix des matières premières et de l'énergie a provoqué une nervosité auprès des marchés qui a vite conduit à une défiance envers les actifs surévalués des banques espagnoles, qui s'est traduite par une hausse des taux d'intérêt (pour les banques). Cette situation morose s'est rapidement étendue au secteur de la construction. Les caisses d'épargne régionales ne pouvaient

¹²³ *Ibid.*

¹²⁴ *Ibid.*

¹²⁵ *Ibid.*, p. 183.

¹²⁶ *Ibid.*

¹²⁷ *Ibid.*

¹²⁸ Nacima Baron et Barbara Loyer, *L'Espagne en crise(s)(...)*, *op. cit.*, p. 37.

¹²⁹ Albert Broder, « Quelques réflexions sur les caractéristiques de la crise espagnole », *op. cit.*, p. 179.

¹³⁰ Albert Broder, « Quelques réflexions sur les caractéristiques de la crise espagnole », *op. cit.*, p. 183 ; Gérard Chastagnaret, « Banques, caisses d'épargne, immobilier et politiques publiques... », *op. cit.*, p. 218.

plus se financer auprès des banques centrales espagnoles, qui avaient déjà commencé à douter de la qualité des créances qu'elles détenaient. Les caisses d'épargne, à la veille de la crise, se sont retrouvées exposées à hauteur de 100 milliards d'euro¹³¹. Les caisses ont dû alors faire face, d'un côté, au danger d'un retrait massif des dépôts et, de l'autre côté, à un problème de solvabilité, puisque leurs actifs étaient entièrement dépréciés¹³². La récession n'a fatalement pas tardé : la consommation des ménages, asphyxiés par l'augmentation des intérêts, a chuté ; les entreprises ont à leur tour commencé à licencier, sous le poids de leurs dettes¹³³.

Voilà alors l'Espagne en proie à une crise qui ne dit pas son nom. Le gouvernement de José Luis Rodríguez Zapatero préfère parler de « décélération » ou d'« atterrissage ». Il faudra attendre encore un an, à savoir 2009, pour que le gouvernement réagisse en injectant une cinquantaine de milliards d'euros dans l'économie, afin de soutenir les banques et sauver l'emploi. Le gouvernement met en place le Fonds de restructuration ordonnée des banques (Fondo de reestructuración ordenada bancaria - FROB) pour recapitaliser des institutions de crédit financées par le budget d'État. Il y avait quarante caisses d'épargne avant la crise, il n'en restera que quinze en 2010 et treize en 2012¹³⁴. Toutefois, cette décision va peser lourdement sur les finances publiques. À la fin de 2009, le déficit public a atteint 11,4% du PIB¹³⁵. L'État va alors s'endetter davantage auprès des marchés internationaux pour pouvoir financer ce déficit. Par conséquent, la dette publique qui n'était que de 36% du PIB en 2007 va passer à 74% du PIB en 2010¹³⁶. Mais l'Espagne tout entière est fortement endettée : la dette des banques atteint 85% du PIB, celle des entreprises 75% du PIB et celle des ménages 136% du PIB. Au total, la dette de l'État espagnol va se monter à près de trois fois et demi son PIB¹³⁷. En 2010, un projet de consolidation fiscale a été initié, afin de réduire le déficit à 3% jusqu'en 2013. Ce plan a été réévalué en avril 2011 reportant à la fin de 2013 la réalisation de cet objectif¹³⁸.

¹³¹ Gérard Chastagnaret, « Banques, caisses d'épargne, immobilier et politiques publiques... », *op. cit.*, p. 222.

¹³² *Ibid.*, p. 223.

¹³³ Nacima Baron et Barbara Loyer, *L'Espagne en crise(s)(...)*, *op. cit.*, p. 35.

¹³⁴ Gérard Chastagnaret, « Banques, caisses d'épargne, immobilier et politiques publiques... », *op. cit.*, p. 224.

¹³⁵ Nacima Baron et Barbara Loyer, *L'Espagne en crise(s)(...)*, *op. cit.*, p. 36.

¹³⁶ *Ibid.*

¹³⁷ *Ibid.*, p. 36.

¹³⁸ Francisco Carballo-Cruz, « Causes and consequences of the Spanish economic crisis : why the recovery is taken so long ? », *Panoeconomicus*, 3 (2011), p. 311.

En outre, nombre de scandales éclatent durant cette période, liés à la spéculation immobilière des années précédentes, le plus notoire étant l'affaire Bankia. Le cas de Bankia est représentatif de ce qui se passait durant des années, puisqu'il combine « *le poids des immobilisations dévaluées avec les manœuvres de dirigeants et les compromissions avec le politique* »¹³⁹. Bankia était très engagée dans l'immobilier et elle avait déjà bénéficié de l'aide du FROB, elle a fait partie des banques soutenues par la Banque Centrale Européenne (BCE) et, au total, elle a reçu quasiment 45 milliards d'euros d'aide ou de prêts, avant de se déclarer en faillite en 2012 et passer sous contrôle de l'État¹⁴⁰. Gérard Chastagnaret souligne sur ce point que la crise de Bankia « *soulève de multiples irrégularités dans l'estimation des actifs pourris comme dans les indemnisations 'millionnaires' accordées aux dirigeants, y compris Rodrigo Rato*¹⁴¹ ».

Les activités financières des banques ou des caisses d'épargne ne se limitaient pas, évidemment, au secteur immobilier. Au milieu des années 2000, des institutions financières espagnoles, à la recherche de fonds destinés à couvrir leurs urgences financières, et souvent à travers des filiales établies dans des paradis fiscaux, ont créé et proposé des produits financiers complexes, qu'elles ont promu à une clientèle modeste (jeunes, retraités, etc.), avec des intérêts plus élevés par rapport au livret d'épargne¹⁴². La plupart des souscriptions ont eu lieu en 2008 et 2009. Les clients, estimés à environ 400.000, ont perdu leur argent (presque les deux tiers)¹⁴³ quand les caisses d'épargne ont déclaré faillite. L'affaire, dévoilée en 2012 avec l'effondrement de Bankia et la faillite des caisses, a eu des conséquences significatives socialement et politiquement, parce qu'il a été révélé qu'en 2010, certaines caisses avaient racheté ces produits à des clients privilégiés pour les revendre à des clients moins aisés et peu instruits en matière de finances¹⁴⁴.

Même si l'Espagne n'a pas fait appel à l'aide européenne avant l'été 2012, la crise y était bien présente. Des expulsions avaient déjà commencé et la recapitalisation de

¹³⁹ Gérard Chastagnaret, « Banques, caisses d'épargne, immobilier et politiques publiques... », *op. cit.*, p. 231.

¹⁴⁰ *Ibid.*

¹⁴¹ *Ibid.* Rodrigo Rato était le dirigeant de Bankia.

¹⁴² Gérard Chastagnaret, « Banques, caisses d'épargne, immobilier et politiques publiques... », *op. cit.*, p. 232.

¹⁴³ *Ibid.*, p. 233.

¹⁴⁴ *Ibid.*, p. 232.

Bankia a été la goutte qui a fait déborder le vase. Depuis le début de la crise, en 2009, 400.000 foyers espagnols étaient menacés d'expropriation ; parmi eux, des familles ont été expulsées en raison de leur incapacité à honorer leur crédit¹⁴⁵. Toutefois, les Espagnols ne semblaient pas prêts à quitter le modèle économique du *ladrillo* : selon une étude de 2010, ils étaient même disposés à répéter les mêmes erreurs¹⁴⁶.

En mai 2011, la mobilisation des *Indignados* (les Indignés) dans plusieurs grandes villes, au-delà de Madrid et de Barcelone, s'est présentée comme un mouvement social qui se différenciait des manifestations traditionnelles. Les Espagnols, surtout les jeunes, qui cherchaient un projet alternatif à celui vécu et offert par les partis traditionnels, se sont mobilisés dans l'espoir de provoquer un changement. Un nouveau parti politique sera né des Indignés, le Podemos.

¹⁴⁵ Quentin Ravelli, « Le charme du ladrillo », *op. cit.*, p. 158.

¹⁴⁶ Gérard Chastagnaret, « Banques, caisses d'épargne, immobilier et politiques publiques... », *op. cit.*, p. 217.

CHAPITRE 4 – MÉTHODOLOGIE

4.1. Définir la crise

Cette étude a pour objet la couverture de la crise économique en Grèce et en Espagne dans la presse écrite française. Il nous semble nécessaire de définir certains concepts avant d'aller plus loin.

La crise qui s'est déclenchée en Grèce à la fin de 2009-début 2010, qui a conduit au programme d'ajustement financier et aux prêts que la Grèce a obtenus de ses partenaires européens et du Fonds Monétaire Internationale, était une crise financière. Il s'agissait d'une crise de solvabilité qui a mené à l'exclusion de la Grèce des marchés financiers et donc à son incapacité de financer sa dette publique. La crise de solvabilité a été provoquée par l'annonce, par le gouvernement socialiste grec, qui venait de gagner les élections parlementaires d'octobre 2009, d'un déficit budgétaire bien plus élevé que celui annoncé par le gouvernement sortant. La Grèce a donc été jugée insolvable par les marchés qui lui ont refusé davantage de prêts. Simplement dit, la crise grecque en 2009 a consisté en l'incapacité de la Grèce à financer sa dette. Cette crise était une crise « sur le papier », pour ainsi dire ; elle concernait des chiffres et non pas l'économie réelle.

La crise en Grèce n'est devenue économique qu'en 2011, lorsque les conséquences des mesures implémentées au sein du premier programme de financement ont commencé à se faire sentir dans l'économie réelle, à savoir dans le budget familial (le panier de la ménagère). Les salaires ont été réduits, de nouveaux impôts ont été introduits, alors que les entreprises et les ménages avaient des difficultés à faire face à ces obligations économiques. Le chômage était en hausse et aucune perspective de développement n'était visible.

Dans le cadre de la présente étude, la crise économique en Grèce se réfère à la crise qui s'est déclenchée en 2009 comme une crise financière et qui a fini par se transformer en une crise tant économique que financière. Nous entendons par le terme « crise

économique en Grèce » l'ensemble des événements politiques, sociaux, financiers et économiques survenus entre 2010 et 2014, ainsi que leur gestion par les créanciers de la Grèce (BCE, Commission Européenne, FMI) et les actions des gouvernements grecs de l'époque, qui ont marqué cette période d'histoire grecque et européenne. Nous préférons utiliser le terme « crise économique en Grèce » et non « crise économique grecque », puisque, comme nous allons essayer de montrer, la crise n'était pas un « acquis » grec, mais un phénomène européen qui renfermait des éléments à la fois européens et grecs.

La crise en Espagne en 2009 s'est déclarée après l'effondrement du marché immobilier dans le pays. Cela s'est vite traduit en une crise économique, puisque beaucoup de personnes ont perdu leur travail dans le secteur de la construction, l'un des moteurs vitaux de l'économie espagnole. La crise n'a pas tardé à affecter le système bancaire qui s'est avéré trop fragile. L'État espagnol a dû intervenir, ce qu'il a fait avec la restructuration de Bankia. La crise en Espagne est devenue financière en 2012, lorsque le pays ne pouvait plus se financer auprès des marchés internationaux qui exigeaient des taux d'intérêts prohibitifs. Donc, l'Espagne a cherché le soutien financier de ses partenaires, principalement pour sauver son secteur bancaire. Le programme d'ajustement financier mis en œuvre pour ses banques incluait des mesures de restrictions budgétaires, lesquelles ont accentué la crise économique déjà existante. Donc, la crise en Espagne a d'abord été économique, puis autant économique que financière. L'expression « crise en Espagne » comprend, elle aussi, l'ensemble des événements politiques, sociaux, financiers et économiques qui ont eu lieu entre 2010 et 2014, ainsi que leur gestion par les créanciers de l'Espagne (BCE, Commission Européenne) et les actions des gouvernements espagnols de l'époque qui ont marqué cette période de l'histoire espagnole et européenne. Pour les raisons que nous venons d'évoquer dans le cas grec, nous utilisons le terme « crise économique en Espagne » et non celui de « crise économique espagnole », puisque, encore une fois, le caractère de la crise n'est pas purement national, mais avant tout européen.

La crise économique en Grèce et en Espagne était, nous allons essayer de montrer, une crise européenne. C'est pourquoi nous utiliserons le terme « crise de la zone euro ». Cette crise, dans son ensemble, tant sous l'angle économique que financier, était assez complexe. Elle a été une crise européenne parce que plusieurs pays ont été touchés.

Elle a été une crise des dettes publiques car plusieurs pays européens, et plus particulièrement ceux de la zone euro, avaient des dettes élevées, c'est-à-dire hors des limites posées par le traité de Maastricht. Nous tentons de corréliser la crise de la zone euro aux pays assujettis à un programme d'ajustement financier, alors que d'autres pays (tels que les Pays-Bas, l'Italie ou la Belgique) avaient des dettes élevées, sans pour autant faire l'objet de plans de sauvetage.

La crise économique en Grèce et la crise économique en Espagne ne sont, enfin, que des euphémismes pour désigner une crise européenne dont l'enjeu était la monnaie unique. Nous allons voir comment la presse a jugé et traité cette crise.

4.2. Le corpus

La présente étude se penche sur la couverture médiatique de la crise économique en Grèce et en Espagne, à travers quatre journaux quotidiens nationaux français dits « de qualité », à savoir *Le Figaro*, *Le Monde*, *Libération* et *Les Echos*. Les trois premiers explorent le paysage politique de droite à gauche, tandis que le dernier est le premier journal économique en France. Notons en outre qu'ils bénéficient tous les quatre d'une solide réputation à l'étranger. La presse de qualité française a par ailleurs déjà fait l'objet d'analyses liées à la crise économique, comme nous l'avons vu précédemment. Notre exposé vise donc à approfondir le débat, en proposant une vue comparative sur le traitement de la crise dans des pays distincts, par différents journaux français. Lorsque nous nous référons à la presse, dans cette étude, nous entendons ces quatre journaux, sans l'intention de généraliser.

Nous avons opté pour une analyse de la presse écrite et non numérique, c'est-à-dire des articles publiés sur les sites web des journaux. Ce choix a été fait parce que le journal papier est disponible à tous, sans restriction d'abonnement, ce qui n'est pas toujours le cas pour les articles publiés en ligne. En outre, souvent, une version d'un article peut être pré-publiée sur le site web du journal avant que sa version finale ne soit diffusée, parfois mise à jour et même avec un titre différent, dans la version papier. La version numérique d'un article peut aussi être mise à jour plusieurs fois ce qui

donne, quelquefois, un contenu légèrement différent. En revanche, la version papier est définitive et ne change pas dans le temps.

À l’opposé des travaux déjà publiés, la présente étude n’examine pas une période continue durant les années de la crise. Elle suit une approche différente, en divisant les périodes d’analyse en deux groupes : les périodes désignées comme « chaudes » et les périodes appelées « froides ». Les périodes chaudes sont marquées par un événement majeur, ce qui signifie que nous collectons les articles publiés une semaine avant et une semaine après cet/ces événement(s). Trois périodes de ce type ont été choisies pour chaque pays. Les périodes froides sont celles durant lesquelles aucun événement majeur n’a eu lieu. Elles sont aussi au nombre de trois et elles ont été choisies aléatoirement.

Nous avons essayé de sélectionner des événements précis survenus tout au long de la crise. De plus, nous avons opté, dans la mesure du possible, pour des événements semblables, afin de pouvoir comparer des situations similaires. Voici les cas « chauds » pour la Grèce :

1. 23 avril 2010 : date à laquelle a été déposée la demande d’aide à l’Union Européenne, pour qu’elle active le mécanisme d’assistance financière.
2. 31 octobre 2011 : date de l’annonce d’un référendum sur le deuxième programme d’ajustement financier proposé par l’Union Européenne.
3. 6 mai 2012 : élections nationales.

Ainsi, la première période s’étend du 16 au 30 avril 2010. La recherche a permis de rassembler 304 documents, parmi lesquels ont été sélectionnés quatre-vingt sept (87) articles couvrant cet intervalle de temps. La deuxième période s’étend du 24 octobre au 7 novembre 2011 et comprend 459 documents, dont quatre-vingt trois (83) ont été retenus. La troisième période s’étend du 29 avril au 13 mai 2012, et la recherche a permis de réunir 255 documents, parmi lesquels quatre-vingt deux (82) ont été inclus dans le corpus. Au total, 252 articles ont été analysés pour les périodes « chaudes » concernant la Grèce.

Nous avons procédé de la même façon pour les périodes « chaudes » de l’Espagne, qui ont été organisées autour de trois événements majeurs :

1. 20 novembre 2011 : élections nationales.

2. 25 juin 2012 : date de la demande officielle d'aide auprès de l'Union Européenne, afin qu'elle active le mécanisme d'assistance financière.
3. 23 janvier 2014 : date de sortie du programme d'ajustement financier.

La première période, du 13 au 27 novembre 2011, est reflétée par 322 documents, parmi lesquels quatre-vingt quinze (95) articles ont été sélectionnés. La deuxième période s'étend du 18 juin au 2 juillet 2012 et elle est représentée par 469 documents, parmi lesquels soixante (60) articles ont été retenus. Enfin, la troisième période (du 16 au 30 janvier 2014) a été couverte par 204 documents, parmi lesquels ont été sélectionnés 29 articles, mais seuls vingt-quatre (24) ont finalement été retenus, car cinq d'entre eux étaient des brèves. Au total, 179 articles ont été examinés.

S'agissant des périodes « chaudes », le corpus est composé de tous les articles publiés dans la version imprimée des journaux, une semaine avant et une semaine après la date de l'événement, c'est à dire quinze jours pour chaque événement. Dans les deux cas, tous les articles publiés en deçà desdites périodes ont été inclus dans le corpus, à condition que la crise en fût le sujet central. Au début de la recherche, nous avions prévu une période plus étendue, couvrant deux semaines avant et deux semaines après un événement. Toutefois, il a été observé que l'intérêt de la presse ne se manifestait que lorsque la date de l'événement approchait. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de réduire l'intervalle examiné à quinze jours. Aucun genre journalistique n'a été exclu, à l'exception des brèves dont le contenu est trop concis et trop factuel pour offrir des éléments d'analyse substantiels. Ainsi, le corpus se compose de synthèses, de reportages, d'articles d'opinion, d'entretiens, de chroniques et de filets¹⁴⁷.

À l'opposé des périodes « chaudes », les périodes « froides » ont été choisies aléatoirement. Notre intention était de déterminer le degré d'intérêt de la presse lors des phases où l'actualité n'était pas chargée. À partir de la fin de 2012, l'intérêt de la presse pour la crise en zone euro a diminué. Pour ce groupe d'articles, trois semaines ont été sélectionnées, identiques pour les deux cas : semaines du 8 au 15 décembre

¹⁴⁷ Dans notre étude, tous les articles sont traités comme s'ils étaient équivalents, ce qui n'est pas le cas *a priori*. Dans les articles d'opinion (par exemple une tribune), exprimer son avis est une norme, alors que dans les genres comme la synthèse, le journaliste est supposé s'abstenir de tout commentaire normatif. Mais cette distinction ne résiste pas à l'analyse. Notre but est d'essayer de montrer que l'expression des jugements de valeurs et donc de commentaires n'est pas aux genres d'opinion. Elle touche souvent ceux qui se veulent d'abord informatifs.

2012, du 8 au 15 octobre 2013 et du 8 au 15 mars 2014, en utilisant les mêmes mots clés (« Espagne » et « Grèce »). Le total des articles sur la Grèce est de 62, ceux concernant l'Espagne sont au nombre de 97. Pour la première période, dix-huit (18) articles ont été retenus parmi les soixante-deux (62) portant sur la Grèce. Huit (8) brèves et un article à la une ont également été trouvés. La recherche sur l'Espagne a fourni cent huit (108) articles, parmi lesquels quinze (15) ont été inclus. Il y avait aussi trois brèves, dont l'une est apparue aussi dans la recherche sur la Grèce. La deuxième période « froide » comprend quarante-six (46) articles pour la Grèce et 108 pour l'Espagne, parmi lesquels dix-sept (17) et onze (11) ont été inclus dans le corpus, respectivement. Deux articles à la une, un pour chaque pays, et quatre (4) brèves ont également été trouvés. Signalons en outre six articles communs, traitant à la fois de l'Espagne et de la Grèce, lesquels n'ont été inclus qu'une fois. Pour terminer, dans le cadre de la troisième période « froide », huit (8) articles parmi vingt-huit (28) ont été sélectionnés pour la Grèce et six (6) parmi soixante-cinq (65) pour l'Espagne. Quatre (4) brèves sont apparues dans la recherche sur la Grèce et deux (2) pour l'Espagne. Un seul article était commun, lequel se rapportait aux deux pays. Au total, quarante-trois (43) articles ont été inclus pour la Grèce et trente-deux (32) pour l'Espagne. Dans l'ensemble, le corpus de l'analyse comprend 506 articles.

Nous avons opté pour une recherche avancée dans la base de données Europresse, en utilisant un mot clé, ainsi que les options « ET dans le titre ET dans l'introduction ET dans tout le texte » dans le menu offert. Les mots clés utilisés étaient « Grèce » et « Espagne ». Une tentative de confiner la recherche avec les mots « Grèce & crise » et « Espagne & crise » (en utilisant à la fois les termes « Grèce » et « crise » ou « Espagne » et « crise »), n'a pas eu les résultats escomptés quant au nombre d'articles collectés sur le sujet, car il arrive qu'un article sur la crise ne contienne pas le mot « crise ». Cette option a par conséquent été abandonnée en faveur d'une recherche contenant le nom du pays.

Il convient de préciser d'emblée que le nombre d'articles auxquels la recherche a abouti ne correspond pas au nombre d'articles retenus. Un résultat peut effectivement renvoyer à une image, un titre ou un sondage. Bien entendu, la recherche avec le mot clé a abouti à un nombre considérable d'articles couvrant d'autres sujets (tourisme, sports, etc.), qui ont été exclus de l'analyse. De façon similaire, les articles contenant

le mot « crise » où celle-ci n'était pas le thème principal, ont été exclus. Seuls les articles dont la crise était au cœur du sujet ont été inclus. Enfin, certains articles apparaissaient plus d'une fois. En conséquence, le nombre d'articles retenus est inférieur au nombre initial d'articles.

Il faut aussi noter que des recherches alternatives ont été effectuées pour tester les résultats obtenus. En d'autres termes, des mots clés identiques ont été utilisés, mais avec d'autres combinaisons d'options au menu, telles que : « OU dans le titre OU dans l'introduction OU/ET dans tout le texte », ainsi que : « SANS dans le titre SANS dans l'introduction ET dans tout le texte ». Il n'y a pas eu de changement dans les résultats.

En somme, il convient de noter que bien que la recherche contienne des articles publiés dans la version imprimée des journaux, beaucoup d'entre eux ont été republiés dans la version numérique.

Tableau 1 : Les périodes d'analyse par pays

	GRÈCE			ESPAGNE		
	Dates	Evénement	Nombre d'articles retenus	Dates	Evénement	Nombre d'articles retenus
Périodes chaudes	16-30/04/2010	Demande d'aide	87	13-27/11/2011	Elections parlementaires	95
	24/10/2011-07/11/2011	Annonce du référendum	83	18/06/2012-02/07/2012	Demande de financement	60
	29/04/2012-13/05/2012	Elections parlementaires	82	16-30/01/2014	Sortie du programme d'ajustement financier	24
Périodes froides	08-15/12/2012		18	08-15/12/2012		15
	08-15/10/2013		17	08-15/10/2013		11
	08-15/03/2014		8	08-15/03/2014		6
Total d'articles			295			211

4.3. L'analyse du discours et l'analyse de contenu

Dès les premières étapes de cette étude, la question s'est posée de savoir comment le corpus allait être analysé. Quelle approche suivre ? La question centrale de cet exposé, c'est-à-dire s'il y a une différence dans la manière dont est traitée la crise en Grèce et en Espagne par la presse écrite française, appelle à une analyse qualitative du discours journalistique. Deux options sont évidentes en l'espèce : l'analyse du discours et l'analyse de contenu qualitative. Ce qui rend la situation plus complexe, c'est que l'analyse du discours et l'analyse de contenu qualitative sont deux notions qui ne sont pas perçues et définies de la même manière par les chercheurs de différents pays. Ainsi, en Grèce, l'analyse de contenu qualitative correspond à l'analyse du discours en France. Pour le monde anglophone, les deux approches sont bien distinctes, mais là encore l'autonomie de chacune est mise en doute.

Chaque méthode a ses propres caractéristiques, bien qu'à un certain niveau, leur démarcation devient imprécise : elles s'emmêlent en quelque sorte, ce qui rend difficile leur nette distinction. La présente étude prend en considération les mots employés pour décrire une situation, exprimer un jugement ou expliquer un concept. Elle s'intéresse aussi aux phrases qui formulent une idée et expriment une notion. Il en va de même pour la manière dont une pensée est énoncée et argumentée. Elle ne s'attache pas à l'identification des thèmes qui proviennent de l'analyse, comme par exemple les causes ou les conséquences de la crise, mais elle cherche davantage à les analyser et les catégoriser. Elle recherche également le sens que comporte l'énonciation des phrases, c'est pourquoi elle les analyse en relation avec le reste du contenu. L'étude ne s'attache pas non plus à la généralisation des conclusions qui en découlent, mais à la compréhension du discours utilisé en rapport avec la crise et du message qui est transmis au lecteur. Dès lors, des questions se posent : la presse sert-elle son rôle pédagogique ? Explique-t-elle tous les aspects de la crise en les présentant d'une manière compréhensible et claire ? Pour répondre à ces interrogations, il faut examiner la manière dont le discours est énoncé dans chaque situation et la manière dont l'argumentation est construite. Il est bien évident que chaque article se fonde sur un raisonnement central et un sujet principal qu'il développe et justifie.

Selon Klaus Krippendorff¹⁴⁸, l'analyse de contenu « *va au-delà des vecteurs physiques de la communication immédiatement observables et se fonde sur leur qualités symboliques pour cerner les antécédents, les liens, ou les conséquences des communications, rendant ainsi analysable le contexte (inaperçu) des données* ». Un peu plus loin, il ajoute que l'analyse de contenu « *visait rarement à la description littérale du contenu de communication* »¹⁴⁹, et que « *la capacité à soutenir des inférences qui vont au-delà de la compréhension spontanée d'un texte est largement due au traitement systématique des données de l'analyse de contenu* »¹⁵⁰. En clair, l'analyse de contenu pour Klaus Krippendorff ne s'attarde pas sur le contenu manifeste et apparent de la communication, comme le veut Andréas Kollias¹⁵¹, mais elle peut appréhender des « structures » subjectives du discours, telles que les conçoit Teun van Dijk¹⁵². Selon Teun van Dijk, en effet, une distinction est à opérer entre les structures « *superficielles* » et les structures « *subjectives* » du discours¹⁵³. La place d'un article dans le journal, sa taille et la taille de son titre sont un exemple de structure « superficielle ». Le vocabulaire utilisé pour souligner le style dans l'énonciation du discours (par exemple, l'utilisation ou non de formules de politesse, comme « monsieur » ou « madame »), en est un autre exemple¹⁵⁴. L'analyse de contenu s'attache plutôt aux structures superficielles, tandis que l'analyse du discours se concentre sur les structures subjectives. L'analyse de la sémiotique du discours, des structures rhétoriques ou des schémas, s'inscrit dans l'analyse du discours. L'analyse du discours s'accomplit donc à deux niveaux : un micro-niveau où sont analysés les mots, les phrases et la langue utilisés, et un macro-niveau qui examine les stratégies d'argumentation.

Une autre caractéristique de l'analyse de contenu, selon Klaus Krippendorff, est la garantie que toutes les unités d'analyse sont traitées de façon identique et que le processus est objectif, c'est-à-dire que l'analyse n'est pas affectée par les conditions

¹⁴⁸ Klaus Krippendorff, « Content analysis », in E. Barnouw *et al.* (eds.) *International encyclopedia of communication*, Vol. 1, 1989, New York, Oxford University Press, p. 403.

¹⁴⁹ *Ibid.*, p. 404.

¹⁵⁰ *Ibid.*

¹⁵¹ Andréas Kollias, *Analyse de contenu, Evolution, techniques et application de la méthode à l'étude de la communication* [en grec], Athènes, Papazisis, 2014, p. 461.

¹⁵² Dans *ibid.*, p. 460.

¹⁵³ *Ibid.*

¹⁵⁴ *Ibid.*, p. 463-464.

d'analyse (analyste, lieu et date)¹⁵⁵. De plus, une analyse de contenu peut être reproductible, à savoir susceptible d'être répétée et conduire aux mêmes résultats. Bien entendu, cela signifie que la procédure d'analyse, la codification et la catégorisation ne dépendent pas de l'analyste et du matériel d'analyse. L'analyse de contenu permet le traitement d'un grand volume de données, dans le but de mettre en évidence des tendances ou des modèles qui ne sont pas évidents pour les non-érudits. La fiabilité est une autre caractéristique de l'analyse de contenu, la pertinence en est une troisième.

Si l'analyse de contenu informatisée permet ce type de traitement¹⁵⁶, c'est-à-dire l'exploitation d'une large quantité de données, Klaus Krippendorff admet que cette méthode ne prête pas pour autant à la généralisation, dans la mesure où « les catégories sont obtenues par le matériel d'analyse »¹⁵⁷.

En effet, l'analyse de contenu, particulièrement l'informatisée, permet la quantification. Toutefois, l'analyse à laquelle se réfère Klaus Krippendorff n'est pas quantifiée mais plutôt qualifiée. Certaines de ses caractéristiques et faiblesses se retrouvent d'ailleurs dans l'analyse du discours. Cette dernière recherche le sens derrière ce qui est exprimé, et les résultats d'une analyse du discours ne sont pas facilement généralisables. Or, lorsqu'une analyse du discours est effectuée, les déductions qui en découlent dépendent du chercheur. Par conséquent, les résultats de l'analyse ne sont pas nécessairement reproductibles, ni objectifs. Une autre différence, majeure, entre les deux méthodes est que l'analyse du discours a pour objectif de procéder à une critique, de faire « *de la résistance dans le discours et via le discours ; de repérer des discontinuités dans le discours et redouter la continuité* »¹⁵⁸.

Les travaux de Teun Van Dijk, eux, portent justement sur l'analyse critique du discours (Critical Discourse Analysis). Le mot « critique » reflète ici la « *mise en évidence des connections et des causes cachées* »¹⁵⁹. L'analyse critique du discours est une optique utilisée dans le cadre d'une étude sémiotique¹⁶⁰. Cette perspective vise à

¹⁵⁵ Klaus Krippendorff, « Content analysis », *op. cit.*, p. 404.

¹⁵⁶ Klaus Krippendorff, « Content analysis », *op. cit.*, p. 407.

¹⁵⁷ *Ibid.*

¹⁵⁸ Kyrkos Doxiadis, *Analyse du discours, fondation socio-philosophique*, [Ανάλυση λόγου, κοινωνικο-φιλοσοφική θεμελίωση], Athènes, Pléthron, 2008, p. 303.

¹⁵⁹ Norman Fairclough, *Discourse and social change*, Cambridge, Polity Press, 1992, p. 42, dans Louise Phillips et Marianne W. Jørgensen, *Analyse du discours, théorie et méthode* [traduit en grec par Alexandros Kioupkiolis], Athènes, Papazisis, 2009, p. 42, 2009 1992 : 42.

¹⁶⁰ Teun van Dijk, *Elite discourse and racism*, Newbury Park, CA: SAGE, 1993, p. 42.

faire apparaître le discours comme une pratique sociale¹⁶¹. Dès lors, le discours consiste en un type de pratique sociale qui détermine le monde social, mais qui est façonné par d'autres pratiques sociales¹⁶². En l'occurrence, lorsque Norman Fairclough analyse le rôle que le discours des médias a joué dans la formation des nouvelles formes de politique, il admet que les pratiques du discours sont influencées par des forces sociales qui ne sont pas exclusivement discursives, comme par exemple la structure du système politique ou des médias¹⁶³.

L'élément susceptible de distinguer plus clairement entre l'analyse de contenu et l'analyse du discours pourrait être le fait que, d'un côté, l'analyse de contenu se fonde sur une approche positiviste. Il s'agit de l'analyse du texte lui-même et non de sa relation avec le contenu, les intentions du producteur du texte ou les réactions du public cible¹⁶⁴. De l'autre côté, l'analyse du discours est une approche constructiviste¹⁶⁵. C'est une méthodologie (et non une méthode, comme le notent Cynthia Hardy, Bill Harley et Nelson William Philips¹⁶⁶, qui s'intéresse à la manière dont la réalité sociale a été produite, à l'opposé d'autres méthodologies qualitatives qui aspirent à interpréter ou à comprendre la réalité sociale telle qu'elle existe¹⁶⁷. L'analyse du discours ne doit pas être séparée de ses « bases théoriques et méthodologiques » et il ne s'agit pas simplement d'une méthode d'analyse de données, mais d'un « ensemble méthodologique et théorique »¹⁶⁸. En fait, pour l'analyse du discours, toute étude de textes est un exercice d'interprétation¹⁶⁹.

En outre, cette différence est liée au fait que l'analyse du discours s'intéresse aussi aux relations de pouvoir produites par le discours. Pour Mark Laffey et Jutta Weldes, en effet, l'analyse du discours se rapporte au pouvoir et à la politique et non à la

¹⁶¹ Norman Fairclough, *Discourse and social change*, *op. cit.* ; Juraj Horváth, *Critical Discourse Analysis of Obama's Political Discourse*, *Paper presented at the International Conference of Language, Literature and Culture in a Changing Transatlantic*, 2009.

¹⁶² Louise Phillips et Marianne W. Jørgensen, *Analyse du discours, théorie et méthode*, *op. cit.*, p. 118.

¹⁶³ Dans Philips et Jørgesen, *ibid.*

¹⁶⁴ Cynthia Hardy *et al.*, « Discourse analysis and content analysis: two solitudes ? », *Qualitative Methods*, Vol. 2, No. 1 (Spring 2004), p. 20.

¹⁶⁵ Kimberly A. Neuendorf, « Content analysis : a contrast and complement to discourse analysis », *Qualitative Methods*, Vol. 2, No. 1. (Spring 2004), p. 33-36 ; Cynthia Hardy *et al.*, « Discourse analysis and content analysis: two solitudes ? », *op. cit.*

¹⁶⁶ Cynthia Hardy *et al.*, « Discourse analysis and content analysis : two solitudes ? », *op. cit.*, p. 20.

¹⁶⁷ *Ibid.*, p. 19.

¹⁶⁸ Louise Phillips et Marianne W. Jørgensen, *Analyse du discours, théorie et méthode*, *op. cit.*, p. 22.

¹⁶⁹ *Ibid.*, p. 20.

langue¹⁷⁰. Pour ces auteurs, le discours n'est pas une réflexion de la réalité mais la réalité elle-même¹⁷¹. Dans l'analyse du discours de la crise, les relations de pouvoir sont omniprésentes. Les auteurs notent aussi que certains discours sont plus puissants que d'autres, parce qu'ils « *sont exprimés par des institutions* »¹⁷². Cette affirmation nous renvoie à Antonio Gramsci, d'après qui « la production du sens » est « *un mécanisme-clé pour stabiliser les relations de pouvoir* »¹⁷³. Ted Hopf¹⁷⁴ partage la même opinion, soulignant que l'analyse du discours « *suppose que la langue est un moyen d'expression dans le cadre duquel s'articulent des relations de pouvoir dominantes* »¹⁷⁵. Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, dans leur théorie sur le discours, soutiennent que le pouvoir est le facteur qui structure le social¹⁷⁶. Pour eux, toute énonciation – et donc toute situation sociale – est possible mais non nécessaire¹⁷⁷. Elle est de ce fait une potentialité. La seule manière de vérifier les conséquences sociales d'une énonciation spécifique du social est d'explorer les potentialités qui ont été exclues¹⁷⁸. C'est que nous allons faire dans la présente étude : nous allons montrer que la presse a exprimé une version spécifique de la réalité et qu'elle en a exclu d'autres (pour favoriser l'application d'une politique économique). Par conséquent, pour l'analyse du discours, la signification de tout texte renvoie à un problème ou à une question politique sous-jacent(e)¹⁷⁹. L'analyse du discours est aussi concernée, comme nous l'avons mentionné précédemment, par le non-dit, c'est-à-dire par les absences et les anomalies du discours¹⁸⁰. En revanche, l'analyse de contenu ne considère pas le non-dit comme important. L'analyse du discours vise à révéler les mythes sociaux qui sont promus à travers le discours et d'autres pratiques sociales, et qui présentent la société comme une réalité objective¹⁸¹.

¹⁷⁰ Mark Laffey, et Jutta Weldes, « Methodological reflections in discourse analysis », *Qualitative Methods*, Vol. 2, No. 1. (Spring 2004), p. 30.

¹⁷¹ *Ibid.*

¹⁷² *Ibid.*, p. 29.

¹⁷³ Dans Louise Phillips et Marianne W. Jørgensen, *Analyse du discours, théorie et méthode*, op. cit., p. 70.

¹⁷⁴ Ted Hopf, « Discourse and content analysis : some fundamental incompatibilities », *Qualitative Methods*, Vol. 2, No. 1. (Spring 2004), p. 31-33.

¹⁷⁵ *Ibid.*, p. 31.

¹⁷⁶ Dans Louise Phillips et Marianne W. Jørgensen, *Analyse du discours, théorie et méthode*, op. cit., p. 78.

¹⁷⁷ *Ibid.*, p. 81.

¹⁷⁸ *Ibid.*

¹⁷⁹ Ted Hopf, « Discourse and content analysis : some fundamental incompatibilities », op. cit., p. 31.

¹⁸⁰ *Ibid.*

¹⁸¹ Louise Phillips et Marianne W. Jørgensen, *Analyse du discours, théorie et méthode*, op. cit., p. 83.

En fait, Teun van Dijk a effectué des analyses de contenu, tout comme des analyses du discours. Il a également noté que les événements sont exposés sous une perspective spécifique et que l'utilisation de certains mots ou phrases peut renforcer cette perspective¹⁸². D'après Teun van Dijk, les deux méthodes ne sont pas opposées ou concurrentes, l'analyse du discours pouvant compléter de manière qualitative les analyses de contenu¹⁸³. Cynthia Hardy, Bill Harley et Nelson Phillips s'accordent avec cette opinion, en affirmant que « *l'analyse de contenu et l'analyse du discours peuvent être perçues comme [des méthodes] complémentaires, pouvant même se seconder mutuellement dans l'exploration de la réalité sociale* »¹⁸⁴.

Bien entendu, Cynthia Hardy, Bill Harley et Nelson Phillips abordent l'analyse de contenu qualitative. Les auteurs observent que dans la mesure où celle-ci n'attribue pas de sens constant aux mots, mais développe une sensibilité à l'égard de l'utilisation des mots et du contexte dans lequel ils sont employés, son raisonnement est compatible avec l'analyse du discours¹⁸⁵.

Le matériel d'analyse de la présente étude (506 articles) est d'une envergure trop importante pour la réalisation d'une analyse du discours, mais de moyenne ou petite ampleur à l'égard d'une analyse de contenu. Notre étude combine en fait les deux méthodes. Elle s'inscrit dans la logique de l'analyse critique du discours, tout en explorant - elle essaie de le faire en tout cas - toutes les unités d'analyse de façon équitable, à la manière d'une analyse de contenu. Elle a aussi recours à un logiciel pour organiser les données et les corrélérer, mais ce logiciel sert plutôt à organiser la recherche et le traitement des données et non à fournir des réponses aux questions posées. C'est le travail auquel nous nous sommes attachés. En réalité, le traitement des données n'est pas objectif dans le sens de l'analyse de contenu, puisqu'il aboutit à des interprétations. Ces dernières ont néanmoins été effectuées de manière impartiale.

Comme nous l'avons mentionné, l'analyse du discours est réalisée à deux niveaux : le micro et le macro. Le niveau micro consiste à répertorier et à analyser les jugements qualitatifs, les stéréotypes, les néologismes, l'ironie et les comparaisons. Le niveau macro concerne le cœur de notre argumentation au sein de laquelle se trouve

¹⁸² Dans Andréas Kollias, *Analyse de contenu, Evolution, techniques et application de la méthode à l'étude de la communication*, op. cit., p. 463.

¹⁸³ *Ibid.*, p. 464.

¹⁸⁴ Cynthia Hardy et al., « Discourse analysis and content analysis: two solitudes ? », op. cit., p. 19.

¹⁸⁵ *Ibid.*, p. 20.

l'attribution de la causalité: qui est responsable pour la crise ? Ce point est essentiel pour comprendre tout le récit de la crise, tel qu'il est déployé par la presse, parce que de l'attribution de causalité dépendent tous les autres éléments liés à la crise : le comportement envers les pays en crise, c'est-à-dire la manière dont ils sont perçus par leurs partenaires européens (et créditeurs), les solutions proposées et mises en œuvre pour sortir de la crise et, enfin, de quelle façon la crise est rapportée aux lecteurs.

La présente étude est ainsi une analyse du discours, puisqu'elle cherche à comprendre comment la crise a été présentée et pourquoi certaines optiques ont été favorisées au détriment d'autres. Nous allons démontrer que les aspects de la crise n'ont pas tous été traités de la même façon, bien que leur description soit tout aussi importante pour sa compréhension. Autrement dit, pourquoi certains aspects ont-ils été « promus », alors que d'autres, tout aussi consistants, ont été négligés ? Nous allons mettre en évidence le fait que le discours employé par la presse a généré un schéma spécifique pour l'interprétation de la crise, contribuant de la sorte à l'application de politiques économiques (et donc sociales), lesquelles n'auraient autrement pas pu être acceptées et mises en œuvre. Le discours qui a été employé a distribué très attentivement des rôles aux acteurs impliqués et a facilité le passage à une nouvelle ère économique et sociale au sein de l'Union Européenne. Donc, la présente étude propose une interprétation de la réalité de la crise, telle qu'elle a été rapportée par les journaux français. Elle se rallie ainsi à l'analyse du discours, tout en déviant toutefois de l'analyse de contenu sur certains aspects. Il s'agit du type d'articles et de la rubrique dans laquelle ils ont été publiés. Notre étude se réfère en outre aux sources utilisées pour la production des articles et, plus particulièrement, aux experts qui ont été consultés.

4.4. La *grounded theory*

Bien que notre étude n'ait pas d'hypothèses d'analyse explicitement formulées, que nous chercherons par la suite à vérifier ou à réfuter, notre point de départ est clair et spécifique. C'est l'image de la Grèce principalement, puis l'image d'autres pays en crise, en occurrence l'Espagne, dans la presse et les médias français en général, qui ont

suscité mon intérêt. Je me suis ensuite penchée sur l'analyse de la presse, à la recherche des raisons justifiant un tel mode de traitement. La constatation, dès lors, sur la position de la presse envers des pays en crise devait être documentée. La démarche était loin d'être évidente. Elle imposait une recherche empirique. C'est là où la *grounded theory* m'a offert le cadre d'analyse. « *Le terrain n'est plus une instance de vérifications d'une problématique préétablie mais le point de départ de cette problématisation* »¹⁸⁶, écrit Jean-Claude Kaufmann pour décrire la *grounded theory*. Dans cette théorie, la recherche est en effet guidée par les données. Cela signifie que le point de départ de l'analyse n'est pas la formulation de théories préalables que nous aspirons à appliquer. L'analyse n'est pas fondée non plus sur des modèles préconçus. Cela signifie que nous n'avons pas de modèles prêts que nous cherchons à trouver dans le texte pour analyser la crise, comme c'est le cas, par exemple, avec la théorie de cadrage¹⁸⁷.

En commençant donc par une hypothèse sous-jacente sur la position de la presse, nous avons cherché, à travers l'analyse des données, des raisons pour l'expliquer, sans avoir formulé des hypothèses sur ce domaine. À l'aide de la méthode de la *grounded theory*, nous avons laissé les données nous guider. L'analyse empirique a bien confirmé l'hypothèse de départ, à savoir la différence de traitement de la Grèce et de l'Espagne dans la presse de qualité, et elle nous a orientés vers des facteurs qui peuvent l'expliquer. Ces facteurs n'étaient pas formulés a priori, ils sont ressortis de l'étude.

En d'autres termes, l'analyse détermine, au fur et à mesure, la manière de procéder. À titre d'exemple, elle conduit vers des schémas à créer, des catégories qui ressortent de l'analyse, la façon dont le texte peut être codifié, les questions qui sont soulevées et la direction dans laquelle il s'oriente pour explorer davantage certaines données, permettant de répondre à ces questions.

Le but de la *grounded theory* est de construire une théorie à partir des données d'analyse. Plus les données sont riches, solides et détaillées, plus la théorie devient consistante et significative : « *des données riches génèrent des théories ancrées puissantes* »¹⁸⁸. La *grounded theory* permet de changer de direction de recherche, au cas où les données sont insuffisantes, par exemple. Elle permet aussi le raffinement de

¹⁸⁶ Jean-Claude Kaufmann, *L'entretien compréhensif*, 4^e éd., Paris, La Découverte, 2006, p. 22.

¹⁸⁷ Erving Goffman.....

¹⁸⁸ Kathy Charmaz, *Constructing grounded theory, a practical guide through qualitative analysis*, London, Sage Publications, 2006, p. 14.

l'analyse, parce qu'avec ses méthodes, la collecte des données peut être façonnée et refaçonée¹⁸⁹. Notre ligne directrice dans l'application de la *grounded theory* est le livre de Kathy Charmaz « Construire la *grounded theory* » (*Constructing grounded theory*)¹⁹⁰. Le livre de Kathy Charmaz permet ainsi de procéder à une analyse qualitative.

La différence fondamentale entre la *grounded theory* et d'autres approches de recherche qualitative, est qu'elle n'applique pas des codes ou des catégories préconçues à l'égard des données. Au contraire, les codes émergent à travers l'examen des données et la signification qui leur est attribuée¹⁹¹. Cette procédure de « codification active » (*active coding*)¹⁹² permet « *l'interaction répétée avec les données qui soulèvent plusieurs questions. Par conséquent, la codification peut conduire dans des endroits inattendus et à de nouvelles questions de recherche* »¹⁹³.

Dans la *grounded theory*, la codification est ouverte. Cela veut dire que nous ne recherchons pas une catégorie spécifique ou un modèle précis, dont nous voulons savoir s'il s'applique ou non, mais que nous codifions au fur et à mesure du traitement du texte. La codification comprend au moins deux phases : dans la première, nous codifions tous les éléments caractérisés comme porteurs de sens ou censés exprimer quelque chose. Donc, au début de l'analyse, tout est codifiable¹⁹⁴. Nous commençons par la codification de mots, de phrases et parfois même de paragraphes entiers. De cette manière, l'ensemble du texte est codifié. Le but de cette phase, que Kathy Charmaz appelle la « codification initiale » (*initial coding*)¹⁹⁵, est de « *provoquer la pensée et permettre l'émergence de nouvelles idées* »¹⁹⁶). La deuxième phase se réfère à une codification plus ciblée et sélective, fondée sur la première. Les codes récurrents sont dès lors repérés et sont considérés revêtir une importance particulière. Ces codes sont alors utilisés pour codifier une plus grande quantité de données. Cette étape de « codification ciblée » (*focused coding*) exige une prise de décision de la part du

¹⁸⁹ *Ibid.*, p. 15.

¹⁹⁰ *Ibid.*

¹⁹¹ *Ibid.*, p. 46.

¹⁹² *Ibid.*

¹⁹³ *Ibid.*

¹⁹⁴ *Ibid.*

¹⁹⁵ *Ibid.*, p. 48.

¹⁹⁶ *Ibid.*

chercheur, qui est amené à sélectionner les codes initiaux qui serviront à catégoriser les données de façon plus complète¹⁹⁷.

Au gré de l'analyse, d'autres types de codification interviennent et contribuent à l'avancement de l'analyse. La « codification axiale » (*axial coding*) établit des liens entre des catégories et des sous-catégories. Le but est de synthétiser, classer et organiser plus de données. Ce type de codification a été introduit par Juliet Corbin et Anselm Strauss¹⁹⁸. Selon les auteurs, la codification axiale peut rassembler des données au sein d'un ensemble plus cohérent. Elle répond à des questions telles que « quand, où, pourquoi, qui, comment, avec quelles conséquences »¹⁹⁹. Pour les auteurs, la codification axiale vise à transformer le texte analysé en concepts²⁰⁰.

La « codification théorique » (*theoretical coding*) constitue un autre stade de l'analyse. Il s'agit « d'un niveau de codification sophistiqué qui suit les codes sélectionnés lors de la codification ciblée »²⁰¹. Selon Barney Glaser, la codification théorique peut conceptualiser la manière dont « les codes substantiels peuvent corrélérer entre eux en tant qu'hypothèses destinées à être intégrées dans une théorie »²⁰². Autrement dit, la codification théorique décrit les relations possibles entre les catégories formées lors de la codification ciblée²⁰³. Parmi les groupes de codes théoriques, Barney Glaser inclut des catégories telles que les causes, les contextes, les conséquences, les covariantes et les conditions²⁰⁴.

Imaginons un instant que la codification ressemble à une pyramide : la codification théorique se situe au sommet, alors que la codification ouverte en constitue la base. Cette procédure de codification et de regroupement graduel des données permet leur traitement détaillé et la création de catégories et de sous-catégories. La formation de catégories théoriques, comme les causes et les conséquences, crée des relations entre les données et, dès lors, permet l'élaboration d'une théorie à travers ces données. Cette théorie décrit et explique le sujet sous analyse. Ici, il convient de souligner que la lecture des données n'est pas dissociée du travail effectué par le chercheur. Dans

¹⁹⁷ *Ibid.*, p. 57-58.

¹⁹⁸ Dans Kathy Charmaz, *Constructing grounded theory, a practical guide through qualitative analysis*, *op. cit.*, p. 60.

¹⁹⁹ *Ibid.*

²⁰⁰ Dans *ibid.*, p. 61.

²⁰¹ *Ibid.*, p. 63.

²⁰² Dans *ibid.*

²⁰³ *Ibid.*

²⁰⁴ *Ibid.*

l'analyse qualitative, et surtout dans une analyse du discours, la personnalité du chercheur est omniprésente. Comme affirme d'ailleurs Kathy Charmaz²⁰⁵, « *ce que vous percevez dans les données dépend beaucoup de vos visions antérieures. [Donc]... au lieu de considérer vos visions comme la vérité, essayez de les concevoir comme un point de vue parmi beaucoup d'autres* » ; et plus loin : « *nous construisons nos codes... nous pensons peut-être que nos codes capturent la réalité empirique. Néanmoins, c'est notre*²⁰⁶ *point de vue : nous choisissons les mots qui constituent nos codes. Donc, nous considérons ce que nous voyons dans les données comme significatif et décrivons ce que nous croyons qu'il se passe* »²⁰⁷. En d'autres termes, la lecture des données n'est pas une vérité absolue, mais une interprétation du chercheur à l'égard du sujet qu'il analyse, laquelle dépend largement de ses propres convictions. Ainsi, le chercheur ne peut rester neutre dans son analyse, particulièrement si le sujet qu'il traite est « chaud »²⁰⁸. Cela ne compromet pas pour autant la scientificité de l'analyse²⁰⁹.

4.5. La codification

En optant pour la *grounded theory*, nous avons décidé de la manière de codifier nos données. Il s'agit d'une procédure de bas en haut. La codification des données s'est faite à l'aide du logiciel MAXQDA 2018/2020. Est-il possible de procéder à une analyse du discours à travers un logiciel ? En l'occurrence, le logiciel a été utilisé pour organiser des données dont le volume était important (pour une analyse du discours), afin de les traiter manuellement par la suite. Cela étant, nous n'attendons pas de réponses de ce logiciel. L'analyse des données est exclusivement réalisée par le chercheur. Néanmoins, le logiciel permet la construction d'un système de codification à plusieurs niveaux, facile à gérer, le classement en catégories et sous-catégories pour traiter les données. L'accès y est rapide et facile, possible à tout moment, tout comme celui aux documents traités. De plus, le logiciel rend extrêmement aisée la création de

²⁰⁵ *Ibid.*, p. 54.

²⁰⁶ Souligné dans l'original.

²⁰⁷ Kathy Charmaz, *Constructing grounded theory, a practical guide through qualitative analysis*, op. cit., p. 47.

²⁰⁸ Marianne Doury, « La position du chercheur en argumentation », Semen, 17 (2004).

²⁰⁹ Roselyne Koren dans *ibid.*

schémas et d'arbres de codes, ainsi que l'association de différents codes et catégories, offrant une représentation visuelle des données et contribuant en somme à leur conceptualisation.

Une deuxième étape dans le processus d'organisation des données est leur insertion, sous la codification respective, dans une feuille de calcul EXCEL, qui réplique le système de codification de MAXQDA 2018/2020, ce qui permet de sauvegarder une copie des données, tout en servant de source d'analyse des données indépendantes du logiciel. De plus, dans EXCEL, les phrases, mots, etc. qui ont été codifié(e)s sont attribué(e)s à la personne qui les avait mentionné(e)s ou énoncé(e)s. Cette personne peut être le journaliste signant l'article ou une source citée (hommes et femmes politiques, experts, citoyens, etc.). Une organisation des codes et des catégories par source est également prévue.

L'organisation des données dans la feuille de calcul EXCEL se fonde sur les sous-catégories et plus particulièrement sur celles qui se trouvent en fin de catégorisation. Chaque colonne représente une sous-catégorie. À chaque ligne figurent des extraits de texte codifiés et ensuite ordonnancés dans les sous-catégories correspondantes. Chaque feuille contient tous les articles d'une période donnée, par journal. Donc, chaque fichier EXCEL comprend quatre feuilles, une pour chaque journal. Une autre feuille nommée « analyse » combine toutes les catégories apparues dans chaque journal. Ce traitement met en évidence, par exemple, le nombre de fois où les « privatisations » ont été codifiées comme « conséquences de la crise espagnole » dans chaque journal, ce qui aboutit à un total par journal. Ce modèle d'organisation se répète dans une autre feuille, mais cette fois sur la base de la source. Ainsi, nous pouvons voir combien de fois les « privatisations » liées aux « conséquences de la crise espagnole » ont été invoquées par un journaliste, un analyste ou un officiel. Cette analyse est quantitative. L'organisation sous EXCEL permet, lors d'un deuxième stade d'analyse, de regrouper les catégories présentant des points communs et, donc, de passer à la catégorisation « ciblée ». Cela s'effectue à travers la déségrégation des données : toutes les données concernant l'Espagne ont été rassemblées dans un fichier EXCEL et il en a été de même pour la Grèce. Enfin, un fichier EXCEL contient la totalité des données. Ce fichier comprend des feuilles « analyse » et des feuilles selon la source prononcée, à savoir, « journalistes », « analystes », « officiels », « marchés » et « autres ». Le dernier type

de source se réfère aux citoyens et individus, ainsi qu'aux organisations, associations ou entités ayant exprimé un avis ou un commentaire. Pour un exemple de traitement des données à l'aide d'EXCEL, voir plus bas.

Les catégories peuvent comprendre des sous-catégories. La catégorisation finit quand il n'est plus possible de créer une nouvelle sous-catégorie. À titre d'exemple, une grande catégorie « Conséquences » réunit toutes les catégories dont la thématique se rapporte aux conséquences d'un phénomène. Les catégories et les sous-catégories sont corrélées et elles sont regroupées selon leur thématique et, en conséquence, leur signification. Un exemple de catégorisation est fourni ci-dessous. Il comprend certaines catégories sous la catégorie « Conséquences » et certaines sous-catégories, afin d'illustrer la façon dont sont catégorisées les données. Cet arbre des codes s'étend sur quatre niveaux.

Image 1 : Exemple de codification EXCEL (1)

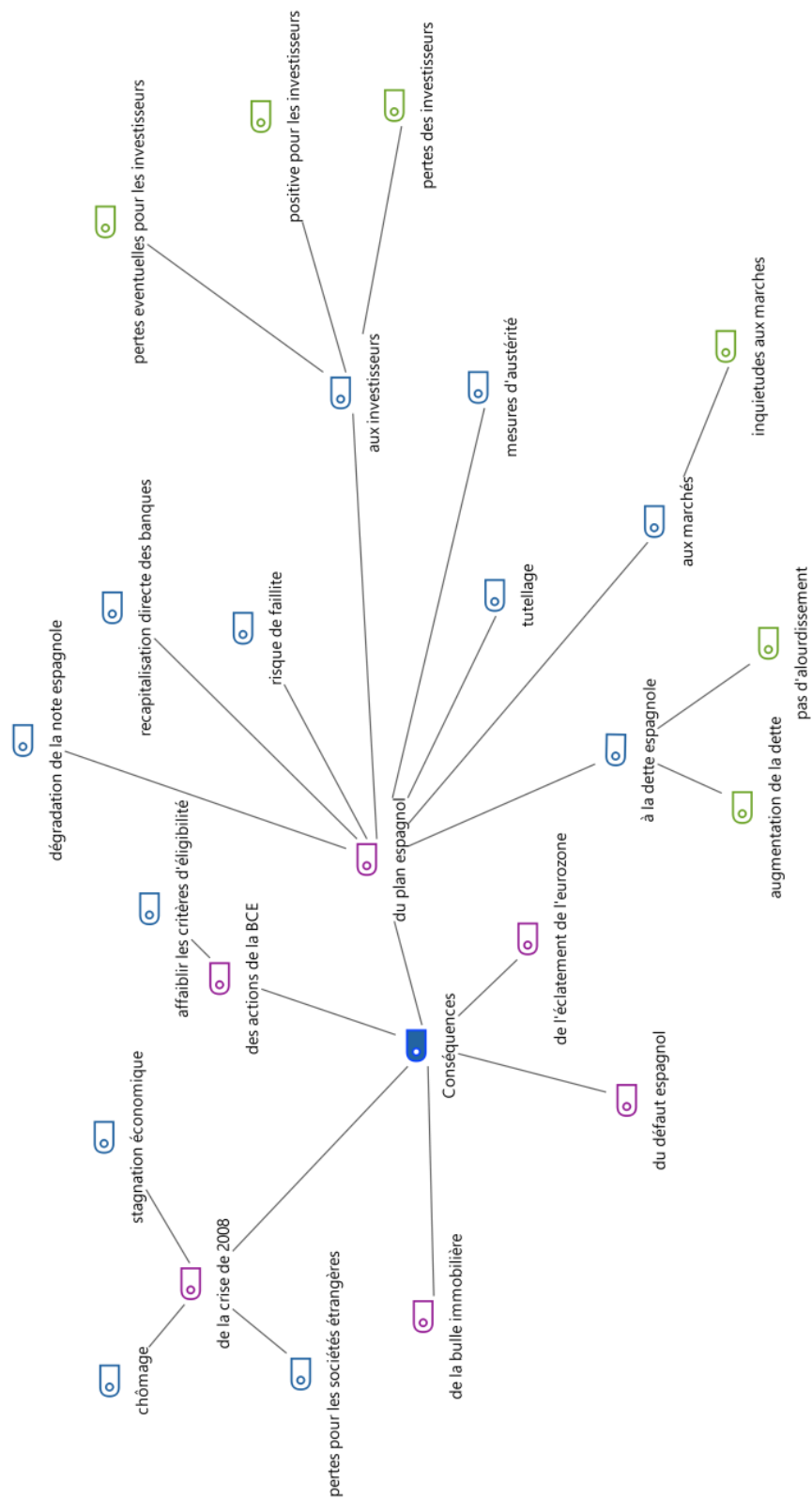
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M
JOURNAL DATE	AUTEUR	TITRE	RUBRIQUE	GENRE	EXTRAIT	IDEE PRINCIPALE	Qui s'exprime	la crise	Conséquences de	des mesures	d'austérité	Solutions pour la
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
1	Figaro	2012 12 10 2	L.K.	« Merde blanche » pour le système de santé espagnol	Economie	Fillet	C'était la troisième manifestation de cette ampleur depuis le début de l'année. Les participants, qui se sont donné rendez-vous les 16 et 19 décembre, souhaitaient ainsi dénoncer la privatisation prévue de 6 hôpitaux et 27 dispensaires. ...C'est l'un des effets de la crise économique qui secoue l'Espagne	Crise espagnole	Journaliste	Privatisations	Privatisations	consatation sociale
4	Figaro	2012 12 10 2	L.K.	« Merde blanche » pour le système de santé espagnol	Economie	Fillet	En s'attaquant à son système de santé, la région de Madrid s'expose à la réduction nécessaire de son déficit.	Journaliste	Privatisations	Privatisations	Privatisations	Privatisations
5	Figaro	2012 12 10 2	L.K.	« Merde blanche » pour le système de santé espagnol	Economie	Fillet	Mais ses mesures d'austérité se heurtent à l'opposition croissante de la population.	Journaliste	Privatisations	Privatisations	Privatisations	Privatisations
6	Figaro	2012 12 10 2	L.K.	« Merde blanche » pour le système de santé espagnol	Economie	Fillet		Journaliste	Privatisations	Privatisations	Privatisations	Privatisations
7												
8												
9												
10												
11												
12												
13												
14												
15												
16												
17												
18												
19												
20												
21												

Image 2 : Exemple de codification EXCEL (2/1)

M19											
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1	IDEE CENTRALE										
2	Dettes espagnole	Crise espagnole	Elections espagnoles	Euro	Crise de la zone euro						
3	Echos	1									
4	Figaro		1								
5	Libération			1							
6	Monde				1						
7	RUBRIQUE										
8	Marchés	Economie	International								
9	Echos	1									
10	Figaro		1								
11	Libération			1							
12	Monde		2								
13	GENRE										
14	Synthèse	Fillet	Chronique	Analyse							
15	Echos	1									
16	Figaro		1								
17	Libération			1							
18	Monde	1			1						
19	CAUSES										
20	Causes de l'inquiétude des marchés										
21	Rôle de la BCE										
22	Echos	1									
23	Figaro										
24	Libération										
25	Monde										
26	Causes de défile du PDE										
27	Gestion de la crise										
28	Echos										
29	Figaro										
30	Libération	2		1							
31	Monde										
32	CONSEQUENCES										
33	Conséquences de la crise espagnole										
	Echos	Figaro	Libération	Monde	Analyse	Journalistes	Analystes	Officiels	Autres		

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	O	P	Q	R	S	T	U	V	
1																							
2	CONSEQUENCES																						
3	Conséquences de la crise																						
4	Espagne																						
5	Privatisations																						
6	Echos																						
7	Figaro																						
8	Libération																						
9	Monde																						
10																							
11	Conséquences des mesures d'austérité																						
12	Espagne																						
13	Contestation sociale																						
14	Echos																						
15	Figaro																						
16	Libération																						
17	Monde																						
18																							
19	Conséquences des élections espagnoles																						
20	Montée des petits partis																						
21	Echos																						
22	Figaro																						
23	Libération																						
24	Monde																						
25																							
26	SOLUTIONS																						
27	Pour la crise espagnole																						
28	Privatisations																						
29	Echos																						
30	Figaro																						
31	Libération																						
32	Monde																						
33																							
34	Pour la crise en zone euro																						
35	Changement de la zone																						
36	Reformuler les règles de la BCE																						
37	Echos																						
38	Figaro																						
39	Libération																						
40	Monde																						
41																							

Image 4 : Exemple de codification MAXQDA 2018/2020



La première étape de codification, comme il a été expliqué plus haut, est la « codification initiale » lors de laquelle nous codifions tout ce qui nous semble avoir un sens. Cela permet d'obtenir des catégories très détaillées, le but étant de codifier la totalité du texte, dans la mesure du possible. Cette pratique permet de ne rien exclure de l'analyse. Dans un deuxième temps, sont répertoriés les codes qui se répètent, essentiels pour l'avancement de l'analyse. Nous regroupons ensuite ces catégories de codes à l'intérieur de catégories plus larges et inclusives. Les codes qui ne réapparaissent pas sont éliminés ou bien intégrés dans d'autres catégories dotées d'une thématique similaire. Par exemple, la phrase « *ne permettent pas une franche reprise dans la zone euro* »²¹⁰ est codifiée comme « croissance faible ». De la même manière, la phrase « *pour le Fonds, le niveau élevé de dettes, publique et privée, ainsi que la fragmentation financière ne permettent pas une franche reprise dans la zone euro* »²¹¹ crée la catégorie « conséquences de l'endettement de la zone euro ». Cette phrase nous dit que la zone euro est endettée. Une conséquence de cet endettement est la croissance faible. Cette phrase a créé la catégorie « conséquences de l'endettement de la zone euro ». Cette catégorie n'existait pas avant l'analyse de cet article. Elle n'était pas « préfabriquée » et nous n'avons pas cherché à y faire correspondre des phrases du texte. Elle est un résultat de la codification ouverte et initiale décrite plus haut. En outre, à aucun moment avons-nous trouvé dans l'analyse des données d'autres phrases susceptibles d'être codifiées de la même manière et d'être classées sous la catégorie « conséquences de l'endettement de la zone euro ». Donc, cette catégorie n'a pas été comprise dans la deuxième phase de l'analyse, la codification ciblée, parce qu'elle ne faisait pas avancer l'analyse. Un autre exemple : « *Cibler les hauts revenus est une façon de faire entrer de l'argent pour les gouvernements, et de donner le sentiment de faire quelque chose de juste et de nécessaire pour le redressement de leurs pays* »²¹². La phrase « cibler les hauts revenus » est codée comme « taxation des hauts revenus ». La totalité de la phrase est placée sous la catégorie « Causes de taxation des hauts revenus ». La partie « faire entrer de l'argent pour les gouvernements » est codifiée comme « augmenter les revenus » et la partie « donner le sentiment de faire quelque

²¹⁰ Richard Hiault, « Le FMI s'alarme des risques de déflation dans la zone euro », *Les Echos*, 22 janvier 2014, p. 5.

²¹¹ *Ibid.*

²¹² Elsa Conesa, « Les contribuables aisés dans le viseur des Etats en 2013 », *Les Echos*, 10 octobre 2013, p. 8.

chose de juste et de nécessaire pour le redressement de leurs pays » est codifiée comme « attribuer une justice sociale ». Là encore, cette catégorie n'est pas réapparue dans le reste des données. Bien qu'elle ait été enregistrée pendant l'analyse, elle ne contribuait au développement ni d'une argumentation, ni d'un concept théorique et, par conséquent, elle n'a pas été prise en compte pour la continuation de l'analyse.

Toutefois, le fait qu'une catégorie apparaisse une seule fois ne signifie pas obligatoirement que cette catégorie sera exclue de l'analyse. Certaines catégories peuvent en effet n'apparaître qu'une seule fois, mais peuvent être incorporées dans des catégories plus larges durant la deuxième phase de l'analyse, la « codification ciblée ». À titre d'exemple, la phrase « les scandales de corruption qui n'épargnent aucun parti », laquelle se rapporte aux partis politiques espagnols, est codifiée comme « corruption » sous la catégorie « Jugements qualitatifs sur les partis politiques espagnols ». La phrase « la corruption politique est la deuxième préoccupation des Espagnols » est aussi codifiée comme « corruption » sous la même catégorie. Cette catégorie n'apparaît qu'une seule fois. Cependant, elle est adjointe à d'autres qui arborent une thématique similaire, comme par exemple « Jugements qualitatifs pour l'État espagnol » ou « Jugements qualitatifs pour les Espagnols ».

Notre objectif est d'analyser la manière dont le discours journalistique présente l'événement de la crise. Pour ce faire, nous nous sommes d'abord intéressés aux acteurs. Nous prêtons attention à la façon dont les journaux se réfèrent aux différents acteurs, donc aux qualités qui leurs sont attribuées. Le profil des acteurs est ainsi ébauché, vu sous l'angle de la presse. Il faut alors codifier leurs actions. Celles-ci, tout comme leurs causes et conséquences, sont codifiées afin de cerner l'approche que les journaux adoptent envers le traitement d'un sujet. Par exemple, quel est le langage utilisé pour aborder la restructuration de la dette grecque ? Ou bien, quels sont les mots choisis pour décrire le rôle des institutions européennes dans la gestion de la crise en Espagne ? Ces exemples montrent comment la presse traite de ces sujets et donc comment ces événements sont communiqués aux lecteurs.

La première phase de codage permet de répertorier l'ensemble des idées, arguments, jugements et opinions exprimés, sans se limiter aux unités d'analyse qui présentent une fréquence d'apparition élevée dans les articles. Parallèlement, l'analyse ne se confine pas à dresser un inventaire d'idées, d'arguments, de jugements, ou

d'opinions exprimé(e)s dans les articles, mais elle les évalue dans le cadre de l'analyse de la crise. Elle en apprécie la valeur afin d'en déterminer la place dans le discours : quel rapport y-a-t-il entre les acteurs ? Comment cela s'exprime ? Existe-t-il des relations de pouvoir ?

Pour que l'analyse soit la plus détaillée possible, nous ne codifions pas seulement des mots, mais aussi des phrases, voire des paragraphes entiers. En outre, chaque article a été considéré comme une unité et a été codifié conformément à son idée centrale. La codification s'étend au titre, au chapô et au texte. Ainsi, à titre d'exemple, si le code « plan d'aide » est mentionné une fois dans le titre, une fois dans le chapô, deux fois dans le deuxième paragraphe et une fois dans le dernier, il sera codifié cinq fois. Même si une phrase codée est répétée, elle est catégorisée, parce que la répétition dans le texte est considérée importante. La répétition indique en effet que le journaliste souligne une idée ou le sens que celle-ci exprime, et insiste sur un point. Or, une codification unique, dans ce cas, ne reflète pas le sens que le journaliste aurait voulu attribuer à son argumentation. Pour des raisons similaires, il est important de codifier les unités d'analyse dans le titre et le chapô, puisqu'elles résument souvent le contenu de l'article, ou bien soulèvent des points notables. Il est vrai qu'elles sont habituellement la seule partie lue d'un article. En revanche, lorsqu'il y a des répétitions dans un paragraphe, visant à développer une idée ou un argument, et qu'il est évident qu'elles visent à éclaircir l'idée développée, l'unité qui ressort n'est codifiée qu'une seule fois, sauf s'il y a des citations, auquel cas, celles-ci sont codifiées séparément.

Les acteurs sont listés lorsqu'ils sont le sujet d'une action et non du fait de leur simple apparition dans le texte. Pour donner un exemple, dans la phrase « l'Allemagne a décidé de voter le plan d'aide », « l'Allemagne » est listée comme acteur, tandis que dans la phrase « en Allemagne [...] les opinions publiques ne font pas preuve de solidarité », l'Allemagne n'est pas répertoriée comme acteur. Ce sont les « opinions publiques », en réalité, qui sont les acteurs dans cette phrase. Les acteurs sont listés afin d'analyser leurs actions et déterminer quels qualités et jugements leurs sont attribués.

Au total, quatre grandes catégories ont été définies : causes, conséquences, solutions, jugements qualitatifs. Ces catégories contiennent des sous-catégories, telles que « causes de la crise grecque », « conséquences de la bulle immobilière »,

« solutions pour la crise en zone euro », « jugements pour la gestion de la crise en Grèce par les Européens ». Ensuite, chaque sous-catégorie comprend d'autres catégories. Ainsi, les « causes de la crise grecque » incluent des sous-catégories comme « mensonges du gouvernement grec », « Grèce », « mauvaise gestion des finances », « clientélisme », « partis politiques ». Pour les « conséquences de la bulle immobilière », parmi les catégories constituées, nous retrouvons « augmentation de la dette espagnole », « chômage », « fragilisation des banques espagnoles », « fragilisation des caisses d'épargne ». Certaines « solutions proposées pour la crise de la zone euro » sont les « euro-obligations », la « mutualisation des dettes », les « réformes structurelles », la « création d'un budget pour la zone euro ». Enfin, pour compléter l'exemple donné, la catégorie « jugements pour la gestion de la crise en Grèce par les Européens » comporte les sous-catégories « absurde », « inefficace », « trop lente », « positive » et « désapprouver ». Ces illustrations donnent une idée sur la structure de la catégorisation et, dès lors, sur le traitement et l'organisation des données dans les feuilles EXCEL. Cette classification permet de se forger une idée générale quant aux données, constituer des groupes et donc créer des concepts, observer, lire le message qui en découle et théoriser sur les résultats.

4.6. L'argumentation

Le débat sur la neutralité et l'impartialité du discours journalistique est quasi-intarissable. Comme écrit Roselyne Koren, « *les journalistes oscilleraient ainsi entre deux pôles hétérogènes dont l'un est ' neutre ' entendu comme informatif et strictement descriptif et l'autre engagé, autrement dit argumentatif* »²¹³. Pourtant, continue-t-elle, les journalistes refusent presque d'accepter qu'il est « *linguistiquement impossible de séparer la part référentielle de la sémantique de ses dimensions pragmatiques et argumentatives et que les subjectivités énonciative et intersubjective sont inhérentes à la langue, mode de vie sociale et donc à toute mise en mots quelle qu'elle soit...* »²¹⁴.

²¹³ Roselyne Koren, « Argumentation, enjeux et pratique de l'« engagement neutre » : le cas de l'écriture de presse », Semen, 17 (2004).

²¹⁴ *Ibid.*

Les journalistes insistent à tort sur le fait que distinguer entre information et commentaire est possible²¹⁵. Autrement dit, il n'existe pas de discours journalistique dépourvu de l'élément de subjectivité. De surcroît, il n'existe pas de discours journalistique sans une dimension argumentative.

Donc, si dire quelque chose, c'est aussi « *prendre position, argumenter, tenter de mobiliser* »²¹⁶, il faut admettre que ce qui est écrit dans la presse, indépendamment du moment, est le résultat d'un acte conscient, toujours animé d'une volonté, celle de provoquer une réaction, qu'il s'agisse d'un sentiment, d'une pensée, ou d'une idée exprimée dans le texte. Le journal souhaite simplement inciter à la réflexion : « *il se contente de 'constituer un espace public où se développent le débat et le mûrissement des décisions', où 's'esquissent des hypothèses' et où 'se cherchent des solutions'* »²¹⁷. C'est ici que se trouve en fait l'argument central de cette étude : que la crise en Grèce et en Espagne a été décrite par des mots, des expressions et un discours choisis avec attention, dans le but de convaincre les lecteurs que la crise était une affaire plutôt nationale, due davantage à des facteurs intrinsèques à chaque pays et beaucoup moins à des paramètres liés à la nature de la zone euro. Les journaux français ont adopté une position précise sur la description et l'analyse de la crise et, comme nous allons le montrer, ils ont sciemment choisi de ne pas présenter ou d'infirmer toute explication alternative. Les journaux ont fait preuve de subjectivité, sous des airs de neutralité, ou, comme l'affirme Rodelyne Koren, les journalistes « *ne cherchent pas à prouver à tout prix que les mots peuvent refléter les choses 'telles qu'elles sont'* »²¹⁸. Il suffit qu'elles paraissent objectives : « *les 'jeux du paraître' objectif et/ou subjectif sont en fait perçus comme une aptitude constitutive du langage à faire comme si, à donner pour 'le réel du monde' ce qui n'en est que la représentation construite, orientée et théâtrale* »²¹⁹.

Nous acceptons donc que le discours journalistique, s'il n'a pas un but argumentatif ou, pour citer Ruth Amossy, une « *visée argumentative* » possède au moins une « *dimension argumentative* »²²⁰. Ce qui distingue les deux, c'est l'intention consciente de persuader : « *la simple transmission d'un point de vue sur les choses, qui n'entend*

²¹⁵ Ibid.

²¹⁶ Ibid.

²¹⁷ *Le style du Monde*, dans *ibid.*

²¹⁸ Roselyne Koren, « Argumentation, enjeux et pratique de l'« engagement neutre » : le cas de l'écriture de presse », *op. cit.*

²¹⁹ Ibid.

²²⁰ Ruth Amossy, *L'argumentation dans le discours*, Paris, Armand Colin, 2012, p. 3, 298.

*pas expressément modifier les positions de l'allocutaire (dimension argumentative), ne se confond pas avec une entreprise de persuasion soutenue par une intention consciente et offrant des stratégies programmées à cet effet (visée argumentative) »*²²¹. Dans le discours journalistique coexistent les deux types d'argumentation, selon le genre. Ainsi, à titre d'exemple, l'éditorial est un genre journalistique doté d'une visée persuasive, tandis que le reportage comporte plutôt une dimension argumentative²²².

Comme nous allons le voir, le genre dominant dans le corpus est la synthèse. Les éléments qui caractérisent la synthèse font qu'elle se doit d'être strictement informative. Cela signifie qu'elle doit être dépourvue de toute expression d'opinions personnelles ; qu'elle doit transmettre un message et adopter un certain angle de vue ; et qu'elle doit regrouper différents matériels (sources, citations, faits, etc.), afin de rendre l'image la plus fidèle possible du sujet traité²²³. Par sa nature, la synthèse est évidemment un genre omniprésent dans les journaux. Pourtant, il faut souligner que son « aire neutre » (puisque strictement informatif) en fait le genre idéal pour servir « le jeu de paraître » objectif. L'absence de commentaires²²⁴, l'appel aux opinions des experts ou la citation d'officiels, tout comme la longueur de la synthèse qui permet une présentation assez détaillée du thème abordé, constituent les conditions parfaites pour l'« argumentativité », c'est-à-dire l'« orientation plus ou moins marquée de l'énoncé qui invite l'autre à partager des façons de penser, de voir, de sentir »²²⁵. De surcroît, toutes ces pratiques d'argumentation indirecte contribuent à renforcer le message de l'article. Dans l'analyse des données, nous allons démontrer ce point avec des exemples. Les autres genres arborant une dimension argumentative servent aussi le même but : la représentation unique de la crise.

Ruth Amossy, dans son livre *L'argumentation dans le discours*, commence par le postulat que tout type de discours cherche à affecter son public. Elle se demande alors quels sont les instruments à l'aide desquels la parole peut influencer son auditoire. Sa réponse est la rhétorique²²⁶. Ruth Amossy emprunte ainsi ce concept à Aristote et à Chaim Perelman, qui considèrent que la rhétorique et l'argumentation sont des termes

²²¹ *Ibid.*, p. 44. L'explication entre parenthèses nous appartient.

²²² *Ibid.*

²²³ Yves Agnès, *Manuel du journalisme : écrire pour le journal*, Paris, La Découverte, 2002, p. 216-217.

²²⁴ Nous allons voir toutefois que cela n'est pas toujours le cas.

²²⁵ Ruth Amossy, *L'argumentation dans le discours*, op. cit., p. 9.

²²⁶ *Ibid.*, p. 3.

interchangeables²²⁷. Ruth Amossy, qui s'intéresse à l'argumentation dans le discours, dans sa tentative de couvrir un vaste éventail discursif, accepte donc cette identification. Elle explique d'ailleurs que chez Aristote, la rhétorique est l'art de persuader²²⁸. De même, l'argumentation vise à persuader l'interlocutoire, ou du moins influencer son jugement (d'où la distinction entre visée et dimension argumentative). L'argumentation, au total, à l'instar de la rhétorique, « *s'exerce dans tous les domaines humains où il s'agit d'adopter une opinion, de prendre une décision* »²²⁹, sans qu'il soit nécessaire pour les énoncés d'être véridiques : « *...non sur la base de quelque vérité absolue nécessairement hors de portée, mais en se fondant sur ce qui semble plausible* »²³⁰. Ce qu'il faut donc retenir, c'est que tout type de discours, dont le discours journalistique, dispose d'un élément argumentatif et que la vérité n'est pas nécessaire pour argumenter. Ces deux points sont importants pour notre analyse.

Le discours ou le logos chez Aristote n'est toutefois pas le seul élément de la rhétorique. Trois autres sont d'une importance égale : l'ethos, le pathos et les lieux communs. L'ethos se rapporte à l'image que l'orateur projette de lui-même et qui contribue à sa crédibilité et son autorité²³¹. Lorsque l'orateur²³² (dans notre cas le journaliste, ou le signataire de l'article, mais aussi le journal lui-même en tant que titre réputé) inspire confiance, il est plus persuasif. D'après Aristote, les orateurs inspirent confiance s'ils déploient une argumentation « *compétente, raisonnable et délibérée ; s'ils sont sincères, honnêtes et équitables ; et s'ils montrent de la solidarité, de l'obligeance et de l'amabilité envers leurs auditeurs* »²³³. Or, tout comme ses paroles, l'orateur a besoin de se montrer sincère sans nécessairement l'être. Il faut juste que l'auditoire ait cette impression à son égard²³⁴. Les journaux de qualité remplissent ces conditions : ils sont considérés sérieux par les lecteurs, donc ils inspirent confiance quant à leur contenu. Bref, leur réputation est établie. Ruth Amossy appelle cela « *ethos ou image préalable* » et elle en donne la description suivante : « *l'ethos préalable s'élabore sur la base du rôle que remplit l'orateur dans l'espace social (ses fonctions*

²²⁷ *Ibid.*, p. 7.

²²⁸ *Ibid.*, p. 12-14.

²²⁹ *Ibid.*, p. 13.

²³⁰ *Ibid.*

²³¹ *Ibid.*, p. 14.

²³² Chaim Perelman dans le *Traité de l'argumentation. La nouvelle Rhétorique* ne distingue pas entre discours prononcé et discours écrit lorsqu'il parle de l'orateur (1970 : 25).

²³³ *Ibid.*, p. 84.

²³⁴ Roland Barthes dans *ibid.*, p. 84.

institutionnelles, son statut et son pouvoir), mais aussi sur la base de la représentation collective ou du stéréotype qui circule sur sa personne. Il précède la prise de parole et la conditionne partiellement »²³⁵. Les journaux de qualité ont une légitimation qui les précède et leur permet de formuler un discours « lourd » susceptible d'influencer les opinions. De plus, pour renforcer la crédibilité d'un article, il est d'usage de recourir à des citations d'experts ou d'officiels, voire dans certains cas des citations de citoyens (en effet, qui est mieux placé pour bien connaître une situation, que ceux qui la vivent tous les jours ?).

Le pathos, lui, exprime l'émotion que l'orateur veut susciter à son auditoire (les lecteurs en l'espèce). L'émotion est souvent un facteur de persuasion plus fort que la raison (le logos). Le pathos est l'élément qui concerne directement l'auditoire. Il se réfère à ce qui peut toucher l'auditoire, provoquer chez lui des émotions, de la colère, de la sympathie, de l'empathie, de la pitié. Il est fréquent que l'argumentation semble s'adresser au logos, à la raison, alors qu'en réalité elle vise le pathos. Susciter une réaction émotionnelle auprès de l'auditoire peut contribuer à mieux orienter sa pensée ou son intérêt dans la direction voulue, et faciliter la réception du message souhaité. Le jeu des passions, quel que soit le domaine, permet « *un processus d'identification qui se passe de la raison, ralliant l'auditoire par la voie du désir et de l'adhésion passionnelle* »²³⁶. Les thèses de ce type utilisent, comme nous allons le voir, de l'argumentation idéologique, des représentations culturelles ou bien des jugements de valeur. Comme l'écrit Aristote, la connaissance des passions humaines de la part de l'orateur est indispensable, parce qu'elle permet « *d'agir par la parole : elle contribue puissamment à emporter la conviction* »²³⁷. Pour Aristote, le logos et le pathos sont équitablement importants, au point qu'il ne les distingue pas lorsqu'il s'agit de la persuasion²³⁸. Ruth Amossy semble en convenir lorsqu'elle ajoute que « *l'homme se dirige selon ses passions et ses intérêts plus que selon la raison* »²³⁹.

L'appel au pathos joue un rôle fondamental dans notre cas, en tant que mobilisation pour le soutien des solutions spécifiques contre la crise. En fait, « *les passions [...] contribuent à agir sur le public et constituent un adjuvant de la persuasion [et] sont*

²³⁵ Ruth Amossy, *L'argumentation dans le discours*, op. cit., p. 94.

²³⁶ *Ibid.*, p. 216.

²³⁷ Dans *ibid.*, p. 210.

²³⁸ Dans *ibid.*

²³⁹ Ruth Amossy, *L'argumentation dans le discours*, op. cit., p. 213.

aussi celles qui empêchent la négociation des points de vue en détruisant toute disposition à entendre des arguments »²⁴⁰. La quasi-totalité de l'argumentation sur la crise et ses aspects est basée sur le pathos. Elle vise à orienter les lecteurs vers une version unique de lecture, de compréhension et d'explication de la crise, laissant peu ou pas de marge aux approches alternatives et donc au logos, qui peut se produire comme résultat d'un débat. Ajoutons que cette argumentation sert de prétexte pour valider des décisions préalables sur le traitement de la crise. Il convient d'y inclure l'intention d'empêcher l'analyse de certaines caractéristiques de la crise par des médias alternatifs, afin de promouvoir une interprétation unique destinée à prévaloir à tout prix. Pour cette raison, le pathos fait aussi appel à la peur, à l'aide de méthodes que nous allons examiner et qui sont mentionnées par Ruth Amossy²⁴¹.

Enfin, l'argumentation se fonde sur les lieux communs (les *topoi* chez Aristote), à savoir des schémas dont la compréhension est partagée²⁴². Ruth Amossy définit les lieux communs comme « *une opinion partagée qui insiste seulement sur le caractère collectif d'une idée, d'une prise de position, sur leur mise en commun et leur circulation au sein d'une communauté* »²⁴³. Ce sont des figures de rhétorique, des expressions ou des mots répondant à des aperceptions communes et qui sont comprises de la même manière par le grand public. Autrement dit, une interprétation et une compréhension uniques de leur sens est consignée dans la conscience collective. Le lieu commun est tout aussi important pour notre analyse, puisque le discours dans les journaux a recours à des mots dotés d'une signification partagée, lorsqu'il s'agit de décrire des choses, mais ces mots ont en réalité une signification complètement différente : l'emploi de la phrase « plan d'aide » pour décrire le financement de la dette des pays en crise en est l'exemple le plus flagrant.

Le discours journalistique est donc l'objet de l'analyse de la présente étude. D'après Ruth Amossy, le discours journalistique comporte une dimension argumentative, dans la plupart des cas et, dans une moindre mesure, une visée argumentative. Nous allons montrer que tous les éléments de la rhétorique (argumentation) d'Aristote sont présents. Nous allons aussi défendre la position selon

²⁴⁰ *Ibid.*, p. 215.

²⁴¹ *Ibid.*, p. 219.

²⁴² *Ibid.*, p. 18.

²⁴³ *Ibid.*, p. 129.

laquelle tous les journaux examinés ont employé les mêmes stratégies de persuasion pour passer leur (unique) message sur la manière dont la crise doit être expliquée et comprise, en dévalorisant d'autres explications, ou en les rejetant trop rapidement. Comme le notent Jean-Claude Anscombre et Oswald Ducrot, le but d'un énoncé est d'informer mais également « *d'orienter le destinataire vers certaines conclusions en le détournant des autres* »²⁴⁴. De quelle façon la crise doit-elle être interprétée et comprise ? L'argumentation est dès lors définie « *comme les moyens verbaux qu'une instance de locution met en œuvre pour agir sur ses allocutaires en tentant de les faire adhérer à une thèse, de modifier ou de renforcer les représentation et les opinions qu'elle leur prête, ou simplement d'orienter leurs façons de voir ou de susciter un questionnement sur un problème donné* »²⁴⁵.

4.7. Les entretiens

Pour compléter la recherche, nous avons effectué des entretiens avec des journalistes qui ont écrit sur la crise au cours de la période examinée. Nous avons essayé de couvrir plusieurs pistes dans le but de consigner des visions différentes. Ainsi, la vision de Paris n'était pas nécessairement celle de Bruxelles, de Madrid ou d'Athènes. Au total, seize entretiens ont été effectués.

Certain(e)s journalistes sollicité(e)s étaient plutôt basé(e)s à Paris, d'autres étaient des correspondant(e)s de leur journal dans d'autres villes, notamment Bruxelles, Madrid ou Athènes. Certain(e)s y vivent toujours. Bien que tous/toutes aient suivi la crise dans la zone euro en général, certain(e)s se sont concentré(e)s plus, voire exclusivement, sur l'un des deux pays, surtout ceux/celles qui y étaient le/la correspondant(e) permanent(e) de leur journal à l'époque. D'autres sont des éditorialistes et ils/elles écrivaient plutôt des articles d'opinion et des analyses. Ils/Elles ne procédaient pas à des reportages sur le développement des événements de la crise et de son quotidien. Un journaliste parmi eux/elles est correspondant d'AFP (Agence

²⁴⁴ Dans *ibid.*, p. 34.

²⁴⁵ Ruth Amossy, *L'argumentation dans le discours*, op. cit., p. 47.

France-Presse) en Espagne, mais avec une très bonne connaissance de la crise dans les deux pays.

Plus particulièrement, Massimo Prandi (*Les Echos*), Marie Charrel (*Le Monde*), Renaud Girard (*Le Figaro*), Maria Malagardis (*Libération*) ont écrit surtout sur la Grèce depuis Paris. Ils ont presque tous passé du temps en Grèce, de quelques jours à plusieurs mois. Anne Bauer (*Les Echos*) a écrit beaucoup sur la Grèce, mais aussi sur l'Espagne, tout en résidant à Bruxelles. Alain Salles était le correspondant du *Monde* en Grèce entre 2010 et 2013. Jessica Berthereau était correspondante des *Echos* à Madrid de septembre 2010 à mai 2013. François Musseau est le correspondant de *Libération* et Matthieu de Taillac le correspondant du *Figaro*, tous deux basés en Espagne. Arnaud Leparmentier est éditorialiste au *Monde* dont le focus était à l'époque l'Europe. Álvaro Villalobos est journaliste à l'AFP, toujours à l'œuvre en Espagne.

Outre les journalistes, trois entretiens ont été réalisés avec des attachés de presse de deux pays. Carlos Abarroa était le conseiller de presse auprès de l'Ambassade d'Espagne en France, de la fin de 2011 jusqu'en 2015. Ioulia Livaditi et Maria Siadima étaient secrétaires de presses auprès de l'Ambassade de Grèce en Espagne entre 2010-2014 et 2014-2018 respectivement. Deux entretiens ont eu lieu avec des professeurs d'université. Yannis Karagiannis est professeur d'économie à l'Institut des Études Internationales à Barcelone (Institut Barcelona Estudis Internacionals), alors que Louka Katseli est professeur émérite d'économie à l'Université d'Athènes. Elle a occupé deux postes ministériels dans le gouvernement de Georges Papandréou, entre octobre 2009 et novembre 2011, d'abord comme ministre de l'économie, de la compétitivité et de la navigation et, ensuite, comme ministre de l'emploi et de la sécurité sociale.

Tableau 2 : Liste des interviewés Journalistes

	Nom	Journal	Affiliation	Stationnement	Pays couvert
1.	Anne Bauer	<i>Les Echos</i>	Correspondante	Bruxelles	Grèce, Espagne, Europe
2.	Jessica Berthereau	<i>Les Echos</i>	Correspondante	Madrid	Espagne
3.	Marie Charrel	<i>Le Monde</i>	Journaliste	Paris	Grèce
4.	Matthieu de Taillac	<i>Le Figaro</i>	Correspondant	Madrid	Espagne
5.	Renaud Girard	<i>Le Figaro</i>	Journaliste	Paris	Grèce
6.	Arnaud Leparmentier	<i>Le Monde</i>	Editorialiste	Paris	Grèce, Espagne, Europe
7.	Maria Malagardis	<i>Libération</i>	Journaliste	Paris	Grèce
8.	François Musseau	<i>Libération</i>	Correspondant	Madrid	Espagne
9.	Massimo Prandi	<i>Les Echos</i>	Journaliste	Paris	Grèce, Espagne, Italie
10.	Alain Salles	<i>Le Monde</i>	Correspondant	Paris	Grèce
11.	Álvaro Villalobos	<i>AFP</i>	Correspondant	Madrid	Espagne

Tableau 3 : Liste des interviewés – Non journalistes

	Nom	Institution	Affiliation	Stationnement	Pays couvert
1.	Carlos Abarroa	Ambassade d'Espagne en France	Conseiller de presse	Paris	Espagne
2.	Maria Siadima	Ambassade de Grèce en France	Sécretaire de presse	Paris	Grèce
3.	Ioulia Livaditi	Ambassade de Grèce en France	Sécretaire de presse	Paris	Grèce
4.	Louka Katseli	Gouvernement grec (2009-2011)	Ancienne ministre de l'économie, de la compétitivité et de la navigation/ancienne ministre de l'emploi et de la sécurité sociale/Professeur émérite	Athènes	Grèce
5.	Yannis Karagiannis	l'Institut des Études Internationales	Professeur d'économie	Barcelone	Grèce, Espagne

L'opinion des experts issus du monde de l'économie a été jugée nécessaire pour nous assurer que nous avons bien abordé tous les aspects susceptibles d'affecter la compréhension de la crise dans la zone euro, du point de vue économique et financier. Cela est important, parce que nous pourrions ainsi démontrer par la suite que ce savoir était connu des journalistes de l'époque, mais pas suffisamment traité et abordé dans leurs articles.

Les entretiens nous ont permis de nuancer certaines de nos observations, mais aussi de confirmer certains de nos arguments concernant la crise et son raisonnement, sa complexité, mais aussi ses tergiversations politiques et économiques. En outre, il semble que le fait de parler de la crise quelques années plus tard a été une sorte d'exercice pour les journalistes, à travers une auto-évaluation de leur travail, tout en présentant les valeurs qui ont inspiré leur travail et en repensant la couverture de la crise.

PARTIE 1 :

LA CRISE : LES JUGEMENTS QUALITATIFS AU CŒUR DU RÉCIT DE LA PRESSE

La présentation de la crise en Grèce et en Espagne par la presse quotidienne de qualité passe par l'esquisse du portrait des deux pays. En fait, ce portrait est la condition *sine que non* pour construire l'image de la crise. Il aurait été extrêmement difficile pour la presse de traiter de la crise comme elle l'a fait, si elle n'avait pas préalablement présenté les deux pays de la manière dont elle l'a fait. En termes plus simples, l'image de la crise ou le récit de la crise a été construit(e) dans la presse à travers l'image des pays.

Plus précisément, la presse a mobilisé certains stéréotypes et clichés à l'égard de la Grèce et de l'Espagne – et des pays du sud de l'Europe de manière plus générale –, afin de soutenir l'idée que la crise était une affaire nationale²⁴⁶ « imposée » à l'Union Européenne et aux dirigeants de la zone euro, qui n'avaient pas d'autre solution que d'y faire face. La presse examinée a ainsi fait cas du « mauvais caractère » des Grecs et des Espagnols pour justifier l'argument selon lequel la crise dans ces pays était le résultat de leur manière de vivre, de leurs dépenses excessives et de leur organisation étatique. Cette image négative a une double fonction : d'un côté, elle sert d'explication de la crise et de l'autre, elle délégitime la Grèce et l'Espagne en tant qu'acteurs dans le contexte de la crise, ce qui les prive donc de la possibilité de négocier avec leurs partenaires européens sur le même pied d'égalité. Ce mécanisme de stigmatisation et de délégitimation accorde en même temps une certaine légitimité aux Européens, de sorte qu'ils puissent décider de l'avenir des pays en crise, en promouvant des solutions spécifiques, puisqu'ils sont moralement en mesure d'imposer la politique qu'ils souhaitent. Ce phénomène est beaucoup plus intense dans le cas grec que dans le cas espagnol, puisque la presse reconnaît à l'Espagne des points positifs, ce qui n'est pas le cas de la Grèce. Autrement dit, le mécanisme de délégitimation est davantage mis en œuvre dans le cas grec.

²⁴⁶ Nous allons analyser ce point dans la deuxième partie.

Dans leur livre intitulé *Discourses of legitimization in the news*, Vaia Doudaki et Angeliki Boubouka²⁴⁷ analysent deux journaux grecs pour montrer comment leur discours a contribué à la légitimation des politiques implémentées par la Troïka en Grèce. Nous abordons également l'application de ce mécanisme de (dé)légitimation dans la présente étude. De plus, dans un autre livre publié récemment autour des questions de l'usage de la langue comme moyen de stigmatisation, nous voyons à nouveau comment la langue et les « sous-entendus »²⁴⁸ contribuent à la stigmatisation de certains groupes et de ce qu'ils représentent. L'utilisation des jugements qualificatifs a joué exactement ce rôle, à savoir celui de stigmatiser et, par conséquent, délégitimer la Grèce et l'Espagne.

Dans cette première partie de notre étude, nous allons analyser l'image de la Grèce et de l'Espagne à travers les jugements qualitatifs utilisés à l'encontre de ces deux pays. L'analyse de nos données nous a menés à deux observations. La première est que la Grèce et l'Espagne partagent certains traits communs, liés à leur appartenance au « Club du Sud » et, donc, à l'entité que ce groupe représente. Le « Club du Sud » comprend l'idée que les pays du Sud travaillent moins que les pays du Nord de l'Europe et qu'ils vivent au détriment de ces derniers. La seconde observation concerne l'image de la Grèce et de l'Espagne *per se*. Nous n'avons trouvé aucune référence positive concernant la Grèce dans notre corpus. Au contraire, nous en avons repéré pour l'Espagne. Nous allons expliquer les raisons pour lesquelles nous croyons que la presse s'est montrée plus hostile à l'égard de la Grèce, alors qu'elle semble avoir fait preuve de plus de clémence envers l'Espagne.

À travers l'analyse de l'image des deux pays, nous essayerons de montrer que cette vision a été déterminante pour interpréter la crise de la zone euro en Grèce et en Espagne, et pour lui attribuer un caractère national plutôt qu'européen.

²⁴⁷ Vaia Doudaki et Angeliki Boubouka, *Discourses of legitimization in the news: the case of the economic crisis in Greece*, London and New York, Routledge, 2020.

²⁴⁸ Maëlle Bazin, Frédéric Lambert et Giuseppina Sapio (eds.), *Stigmatiser : discours médiatiques et normes sociales*, Paris, Le Bord de l'Eau Eds, 2020.

CHAPITRE 1 – L’IMAGE DE LA GRÈCE DANS LA PRESSE : LE MOUTON NOIR DE LA ZONE EURO

Le jugement qualitatif ou jugement de valeur, l’opinion que nous nous forçons sur les personnes et les situations qui nous entourent, sont des éléments importants de la vie. Alors qu’une « *clause de situation* » décrit une situation, une « *clause de jugement dit quelque chose sur les pensées, sentiments et interprétations de l’auteur liés à cette situation* »²⁴⁹. Les jugements nous aident à interpréter le monde et à offrir cette interprétation aux autres. Il est presque impossible à l’homme de ne pas juger, évaluer ou catégoriser. Les jugements d’aujourd’hui pourraient être nos valeurs de demain²⁵⁰. En outre, dans les médias, l’importance des jugements dérive, comme suggèrent Thomson et Hunston, de leur multifonctionnalité : ils peuvent « *exprimer l’opinion de l’auteur, construire des relations entre l’auteur et le lecteur et organiser le texte* »²⁵¹.

Les jugements qualitatifs occupent une place essentielle dans le discours des journaux lorsqu’ils abordent la crise. L’analyse du corpus révèle que dans le discours journalistique, le recours à des jugements – que ce soit directement ou indirectement – est très fréquent. Ces jugements ne se limitent pas aux mots descriptifs (du type « bon » ou « mauvais »), mais ils peuvent être suggérés par le contexte. Dans le cadre de notre étude, tous ces jugements ont été codifiés et inclus dans l’analyse. Par conséquent, nous avons codifié à la fois les mots (noms et adjectifs) qui expriment un jugement et les phrases qui peuvent être reformulées dans un jugement ou une attribution, puisque, en fait, elles en sous-entendent la teneur. Par exemple, la phrase « les statistiques officielles grecques n’inspirent pas confiance » insinue que les autorités grecques sont susceptibles de ne pas annoncer de vrais chiffres, donc elles ne sont pas fiables. La

²⁴⁹ Monica Bednarek, *Evaluation in media discourse : analysis of a newspaper corpus*, London & New York, Continuum, 2006, p. 25.

²⁵⁰ *Ibid*, p. 4.

²⁵¹ Dans Bednarek, *op. cit.*, p. 5.

phrase porte implicitement le jugement « pas fiables » et elle a été codifiée dans ce sens.

Puisque les opinions et les idéologies des journaux ne sont généralement pas personnelles mais sociales, institutionnelles ou politiques²⁵², l'utilisation des jugements est primordiale dans l'élaboration du récit de la crise, tout en s'inscrivant dans une stratégie de persuasion. Les jugements qualificatifs engendrent une conception donnée de la situation et de ses acteurs, construisant dès lors une certaine réalité.

1.1. La représentation de la « grécité » dans le discours de la presse

Les jugements qualitatifs sur la Grèce sont exprimés dans un contexte qui inclut des mots – et par conséquent du sens – liés à la « grécité », c'est-à-dire à la représentation de tout ce qui est grec. Donc, la Grèce, les Grecs, l'État grec, mais aussi le(s) gouvernement(s) grec(s) ou les autorités publiques grecques, sont appelés à décrire aux lecteurs ce qui est grec. Ils sont identifiés parmi les acteurs majeurs de la crise.

Comme nous l'avons expliqué dans le chapitre préliminaire, des catégories identiques sont ressorties de l'analyse de chacune des études de cas. Ces catégories et leurs sous-catégories ont été regroupées à la fin de l'analyse du corpus, de sorte à obtenir les catégories finales.

Sous la catégorie générale des « Jugements qualitatifs », nous avons distingué neuf sous-catégories : État grec, Grecs, Grèce (dans le cas où le sens du mot est équivoque), professionnels grecs de la politique, partis politiques grecs, gouvernements successifs grecs, gouvernement grec en 2010, gouvernement grec en 2011 et gouvernement grec en 2012. Dans aucune de ces catégories, et par conséquent dans aucun journal, il n'y a de qualificatifs positifs. *Les Echos* est le journal avec le moins de jugements (près de 12%), tandis que *Le Monde* est celui qui présente la majorité des jugements exprimés (près de 50%). Nous avons classé les jugements dans deux catégories : ceux à caractère « permanent », lesquels représentent des éléments qui transcendent la temporalité de la

²⁵² Teun A. Van Dijk, *Ideology*, London, Sage Publications, 1998, p. 22.

crise, comme par exemple « corrompu », « fainéant » ; et ceux à caractère temporaire, qui proviennent de la situation de la crise, tels que « déçu », « en colère » ou « désespéré ». Tous les jugements qui caractérisent des gouvernements spécifiques (par exemple le gouvernement de Georges Papandréou ou celui d'Antonios Samaras), et non des gouvernements grecs en général, ont été classifiés sous le groupe des jugements temporaires ou circonstanciels. Le premier groupe de jugements, les permanents, est largement majoritaire, atteignant 61%.

Tableau 4 : Pourcentage de jugements par journal (Grèce)

Journal	Jugements (%)
Les Echos	11,55
Le Figaro	22,74
Libération	18,77
Le Monde	46,93

Tableau 5 : Groupes de jugements (Grèce)

Jugements (%)	
Permanents	Temporaires
61,37	38,63

C'est aux jugements dits « permanents » que nous devons essentiellement l'image de la Grèce qui transparaît dans la presse. Présentant la grécité avec des couleurs sombres, la presse a joué un rôle important dans la délégitimation de l'acteur « Grèce », qu'il s'agisse du gouvernement, du peuple ou du pays et, par extension, de tout ce qui a été revendiqué ou qui a fait l'objet de négociations, comme par exemple la restructuration de la dette. En outre, des jugements tels que « corrompu », « clientéliste », « arriéré », etc., suggèrent aussi une causalité nationale concernant la crise. Autrement dit, la Grèce s'est retrouvée dans cette situation parce qu'elle est corrompue, anachronique, etc. Donc, les jugements qualitatifs fonctionnent de plusieurs manières et servent des objectifs différents.

Nous allons maintenant présenter quelques exemples, pour chacune des neuf catégories issues de l'analyse des données, pour essayer d'éclairer l'image de la Grèce, telle qu'elle ressort du discours de la presse.

1.1.1. Les jugements qualitatifs sur l'État grec

L'État grec ou le pays grec est caractérisé d'économiquement insolvable, d'incapable d'appliquer des réformes, de clientéliste, de corrompu, de fraudeur, de fainéant, d'arriéré, de problématique ou de déficient. Ces éléments ressortent continuellement et les illustrations en sont nombreuses.

L'insolvabilité grecque est la première caractéristique à préoccuper la presse durant toute la période de la crise : le pays est-il en mesure de rembourser sa dette ? Pourra-t-il même honorer les nouveaux prêts qu'il va recevoir de ses partenaires Européens, dans le cadre des programmes de financement ? « *L'Allemagne refuse de devenir l'une des Danaïdes condamnées à remplir perpétuellement un tonneau sans fond* »²⁵³ ; « *il lui a fallu constater que depuis lors les taux à dix ans, véritable baromètre de la défiance qu'inspire son pays [la Grèce], étaient passés de 6,65% à 8,8%* »²⁵⁴ ; « *personne ne peut assurer que l'Allemagne reverra cette somme un jour* », insiste le quotidien *Der Tagesspiegel* dans *Libération*²⁵⁵ ; « *mais la question de la solvabilité de la Grèce à plus long terme (deux à cinq ans) reste posée* »²⁵⁶, nous informe *Le Monde*.

Ensuite, l'État grec est « *miné par le népotisme et la corruption* »²⁵⁷, qui transcendent toutes les facettes de la vie publique. Ce clientélisme se traduit par une relation étroite entre la classe politiques et ses électeurs auxquels ils rendent des petits services pour pouvoir être réélus. La nature de ces services comprend l'attribution d'un poste de travail dans le secteur public. « *La Grèce a "raté son entrée dans l'Europe", n'ayant pas réussi, en trente ans, à régler les problèmes qui la minent : administration clientéliste, déficit extérieur important, industrie subventionnée à outrance par l'État,*

²⁵³ Jean-Marc Vittori, « Europe au bord du Styx », *Les Echos*, 23 avril 2010, p. 18.

²⁵⁴ Jean-Pierre Robin, « La Grèce peut éviter le dépôt de bilan », *Le Figaro*, 24 avril 2010, p. 19.

²⁵⁵ Natalie Versieux, « Crise. Face à une opinion publique hostile à toute aide à Athènes, la chancelière cherche à gagner du temps », *Libération*, 26 avril 2010, p. 15.

²⁵⁶ Marie de Vergès, Claire Gatinoi, « Questions sur la crise grecque : pourquoi, jusqu'où ? », *Le Monde*, 30 avril 2010, p. 8.

²⁵⁷ Renaud Girard et Alexia Kéfalas, « La Grèce se prépare à l'après-Papandréou », *Le Figaro*, 5 novembre 2011, p. 4 ; Maria Malagardis, « Grèce : le Pasok, future antiquité politique ? », *Libération*, 4 mai 2012, p. 12 ; Maria Malagardis, « Le discours antisystème a fait son succès », *Libération*, 9 octobre 2013, p. 7.

*double marché du travail (légal et illégal) »²⁵⁸. Un citoyen voit dans « le clientélisme politique l'origine de l'hypertrophie du secteur public en Grèce », lisons-nous dans *Le Figaro*²⁵⁹. « L'État qui, dans sa volonté de prendre les fraudeurs en tenaille, cherche à transformer le contribuable en auxiliaire du fisc, l'incitant à réclamer la preuve de ses paiements »²⁶⁰. Le modèle de vie de la Grèce est comparé, même, à celui des pays scandinaves, où les citoyens paient leurs impôts, respectent l'État et ses lois, et où les fonctionnaires sont recrutés au mérite « et pas par clientélisme politique »²⁶¹. *Libération* se réfère aussi aux gouvernements successifs qui ont embauché « à tour de bras », afin de consolider leur pouvoir²⁶².*

Tous les journaux invoquent le clientélisme de l'État grec. *Les Echos* mentionne même la banque grecque Emporiki, filiale du Crédit Agricole, qui était « très politisée » et servait « de plate-forme d'atterrissage à des personnalités du monde politique en mal de succès aux élections »²⁶³. Le journaliste et candidat du Pasok Antonis Liaros s'exaspère du « système clientéliste, du manque de justice sociale qui nous hante depuis trente ans »²⁶⁴, alors que le professeur de géopolitique à l'Université de Paris-Sorbonne Georges Prévelakis fait état d'un système clientéliste qui se nourrissait « de la manne européenne et de la dette »²⁶⁵. Au *Monde*, M. Galgos, le cadre de l'agence publicitaire, regrette un « système clientéliste qui règne entre les politiciens et les entreprises publiques »²⁶⁶. Ailleurs, *Le Monde* écrit que la crise « a révélé l'ampleur des dysfonctionnements de l'Etat grec, où la corruption et le clientélisme ont été alimentés depuis des décennies par les deux formations », confirmant de la sorte que le clientélisme est un élément constitutif de l'État grec²⁶⁷.

À ce stade, nous estimons qu'il est nécessaire d'ouvrir une parenthèse et de traiter de la corruption et du clientélisme plus en détails. La corruption est un phénomène bien réel en Grèce. Selon la classification de *Transparency International*, organisation

²⁵⁸ Catherine Simon, « Déçus par leurs responsables politiques et humiliés par la crise, les Grecs laissent parler leur colère », *Le Monde*, 28 avril 2010, p. 7.

²⁵⁹ Renaud Girard, « Les Grecs résistent à la cure d'austérité », *Le Figaro*, 28 avril 2010, p. 6.

²⁶⁰ Philippe Cergel, « Les Grecs noyés sous une pluie de reçus », *Libération*, 28 avril 2010, p. 4.

²⁶¹ Renaud Girard, « Papandréou, un capitaine sans charisme », *Le Figaro*, 3 novembre 2011, p. 16.

²⁶² Alexandra Schwartzbrod, « Athènes a un vrai rôle à jouer dans cette crise plus philosophique qu'économique », entretien avec Vassilis Alexakis, *Libération*, 24 octobre 2011, p. 24.

²⁶³ Réjane, Reibaud, « Emporiki, L'enfer grec du Crédit Agricole », *Les Echos*, 11 mai 2012, p. 8.

²⁶⁴ Alexia Kéfalas, « Les extrêmes vont tirer parti de la colère grecque », *Le Figaro*, 4 mai 2012, p. 9.

²⁶⁵ Georges Prévelakis, « Grèce : de la crise économique à la crise politique », *Le Figaro*, 10 mai 2012, p. 18.

²⁶⁶ Alain Salles, « La grande panne économique de la Grèce », *Le Monde*, 3 mai 2012, p. 18.

²⁶⁷ Charlotte Bozonnet, « Grèce - L'épreuve des urnes », *Le Monde*, 30 avril 2012, p. PEH 7.

internationale de renom, qui se spécialise dans la lutte contre la corruption, la Grèce occupe la 78e place, pour l'année 2010, dans la classification de l'indice mondial de la perception de la corruption [*Corruption Perceptions Index (CPI)*]. À titre de comparaison, l'Espagne se trouve à la 30e place et la France à la 25e²⁶⁸. *Transparency International* définit la corruption comme « *l'abus du pouvoir confié à des fins privés* » (the abuse of entrusted power for private gain). Le CPI classe les pays en fonction de la perception de la corruption dans le secteur public. Est-il dès lors possible que ce type de classement ne prenne pas en compte des facteurs qui pourraient affecter la corruption dans un pays ? Est-il possible qu'il y ait des phénomènes de corruption dans des pays qui ne sont pas considérés comme corrompus, mais qui pourraient l'être si la corruption était définie autrement ? Louka Katseli, ancienne ministre de l'économie et de l'emploi (2009-2011) est formelle : « *bien sûr qu'il y a de la corruption en Grèce. Mais, premièrement, comment la calcule-t-on scientifiquement et, deuxièmement, de quel type et genre de corruption parlons-nous. Il y a peut-être plus de corruption en Allemagne ou en France, mais elle est d'un autre type (...), on ne trouve pas ailleurs des scandales comme celui de Siemens ou celui de la manipulation de l'Euribor²⁶⁹ par la Deutsche Bank. Là, la corruption est d'entreprise. Ou au niveau des programmes d'armement de la France et des grandes industries pharmaceutiques* »²⁷⁰.

La corruption et le clientélisme vont de pair avec une administration publique inefficace et problématique. « *Dans ce pays, les gens qui travaillent vraiment, ce ne sont pas les fonctionnaires et assimilés, au bas mot deux fois trop nombreux* »²⁷¹. L'administration publique grecque est pléthorique et son personnel largement « *incompétent car nommé selon des critères politiques* »²⁷². *Le Figaro* se réfère ainsi aux entreprises publiques inefficaces, dont l'économie de services est largement dépendante²⁷³, ou tout simplement à une administration inefficace²⁷⁴. *Le*

²⁶⁸ *Corruption Perceptions Index*, Transparency International, 2010, p. 3.

²⁶⁹ « Les taux Euribor sont les taux d'intérêts moyens auxquels environ un grand groupe des banques européennes se consentent des prêts en euros (...) Les taux Euribor servent de taux de base (norme) pour toutes sortes de produits de taux, comme les swaps de taux d'intérêt, les opérations à terme sur taux d'intérêt, les comptes d'épargne et les hypothèques », URL : <https://www.euribor-rates.eu/fr/>, visité le 23 août 2021.

²⁷⁰ Louka Katseli, entretien, 12 mai 2021.

²⁷¹ Renaud Girard, « Les Grecs résistent à la cure d'austérité », *op. cit.*

²⁷² Jean Quatremer, « La dette, une affaire d'Etat », *Libération*, 29 octobre 2011, p. MAG_8.

²⁷³ Renaud Girard, « Le grand désarroi des Grecs devant la crise », *Le Figaro*, 29 octobre 2011, p. 2.

²⁷⁴ Gaëtan de Capèle, « Le dangereux poker grec », *Le Figaro*, 2 novembre 2011, p. 1 ; voir aussi Alain Salles, « Après une folle semaine, le dernier faux-pas de Papandréou », *Le Monde*, 5 novembre 2011, p. 2.

Monde fait le lien avec l'inefficacité de l'État dans la mise en œuvre du système de collecte des impôts²⁷⁵. Pour *Libération*, l'État grec fonctionne « *par intermittence* » et toujours pendant les périodes de gouvernance autoritaire. C'est pourquoi, selon Jean Quatremer, les Grecs ne respectent pas l'État : « *dans la mémoire collective grecque, l'État est donc un État autoritaire dont il convient de se méfier* »²⁷⁶.

L'administration, clientéliste et inefficace, ne peut, en outre, qu'être incapable de gérer ses affaires. *Le Monde* écrit, par exemple, que l'entreprise qui doit le plus d'argent à l'État grec lui appartient²⁷⁷. Dans cette optique, le député libéral Stéphane Manos, cité dans *Le Monde*, dit que « *dans un pays où l'on sait que l'État ne fonctionne pas, on lui confie la gestion des banques. C'est absurde* », en insinuant que l'État n'est pas capable d'assumer une responsabilité aussi importante²⁷⁸.

Pour terminer, une telle administration dépense beaucoup. Donc, *Les Echos* et *Libération* qualifient l'État grec de gaspilleur²⁷⁹.

Une question qui attire l'attention de la presse est que la Grèce avait triché sur le montant de son déficit public, ce qui a mené au déclenchement de la crise. L'État grec est donc caractérisé de « fraudeur », parce qu'il a maquillé ses comptes. En lisant les journaux, nous avons l'impression que le maquillage des comptes publics grecs a été découvert par les dirigeants de la zone euro – et donc par la presse – au moment où la crise s'est déclenchée. *Le Figaro*, par exemple, souligne le maquillage du déficit public, qui a conduit à la crise grecque : « *les gouvernements précédents, socialistes (1993-2004) comme conservateurs (2004-2009), avaient plongé son pays, n'hésitant pas à truquer les comptes publics* »²⁸⁰. Nous lisons aussi dans l'article de Marc Roche, journaliste et essayiste belge, correspondant du *Monde* à Londres, que : « *en 1999, lorsque la création de l'euro est décidée, la Grèce ne peut adhérer à la monnaie unique. Athènes est à des années-lumière des critères très rigoureux énoncés par le traité de*

²⁷⁵ Alain Salles, « Pourquoi paierions-nous ? Pour les dettes ? Ce ne sont pas les nôtres », *Le Monde*, 4 novembre 2011, p. 15.

²⁷⁶ Jean Quatremer, « La dette, une affaire d'Etat », *op. cit.*

²⁷⁷ Alain Salles, « Pourquoi paierions-nous ? Pour les dettes ? Ce ne sont pas les nôtres », *op. cit.*

²⁷⁸ Alain Salles, « Le gouvernement grec va devoir nationaliser ses banques », *Le Monde*, 28 octobre 2011, p. 14.

²⁷⁹ Favilla, « La Grèce et ses désarmateurs », *Les Echos*, 2 novembre 2011, p. 14 ; Natalie Du Bois, « Le bateau ivre européen », *Libération*, 4 novembre 2011, p. 6.

²⁸⁰ Renaud Girard, « Papandréou, un capitaine sans charisme », *op. cit.*

*Maastricht. Pour rejoindre le dispositif, la nation hellène n'a d'autre choix que de dissimuler ses déficits »*²⁸¹.

Toutefois, des journalistes interviewés au sein de notre étude ont admis que la situation économique et fiscale grecque était connue à Bruxelles, mais au moment du déclenchement de la crise, la Grèce a été montrée du doigt comme la seule responsable. Renaud Girard du *Figaro* affirme que *« les banques françaises et les banques allemandes étaient tout à fait au courant de la situation de la Grèce et l'Allemagne ne devait pas accepter la Grèce dans l'euro. Elle avait tout des moyens de se renseigner de ce qui se passe en Grèce, de la situation de la Grèce, que tout le monde trichait sur les impôts, etc... mais on ne peut pas dire que l'Allemagne n'était pas au courant »*²⁸². De même, Massimo Prandi, journaliste aux *Echos*, affirme que les Grecs ont été jugés seuls responsables pour la situation de leur économie, alors que les institutions européennes compétentes n'ont pas fait leur travail : *« au début de la crise, Eurostat avait été indiqué, à mon avis pas assez longtemps, comme une sorte de coresponsable dans le fait de cacher le vis de la dette grecque. Donc la fameuse histoire de dérivé Goldman Sachs... c'est-à-dire que les structures européennes n'ont pas joué leur rôle de surveillance stricte des budgets nationaux et de la manière par laquelle le budget a été construit et la dette était gérée. Ils ne l'ont pas fait. Et quand l'affaire a éclaté, on a indiqué les Grecs »*²⁸³. Matthieu de Taillac, journaliste au *Figaro*, de son côté, admet que *« les journaux insistaient beaucoup sur le fait que la Grèce avait triché concernant ses chiffres (...) et parfois ces accusations morales se sont étendues au reste de l'Europe en disant que les Européens savaient que ces chiffres n'étaient pas vrais et ont fait semblant de les croire »*²⁸⁴. Enfin, Jeroen Dijsselbloem relate qu'en 2010, Jean-Claude Junker avait admis que l'Union Européenne avait connaissance des problèmes de la Grèce et que les critiques exprimées par l'Eurostat, en 2004, sur les statistiques grecques n'ont alarmé personne²⁸⁵. Il ajoute même que les données sur lesquelles l'entrée de certains pays dans la zone euro (y compris de la Grèce) a été décidée, ne représentaient qu'un reflet momentané de leur économie et non une image structurelle

²⁸¹ Marc Roche, « La Grèce, dossier noir de l'ancien VRP du hors-bilan chez Goldman Sachs », *Le Monde*, 1 novembre 2011, p. 12.

²⁸² Renaud Girard, entretien, 28 mars 2020.

²⁸³ Massimo Prandi, entretien, 8 janvier 2021.

²⁸⁴ Entretien avec Matthieu de Taillac, 12 décembre 2020.

²⁸⁵ Jeroen Dijsselbloem, *De eurocrisis*, [*Η κρίση του ευρώ*], Economica Publishing, Athènes, 2018, p. 54.

de leur situation financière. Or, cette image a été ignorée pour éviter qu'elle ne constitue un obstacle à ce qui était politiquement souhaitable²⁸⁶.

Pour la presse, en somme, l'État grec n'est qu'un État profondément problématique qui, évidemment, diffère des autres pays de l'Union Européenne ou de ceux de la zone euro, comme la France. Sur ce point, Vassilis Alexakis, auteur grec installé en France depuis les années soixante, a fait preuve d'une grande sévérité lorsqu'il a résumé le caractère de l'État grec, qu'il a qualifié de « *merdique* »²⁸⁷.

1.1.2. Les jugements qualitatifs sur les professionnels grecs de la politique

La classe politique grecque n'échappe pas non plus aux jugements négatifs. Nous notons un discrédit complet du personnel politique. Par exemple, *Les Échos* mentionne une « *élite politique totalement déconsidérée* »²⁸⁸. *Libération* se réfère au rejet total de toute la classe politique²⁸⁹, tandis que *Le Monde* ne distingue pas entre partis de droite ou de gauche lorsqu'il s'agit du discrédit des responsables politiques²⁹⁰ et cet avis semble être partagé par les citoyens : « *la classe politique est " pourrie, à droite comme à gauche "* », confient deux citoyens²⁹¹.

Les hommes et femmes politiques sont aussi corrompus, voire voleurs. *Les Echos* fait cas d'une élite politique qui a longtemps opéré dans un environnement de « *déliquescence démocratique, de corruption, de détournement d'argent public au profit de clans et d'évasion fiscale au plus haut niveau* »²⁹², alors que *Le Figaro* présente la colère des Grecs face à leurs dirigeants, en citant l'exemple d'Evangelos Venizélos, successeur de Georges Papandréou à la tête du Pasok, qui est traité « *de voleur par les électeurs* »²⁹³.

²⁸⁶ *Ibid.*, p. 223.

²⁸⁷ Alexandra Schwartzbrod, « Athènes a un vrai rôle à jouer dans cette crise plus philosophique qu'économique », *op. cit.*

²⁸⁸ Nicolas Barré, « L'heure de vérité de l'euro », *Les Echos*, 9 mai 2012, p. 14.

²⁸⁹ Maria Malagardis, « Grèce : voici venu le temps de Syriza », *Libération*, 7 mai 2012, p. 29.

²⁹⁰ « En Grèce, la crise est aussi politique », *Le Monde*, 7 mai 2012, p. 1.

²⁹¹ Catherine Simon, « Déçus par leurs responsables politiques et humiliés par la crise, les Grecs laissent parler leur colère », *Le Monde*, 28 avril 2010, p. 3.

²⁹² Nicolas Barré, « L'heure de vérité de l'euro », *op. cit.*

²⁹³ Alexia Kéfalas, « En Grèce, l'implosion de l'ancien système politique », *Le Figaro*, 7 mai 2012 : 27.

De plus, les professionnels grecs de la politique sont présentés comme totalement incapables de gouverner ou de diriger le pays. Georges Papandréou est traité de démagogue ou de menteur lorsqu'il est fait référence à sa phrase « il y a de l'argent », prononcée avant les élections de 2009²⁹⁴. Michalis Chryssochoïdis, député du Pasok et ministre de l'intérieur à l'époque, qui s'exprimait contre le plan de financement, « *s'est couvert de ridicule en avouant qu'il ne l'avait pas lu quand il avait voté en sa faveur* »²⁹⁵. Ailleurs, l'aptitude des responsables politiques à faire sortir la Grèce de la crise est directement mise en doute : « *ce sera donc aux responsables politiques traditionnels de reprendre le témoin et sortir la Grèce de la double crise économique et des finances publiques. Y parviendront-ils ? Rien n'est moins sûr, jugent les observateurs* ». « Ils seront 300 mais sans Léonidas pour les diriger », ironisent les économistes chez Exane BNP Paribas, en se référant aux trois centaines de nouveaux membres du Parlement hellénique qui seront élus dimanche »²⁹⁶. Pour sa part, *Le Monde* s'appuie sur l'avis d'autres « experts » pour décrire l'incapacité et l'insuffisance des hommes et femmes politiques grecs. Ainsi, Alain Salles finit son reportage avec la phrase suivante : « *M. Galgos et M. Bougélékas, le publicitaire et le professeur, font un autre reproche à l'Europe, formulé de façon presque identique : "les Européens savaient pourtant très bien que nos politiciens ne sont pas capables. Pourquoi leur ont-ils fait confiance ?"* »²⁹⁷. M. Michalis Galgos est un cadre dans une agence de publicité et M. Georges Bougélékas est professeur de mathématiques dans un lycée privé. Nous ne connaissons rien de ces individus et pourtant leur avis personnel est utilisé par le journaliste comme une vérité absolue et axiomatique pour justifier un comportement, un choix politique ou électoral. Dans *Le Figaro*, nous observons la même tactique. L'ancien ministre des finances George Papakonstantinou est jugé de « *traître* » par les citoyens qui le croisent dans la rue. La journaliste le traite de « *paria* »²⁹⁸.

²⁹⁴ Alain Salles, « La grande panne économique de la Grèce - Mémoire honteux pour une campagne délicate », *Le Monde*, 3 mai 2012, p. 18.

²⁹⁵ *Ibid.*

²⁹⁶ Massimo Prandi, « Législatives cruciales pour l'avenir de la Grèce dans l'euro », *Les Echos*, 4 mai 2012, p. 7.

²⁹⁷ Alain Salles, « La grande panne économique de la Grèce - Mémoire honteux pour une campagne délicate », *op. cit.*

²⁹⁸ Alexia Kéfalas, « Les extrêmes vont tirer parti de la colère grecque », *Le Figaro*, 4 mai 2012, p. 9.

C'est la classe politique grecque qui est, selon certains journalistes interviewés, le vrai problème en Grèce. Les professionnels politiques grecs ne sont pas à la hauteur. Anne Bauer dit simplement que « *le peuple grec a souffert de l'attitude de ses dirigeants* »²⁹⁹. Massimo Prandi est plus critique et estime que « *le vrai problème en Grèce c'est la politique* »³⁰⁰. En fait, il attribue même la corruption en Grèce à l'incompétence du monde politique : « *La corruption en Grèce tient de deux facteurs : 1) les politiciens qui ne sont pas à la hauteur. Ils n'ont pas de compétences (...) à la limite la corruption est un épiphénomène (...). Le problème c'est le niveau de politique (...). La société grecque qui sait réagir assez bien (réseaux de solidarité pendant la crise, start-up, etc.) ne sait pas investir au pouvoir* »³⁰¹. De même, Alain Salles, correspondant du Monde en Grèce entre 2010 et 2013, estime qu'« *il y avait à certain moment un discours assez sévère sur la classe politique grecque mais [il] pense que c'était quelque chose d'objectif, l'analyse du comportement de cette classe politique, qui s'appuyait aussi à l'égard des gens qu'on a interrogé qui étaient des Grecs eux-mêmes* ». Il espère « *qu'on a pu faire la distinction dans les papiers entre ce regard critique sur un mode de gestion du pays assez défectueux, même si ce n'était pas général et qui avait des gens qui ont tenté des choses avec plus ou moins de succès, mais je ne veux pas dire qu'il y avait de la corruption généralisée mais il y a un défaut du système politique grec qui est vrai et qui effectivement est aussi responsable de la crise grecque* »³⁰².

1.1.3. Les jugements qualitatifs sur les partis politiques grecs

Les partis politiques grecs, tout comme les hommes et femmes politiques grecs, sont ainsi décrits dans les couleurs les plus sombres. Tous les journaux analysés expriment des jugements dépréciatifs à l'égard des uns ou des autres. La caractéristique principale que reflètent les partis politiques est le clientélisme. Cette pratique des partis politiques grecs consiste en l'échange d'un vote en faveur d'un candidat convenu à

²⁹⁹ Anne Bauer, entretien, 6 janvier 2021.

³⁰⁰ Massimo Prandi, entretien, 8 janvier 2021.

³⁰¹ *Ibid.*

³⁰² Alain Salles, entretien, 13 avril 2021.

l'avance, pour un poste de travail dans le secteur public. « “ Je n'ai pas voté pour le Pasok, cette fois, lance Michalis, chauffeur de taxi indépendant, parce qu'il ne fait rien pour ma fille, alors qu'elle a un diplôme d'ingénieur ! ” ». *Dans le système clientéliste régnant depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir en 1981, il y avait comme un droit des militants à placer leurs enfants dans l'administration* »³⁰³. Les autres journaux aussi, à l'exception des *Echos*, font état du clientélisme politique : *Libération* écrit que les partis traditionnels (le Pasok et la Nouvelle Démocratie) sont « *critiqués pour leur clientélisme et leur gabegie* »³⁰⁴, alors que *Le Monde*, à plusieurs reprises, attribue au clientélisme politique la crise qui frappe la Grèce³⁰⁵. Les partis sont aussi accusés de corruption³⁰⁶ et de népotisme : « “ la horde doit alimenter le narcissisme du chef en faisant place au fils. Cela ne se limite pas aux seuls chefs ni à la politique ” », explique au *Monde* le psychiatre et psychanalyste Stélios Stylianidis. Le journaliste continue en précisant qu'« *on le retrouve dans la plupart des professions* »³⁰⁷. Enfin, les partis politiques sont hypocrites³⁰⁸, mais aussi dépensiers³⁰⁹. Une référence spéciale est faite au PASOK, le parti socialiste au pouvoir depuis 2009, qui a négocié le premier et le deuxième plan de financement. Le PASOK est caractérisé de populiste et de clientéliste par Alain Salles, dans un article du *Monde*. En fait, c'est l'ancien président et fondateur du parti, Andréas Papandréou, qui l'a transformé en un parti doté de ces particularités³¹⁰.

1.1.4. Les jugements qualitatifs sur les gouvernements grecs

La majorité des jugements concernent le gouvernement de Georges Papandréou lors de la période des négociations pour le premier plan de financement et les jours qui

³⁰³ Renaud Girard et Alexia Kéfalas, « L'UE appelle les Grecs à la “ responsabilité nationale ” », *Le Figaro*, 12 mai 2012, p. 7.

³⁰⁴ Maria Malagardis, « La Grèce dans le chaos politique », *Libération*, 8 mai 2012, p. 20.

³⁰⁵ Charlotte Bozonnet, « Grèce - L'épreuve des urnes », *op. cit.* ; Alain Salles, « En Grèce, la crise économique provoque l'éclatement du paysage politique », *Le Monde*, 2 mai 2012, p. 9 ; Alain Salles, « En Grèce, “ il faut bâtir une alliance proeuropéenne ” », *Le Monde*, 4 mai 2012, p. 10 ; « En Grèce, la crise est aussi politique », *Le Monde*, *op. cit.*

³⁰⁶ Charlotte Bozonnet, « Grèce - L'épreuve des urnes », *op. cit.*

³⁰⁷ Alain Salles, « Ubris, catharsis et “ troïka ” », *Le Monde*, 11 mai 2012, p. 28.

³⁰⁸ Alexia Kéfalas, « La Grèce joue son avenir européen dans les urnes », *Le Figaro*, 5 mai 2012, p. 8.

³⁰⁹ Maria Malagardis, « La Grèce dans le chaos politique », *op. cit.*

³¹⁰ Alain Salles, « Ubris, catharsis et “ troïka ” », *op. cit.*

suivent. Les journaux continuent de mettre en doute la véracité des statistiques grecques et les Grecs sont traités de menteurs. Par exemple, nous lisons dans *Le Figaro* qu’« *aujourd’hui encore, les statistiques officielles grecques n’inspirent pas confiance* »³¹¹. Les mensonges grecs sur les chiffres attirent l’attention d’autres journaux également. Kostas Vergopoulos, professeur d’économie à l’université Paris VIII, a soutenu dans une interview que le gouvernement sortant « *a maquillé les chiffres* » mais « *avec la complicité d'Eurostat* »³¹². Dans *Le Monde*, une manifestante dans les rues d’Athènes dénonce « *ce gouvernement de gaspilleurs* » et « *de voleurs* »³¹³, pour reprendre ses paroles. Dans ces références, l’image du gouvernement grec est celle d’une bande de menteurs et de voleurs. Nous pouvons remarquer à ce propos que toutes les références, à l’exception de celle de Kostas Vergopoulos, renvoient au gouvernement en fonction. Or, ce dernier, décrit comme voleur et menteur, est au pouvoir depuis huit mois et c’est lui qui a révélé la nouvelle estimation du déficit. Le gouvernement qui est présenté comme gaspilleur est, en réalité, celui qui a adopté à deux reprises des mesures de réduction des dépenses publiques, avant même la demande d’aide.

Le gouvernement est aussi présenté comme insolvable et doté d’une capacité très limitée de négocier les termes du plan de financement : « *il [le gouvernement grec] ne peut plus obtenir de l’argent à un prix raisonnable et il ne paraît pas solvable dans le futur* »³¹⁴. La faible position de la Grèce à la table des négociations est remarquée : « *le ministre grec des Finances n’a pas tardé à obtempérer* »³¹⁵. Tandis que le vice-président du gouvernement admet que l’« *on ne peut pas mettre des lignes jaunes quand nous sommes des demandeurs* »³¹⁶. Il est vrai que le gouvernement de Georges Papandréou, lorsque la crise en Grèce s’est déclenchée, ne disposait que de peu de marge de négociation. Cela est dû, d’après Massimo Prandi, au fait que le débat en Grèce n’était pas le bon. Selon le journaliste, les Grecs ont perdu leur marge de

³¹¹ Pierre Rousselin, « Grèce : la spirale infernale », *Le Figaro*, 23 avril 2010, p. 19.

³¹² Christian Losson, « “ Un plan entre demi-solidarité et demi-exploitation ” », entretien avec Kostas Vergopoulos, *Libération*, 24 avril 2010, p. 15.

³¹³ *Ibid.*

³¹⁴ « La Grèce et les marchés : le sage montre l’étoile et l’imbécile regarde le doigt », *Le Figaro*, 26 avril 2010, p. 26.

³¹⁵ [Aux conditions imposées par Berlin], dans Marie Visot, « Athènes promet une nouvelle purge pour satisfaire Berlin », *Le Figaro*, 27 avril 2010, p. 18.

³¹⁶ Catherinie Georgoutsos, « A Athènes, des manifestants crient “ FMI go home ”, le premier ministre évoque une “ nouvelle odyssée ” », *Le Monde*, 26 avril 2010, p. 11.

manœuvre dans les négociations, parce qu'ils se sont impliqués dans un débat de culpabilité à l'égard de la crise, alors qu'il leur fallait assumer leur part de responsabilité, mais aussi inviter leurs partenaires à faire de même. « *Le vrai débat en Grèce était mauvais parce que c'était est-ce qu'on est coupable ou est-ce qu'on n'est pas coupable. C'est une connerie. Il fallait relancer et dire, attendez, nous on a certainement nos responsabilités, mais nos responsabilités s'inscrivent dans un contexte européen. Nous, on est coupables de ne pas avoir bien fait les choses, mais vous, vous êtes coupables de ne pas nous l'avoir dit, alors que vous aviez tous les moyens de le faire* »³¹⁷. Maria Malagardis croit aussi qu'il y avait « *un mépris pour les dirigeants grecs. C'est une évidence. Si on part de l'épisode de Cannes avec Papandréou, jusqu'à l'épisode de Tsipras en juillet 2015, le mépris affiché pour les dirigeants grecs est flagrant* »³¹⁸.

Le gouvernement de Georges Papandréou a été critiqué tout au long de son court mandat. Il a également négocié le deuxième plan de financement (lors du deuxième semestre de 2011), ce qui a finalement provoqué sa chute. Georges Prévelakis écrit que la gestion de la crise en Grèce est assurée par un gouvernement « *opportuniste* »³¹⁹. Dans un reportage de *Libération*, la parole est donnée à un ancien commerçant du centre d'Athènes qui qualifie tous les députés d'« *irresponsables* »³²⁰. Dans le même sens, la classe politique grecque est qualifiée dans son ensemble de menteuse, par ce même commerçant dont les paroles font le titre de l'article : « *Grèce : Tous des bonimenteurs* »³²¹.

1.1.5. Les jugements qualitatifs sur les Grecs

Pour ce qui est des « Grecs », nous définissons ce terme comme représentant le peuple grec, donc les citoyens. L'élément du flou demeure, cependant, dans cette

³¹⁷ Entretien avec Massimo Prandi, déjà cité.

³¹⁸ Entretien avec Maria Malagardis, déjà cité.

³¹⁹ « Grèce : derrière la crise politique, la crise géopolitique guette », *Le Figaro*, 4 novembre 2011, p. 14.

³²⁰ Jean Quatremer, « Papandréou, coup d'éclat et coup d'Etat », *Libération*, 5 novembre 2011, p. 6.

³²¹ Maria Malagardis, « Grèce : "Tous des bonimenteurs" », *Libération*, 5 novembre 2011, p. 6.

catégorie³²². Dans la phrase « *les Grecs paient aujourd'hui leurs mensonges d'hier* »³²³, conformément à la définition ci-dessus, c'est le peuple grec qui a menti. Mais le peuple ne pouvait connaître les statistiques sur le déficit. Dès lors, « les Grecs » seraient en l'espèce le(s) gouvernement(s).

Les jugements qualitatifs sur les Grecs (le peuple grec) ne diffèrent guère des jugements déjà exprimés à l'égard du gouvernement et de l'État grec. Nous avons apparemment à faire à un pays où tant l'État, le gouvernement que la population sont pourris. Le jugement qui apparaît plus fréquemment est que les Grecs sont des fraudeurs (50%). *Le Figaro* illustre cette situation en écrivant que grâce aux réformes effectuées, il a été possible d'identifier des fraudes qui ont été commises au détriment des recettes publiques. Antonis Liaros, candidat au Pasok, donne l'exemple suivant : « *Avec les réformes, on a pu recenser les fraudes dans chaque secteur comme ces 40.000 personnes décédées qui touchent toujours une retraite. Ça prendra un peu de temps, mais l'évolution va dans le bon sens* »³²⁴.

La fraude fiscale concerne 62% des codifications afférentes à la fraude. *Le Figaro* reprend une publication des médias allemands qui « *attisent le feu en multipliant les reportages montrant que la crise n'a rien changé en Grèce, où les chauffeurs de taxis et les marchands de journaux continueraient d'être payés au noir et où les employés des services publics touchent des retraites confortables* »³²⁵ et il ajoute que les Grecs ne seront pas capables d'appliquer les mesures demandées par les créanciers, ce que d'ailleurs souligne Hans-Werner Sinn, conseiller économique du gouvernement allemand³²⁶. *Les Echos* rapporte une « *évasion fiscale généralisée* » qui est « *inhérente* » au « *modèle économique* » de la Grèce³²⁷. Takis Bratsos, analyste économique, écrit dans *Le Figaro* qu'« *il faudra aussi surmonter très vite la grogne sociale, motiver les Grecs à reprendre le travail, à cesser les grèves et occupations de ministères, et à ne plus tricher sur leurs impôts* »³²⁸. Ailleurs, un autre économiste, Florin Aftalion, décrit un phénomène intrinsèque à la société grecque : « *qu'il s'agisse*

³²² L'élément du flou sera analysé dans la quatrième partie.

³²³ « Chacun pour soi, la crise pour tous », *Le Monde*, 24 avril 2010, p. 1.

³²⁴ Alexia Kéfalas, « Les extrêmes vont tirer parti de la colère grecque », *op. cit.*

³²⁵ Marie Visot, « Athènes promet une nouvelle purge pour satisfaire Berlin », *op. cit.*

³²⁶ Patrick Saint-Paul, « La stratégie d'Angela Merkel critiquée », *Le Figaro*, 29 avril 2010, p. 18.

³²⁷ Favilla, « La Grèce et ses désarmateurs », *op. cit.*

³²⁸ Alexia Kéfalas, « Sa dette redevenue "viable", la Grèce espère rebondir », *Le Figaro*, 28 octobre 2011, p. 21.

*des plus petits marchands jusqu'aux plus riches armateurs (qui sont, paraît-il, dispensés de tout impôt), en passant par les médecins, la fraude fiscale semble consubstantielle de la société grecque »*³²⁹. En fait, la fraude fiscale est répandue parmi les professions libérales³³⁰. Parfois, c'est l'ensemble de la société grecque qui ne paie pas ses impôts : *« le jeune Georges [Papandréou] va poursuivre de longues études supérieures, dans les meilleurs établissements, Amherst College (Massachusetts), Université de Stockholm, London School of Economics, Harvard. Une formation politique dans des pays qui sont le contraire de la Grèce, des pays où les gens paient leurs impôts, respectent l'autorité de l'État et où les fonctionnaires sont recrutés au mérite et pas par clientélisme politique »*³³¹. Dans *Le Monde*, Sylvain Broyer, économiste chez Natixis, estime qu'*« aujourd'hui seul un Grec sur sept paie des impôts »*³³². L'élément de généralisation est omniprésent. Dans la tribune d'Alain Lamassoure, homme politique français, la généralisation atteint un tel degré, qu'il est insinué que toutes les machines à cartes de crédit étaient en panne, parce que les Grecs voulaient éviter le paiement de la TVA³³³. Alain Salles caractérise l'évasion fiscale de *« véritable sport national »*, encore une fois à cause du grand nombre des très petites entreprises et des personnes auto-employées, difficiles à contrôler³³⁴. Enfin, la fraude porte aussi sur les fonds européens, qui ont été mal utilisés et souvent détournés pour s'offrir des biens personnels extravagants³³⁵, comme le premier ministre George Papandréou l'*« a au passage reconnu »*³³⁶.

Le Figaro souligne aussi le fait que la fraude va de pair avec la corruption : *« elle [la fraude fiscale] est liée à cette autre tare nationale qu'est une corruption généralisée dont on sait à quel point elle est difficile à éradiquer »*³³⁷.

³²⁹ Florin Aftalion, « À quand le prochain sauvetage ? », *Le Figaro*, 29 octobre 2011, p. 16.

³³⁰ Renaud Girard, « Papandréou, un capitaine sans charisme », *op. cit.*

³³¹ *Ibid.*

³³² Claire Gatinois et Alain Salles, « “ On a donné une aspirine au pays. Il lui faut encore un traitement de choc ” », *Le Monde*, 28 octobre 2011, p. 14.

³³³ Alain Lamassour, « M. Papandréou joue avec le feu ! », *Le Monde*, 4 novembre 2011, p. 21.

³³⁴ Alain Salles, « “ Pourquoi paierions-nous ? Pour les dettes ? Ce ne sont pas les nôtres ” », *Le Monde*, 4 novembre 2011, p. 15.

³³⁵ Alexandra Schwartzbrod, « Athènes a un vrai rôle à jouer dans cette crise plus philosophique qu'économique », *op. cit.* ; Alain Salles, « “ Nous devenons une colonie ” de Bruxelles », *Le Monde*, 26 octobre 2011, p. 8 ; Philippe Cergel, « En Grèce : “ UE, BCE, FMI, dehors ! ” », *Libération*, 27 octobre 2011, p. 6.

³³⁶ Yves Bourdillon, « Crise grecque : la contagion », *Les Echos*, 28 avril 2010, p. 7.

³³⁷ Florin Aftalion, « À quand le prochain sauvetage ? », *op. cit.*

Ouvrons ici une seconde parenthèse pour parler de la fraude fiscale en Grèce, un sujet qui a été extrêmement discuté et décrit comme un terrible fléau. Aucun article qui y fait référence, aucun journal, n'avance des données précises, des sources citées sur l'étendue ou le type de l'évasion fiscale en Grèce. Pour un sujet devenu central dans le discours de la presse sur la crise en Grèce, cette absence de données, tout comme l'absence d'interrogations sur des explications du phénomène et ses causes, à moins qu'il ne s'agisse d'un élément de la grécité, est un détail qui a attiré notre attention. D'un côté, nous pourrions soutenir que cela dénote une connaissance superficielle du pays et de son économie. Massimo Prandi a essayé de comprendre ce phénomène en cherchant des réponses. Dans une conversation privée avec un banquier grec, ce dernier lui a dit : *« en Grèce il y a plein de micro-entreprises. Là les gens soit ils travaillent soit ils paient des impôts. Ils ne peuvent pas faire les deux. S'ils travaillent, il ne faut pas qu'ils paient des impôts, s'ils paient des impôts, ils font faillite, ils vont mettre la clé à la porte. À la grande échelle c'est l'évasion fiscale petite (...). C'est la structure productive que génère l'évasion fiscale »*³³⁸.

Donc, l'étendue de l'évasion fiscale en Grèce dépend de la définition de celle-ci. Ainsi, si nous acceptons une définition différente de l'évasion fiscale, à savoir celle d'une évasion à l'échelle internationale, nous obtiendrions une image assez différente. Selon une étude de la Commission Européenne de 2016, au titre de la période 2004-2016, les revenus moyens perdus à cause de l'évasion fiscale pour cette période se chiffraient à 10,74 milliards d'euros par an, en France. Cela représente 23% des pertes totales de revenus pour l'UE des 28 et 0,7% du PIB français. En fait, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni comptent pour plus de 55% de pertes de revenus pour l'UE des 28, à cause de l'évasion fiscale³³⁹. L'évasion fiscale des résidents allemands représente 19% des pertes de revenus pour fraude fiscale pour toute l'UE³⁴⁰. Dès lors, l'image et la compréhension d'un phénomène peut être totalement différente selon son angle d'approche.

³³⁸ Entretien avec Massimo Prandi, *déjà cité*.

³³⁹ Commission Européenne, *Estimating tax evasion by individuals*, Working paper No 86 (2019), p. 86.

³⁴⁰ *Ibid.*, p. 187.

De plus, entre 1999 et 2007, la différence des revenus provenant des taxes n'est pas énorme si l'on compare la Grèce à l'Espagne³⁴¹. Or, cette dernière n'a pas été montrée du doigt comme un pays où « les citoyens ne paient pas leurs impôts »³⁴², malgré le fait que ce stéréotype est lié aux pays du sud de l'Europe de manière plus générale. Au total, l'étendue de l'économie souterraine en Grèce n'est pas si élevée par rapport à d'autres pays du sud de l'Europe ou à des pays d'Europe orientale³⁴³.

Pour en revenir maintenant aux jugements qualitatifs identifiés dans le discours des journaux concernant les Grecs, ces derniers sont paresseux et vivent au détriment des autres. Ils préfèrent faire la grève plutôt que travailler³⁴⁴. Le cliché de la fourmi et de la cigale a beaucoup joué, comme le confirment des journalistes dans divers entretiens³⁴⁵. Néanmoins, selon les statistiques de l'OCDE, pour les années 2000-2011, la durée habituelle hebdomadaire de travail pour l'emploi principal, était en moyenne de 36,2 pour la France, de 34,8 pour l'Allemagne, de 39,8 pour la Grèce et de 38,2 pour l'Espagne³⁴⁶. Malgré, donc, le fait que les pays méditerranéens, y compris la Grèce, travaillent davantage que d'autres pays européens, l'image « *d'un pays qui se dore la pilule au soleil, pendant que l'Europe du Nord travaille dans les frimas* » perdure, ce que constate également Alain Salles³⁴⁷.

Un autre jugement qualitatif sur les Grecs, qui semble presque logiquement et inévitablement compléter leur caractère, est leur désobéissance. En Grèce, les lois ne sont pas respectées. Pis, l'État n'est pas respecté³⁴⁸. Pis encore, il n'est pas certain que l'État se respecte lui-même : « *des fonctionnaires et peut-être même des policiers qui n'obéissent plus* »³⁴⁹. Même les députés ne votent pas « comme il faut » : « *des députés de plus en plus réticents à voter ce que le gouvernement leur demande* »³⁵⁰.

³⁴¹ Eurostat, *Statistics in focus*, 43/2009, p. 5. URL: <https://ec.europa.eu/eurostat/documents/3433488/5281305/KS-SF-09-043-EN.PDF/e79b86de-77a5-424b-9ace-8e0ce6324d81>.

³⁴² Jessica Berthereau, entretien, 16 janvier 2021 et Marie Charrel, entretien, 2 avril 2021.

³⁴³ Silvia Merler et Pia Huttel, *Welcome to the dark side : GDP revision and the non-observed economy*, Bruegel, March 2, 2015. URL: <https://www.bruegel.org/2015/03/welcome-to-the-dark-side-gdp-revision-and-the-non-observed-economy/>.

³⁴⁴ Alexia Kéfalas, « Sa dette redevenue “ viable ”, la Grèce espère rebondir », *op. cit.*

³⁴⁵ Entretiens avec Anne Bauer, *Les Echos*, 6 janvier 2021 ; Maria Malagardis, *Libération*, 7 janvier 2021 ; Jessica Berthereau, *Les Echos*, 16 janvier 2021.

³⁴⁶ Source : OCDE. URL : <https://stats.oecd.org/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=776bda29-e122-4898-a1b4-bdcd19f59aba&themetreeid=13#>.

³⁴⁷ Alain Salles, « “ Nous devenons une colonie ” de Bruxelles », *op. cit.*

³⁴⁸ Renaud Girard, « Papandréou, un capitaine sans charisme », *op. cit.*

³⁴⁹ Philippe Moreau Defarges, « La tragédie grecque », *Le Figaro*, 5 novembre 2011, p. 20.

³⁵⁰ *Ibid.*

Le Monde présente l'exemple d'un mouvement connu sous le nom de « Den plirono », ce qui signifie « je ne paie pas ». Ce mouvement qui comptait 20.000 membres promouvait la désobéissance civile ; ses membres violaient la loi consciemment pour exprimer leur contestation des politiques de rigueur appliquées, dans le but ultime de renverser le gouvernement. Ses membres refusaient entre autres le paiement d'une nouvelle taxe foncière collectée via la facture d'électricité. Enfin, *Le Monde* fournit un autre exemple de désobéissance civile : le gouvernement vote des lois mais ces lois ne sont pas appliquées³⁵¹. En lisant, néanmoins, le paragraphe concerné, nous ne repérons aucune explication sur les lois non appliquées. Tout ce que ce paragraphe décrit a bien eu lieu. Le paragraphe traite simplement des efforts de Georges Papandréou de réformer l'administration publique et de diminuer les dépenses :

« Arrivé enfin au poste de premier ministre en 2009, après deux campagnes perdues, il va se retrouver en position de détricoter une partie de l'héritage de son père, qui a construit cet État pléthorique et inefficace et utilisé sans vergogne le clientélisme politique – pratiqué par les deux principaux partis –, qui se résume ainsi : je trouve un travail pour ton fils ou ton cousin dans des administrations ou des entreprises publiques et tu votes pour moi.

Sous la pression de la troïka, mais aussi par conviction personnelle, il entreprend de démanteler cet héritage qui coûte cher au pays. La purge est brutale : diminution de salaires et de retraites, regroupement d'organismes publics, etc. Il se heurte à des résistances profondes. Il fait des lois mais elles ne sont pas appliquées. C'est en découvrant ces lenteurs que la troïka quitte la Grèce, début septembre, provoquant un psychodrame qui n'est toujours pas terminé »³⁵².

Cependant, Alain Salles n'explique pas quelles lois n'ont pas été appliquées. En tout cas, la diminution des salaires et des retraites, tout comme le regroupement d'organismes publics, ont bien eu lieu. En fait, comme le constate George Pagoulatos, l'été 2010, la Commission Européenne a reconnu que presque la moitié des mesures fiscales, stipulées par le premier programme de financement et devant être

³⁵¹ Alain Salles, « Après une folle semaine, le dernier faux-pas de Papandréou », *Le Monde*, 5 novembre 2011, p. 2.

³⁵² *Ibid.*

implémentées jusqu'en 2014, ont été introduites au cours du premier semestre de 2010³⁵³.

Dans un article d'opinion au *Figaro*, nous rencontrons une autre caractéristique des Grecs. Les Grecs sont rancuniers : « *les peuples avancent comme des somnambules, poussés par des passions qui les détruisent. Il y a chez les Grecs un désir féroce du pire : puisque nous ne nous adaptons pas à la modernité économique, entraînons les Européens dans notre chute ! Ils le méritent puisqu'ils ne sont pas prêts à nous prendre inconditionnellement en charge !* », écrit Philippe Moreau Defarges, chercheur à l'époque à l'IFRI (Institut français des relations internationales)³⁵⁴. L'auteur continue en peu plus loin, en se demandant « *pourquoi et comment aider celui qui vous crache sa rage au visage ?* »³⁵⁵. L'article de Philippe Moreau Defarges, intitulé « La tragédie grecque », considère que le référendum grec « *clôt des années d'errements qui s'apparentent à une fatalité* ». Les Grecs ont toujours vécu au-dessus de leurs moyens, donc la chute était inévitable et, par conséquent, leur avenir était prédestiné ; il est dommage que les Grecs ne l'aient pas compris. Cette opinion, l'auteur essaie de la soutenir en procédant à une analyse brève et non documentée historiquement, qu'il conclut en comparant la Grèce à l'idylle Onassis-Callas. Voici l'extrait en question :

Comme Oreste ou Oedipe, Papandréou est l'enfant d'une fatalité. La Grèce demeure imbue de ce qu'elle a fait il y a... 2.500 ans, sous l'Athènes de Périclès (495 à 429 avant J.-C.). Quelle dette financière, aussi lourde soit-elle, l'emporte sur le message d'Homère, Socrate, Eschyle... ? Depuis l'indépendance (1830), la Grèce va de cessation de paiements en cessation des paiements. Cela ne l'empêche pas de poursuivre les ambitions les plus délirantes, de la conquête – épouvantablement ratée – de l'Anatolie (1920-1922) à la tentative de rattachement par les colonels de Chypre à la mère patrie (1974). La Grèce se confond bien avec ses deux derniers monstres sacrés : Aristote Onassis, le pirate couvert de femmes, se jouant de toutes les règles pour finir par perdre ce qu'il a de plus précieux ; la

³⁵³, George Pagoulatos, « Greece after the bailouts : assesment of a qualified failure », *Hellenic Observatory Discussion Papers on Greece and Southeast Europe*, Paper No. 130 (novembre 2018), p. 8.

³⁵⁴ Philippe Moreau Defarges, « La tragédie grecque », *op. cit.*

³⁵⁵ *Ibid.*

Callas, s'immolant sur l'autel de son art et de son amour. L'aventure peut être grandiose, elle finit toujours mal !

Philippe Moreau Defarges affirme que les Grecs sont restés dans le passé et qu'ils vivent pour un avenir aussi glorieux que leur passé, mais irréaliste et inaccessible eu égard à leurs moyens. Vassilis Alexakis, de l'autre côté, note que les Grecs vivent certes dans le passé, mais que leur endettement n'est pas dû à leurs grandioses ambitions, comme soutient Philippe Defarges, au contraire, il est le produit de leur mépris complet de l'avenir. Voici ce qu'il dit dans un entretien : « *la Grèce vit davantage dans le passé que dans l'avenir. Elle en tire une grande vanité. Forcément, à force de vivre dans le passé, les Grecs ne croient plus en l'avenir. Et ça encourage l'endettement. Cette population est un mélange de légèreté incroyable et de refus féroce d'envisager la suite* »³⁵⁶.

Les Grecs sont aussi nationalistes. Le nationalisme est « *l'autre pilier du populisme grec* »³⁵⁷. Le fondement du nationalisme grec se retrouve auprès de l'idée d'un ennemi extérieur qui convoite la grandeur grecque. La Turquie est la Macédoine du Nord sont les deux ennemis qui sont évoqués le plus fréquemment. Pourtant, en lisant l'article concerné, nous ne percevons pas clairement en quoi la référence au nationalisme grec est pertinente. La suite de l'article ne suffit pas non plus à expliquer la référence au nationalisme grec : il y est évoqué la « *paranoïa* » des Grecs qui ne font jamais d'autocritique et qui considèrent toujours les autres, étrangers ou non, comme responsables de leurs maux.

1.1.6. Les jugements qualitatifs sur la Grèce

La description de l'image déplorable du pays s'achève par les jugements sur « la Grèce ». Cette catégorie recueille en effet tous les jugements qui n'appartiennent pas aux autres catégories, en raison de l'équivoque du terme dans son application. Des

³⁵⁶ Alexandra Schwartzbrod, « “Athènes a un vrai rôle à jouer dans cette crise plus philosophique qu'économique” », *op. cit.*

³⁵⁷ Alain Salles, « Ubris, catharsis et “troïka” », *op. cit.*

jugements attribués à la Grèce en général, sans distinction entre l'État ou le gouvernement de l'époque, sont présents dans tous les journaux.

Les « mensonges » de la Grèce viennent la hanter encore une fois et ils concernent les conditions sous lesquelles le pays est entré dans la zone euro, mais aussi les chiffres sur le déficit public. Quelques exemples : « *pourtant, une réaction rapide aurait isolé le cas, somme toute unique, de la tricherie sur les comptes grecs* », écrit *Le Figaro*³⁵⁸. C'est *Le Monde* qui se réfère le plus aux « mensonges » de la Grèce. Ainsi, la Grèce « *a maquillé ses comptes* » pendant des années³⁵⁹ ; en Grèce il y avait un « *poker menteur sur les statistiques* »³⁶⁰, ou bien : « *les gouvernements grecs ont répété des mensonges pendant les dernières années* »³⁶¹. Dans l'éditorial du *Figaro* du 2 novembre 2011, nous lisons que la Grèce a falsifié ses comptes pour entrer dans la monnaie unique³⁶². Toutefois, comme nous l'avons indiqué auparavant, la falsification présumée des comptes grecs, au moment de son entrée dans la zone euro, était connue des Européens. D'ailleurs, d'autres pays de la zone euro ont aussi recouru à des méthodes similaires. Dans le même article, nous apprenons que la Grèce est fraudeuse pour une raison supplémentaire, son laxisme fiscal à propos duquel elle est « *réputée* »³⁶³. Nous avons aussi suggéré que la question du laxisme fiscal est une idée très relative.

Concernant les statistiques sur le déficit public grec, ce dernier point est mentionné dans *Les Echos*³⁶⁴ et *Le Monde*³⁶⁵. Pour la même raison, *Libération* qualifie la Grèce de menteuse³⁶⁶.

Le clientélisme revient comme un jugement, attribué cette fois à la Grèce en général. Jean Quatremer essaie de l'expliquer dans un article³⁶⁷. Le modèle du clientélisme existe en Grèce depuis la fondation de son État moderne, au XIX^e siècle :

³⁵⁸ Pierre Rousselin, « Grèce : Merkel et l'effet domino », *Le Figaro*, 29 avril 2010, p. 15.

³⁵⁹ Philippe Ricard et Marie de Vergès, « Flambée des taux, déficit record : la Grèce se rapproche de la faillite », *Le Monde*, 23 avril 2010, p. 10.

³⁶⁰ Jean-François Achilli et Françoise Fressoz, « Gérard Larcher : " Il faut soutenir la Grèce " », *Le Monde*, 30 avril 2010, p. 17.

³⁶¹ « L'Europe à quitte ou double », *Le Monde*, 30 avril 2010, p. 1.

³⁶² Gaëtan de Capèle, « Le dangereux poker grec », *op. cit.*

³⁶³ *Ibid.*

³⁶⁴ Dominique Seux, « La Grèce, ça suffit ! », *Les Echos*, 2 novembre 2011, p. 14.

³⁶⁵ Pierre Jaxel-Truer, « Jean Arthuis : " Osons le débat sur la TVA antidélocalisation " », *Le Monde*, 7 novembre 2011, p. 8.

³⁶⁶ Jean Quatremer, « La Grèce ajoute une escale à l'odyssée de la dette », *Libération*, 2 novembre 2011, p. 3.

³⁶⁷ Jean Quatremer, « La dette, une affaire d'Etat », *Libération*, 29 octobre 2011, p. MAG_8.

« Rares sont ceux qui ont essayé de réagir [au clientélisme]. Il faut bien comprendre que la classe politique ne veut pas d'une remise en cause de cette politique étatiste, car elle permet de se constituer des clientèles politiques. On ne vote pas pour des idéologies en Grèce, on vote pour celui qui vous aidera matériellement. Les partis politiques sont d'ailleurs structurés autour de grandes familles : fils, neveux, protégés restent fidèles à l'ancien. Ainsi, on peut trouver au sein du Pasok, le parti qui a le plus dirigé le pays ces trente dernières années, des gens de sensibilité d'extrême droite, mais qui y sont fidèles par tradition familiale. Ce système clientéliste, qui est la base de la société grecque, date du XIXe siècle et de l'indépendance ».

Dans le même article, le journaliste ajoute que ce clientélisme en quelque sorte infus s'est renforcé avec l'arrivée des réfugiés d'Asie Mineure en Grèce, après 1922, qui sont empreints d'une « *passivité et d'indifférence politique, fruits de la réalité de l'Empire ottoman du XIXe siècle* »³⁶⁸. Alain Salles dans *Le Monde* explique comment ce clientélisme fonctionne dans la modernité : [le père de Georges Papandréou] « *a construit cet État pléthorique et inefficace et utilisé sans vergogne le clientélisme politique – pratiqué par les deux principaux partis –, qui se résume ainsi : je trouve un travail pour ton fils ou ton cousin dans des administrations ou des entreprises publiques et tu votes pour moi* »³⁶⁹.

Le clientélisme et la corruption vont, à nouveau, de pair. La Grèce est corrompue³⁷⁰ et cette corruption est « *endémique* »³⁷¹. Lorsqu'une « mauvaise habitude » fait à ce point partie intégrante des multiples facettes de la vie sociale, économique et politique, elle finit par dominer ou, pour reprendre le terme qu'emploie *Le Figaro*, « *régner* » sur l'establishment. Elle en devient la quintessence à terme. Stelios, un électeur du mouvement néonazi Aube Dorée, se plaint que « *la Grèce s'est laissée aller dans la corruption et le clientélisme* »³⁷² ; Claire Gatinois, dans *Le Monde*, attribue à la corruption, entre autres, l'incapacité du pays à réduire son déficit : « *engluée dans la récession, plombée par un chômage de masse et minée par la corruption, la Grèce*

³⁶⁸ *Ibid.*

³⁶⁹ Alain Salles, « Après une folle semaine, le dernier faux-pas de Papandréou », *Le Monde*, 5 novembre 2011, p. 2.

³⁷⁰ Jean Quatremer, « La dette, une affaire d'Etat », *op. cit.*

³⁷¹ Renaud Girard, « Papandréou, un capitaine sans charisme », *op. cit.*

³⁷² Alexia Kéfalas, « L'Aube dorée, parti xénophobe passé de la bastonnade au Parlement », *Le Figaro*, 8 mai 2012, p. 17.

n'atteindra sans doute pas les objectifs de réduction de déficits dans les délais impartis, pensent-ils »³⁷³. « Ils » se rapporte à « de nombreux économistes » qui pensent que les sacrifices exigés de la Grèce, un pays en récession profonde, sont « *intenable* »³⁷⁴. Néanmoins, les économistes que Claire Gatinois cite, tout comme la totalité de son article, abordent des raisons économiques et politiques (élections) qui seraient susceptibles d'empêcher la Grèce d'atteindre les objectifs de la réduction de son déficit. Même si les raisons économiques qu'elle évoque, à savoir le chômage et la récession, peuvent expliquer la difficulté d'atteindre les objectifs du déficit, cela est, pourtant, moins clair en ce qui concerne le rôle de la corruption que la journaliste mentionne dans son article, pour lequel elle ne fournit aucune explication.

La Grèce est également inefficace. Cela transparaît de plusieurs manières. La Grèce est insuffisante en général³⁷⁵, mais cette insuffisance se précise dans d'autres cas. Ainsi, la Grèce a passé des décennies de « *mauvaise gestion et de faible gouvernance* »³⁷⁶ et semble incapable de lutter contre la fraude fiscale, malgré ses efforts : « *...la lutte contre la fraude semble piétiner, même si la législation a été durcie* »³⁷⁷.

Enfin, le phénomène du népotisme est très répandu en Grèce. Stélios Stylianidis, professeur en psychiatrie sociale à l'université d'Athènes, explique les symptômes de la classe politique grecque. « *Les partis fonctionnent selon la loi du chef : " Qui n'est pas avec moi est contre moi ". On obéit au chef de la tribu, plus qu'au chef du parti* », explique le professeur³⁷⁸. « *L'aboutissement de cette logique est le népotisme : " La horde doit alimenter le narcissisme du chef en faisant place au fils. Cela ne se limite pas aux seuls chefs ni à la politique" »*, poursuit le professeur et le journaliste conclut qu'« *on le retrouve dans la plupart des professions* »³⁷⁹. Même si le népotisme est un phénomène bien réel dans la politique, on se demande ce que le journaliste veut dire en écrivant que le népotisme se retrouve dans la plupart des professions. Quelles sont exactement des professions auxquelles le journaliste se rapporte ? La transmission, par

³⁷³ Claire Gatinois, « L'incertitude politique ravive le spectre d'une sortie du pays de la zone euro », *Le Monde*, 9 mai 2012, p. 12.

³⁷⁴ *Ibid.*

³⁷⁵ Clément Lacombe, Cécile de Corbière et Philippe Ricard, « Les banques se refusent à effacer plus de 50% de la dette grecque qu'elles détiennent », *Le Monde*, 27 octobre 2011, p. 13.

³⁷⁶ Frédéric Lemaître et Arnaud Leparmentier, « Les Européens et le FMI sont consternés par le référendum grec », *Le Monde*, 2 novembre 2011, p. 13.

³⁷⁷ Alain Salles, « " Pourquoi paierions-nous ? Pour les dettes ? Ce ne sont pas les nôtres " », *Le Monde*, 4 novembre 2011, p. 15.

³⁷⁸ « Ubris, catharsis et " troïka " », *Le Monde*, *op. cit.*

³⁷⁹ *Ibid.*

exemple, d'un cabinet d'avocat du père au fils constitue-t-elle une expression de népotisme ou bien la continuation d'une tradition familiale ?

Ce que nous observons, en définitive, à travers l'analyse de tous les jugements qui concernent la Grèce, les Grecs, l'État grec ou les gouvernements successifs grecs, est qu'ils ont tous un élément en commun : il s'agit de jugements qui expriment une certaine continuité. Ils ne sont pas provoqués par la crise, comme les jugements qui expriment les sentiments des Grecs, tels qu' « être en colère », « déçu », etc. Des jugements tels que « fainéants », « corrompus », « clientéliste », etc., que nous avons rencontrés, ne semblent pas être temporaires mais, au contraire, semblent être profondément ancrés dans la grécité. Tous ces jugements ont un fondement moral.

1.2. Les jugements qualitatifs temporaires

Les jugements qualitatifs que nous appelons « temporaires » ou « circonstanciels », se rapportent à la situation grecque, telle qu'elle ressort de la crise, et à l'actualité de l'époque et, plus particulièrement, des jugements sur la relation de la Grèce avec ses partenaires. Par exemple, la Grèce est « *sous tutelle européenne* »³⁸⁰, mais elle se retrouve aussi isolée, à un certain moment, après l'annonce sur l'organisation du référendum³⁸¹. Cette dernière crée, comme nous allons voir, de multiples réactions, avec pour conséquence que le pays soit considéré comme un ingrat par ses partenaires, dans la mesure où l'accord qu'ils viennent de négocier pour la sauver, pourrait tomber à l'eau : « *les députés des parlements nationaux vont être dans la position de se prononcer pour accorder 100 milliards d'euros à la Grèce, alors que la principale intéressée pourrait rejeter cette aide quelques jours ou semaines plus tard* »³⁸². La confiance à l'encontre de la Grèce est parallèlement mise en doute. Elle n'est accordée qu'à contrecœur, mais ses partenaires européens, comme le constate

³⁸⁰ Jean Quatremer, « La dette, une affaire d'Etat », *op. cit.*

³⁸¹ Gaëtan de Capèle, « Le dangereux poker grec », *op. cit.*

³⁸² Alain Salles, « Le référendum grec sur le plan de sauvetage menace l'euro », *Le Monde*, 2 novembre 2011, p. 1.

Nicolas Sarkozy dans un entretien, ne peuvent faire autrement. « *Faites-vous confiance à la Grèce ?* », lui a demandé M. Calvi. « *Oui, nous n'avons pas d'autre choix* »³⁸³.

Certains jugements circonstanciels essaient de décrire les sentiments des Grecs.

Premièrement, la crise a provoqué la rage des Grecs. La colère grecque due à la crise et sa gestion représente un peu moins de 60% des qualifications circonstanciées. Pour *Les Echos*, par exemple, la violence des manifestations dénote l'ampleur de la colère grecque : « *les violentes émeutes d'Athènes montrent que les Grecs sont à bout de patience. Elles pourraient dégénérer encore, car les efforts qu'on exige d'eux sont disqualifiés par l'injustice* »³⁸⁴. Cette opinion est aussi partagée par *Le Monde* : « *les manifestations, émaillées de violences comme en attestent les images qui passent en boucle sur toutes les télévisions du monde, servent à hurler la colère* »³⁸⁵. *Libération* mentionne également une colère « *qui gronde* »³⁸⁶ et qui s'exprime à travers l'opposition de la population à la Troïka : « *mais, après deux ans de rigueur, l'inscription qui revient le plus souvent sur les banderoles des manifestants est "Troïka UE-FMI-BCE dehors"* »³⁸⁷. *Le Figaro* souligne aussi le degré d'exaspération des Grecs à l'encontre de la situation économique : « *les Grecs sont exaspérés. Arrivés à saturation en matière d'austérité, ils subissent de nouvelles taxes depuis hier, alors que la récession continue de sévir et que le taux de chômage officiel dépasse les 17%* »³⁸⁸.

Deuxièmement, les Grecs se sentent désespérés, mais aussi humiliés à cause de la crise, de ses résultats et de la situation du pays. *Libération* décrit le désespoir de la population, qui se trouve dans la nécessité : « *pour la première fois depuis les années 50, des mendiants sont apparus sur les trottoirs, et il suffit de s'asseoir à une terrasse de café pour être aussitôt harcelé par les vendeurs de mouchoirs en papier ou de billets de loterie, dont l'insistance révèle le désespoir* »³⁸⁹.

L'« humiliation » des citoyens transparaît à travers différents exemples, qui montrent les aspects multiples d'un tel sentiment. Voici les passages significatifs :

³⁸³ Arnaud Leparmentier et Vanessa Schneider, « Les 35 heures "ont ruiné la compétitivité du pays" », *Le Monde*, 29 octobre 2011, p. 9.

³⁸⁴ Favilla, « La Grèce et ses désarmateurs », *op. cit.*

³⁸⁵ Alain Salles, « "Nous devenons une colonie" de Bruxelles », *Le Monde*, 26 octobre 2011, p. 8.

³⁸⁶ Maria Malagardsi, « Grèce : "Tous des bonimenteurs" », *op. cit.*

³⁸⁷ Philippe Cergel, « En Grèce : "UE, BCE, FMI, dehors !" », *op. cit.*

³⁸⁸ Alexia Kéfalas, « Le coup de poker de Papandréou met son gouvernement en sursis », *Le Figaro*, 2 novembre 2011, p. 20.

³⁸⁹ Maria Malagardsi, « Grèce : "Tous des bonimenteurs" », *Libération*, 5 novembre 2011, p. 6.

Le Figaro décrit un événement dans un marché ouvert d'Athènes pour montrer la paupérisation des gens. Nous lisons :

« C'est l'heure où les maraîchers, venus en camionnettes des villages de l'Attique, des îles de Salamine et d'Egine, se mettent à brader leurs étalages. En voilà un qui distribue ses salades sans même demander d'argent aux clients. Ceux qui le peuvent jettent une pièce dans un panier, les plus pauvres remplissent gratuitement leurs filets. Maintenant que les marchands replient leurs étals, des retraités ramassent des légumes invendus à même le pavé. « Cette pratique de récupération a toujours existé sur nos marchés », explique Helena, 48 ans, une enseignante qui habite le quartier. « Ne prenez pas de photos, qui nous ridiculiserait en Europe. Mais c'est vrai qu'avec la crise, le nombre de gens qui s'y adonnent s'est considérablement accru »³⁹⁰.

Libération aborde le sujet sous un angle différent, lorsqu'il traite des politiques imposées à la Grèce par les créanciers, qui heurtent la fierté nationale : *« “ coupe ” : le mot est sur toutes les lèvres depuis qu'il est apparu qu'une décote massive de la dette de plus de 350 milliards d'euros, jadis écartée avec indignation par le gouvernement, était devenue non seulement inévitable, mais aussi décidée par “ l'étranger ”. Un coup supplémentaire à la fierté nationale, après les mesures de rigueur imposées par la “ troïka ” des bailleurs de fond (UE, BCE et FMI) en échange de deux prêts de plusieurs dizaines de milliards d'euros »³⁹¹. Françoise Fressoz s'interroge sur le degré de souveraineté (et par extension de liberté) grecque, étant donné que la vie économique du pays n'est pas contrôlée par celui-ci. « Car quel est aujourd'hui le degré de souveraineté du peuple grec ? Quelle est sa capacité de décider librement de son destin alors que les caisses sont vides et que l'Union européenne comme le Fonds monétaire international ont suspendu le versement de la sixième tranche du plan d'aide : 8 milliards d'euros absolument nécessaires à la Grèce pour payer ses fonctionnaires et honorer les échéances de sa dette ? »³⁹².*

La tutelle étrangère se traduit par d'autres expressions encore : *« je me sens humilié en tant que Grec, quand j'entends que la vente du patrimoine du pays pourrait se faire de Bruxelles. Nous devenons une colonie », s'indigne Dimitris Ploumidis, un*

³⁹⁰ Renaud Girard, « Le grand désarroi des Grecs devant la crise », *Le Figaro*, 29 octobre 2011, p. 2.

³⁹¹ Philippe Cergel, « En Grèce : “ UE, BCE, FMI, dehors ! ” », *op. cit.*

³⁹² Françoise Fressoz, « Que faire du peuple ? », *Le Monde*, 5 novembre 2011, p. 17.

psychiatre, dans le reportage d'Alain Salles³⁹³. Voici, enfin, une autre expression d'humiliation : le stéréotype des Grecs paresseux et fainéants, dans le même article : « *est-ce que vous trouvez que l'on est paresseux ?* », demandent Chris Bossinikis et Maria Sotiraki, un couple de fonctionnaires, à Alain Salles. « *Comme beaucoup de Grecs, Chris s'est senti humilié par l'image d'un pays qui se dore la pilule au soleil, pendant que l'Europe du Nord travaille dans les frimas. L'économiste Patrick Artus a montré que le cliché ne reposait sur rien et que les pays méditerranéens travaillaient plutôt davantage que d'autres pays européens, mais l'image est restée* », continue le journaliste³⁹⁴.

1.3. En conclusion : l'image de la Grèce dans la presse

Comme nous avons argumenté, les jugements qualitatifs jouent un rôle important dans le récit de la crise, puisqu'ils influencent l'image que le lecteur peut se forger des acteurs impliqués. Comme il devient évident au travers des exemples que nous avons cités jusqu'à maintenant, la répétition des jugements péjoratifs par tous les journaux crée une image très forte. À la longue, cette répétition ne peut qu'avoir une certaine influence sur le lecteur, qui est aussi exposé à d'autres médias, tels que la télévision, qui reproduisent le même récit.

La caractéristique sous-jacente de tous les jugements est que l'émotion domine le discours au détriment de la rationalité. Les exemples que nous avons présentés (pour les Grecs, la Grèce ou l'État grec) sont souvent originaires des mêmes articles et se répètent. Par conséquent, dans un seul article nous trouvons des jugements négatifs à l'encontre de tout ce qui peut représenter la grécité. À titre d'illustration, dans un même article, il est question de « mensonges » du gouvernement, de fraude fiscale notable et d'inefficacité de l'administration³⁹⁵. Donc, le lecteur se trouve face à une image lamentable. À la fin, ce qui importe n'est plus à qui le jugement est attribué, mais le

³⁹³ Alain Salles, « “ Nous devenons une colonie ” de Bruxelles », *op. cit.*

³⁹⁴ *Ibid.*

³⁹⁵ Christian Losson, « “ Un plan entre demi-solidarité et demi-exploitation ” », *op. cit.*

jugement lui-même, lequel tend à être associé presque automatiquement à des groupes sociaux. En outre, une phrase peut fonctionner de façons multiples. La phrase « les Grecs paient aujourd'hui leurs mensonges d'hier » fonctionne sur deux plans : d'abord, elle nous informe que l'origine de la crise grecque se situe dans les « mensonges d'hier » ; ensuite, elle laisse entendre que les Grecs sont des menteurs. Ainsi, « l'effet du réel » est renforcé.

Une deuxième caractéristique à noter, est la personnification systématique des jugements négatifs. Elle a lieu à deux niveaux : à un niveau général, d'abord, avec une généralisation des jugements à travers des phrases telles que « la classe politique grecque », « l'élite politique », etc. ; ensuite, avec la caractérisation, entre autres, des personnes ciblées. C'est, en guise d'illustration, le cas de Georges Papakonstantinou, l'ancien ministre des finances, et de Michalis Chrysoschoïdis, ministre de l'intérieur. Cette pratique des deux niveaux renforce certains aspects précis par rapport à d'autres, un peu comme dans la théorie des vases communicants. Le général devient plus réel à travers des exemples. Mais ceux ci ne sont pas aléatoires. Il s'agit du ministre des finances, qui est traité de traître et de paria à l'égard des décisions qu'il a prises, et d'un autre ministre qui a admis ne pas avoir lu le plan de financement avant de le voter. Or, il est naturel d'être en colère face au ministre des finances qui a soumis son pays au plan de financement et qui a opté pour la baisse des salaires. Il suffit de penser à l'image du directeur général d'Air France, la chemise déchirée, parce qu'il venait d'annoncer des licenciements³⁹⁶, pour comprendre ce qu'ont ressenti les Grecs lorsqu'ils se sont retrouvés avec des baisses de salaire d'un jour à l'autre, avec de plus effet rétroactif. Maria Malagardis note que ce qui a été implémenté en Grèce ne pourrait jamais l'être en France. « *Les Grecs ont une capacité de résilience... Jamais en France ça serait possible ça [d'implémenter un plan d'austérité sévère] on l'a vu avec les gilets jaunes qui avaient bien un moindre niveau d'exigences* »³⁹⁷.

³⁹⁶ Le 5 octobre 2015, Air France a annoncé la suppression de 2.900 postes. Le directeur des ressources humaines Xavier Broseta a été attaqué par certains salariés qui manifestaient au siège de la compagnie à Roissy. L'image du Xavier Broseta torse nu et chemise en lambeaux a fait le tour du monde et la une de plusieurs journaux étrangers. Brigaudeau Anne, *Roissy, 5 octobre 2015 : le jour où des salariés d'Air France ont arraché la chemise de deux de leurs dirigeants*. URL : https://www.francetvinfo.fr/economie/transports/greve-a-air-france/roissy-5-octobre-2015-le-jour-ou-dessalaries-d-air-france-ont-arrache-lachemise-de-deux-de-leurs-dirigeants_1467077.html.

³⁹⁷ Entretien avec Maria Malagardis, *op. cit.*

Quant à M. Chryssochoïdis, ou n'importe quel autre ministre, il n'est effectivement pas politiquement correct d'admettre publiquement ne pas avoir lu le projet de loi que l'on est amené à voter au Parlement. Il se trouve, cependant, que durant la période des plans de financement, la Grèce n'était pas particulièrement imbuée d'un esprit démocratique. Le texte du deuxième plan de financement consistait en 195 pages rédigées en anglais, que chaque député était censé lire, comprendre, commenter, afin de préparer son exposé en vue de la discussion à l'Assemblée, avant de voter pour ou contre, et tout cela en l'espace de deux-trois jours. Il fallait évidemment maîtriser la langue anglaise pour mener à bien ce projet. Or, aucune référence à tous ces aspects importants de la procédure n'est faite dans l'article. Supposons que les députés français soient contraints de lire, comprendre et voter pour ou contre un projet de loi de 195 pages, rédigé en anglais et portant sur la politique économique que le pays s'engage à appliquer dans les prochaines dix ou vingt années, au moins, et tout cela, en 48 heures...

Une troisième caractéristique est que la presse n'essaie pas d'expliquer, ou tout au moins de comprendre, le comportement des Grecs. Or, cela est étonnant, ne serait-ce que parce que les journaux ont accordé à certains sujets (corruption, fraude fiscale, etc.) une importance énorme et déterminante eu égard aux causes et à l'évolution de la crise. Pourtant, aucune raison n'est avancée pour expliquer ces phénomènes, si ce n'est qu'ils sont issus du caractère des Grecs et de la grécité. De plus, il semble que la presse ne distingue guère entre les Grecs, l'État ou les gouvernements. Tous partagent les mêmes attributs. Il semble que la presse ne cherche pas vraiment à répondre à ces questions. Il suffit d'utiliser ces éléments (qui existent bien sûr) pour construire le récit de la crise, à savoir celui d'une crise aux responsabilités nationales qui exige un remède européen bien précis. Le vrai enjeu, pourtant, c'est l'euro, autrement dit le sauvetage des banques françaises et allemandes³⁹⁸, mais cela ne ressort pas de façon claire du discours énoncé. Le seul paramètre mis en avant, l'aspect « supposé connu », est le mauvais caractère des Grecs, lequel est au fond responsable de tous les maux.

Une quatrième caractéristique qu'il faut souligner, est que certains jugements apportés ne proviennent pas des journalistes, mais sont émis par des analystes, des actants de la vie publique (surtout des professionnels de la politique), des citoyens ou de la presse d'autres pays (surtout de l'Allemagne). L'inclusion des sources diverses ne

³⁹⁸ Entretien avec Massimo Prandi, *déjà cité*.

peut que confirmer la véracité des jugements aux yeux des lecteurs. De plus, la référence à plusieurs jugements différents au sein du même texte renforce la sensation des lecteurs à propos de ce qu'ils lisent.

L'appel à l'expertise est une pratique répandue dans les médias. Or, cet appel doit être attentif, puisqu'il n'est presque jamais indépendant. Vaia Doudaki et Angeliki Boubouka analysent comment l'expertise est utilisée pour renforcer un récit dominant et ajouter de la vraisemblance dans un sujet. Elles écrivent : « *l'expertise est liée à la possession reconnue d'un savoir avancé ou sophistiqué dans un domaine, secteur, discipline ou science. À travers la mise en œuvre du savoir, les experts ne communiquent pas seulement des informations ; ils communiquent des informations de manière organisée, dans un cadre conceptuel spécifique, en proposant ainsi des "manières de savoir" et en suggérant la signification ou la pertinence de cette information* »³⁹⁹. En fait, les journalistes font appel aux experts sur la base du niveau d'expertise de ces derniers et/ou de la perception qu'ils ont du cadre interprétatif que ces experts offrent. Ainsi, l'utilisation des experts est hautement instrumentalisée⁴⁰⁰. Les experts fonctionnent comme des « knowledge stabilizers »⁴⁰¹. Enfin, le produit de l'expertise des experts dans la finance (par exemple les prédictions sur la performance de l'économie, de la dette ou du déficit) n'est pas traité comme une expertise en soi, mais de plus en plus comme des « news »⁴⁰², des nouvelles en somme. Nous allons examiner cet aspect plus en détail dans la partie qui suit, sur les causes de la crise.

Enfin, le portrait des Grecs est diamétralement opposé au portrait des Européens. Le dipôle Soi et Autre est mis en œuvre. Donc, le discours moral structuré autour de la thèse que les Grecs ont menti et du caractère des Grecs, présentés comme corrompus et fraudeurs, ainsi que d'une série d'autres qualités dévalorisantes, est mis en opposition avec les Européens qui sont dépeints comme solidaires, puisqu'ils ont financé la dette grecque et ont sauvé le pays de la faillite financière. Ce portrait, tel qu'il est dressé, sert en fait à légitimer les Européens et leur choix politiques et économiques imposés aux gouvernements grecs. Il sert aussi à distinguer entre la Grèce, et plus généralement le Sud de l'UE, et le Nord qui – par définition – comprend

³⁹⁹ Vaia Doudouki et Angeliki Boubouka, *Discourses of legitimation in the news(...)*, op. cit., p. 59.

⁴⁰⁰ *Ibid.*, p. 61.

⁴⁰¹ *Ibid.*, p. 62.

⁴⁰² *Ibid.*

des pays vertueux, sérieux. etc., bref, tout ce qui ne caractérise nullement les pays du Sud.

CHAPITRE 2 – L’IMAGE DE L’ESPAGNE DANS LA PRESSE : LE SUD DYNAMIQUE

2.1. La représentation de l’ « hispanité » dans le discours de la presse

Comme dans le cas de la Grèce, les jugements qualitatifs jouent un rôle central dans le récit de la crise espagnole, en lui attribuant les éléments qui en définissent la nature.

L’image de l’Espagne dans les quatre journaux semble, à première vue, plus modérée que l’image de la Grèce. Cela veut dire que nous avons rencontré des descriptions négatives mais aussi positives concernant l’ « hispanité », que celle-ci soit exprimée à travers l’État espagnol, les Espagnols ou le gouvernement de l’époque. Certaines observations que nous avons faites dans le cas grec, à savoir la distinction entre caractérisations permanentes et circonstanciées, se répètent dans le cas espagnol.

Au total, 184 jugements ont été consignés à propos de l’Espagne, de l’État espagnol, du gouvernement espagnol ou du peuple espagnol. Étant donné que l’Espagne est un pays avec une structure décentralisée et que les « Autonomias », les communautés autonomes, ont joué un rôle important dans la crise du pays, nous avons inclus les jugements qualitatifs les concernant. La plupart de ces jugements se trouvent dans *Le Monde*, puis dans *Le Figaro*, tandis que *Libération* est le journal comportant le moins de jugements. Plus précisément, presque 20% de l’ensemble des jugements figurent dans *Les Echos*, 27% dans *Le Figaro*, 12% dans *Libération* et 41% dans *Le Monde*. Parmi ces jugements, un peu plus que la moitié, à savoir 61% sont dotés d’un caractère permanent, alors que les 40% restants se réfèrent aux jugements temporaires liés à la situation de la crise et aux difficultés de l’économie espagnole.

Tableau 6 : Pourcentage de jugements par journal (Espagne)

Journal	Jugements (%)
Les Echos	19,02
Le Figaro	27,17
Libération	13,04
Le Monde	40,76

Tableau 7 : Groupes de jugements (Espagne)

Type de jugements (%)
Permanents
60,87
Temporaires
39,13

Ce qu'il est intéressant de remarquer, c'est que contrairement au cas grec où aucun jugement positif n'a été exprimé dans le discours correspondant, nous repérons des éléments positifs pour l'Espagne, qui sont soit à l'adresse de l'État espagnol, soit à l'adresse du gouvernement de Mariano Rajoy. En fait, près de 30% des jugements concernant l'Espagne, les Espagnols, l'État espagnol ou le gouvernement de Mariano Rajoy, reflètent des jugements positifs.

Nous allons dès lors commencer à présenter les jugements qualitatifs sur l'État espagnol, le gouvernement espagnol, les Espagnols et l'Espagne. Cette dernière catégorie comprend les jugements qui ne pouvaient pas être classés dans les autres catégories, en raison de l'ambivalence de la signification du mot « Espagne » dans le discours.

2.1.1. Les jugements qualitatifs sur l'État espagnol

Nous avons identifié douze catégories de jugements qualitatifs sur l'État espagnol. Quatre d'entre elles comprennent un jugement collectif qui ne porte pas exclusivement sur l'Espagne, mais qui est utilisé dans le discours pour attribuer des caractéristiques dévalorisantes à l'État espagnol. L'Espagne est alors décrite soit comme un « pays du Sud » de l'Europe, soit comme un pays membre du « Club Med » (Méditerranéen), du

PIIGS (acronyme anglais qui désigne le Portugal, l'Irlande, l'Italie, la Grèce et l'Espagne, et qui renvoie au mot « cochons »), soit même comme un pays de la « périphérie ». La connotation de toutes ces caractéristiques est péjorative. Les termes comprennent aussi le Portugal, la Grèce et à la fois l'Italie et la France et ils sous-entendent évidemment qu'il existe aussi des « pays du Nord » de l'Europe. Ces jugements revêtent au fond le même sens que « le Sud », à savoir l'application d'une détermination géographique pour mettre en avant des distinctions économiques et politiques entre les pays européens. Donc, nous incorporons les codes « périphérie » et « Club Med » dans le code « Sud ». Nous retrouvons « le Sud » dans tous les journaux⁴⁰³. En regroupant les quatre codes (Sud, périphérie, Club Med, PIIGS), la catégorie générale « pays du Sud » rassemble la plupart des références sur l'État espagnol, avec un pourcentage de 33%.

Les attributs de ces deux groupes géographiques, du « Sud » et du « Nord » de l'Europe, sont diamétralement opposés : les pays du Nord sont présentés comme « vertueux » en termes budgétaires et fiscaux, tandis que les pays du Sud ne le sont pas. Le discours laisse transparaître d'une rivalité sous-jacente entre les deux groupes. Donc, suite au sommet européen des 28 et 29 juin 2012, nous lisons dans *Le Monde* que « *l'Europe du Sud fait plier Mme Merkel* »⁴⁰⁴, c'est-à-dire que « le Sud » marque une victoire contre « le Nord » auquel l'Allemagne appartient. Concernant le sommet européen, « le Sud » comprend l'Espagne et l'Italie. Le symbolisme est fort, car plus bas dans l'article, nous observons un rapprochement fait avec un match de football, qui se déroulait en même temps que le sommet : « *pour l'anecdote, on retiendra que la conférence de presse de la chancellerie, prévue jeudi soir pour vanter l'accord sur ledit pacte, a été annulée in extremis. Au moment précis où Mario Balotelli inscrivait le deuxième but de l'Italie dans la demi-finale de l'euro, précipitant l'élimination de l'Allemagne. Tout un symbole de la détermination des pays du Sud...* »⁴⁰⁵. Il apparaît clairement qu'il existe un enjeu entre les « pays du Sud » et les « pays du Nord ». *Le*

⁴⁰³ Voir, par exemple, Philippe Ricard et Sandrine Morel, « Les pays du Sud veulent obtenir de Berlin une plus grande flexibilité », *op. cit.* ; Jean-Jacques Mével, « Un sommet qui a modifié la donne en Europe », *Le Figaro*, 30 juin 2012, p. 5 ; Jean Quatremer, « La nuit où le Sud a fait flancher Merkel », *Libération*, 30 juin 2012, p. 2 ; Anne Bauer et Catherine Chatignoux, « L'Europe s'engage dans une nouvelle phase de son intégration », *Les Echos*, 2 juillet 2012, p. 8.

⁴⁰⁴ David Revault d'Allonnes et Philippe Ricard, « Crise de la dette : l'Europe du Sud fait plier Mme Merkel », *Le Monde*, 30 juin 2012, p. 1.

⁴⁰⁵ *Ibid.*

Figaro confirme également la relation inégale précédente entre « le Sud » et « le Nord », en soutenant que « *longtemps réduit au silence par le tandem Merkel-Sarkozy, “ le Sud de l’Europe parle aujourd’hui d’une voix assurée ”, confirme un témoin du huis clos* »⁴⁰⁶.

Une catégorie de jugements qualitatifs très importante s’inscrit en quelque sorte dans l’autre extrême de la précédente, dans le sens où elle attribue à l’État espagnol le titre de « puissance européenne ». Nous notons ainsi que l’Espagne est l’un « *des quatre principaux pays d’Europe* »⁴⁰⁷ ou bien l’un « *des grands pays de la zone euro* »⁴⁰⁸, ou encore, elle appartient aux « *quatre [...] plus importantes puissances économiques de la zone euro* »⁴⁰⁹. Cette caractéristique de l’État espagnol recueille 27% des jugements.

La caractérisation de l’Espagne comme puissance européenne ne constitue peut-être pas une surprise, dans la mesure où l’Espagne est effectivement la quatrième plus grande économie de la zone euro. Elle révèle de toute façon la dualité de l’identité espagnole : l’Espagne appartient à la fois au club des « puissants » de l’Europe et au club des « problématiques », en ce qu’elle représente le Sud. En termes absolus, le jugement péjoratif « du Sud » dépasse le jugement positif de « puissance européenne » (33% contre 27%). En conséquence, le côté « Sud », fort de toutes ses connotations, l’emporte sur l’identité espagnole. Néanmoins, il faut souligner que le jugement « puissance européenne » a un effet plus fort que le jugement « Sud », car il est personnalisé et non collectif. De ce fait, même si l’Espagne est un pays « du Sud », elle n’en est pas moins une « puissance européenne ». De surcroît, l’effet négatif que peut avoir la dénomination « du Sud » est certainement apaisé par le contexte dans lequel ce jugement est porté. Il est vrai que toutes les références relatives au « Sud » dans le corpus sont placées dans un contexte dynamique et non défavorable : « *l’Europe du Sud fait plier Mme Merkel* », écrit *Le Monde*⁴¹⁰ ; « *le Sud a fait flancher Merkel* »,

⁴⁰⁶ Jean-Jacques Mével, « Un sommet qui a modifié la donne en Europe », *Le Figaro*, 30 juin 2012, p. 5.

⁴⁰⁷ M. Vt. « [Le résultat des élections grecques a apporté...] », *Le Figaro*, 19 juin 2012, p. 29.

⁴⁰⁸ Anne Bauer et Catherine Chatignoux, « L’Europe s’engage dans une nouvelle phase de son intégration », *op. cit.*

⁴⁰⁹ Philippe Ridet et Philippe Ricard, « Au sommet de Rome, Mme Merkel résiste à la pression de ses voisins du Sud », *Le Monde*, 25 juin 2012, p. 4.

⁴¹⁰ David Revault d’Allonnes et Philippe Ricard, « Crise de la dette : l’Europe du Sud fait plier Mme Merkel », *op. cit.*

d'après *Libération*⁴¹¹ ; « le Sud de l'Europe parle aujourd'hui d'une voix assurée », mentionne une source du *Figaro*⁴¹² ; ou bien, « c'est d'abord le résultat d'un véritable compromis entre les quatre grands pays de la zone euro, entre le Nord et le Sud », selon *Les Echos*⁴¹³. Une certaine fierté d'appartenir « au Sud » semble être reflétée.

Il est donc intéressant de constater que même si appartenir au « Sud » est – d'un point de vue strict – une qualité désavantageuse, la représentation du « Sud » dans le discours est très atténuée. Cela s'explique peut-être par le fait qu'en l'occurrence, le « Sud » assimile l'Espagne et l'Italie et non d'autres pays méditerranéens, tels que la Grèce et le Portugal. En outre, un autre pays « avoisine » l'Espagne et l'Italie, donc le Sud, à savoir la France. Or, il devient encore plus intéressant de remarquer que le jugement « Sud » et son synonyme « Club Med » s'étendent aussi à la Grèce. En voici le contexte : « le chancelier Helmut Kohl lui-même ne voulait pas que ce qu'il appelait avec mépris le “ Club Med ”, c'est-à-dire l'Espagne, l'Italie, le Portugal et la Grèce, entrent dans l'euro »⁴¹⁴ ; « LES MAUVAIS ÉLÈVES de l'Europe sont au fond de la classe, au sud : Portugal, Italie, Grèce, Espagne. On les surnomme le Club Med »⁴¹⁵. Dans ces cas, la connotation liée au « Sud » est à l'évidence explicitement dévalorisante.

La distinction entre le Nord et le Sud est confirmée à travers les entretiens. « Il y a aussi un part de mauvaise fois entre les pays “ du Nord ” et les pays “ du Sud ” et d'emballlement autour de l'idée qu'il y avait des pays qui étaient en faute et qu'il fallait leur punir »⁴¹⁶, admet Jessica Berthereau.

Il va sans dire que le recours à des caractérisations telles que « pays du Sud » et « pays du Nord » ne contribue qu'à la reproduction des inégalités au sein de l'Union Européenne. Des inégalités autant économiques que politiques. Il est clair et indubitable qu'il existe des différences entre les pays. Pourtant, ces différences évoluent en inégalités à travers un tel discours. Par ailleurs, le développement d'une

⁴¹¹ Jean Quatremer, « La nuit où le Sud a fait flancher Merkel », *op. cit.*

⁴¹² Jean-Jacques Mével, « Un sommet qui a modifié la donne en Europe », *op. cit.*

⁴¹³ Anne Bauer et Catherine Chatignoux, « L'Europe s'engage dans une nouvelle phase de son intégration », *op. cit.*

⁴¹⁴ Daniel Cohn-Bendit dans un entretien à *Libération*. Voir Jean Quatremer, « L'Allemagne ne jure que par une chose : la pédagogie du fouet », *Libération*, 28 avril 2010, p. 4.

⁴¹⁵ Robert Solé, « Fausses notes », *Le Monde*, 30 avril 2010, p. 26 (majuscules dans l'original).

⁴¹⁶ Entretien avec Jessica Berthereau, *déjà cité*, mais aussi les entretiens avec Matthieu de Taillac, *déjà cité* ; Maria Malagardis, *déjà cité* ; François Musseau, *déjà cité* ; Marie Charrel, *déjà cité* ; Alain Salles, *déjà cité*.

narration fondée sur les inégalités rétablit des relations de pouvoir, comme dirait Foucault, et détourne le débat sur les causes profondes de ces inégalités, en reprenant un récit simpliste, celui du bon et du mauvais. Au total, il s'agit d'un discours qui définit le sud de l'Europe comme une région problématique, en donnant au Nord de l'Europe une position de puissance.

Un autre souci majeur de la presse de qualité est l'aptitude de l'Espagne à rembourser sa dette, donc sa « solvabilité ». Ainsi, l'Espagne est jugée « insolvable ». Nous lisons par exemple dans *Le Monde* que « *les marchés n'ont plus confiance dans la solvabilité du pays, ni dans ses chiffres et ses prévisions* », annonce le chapô de l'article⁴¹⁷. L'article s'interroge à deux reprises encore sur la « véracité » des chiffres espagnols : « *les marchés ont perdu confiance dans le pays, sa solvabilité mais aussi la véracité de ses chiffres et de ses prévisions* », ou bien, « *trop de cafouillages au plus haut niveau ont eu raison de la crédibilité du pays* ». Pour expliquer la méfiance des marchés, l'article continue en révélant que « *le déficit public 2011 a été revu à la hausse à de multiples reprises. La dernière fois, en mai, lorsque les régions autonomes de Madrid et de Valence ont reconnu d'importantes corrections qui ont porté le déficit du pays à 6,9% au lieu de 6% du PIB* ». De plus, pour justifier la perte de confiance dans les chiffres et les prévisions espagnols, nous apprenons que les besoins de recapitalisation du secteur bancaire ont eux aussi été sous-estimés : « *les besoins des banques ont eux aussi été minimisés. Une semaine avant que Bankia, quatrième banque du pays, ne demande 19 milliards d'euros d'aide au gouvernement, le ministre de l'économie chiffrait à " moins de 15 milliards d'euros " la somme nécessaire pour renflouer l'ensemble du secteur financier* ». En somme, l'article, bien qu'il pose discrètement la question de la véracité des comptes espagnols, évite soigneusement de faire état de « mensonges ». Il s'agit plutôt de la « minimisation » des besoins des banques, ou « de corrections importantes » des données, qui a conduit à la révision du déficit public. Il est considéré aussi que l'État espagnol dépense beaucoup, comme

⁴¹⁷ Sandrine Morel, « Fortes interrogations sur le réel état de santé de l'Espagne », *Le Monde*, 20 juin 2012, p. 14.

d'autre pays du Sud, d'ailleurs. Donc, l'Espagne fait partie du groupe « des États dépensiers »⁴¹⁸, mais aussi des États « malades »⁴¹⁹, comme la Grèce et le Portugal.

2.1.2. Les jugements qualitatifs sur les communautés autonomes

Une autre catégorie de jugements qualitatifs concerne les autorités autonomes, les « Autonomias », comme elles sont appelées en espagnol. L'Espagne est composée de dix-sept communautés autonomes, chaque une d'elles ayant son propre gouvernement, son cabinet ministériel, son parlement, ses partis politiques et sa cour suprême. Comme l'explique Álvaro Villalobos, correspondant de l'AFP en Espagne, l'Espagne possède dix-sept petits gouvernements qui ont « *un pouvoir énorme. Même les régions les plus petites, comme La Rioja ou la Murcia d'un million d'habitants disposent d'un gouvernement propre avec quinze ou seize ministères et service public* »⁴²⁰. Dans les communautés autonomes, ce qui est vrai pour l'État centralisé est aussi vrai pour l'organisation de partis régionaux, à savoir que chaque parti à sa propre « clientèle ». Ainsi, la corruption et le système clientéliste s'étaient étendus à l'administration régionale et continuent d'exister, ajoute Álvaro Villalobos⁴²¹.

La situation dans les communautés autonomes n'a pas échappé à la critique des journaux. *Le Monde* notamment fait état des autorités décentralisées corrompues, clientélistes et dépensières. Par exemple, un article tiré du journal espagnol *El País*, republié en français pour *Le Monde*, décrit des projets immobiliers de grande échelle (stades, aéroports, musées, etc.) qui ont été réalisés pendant les années 2000 et qui ont fini par être inachevés ou abandonnés⁴²². Les communautés autonomes dépensaient comme si les recettes étaient pérennes, raconte l'économiste Fernando Fernandez⁴²³. *Le Figaro* mentionne également « *des projets pharaoniques* » réalisés au niveau régional⁴²⁴.

⁴¹⁸ Voir, par exemple, Zarka Yves Charles, « Un délitement politique », *Le Monde*, 18 novembre 2011, p. 18.

⁴¹⁹ Jacques Delpla, « Ce que nous pourrions proposer à l'Allemagne », *Les Echos*, 23 novembre 2011, p. 15.

⁴²⁰ Entretien avec Álvaro Villalobos, correspondant de l'AFP en Espagne, 18 mars 2021.

⁴²¹ *Ibid.*

⁴²² Francisco Peregil, « Des folies en Espagne », traduit par Diego Sanchez-Cascado, *Le Monde*, 21 novembre 2011, p. 15.

⁴²³ Gatinois Claire, « Les investisseurs s'attaquent à l'Espagne », *Le Monde*, 16 novembre 2011, p. 14.

⁴²⁴ Matthieu De Taillac, « L'Espagne paye des années de gabegie publique », *Le Figaro*, 18 novembre 2011, p. 7.

Le journal *Le Monde*, dans un reportage de Sandrine Morel sur la ville de Burgos, dans le nord de l'Espagne, décrit la réaction des habitants à l'intention du maire qui comptait rénover une autoroute existante. Ce projet était doté d'un budget de 8 milliards d'euros. Les habitants ont vivement réagi, les conséquences de l'austérité politique étant toujours vives (chômage, baisse des salaires, hausse du prix des médicaments, baisse du financement des écoles, etc.). « *Les citoyens se sentent abandonnés et quand vient l'argent c'est pour le béton...* », commente un citoyen⁴²⁵. Les accusations pour corruption et traitement favorable semblent toujours présentes et « *les riverains se sentent abandonnés de tous. Des élus d'abord* ». « *Deux conseillers municipaux ont démissionné depuis le début de la législature en 2011, l'un d'eux après avoir dépensé jusqu'à 128.000 euros en un mois, en frais de téléphone. Deux autres font l'objet d'une enquête pour corruption* », raconte Raul Salinero. La presse n'échappe pas non plus à la critique. « *Le Diariode Burgos appartient à un promoteur immobilier proche de la mairie, Antonio Mendez Miguel, dont le cabinet d'architecture a dessiné le projet de la rue Vitoria pour un montant de 240.000 euros* », rapporte la journaliste⁴²⁶. Ces pratiques continuent à provoquer la rage des Espagnols, lisons-nous dans l'article. En fait, la ville de Burgos « *est devenue le symbole de l'exaspération des Espagnols face à la crise qui sévit depuis cinq ans* » et la mobilisation des citoyens « *pourrait gagner le reste du pays* »⁴²⁷.

Les autorités décentralisées sont aussi accusées de corruption. À titre d'illustration, Sandrine Morel raconte dans un article que les autorités locales en Andalousie ont abaissé la protection d'une zone côtière, classée parc naturel, pour la rendre urbanisable et permettre la construction d'un « mégaprojet » touristique « tout inclus », qui prévoyait sept hôtels et un terrain de golf⁴²⁸.

Une autre catégorie d'acteurs du système clientéliste et corrompu au niveau régional comprend les « Cajas de arollos », c'est-à-dire les caisses d'épargne qui ont servi principalement à financer des projets immobiliers, mais aussi l'endettement privé. Nous lisons dans *Les Echos* que les Cajas fonctionnaient « *pendant les années de boom*,

⁴²⁵ Sandrine Morel, « Boulevard pour la colère », *Le Monde*, 18 janvier 2014, p. 20.

⁴²⁶ *Ibid.*

⁴²⁷ *Ibid.*

⁴²⁸ Sandrine Morel, « La faim justifie-t-elle tous les moyens ? », *Le Monde*, 19 novembre 2011, p. 24.

des sortes de banques de développement régional sous l'impulsion des responsables politiques locaux qui les contrôlaient »⁴²⁹ et qu'elles ont financé la bulle immobilière.

2.1.3. Les jugements qualitatifs sur le gouvernement espagnol

Les jugements qualitatifs à l'égard du gouvernement espagnol s'adressent au gouvernement de centre droit de Mariano Rajoy, qui a remporté les élections nationales du 21 novembre 2011. Il n'y a pas de jugements sur le gouvernement sortant de José Zapatero, sauf ceux qui lui sont attribués personnellement. En outre, la plupart des opinions sur le gouvernement espagnol apparaissent dans les articles qui ont été publiés après le sommet européen des 28 et 29 juin 2012. Donc, ces appréciations ont un caractère circonstanciel, puisqu'elles sont liées aux positions du gouvernement pendant le sommet et les résultats de ce dernier.

Il est intéressant de remarquer que parmi tous les jugements qualitatifs portés sur le gouvernement espagnol, le 80% est positif et concernent son comportement envers ses partenaires européens lors du sommet européen du juin 2012, son rôle pendant la crise et sa position sur des sujets d'agenda européen qui émergent à cette période. Toutes ces sous-catégories ont été codifiées sous la qualification « dynamiques ». Dès lors, le gouvernement de Mariano Rajoy est présenté comme « dynamique » dans la majorité écrasante des jugements retenus, à hauteur de 52%. Donnons quelques exemples afin d'éclaircir le dynamisme dont le gouvernement espagnol a fait preuve : il commence par participer activement à la détermination des paramètres de son plan de financement. Ainsi, d'un côté, le gouvernement négocie des termes égaux avec ses partenaires : « *Madrid, qui a tout fait pour éviter une mise sous tutelle complète, négocie pied à pied avec Bruxelles les modalités du futur programme* »⁴³⁰ ; il a sa stratégie : « *l'Espagne se garde également une marge de manœuvre sur les conditions techniques du prêt* »⁴³¹, et passe même à l'offensive :

⁴²⁹ Jessica Berthereau, « La douloureuse métamorphose des “ cajas ” espagnoles », *Les Echos*, 15 novembre 2011, p. 18.

⁴³⁰ Philippe Ricard et Sandrine Morel, « Les pays du Sud veulent obtenir de Berlin une plus grande flexibilité », *op. cit.*

⁴³¹ Matthieu de Taillac, « L'Espagne demande officiellement de l'aide », *Le Figaro*, 26 juin 2012, p. 20.

« Madrid pousse pour que le prêt des Européens n'ait pas un statut supérieur à la dette publique espagnole », écrit *Les Echos*⁴³². De l'autre côté, le gouvernement prend des initiatives pour mieux préparer les conditions de l'aide européenne : « les audits commandés par Madrid à deux cabinets de conseil chiffrent à 62 milliards le besoin des banques dans le pire des scénarios de récession »⁴³³.

De surcroît, Madrid adopte tout au long de la crise une position active et participative dans les négociations autour de la résolution de la crise espagnole, dans le but d'influencer les mesures prises pour y faire face. À titre d'exemple, le gouvernement espagnol demande l'intervention de la BCE et promeut une supervision bancaire au niveau européen : « la détermination du gouvernement est la base que Madrid utilise pour réclamer une fois encore une intervention de la Banque centrale européenne »⁴³⁴, ou bien : « l'union bancaire visant à mettre en place une supervision au niveau de la zone euro, assortie de mécanismes mutualisés de garantie des dépôts et de secours en cas de faillite, est surtout poussée par l'Espagne »⁴³⁵.

L'apogée du dynamisme espagnol s'exprime lors du sommet européen des 28 et 29 juin 2012, où, soutenu par le premier ministre italien Mario Monti et le président français François Hollande, le « Sud » a largement réussi à déterminer l'issue du sommet et à obtenir des concessions de la part de l'Allemagne. Le summum des débats s'annonce à travers la hausse du ton de la part du premier ministre espagnol : « le chef du gouvernement espagnol agite la menace d'un appel de détresse, suivi d'un sauvetage européen en bonne et due forme »⁴³⁶. Ensuite, la détermination de MM. Monti et Rajoy influence le dénouement du sommet : « Rome et Madrid passent à l'offensive », et, pour « parvenir à leurs fins, le premier ministre italien Mario Monti et l'Espagnol Mariano Rajoy n'ont pas hésité à prendre brièvement en otage l'ensemble des décisions au sommet – y compris le “ pacte ” de croissance cher à un François Hollande manifestement complice »⁴³⁷. *Le Monde* se place aussi du même côté en qualifiant de « prise d'otage » la manœuvre italo-espagnole : « Rajoy et Monti ont

⁴³² Jessica Berthereau, « Madrid tire la sonnette d'alarme », *Les Echos*, 28 juin 2012, p. 4.

⁴³³ Matthieu de Taillac, « L'Espagne demande officiellement de l'aide », *Le Figaro*, *op. cit.*

⁴³⁴ Matthieu de Taillac, « L'Espagne appelle la BCE à agir pour calmer les marchés », *Le Figaro*, 19 juin 2012, p. 30.

⁴³⁵ Guillaume Delacroix, « Paris, Rome, Madrid et Berlin au diapason sur une stratégie de croissance », *Les Echos*, 25 juin 2012, p. 7.

⁴³⁶ Jean-Jacques Mével, « Sommet de crise à Bruxelles : Angela Merkel sous pression maximale », *Le Figaro*, 29 juin 2012, p. 7.

⁴³⁷ Jean-Jacques Mével, « Un sommet qui a modifié la donne en Europe », *op. cit.*

pris en otage le sommet européen »⁴³⁸ pour protéger, apparemment, les intérêts nationaux : « *Mario Monti et Mariano Rajoy ont bouleversé l'agenda des chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Bruxelles pour tenter de mieux protéger l'Italie et l'Espagne des attaques des marchés* »⁴³⁹. La stratégie du « Sud » et, bien sûr, sa portée sont accueillies avec enthousiasme par l'ensemble de la presse : Mariano Rajoy et Mario Monti sont des « *artisans de ce succès* »⁴⁴⁰ ; « *Madrid a obtenu gain de cause* »⁴⁴¹, ou bien l'Espagne sort « *grand gagnant* » du sommet⁴⁴², pour ne citer que quelques exemples. L'*item* « gagnant » représente 20% de l'ensemble des jugements sur le gouvernement espagnol.

Pour terminer, la presse accorde au gouvernement espagnol une autre qualité exceptionnelle : celle de leadership. L'Espagne confirme sa place parmi les grandes puissances de la zone euro en se plaçant aux côtés de pays qui lancent des initiatives pour faire avancer le projet européen. L'Espagne soutient donc l'imposition graduelle d'une taxe sur les transactions financières : « *les quatre dirigeants ont décidé de demander le déclenchement de la procédure de "coopération renforcée", qui donne droit aux pays qui le veulent, neuf au minimum, d'avancer sans attendre les récalcitrants, pour instaurer la fameuse taxe sur les transactions financières* »⁴⁴³. Le Monde s'exprime également sur ce sujet : « *les quatre se sont également prononcés pour la mise en place d'une taxe commune sur les transactions financières* »⁴⁴⁴.

Ensemble, les trois catégories analysées, à savoir « dynamique », « gagnant » et « leader », rassemblent la majorité des jugements qualitatifs relatifs au gouvernement espagnol. Autrement dit, 80% des jugements portés décrivent le gouvernement espagnol de manière très positive. La représentation, dès lors, d'une image dévalorisante n'est que très marginale. Nous retrouvons trois catégories brossant un portrait du gouvernement espagnol plutôt sombre, que nous avons codifiées comme

⁴³⁸ David Revault d'Allonnes et Philippe Ricard, « Crise de la dette : l'Europe du Sud fait plier Mme Merkel », *op. cit.*

⁴³⁹ *Ibid.*

⁴⁴⁰ Jean Quatremer, « La nuit où le Sud a fait flancher Merkel », *op. cit.*

⁴⁴¹ Jean-Jacques Mével, « Un sommet qui a modifié la donne en Europe », *op. cit.* ; David Revault d'Allonnes et Philippe Ricard, « Crise de la dette : l'Europe du Sud fait plier Mme Merkel », *op. cit.*

⁴⁴² Jessica Berthereau, « L'Espagne sort grande gagnante du sommet en obtenant que les fonds européens recapitalisent ses banques », *Les Echos*, 2 juillet 2012, p. 9.

⁴⁴³ Guillaume Delacroix, « Paris, Rome, Madrid et Berlin au diapason sur une stratégie de croissance », *op. cit.*

⁴⁴⁴ Philippe Ridet et Philippe Ricard, « Au sommet de Rome, Mme Merkel résiste à la pression de ses voisins du Sud », *op. cit.*

suit : en premier lieu, le gouvernement espagnol « désespère » de trouver de nouvelles sources de revenu⁴⁴⁵. En deuxième lieu, il est « servile », car il souhaite satisfaire ses partenaires, en particulier l'Allemagne⁴⁴⁶. Enfin, certaines mesures que le gouvernement prend pour lutter contre la fraude fiscale sont manifestement désapprouvées⁴⁴⁷. L'article emploie l'ironie vis-à-vis de la décision de donner aux « fraudeurs » la possibilité de régulariser leur situation fiscale. Le journal fait état de « *la plus spectaculaire amnistie fiscale que le pays ait connue* », signalant que la législation introduite par le gouvernement est « *si clémentine à l'égard des fraudeurs qu'elle suscite une polémique sur sa moralité* »⁴⁴⁸. Pourtant, ces références isolées ne changent pas l'image dominante du gouvernement espagnol qui apparaît comme un gouvernement battant, actif et dynamique. Cette image juxtaposée au portrait d'une puissance européenne place l'Espagne dans une position respectable parmi les pays européens. Même si c'est un pays du « Sud », il n'en demeure pas moins qu'il est puissant et a de l'autorité.

En ce qui concerne les gouvernements précédents, nous n'avons trouvé que très peu de références. Ainsi, on trouve deux exemples qui démontrent une mauvaise gestion des finances publiques et qui, encore une fois, pointent vers l'élément central caractérisant l'économie espagnole d'avant crise, à savoir le gaspillage. Pour suggérer l'ampleur de la gabegie de la part des autorités espagnoles, que ce soit à l'échelle locale ou centrale, François Musseau écrit que « *les Espagnols ont été habitués à la largesse de leurs représentants* »⁴⁴⁹.

⁴⁴⁵ François Musseau, « Rajoy prêt à tout pour ramasser des miettes de la fraude fiscale », *Libération*, 19 juin 2012, p. 18 et *Le Figaro*, 28 juin 2012 : 20.

⁴⁴⁶ Matthieu de Taillac, « Madrid va augmenter la TVA pour plaire à Berlin », *Le Figaro*, 28 juin 2012, p. 20.

⁴⁴⁷ François Musseau, « Rajoy prêt à tout pour ramasser des miettes de la fraude fiscale », *op. cit.*

⁴⁴⁸ *Ibid.*

⁴⁴⁹ *Ibid.*

2.1.4. Les jugements qualitatifs sur les Espagnols

Les Espagnols sont la catégorie qui rassemble la majorité des jugements péjoratifs en comparaison avec les jugements attribués à l'État espagnol, au(x) gouvernement(s) espagnol(s), à l'Espagne ou bien aux communautés autonomes.

Pour ce qui est du peuple espagnol, nous avons identifié six catégories de jugements : « fraudeur », « corrompu », « dépensier », « coupable pour la bulle immobilière », « courageu » et « battant ». Pourtant, les références correspondant à chaque catégorie sont très peu nombreuses comparées avec celles pour la Grèce. Les autres jugements dépendent du contexte et, dès lors, varient (désespéré, fatigué des représentants de la politique, frustré et mécontent).

La caractérisation la plus souvent attribuée aux Espagnols (environ 46%), avec une différence notable par rapport aux autres qualifications, est celle de « fraudeur ». Ce jugement n'est pas exprimé directement, mais émerge des exemples qui, pour la plupart, sont liés à l'économie parallèle et, par extension, à la fraude et à l'évasion fiscale. En clair, les Espagnols volent l'État en évitant de payer leurs impôts, leurs cotisations, etc., à travers le travail non déclaré, qui s'élève à 25% du PIB⁴⁵⁰. Selon un article de Mathieu de Taillac, un problème majeur pour l'économie espagnole concerne les recettes fiscales : « *Madrid ne parvient à ponctionner que 37,1% de son PIB, selon Eurostat, contre 51,8% pour la France et 46,2% de moyenne dans la zone euro* », note le journaliste⁴⁵¹. De même, « *le système fiscal espagnol se caractérise par deux problèmes*, résume Javier Díaz-Giménez, professeur d'économie à l'IESE Business School. *D'une part, c'est un vieux système, préparé en 1985 et sur lequel les réformes*

⁴⁵⁰ Gérard Thomas, « Cadix broie du travail au noir », *Libération*, 18 novembre 2011, p. 34 ; François Musseau, « Rajoy prêt à tout pour ramasser des miettes de la fraude fiscale », *Libération*, 19 juin 2012, p. 18.

⁴⁵¹ Matthieu de Taillac, « L'Espagne prête à baisser les impôts des ménages et des sociétés », *Le Figaro*, 15 mars 2014, p. 22. En fait, les données de l'Office statistique de l'UE sur les recettes fiscales pour la période 1999-2010 montrent que l'Espagne est très proche avec la Grèce concernant les recettes fiscales totales en pourcentage du PIB : 32,9% pour l'Espagne et 33,2% pour la Grèce, des pourcentages parmi les plus bas, avec L'Irlande, au sein des 27 pays de l'UE, bien que les recettes fiscales moyennes des 27 pays de l'UE ne soient pas particulièrement plus élevées (39,6 %). Voir Eurostat, *Statistiques en bref*, 2/2012, p. 2.

*successives ont greffé une foule de déductions et de niches fiscales qui le rendent inefficace »*⁴⁵².

Certains Espagnols fraudent sans doute le fisc. Pourtant, nous ne rencontrons pas de généralisations du type « les Espagnols travaillent au noir », autrement dit un jugement collectif sur le caractère du peuple espagnol. Or, un article intitulé « *Cadix broie du travail au noir* », éclaire ce qu'est en définitive ce travail au noir. Ainsi, dans la ville de Cadix, en Andalousie, le travail au noir prend la forme de prestations de services dispensées par des entreprises familiales. Aucun secteur n'est épargné. Les exemples en sont très nombreux : « *hôtellerie, restauration, magasins de souvenirs ou de prêt-à-porter, agriculture, bâtiment, industrie portuaire, tous les secteurs sont concernés* », sans oublier ceux de la pêche, de la réparation automobile, de la chaussure⁴⁵³. Comme écrit le journaliste Gérard Thomas, dans cette ville, « *trente mille personnes vivraient ici en dehors de toute légalité* » et le travail illégal, appelé « chapu » en espagnol, « *est devenu une activité phare* »⁴⁵⁴.

À première vue, la constatation de Gérard Thomas selon laquelle les Espagnols travaillent au noir, illégalement, en évitant de verser à l'État les impôts, taxes et cotisations qui leur sont normalement imputées, donne une mauvaise impression des Espagnols. Ce qu'il convient toutefois de signaler ici, c'est que le travail au noir, le « chapu », se justifie en ce qu'il permet aux ménages d'arrondir leurs fins de mois, dans une ville où le chômage règne. Autrement dit, les activités illégales des Espagnols sont contrebalancées par les raisons pour lesquelles ils les exercent. Le sous-titre de l'article est révélateur : « *pour s'en sortir dans la ville andalouse, gangrénée par le chômage, les habitants s'en remettent le plus souvent au travail illégal, le "chapu". Une débrouille qui ne masque pas la pauvreté* »⁴⁵⁵. Ainsi, non seulement le chômage est la cause du travail illégal, mais encore, ce travail illégal ne suffit pas à enrayer la pauvreté environnante. Un peu plus bas dans l'article, nous lisons que Rodriguez construit des plate-formes pour des sociétés d'outre-mer, pour un salaire de 700 euros par mois, qui ne lui suffisent pas et, donc, « *pour survivre, il fait comme tout le monde, un peu de travail au noir,* » de la peinture, du petit bricolage, de la mécanique, tout ce que je

⁴⁵² *Ibid.*

⁴⁵³ Gérard Thomas, « Cadix broie du travail au noir », *op. cit.*

⁴⁵⁴ *Ibid.*

⁴⁵⁵ *Ibid.*

trouve ” »⁴⁵⁶. Le recours au travail au noir est intimement lié au besoin de survie. Il en va de même pour José Manuel, qui touchait un salaire mensuel de 1.400 euros, mais qui aujourd’hui n’en perçoit plus que 1.100, en accord avec la communauté autonome d’Andalousie, se trouvant en « *chômage technique depuis août dernier et jusqu’à février prochain* »⁴⁵⁷. Pour pouvoir subvenir à ses besoins et boucler sa fin de mois, il fait également des « *petits boulots* ». L’article continue son argumentation autour du besoin de survie comme justification du recours au travail non déclaré, en indiquant que les Espagnols qui ne peuvent avoir accès au travail illégal, se tournent vers la famille et la solidarité que celle-ci offre : « *pour ceux qui ne peuvent même plus trouver leur salut dans le chapu, l’aterrissage aux portes de l’indigence est amorti par l’extraordinaire solidarité familiale dont font preuve les Espagnols et qui, jusqu’à présent, a évité de graves troubles sociaux* »⁴⁵⁸. L’article se termine par les paroles du prêtre Gabriel Delgado, qui « *a pris l’habitude de voir défiler la misère* » et qui ne voit aucun avenir pour les jeunes. Quant à la création d’emplois pour laquelle sont censés se battre le PS et le PP, « *à Cadix, plus personne ne les croit* »⁴⁵⁹. L’article se termine en fait comme il a commencé. Les habitants de Cadix ne croient pas en l’amélioration de leur statut professionnel, indépendamment du résultat des élections, et le travail au noir est leur seule option de survie.

Libération qualifie à nouveau l’économie parallèle d’« *amortisseur social* » dans un autre de ses articles⁴⁶⁰. Il est clair que l’économie parallèle compte, conformément à certaines sources, pour un quart du PIB du pays, rapporte François Musseau⁴⁶¹. Le non versement des cotisations patronales coûte des milliards d’euros à l’État espagnol. « “ en 2011, les inspecteurs du travail, qui sont pourtant peu nombreux, ont détecté 600.000 travailleurs sans contrat », note-t-il [l’économiste Jesus Gonzalez Mateos]. *D’après ses calculs, cela coûterait 100 milliards d’euros à l’État, soit un sixième de*

⁴⁵⁶ *Ibid.*

⁴⁵⁷ *Ibid.*

⁴⁵⁸ *Ibid.*

⁴⁵⁹ *Ibid.*

⁴⁶⁰ François Musseau, « En Espagne, «des kilomètres de file d’attente pour la soupe populaire» », *Libération*, 14 novembre 2011, p. 15.

⁴⁶¹ Selon les estimations du Fonds Monétaire International, le travail au noir en Espagne pour les années 2000-2008 s’élevait à 20% en moyenne. Le pourcentage pour la Grèce pendant la même période était de 30%. Voir B. Kelmanson et al., *Explaining the Shadow Economy in Europe: Size, Causes and Policy Options*, IMF Working Paper, WP/19/278, novembre 2019, p. 25.

sa dette ” »⁴⁶². L'article se termine cependant par le commentaire d'un chômeur à Madrid, Isidro Hernandez, 47 ans, qui fait part de son inquiétude : « “ le travail au noir, le matelas familial, tout cela est vrai. Mais je vois aussi la pauvreté qui grandit, les kilomètres de files d'attente pour la soupe populaire, et les gens qui se battent, le soir venu, pour récupérer les excédents des supermarchés ” »⁴⁶³. L'article, autrement dit, en appelle aux sentiments du lecteur, à sa compassion, en soutenant à travers les dires d'Isidro, que la misère et la pauvreté sont plus importantes que l'économie parallèle ou le soutien de la famille dont certains bénéficient. Qu'est-ce qu'il vaut mieux ? Faire la queue pour un repas ou bien le travail, même illégal, dans la mesure où celui-ci mettra du pain sur la table ?

Le Monde fait également le lien entre l'économie parallèle et la conservation de la cohésion sociale. Les licenciés récents de l'industrie automobile de la région de la Catalogne, gagnaient plus de 1.500 euros par mois. « “ Aujourd'hui, les usines ont massivement licencié et ces anciens“ privilégiés ”se retrouvent au chômage, sans formation et sans espoir de trouver le moindre contrat de travail ”.Celui qui n'a pas de diplôme est dans une situation dramatique ”, confirme Jaume. Ces chômeurs, affirment-ils tous, vont nourrir l'économie souterraine. Sinon, s'il y avait 5 millions de chômeurs réels, sans la moindre ressource, ce serait la guerre ” », note un autre jeune, Anibal⁴⁶⁴.

Une deuxième remarque sur la manière dont l'illégalité est présentée à travers l'économie parallèle, dans le cas de l'Espagne (la première étant son rôle social), concerne le manque de généralisation. Alors que plusieurs références sont faites à l'exercice, par une multitude de gens, de toutes sortes d'activités professionnelles non déclarées, les exemples nombreux et détaillés que les articles de la presse citent à ce propos, personnifient en quelque sorte le phénomène au lieu de le généraliser. Ainsi, les histoires personnifiées « s'inscrivent » dans l'esprit et la conscience des lecteurs, à l'opposé des chiffres impersonnels.

Nous avons également rencontré des exemples de fraude fiscale dans le cas de la Grèce. Ce qui y faisait défaut, c'était la justification, d'une manière ou d'une autre, des

⁴⁶² Ibid.

⁴⁶³ Ibid.

⁴⁶⁴ Cécile Chambraud, « Barcelone - Des bancs de l'école à la vie adulte, parcours d'une “ pandilla ”, *Le Monde*, 21 novembre 2011, p. PEH4.

raisons pour lesquelles de telles activités illégales étaient exercées. Nous n'y avons pas constaté de personnification du phénomène non plus. Au contraire, nous avons lu des articles relatant que des citoyens grecs, interrogés par les journalistes, déclaraient que « la corruption est partout » ; nous avons également lu les constatations des auteurs des articles que la fraude fiscale en Grèce était un « sport national ». En conséquence, le même phénomène est abordé de manière différente, sans qu'aucune justification n'en soit fournie nulle part. Là où la généralisation génère des sentiments négatifs chez le lecteur, qui est tenté de penser que le comportement grec a mis tout l'euro en péril, la personnification fonctionne de manière opposée : elle sous-entend que le phénomène décrit n'est pas généralisé et, dans les cas où il existerait, ce ne serait que pour servir une nécessité de survie. Cette présentation vise à provoquer la sympathie et l'empathie chez le lecteur.

La personnification du phénomène du travail au noir et, donc, de l'évasion et de la fraude fiscale, est étonnante pour une raison supplémentaire. Si la bulle immobilière est évoquée comme la cause principale de la crise économique en Espagne (comme nous allons le voir) et puisque cette bulle découle de la locomotive du développement économique espagnol pendant les années d'avant crise, à savoir le secteur de la construction où traditionnellement le travail au noir est très répandu, comment se fait-il que le phénomène de la fraude et de l'évasion fiscale ne soit pas généralisé, mais demeure limité en Espagne, conformément au discours de la presse ? Nous observons, dès lors, un effort de la part de la presse de minorer le phénomène de la fraude fiscale et de ne pas lui donner trop d'ampleur.

Chez les Espagnols, il y a aussi de la corruption, mais encore une fois, celle-ci n'est pas généralisée. La corruption est liée aux relations entre les hommes politiques et hommes d'affaires, qui ont valu à ces derniers de remporter des contrats de construction dans des régions protégées, en toute impunité⁴⁶⁵.

Les deux autres catégories codifiées, « courageu » et « battant », qui se rapprochent d'ailleurs, sont particulièrement intéressantes et voici pourquoi : *Le Monde* consacre un article sur les « squatteurs de la crise »⁴⁶⁶. Il y présente le drame des Espagnols qui sont expulsés de leurs habitations suite à la crise immobilière. Alors que

⁴⁶⁵ Sandrine Morel, « La faim justifie-t-elle tous les moyens ? », *Le Monde*, 19 novembre 2011, p. 24.

⁴⁶⁶ « Espagne : les squatteurs de la crise », *Le Monde*, 27 juin 2012, p. 16.

pour *Le Figaro* les Espagnols partagent une responsabilité dans la création de la bulle (« *tous étaient responsables : les banques, les familles, les gouvernements, en détectant peut-être trop tard le problème* »⁴⁶⁷), pour *Le Monde*, les Espagnols sont plutôt les victimes de la crise immobilière. Les Espagnols expulsés ont un courage qui « *force l'admiration* » et malgré leur malchance, « *ils ont choisi de se battre pour que leur famille ait un toit* »⁴⁶⁸. Nous observons ici un appel au sentiment et à la sympathie des lecteurs. Ceux-ci ne peuvent éviter de s'identifier aux familles qui restent sans logement pendant quatre ans et de ressentir comme eux la peur d'une intervention omniprésente de la police. Le lecteur est en même temps bouleversé, car il comprend que l'occupation de logements appartenant à autrui est illégale. Mais lorsqu'il s'agit d'une question de survie, n'agirait-il pas lui-même ainsi ? Le pari de s'assurer la sympathie des lecteurs est gagné. Les Espagnols, donc, même s'ils pourraient être considérés comme partiellement coupables de la crise, ils ne « *subissent pas ce qu'ils méritent* », mais ils « *ont choisi* » de « *se battre* » pour avoir un logement. « Se battre » dans ce cas signifie occuper illégalement la propriété d'autrui.

2.1.5. Les jugements qualitatifs sur l'Espagne

Comme nous l'avons expliqué, la catégorie « Espagne » réunit les codes qui ne pouvaient pas être classés autrement, à cause de l'équivoque du mot « Espagne ». Dès lors, les jugements regroupés sous la catégorie « Jugements qualitatifs sur l'Espagne » suivent la même logique.

Nous avons analysé précédemment le fait que dépenser était l'une des caractéristiques majeures de l'Espagne, au même titre que la fraude fiscale en Grèce. Les Espagnols, tout comme les Grecs, avaient pris l'habitude de vivre au-dessus de leurs moyens, au cours des trente dernières années qui ont précédé la crise, en entretenant un niveau de vie qui ne correspondait pas à leurs capacités économiques⁴⁶⁹. Une citoyenne de Barcelone reconnaît qu'au cours des trente dernières « *glorieuses*

⁴⁶⁷ Matthieu De Taillac, « Comment l'Espagne a succombé à sa bulle immobilière », *Le Figaro*, 21 juin 2012, p. 2.

⁴⁶⁸ « Espagne : les squatteurs de la crise », *op. cit.*

⁴⁶⁹ Erik Izraelewicz, « Les paradoxes de la Puerta del Sol », *Le Monde*, 19 novembre 2011 p. 1

années sans crise », il y a eu beaucoup de gaspillage⁴⁷⁰. *Le Figaro*, dans un article exhaustif intitulé « *L'Espagne paye des années de gabegie publique* », attribue la crise au gaspillage dans le secteur de la construction qui s'est engagé dans beaucoup de projets « *pharaoniques* » et inutiles, mais qui a aussi compté de lourdes pertes⁴⁷¹. Pour montrer l'ampleur du gaspillage et de l'exagération financière, le journaliste raconte une anecdote sur la visite de l'ancien président des États-Unis Barack Obama. En 2009, les autorités espagnoles ont présenté l'AVE, le TGV espagnol, au président américain, qui « *bien élevé, n'a pas caché son admiration. Puis il a ajouté que, malheureusement, les États-Unis n'étaient pas assez riches pour se permettre un tel luxe !* »⁴⁷². De même, la largesse des dirigeants espagnols était telle que les Espagnols s'y sont habitués, ajoute le journaliste. L'Espagne, continue Matthieu de Taillac dans son article, comptait 47 aéroports publics, dont certains n'ont jamais fonctionné, ce qui signifie que des millions d'euros ont été gaspillés. *Le Monde* écrit par ailleurs dans son éditorial du 19 novembre 2011, que « *l'Espagne a ainsi vécu trop longtemps au-dessus de ses moyens* »⁴⁷³. Dans un autre article, le journal fait aussi état des « *investissements pharaoniques* » et, en ironisant, il déclare – en reprenant un article du journal espagnol *El País* – qu'en voulant écrire sur les projets pharaoniques de l'Espagne, « *le plus compliqué a été de choisir* » lequel d'entre eux traiter⁴⁷⁴ : des aéroports, des stades gigantesques qui se sont dégradés, parce qu'ils n'ont jamais servi. En Galice, le président de la région de l'époque rêvait d'une cité de la culture. Le projet comprenait six bâtiments et il a été confié à un architecte américain. Le projet a commencé à prendre forme à deux kilomètres de Saint-Jacques-de-Compostelle, dans une commune de 94.000 habitants. Le budget s'élevait à 108 millions d'euros pour six bâtiments et devait être achevé en trois ans. Dix ans plus tard, le budget avait atteint 400 million d'euros et quatre bâtiments seulement avaient été construits⁴⁷⁵. La « *gabegie nationale* » s'étend à tous les échelons de l'administration : des maires, des conseillers

⁴⁷⁰ François Musseau, « Le traitement de choc qui révolte Barcelone », *Libération*, 17 novembre 2011, p. 28.

⁴⁷¹ Mathieu de Taillac, « L'Espagne paye des années de gabegie publique », *Le Figaro*, 18 novembre 2011, p. 7 ; voir aussi Claire Gatinois, « Les investisseurs s'attaquent à l'Espagne », *Le Monde*, 16 novembre 2011, p. 14 ; Francisco Peregil, « Des folies en Espagne », *Le Monde*, 21 novembre 2011, p. 15.

⁴⁷² Mathieu de Taillac, « L'Espagne paye des années de gabegie publique », *op. cit.*

⁴⁷³ Erik Izraelewicz, « Les paradoxes de la Puerta del Sol », *op. cit.*

⁴⁷⁴ Francisco Peregil, « Des folies en Espagne », *op. cit.*

⁴⁷⁵ *Ibid.*

généraux, des présidents de régions et des ministres des Travaux publics ont inauguré des projets monumentaux⁴⁷⁶. Pour sa manière de gérer la bulle immobilière, l'Espagne est jugée « irresponsable ». Cette « irresponsabilité » a un double caractère. D'un côté, il s'agit de l'« irresponsabilité » collective, jugée avoir contribué à la formation de la bulle. Ainsi, « *l'Espagne construisait sans compter* », écrit *Le Figaro*⁴⁷⁷. De l'autre côté, il est question de l'« irresponsabilité » des dirigeants espagnols qui rejettent leur implication dans l'amplification de la bulle⁴⁷⁸. Enfin, l'Espagne est « corrompue », mais nous en ignorons le degré. La seule référence sur la corruption dans le pays, en général, se trouve dans *Libération*⁴⁷⁹ et elle est exprimée par un retraité qui dit « non à la corruption », suite au sauvetage de la banque Bankia.

Nous remarquons, par conséquent, qu'un sujet devenu central dans le cas grec, la corruption, est très marginalisé dans le cas espagnol. De plus, dans le peu de références que nous avons trouvées dans le corpus, il y avait aussi une négation, c'est-à-dire une opposition à la corruption. De la sorte, le citoyen-individu qui s'y exprime, reconnaît par son affirmation l'existence de la corruption en Espagne, mais il la rejette par ses dires. Nous n'avons pas repéré un tel positionnement dans le cas grec, où les références à la corruption étaient nombreuses. Au contraire, nous avons trouvé des citoyens qui admettaient l'existence de la corruption, sans pour autant exprimer une négation claire et incontestable, un peu comme s'ils adoptaient une position passive sur ce sujet ou, pis, l'acceptaient telle quelle, voire faisaient preuve d'un certain degré de complicité.

Un autre élément sur la corruption qu'il convient de noter, est que, d'après les résultats de notre codification, la qualification « corrompu(e) » est attribuée surtout à l'administration espagnole, centrale et régionale, et beaucoup moins aux Espagnols. Il en va de même pour la Grèce. Néanmoins, la corruption n'est pas la caractéristique qui prévaut à l'égard de l'administration espagnole. Les cas rapportés sont peu nombreux et concernent principalement les régions autonomes⁴⁸⁰, qui « *ont fermé les yeux* » durant la période d'effervescence des grands projets de construction et

⁴⁷⁶ Matthieu de Taillac, « L'Espagne paye des années de gabegie publique », *op. cit.*

⁴⁷⁷ Matthieu de Taillac, « Comment l'Espagne a succombé à sa bulle immobilière », *op. cit.*, 21 juin 2012 : 2.

⁴⁷⁸ *Ibid.*

⁴⁷⁹ « Les papys catalans entrent en résistance », *Libération*, 29 juin 2012, p. 7.

⁴⁸⁰ Anne Cheyvialle, « La menace d'une récession plane sur 2012 », *Le Figaro*, 19 novembre 2011, p. 6.

d'infrastructures, en délivrant des permis et des autorisations à tout-va pour l'édification de toutes sortes de projets immobiliers dans des zones protégées⁴⁸¹.

L'Espagne se trouve, selon la classification de *Transparency International*, à la 30e place en 2010, au *Corruption Perception Index*⁴⁸², donc elle se porte beaucoup mieux que la Grèce. Les Espagnols sont conscients de l'ampleur de la corruption dans leur pays⁴⁸³. Nous avons vu d'ailleurs que ce phénomène était très répandu au niveau périphérique et local, en Espagne, et qu'il continue de l'être⁴⁸⁴. François Musseau, correspondant du *Figaro* à Madrid, note « *qu'il y a effectivement en Espagne une culture de corruption très forte à partir des années 1980, c'est une image qui existe aussi à l'extérieur* »⁴⁸⁵. De plus, la corruption et la fraude sont, pour les Espagnols, le cinquième problème le plus important les concernant⁴⁸⁶. Sandrine Morel évoque une affaire de détournement de fonds présentée à la fois comme un symbole de corruption (« *symbole d'un pays rongé par la corruption, où, selon les experts, l'économie souterraine représenterait 20% du produit intérieur brut* »)⁴⁸⁷, un symbole du système clientéliste (« *car M. Diaz Ferran est par ailleurs soupçonné d'avoir caché 94 millions d'euros aux impôts, dans les comptes d'Aerolineas Argentinas, de faillites frauduleuses ou encore de l'obtention irrégulière d'un crédit de 26 millions d'euros accordé par Caja Madrid en 2008, alors qu'il était conseiller de la caisse d'épargne* »)⁴⁸⁸, et un « *symbole, enfin, de la frivolité, si ce n'est la complicité, des anciennes caisses d'épargne qui ont pris des risques inconsidérés* »⁴⁸⁹. Ce scandale est responsable de la crise actuelle en Espagne, laquelle a conduit à un plan de restructuration bancaire et à un prêt auprès de l'UE⁴⁹⁰.

Cependant, l'Espagne demeure « un grand pays ». *Le Monde* explique que l'Espagne ne mérite pas de payer pour les irrégularités de ses banques, car cela pourrait entraîner des conséquences plus profondes, susceptibles de nécessiter le sauvetage de l'État espagnol. Voici un extrait représentatif : « *aucune rétroactivité de l'accord n'est*

⁴⁸¹ Sandrine Morel, « La faim justifie-t-elle tous les moyens ? », *Le Monde*, 19 novembre 2011, p. 24.

⁴⁸² *Corruption Perception Index 2010*, Transparency International, 2010, p. 2.

⁴⁸³ Entretien avec le professeur Yannis Karagiannis, à l'Institut des relations internationales de Barcelone, 12 mars 2021.

⁴⁸⁴ Entretien avec Alvaro Villalobos, déjà cité.

⁴⁸⁵ Entretien avec François Musseau, 7 janvier 2021.

⁴⁸⁶ Sandrine Morel, « La " Croisière " ne s'amuse plus », *Le Monde*, 8 décembre 2012, p. 23.

⁴⁸⁷ *Ibid.*

⁴⁸⁸ *Ibid.*

⁴⁸⁹ *Ibid.*

⁴⁹⁰ *Ibid.*

à l'ordre du jour pour Madrid. Dommage. L'Espagne est un grand pays. Lui faire payer les erreurs de ses banques coûtera peut-être à l'Europe un sauvetage supplémentaire. Celui de l'Etat »⁴⁹¹. En d'autres termes, ce que nous voyons en l'occurrence est une différenciation entre l'Espagne en tant qu'État et son secteur bancaire. Claire Gatinois tente d'exonérer l'Espagne de toute responsabilité liée à la crise économique qu'elle traverse, car, selon la journaliste, les causes de cette crise se situent dans les banques et non dans l'État lui-même.

Au lendemain des élections espagnoles, *Le Figaro*, dans son éditorial, signé par Pierre Rousselin, note à plusieurs reprises l'importance de l'Espagne pour l'Europe. Mariano Rajoy est décrit comme « *le garant inflexible d'un retour à une orthodoxie budgétaire* », ce qui va permettre au pays « *de restaurer sa crédibilité pour participer pleinement à la reconstruction de l'Europe* ». Pierre Rousselin continue en signalant que le soutien offert à Madrid est « *précieux* » dans le cadre d'un dialogue souvent difficile avec Berlin, et il conclut en estimant que « *Nicolas Sarkozy peut trouver en lui [Rajoy] un nouvel allié qui sera précieux en Europe comme en Méditerranée* »⁴⁹². L'Espagne, en d'autres termes, malgré les difficultés économiques auxquelles elle est confrontée, ainsi que leurs causes, n'en demeure pas moins un pays primordial pour l'Europe, sur lequel la France peut compter, et précisément pour ce qui est des deux axes principaux de sa politique, l'axe européen et l'axe méditerranéen⁴⁹³. Son importance est telle que sa contribution est jugée nécessaire à la « reconstruction de l'Europe ». L'Espagne ne fait certes pas partie des membres fondateurs de l'UE, elle représente néanmoins la quatrième économie de la zone euro et constitue un grand pays méditerranéen.

Un jour avant les élections, *Le Monde* consacre l'entière édition du 19 novembre 2011 à l'Espagne, « *notre grand voisin ibérique* », selon l'expression utilisée dans son éditorial, en soulignant qu'il s'agit là d'un choix conscient de la part de la rédaction du journal, qui se prononce en faveur d'un parti politique, celui de l'Europe : « *un numéro spécial sur l'Espagne à l'occasion d'un scrutin national dans ce pays, c'est, à l'heure de la crise de l'Europe, un choix éditorial fort, un parti pris politique déterminé et que*

⁴⁹¹ Claire Gatinois, « L'Espagne oubliée », *Le Monde*, 14 décembre 2012, p. 3.

⁴⁹² Pierre Rousselin, « Le tournant espagnol », *Le Figaro*, 21 novembre 2011, p. 1.

⁴⁹³ La formulation de Pierre Rousselin laisse entendre que la Méditerranée n'appartient pas à l'Europe. Il n'est pas clair s'il se réfère à la politique méditerranéenne de la France à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE, ou uniquement au sud méditerranéen de l'Europe.

nous voulons sans ambiguïté, celui de l'Europe, d'une Europe démocratique en particulier, celle des citoyens européens »⁴⁹⁴. Le journal met l'accent sur le caractère européen des élections espagnoles, en déclarant que « *le choix que feront dimanche les électeurs espagnols est important pour l'Espagne, bien sûr. Il l'est aussi pour la France, pour l'euro et pour l'Europe* »⁴⁹⁵. Le journal souligne parallèlement le pouvoir qu'a le peuple quant au choix de ses leaders, l'essence de la démocratie représentative.

Il ne fait aucun doute que l'Espagne est un pays important pour l'UE et l'euro. Deux points soulèvent toutefois des questions dans l'éditorial d'Erik Izraelewicz. Le premier est la corrélation faite entre les élections imminentes et le retour de l'Espagne sur la voie de la démocratie, qu'elle semblait avoir perdue :

*« Le pays de Pedro Almodovar, d'Alberto Contador et de Javier Bardem est, nos enquêtes en portent le témoignage, profondément désenchanté. Avec le scrutin de dimanche, les Espagnols ont pourtant l'occasion de démontrer que dans nos vieilles nations européennes la démocratie vit toujours. Ce ne sont ni le prétendu " directoire " Sarkozy-Merkel, ni les marchés et leurs agences de notation, ni les institutions bruxelloises qui vont désigner la nouvelle équipe dirigeante du pays, mais le peuple – le peuple espagnol dans toute sa souveraineté. C'est cela, la démocratie représentative. Elle reste vivace. Nous y restons, tous, en Europe, profondément attachés, et c'est tant mieux »*⁴⁹⁶.

Erik Izraelewicz écrit par ailleurs que les Espagnols ont l'opportunité de prouver que la démocratie est vivante en Europe, un peu comme s'il sous-entendait que celle-ci était menacée. Étant donné que l'article a été publié la veille des élections en Espagne, d'aucuns pourraient supposer que la démocratie a été sous pression dans le pays, mais que les élections viennent confirmer qu'elle est toujours vivante. Il affirme en outre que l'Espagne a perdu son chemin et notamment celui de la démocratie, mais – heureusement – elle a l'occasion de le retrouver grâce aux élections. Il est raisonnable de se demander ce qu'Erik Izraelewicz entend véritablement dans son article – et par conséquent quelle est la position et l'opinion du journal –, en se souvenant que quelques mois à peine avant les élections, en mai 2011, les « Indignés » se rassemblaient pour la première fois sur la place Puerta del Sol, à Madrid. Un mouvement pacifique,

⁴⁹⁴ Erik Izraelewicz, « Les paradoxes de la Puerta del Sol », *op. cit.*

⁴⁹⁵ *Ibid.*

⁴⁹⁶ *Ibid.*

démocratique, qui exprimait la réaction, l'exaspération et la colère des Espagnols envers l'establishment politique et économique. Un mouvement qui en a inspiré d'autres, similaires, dans d'autres pays européens. Ce mouvement constituait-il une déviation de la voie démocratique en Espagne ? Par ailleurs, l'ETA avait annoncé le 20 octobre qu'elle abandonnait la lutte armée⁴⁹⁷. Ne s'agit-il pas là d'une bonne nouvelle pour la démocratie en Espagne ?

En lisant le journal en entier, rien ne permet de conclure que l'Espagne ou les Espagnols ont commis des actes susceptibles de menacer la démocratie dans le pays, ou d'engendrer des problèmes institutionnels. Le pays s'est toujours tourné vers un choix politique et économique bien déterminé, qui est le secteur de la construction ; cela signifie-t-il pour autant qu'il était « désorienté » ? Et si c'est justement ce que veut dire Erik Izraelewicz, aucun article dans le journal ne propose ou, au moins, n'aborde la perspective d'une quelconque solution alternative. Au contraire, il y a des articles qui décrivent les conditions dans lesquelles s'est développée la bulle immobilière. D'autres s'étendent sur le portrait du premier ministre donné favori, Mariano Rajoy, ainsi que sur la politique économique qu'il compte appliquer, à savoir l'adoption de mesures d'austérité plus dures que celles implémentées par son prédécesseur.

2.2. Les jugements qualitatifs temporaires

Les sentiments ressentis par les Espagnols par rapport à la situation économique et politique dans leur pays représentent environ 35% des jugements portés sur les Espagnols. Le plus fréquent d'entre eux est la lassitude ressentie à l'égard des deux grands partis politiques. *Le Figaro* y a consacré un article, avant les élections, intitulé judicieusement « *Les Espagnols désavouent la vieille classe politique* »⁴⁹⁸. Dans *Le Monde*, le rejet de la classe politique, représentée par les deux partis principaux, est également exprimé : « *cela fait plusieurs années que Luis n'a pas voté ; cette fois, il le fera. Marga aussi votera* : “ pour n'importe qui hors du PP [Parti populaire, droite] ou

⁴⁹⁷ Jessica Berthereau, « Le “ Sacrifice ” de Zapatero », *Les Echos*, 18 novembre 2011, p. 10.

⁴⁹⁸ Matthieu de Taillac, « Les Espagnols désavouent la vieille classe politique », *Le Figaro*, 17 novembre 2011, p. 7.

du PSOE. Pour un parti animaliste s'il le faut, mais je voterai. C'est la seule façon de s'exprimer ». *Le dégoût pointe. Hugo* : « J'ai toujours critiqué ceux qui disaient que tous les politiques étaient les mêmes. Maintenant, je ne suis pas loin de le penser »⁴⁹⁹. Les Espagnols sont à la fois exaspérés et désespérés de la situation économique⁵⁰⁰ et de l'impunité dont jouissent les cadres des caisses d'épargne, qui ont joué un rôle clé dans la création de la bulle⁵⁰¹.

Il existe également des rapports sur l'État espagnol, lequel achève et quitte le programme de financement (en janvier 2014), mais reste sous l'étroite surveillance de l'UE: « *deux fois par an, des experts de la Commission européenne se rendront à Dublin et Madrid pour vérifier si ces pays maintiennent les efforts visant à résorber dette et déficit public, et si l'application des réformes structurelles se poursuit correctement. Un peu comme le faisaient les experts de la "troïka" pendant leurs visites trimestrielles* »⁵⁰².

2.3. En conclusion : l'image de l'Espagne dans la presse

Selon notre argumentation, les jugements qualitatifs jouent un rôle important dans le récit de la crise, puisqu'ils influencent l'image que le lecteur peut se faire des acteurs.

La qualification « dépensiers » et la qualification « fraudeurs » sont les deux plus fréquentes parmi les jugements péjoratifs sur les Espagnols, l'Espagne, les autorités décentralisées ou l'État espagnol, en apparaissant le même nombre de fois dans le corpus, suivies par la qualification « corrompus ». L'attribution du jugement « pays du Sud » est présente dans l'ensemble des journaux analysés. L'Espagne n'échappe pas aux jugements péjoratifs liés aux pays du Sud de l'Europe. Les jugements négatifs, pourtant, sont accompagnés de jugements positifs envers l'hispanité.

⁴⁹⁹ Cécile Chambraud, « Barcelone - Des bancs de l'école à la vie adulte, parcours d'une « pandilla », *Le Monde*, 21 novembre 2011, p. PEH4.

⁵⁰⁰ Gérard Thomas, « Cadix broie du travail au noir », *op. cit.* ; Jesús Cruz Villalón, « A Madrid, la crise économique dans les urnes », *Libération*, 23 novembre 2011, p. 21.

⁵⁰¹ Jessica Berthereau, « La douloureuse métamorphose des « cajas » espagnoles », *Les Echos*, 15 novembre 2011, p. 18.

⁵⁰² M.C. « Affranchis de la "troïka", Madrid et Dublin restent sous l'étroite surveillance de l'Europe », *Le Monde*, 25 janvier 2014, p. SCQ4.

L'image des Espagnols apparaît sombre en certaines occasions, mais dans d'autres, elle présente aussi des points positifs. La généralisation, quant à elle, est évitée et des activités illégales, telles que le travail au noir, sont justifiées sur le fondement de l'intérêt social, à savoir soutenir le budget familial en période de crise. En outre, durant la période examinée, la presse adopte une position très favorable envers le gouvernement du centre droit de Mariano Rajoy, qu'elle caractérise de très dynamique.

Le récit de la crise espagnole dans la presse est celui d'un pays du *Sud* qui est *aidé* par les Européens. Néanmoins, ce pays du *Sud* est en même temps une *puissance* non négligeable de la zone euro. Cette qualité constitue aussi un élément fort dans le discours, voire déterminant pour celui-ci. En d'autres termes, c'est la raison pour laquelle les jugements dévalorisants sont peu nombreux et peu généralisés. L'Espagne, à la différence d'autres pays du Sud en crise, est un pays puissant, un grand pays dans la zone euro, donc plus respecté par ces partenaires européens. Cela transparaît du fait que l'Espagne participe dynamiquement à la détermination de son plan de financement et pousse, de son côté, en direction de changements au sein de la zone euro. Par conséquent, ses actes transcendent son intérêt national, au sens étroit du terme. La presse est consciente de la place de l'Espagne sur l'échiquier européen et cela constitue la base des jugements à son égard. L'Espagne se trouve certes en difficulté, mais elle n'a pas fauté, comme la Grèce.

Cette qualité de l'Espagne, d'être un grand pays de la zone euro, est l'une de raisons pour lesquelles son traitement par la presse quotidienne de qualité n'est pas aussi sévère que celui de la Grèce. En fait, les journalistes interviewés se mettent d'accord avec cette remarque que nous avons faite. Leurs avis convergent, en somme, sur le fait que l'Espagne est un grand pays de l'Union Européenne et de la zone euro, lequel ne peut être soumis à un traitement trop dépréciatif. Autrement dit, nous pouvons traiter certains petits pays de la zone euro comme des mauvais élèves qu'il faut les corriger et punir⁵⁰³, mais nous ne pouvons pas faire de même pour les grands pays. En fait, derrière cette nuance se cache une question politique majeure : le cas de la France. Tous les interviewés ont répondu affirmativement à la question de s'ils pensaient que le traitement plus souple de l'Espagne était lié au fait que si un jugement trop sévère était permis pour un grand pays de la zone euro, le risque d'adopter le même

⁵⁰³ Entretien avec Jessica Berthereau, *déjà cité*.

comportement à l'encontre de certains autres confrontés eux aussi à des problèmes fiscaux, tels que la France, était important. À titre d'exemple, Arnaud Leparmentier écrit : *« j'avais écrit un papier à l'époque où je comparais la France et la Grèce et je disais que la France est comme la Grèce. Le grand danger pour l'euro c'est la France, mais vous avez raison : on a le droit de taper sur la Grèce mais il ne faut pas que le sujet grec devienne un sujet italien et que le sujet italien devienne un sujet français. Ça c'est le but politique majeur »*⁵⁰⁴. Jessica Berthereau, elle, note que : *« je crois que vous avez raison. Ça a sûrement joué. Il faut faire attention de ne pas traiter tous les pays de façon pareille »*⁵⁰⁵. Massimo Prandi ajoute que cet argument est aussi vrai pour le cas italien : *« je suis d'accord, sachant que l'Italie était dans le même cas que l'Espagne. Mario Draghi et Trichet ont fait un putsch institutionnel pour faire tomber Berlusconi et éviter que l'Italie soit considérée comme l'Espagne ou pire la Grèce »*⁵⁰⁶. Enfin, Álvaro Villalobos a commenté que : *« la gravité de la crise était proportionnelle à la taille du pays. Avec l'Espagne, ils ont déguisé le plan de sauvetage en plan de sauvetage du système bancaire. Ils ne pouvaient pas se comporter si effrontément à l'encontre de l'Espagne »*⁵⁰⁷.

Cela étant, le caractère de la dualité de l'identité espagnole se retrouve aussi dans l'identité française. La France est un pays puissant au sein de la zone euro et de l'UE, tout en partageant une place particulière avec l'Allemagne à la tête de l'Europe. Mais la France est aussi un pays du Sud⁵⁰⁸, qui ressemble d'ailleurs assez à ces pays du Sud désignés comme problématiques : elle souffre d'un déficit public élevé et se montre parallèlement réticente à implémenter certaines réformes structurelles, celles-là même qui sont exigées des pays en crise (la France les exige aussi). S'attaquer, donc, trop souvent à un pays puissant du Sud implique dans une large mesure le risque de se retourner contre soi-même. Autrement dit, l'absence de jugements acerbes dans le cas espagnol ne peut être considérée sans rapport avec le fait que la France est un grand pays tout comme l'Espagne. Si nous sommes trop critiques envers cette dernière, rien

⁵⁰⁴ Entretien avec Arnaud Leparmentier, journaliste au *Monde*, 19 mars 2021.

⁵⁰⁵ Entretien avec Jessica Berthereau, *déjà cité*.

⁵⁰⁶ Entretien avec Massimo Prandi *déjà cité*.

⁵⁰⁷ Entretien avec Álvaro Villalobos, *déjà cité*.

⁵⁰⁸ Pierre Jaxel-Truer, « En Europe, il y a deux types de réactions face à la crise grecque », *Le Monde*, 30 avril 2010, p. 9 ; Bruno Deletré, « Oser le fédéralisme pour sauver l'euro et notre économie », *op. cit.*

ne nous empêche d'être aussi critiques envers nous-mêmes. Au fond, Matthieu de Taillac admet que dans la presse française, il y avait beaucoup moins de désignations péjoratives à l'encontre des pays du Sud que dans la presse anglo-saxonne⁵⁰⁹, ce qui n'est pas sans liaison avec le fait que la France appartient aussi à ce club.

Outre l'image des grands pays de la zone euro qui doit être protégée, il existed'autres raisons, qui ont conduit à un traitement différent de l'Espagne. En premier, la France a des liens économiques plus forts avec l'Espagne. « *L'Espagne a été totalement soutenue parce qu'aucun plan de sauvetage n'aurait sauvé là les banques françaises et allemandes. Les engagements étaient beaucoup plus importants. Sans oublier les liens industriels et économiques. Volkswagen. Donc, il y a des raisons économiques solides pour que la France traite l'Espagne différemment* »⁵¹⁰. Les autres raisons économiques sont liées au niveau d'endettement de la Grèce et de l'Espagne avant la crise. L'Espagne connaissait un développement très dynamique et un endettement très faible, en comparaison avec la Grèce. Il y avait ainsi cette idée qu'il s'agissait d'un pays peu endetté qui avait la capacité de rebondir plus vite⁵¹¹, confie Marie Charrel.

Arnaud Leparmentier offre deux autres explications sur la différence de traitement entre la Grèce et l'Espagne. La première est la proximité politique entre le parti de Mariano Rajoy et celui d'Angela Merkel, puisqu'ils appartiennent au même groupe politique du centre droit. « *Rajoy était un copain de Merkel* », dit emphatiquement le journaliste⁵¹².

La deuxième explication est la proximité culturelle entre la France et l'Espagne. « *Il y a une proximité avec les Espagnols plus forte* », estime Arnaud Leparmentier⁵¹³. Il continue de soutenir qu'il y a un « *problème de non connaissance politique et culturel de la Grèce, qui pose des problèmes. La Grèce est contre les Turcs et les Français sont pro-Grecs et les Allemands un peu pro-Turcs et puis les Grecs sont trop dépendants des contrats d'armements ou industriels, donc il y a un drôle de jeu. La Grèce n'avait pas de cadastre, on le répétait ça beaucoup à Bruxelles, donc elle donnait l'impression*

⁵⁰⁹ Entretien avec Matthieu de Taillac, *déjà cité*.

⁵¹⁰ Entretien avec Massimo Prandi, *déjà cité* ; Alain Salles et Jessica Berthereau soulignent aussi que le traitement différent de l'Espagne est partiellement dû aux causes économiques. Voir entretien avec Alain Salles, *déjà cité*, et entretien avec Jessica Berthereau, *déjà cité*.

⁵¹¹ Entretien avec Marie Charrel, *déjà cité*.

⁵¹² Entretien avec Arnaud Leparmentier, *déjà cité*.

⁵¹³ *Ibid.*

*d'un pays pas développé. Il y avait le fait que les Grecs se mettaient à voter à l'extrême gauche ou l'extrême droite, tandis qu'en Espagne c'était moins... »*⁵¹⁴. Le journaliste estime en somme que d'un côté la Grèce sert les intérêts français et européens en constituant, par exemple, un frein à la Turquie, mais en même temps, elle ne dispose pas des infrastructures d'un pays développé (un cadastre, par exemple), tout en se comportant d'une manière que nous ne pouvons pas totalement appréhender (voter pour les extrêmes).

Maria Malagardis souligne aussi le facteur culturel, en affirmant que la Grèce est considérée comme le pays le plus oriental du Sud de l'Europe, doté du type de caractéristiques [corruption, clientélisme, etc.] attribuées habituellement aux pays orientaux, alors que l'Espagne ou l'Italie sont des pays peut-être plus « nobles ». « *Les Grecs étaient plus proches des mètèques de l'orient que les autres pays du Sud* », dit-elle⁵¹⁵.

Enfin, Arnaud Leparmentier suppose qu'à certain moment, les gouvernements de Hollande et de Sarkozy « *en avaient ras le bol. Ils se défendaient de la Grèce depuis des années et ils se sont sentis trahis* ». Par conséquent, « *les gouvernements s'expriment* » et ils « *ne voulaient pas donner un message très positif* ». Et la presse a suivi en traitant la Grèce d'une manière très critique⁵¹⁶.

Troisièmement, l'image de l'Espagne dans la presse française avant la crise était très bonne, presque « idéalisée » comme l'a décrite Álvaro Villalobos. L'Espagne a bénéficié d'une approche très favorable, à tous les niveaux⁵¹⁷. Dans le même sens, Marie Charrel fait état d'une « *explication factuelle, c'est-à-dire qu'il y avait des choses qui fonctionnaient moins bien dans l'administration grecque (par exemple le fait qu'il n'y avait pas de cadastre)* », mais elle admet qu'il était plus facile de dénoncer ces défaillances grecques avant de s'apercevoir en 2012, quand l'Italie et l'Espagne ont été touchées, qu'il était plus systémique⁵¹⁸. Ce point est aussi évoqué par Alain Salles : « *l'Espagne est autre chose. L'État est plus organisé comme administration, même si il y a des problèmes. L'État n'est pas remis en cause* »⁵¹⁹. La belle image de l'Espagne

⁵¹⁴ Ibid.

⁵¹⁵ Entretien avec Maria Malagardis, déjà cité.

⁵¹⁶ Ibid.

⁵¹⁷ Entretien avec Álvaro Villalobos, déjà cité.

⁵¹⁸ Entretien avec Marie Charrel, déjà cité.

⁵¹⁹ Entretien avec Alain Salles, 13 avril 2021.

dans la presse française est aussi confirmée par Carlos Abarroa, alors Conseiller de presse auprès de l'Ambassade d'Espagne en France⁵²⁰.

Quatrièmement, Anne Bauer attribue le traitement différent des deux pays à la nature de la crise et aux solutions implémentées dans chaque cas : « *dans le cas espagnol nous étions dans un schéma plus classique, dans une chose plus facile à expliquer (la bulle immobilière, comme en Irlande) ... mais ce n'était pas une remise complète du système de gouvernement* »⁵²¹. Elle ajoute qu'il y avait « *une confiance forte dans la classe politique espagnole* », ce qui n'était pas le cas pour la classe politique grecque. Elle note en outre que la Grèce a été particulièrement critiquée, parce qu'elle était le premier pays en crise⁵²², alors que dans le cas espagnol, la création du MES a rendu la situation du pays moins alarmante. Enfin, Renaud Girard note que les critiques sur la Grèce ont été alimentées par les critiques des Grecs eux-mêmes. Le peuple grec, les universités grecques, l'élite grecque et les journalistes locaux étaient très critiques envers leurs propres institutions et par rapport à la façon dont leur pays a été géré, confie-t-il⁵²³. Louka Katseli, ancienne ministre de l'économie et de l'emploi (2009-2011) confirme elle aussi le fait que les Grecs eux-mêmes ont largement reproduit ces vives critiques, même au niveau politique⁵²⁴.

Il devient donc évident que la place de l'Espagne au sein de la famille européenne joue un rôle central dans le récit de la presse qui a en a forgé le portrait.

⁵²⁰ Entretien avec Carlos Abarroa, Conseiller de presse auprès de l'Ambassade d'Espagne en France, 12 mai 2015.

⁵²¹ Entretien avec Anne Bauer, *déjà cité*.

⁵²² *Ibid.*

⁵²³ Entretien avec Renaud Girard, *déjà cité*.

⁵²⁴ Entretien avec Louka Katseli, *déjà cité*.

CHAPITRE 3 – LES REPRÉSENTATIONS DE LA GRÈCE ET DE L'ESPAGNE DANS LA PRESSE : POINTS COMMUNS, POINTS DIVERS

Les jugements qualitatifs ont constitué, en définitive, un élément central du récit de la crise dans les titres de la presse examinés, parce que c'est autour de ces jugements que l'image de la Grèce et de l'Espagne, ou pour être plus précis, de la grécité et de l'hispanité, s'est élaborée dans la presse.

Une première remarque est que cette représentation s'est bâtie sur un fondement avant tout moral qui renvoyait à de l'émotion et non à de la rationalité ; le pathos au lieu du logos⁵²⁵. Dans le cas de la Grèce, l'image promue par la presse de qualité est celle d'un pays où l'anomie règne. Une caractéristique commune tant auprès des structures étatiques qu'à l'échelle du peuple. Par conséquent, il est justifiable de punir ce pays qui se comporte immoralement. En créant une image immorale, nous privons cet acteur de la légitimité d'agir à lui seul, de prendre ses propres décisions, ou bien d'avoir la possibilité de négocier son avenir dans de meilleures conditions. Il devient ainsi plus facile de lui imposer la politique souhaitée. De même, un tel caractère peut facilement expliquer les origines de la crise que le pays subit, qui sont d'ordre national.

L'évocation des « mensonges » de la Grèce sur son déficit est omniprésente tout au long de la crise. Elle est mise en avant, de temps à autre, en tant qu'argument de la crise et preuve de la mauvaise foi de la Grèce. Il s'agit là de la seule caractéristique qui la différencie d'autres pays de la zone euro, confrontés eux aussi à des problèmes de dettes. Nous n'avons pas rencontré d'articles faisant référence à l'histoire de l'Espagne, cette Espagne « désorientée », pour reprendre l'expression utilisée par *Le Monde*, qui « interprète » la situation actuelle du pays et l'émergence de la crise économique. Nous avons, certes, des analystes espagnols qui ont mis en perspective des faiblesses similaires à celles de la Grèce, minant le fonctionnement de l'État espagnol (corruption, clientélisme, gabegie, etc.). Nous constatons encore une fois un traitement différent des

⁵²⁵ Ruth Amossy, *L'argumentation dans le discours*, Paris, Armand Colin, 2012.

mêmes caractéristiques rencontrées dans les deux pays (par exemple, vivre au-dessus de ses moyens).

Nous constatons que la culpabilisation de la Grèce est présente tout au long de la crise. La question de la moralisation est la ligne directrice que suivent les crédetes à l'égard du pays. La Grèce a menti, donc elle n'a pas le droit de réagir à ce que décident ses crédetes, autrement elle risque de se retrouver hors de la zone euro ou même de l'UE, tel est le raisonnement tenu. La question de la dette a été gérée à travers deux plans de financement. Si cette prise de position venait à changer, c'est-à-dire si la culpabilisation du pays cessait d'être, ou si elle devenait plus nuancée, alors peut-être que les plans de financement – en tant qu'instruments de gestion de la crise de dette – en viendraient aussi à être contestés, dans la mesure où ils concernent non seulement la Grèce, mais toute la zone euro.

Ce cadrage à fondement moral est, en plus, doté de deux axes opposés : la Grèce de l'immoralité et l'Europe de la moralité. Les Grecs *menteurs et fraudeurs* sont aidés par l'Europe *solidaire*. Ce cadrage crée aussi des relations de pouvoir et il est d'ailleurs renforcé par la structure des jugements (structurels versus circonstanciels). Ce cadrage alimente aussi le dipôle Soi / Autre : non seulement nous ne sommes pas comme les Grecs, mais nous nous portons aussi solidaires à leur égard. Ce cadrage fait alors usage d'une causalité relâchée, pour reprendre Christian Le Bart, qui finit par consolider le cadrage précédent.

Dans le cas de l'Espagne, l'élément émotionnel est aussi présent. Le mauvais caractère du pays et de son peuple est utilisé pour démontrer que les stéréotypes concernant les pays du Sud de l'Europe sont bien justifiés. Ce caractère et les choix économiques du pays expliquent son sort malheureux. En revanche, l'Espagne, de par sa position indéniable de grand pays européen, parvient à maîtriser l'image problématique dont elle est victime. L'appartenance à ce groupe crée, nous dirions presque automatiquement, des limites à la critique que la presse peut émettre. Pour donner un autre exemple, prenons la corruption en Italie, un troisième pays confronté à des problèmes fiscaux et un autre grand pays de la zone euro, plus important même que l'Espagne. Celle-ci se trouve au même niveau que la Grèce⁵²⁶, mais nous n'en avons vu nulle part des références, voire de commentaires soutenant qu'il s'agit d'un phénomène endémique de la société italienne.

⁵²⁶ Corruption Perception Index 2010, *op. cit.*

L'aspect moral, le caractère des deux pays a été l'élément central autour duquel le récit de la crise s'est bâti. C'est, comme nous allons l'expliquer dans la deuxième partie, ce qui a constitué le soubassement de la construction de l'argumentation sur la causalité de la crise économique, laquelle a été attribuée, dans chacun des deux pays, à des facteurs de nature plutôt nationale. Cet aspect moral a minimisé les causes européennes, dès le début de la crise, ce qui a contribué à l'implémentation de certaines mesures au détriment d'autres.

Enfin, il convient de souligner à propos des jugements que le discours de la crise a stimulé l'idée que la Grèce a fauté, à l'opposé de l'Espagne (qui n'a pas fauté). Mais si les origines de la crise espagnole sont à rechercher du côté de la bulle immobilière, qui a été entretenue avec la tolérance, voire la promotion opaque et le soutien politique des autorités locales et des gouvernements successifs⁵²⁷, pourquoi considérer alors que les Espagnols n'ont pas fauté ? N'y a-t-il pas ici une base sur laquelle pourrait se développer un récit alternatif ?

Une deuxième remarque est que la presse s'est montrée plus souple à l'égard de l'Espagne qu'elle ne l'a été envers la Grèce. Les entretiens effectués ont aussi conduit à la même conclusion : que la presse a fait preuve d'une sévérité disproportionnée à l'encontre de la Grèce, en comparaison avec les autres pays en crise de la zone euro. Les journalistes interviewés se sont tous accordés sur le fait que le traitement accordé à la Grèce était excessif. Laissons-leur la parole : Anne Bauer a dit qu'une partie de ce qui a été écrit sur la Grèce était vrai « *mais très vite on a dérapé vers les stéréotypes qui sont plus puissants que la vérité* »⁵²⁸. « *On a beaucoup attaqué la Grèce pour tous les cas de dysfonctionnements d'ailleurs réels ou supposés* », a commenté Jessica Berthereau⁵²⁹ et elle ajoute que « *que les Grecs ont été vraiment attaqués de façon raciste (...), c'est une faute grave et je regrette que nous en soyons arrivés là* »⁵³⁰. Maria Malagardis, elle, a affirmé que les jugements qualitatifs proviennent « *des idées reçues. C'est une forme de racisme et de xénophobie européenne sous-jacente qui a surgi à la faveur des jugements caricaturaux sur les pays. En comparaison des autres PIIGS, les Grecs ont été stigmatisés. Ça vient peut-être des clichés de la vie politique*

⁵²⁷ Matthieu de Taillac, « Comment l'Espagne a succombé à sa bulle immobilière », *op. cit.*

⁵²⁸ Entretien avec Anne Bauer, *déjà cité*.

⁵²⁹ Entretien avec Jessica Berthereau, *déjà cité*.

⁵³⁰ *Ibid.*

grecque. Dans les PIIGS on a mis l'Italie mais personne n'a parlé de la corruption italienne, la mafia et tout »⁵³¹. Marie Charrel, à son tour, a admis la prévalence d'une image caricaturale des pays du Sud, « *un excès de lecture qui était basé sur les faits qui ont été déformés et tournés en clichés, comme c'est souvent le cas en Europe en particulier pour les pays du Sud, image accentuée par des travaux de certains analystes anglo-saxons, qui ont quand même une influence sur la presse économique, qui sont toujours très durs avec les Européens* »⁵³². Álvaro Villalobos, lui, s'est rapporté aux mensonges écrits sur la Grèce, comme par exemple que les armateurs ne paient pas d'impôts⁵³³.

L'analyse des données a démontré que les deux pays, malgré certains aspects communs de leur traitement par la presse (qui les a dépeint comme fraudeurs, dépensiers, malades, etc.), présentent des différences liées à la sévérité, d'une part, et à la positivité ou l'absence de positivité des jugements, d'autre part : l'Espagne a bénéficié d'une approche favorable, tandis qu'aucun jugement positif n'a été consigné pour la Grèce. Ce que nous avons noté à travers l'analyse des données, à savoir le fait que les jugements qualitatifs péjoratifs pour l'hispanité étaient moins nombreux et moins intenses que ceux portés sur la grécité, se trouve confirmé par les entretiens effectués. Tous les journalistes que nous avons interviewés ont reconnu que le traitement réservé à la Grèce par la presse était beaucoup plus sévère que celui concernant l'Espagne.

Pour conclure, il nous faut sans doute expliquer la tendance à utiliser une analyse exhaustive dans la présentation des qualités grecques et espagnoles, telles qu'elles ont été évoquées dans les journaux. La raison en est double : il fallait, d'une part, apporter une idée bien claire du portrait que la presse a forgé sur la Grèce et l'Espagne durant toute la période de la crise que nous analysons, à savoir les années 2010 à 2014. Ce portrait est l'élément majeur sur lequel s'est fondé le récit de la crise dans des pays de la zone euro, présentée d'abord dans une dimension nationale, puis dans une dimension européenne. D'autre part, cette présentation analytique de l'image de la Grèce et de l'Espagne dans la presse, à travers le discours des journalistes, constitue le fondement de notre argumentation majeure, à savoir l'homogénéité de la presse. Au travers des

⁵³¹ Entretien avec Maria Malagardis, déjà cité.

⁵³² Entretien avec Marie Charrel, déjà cité.

⁵³³ Entretien avec Álvaro Villalobos, déjà cité.

exemples que nous avons évoqués, issus des journaux que nous analysons, aucune différence majeure n'est observée. Cela signifie que tous les journaux analysés ont traité la Grèce et l'Espagne de façon très similaire. Il se peut que tel ou tel jugement apparaisse plus ou moins dans un journal donné, mais aucun d'entre eux ne se démarque substantiellement des autres. Ainsi, aucun journal n'a inclus de jugement positif sur la grécité. Tous les journaux se sont montrés positifs envers le gouvernement espagnol de Mariano Rajoy. Nous allons revenir à la question de l'homogénéité dans une prochaine partie.

PARTIE 2 :

LA CRISE : UNE AFFAIRE NATIONALE (?)

Les causes de la crise ont fait couler beaucoup d'encre et elles constituent l'un des éléments primordiaux ayant contribué à déterminer son récit par la presse, et la manière dont celui-ci a été formulé. Elles méritent donc une analyse profonde. Ce que nous allons voir, c'est que la presse a plutôt discoursé sur des crises nationales et non sur une crise de la zone euro. En fait, lorsque la crise financière s'est déclenchée en Grèce en 2009, avec la révision du déficit public, la presse a commencé à traiter ce sujet comme une affaire purement nationale, pour laquelle la responsabilité était exclusivement grecque. La presse n'a pas tenu compte du contexte financier international, à savoir la crise mondiale qui avait commencé aux Etats-Unis et qui a été exportée en Europe. Elle a aussi exclu de son analyse le fait que les crises économiques et financières sont inhérentes au système économique capitaliste, voire récurrentes, quel que soit le lieu ou la façon dont elles se produisent. Ce point mérite un peu plus d'explications.

L'idée que les crises sont intrinsèques au système capitaliste n'est pas nouvelle. Dans le contexte des crises qui nous intéressent, Michel Aglietta, professeur d'économie, résume bien dans un petit livre les causes et le contexte de la crise économique mondiale de 2007-2008. Il propose une lecture historique des mécanismes financiers qui montre exactement la récurrence du phénomène, ce qui démontre l'inhérence de ces crises au fonctionnement du système⁵³⁴. Pour cette raison, il vaudrait mieux parler d'une « instabilité financière », pour utiliser l'expression de John Maynard Keynes, au lieu d'un fonctionnement propre au marché⁵³⁵. Cette instabilité financière est accrue, de nos jours, parce que la nature du capitalisme a changé. Nous sommes depuis longtemps dans un système de capitalisme virtuel où le prix des actifs – les valeurs qui forment la richesse de chacun⁵³⁶ – ne fonctionne plus comme un mécanisme d'ajustement, à l'instar du contexte classique de la consommation, parce qu'il n'évolue que vers le haut, explique Michel Aglietta. Dans

⁵³⁴ Michel Aglietta, *La crise économique* [*Η οικονομική κρίση*], Polis, Athènes, 2009, p. 14.

⁵³⁵ *Ibid.*

⁵³⁶ *Ibid.*

l'univers des valeurs et de la richesse virtuelles, les crédits continuent d'être offerts dès lors que l'augmentation des actifs ne connaît ni plafond ni limites⁵³⁷.

L'aspiration à l'enrichissement dans le monde des produits financiers augmente continuellement leur valeur et les crédits contractés pour leur acquisition sont octroyés à un rythme plus rapide que l'augmentation de la richesse réelle dans les pays, ce qui mène en définitive à l'accroissement incontrôlé des crédits⁵³⁸. L'emprunt avait atteint des niveaux record, raconte Michel Aglietta, et c'est pourquoi la crise de 2007-2008 a été si violente⁵³⁹. « *Le crédit coulait à flots* », écrit dans son livre l'ancien président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, en admettant que l'accès facile au crédit, même pour les ménages les plus démunis, avait été utilisé comme un moyen politique visant à obtenir le soutien des électeurs⁵⁴⁰. Cette situation, qui a été au cœur de la crise financière aux Etats-Unis en 2007-2008, a déclenché la crise bancaire des deux côtés de l'Atlantique avant 2009, puisque ce financement américain avait été entretenu par des sources extérieures. De plus, la création de produits financiers – faisant l'objet de transactions internationales – de plus en plus compliqués et opaques, et de moins en moins contrôlés quant à leur qualité, a contribué à la fragilisation de l'économie mondiale qui a fini par déclencher une crise bancaire mondiale sans précédent. En réalité, les agences de notation ont évalué ces produits comme étant extrêmement sûrs, même s'il s'agissait de produits financiers à haut risque⁵⁴¹.

Jeroen Dijsselbloem insiste beaucoup sur les conséquences de la crise bancaire en Europe, en 2007-2008, et sur la gestion de celle-ci, à savoir le sauvetage public des banques au détriment des contribuables⁵⁴². En somme, en insistant sur la manière dont cette situation a été gérée, l'ancien président de l'Eurogroupe cherche à justifier la réaction des Européens face à la crise de 2010-2014 au sein de la zone euro, en commençant par sa gestion en Grèce. Mais en quoi tout cela nous intéresse-t-il ? Les raisons en sont au nombre de trois: d'abord, parce que la réponse des dirigeants Européens à la crise de la zone euro de 2010-2014 a été déterminée par la gestion de la crise bancaire de 2007-2008. Ensuite, parce que ce rapport important pour comprendre

⁵³⁷ *Ibid*, p. 18.

⁵³⁸ *Ibid.*, p. 19.

⁵³⁹ *Ibid.*, p. 22, 25.

⁵⁴⁰ Jeroen Dijsselbloem, *De eurocrisis, op.cit.*, p. 33.

⁵⁴¹ *Ibid.*, p. 34.

⁵⁴² Jeroen Dijsselbloem, *De eurocrisis, op. cit.*, p. 34.

la crise de 2010-2014 n'a pas été suffisamment pris en compte par la presse dans sa présentation de cette dernière. Enfin, parce que les faiblesses d'un système global n'ont pas été mises en évidence de manière adéquate par la presse, qui n'a pas ainsi exposé la complexité de la crise, sa nature et ses origines. À cela il faut ajouter les faiblesses de la construction de la zone euro, connues depuis le début, mais extrêmement minimisées lors du déclenchement de la crise de la zone euro. En revanche, comme nous essayerons de montrer, la presse a opté pour une interprétation de la crise en zone euro fondée sur le facteur national, c'est-à-dire un phénomène dont l'explication, les causes et origines doivent être recherchées auprès de la société grecque et espagnole, dans le contexte de notre étude de cas.

Michel Aglietta, tout comme Jeroen Dijsselbloem, est très clair lorsqu'il explique que l'emprunt incontrôlé, privé et public, a fini par alourdir les finances publiques des pays. D'un côté parce que les pays ont été forcés de sauver les banques qui ont fait faillite et, de l'autre côté, parce que le déficit public des pays endettés était très élevé. Cela a mené à l'augmentation de la dette publique. Or, le professeur d'économie, dans le livre en question publié en France en 2008, avait prédit que le déclenchement de la crise de la dette dans la zone euro surviendrait deux ans plus tard, exactement parce que les pays touchés avaient secouru les banques en 2007-2008⁵⁴³. En outre, l'absence, en 2009, d'un mécanisme européen de surveillance bancaire et d'un budget commun au sein de la zone euro sont « dénoncés » par Michel Aglietta comme deux facteurs susceptibles d'empêcher l'Union Européenne d'agir de façon appropriée et adéquate en cas de crise financière importante.

La crise financière mondiale et les débâcles du système financier européen n'étaient pas les seules causes de la crise de la zone euro de 2009. Louka Katseli, ancienne ministre de l'économie et de la compétitivité en Grèce, a fait état d'une attaque orchestrée contre l'euro à travers les obligations grecques. Cette dernière avait été préparée deux ans au moins avant le déclenchement en décembre 2009 et au début de 2010, de la crise financière, à savoir de la forte augmentation du coût de financement de l'économie grecque par les marchés. Les gouvernements grecs, la Banque de Grèce, la Commission Européenne et la Banque Centrale Européenne avaient sous-estimé ce danger jusqu'au 2009. En même temps, certains investisseurs internationaux, ainsi que

⁵⁴³ Michel Aglietta, *La crise économique*, op. cit.

des gestionnaires de fonds et de capitaux, avaient déjà pris soin de se protéger contre une faillite éventuelle de la Grèce⁵⁴⁴. Louka Katseli relate sur ce point le cas de Kyle Bass, fondateur de Hayman Capital, une société d'investissements qui a commencé une enquête en septembre 2008, au lendemain de l'affaire Lehman Brothers, sur les facteurs qui pourraient conduire un pays à la faillite. Il voulait trouver un pays qui combinait une dette publique élevée et un secteur bancaire hautement endetté. « *La Grèce a bientôt attiré son attention* », écrit Louka Katseli⁵⁴⁵ et Kyle Bass a commencé à acheter des CDS⁵⁴⁶ lorsque les prix étaient extrêmement faibles. Cependant, Kyle Bass n'a jamais révélé le profit qu'il a tiré de l'encaissement des CDS, selon la journaliste Eleni Varvitsioti⁵⁴⁷. L'enjeu, selon Louka Katseli, était l'euro et le taux de conversion avec le dollar⁵⁴⁸. Le moyen pour attaquer l'euro consistait à trouver le maillon faible de la zone euro, la Grèce en l'occurrence.

Il semble, par conséquent, que l'image générale de la situation économique et financière en Europe, à la fin de 2009, est plus compliquée que le récit de la presse ne le laisse entendre, comme nous le montrerons à travers l'analyse qui suit.

⁵⁴⁴ Louka Katseli, *Tourbillons et responsabilités, Expériences et interprétations à l'ère des Memoranda* [Δίνες και ευθύνες, Βιώματα και ερμηνείες στην εποχή των Μνημονίων], Athènes, Ekdoseis Pataki, 2020, p. 25-26.

⁵⁴⁵ *Ibid.*, p. 37.

⁵⁴⁶ Les CDS (Credit Default Swaps) sont des contrats d'assurance d'un acheteur d'obligations publiques contre le risque de non-paiement.

⁵⁴⁷ Voir dans Louka Katseli, *Tourbillons et responsabilités (...)*. *op. cit.*, p. 38.

⁵⁴⁸ *Ibid.*, p. 70.

CHAPITRE 1 – LES CAUSES DE LA CRISE EN GRÈCE, EN ESPAGNE ET EN ZONE EURO

Au lendemain des élections anticipées d'octobre 2009, le nouveau gouvernement socialiste de Georges Papandréou annonça que le déficit public de la Grèce était plus élevé de 3,7% par rapport à ce que le gouvernement sortant de centre-droite avait estimé, atteignant environ 9,4% du budget préliminaire de 2010. La Commission Européenne, quant à elle, le révisa à 12%⁵⁴⁹. Le déficit réel a ultérieurement été établi à 15,14% du produit intérieur brut (PIB)⁵⁵⁰, à savoir cinq fois plus que prévu dans le Pacte de Stabilité. L'annonce d'un déficit si élevé provoqua une vive réaction de la part des marchés internationaux (qui jusque-là prêtaient à la Grèce sans problème) et une révision de l'évaluation de l'économie grecque par les agences de notation, qui ont alors procédé à la rétrogradation de la note de la dette grecque, augmentant ainsi le coût d'emprunt du pays. Néanmoins, juste avant la crise, en 2008, la Grèce s'était vue attribuer un A par la Fitch, un A1 par la Moody's et un A- par la Standard & Poor's. En l'espace de quelques mois, pourtant, sa dette a été jugée « pourrie » par ces mêmes agences de notation⁵⁵¹.

Or, les agences de notation ont été accusées de précipiter le défaut des pays fragilisés, exactement parce qu'elles dégradaient leurs notes, alors qu'à peine quelques mois auparavant, elles attribuaient des notes élevées. Pour donner quelques exemples, l'Islande, juste avant de se déclarer en défaut, avait été évaluée avec une note A+ par l'agence Fitch, AAA par la Moody's et A+ par la Standard & Poors. L'Irlande avait reçu un AAA par la Fitch à la veille de la crise. La Grèce aussi recevait, jusqu'en 2009, des notes positives. Il faut dire que les agences de notation avaient cessé de s'occuper

⁵⁴⁹ European Commission, *GREECE: Commission assessment in relation to the Commission recommendation for a Council decision under Article 104(8) of the Treaty*, Brussels, 11.11.2009, retrieved from http://ec.europa.eu/economy_finance/publications/pages/publication16243_en.pdf (10 April 2017).

⁵⁵⁰ OECD, *General government deficit for Greece*, at <https://data.oecd.org/gga/general-government-deficit.htm> (accessed on 10 April 2017).

⁵⁵¹ Jean-Michel Cedro, « La dette grecque dégradée à “ spéculative ” par Standard and Poor's », *Les Echos*, 27 avril 2010. URL : <https://www.lesechos.fr/2010/04/la-dette-grecque-degradee-a-speculative-par-standard-ans-poor-439931>.

de la Grèce jusqu'au début de 2009. Ainsi, le 9 janvier 2009, la Standard & Poor's a réévalué l'économie grecque ; elle ne l'avait pas fait depuis cinq ans, la dernière fois remontant au 17 novembre 2004. De la même manière, la Fitch avait évalué la Grèce pour la dernière fois en décembre 2004, puis elle l'a refait en octobre 2009. La Moody's, quant à elle, n'avait pas évalué le pays depuis 2002, et elle l'a fait en 2009⁵⁵².

Pour rétablir la confiance auprès des marchés, le gouvernement de Georges Papandréou a annoncé un programme de stabilisation budgétaire dès janvier 2010, en y ajoutant des mesures de réduction du déficit, telles que le gel des salaires et l'augmentation des impôts. N'étant pas parvenu à convaincre les marchés, qui ont continué à exiger des taux d'emprunt élevés à l'égard de la Grèce, le gouvernement a fait passer une deuxième série de mesures, au mois de mars, mais en vain encore une fois. Au début d'avril 2010, le taux d'intérêt appliqué à l'emprunt qu'exigeaient les marchés dépassait 6%⁵⁵³. Par conséquent, incapable d'emprunter sur les marchés, la Grèce a recherché d'autres sources de financement, alors que l'éventualité d'une faillite commençait à poindre à l'horizon. Ainsi, le 23 avril 2010, la Grèce a déposé une demande d'aide financière que les institutions européennes et le FMI ont acceptée. Le 2 mai 2010, l'Eurogroupe s'est mis d'accord pour activer un mécanisme de stabilité financière pour la Grèce à travers des prêts bilatéraux gérés par la Commission Européenne. Les pays membres ont prêté au total 110 milliards d'euros à la Grèce. De son côté, le FMI a accordé un prêt de 30 milliards d'euros. L'accord, appelé *Programme d'Ajustement Économique pour la Grèce* (Economic Adjustment Programme for Greece) incluait aussi des mesures budgétaires, comme la hausse de la TVA et des coupes dans les dépenses publiques.

⁵⁵² Pour les évaluations des agences de notations et leurs erreurs voir : Sotiris Nikas, « Les agences de notation ont précipité le défaut » [« Οι οίκοι αξιολόγησης επιτάχυναν τη χρεοκοπία »], *I Kathimerini*, 20 août 2014. URL : <https://www.kathimerini.gr/780351/article/epikairothta/politikh/oi-oikoi-a3iologhshs-epitaxynan-th-xreokopia>. Voir aussi Michel Aglietta, *Η οικονομική κρίση* [La crise économique], *op. cit.*, p. 41.

⁵⁵³ European Commission, *The Economic Adjustment Programme for Greece*, Occasional Papers 61, mai 2010, p. 8/90.

1.1. Les causes de la crise en Grèce sont nationales

La presse européenne s'est fortement intéressée au cas grec, et ce, dès le début. Notons sur ce point que la période couverte par notre recherche se situe six mois après le déclenchement de la crise financière en Grèce, due à son incapacité à se financer auprès des marchés internationaux en raison des intérêts élevés. La presse de qualité française se penche alors sur les causes de la crise avec une attention soutenue. Les causes nationales de la crise financière en Grèce concernent 68% de la totalité des causes de la crise. Tous les journaux, à l'exception du *Monde*, attribuent des responsabilités à la Grèce au regard de la situation dans laquelle elle se trouve. Dans *Le Monde*, les causes de la crise financière grecque sont partagées entre causes nationales et causes européennes (50% pour chaque catégorie).

Parmi les mots-clés apparaissant dans la recherche autour des origines nationales de la crise financière grecque, les *items* « les mensonges du gouvernement grec », les « mensonges de l'État grec », « la reconnaissance du double déficit », « la mauvaise gestion des finances », « les gouvernements successifs grecs », ou bien, tout simplement, « la Grèce », réunissent plus de la moitié des codes qui se réfèrent aux causes. *Les Echos*, par exemple, considère que la Grèce est seule responsable de son sort et notamment « les mensonges »⁵⁵⁴ de son gouvernement quant au déficit. Nous lisons, donc, dans l'article d'Etienne Lefebvre, rapportant les mots du ministre français du Budget de l'époque, François Baroin, que « *c'est l'insincérité – on peut l'appeler " mensonge " – du gouvernement grec qui a provoqué aussi cette accélération de la crise* »⁵⁵⁵.

Or, il convient ici de mentionner Maurice Mouillaud et Jean-François Tétu⁵⁵⁶, qui analysent les « stratégies de la citation » et répondent, en fait, à la question de savoir si une citation (d'un actant social, politique, etc.), telle qu'elle est rapportée dans un journal, maintient son caractère isolé et indépendant et ne peut être considérée comme la ligne éditoriale de celui-ci. Déjà, l'alternance des mots « reproduction » et

⁵⁵⁴ Nous mettons le mot entre guillemets, parce qu'il est devenu évident, dans l'analyse de la première partie, que les partenaires européens de la Grèce connaissaient bien, depuis des années, la véracité « douteuse » des statistiques grecques et de la situation de son économie.

⁵⁵⁵ Etienne Lefebvre, « En France, consensus droite-gauche sur l'aide à la Grèce », *Les Echos*, 29 avril 2010, p. 6.

⁵⁵⁶ Maurice Mouillaud et Jean-François Tétu, *Le Journal Quotidien*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1989, p. 132-135.

« citation » nous donne une idée de ce que pensent les auteurs⁵⁵⁷, mais l'analyse qui suit, soutient de façon convaincante que, même entre guillemets, un énoncé rapporté n'est plus jamais l'énoncé d'origine, dès lors qu'il s'inscrit dans un autre contexte. En fait, l'utilisation de citations est un moyen subtil pour un journal d'exprimer indirectement une opinion. Comme les auteurs soulignent, « *...la stratégie des médias par rapport aux voix qu'ils rapportent est l'alibi de leur propre voix – la voix qu'ils semblent avoir perdue* »⁵⁵⁸. La stratégie des citations des acteurs publics fonctionne doublement : d'un côté, elle exploite le statut des locuteurs et leur « pouvoir dire »⁵⁵⁹ et, de l'autre, elle crée « un effet de réel »⁵⁶⁰, ce qui implique qu'il n'est plus question de savoir si le fait rapporté est vrai ou faux, mais s'il est dit. Le concept de l'« effet du réel » (« illusion of truth ») est aussi développé par Teun Van Dijk⁵⁶¹, qui traite de l'importance du témoignage pour confirmer qu'un événement ou une situation est bien réel(le), indépendamment du fait que ce témoignage est vrai ou faux, voire hors contexte. En outre, Teun Van Dijk ajoute que les citations sont considérées plus proches de la vérité et plus fiables que n'importe quel reportage. Non seulement elles contribuent à rendre le récit plus vivant, mais elles sont en outre « *des indications directes de ce qui a été dit qui est alors vrai par acte verbal* »⁵⁶². Bien évidemment, toutes les citations n'ont pas la même valeur. Donc, les dires d'un ministre, par exemple, valent plus que ceux d'un parlementaire.

Ainsi, dans l'exemple des *Echos*, le journal endosse les dires de François Baroin, même s'il les rapporte entre guillemets. Cela est d'ailleurs confirmé par le contexte de cette citation dans l'article du journal :

« « *Une pression vertueuse* »

Pour le gouvernement, il est aussi important de montrer à l'opinion que prêter à la Grèce présente des avantages, alors que la situation des finances publiques inquiète. « Ce n'est pas une dépense pour le contribuable », a insisté le ministre, évoquant un prêt « avec remboursement dans les trois années qui viennent,

⁵⁵⁷ *Ibid.*, p. 135.

⁵⁵⁸ *Ibid.*

⁵⁵⁹ *Ibid.*, p. 138.

⁵⁶⁰ *op. cit.*

⁵⁶¹ Teun Van Dijk, *News as discourse*, Hillsdale New Jersey, Hove and London, Lawrence Erlbaum Associates, 1988, p. 86.

⁵⁶² *Ibid.*, p. 87.

exerçant une pression vertueuse sur le gouvernement grec ». En réponse à ceux qui craignent de devoir venir à la rescousse d'autres pays, François Baroin a ajouté : « Il faut arrêter avec ces scénarios de politique-fiction. C'est l'insincérité – on peut l'appeler “ mensonge ” – du gouvernement grec qui a provoqué aussi cette accélération de la crise. Le Portugal a un niveau de dette important, c'est vrai, mais les Portugais n'ont pas menti » »⁵⁶³.

La référence aux « mensonges » du gouvernement grec ne sert certainement en rien le dernier point développé par le ministre, à savoir la possibilité d'aider d'autres pays européens. Il aurait très bien pu s'arrêter aux « scénarios de politique-fiction ». De plus, le fait que les Portugais « n'aient pas menti », ne les met pas à l'abri d'une crise et peut-être de l'éventualité d'une nécessité d'aide, ce qu'ils n'ont pu éviter d'ailleurs un an plus tard. Donc, la référence aux « mensonges » grecs par le ministre du Budget nous mène à l'hypothèse qu'il voulait accorder une certaine crédibilité à cet argument.

Le Figaro fait aussi état des « mensonges » du gouvernement grec : « Rappelons que la crise est née lorsque le nouveau gouvernement a reconnu, en janvier, que le déficit était le double de ce qu'on avait bien voulu dire »⁵⁶⁴. *Le Monde*, à son tour, insinue que la révélation des mensonges grecs sur le déficit annuel qui perdure depuis des années a déclenché la crise. Nous lisons dans l'article de Philippe Ricard et Marie de Vergès qu'« une “ transparence ” après des années de maquillage des comptes publics qui a précipité la crise obligataire grecque »⁵⁶⁵. Et ailleurs, dans l'éditorial du 24 avril 2010, *Le Monde* reprend l'argument des mensonges en disant que « les Grecs paient aujourd'hui leurs mensonges d'hier »⁵⁶⁶. Bref, le journal considère aussi que le pays a fauté⁵⁶⁷, argument qui est répété également dans *Le Figaro*⁵⁶⁸. L'aveu du déficit

⁵⁶³ Etienne Lefebvre, « En France, consensus droite-gauche sur l'aide à la Grèce », *op. cit.*

⁵⁶⁴ Pierre Rousselin, « Grèce : la spirale infernale », *Le Figaro*, 23 avril 2010, p. 19.

⁵⁶⁵ Philippe Ricard et Marie de Vergès, « Flambée des taux, déficit record : la Grèce se rapproche de la faillite », *Le Monde*, 23 avril 2010, p. 10.

⁵⁶⁶ « Chacun pour soi, la crise pour tous », *Le Monde*, 24 avril 2010, p. 1. Voir aussi Marie de Vergès et Claire Gatinois, « Questions sur la crise grecque : pourquoi, jusqu'où ? », *Le Monde*, 30 avril 2010, p. 10.

⁵⁶⁷ Charles Wyplosz, « Grèce : il faut suspendre le paiement de la dette publique », *Le Monde*, 28 avril 2010, p. 17.

⁵⁶⁸ Alexandrine Bouilhet, « Grèce : un sauvetage financier de l'Europe », *Le Figaro*, 27 avril 2010, p. 15.

réel demeure, après deux ans, comme une cause de la crise grecque. C'est du moins l'avis de Georges Prévélakis, professeur à l'Université Panthéon-Sorbonne, qui écrit dans *Le Figaro* que « *Georges Papandréou avait accusé son prédécesseur d'avoir caché la mauvaise situation économique et déclencha par cette affirmation la crise de la zone euro* »⁵⁶⁹.

Parmi les causes nationales auxquelles la crise financière en Grèce est attribuée, des causes politiques – à savoir les gouvernements précédents – mais aussi la gestion des finances par les gouvernements successifs prennent une place centrale. Les exemples sont nombreux. *Le Figaro* écrit que le premier ministre George Papandréou a réalisé « *l'étendue de l'abîme financier dans lequel les gouvernements précédents, socialistes (1993-2004) comme conservateurs (2004-2009), avaient plongé sonpays* »⁵⁷⁰ lorsqu'il s'est trouvé au volant. Pour d'autres, le gouvernement Caramanlis est aussi responsable, puisqu'il a « *laissé un déficit abyssal* »⁵⁷¹. *Les Echos* se réfère à la « *dérive des coûts publics* » qui ont « *creusé le déficit* »⁵⁷². De son côté, *Libération* affirme que la classe politique grecque « *a toujours dramatiquement confondu revenus et emprunts. Surtout depuis que l'adhésion de la Grèce à l'euro, en 2002, lui a permis d'emprunter presque aux mêmes conditions que l'Allemagne* »⁵⁷³. Le même argument, à savoir les conditions d'emprunt après l'adhésion de la Grèce à la zone euro, est repris par *Les Echos*⁵⁷⁴. Il est réitéré en 2012. Ainsi, la crise de la dette en Grèce est attribuée à une économie qui « *a vécu à crédit pendant de nombreuses années* »⁵⁷⁵. *Les Echos* soutient le même point de vue pour l'Espagne, qui, comme la Grèce, a eu accès à des financements bon marché, lesquels ont alimenté un laxisme budgétaire, salarial et financier dans les deux pays avec « *le résultat que nous avons vu* »⁵⁷⁶.

Le romancier Vassilis Alexakis, qui a vécu à Paris, a donné l'explication suivante pour la crise économique grecque, lors d'un entretien :

⁵⁶⁹ Georges Prévélakis, « Grèce : derrière la crise politique, la crise géopolitique guette », *Le Figaro*, 4 novembre 2011, p. 14.

⁵⁷⁰ Renaud Girard, « Papandréou, un capitaine sans charisme », *Le Figaro*, 3 novembre 2011, 16. Voir aussi Nicolas Bouzou, « La crise grecque est aussi française », *Le Figaro*, 30 avril 2010, p. 17.

⁵⁷¹ Alain Salles, « La grande panne économique de la Grèce », *Le Monde*, 3 mai 2012.

⁵⁷² Patrick Artus et Jean-Paul Betbeze, « Du bon usage du “haircut” ! », *Les Echos*, 3 novembre 2011, p. 17.

⁵⁷³ Jean Quatremer, « La dette, une affaire d'Etat », *Libération*, 29 octobre 2011, p. MAG_8.

⁵⁷⁴ Dominique Seux, « La Grèce, ça suffit ! », *Les Echos*, 2 novembre 2011, p. 14.

⁵⁷⁵ Hélène Rey, « Sortir du triangle infernal européen », *Les Echos*, 9 mai 2012, p. 15.

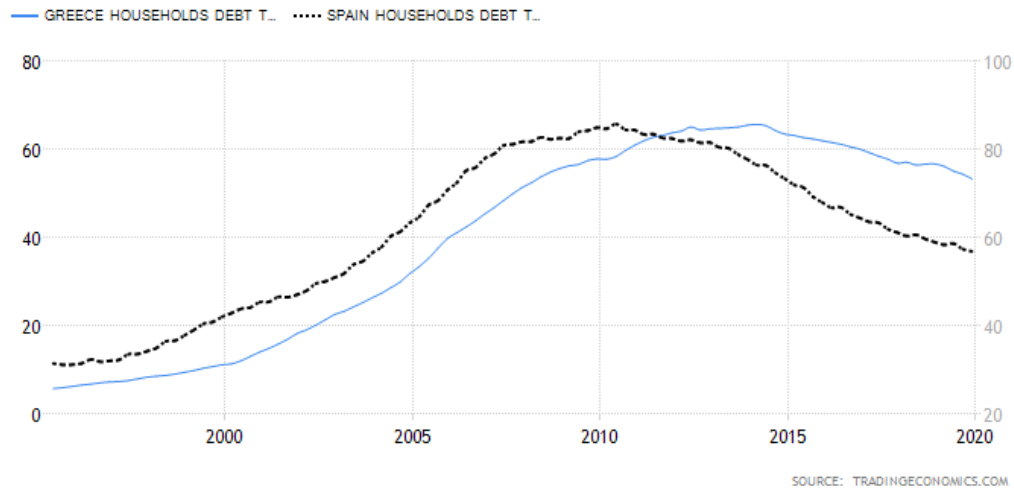
⁵⁷⁶ Jean-Louis Bourlanges, « “François Hollande est très isolé en Europe” », *Les Echos*, 9 mai 2012, p. 4.

La Grèce vit davantage dans le passé que dans l'avenir. Elle en tire une grande vanité. Forcément, à force de vivre dans le passé, les Grecs ne croient plus en l'avenir. Et ça encourage l'endettement. Cette population est un mélange de légèreté incroyable et de refus féroce d'envisager la suite. Oui, c'est ça, la Grèce est une très vieille histoire sans suite. Ce qui explique aussi qu'il n'y ait pas eu de dynamisme économique dans ce pays. On fait des choses pour gagner vite un maximum d'argent et le dépenser très rapidement. Pas pour l'investir. Ma grand-mère était comme ça. Elle était de Santorin. Elle avait une toute petite retraite et, chaque premier du mois, elle invitait toute sa famille dans un bon restaurant où elle dépensait la moitié de sa fortune !⁵⁷⁷

Les Grecs dépensent ainsi beaucoup, parce qu'ils n'ont pas de projets pour l'avenir. Ils préfèrent vivre le jour présent. Toutefois, des indicateurs sur la consommation des ménages montrent une réalité un peu différente de ce qui est décrit par Vassilis Alexakis. En fait, entre les années 1990 et jusqu'au début de la crise financière en Grèce, qui marque le commencement de la crise de la dette dans la zone euro, la consommation des ménages, exprimée comme l'endettement des ménages par rapport au PIB, est plus stable en Espagne qu'en Grèce, comme il apparaît clairement dans le graphique qui suit.

⁵⁷⁷ Ibid.

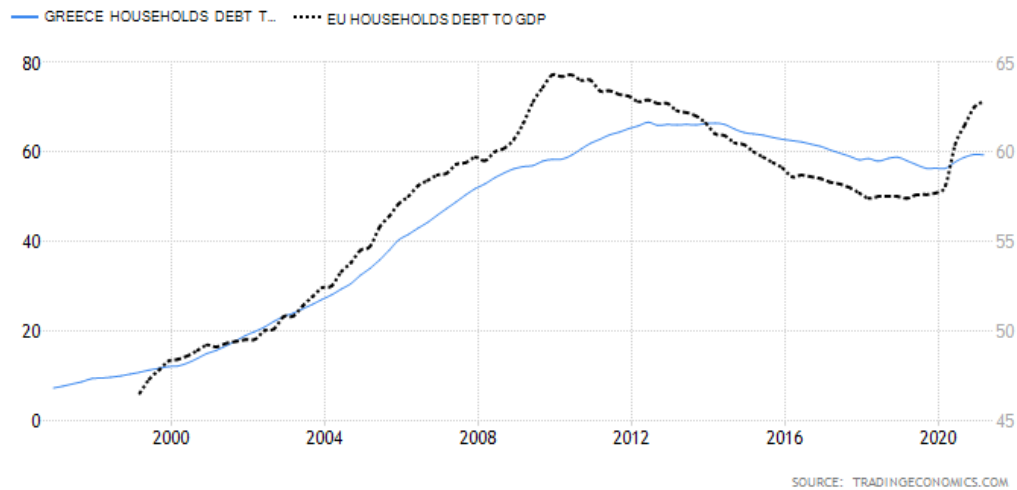
Image 5 : Endettement des ménages en Grèce et en Espagne par rapport au PIB (1990-2020)



Source : Tradingeconomics.com. URL : <https://tradingeconomics.com/spain/households-debt-to-gdp>, accédé le 30 octobre 2021.

De plus, l'endettement des ménages en Grèce est bien au-dessus de la moyenne de la zone euro à la même période.

Image 6 : Endettement des ménages en Grèce et en zone euro par rapport au PIB (1990-2020)



Source : Tradingeconomics.com. URL : <https://tradingeconomics.com/greece/households-debt-to-gdp>, accédé le 30 octobre 2021.

L'argument de l'endettement, comme cause de la crise de dette en Grèce et en Espagne, ne semble pas, pourtant, assez fort pour soutenir l'hypothèse que la crise dans

ces pays est due à ce phénomène. D'abord, parce que tous les pays de la zone euro s'endettent et reçoivent des prêts, selon le modèle de l'économie capitaliste. Deuxièmement, parce que d'autres pays de la zone euro – qui n'étaient pas traités comme des pays en crise – présentaient un endettement excessif (plus de 60% de leur PIB), comme par exemple l'Italie (115,8%), la Belgique (96,7%), la Hongrie (78,3%), la France (77,6%) ou bien l'Allemagne (73,2%). À titre de comparaison, la dette espagnole était de moins de 60% en 2009, la dette de la Grèce atteignait 115,1%, celle du Portugal s'élevait à 76,8%, tandis que l'Irlande présentait une dette de 64%⁵⁷⁸. Pourquoi, dès lors, l'Espagne avec moins de dette que la France était-elle en crise ? Ces données montrent que l'endettement des pays, qui est d'ailleurs un phénomène mondial et non exclusivement grec ou espagnol, ne suffisent pas à expliquer pourquoi ces pays étaient en crise de dette, alors que d'autres ne l'étaient pas. Nous revenons ici à l'argument de la spéculation contre l'euro, selon lequel il est plus facile de l'attaquer à travers des pays comme la Grèce ou l'Espagne, qu'à travers la France. Mais l'enjeu reste l'euro.

Pour *Le Monde*, la crise financière est le résultat de la politique des dirigeants grecs qui se sont succédés au pouvoir, lesquels « *ont ruiné* » le pays, et lesquels ont tout de même été élus, en toute liberté et conscience, par les Grecs⁵⁷⁹. La référence concerne plutôt les grandes familles politiques. Pour *Libération*, le problème de la Grèce commence dans les années 1980, lorsque le PASOK (socialiste) d'Andréas Papandréou, père de Georges Papandréou, est venu au pouvoir. Le gouvernement d'Andréas Papandréou distribuait de l'argent alors que les caisses étaient vides. Cette politique s'est poursuivie dans les années 1990 avec le gouvernement de Kostas Simitis, le successeur d'Andréas Papandréou à la tête du PASOK⁵⁸⁰.

Les gouvernements successifs sont aussi responsable du clientélisme qui a nourri le déficit et a mis à genoux l'économie, selon *Le Monde* : « *la domination des*

⁵⁷⁸ Eurostat, *Euroindicators*, 55/2010, 22 avril 2010, p. 1. Les données concernent l'année 2009.

⁵⁷⁹ Alain Lamassoure, *Le Monde*, « M. Papandréou joue avec le feu ! » *Le Monde*, 4 novembre 2011, p. 21.

⁵⁸⁰ Alexandra Schwartzbrod, « “Athènes a un vrai rôle à jouer dans cette crise plus philosophique qu'économique” », *op. cit.* Sur la politique des partis politiques en tant que cause de la crise, voir aussi, à titre indicatif, « Le “Nobel” des fonctionnaires est grec », *Libération*, 12 mai 2012, p. 10 ; Alain Salles, « En Grèce, l'austérité fatale aux partis historiques », *Le Monde*, 8 mai 2012, p. 16.

deux partis qui ont laissé filer les déficits en menant une politique clientéliste »⁵⁸¹. *Libération* fait aussi référence au clientélisme comme l'une des raisons de la crise⁵⁸².

Parmi les causes de la crise de la dette en Grèce, l'absence d'un modèle de production est mentionnée. Selon Jean-Louis Bourlanges, ancien député européen, le problème de la Grèce et de l'Espagne est « *[qu'elles] n'ont pas de besoins d'investissement clairement identifiés. Ils ne savent pas quoi produire et quoi vendre* »⁵⁸³. Cet argument est aussi le résumé de l'entretien avec Louka Katseli⁵⁸⁴, point qu'elle ne manque pas de développer dans son livre⁵⁸⁵. Ce facteur est aussi discuté par Massimo Prandi, qui observe que la crise de la dette n'a pas été « *malheureusement l'occasion de donner une énorme impulsion au développement de la Grèce* », qui est revenue « *un peu au classique* », à savoir le tourisme et « *un peu d'alimentation* »⁵⁸⁶. En fait, Massimo Prandi commente que ce manque de vision – partagé par les créanciers européens de la Grèce, qui ont conçu le programme d'ajustement – a rendu l'économie grecque « *encore plus fragile* » et « *dépendante* »⁵⁸⁷.

Libération et *Le Monde* sont les deux journaux qui, en dehors des causes nationales, attribuent la crise financière en Grèce à des origines européennes. Parmi tous les cas que nous avons rassemblés grâce à l'analyse, environ 72% des causes sont attribuées à la Grèce et 22% sont attribuées au système de la zone euro, dans le cas de *Libération*. Pour *Le Monde*, l'image est partagée : 50% des causes de la crise de la dette grecque sont dues à des facteurs nationaux et les 50% restants à des facteurs européens. Les causes européennes de la crise de dette grecque se regroupent autour de la construction, des défaillances et du fonctionnement de la zone euro, qui ne disposait pas des mécanismes nécessaires pour faire face à une crise de dette d'un de ses membres.

Dans le cas de *Libération*, l'argument sur la construction de la zone euro et son rôle dans la crise de dette grecque est présent dans un seul article, un entretien de l'économiste Jean-Paul Fitoussi⁵⁸⁸. Là, ce dernier évoque les faillites de la zone euro qui sont, à ses yeux,

⁵⁸¹ Alain Salles, « En Grèce, “ il faut bâtir une alliance proeuropéenne ” », *Le Monde*, 4 mai 2012, p. 10.

⁵⁸² Alexandra Schwartzbrod, « “ Athènes a un vrai rôle à jouer dans cette crise plus philosophique qu'économique ” », *op. cit.*

⁵⁸³ Jean-Luis Bourlanges, « “ François Hollande est très isolé en Europe ” », *op. cit.*

⁵⁸⁴ Entretien avec Louka Katseli, *déjà cité*.

⁵⁸⁵ Louka Katseli, *Tourbillons et responsabilités(...)*, *op. cit.*, p. 322-323.

⁵⁸⁶ Entretien avec Massimo Prandi, *déjà cité*.

⁵⁸⁷ *Ibid.*

⁵⁸⁸ Catherine Maussion, « “ Sans dysfonctionnement de l'UE, il n'y aurait pas d'affaire grecque ” », *Libération*, 27 avril 2010, p. 15.

responsables de la crise de la dette grecque. Il explique, par exemple, que faute de solidarité budgétaire, il y aurait toujours un maillon faible au sein de la zone euro : « *aux Etats-Unis, il y a une vraie solidarité budgétaire. C'est elle qui évite à la Californie de faire faillite. Pas dans la zone euro où, faute de solidarité, on confie en quelque sorte la mission de sanction aux marchés ! Cela signifie que chaque pays est seul face à la spéculation* »⁵⁸⁹. Il répète son argument plus bas dans l'entretien, cette fois ajoutant un autre angle, auquel nous avons fait référence dans l'introduction de ce chapitre, à savoir le sauvetage des banques par les pays :

*« Il y a surtout dans le cas grec le symptôme du dysfonctionnement de la construction européenne. S'il n'y avait pas eu d'atermoiements à propos du sauvetage, il n'y aurait pas eu d'affaire. Nous constatons surtout un fait : c'est la zone la plus vertueuse en matière budgétaire – la zone euro – qui paie le plus lourd tribut à la crise. Cette crise illustre le fait que la vertu n'est pas toujours récompensée et surtout que l'économie n'a rien à voir avec elle. Le cas européen pose ce problème fondamental : on peut sauver une banque qui a failli, on peut sauver une entreprise en déroute, mais on ne peut sauver un peuple dont le gouvernement a failli. Cela en dit long sur l'état de confusion mentale où se trouve le système dans lequel nous vivons. Nous sauvons les banques – parfois à fonds perdus – qui nous ont conduits dans le précipice, et là, on fait toute une histoire pour prêter à la Grèce alors qu'on est sûr de récupérer notre argent, intérêts et capital ! »*⁵⁹⁰.

Le Monde estime clairement que les failles de l'union monétaire ont contribué à la crise, bien qu'il ne nie pas les responsabilités nationales. La zone euro n'avait pas prévu de mesures de gestion d'une telle situation, lors de sa construction⁵⁹¹. C'est son inachèvement à la fois économique – conçu comme une union monétaire mais pas budgétaire – et politique, qui est à l'origine de cette crise, raconte *Le Monde*⁵⁹². En outre, des responsabilités sont attribuées aux Européens ou à l'Union Européenne. Cette responsabilité est décrite comme l'incapacité des institutions européennes à surveiller effectivement les membres de la zone euro, dont la

⁵⁸⁹ *Ibid.*

⁵⁹⁰ *Ibid.*

⁵⁹¹ Philippe Ricard, Alain Faujas, « La Grèce appelle à l'aide, l'Allemagne renâcle », *Le Monde*, 26 avril 2010, p. 11 ; Alain Faujas, « Jean Pisani-Ferry : “ Une sortie de l'euro créerait le chaos en Grèce, sans parler des effets sur les autres pays ” », *Le Monde*, 29 avril 2010, p. 7.

⁵⁹² Voir par exemple, Philippe Ricard, Alain Faujas, « La Grèce appelle à l'aide, l'Allemagne renâcle », *Le Monde*, 26 avril 2010, p. 11 ; Franck Nousi, « “ Allô ? Passez-moi le SAFU ! ” », *Le Monde*, 30 avril 2010, p. 24.

Grèce⁵⁹³, et à éviter une crise économique suite à celle déclenchée après l'effondrement de Lehman Brothers⁵⁹⁴.

Il est intéressant, néanmoins, de constater les deux types d'imputation qui sont mises en œuvre. D'un côté, une attribution causale spécifique à propos de laquelle nous pouvons facilement établir une relation de causalité et donc une culpabilité, c'est le cas de la Grèce. Alors, c'est l'État ou le gouvernement qui a menti ou les gouvernements successifs qui ont fauté. De l'autre côté, une attribution causale plus générale, qui évite de dénommer de façon plus reconnaissable des « coupables » éventuels, c'est le cas de l'Europe. En fait, dans le cas de l'imputation concernant l'Europe, telle qu'elle apparaît dans *Libération* et *Le Monde*, l'attribution des responsabilités de la crise est liée à « la construction européenne » et aux « défaillances de l'union monétaire ». En conséquence, la responsabilité n'est pas attribuée à un actant, mais à une situation. Comme l'écrit Christian Le Bart, quand on veut se dissocier d'une situation négative, on « *s'éloigne un peu plus d'une conception rigoureuse de la causalité* »⁵⁹⁵. Autrement dit, quand on veut rejeter une responsabilité, on construit une causalité vague, hors son propre contrôle ou difficilement expliquée.

Ce cadrage dissimule pourtant des aspects importants de la crise. Bien qu'ils soient mentionnés dans le discours, ils restent marginaux ou ils sont tempérés à travers l'application de jugements et la formulation du discours. Donnons l'exemple de la responsabilisation de l'UE/zone euro par rapport à la crise. Les trois références de *Libération* aux défaillances de l'Union Européenne comme cause de la crise se trouvent toutes dans le même article⁵⁹⁶. Dans *Le Monde*, la référence à la construction de l'union monétaire comme racine de la crise se retrouve apparaît dans plusieurs articles, mais de la façon suivante : « *rien n'avait été prévu au sein de l'Union monétaire pour surmonter une crise du type de celle qui frappe la Grèce* »⁵⁹⁷ ; « *le traité européen comprend une clause de non-sauvetage qui interdit aux pays membres de la zone euro*

⁵⁹³ Jean-Pierre Stroobants, « Pour éviter une réédition du cas grec, Bruxelles souhaite renforcer les outils de surveillance et de sanction », *Le Monde*, 16 avril 2010, p. 14.

⁵⁹⁴ « Chacun pour soi, la crise pour tous », *Le Monde*, 24 avril 2010, p. 1.

⁵⁹⁵ Christian Le Bart, « Le système des attributions causales dans le discours des candidats à l'élection présidentielle de 1988 », *Revue française de science politique*, 40^e année, n. 2 (1990), p. 215.

⁵⁹⁶ Catherine Maussion, « “ Sans dysfonctionnement de l'UE, il n'y aurait pas d'affaire grecque ” », *op. cit.*

⁵⁹⁷ Philippe Ricard, Alain Faujas, « La Grèce appelle à l'aide, l'Allemagne renâcle », *op. cit.*

de prendre en charge la dette d'un autre pays membre »⁵⁹⁸ ; « pour l'économiste Steen Jakobsen chez Limus Capital, à Copenhague, la crise trouve aussi ses racines dans les failles de l'Union monétaire : “ La zone euro est une maison qui a été construite sans fondations ” »⁵⁹⁹ ; « la recherche permanente de convergence des politiques mises en œuvre sur les règles de la BCE, les critères de Maastricht et du pacte de stabilité aboutit à des déséquilibres qui permettent aux spéculateurs de mettre des pays au bord d'une situation de faillite » (Marie-Georges Buffet, secrétaire du PCF)⁶⁰⁰. Contrairement à ces affirmations, voici quelques exemples sur la responsabilité grecque, dont certains se retrouvent dans les articles précédents : « une “ transparence ” après des années de maquillage des comptes publics qui a précipité la crise obligataire grecque »⁶⁰¹ ; « les Grecs paient aujourd'hui leurs mensonges d'hier »⁶⁰² ; « d'où vient cette crise ? À première vue, de la Grèce et de ses mensonges d'État »⁶⁰³. Donc, dans le cas de la responsabilité européenne, le discours appliqué est plus sophistiqué et technique et le sujet difficilement personnifié, contrairement au cas de la responsabilisation de la Grèce.

De plus, la causalité européenne concernant la crise de la dette grecque n'est développée qu'au début, durant les premiers mois de 2010, et ce, jusqu'à l'accord entre la Grèce et ses créanciers européens concernant le plan d'ajustement budgétaire. Dans les autres études de cas que nous avons analysées, autant pour la Grèce que pour l'Espagne, nous n'avons pas vu la répétition de cet argument. En revanche, la causalité nationale est présente non seulement dans la première période sous analyse (avril-mai 2010), mais dans d'autres aussi (octobre-novembre 2011, juin 2012).

Comme nous l'avons mentionné au début de ce chapitre, les marchés internationaux et les agences de notation avaient cessé de suivre la situation économique de la Grèce et d'autres pays de la zone euro depuis longtemps. Ainsi, ils n'étaient pas préparés pour une crise. Cette remarque est aussi faite par *Le Figaro*, qui considère que les marchés internationaux en partagent la responsabilité, dans la mesure où ils ont arrêté de suivre la

⁵⁹⁸ Charles Wyplocz, « Grèce : il faut suspendre le paiement de la dette publique », *op. cit.*

⁵⁹⁹ Marie de Vergès et Claire Gatinois, « Questions sur la crise grecque : pourquoi, jusqu'où ? », *op. cit.*

⁶⁰⁰ Patrick Roger, « Le scepticisme à l'encontre de l'Europe est de retour dans le débat politique », *Le Monde*, 30 avril 2010, p. 9.

⁶⁰¹ Philippe Ricard et Marie de Vergès, « Flambée des taux, déficit record : la Grèce se rapproche de la faillite », *op. cit.*

⁶⁰² *Le Monde*, « Chacun pour soi, la crise pour tous », *op. cit.*

⁶⁰³ Marie de Vergès et Claire Gatinois, « Questions sur la crise grecque »: pourquoi, jusqu'où ? », *op. cit.*

situation économique des pays⁶⁰⁴. Enfin, l'opinion exprimée par Louka Katseli et Michel Aglietta sur le rôle de la spéculation comme générateur de la crise de la dette en Grèce, attaquant vraiment l'euro, se retrouve également dans *Libération*, où les journalistes Yann Philippin et Jean Quatremer constatent que « *les spéculateurs sont les premiers responsables de la crise* »⁶⁰⁵.

Une deuxième catégorie de causes se réfère à celles de la détérioration de la crise de la dette⁶⁰⁶. Cette catégorie est importante et voici pourquoi : comme il a été expliqué précédemment, à partir du moment où la Grèce a annoncé son déficit, les marchés se sont montrés réticents à lui prêter de l'argent. En même temps, les partenaires de la Grèce aise de la zone euro ont manifesté une hésitation notable à faire preuve de solidarité. Par conséquent, le coût de financement n'a cessé d'augmenter. Au moment où les pays de la zone euro décident de venir au secours de la Grèce, en mai 2010, les besoins de celle-ci atteignaient les 110 milliards d'euros, alors qu'en mi-avril les Européens et le FMI les avaient estimé à 45 milliards d'euros (30 milliards prêtés par les pays de la zone euro et 15 milliards par le FMI)⁶⁰⁷. La lenteur des réactions européennes est pointée par les journaux (sauf *Les Echos*) comme une raison primordiale de la dégradation de la situation financière grecque. *Libération* accuse même spécifiquement le gouvernement allemand d'Angela Merkel de « *relance[r] la spéculation sur des marchés* »⁶⁰⁸ quand « *une affirmation de solidarité claire et nette aurait suffi à calmer les marchés il y a trois mois* »⁶⁰⁹. Le journaliste Renaud Girard partage cette opinion. D'après lui, Angela Merkel aurait dû rassurer les marchés en déclarant publiquement que l'Allemagne est un allié de la Grèce, puis convoquer Georges Papandréou en privé et être très stricte avec lui en lui notifiant que la Grèce serait rejetée de l'UE si elle ne procédait pas à des réformes. Mais la chancelière

⁶⁰⁴ Nicolas Bouzou, « La crise grecque est aussi française », *op. cit.*

⁶⁰⁵ Yann Philippin et Jean Quatremer, « Un effondrement qui déstabilise toute l'Europe », *Libération*, 28 avril 2010, p. 2.

⁶⁰⁶ La crise financière grecque qui est définie comme l'incapacité de la Grèce de prêter de l'argent auprès des marchés internationaux a rapidement été transformée en une crise de dette, puisque le pays ne pouvait pas servir sa dette sans nouveau financement. C'est pourquoi nous allons utiliser désormais le terme « crise de (la) dette ».

⁶⁰⁷ Louka Katseli, *Tourbillons et responsabilités(...)*, *op. cit.*, p. 75.

⁶⁰⁸ Fabrice Rousselot, « “Junks” », *Libération*, 28 avril 2010, p. 2.

⁶⁰⁹ Jean Quatremer, « La Grèce lance son SOS antifaillite », *Libération*, 24 avril 2010, p. 14.

allemande a créé – pour une économie peu importante pour l’UE – une crise de dette souveraine énorme⁶¹⁰.

De manière semblable, *Le Monde* voit dans les tergiversations européennes les causes principales de l’aggravation de la crise grecque⁶¹¹. Une année après le déclenchement de la crise financière en Grèce, la lenteur de la réponse européenne est considérée comme une raison majeure de l’ampleur qu’elle avait atteinte. Selon l’économiste Jean-Pisany Ferry, « *les Européens ont mis trop de temps à admettre la nécessité d’une assistance, à reconnaître que fournir cette assistance à des taux d’intérêt punitifs aggravait le problème plutôt que de le résoudre, et à accepter que la Grèce était insolvable* »⁶¹². Lui, aussi, accuse le gouvernement allemand pour son retard de réaction, mais aussi la France et la BCE : « *la raison de ces retards ? La peur allemande de l’aléa moral – l’incitation à l’imprudence – mais aussi la crainte de la France et de la BCE qu’une restructuration de la dette ait des effets de contagion* »⁶¹³.

La détérioration de la situation financière grecque est alimentée par un cercle vicieux : les agences de notation dégradent la dette grecque, en considérant le pays insolvable, entraînant du coup l’augmentation du coût de son financement, lequel provoque à son tour une nouvelle dégradation de la note grecque et ainsi de suite. C’est pourquoi, la dégradation de la note de la dette grecque par les agences de notation est considérée comme une cause d’accentuation du problème. Cette dégradation est présentée à la fois comme un résultat et comme une cause des événements. Voici quelques exemples : une nouvelle annonce de révision du déficit grec a provoqué la mauvaise réaction des marchés, selon *Libération*⁶¹⁴, tandis que *Le Monde* remarque que « (...) *face à des réponses parfaitement vagues, et pour cause car il n’y avait pas de plan, une remontée du scepticisme, et donc des taux encore plus élevés qu’au départ du cycle* »⁶¹⁵. En revanche, dans la phrase « *la crise grecque s’est aggravée hier, avec une nouvelle dégradation de la dette à long terme du pays par S&P* »⁶¹⁶,

⁶¹⁰ Entretien avec Renaud Girard, *déjà cité*.

⁶¹¹ Marie de Vergès et Claire Gatinois, « Questions sur la crise grecque : pourquoi, jusqu’où ? », *op. cit.* ; Charles Wyplosz, « Grèce : il faut suspendre le paiement de la dette publique », *op. cit.*

⁶¹² Clément Lacombe et Virginie Malingre, « Jean Pisani-Ferry : “ Il était inévitable que la politique se venge ” », *Le Monde*, 4 avril 2011, p. 16.

⁶¹³ *Ibid.*

⁶¹⁴ Fabrice Rousselot, « “ Junk ” », *op. cit.*

⁶¹⁵ Charles Wyplosz, « Grèce : il faut suspendre le paiement de la dette publique », *op. cit.*

⁶¹⁶ Yves Bourdillon, « Crise grecque : la contagion », *Les Echos*, 28 avril 2010, p. 7.

nous pouvons considérer les agences de notation comme une cause de la détérioration de la crise.

La gestion de la crise de la dette grecque par les Européens, en 2010, est critiquée à l'époque par la presse comme insuffisante et lente, ce que reflètent les exemples évoqués. Cette remarque ne change pas lors du bilan effectué quelques années plus tard⁶¹⁷. Cette réaction « à retardement » s'est avérée préjudiciable pour la Grèce, parce que son plan d'ajustement budgétaire de 2010 a coûté cher, mais aussi pour l'ensemble de la zone euro, comme le constatent les articles de la presse. Les raisons de cette réponse lente sont purement politiques ; elles concernent d'une part le fait que les Européens ont sous-estimé la gravité de la situation⁶¹⁸ et, de l'autre, les préoccupations politiques du gouvernement d'Angela Merkel qui faisait face à l'époque à des élections importantes en Rhinanie-Westphalie du Nord, lesquelles étaient cruciales pour la majorité de son parti au Bundestag. La chancelière ne voulait pas risquer de perdre les élections pour « sauver » la Grèce⁶¹⁹.

Le plan d'ajustement financier de 2010 pour la Grèce a été qualifié de « plan de sauvetage », puisqu'il était censé avoir sauvé le pays de la faillite financière. Cela est vrai, mais était-ce la raison qui a conduit les Européens à décider son implémentation ? D'après les résultats de la recherche, 94% des facteurs à l'origine de son élaboration étaient le sauvetage de l'euro. Cela se traduit par le soutien apporté aux établissements bancaires, principalement français et allemands, ainsi qu'à d'autres investisseurs publics et privés européens exposés à la dette grecque. En fait, les gouvernements européens voulaient éviter un nouvel effondrement du secteur financier privé qu'ils allaient par la suite se voir forcés de sauver au détriment du contribuable. Ils ont donc décidé de prêter à la Grèce, sachant qu'ils seraient remboursés. Selon *Le Figaro*, « les établissements bancaires français détiendraient 20 à 30 milliards d'euros de dette publique grecque. Les compagnies d'assurances de l'Hexagone, tout autant. Les banques allemandes seraient exposées à hauteur de 10 à 15 milliards d'euros. Cette différence ne serait pas neutre dans

⁶¹⁷ Voir par exemple, Louka Katseli, *Tourbillons et responsabilités(...)*, op. cit., p. 76 ; Jeroen Dijsselbloem, *De eurocrisis*, op. cit., p. 231.

⁶¹⁸ Jeroen Dijsselbloem, *De eurocrisis*, op. cit., p. 231.

⁶¹⁹ Voir par exemple, Gabriel Gresillon, « Grèce : les appels se multiplient pour adoucir la position d'une Allemagne inflexible », *Les Echos*, 26 avril 2010, p. 6 ; Alexandrine Bouilhet, « Grèce : la France va prêter 3,9 milliards d'euros », *Le Figaro*, 22 avril 2010, p. 9 ; Nathalie Versieux, « Angela Merkel en pleine salade grecque », *Libération*, 26 avril 2010, p. 15 ; Philippe Ricard et Marie de Vergès, « Flambée des taux, déficit record : la Grèce se rapproche de la faillite », op. cit.

*l'empressement de la France à déclencher le plan de sauvetage de la Grèce »*⁶²⁰. Dans *Libération*, nous trouvons la même justification : « au final, Berlin respectera ses engagements internationaux, du moins tant que le plan d'aide à la Grèce coûte moins cher que la faillite des banques engagées dans la crise grecque. Paris n'en doute pas non plus »⁶²¹. La nécessité de sauver la Grèce pour sauver l'euro est confirmée de la manière la plus officielle par les déclarations des dirigeants européens : « Nicolas Sarkozy et le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, à l'issue de leur déjeuner de travail hier à l'Elysée ont jugé eux aussi nécessaire “ une action rapide et résolue contre la spéculation qui vise la Grèce, afin d'assurer la stabilité de la zone euro ”. Angela Merkel partage le même sentiment »⁶²². De même, Gérard Larcher, alors président du Sénat, assurait, dans un entretien que si la Grèce n'était pas sauvée, l'euro serait en péril⁶²³.

Enfin, le sauvetage de l'euro est lié à la tentative d'éviter l'effet domino, à savoir une crise de dette susceptible de s'étendre à d'autres pays de la zone euro. *Le Figaro* explique ce risque très clairement :

« Si les banques françaises et leurs voisines de la zone euro ont les reins assez solides pour absorber un défaut grec, elles se trouveraient en difficulté face à un “ krach ” obligataire qui, après la Grèce, contaminerait le Portugal et l'Espagne. Or, l'un n'irait pas sans l'autre. Un défaut de la Grèce serait suivi par une attaque en règle des marchés sur les dettes portugaise et espagnole.

Sur un total de 1.200 milliards d'euros de dettes cumulées de ces trois pays (Grèce, Portugal, Espagne), les établissements bancaires français en détiennent 210 milliards et les Allemands, 226 milliards. Si l'on inclut la dette extérieure de l'Irlande, autre grand malade européen, la facture deviendrait insupportable pour les banques de la zone euro, sans une nouvelle intervention des États.

⁶²⁰ Alexandrine Bouilhet, « Grèce, un sauvetage financier de l'Europe », *op. cit.*

⁶²¹ Nathalie Versieux, « Grèce : le FMI travaille Berlin au cœur », *Libération*, 29 avril 2010, p. 14.

⁶²² Richard Hault, « Berlin conditionne son aide à Athènes à des mesures d'économies supplémentaires », *Les Echos*, 27 avril 2010, p. 5.

⁶²³ Jean-François Achilli et Françoise Fressoz, « Gérard Larcher : “ Il faut soutenir la Grèce ” », *Le Monde*, 30 avril 2010, p. 17.

C'est ce scénario catastrophe, celui d'un " Lehman Brothers européen ", que les gouvernements européens veulent éviter en offrant un plan de sauvetage de la Grèce à 30 milliards d'euros, avec un appui du FMI de 10 milliards à 15 milliards »⁶²⁴.

Cet extrait, très informatif, nous explique tout l'enjeu de la crise de la dette grecque (et européenne). Premièrement, il informe de l'exposition du secteur bancaire français et allemand à la dette des « PIGS »⁶²⁵. Deuxièmement, il affirme que les marchés fonctionnent de manière spéculative, puisqu'ils préparent une attaque organisée sur la dette d'autres pays que la Grèce. Troisièmement, il déclare que les gouvernements européens ne sont plus en mesure de payer à nouveau pour le secteur privé. Bref, il en ressort que la crise de la dette qui a commencé en Grèce n'est plus que la première étape d'une crise de la dette européenne. Pourtant, comme nous venons de voir, la causalité de la situation en Grèce est vue, présentée et traitée par l'ensemble des journaux examinés comme un phénomène national.

Les entretiens effectués avec les journalistes ont confirmé ces observations. Jessica Berthereau dit que l'affaire de la dette « *a commencé comme une affaire nationale, mais nous avons réalisé que c'était une affaire européenne* »⁶²⁶. De plus, Massimo Prandi aborde l'engagement des banques françaises et allemandes dans la dette grecque comme la deuxième chose la plus importante qui lui vient à l'esprit lorsqu'il s'agit de la crise de la zone euro de 2010-2014⁶²⁷. Massimo Prandi insiste beaucoup sur le sujet des banques et il ajoute que la raison pour laquelle l'Italie n'est pas entrée dans un programme d'ajustement financier, bien que sa dette publique fût la troisième plus gonflée au niveau mondial, était que les engagements des banques françaises et allemandes n'étaient pas mis en cause en Italie⁶²⁸. Álvaro Villalobos se réfère aussi au sauvetage des banques, en disant que le but du secours financier porté à la Grèce n'était pas tant de sauver les banques grecques, mais de gagner du temps pour protéger les intérêts des banques françaises et allemandes⁶²⁹. Louka Katseli raconte aussi que lors d'une réunion du FMI à propos du programme grec, le représentant du Brésil, Paulo Nogueira Batista, a commenté que le programme grec ne

⁶²⁴ Alexandrine Bouilhet, « Grèce, un sauvetage financier de l'Europe », *op. cit.*

⁶²⁵ Pour les autres « maillons faibles » de la zone euro, voir aussi Claire Gatinois et Marie de Vergès, « L'aide dépasserait les 100 milliards d'euros », *Le Monde*, 30 avril 2010 : 8 ; Fabrice Rousselot, « "Junks" », *op. cit.*

⁶²⁶ Entretien avec Jessica Berthereau, *déjà cité.*

⁶²⁷ Entretien avec Massimo Prandi, *déjà cité.*

⁶²⁸ *Ibid.*

⁶²⁹ Entretien avec Álvaro Villalobos, *déjà cité*, et entretien avec Maria Malagardis, *déjà cité.*

concernait pas le sauvetage de la Grèce, mais « *les détenteurs privés de la dette grecque qui sont, en majorité, les institutions financières européennes* »⁶³⁰.

Si nous cherchions à récapituler les causes de la crise en Grèce, telles qu'elles ont été présentées par la presse, nous verrions que la crise est due à des facteurs nationaux, de nature tant politique qu'économique. Les gouvernements successifs sont responsables de la situation économique dans laquelle la Grèce s'est retrouvée en 2010. Tous les journaux considèrent que la crise en Grèce a des racines nationales, à l'exception du *Monde* pour qui la responsabilité est partagée.

1.2. Les causes de la crise en Espagne sont nationales

Dans les années 2000, la construction immobilière en Espagne a connu un essor considérable. La cadence moyenne de construction a atteint 600 000 logements par an⁶³¹. Le PIB espagnol a augmenté de 3% à 4%⁶³². Cependant, la crise économique mondiale de 2007-2008 a accéléré l'éclatement de ce qui était en réalité une bulle immobilière. En 2009, l'économie espagnole, du fait de l'éclatement de cette bulle immobilière, en concomitamment avec l'exposition du pays à la fluctuation des prix du pétrole, est devenue déflationnaire. Le gouvernement de l'époque, dirigé par José Luis Rodríguez Zapatero, a appliqué une série de mesures d'austérité, lesquelles n'ont pas réussi à redresser l'économie. En 2012, le chômage s'élevait à 24,8%⁶³³ et le déficit public à 10,47%⁶³⁴.

Ainsi, en 2010, à la suite de l'éclatement de la bulle immobilière, le secteur bancaire espagnol a subi des pressions importantes et a été menacé de faillite. Le gouvernement a ainsi assumé le sauvetage des banques en sécurisant leur financement.

⁶³⁰ Dans Louka Katseli, *Tourbillons et responsabilités(...)*, op. cit., p. 88. L'ancienne ministre ajoute que des représentants des Pays-Bas, de l'Allemagne et de la France au FMI ont fait part au Conseil Exécutif de l'institution de l'engagement de leurs banques à l'égard du soutien de la dette grecque, engagement non tenu, en commençant par les Français (*ibid.*, p. 89).

⁶³¹ López Letón, Sandra, « La burbuja que embriagó a España », *El País*, 25 octobre 2015, https://elpais.com/economia/2015/10/20/actualidad/1445359564_057964.html (accédé le 28 mars 2018).

⁶³² *Ibid.*

⁶³³ Source: Eurostat, Unemployment rate 2004-2015 (%), at [http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/File:Unemployment_rate_2004-2015_\(%25\)_new.png](http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/File:Unemployment_rate_2004-2015_(%25)_new.png) (accédé le 13 avril 2017).

⁶³⁴ OECD, *General government deficit for Spain*, at <https://data.oecd.org/gga/general-government-deficit.htm> (accessed on 11 April 2017).

En décembre de la même année, la banque Bankia a été créée par le fusionnement de sept banques d'épargne locales (Caja Madrid, Bancaja, Caja Canarias, Caja de Ávila, Caixa Laietana, Caja de Segovia et Caja de La Rioja). La structure fédérale de l'Espagne explique la décentralisation de son système bancaire : par « banques locales », il faut comprendre les banques servant la clientèle des communautés autonomes. Bankia est alors devenue la quatrième banque du pays en termes d'actifs immobiliers, évalués à 38 milliards d'euros⁶³⁵. Juste après, la même banque a bénéficié d'une aide de 4,5 milliards d'euros de la part du gouvernement. En 2012, Bankia a été recapitalisée pour la seconde fois, à hauteur de 20 milliards d'euros⁶³⁶. Jusqu'en 2012, les besoins de financement du système bancaire espagnol se chiffraient entre 65 et 100 milliards d'euros au total. Les marchés internationaux ont alors commencé à douter de la solvabilité des banques espagnoles et de la dette publique du pays qui augmentait suite aux recapitalisations et à l'augmentation du déficit. Le fait est qu'en cinq ans, de 2007 à 2012, la dette publique espagnole a doublé⁶³⁷. En 2009, le déficit public s'élevait à 11% du PIB⁶³⁸. En juin 2012, le taux d'intérêt à 10 ans des obligations de l'Espagne a dépassé le seuil de 7%. Le gouvernement en fonction de Mariano Rajoy a jugé ce niveau de financement insoutenable pour l'économie espagnole et a donc recouru au mécanisme de financement de l'UE, créé en juin 2010, le FESF (Fonds Européen de Stabilité Financière). En fait, l'Espagne était financée par le MES (Mécanisme Européen de Stabilité) qui a succédé au FESF à la fin de 2012. Elle a déposé sa propre demande d'aide financière le 25 juin 2012. Comme dans le cas grec, le programme de financement de l'Espagne a été mis en place grâce à la collaboration de la Banque Centrale Européenne (BCE) et de la Commission Européenne (CE) représentant l'Union Européenne (UE). Le Fonds Monétaire International (FMI) n'a pas prêté à l'Espagne comme il l'a fait à la Grèce, mais il a contribué son savoir technique.

⁶³⁵ Recuero, Marisa, *Todo sobre la recapitalización de Bankia*, 31/05/12 à <http://www.elmundo.es/elmundo/2012/05/30/economia/1338383844.html> (accédé le 13 avril 2017).

⁶³⁶ *Ibid.*

⁶³⁷ Berthereau Jessica, « La dette publique espagnole a plus que doublé depuis 2007 », *Les Echos*, 18 mars 2013, https://www.lesechos.fr/18/03/2013/LesEchos/21398-031-ECH_la-dette-publique-espagnole-a-plus-que-double-depuis-2007.htm (accédé le 29 mars 2018).

⁶³⁸ European Commission, *Stability Programme Update Spain 2009-2013*, http://ec.europa.eu/economy_finance/economic_governance/sgp/pdf/20_scps/2009-10/01_programme/es_2010-02-01_sp_en.pdf (accédé le 29 mars 2018).

Ajoutons sur ce point que durant l'analyse du corpus sur la crise espagnole, un discours parallèle est tenu sur une crise qui va bien au-delà des frontières espagnoles pour affecter la zone euro. Des causes, des conséquences et des solutions relatives à cette crise, présentées plus bas, peuvent par ailleurs être identifiées. Or, le discours qui fait un distinguo entre les deux crises est clair certaines fois, tandis que dans d'autres, il ne semble porter que sur l'une. Nous allons y revenir. Pour l'instant, contentons-nous de noter l'existence d'une « crise parallèle », que nous caractérisons de crise de la zone euro, dont nous allons présenter les différents aspects.

Comme dans le cas de la Grèce, la crise en Espagne est attribuée à des causes nationales. En fait, les causes économiques évoquées sont très similaires à celles de la Grèce. Il est très clair que la presse de qualité estime que la crise de dette espagnole est un phénomène national, dont les causes sont à rechercher principalement à l'intérieur. Seules 5% d'entre elles concernent d'autres explications, à savoir le facteur européen.

Le discours des quatre journaux se concentre autour du secteur immobilier. En effet, Arnaud Leparmentier écrit dans un article qu'avant la crise de 2009, l'Espagne ne produisait que de l'immobilier⁶³⁹.

Plus précisément, c'est le domaine du bâtiment et la bulle immobilière qui sont à l'origine des maux de l'économie espagnole. Cette idée est clairement soutenue dans le discours des journaux. Le modèle économique de l'Espagne, autrement dit le secteur de la construction et son aboutissement, la bulle immobilière, est considéré la cause nationale la plus importante (33%). Manuel Borja-Villel, directeur du musée Reina Sofia de Madrid, a attribué la crise au « *modèle économique obsolète, fondé sur la construction et l'immobilier* »⁶⁴⁰. Erik Izraelewicz, quant à lui, a écrit dans son éditorial, à la même date, que l'immobilier représentait, à l'instar du crédit et des subventions européennes, la « *potion magique* »⁶⁴¹. Ailleurs, nous lisons que la construction était le cœur du miracle économique espagnol avant que celui-ci ne s'effondre : « *le pays connaît sa crise la plus terrible depuis l'instauration de la démocratie, en 1976. Le chômage touche 21% de la population, et 47% des jeunes de moins de 25 ans - un sur deux, quasiment, diplômé ou non. Mal dévastateur et qui vient*

⁶³⁹ Arnaud Leparmentier, « France cherche créneau porteur », *Le Monde*, 16 janvier 2014, p. 20.

⁶⁴⁰ Michel Guérin, « L'Espagnol qui bouscule les musées », *Le Monde*, 19 novembre 2011, p. ARH1.

⁶⁴¹ Erik Izraelewicz, « Les paradoxes de la Puerta del Sol », *Le Monde*, 19 novembre 2011, p. 1.

souligner ce qu'avait de fragile un “ miracle espagnol ” construit sur une bulle immobilière nourrie par une politique de crédit laxiste »⁶⁴². Une Espagnole, Suzana, l'admettait : « c'est vrai qu'on dépendait de la construction, un secteur qui n'a plus d'avenir. On le savait, mais comme on vivait bien... »⁶⁴³.

La gabegie nationale est évoquée comme une autre cause de la crise financière en Espagne. Pourtant, elle est très étroitement liée avec le monde de la construction. *Le Figaro*, dans un article intitulé « *L'Espagne paye des années de gabegie publique* » et traitant des projets immobiliers gigantesques qui ont été construits partout dans le pays, rapporte que pendant des années, « les maires, les conseillers généraux, les présidents de régions et les ministres des Travaux publics ont inauguré des projets pharaoniques »⁶⁴⁴.

À part cela, les Espagnols, comme les Grecs, dépensent beaucoup, bien au-delà de leurs revenus, comme l'admet Maria Antonia, une fonctionnaire⁶⁴⁵ ou Erik Izraelewicz, dans son article, où nous lisons que l'Espagne, « avec des modalités juste un peu différentes » que d'autres pays européens a vécu « trop longtemps au-dessus de ses moyens »⁶⁴⁶. À l'opposé du cas grec, cependant, où l'élément politique, comme par exemple les partis politiques, occupe une place majeure au sein de la causalité nationale, dans le cas espagnol, les raisons politiques à l'origine de la crise ne concernent que 7% des causes nationales.

La demande excessive de l'immobilier a été nourrie par une série des raisons, qui sont examinées de façon analytique. D'abord, il est question d'une politique de crédit laxiste⁶⁴⁷. Ensuite, c'est l'immigration⁶⁴⁸ ou le changement de la loi du sol qui sert d'explication⁶⁴⁹. En outre, des raisons politiques et des phénomènes de corruption sont mentionnés comme autres causes de la bulle. Matthieu de Taillac, correspondant du *Figaro* en Espagne depuis plusieurs

⁶⁴² Sandrine Morel, « Les Espagnols confient une majorité absolue à M. Rajoy », *Le Monde*, 22 novembre 2011, p. 7.

⁶⁴³ Cécile Chamraud, « Le logement, obsession d'un pays », *Le Monde*, 21 novembre 2011, p. PEH5.

⁶⁴⁴ Mathieu de Taillac, « L'Espagne paye des années de gabegie publique », *Le Figaro*, 18 novembre 2011, p. 7.

⁶⁴⁵ François Musseau, « Le traitement de choc qui révolte Barcelone », *Libération*, 17 novembre 2011, p. 28.

⁶⁴⁶ Erik Izraelewicz, « Les paradoxes de la Puerta del Sol », *op. cit.*

⁶⁴⁷ *Le Monde*, « La victoire historique de la droite espagnole », *Le Monde*, 22 novembre 2011, p. 1 ; Matthieu de Taillac, « L'Espagne paye des années de gabegie publique », *op. cit.*

⁶⁴⁸ Mathieu de Taillac, « Comment l'Espagne a succombé à sa bulle immobilière », *Le Figaro*, 21 juin 2012, p. 2.

⁶⁴⁹ Mathieu de Taillac, « L'Espagne paye des années de gabegie publique », *op. cit.*

années, a consacré un article à l'explication des origines de la bulle. Le sous-titre fait appel aux raisons politiques, plus précisément, à la survie politique, pour justifier l'ampleur de la bulle : « *Corruption et électoralisme ont poussé les politiques et les promoteurs à profiter de la spéculation rendue possible par l'afflux de crédit à bon marché* », lisons-nous alors dans l'article⁶⁵⁰.

Des raisons sociales (familles séparées ou couples divorcés recherchant un logement, ou bien des retraités européens à la recherche d'une résidence) ont aussi poussé vers la construction de plus de logements⁶⁵¹. Matthieu de Taillac décrit une société où tous, dans le secteur privé autant que dans le public, des individus autant que des entreprises, des élus même, ont été accablés par l'euphorie de la construction et ils en ont profité. Les banques, parce que le crédit affluait, les élus locaux, parce qu'ils promouvaient des projets et gagnaient en popularité, ou bien des individus qui avaient accès à la propriété. Le journaliste écrit : « *en requalifiant les terrains, les communes permettaient aux promoteurs de multiplier leurs gains. Au passage, elles remplissaient les caisses municipales. Les banques participaient à l'aubaine. Les cajas, ces caisses d'épargne régionales, pouvaient s'étendre au-delà de leur territoire naturel. Les élus locaux, représentés dans les conseils d'administration des cajas, orientaient les crédits* »⁶⁵². José Luis Ruiz Bartolomé, alors directeur dans une grande compagnie immobilière et écrivain du livre *Adiós, ladrillo, adiós*, interviewé par le journaliste, explique que : « *les critères de risque s'adaptaient aux critères électoralistes et mégalomanes de certains élus* »⁶⁵³. Le journaliste résume : « *la corruption et l'électoralisme ont poussé les politiques et les promoteurs à profiter de la spéculation rendue possible par l'afflux de crédit à bon marché* ». Les intérêts autour de la bulle étaient « *tellement énormes qu'il était devenu difficile de le combattre depuis la sphère politique* », admet le ministre du Travail de l'époque, membre du gouvernement Zapatero, Valeriano Gomez. De son côté, José Maria Beneyto, député du Parti Populaire (droite) faisait état d'« *une illusion collective : celle de la richesse basée sur la spéculation* ». Mais, disait-il, « *tous étaient responsables : les banques, les familles, les gouvernements, en détectant peut-être trop tard le problème* »⁶⁵⁴.

⁶⁵⁰ Matthieu de Taillac, « Comment l'Espagne a succombé à sa bulle immobilière », *op. cit.*

⁶⁵¹ *Ibid.*

⁶⁵² *Ibid.*

⁶⁵³ *Ibid.* José Luis Ruiz Bartolomé décrit dans son livre des phénomènes de fraude, des irrégularités et l'impasse finale de cette politique de construction. Voir José Luis Ruiz Bartholomé, *Adiós, ladrillo, adiós, Claves para superar el crash inmobiliario*, Madrid, LibrosLibres, 2010.

⁶⁵⁴ *Ibid.*

Parmi toutes les causes à l'origine de la bulle immobilière, près d'un tiers se rapportent à la corruption et aux « intérêts divers », essentiellement le clientélisme. Cependant, même si la bulle est attribuée à un pourcentage si élevé de facteurs liés à la corruption, la réaction de la presse ne suit guère la gravité de ce constat. Bien au contraire. Ce que nous remarquons, c'est que la causalité exprimée est autant spécifique quand il s'agit de culpabiliser l'aspect national, qu'elle est vague lorsqu'il faut procéder à une personnification. Un autre élément qu'il est intéressant de mentionner sur ce point, concerne la façon dont certaines affirmations sont énoncées sur la part de la corruption et de l'électoratisme dans l'expansion de la construction immobilière. C'est alors « la corruption » et « l'électoratisme » qui « ont poussé » les actants à promouvoir la construction dans leur propre intérêt et non des actants corrompus ou clientélistes.

Le discours journalistique sur la corruption est beaucoup moins sévère que dans les cas grec, bien que le phénomène semble être comparable et pour le moins largement responsable de la bulle, par conséquent, de la crise de la dette en Espagne. Nacima Baron et Barbara Loyer écrivent que « *le boom immobilier a fait le lit d'une corruption qu'on dit systémique : des centaines d'élus, des banquiers, des entrepreneurs, des syndicalistes sont inculpés* »⁶⁵⁵. Au niveau local, la corruption, selon les autrices, est très répandue : « *dans plusieurs provinces littorales, il est avéré que la corruption de la classe politique n'est plus une exception ou une anomalie, mais l'expression d'une dérive fondée sur l'interaction entre une culture politique, un rapport au marché et un état de la société* »⁶⁵⁶. Elles mentionnent de nombreux exemples dans leur livre qui rapporte des cas de corruption auprès d'élus locaux ou autres fonctionnaires⁶⁵⁷, des milieux industriels⁶⁵⁸ ou du système judiciaire⁶⁵⁹. Et elles ne sont pas les seules. José Luis Ruiz Bartholomé aborde aussi dans son livre la corruption dans les Autonomías⁶⁶⁰. Il en est de même pour Antonio Molina⁶⁶¹.

Cependant, malgré le fait que la corruption semble être un facteur qui a influencé l'ampleur de la bulle immobilière, comme il est constaté par plusieurs sources extérieures, nous ne voyons pas ce récit reflété dans le discours autour des causes de la

⁶⁵⁵ Nacima Baron et Barbara Loyer, *L'Espagne en crise(s)(...)*, op. cit., p. 12.

⁶⁵⁶ *Ibid.*, p. 145.

⁶⁵⁷ *Ibid.*, p. 65, 88, 141.

⁶⁵⁸ *Ibid.*, p. 190.

⁶⁵⁹ *Ibid.*, p. 28.

⁶⁶⁰ José Luis Ruiz Bartholomé, *Adiós, ladrillo, adiós*, op. cit. p.

⁶⁶¹ Antonio Muñoz Molina, *Tout ce que l'on croyait solide*, op. cit., p.

crise en Espagne. Le phénomène de la corruption (et du clientélisme qui va avec) n'est pas expressément dénoncé comme l'une des causes majeures de la crise, comme en Grèce, bien que nous puissions argumenter que les deux cas soient comparables. Pourtant, les raisons de la crise en Espagne sont principalement attribuées « à la bulle », autrement dit nous notons une causalité vague et non personnifiée. Cette remarque est aussi vraie pour des entretiens que nous avons effectués. Autrement dit, le secteur de la construction est considéré comme une cause essentielle de la crise en Espagne, mais la corruption non, bien qu'elle soit mentionnée par certains journalistes comme un phénomène existant⁶⁶².

Enfin, il y a un point primordial sur le modèle de la construction en Espagne que les journalistes n'ont pas discuté. Selon José Manuel Naredo, elle n'est pas un phénomène simple dans la société espagnole. En revanche, la construction, comme choix politique et économique, a des racines historiques profondes au sein de la société espagnole. À l'époque franquiste, le changement de la loi du sol pour promouvoir la propriété au détriment des habitations sociales et du loyer, a marqué un tournant dans les choix économiques du pays avec des conséquences politiques et sociales profondes. Franco voulait, en prenant cette décision, favoriser les grands propriétaires, mais le choix de l'immobilier comme fer de lance de l'économie espagnole n'a pas été modifié après le passage vers la démocratie. Donc, l'immobilier a été le roi de l'économie nationale pour un demi-siècle au moins. Par ailleurs, dans les années 1980, les Communautés autonomes ont soutenu un modèle touristique fondé sur l'immobilier, ce qui a accentué le phénomène⁶⁶³. Cependant, cet aspect historique important, contribuant à mieux comprendre la nature de la crise en Espagne, n'est repris nulle part dans les articles la concernant, même pas chez les correspondants permanents, dont certains vivaient en Espagne depuis plusieurs années, et y habitent toujours. Or, la construction est vue comme un mauvais choix économique, qui a créé une euphorie artificielle et qui, finalement, s'est révélé désastreux.

Nous notons, aussi, que l'attribution causale est orientée vers une conjoncture et une situation existantes – nécessitant un changement – et non vers des individus, autrement dit vers des « coupables » personnifiés. Nous revenons, alors, à la conception

⁶⁶² Entretiens avec Matthieu de Taillac et Álvaro Villalobos, *déjà cités*.

⁶⁶³ Nacima Baron et Barbara Loyer, *L'Espagne en crise(s)(...)*, *op. cit.*, p. 149.

de la causalité vague que développe Christian Le Bart lorsqu'il se réfère à une intention de désassociation d'une situation négative.

Une catégorie de causes de la crise en Espagne concerne le lien entre la dette d'État et l'endettement des banques. La situation est la suivante en l'espèce : le système bancaire endetté (après l'éclatement de la bulle immobilière et les conséquences mondiales de la crise de 2007-2008) a besoin d'une recapitalisation. Si celle-ci s'effectue au moyen du budget public, ce dernier s'alourdit et la dette augmente⁶⁶⁴. Donc, un cercle vicieux se met en place : le gouvernement renfloue les banques pour éviter leur faillite, mais cela aggrave ses dépenses publiques qui, à leur tour, génèrent le doute auprès des marchés quant à la solvabilité du pays, rétrogradant ainsi sa place financière sur les marchés, ce qui a pour effet d'augmenter le coût des taux d'intérêt, conduisant à une nouvelle rétrogradation et donc à une hausse du coût de l'emprunt et ainsi de suite. Le vice-président de la Commission européenne, Joaquín Almunia, souligne la nécessité de « *rompre le cercle vicieux entre crise de la dette souveraine et crise bancaire* »⁶⁶⁵. Pareillement, *Le Monde* reconnaît qu'il faut briser la « *“spirale infernale” qui fait que la santé des banques pèse sur le pays, qui à son tour pèse à nouveau sur les banques, etc.* »⁶⁶⁶.

Le lien entre l'endettement bancaire et l'endettement public est très important, en ce qu'il constitue précisément la raison pour laquelle les dirigeants européens n'avaient pas réagi à la crise de dette de 2009-2014, comme ils l'ont fait à l'égard de celle de 2007-2008. En outre, ce point était un pari majeur pour le plan espagnol qui a été décidé en juin 2012 et qui devait sauver les banques espagnoles. La grande victoire de Mariano Rajoy a été qu'il a fait en sorte que le prêt européen soit remis directement aux banques espagnoles sans passer par l'État, afin de ne pas alourdir les finances publiques. Pourtant, ce qui a été proclamé comme une victoire du Sud de l'Europe contre le Nord n'a pas abouti en fin de compte, comme nous en avons été informés par la presse en 2014, ou bien par le MES (Mécanisme Européen de Stabilité) qui a prêté à l'Espagne⁶⁶⁷.

⁶⁶⁴ Nous allons approfondir ce point lorsque nous étudierons le plan de sauvetage espagnol.

⁶⁶⁵ Jessica Berthereau, « Santander et BBVA entraînés dans la spirale espagnole », *Les Echos*, 27 juin 2012, p. 25.

⁶⁶⁶ Claire Gatinois et Sandrine Morel, « Madrid craint d'être emporté par ses banques », *Le Monde*, 29 juin 2012, p. 12.

⁶⁶⁷ <https://www.esm.europa.eu/assistance/spain>, accédé le 5 novembre 2021.

La seule référence aux causes autres que nationales est l'absence d'une union budgétaire et bancaire au sein de la zone euro, ce qui a contribué à la crise en Espagne : « *la crise a moins à voir avec l'Espagne qu'avec la peur que la zone euro n'explose à cause de l'absence d'une union budgétaire et bancaire* »⁶⁶⁸, commente Nicholas Spiro, consultant économique. Comme nous l'avons mentionné dès le début de ce chapitre, seules 5% des causes de la crise en Espagne se réfèrent à la dimension européenne. L'image que nous nous sommes forgée, toutefois, à travers les entretiens, montre que les causes européennes, plus particulièrement les failles de l'union monétaire, ont été considérées comme ayant contribué considérablement à la crise en Espagne. Ce point est souligné par Jessica Berthereau qui admet qu'« *on savait dès le début que l'euro était mal conçu, lorsque les économies étaient autant différentes et qu'on prenait un risque* »⁶⁶⁹. Tous les autres journalistes interviewés (Matthieu de Taillac, François Musseau, Álvaro Villalobos) s'accordent sur le fait que la crise en Espagne résulte de facteurs tant nationaux qu'européens, les premiers se rapportant au système bancaire des caisses d'épargne, les seconds à l'architecture de l'euro⁶⁷⁰. Néanmoins, cette image du partage des responsabilités n'est pas reflétée dans les articles des journaux, comme nous venons de le constater. De plus, le rôle du facteur européen était connu pendant la crise, il ne s'agit pas d'une connaissance acquise ultérieurement, ce qui pourrait justifier l'absence de la causalité européenne dans les articles de la presse.

La référence aux causes européennes de la crise en Espagne nous donne l'occasion de procéder à la description d'un autre phénomène, à savoir la crise de la zone euro.

1.3. Les causes de la crise en zone euro

Dans l'analyse, nous assistons aussi à un discours sur une crise de la zone euro. Celle-ci est traitée séparément des crises espagnoles et grecques. Elle semble avoir ses propres causes, conséquences et solutions. Parfois, la crise de la zone euro est liée à la crise *dans* la zone euro, c'est-à-dire à l'ensemble des crises dans les pays européens,

⁶⁶⁸ Jessica Berthereau, « Les taux d'emprunt espagnols s'envolent », *Les Echos*, 20 juin 2012, p. 29.

⁶⁶⁹ Entretiens avec Jessica Berthereau, *déjà cités*.

⁶⁷⁰ Entretiens avec Matthieu de Taillac, François Musseau et Álvaro Villalobos, *déjà cités*.

dont les causes ou les conséquences seraient communes, mais cette corrélation est si aléatoire qu'elle arrive à être rapidement oubliée.

Aujourd'hui, il est admis que la crise de dette entre 2010 et 2014 dans certains pays de la zone euro n'était pas seulement due à des données nationales, mais également à des données européennes. L'architecture de la zone euro, telle qu'elle a été conçue au début des années 1990 et réalisée avec le traité de Maastricht, est désignée comme la cause européenne la plus importante dans le cadre des crises de dette auxquelles les pays membres de la zone euro ont été confrontés. Il n'en demeure pas moins que ces défaillances européennes, qui ont été révélées lorsque la zone euro a été mise en place dans les années 2000, entretenaient aussi une crise européenne. Notre analyse a ainsi montré qu'il existait bien une crise de dette de la zone euro que la presse a traitée distinctement des crises nationales. La crise en Grèce a en fait été la première étape de ce dérèglement. Or, comme nous l'avons vu, elle n'a pas été traitée comme une crise européenne, mais comme une crise nationale. Donc, les causes européennes de la situation en Grèce n'ont pas été abordées dans leur dimension réelle, à savoir comme des signes d'un problème profondément européen. Cela a marqué toute la gestion de la crise en Grèce et dans d'autres pays. Cela a influencé aussi la vue de la presse. La presse a présenté le dysfonctionnement en Grèce et en Espagne comme étant un phénomène national en sous-estimant l'aspect européen.

La même observation est valable pour le cas espagnol. Le discours de la presse fait état de deux origines : la crise espagnole et la crise de la zone euro. Celle de la zone euro n'est pas directement corrélée à celle de l'Espagne. La presse en parle comme d'un phénomène parallèle. En effet, la crise de la zone euro n'est pas perçue comme le phénomène central dont les crises nationales sont des manifestations. Certains analystes économiques ont certes souligné les faiblesses structurelles de la zone euro, qui ont conduit à son ébranlement et à des crises nationales. Néanmoins, la presse, elle, continue à les traiter comme des cas particuliers, non liés aux turbulences de la zone euro, alors qu'il s'agit de la même chose. Pis, la crise de l'euro a été identifiée comme la crise grecque, ce que Anne Bauer n'a pas manqué de mettre en évidence : « *cinq ans après [2010], la crise de l'euro était presque la crise grecque alors qu'elle était la crise de l'euro* »⁶⁷¹. L'Espagne, premier grand pays de la zone euro à être attaqué par

⁶⁷¹ Entretien avec Anne Bauer, déjà cité.

les marchés, marque le point où il devient clair, sans aucun doute, que le problème est européen : *« les marchés ont commencé à attaquer l'Espagne parce qu'ils ont pensé que nous sommes dans un moment clé où ils voulaient attaquer l'euro »*⁶⁷². Or, l'attaque contre l'euro semble avoir déjà été engagée, puisque, comme elle ajoute *« ... en 2011, en 2012, les marchés avaient décidé que l'euro n'est pas tenable et lorsqu'ils voyaient un pays fragile, ils l'attaquaient »*⁶⁷³.

Les références liées aux causes de la crise de la zone euro sont beaucoup moins nombreuses, mais non moins présentes dans tous les journaux. Christian Saint-Etienne, professeur titulaire de la chaire d'économie industrielle au Conservatoire National d'Arts et Métiers, a écrit dans un article au *Figaro* que *« les pays de la zone euro ont prétendu créer la monnaie unique sans avoir de fédéralisation de la zone, sans partager les mêmes valeurs et les mêmes intérêts, tout en se livrant à une concurrence fiscale et sociale frontale, attribuant la crise au manque de vision commune entre les États membres de la zone euro »*. Comme si cette erreur de conception de l'euro ne suffisait pas, *« au moment même où les pays membres mettaient en œuvre l'euro en 1999, ils adoptaient des politiques opposées »*⁶⁷⁴. En expliquant ces politiques, il avance que certains pays européens tels que l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Autriche, ont suivi *« un modèle industriel et exportateur pour retrouver [leur] compétitivité et engrangent depuis plusieurs années des excédents de balance courante. La France, et dans une moindre mesure l'Espagne et l'Italie, ont choisi un modèle de consommation tiré par une dépense publique à crédit »*⁶⁷⁵. Arnaud Leparmentier s'inscrit dans la même lignée, en utilisant presque les mêmes mots : *« bon, on a fait l'euro comme on l'a fait... l'euro a des défauts, dont on ne pensait pas que ça existaient... il concentre les industries dans un certain endroit, donc c'est vrai que c'est plutôt favorable aux Allemands pour l'industrie, que c'est favorable aux Anglais pour la finance, que c'est favorable aux Français pour le luxe... donc, au lieu d'accroître les convergences, ça accroît les divergences. Mais ça, on ne l'a pas vu. La crise de l'euro que vous suivez, c'est l'explosion d'un système qui a été conçu dans les années 1980, c'est ça la réalité. Et qui est suivi par les mêmes personnes, qui suivent le projet de l'euro depuis 25 ans.*

⁶⁷² Ibid.

⁶⁷³ Ibid.

⁶⁷⁴ Christian Saint-Etienne, « Pour une relance en Europe », *Le Figaro*, 23 novembre 2011, p. 16.

⁶⁷⁵ Ibid.

Donc, pendant tout ce temps, on le défend, le défend et puis il explose. Il est vrai que nous, les journalistes, particulièrement au journal Le Monde, on était trop pour le projet de l'euro que nous n'avons pas vu des faiblesses ou on disait qu'il faut continuer à avancer »⁶⁷⁶.

Christian Saint-Etienne souligne de la même façon que les pays de la zone euro ne peuvent fonctionner ensemble au sein de la même zone monétaire avec des modèles aussi différents, voire compétitifs, surtout si cette zone monétaire « *n'a pas de budget permettant de redistribuer des ressources d'un pays à l'autre* »⁶⁷⁷. Le thème de la divergence des modèles économiques, en tant qu'élément problématique au sein de la zone euro, est aussi souligné par Nicolas Baverez, historien et économiste, dans un entretien à *Libération*⁶⁷⁸, où il souligne justement que les déséquilibres au sein de la zone euro ont profité aux pays excédentaires. Ailleurs, les responsabilités du dysfonctionnement européen deviennent un peu plus spécifiques. Alain Frachon accuse la France et l'Allemagne d'avoir « *délegitimé tout ce qui relève des instances communautaires de l'Union européenne* », ce qui s'est traduit par la crise de 2010⁶⁷⁹.

L'investisseur George Soros, dans un article publié auprès du *Monde*, où il soutient l'émission d'eurobonds, décrit le fonctionnement de la zone euro depuis sa fondation pour expliquer la crise de 2010 : « *la cause profonde de la crise de l'euro : le fait qu'une adhésion à la monnaie unique ait exposé les obligations souveraines des États membres à un risque de défaut. En principe, un pays développé ne peut faire défaut, dans la mesure où il a toujours la possibilité d'imprimer de la monnaie. Mais, en déléguant cette autorité à une banque centrale indépendante, les États de la zone euro se sont mis dans la position d'un pays en voie de développement empruntant en devise étrangère* »⁶⁸⁰. Donc, l'absence du contrôle national sur la politique monétaire est une raison fondamentale de la crise. George Soros continue en affirmant que les intérêts étaient si faibles qu'ils « *convergeaient pratiquement vers zéro. Or cette convergence des taux a entraîné une divergence économique. Les pays les plus fragiles ont bénéficié des booms de l'immobilier, de la consommation et de l'investissement, tandis que*

⁶⁷⁶ Entretien avec Arnaud Leparmentier, déjà cité.

⁶⁷⁷ Christian Saint-Etienne, « Pour une relance en Europe », *op. cit.*

⁶⁷⁸ Christophe Alix, « C'est la faiblesse de l'Europe et des États qui est en cause », entretien avec Nicolas Baverez, *Libération*, 15 novembre 2011, p. 3.

⁶⁷⁹ Alain Frachon, « La grande colère des peuples d'Europe », *Le Monde*, 4 mai 2012, p. 22.

⁶⁸⁰ George Soros, « Plaidoyer pour les eurobonds », *Le Monde*, 12 octobre 2013, p. SCQ7.

l'Allemagne, tirée vers le bas par le fardeau budgétaire de la réunification, a dû adopter des mesures d'austérité et mettre en œuvre des réformes structurelles. Il s'agit là de la cause originelle de la crise de l'euro, qui ne fut malheureusement pas identifiée à l'époque - et n'est toujours pas admise aujourd'hui »⁶⁸¹.

L'inventaire des causes de la crise dans la zone euro se penche à nouveau sur les banques. Renaud Honoré mentionne dans une analyse publiée par *Les Echos* que les banques se trouvaient au cœur de la crise, mais les États membres les ont ignorées pendant longtemps⁶⁸². Cette position est partagée par *Libération*. Jean Quatremer estime que la crise de dette a été provoquée par les petites banques, comme cela s'est passé en Espagne⁶⁸³.

Michel Cicurel, économiste, écrit dans *Le Figaro* sur la relation entre l'économie mondiale et la crise de la zone euro. « Depuis trente ans, les cigales occidentales se régalaient du travail et de l'épargne des fourmis émergentes, pour financer à crédit le maintien de leur pouvoir d'achat. La finance n'est pas la cause de la crise actuelle, mais le symptôme de l'indolence occidentale qui s'affale dans la planche à billets. Endettement public et privé aux États-Unis, surtout public en Europe. D'où la crise bancaire outre-Atlantique et celle des souverains en Europe »⁶⁸⁴. Son point de vue provoque l'argument que les pays du Sud de l'Europe vivaient au-dessus de leurs moyens.

Arnaud Leparmentier soulève un autre point sur le caractère européen de la crise, en admettant que la presse a omis de traiter un sujet majeur, celui du respect des règles de la zone euro : « on n'a pas traité deux choses : d'abord que tous les pays, sauf l'Allemagne et les Pays-Bas ne respectaient pas les règles de la zone euro. Et on savait que pour faire marcher l'euro il faut respecter les règles. La deuxième question qu'on n'a pas posé c'était si les pays étaient en mesure de respecter les règles. La réponse que je vous donnerai aujourd'hui, c'est du racisme du Club Med, je pense que les Grecs ne sont pas capables de les respecter, les Français ne sont pas capables de les respecter, donc si vous faites des règles et qui sont mal faites, on ne va pas les

⁶⁸¹ Ibid.

⁶⁸² Renaud Honoré, « L'union bancaire, un avant-goût de l'Europe de demain », *Les Echos*, 12 décembre 2012, p. 9.

⁶⁸³ Jean Quatremer, « La supervision des banques, trait d'union européen », *Libération*, 14 décembre 2012, p. 7.

⁶⁸⁴ Michel Cicurel, « Après la crise, le réveil des peuples... », *Le Figaro*, 9 octobre 2013, p. 16.

*respecter. Et donc j'arrive à la troisième question, est-ce qu'on pouvait faire l'euro avec d'autres règles. Et là, moi, je suis dans une impasse. Parce que là, si on fait une union budgétaire-politique comme dans les États-Unis, alors les gens ne sont pas prêts »*⁶⁸⁵.

D'autres journalistes interviewés sont d'accord sur le fait que la crise était au fond une crise européenne et non nationale⁶⁸⁶. Ils s'accordent également pour indiquer que les causes européennes n'ont pas été suffisamment expliquées⁶⁸⁷. Maria Malagardis précise que *« beaucoup de média ont été corrélés à un discours qui ne reflétait pas du tout la réalité et en fait, on a transformé une crise bancaire en une crise d'État. Même si certains États, en commençant par la Grèce, ne sont pas bien gérés et même s'il y a de la corruption à différents degrés, il y a eu cette tromperie de vouloir expliquer que c'étaient des problèmes internes alors que c'était le système européen qui était en cause »*⁶⁸⁸. Alain Salles estime que les failles de l'union monétaire ont été suffisamment expliquées, mais avec du retard. Il reconnaît, cependant, le fait que le discours de la presse s'en est tenu à une dimension nationale tant que la crise touchait les petits pays, mais lorsque des grands pays ont été menacés, comme l'Espagne et l'Italie, à partir de là, la crise de la dette a été européanisée⁶⁸⁹. Louka Katseli explique ce point en termes financiers, en soutenant que l'attaque contre l'euro et non seulement contre les obligations grecques est un élément majeur qui révèle le caractère européen de la crise. Sa position est en somme que *« la crise systémique de la zone euro était une crise de spéculation contre l'euro à travers les obligations grecques »*⁶⁹⁰. La spéculation contre l'euro est certes évoquée par certains journalistes interviewés⁶⁹¹, ce qui montre que la crise en Grèce, en Espagne ou ailleurs n'était qu'une phase de cette crise européenne.

L'analyse a montré que l'architecture et le fonctionnement de la zone euro a été la cause majeure de la crise de la dette. Presque un tiers de raisons de la crise de la zone euro sont attribuées à la structure de l'euro. Les faiblesses de la zone euro étaient connues des analystes économiques de l'époque mais aussi des journalistes. Cependant, cette réalité ne se retrouve pas dans le récit de la presse. Parce que, comme nous l'avons

⁶⁸⁵ Entretien avec Arnaud Leparmentier, *déjà cité*.

⁶⁸⁶ Entretiens avec Maria Malagardis, Marie Charrel, Álvaro Villalobos, *déjà cités*.

⁶⁸⁷ Entretiens avec Renaud Girard, Maria Malagardis, Marie Charrel, *déjà cité*.

⁶⁸⁸ Entretien avec Maria Malagardis, *déjà cité*.

⁶⁸⁹ Entretien avec Alain Salles, *déjà cité*.

⁶⁹⁰ Entretien avec Louka Katseli, *déjà cité*.

⁶⁹¹ Par exemple, entretien avec Anne Bauer, *déjà cité*.

vu, cette crise de la zone euro n'est pas, au fond, différente des crises nationales. Il s'agit simplement des deux faces d'une même pièce. Pourtant, les crises nationales ne sont pas traitées comme une facette de la crise de la zone euro, mais comme des phénomènes d'origine nationale, distincts de la crise de la zone euro. En permettant l'illusion de l'existence de deux crises parallèles, on justifie les plans d'ajustement budgétaire d'un côté, et la prise de mesures institutionnelles (union bancaire, garantie des dépôts, etc.) de l'autre côté, comme nous allons le voir.

De plus, il apparaît que pendant les périodes « chaudes », nous retrouvons, parmi les causes de la crise de la zone euro, des références aux « mensonges de la Grèce » (sur le déficit) ou de la Grèce en général. À mesure que nous nous éloignons des phases cruciales, les causes de la crise semblent se déplacer vers des facteurs systémiques portant sur le fonctionnement de la zone euro et l'environnement économique et financier à son origine. Ceux-ci sont abordés sommairement et superficiellement au début, alors que l'accent était presque exclusivement mis sur les causes nationales. Or, l'imputation nationale continue d'être un élément central du récit de la crise par la presse. Malgré ses origines européennes, en décembre 2012, la crise dans la zone euro est encore attribuée, entre autres, à la Grèce : *« à l'époque, nul n'avait prévu que l'interpénétration des marchés financiers et des établissements de crédit deviendrait telle qu'elle permettrait à un pays représentant 2% de la richesse de l'Union – la Grèce – de faire sombrer toute la zone euro »*⁶⁹².

Voici un autre exemple, très représentatif : *« Tel Zeus métamorphosé en taureau pour enlever Europe – le mythe antique orne les pièces de 2 euros frappées par Athènes –, la Grèce a menti. La manipulation apparaîtra dans toute son ampleur en 2009, après la découverte d'une nouvelle tromperie comptable. L'affaire scandalise l'Europe. L'hebdomadaire allemand Focus titre “ Un escroc dans la famille européenne ”, avec une Vénus de Milo qui adresse un doigt d'honneur à l'Europe. Les agences de notation dégradent la note du pays qui ne peut plus emprunter sur les marchés. C'est le début de la crise de l'euro »*⁶⁹³.

L'article dont est tiré le passage ci-dessus est intitulé : *« Grèce-Europe Le grand malentendu »*. Son sous-titre est : *« À l'heure où la sortie de l'euro n'est plus un tabou,*

⁶⁹² « Le grand bond en avant de l'union bancaire », *Le Monde*, 14 décembre 2012, p. 1 ; voir aussi Olli Rehn, « Un projet placé sous la surveillance étroite de Bruxelles », *Le Figaro*, 14 octobre 2013, p. 26.

⁶⁹³ Jérôme Gautheret et Benoît Vitkine, « Grèce-Europe Le grand malentendu », *Le Monde*, 17 novembre 2011, p. 24.

retour sur deux siècles d'histoire tourmentée d'un pays peut-être moins "européen" qu'il n'y paraît ». Ainsi, avant même de lire l'article en question, le lecteur est prédisposé à penser que la Grèce, le pays à l'origine de la crise de la zone euro, n'est pas un pays européen à part entière, il l'est en tout cas moins que d'autres. Il paraît donc logique et même entendu que la crise de la zone euro ait commencé par un pays qui n'est pas totalement européen. Cela mène au raisonnement, aussi, qu'il y a des pays « plus » et « moins » européens au sein de la zone euro. Il faut avoir à l'esprit que cette représentation de la Grèce (ou d'autres pays « moins » européens) est faite dans un contexte où la Grèce est constamment montrée du doigt. Cette distinction entre pays européens sert également à différencier entre le « soi » et l'« autrui » dans le discours journalistique. Les pays « moins » européens ont-ils un profil spécifique, renfermant du clientélisme, de la corruption et de l'incapacité, en opposition aux pays « plus » européens, plus respectueux de l'ordre fiscal et budgétaire, de la loi, etc. ? Même si l'Espagne est sujette à des attributions similaires (les Espagnols sont dépensiers, fraudeurs, etc.), nous n'avons pas trouvé de caractéristiques du type « l'Espagne est "moins" européenne ».

1.4. L'imputation nationale d'une crise européenne

L'analyse des données a démontré que la crise en Grèce et en Espagne a été vue et présentée dans la presse de qualité comme un phénomène purement national. En comparant le cas grec et le cas espagnol, nous observons deux choses : d'un côté, la presse attribue la crise aux causes nationales qui, dans le cas grec, se résument au fonctionnement de l'État (corruption, clientélisme, inefficacité), dans le cas espagnol, à la création de la bulle immobilière et à l'éclatement qui a suivi. De l'autre côté, nous notons une différence en ce qui concerne l'attribution de causalité. L'Espagne est traitée d'une manière moins sévère. L'exemple de la corruption est indicatif. Bien que des références y aient été faites, surtout au niveau local et périphérique, ce phénomène n'est pas considéré être à l'origine de la crise économique du pays. Cela va à l'encontre de l'analyse que nous avons présentée dans la première partie, où nous avons vu, en consultant des sources extérieures, que la corruption est considérée comme un fléau

important par les Espagnols. Il est ainsi apparu que la corruption et le clientélisme au sein des communautés autonomes ont favorisé la construction de projets immobiliers gigantesques, exempts d'utilité ou échappant à toute logique, assortis de la tolérance des autorités à l'égard du respect de l'environnement et du paysage naturel. Certains analystes⁶⁹⁴ considèrent la corruption et le clientélisme comme des facteurs importants ayant encouragé la construction de ces projets colossaux, tout en contribuant de cette façon à la création de la bulle immobilière. Cette corrélation se retrouve aussi dans le discours de la presse, qui se réfère au fait que beaucoup de projets immobiliers se sont concrétisés grâce à la tolérance des autorités locales, souvent en violation de la législation en vigueur. Néanmoins, les causes de la crise en Espagne n'y sont nullement attribuées au clientélisme, à la corruption ou aux intérêts locaux, alors que cet argument est mis en avant dans le cas grec.

Les autres causes de la crise, en l'occurrence les européennes, ont été minimisées dans le discours de la presse. Cela ne signifie pas que la presse n'a pas développé du tout un discours d'attribution de causalité à d'autres facteurs, mais ce discours était différé et très limité en comparaison avec le discours sur la causalité nationale. Álvaro Villalobos a signalé qu'au début de la crise, autant en Grèce qu'en Espagne, la presse a insisté sur les causes nationales, attribuant la crise, d'un côté, à la corruption et à l'endettement excessif en Grèce et, de l'autre côté, aux banques et au secteur immobilier en Espagne. Cependant, il est devenu évident que les plans de financement conçus par les dirigeants européens ne fonctionnaient pas, surtout en Grèce. Ainsi, par la suite, la presse a commencé à parler de ce que l'Union Européenne n'a pas bien fait. Donc, il y a eu une évolution dans le discours⁶⁹⁵.

Il faut, quand même, souligner que les résultats de la recherche ne confirment pas ce que nous a dit Álvaro Villalobos. En fait, bien qu'il y aient eu des critiques sur l'efficacité des plans, celles-ci ont été très limitées (seuls 3% des jugements exprimés

⁶⁹⁴ Voir par exemple, Antonio Muñoz Molina, *Tout ce que l'on croyait solide*, *op. cit.* ; Gérard Chastagnaret, « Banques, caisses d'épargne, immobilier et politiques publiques... », *op. cit.* ; Ángel Campos et Maria Luz Hernández Navarro, « L'Espagne face à la Grande Récession depuis 2008 », *op. cit.* ; Nacima Baron et Barbara Loyer, *L'Espagne en crise(s)(...)*, *op. cit.*

⁶⁹⁵ Entretien avec Álvaro Villalobos, déjà cité. Marie Charrel a exprimé le même avis (entretien avec Marie Charrel, déjà cité).

sur les plans grecs critiquaient le contenu et la politique appliqués à travers les plans)⁶⁹⁶. De plus, 4% des critiques concernaient l'insuffisance des plans, autrement dit le montant du prêt⁶⁹⁷. Louka Katseli soutient aussi l'opinion selon laquelle les causes nationales de la crise de la dette ont été démontrées par la presse, au détriment des causes européennes. L'ancienne ministre explique que Jean-Claude Triché, l'ancien directeur de la Banque Centrale Européenne, voulait que la crise soit présentée comme un problème national, parce qu'il craignait sa propagation, surtout en Italie, donc il « *était très motivé pour orienter le débat vers une causalité nationale* »⁶⁹⁸.

Marie Charrel, elle, estime que les causes européennes ont été suffisamment expliquées, surtout en ce qui concerne l'architecture de la zone euro et qu'aujourd'hui, le sentiment que la crise n'était pas uniquement nationale est avéré⁶⁹⁹. Alain Salles a fourni une réponse plus technique, en affirmant que l'aspect européen a été promu plutôt par le bureau du journal à Bruxelles, tandis que lui, comme correspondant, insistait davantage sur l'aspect national⁷⁰⁰.

En outre, la presse a mis en œuvre des jugements qualitatifs pour décrire les thématiques impliquées (les Grecs, les Espagnols, la Grèce, l'Espagne), en personnifiant la crise, alors qu'elle a évité l'attribution d'une causalité directe dans le cas de l'Europe. Là, ce sont des concepts abstraits qui ont été jugés responsables et non des acteurs spécifiques. Les deux crises ont donc été largement dissociées de leur contexte européen, voire mondial. Ainsi, la presse a créé un déséquilibre dans la manière de présenter la crise qui a influencé sa compréhension mais aussi sa conceptualisation.

Jean-Marc Vittori, éditorialiste aux *Echos*, essaie de résumer, en 2014, la situation dans la zone euro. À cette date, la crise de la dette est plus ou moins réglée, en ce sens qu'aucun événement majeur n'en manifeste la présence. Pourtant, cette absence

⁶⁹⁶ Massimo Prandi, « Le baroud d'honneur d'un Premier ministre lâché par son opinion », *Les Echos*, 2 novembre 2011, p. 6. ; Nicolas Demorand, « Avertissement », *Libération*, 8 mai 2012, p. 2 ; Alain Salles, « La grande panne économique de la Grèce », *op. cit.*

⁶⁹⁷ Voir par exemple, Pierre Rousselin, « Grèce : la spirale infernale », *op. cit.* ; Catherine Chatignoux, « La Grèce est en passe de déclencher le plan d'aide multilatéral », *Les Echos*, 16 avril 2010, p. 8. ; Charles Wyplocz, « Grèce : il faut suspendre le paiement de la dette publique », *op. cit.* ; Alain Salles, « La grande panne économique de la Grèce », *op. cit.*

⁶⁹⁸ Entretien avec Louka Katseli, *déjà cité*.

⁶⁹⁹ Entretien avec Marie Charrel, *déjà cité*.

⁷⁰⁰ Entretien avec Alain Salles, *déjà cité*.

d'événements « chauds » ne signifie guère qu'elle est terminée, comme constate le journaliste⁷⁰¹.

Pour Jean-Marc Vittori, les trois causes « *profondes* » de la crise sont l'endettement excessif, la montée des inégalités et le ralentissement de la productivité⁷⁰². En fait, les causes que le journaliste développe dans son article étaient à l'origine de l'évènement bien avant son déclenchement en Grèce ou en Espagne. Il expose d'ailleurs des éléments structurels qui ont précédé la crise de la zone euro bien avant 2010. En premier lieu, le sujet de l'endettement n'est pas un problème européen mais global et il remonte aux années 1990, aux États-Unis. Jean-Marc Vittori raconte: « *après l'éclatement de la bulle Internet, en l'an 2000, les autorités monétaires américaines ont ramené à un très bas niveau les taux d'intérêt à court terme. Les particuliers, mais aussi les banques, ont alors commencé à se surendetter à leur tour, aux États-Unis, en Espagne, en Irlande et dans bien d'autres pays, jusqu'à l'explosion de 2007-2008* »⁷⁰³. Autrement dit, l'argent bon marché arrivait de partout, jusqu'au moment où son flux s'arrête brusquement, car ses spéculateurs, les débiteurs, ont décidé qu'ils en avaient alloué assez. « *Les prêteurs ont alors compris qu'ils avaient trop prêté. L'arrêt brutal du crédit a provoqué un retournement violent de l'activité. La dette publique a pris le relais de la dette – un mouvement habituel, mais cette fois-ci d'une ampleur sans précédent en temps de paix* », explique Jean-Marc Vittori. La crise a été l'occasion de se rendre compte que certains pays, tels que la Grèce, « *avaient abusé de la dette* »⁷⁰⁴.

En deuxième lieu, Jean-Marc Vittori souligne que les inégalités, à l'échelle mondiale encore une fois, s'accroissent au lieu de diminuer⁷⁰⁵. Ce point est aussi évoqué par des journalistes interviewés, qui commentent que l'euro n'a pas mené à la convergence des économies. Au contraire, il a renforcé des différences⁷⁰⁶.

En troisième et dernier lieu, Jean-Marc Vittori a mis en évidence le fait que la productivité est aussi en baisse au niveau mondial. Le seuil critique en l'occurrence est lié au secteur de l'économie qui sera le plus touché. Les sources énergétiques s'épuisent

⁷⁰¹ Jean-Marc Vittori, « Les trois cœurs de la crise battent encore », *Les Echos*, 21 janvier 2014, p. 8.

⁷⁰² *Ibid.*

⁷⁰³ *Ibid.*

⁷⁰⁴ *Ibid.*

⁷⁰⁵ *Ibid.*

⁷⁰⁶ Entretien avec Arnaud Leparmentier, déjà cité.

graduellement et la révolution technologique ne semble pas avoir apporté la même explosion de l'emploi et de développement que la révolution industrielle. « *Il est sans doute trop tôt pour affirmer avec certitude qu'une rupture majeure est à l'œuvre* », conclut Jean-Marc Vittori⁷⁰⁷.

Ce que rappelle le journaliste dans son article, c'est que l'économie est mondiale et qu'aucun pays n'est épargné. La crise qui a éclaté dans la zone euro en 2010 a donc des racines très profondes dans des facteurs internationaux systémiques qui, combinés aux caractéristiques structurelles et aux faiblesses de la zone euro, se sont manifestés – initialement – au niveau national, à commencer par la Grèce, puis se sont rapidement étendus à l'Europe précisément parce qu'ils étaient européens dès l'origine.

⁷⁰⁷ Jean-Marc Vittori, « Les trois cœurs de la crise battent encore », *op. cit.*

CHAPITRE 2 – LES CONSÉQUENCES DE LA CRISE EN GRÈCE, EN ESPAGNE ET EN ZONE EURO

2.1. Les conséquences de la crise en Grèce : l'euro en risque

Les conséquences de la crise de la dette grecque représentent un thème marquant pour les journaux. Il faut préciser d'emblée que nous nous référons à deux catégories de conséquences : la première concerne les effets de la crise financière qui a éclaté en 2010 et qui s'est rapidement transformée en une crise de dette ; la seconde concerne les conséquences de la crise économique qui a suivi la crise financière.

Les journaux se préoccupent des conséquences de la crise financière qui menacent l'intégrité de la zone euro. La plupart des suites de la crise de la dette grecque concernent alors la crise financière et son impact sur l'euro (près de 60%). Pour *Le Monde*, la crise grecque « est au point de gangrener la zone euro »⁷⁰⁸ ; pour *Le Figaro*, « du drame qui est en train de se jouer en Grèce dépend l'avenir de l'euro »⁷⁰⁹. La crainte de la presse se focalise sur le risque de l'effet domino, c'est-à-dire la propagation du phénomène à d'autres pays. Certains journaux vont encore plus loin en indiquant que c'est l'Union Européenne, « l'Europe toute entière », pour reprendre les mots des *Echos*⁷¹⁰ qui est menacée.

La propagation de la crise se concrétise par l'augmentation du coût d'emprunt pour d'autres pays de la zone euro, ce qui mènerait à la hausse de leur dette. Ainsi, l'accroissement continu du coût d'emprunt pour la Grèce, bien qu'il ait un impact direct sur les finances du pays, affecte aussi indirectement la stabilité de la zone euro. L'augmentation du coût de l'emprunt représente 10% des résultats de la crise grecque et si nous l'ajoutons aux conséquences européennes, ces dernières représentent 70% des retombées de la crise en Grèce.

⁷⁰⁸ Claire Gatinois et Marie de Vergès, « L'aide dépasserait les 100 milliards d'euros », *Le Monde*, 30 avril 2010, p. 8.

⁷⁰⁹ Pierre Rousselin, « Grèce : la spirale infernale », *op. cit.*

⁷¹⁰ Jean-Marc Vittori, « Europe au bord du Styx », *Les Echos*, 23 avril 2010, p. 18.

Pour *Le Monde*, les pays qui sont attaqués par les marchés après la Grèce, en 2010, sont le Portugal et l'Espagne⁷¹¹, puis, en 2011, c'est au tour de l'Italie⁷¹². Mais le risque croît aussi pour la France⁷¹³. En fin, la presse laisse transparaître des craintes quant à la propagation de la crise auprès des grandes économies de la zone euro, à l'exception de l'Allemagne.

Force est de constater que la stabilité de l'euro passait aussi par la gestion de la dette grecque, ce qui posait la question de sa restructuration, ainsi que d'un éventuel défaut de paiement. En clair, la restructuration constitue une renégociation des termes de remboursement, par exemple, un allongement de la période de remboursement, avec ou sans allègement des taux, qui pourrait comprendre une diminution nominative de la dette, c'est-à-dire une annulation partielle ou un *haircut*. Dans le discours journalistique, les deux mots (restructuration et défaut) s'utilisent parfois de façon interchangeable et la restructuration est considérée synonyme de défaut. Nous allons revenir sur ce point plus tard ; pour l'instant, nous retenons qu'une éventuelle restructuration de la dette grecque implique des pertes pour ses détenteurs, les banques européennes. Cette inquiétude a déclenché des réactions négatives. L'option de la restructuration est jugée trop risquée pour la crédibilité et la stabilité financière du pays et de la zone euro⁷¹⁴, alors qu'une annulation de 30% de la dette aurait « *des répercussions très graves* » sur les systèmes bancaires français et allemand⁷¹⁵. Pareillement, les conséquences du défaut de paiement sur l'euro et les banques de la zone euro sont particulièrement soulignées, beaucoup plus que celles affectant la Grèce. Le défaut de paiement serait « *un cataclysme qui entraînerait l'ensemble du système bancaire européen* », d'après *Le Figaro*⁷¹⁶, ou bien « *le début d'un domino destructeur* » selon *Le Monde*⁷¹⁷.

⁷¹¹ *Le Monde*, « L'Europe à quitte ou double », *Le Monde*, 30 avril 2010, p. 1.

⁷¹² Arnaud Leparmentier, Claire Guélaud et Frédéric Lemaître, « Le G20 s'ouvre sur une crise européenne », *Le Monde*, 3 novembre 2011, p. 1.

⁷¹³ Yves Bourdillon, « “ On se retrouve à la case départ ” », entretien avec Jean-Louis Bourlanges, *Les Echos*, 3 novembre 2011, p. 3.

⁷¹⁴ Isabelle Couet, « La dette grecque ramenée au rang des plus risquées au monde », *Les Echos*, 23 avril 2010, p. 37.

⁷¹⁵ Mari de Vergès, « La restructuration de la dette, un scénario envisagé mais tabou », *Le Monde*, 28 avril 2010, p. 7.

⁷¹⁶ Arnaud Rodier, « [NON, la Grèce ne peut pas faire faillite], *Le Figaro*, 29 avril 2010, p. 18.

⁷¹⁷ Arnaud Leparmentier, « En jouant les médiateurs entre Berlin et Athènes, Paris veut asseoir son leadership », *Le Monde*, 30 avril 2010, p. 8.

Les journaux se préoccupent moins des conséquences de la crise *économique* en Grèce (31%). Cette constatation ne doit pas nous surprendre, puisque ses conséquences ne menacent pas l'euro, contrairement aux conséquences financières. Les plans d'ajustement budgétaire avaient géré la crise de dette, mais ils ont provoqué une crise économique sans précédent, qui ne s'est pas fait sentir immédiatement. Puisque cette crise concerne l'activité économique, on s'attend à ce que ses conséquences restent nationales. Le chômage, par exemple, a augmenté de 16%⁷¹⁸ en 2011 pour atteindre 21,7% de la population active, et 53,8% pour les jeunes en 2012⁷¹⁹. Le niveau de liquidité a baissé et les petites entreprises et petits commerces ferment les uns après les autres⁷²⁰, ou voient leur activité se réduire drastiquement⁷²¹. La récession est profonde. Selon les estimations, le PIB grec aurait diminué de 6% en 2012, tendance qui se reproduirait vraisemblablement l'année suivante, malgré les prévisions contraintes du FMI⁷²². La sphère de la politique n'échappe pas non plus à la crise. La population dénonce et désapprouve les dirigeants politiques, qui sont souvent hués. Le modèle social change, à l'instar de la réalité quotidienne, affectant entre autres facteurs le noyau de la société, à savoir la famille. Les jeunes reviennent vivre chez leurs parents⁷²³. Le nombre des personnes dépressives augmente, celui des suicides aussi⁷²⁴. Selon l'ONG « Klimaka », dont l'objet est la prévention des suicides, ceux-ci ont augmenté de 43,24%⁷²⁵ entre 2008 et 2011.

⁷¹⁸ Alain Salles, « “ Nous devenons une colonie ” » de Bruxelles », *Le Monde*, 26 octobre 2011, p. 8 ; Renaud Girard, « Le grand désarroi des Grecs devant la crise », *Le Figaro*, 29 octobre 2011, p. 2.

⁷¹⁹ Alexia Kéfalas, « La Grèce aux abois cherche une solution politique », *Le Figaro*, 11 mai 2012, p. 7.

⁷²⁰ Maria Malagardis, « Grèce : “ Tous des bonimenteurs ” », *Libération*, 5 novembre 2011, p. 6 ; Charlotte Bozonnet, « Grèce – L'épreuve des urnes », *Le Monde*, 30 avril 2012, p. PEH 7 ; Alexia Kéfalas, « En Grèce, l'implosion de l'ancien système politique », *Le Figaro*, 7 mai 2012, p. 27.

⁷²¹ Renaud Girard, « Le grand désarroi des Grecs devant la crise », *op. cit.*

⁷²² Yves Zlotowski, « “ Si l'austérité devient insupportable, la Grèce risque de sortir de la zone euro ” », *Les Echos*, 4 mai 2012, p. 7.

⁷²³ Alexandra Schwartzbrod, « “ Athènes a un vrai rôle à jouer dans cette crise plus philosophique qu'économique ” », *op. cit.*

⁷²⁴ Alain Salles, « “ Nous devenons une colonie ” de Bruxelles », *op. cit.*

⁷²⁵ <http://suicide-help.gr/statistika/>, consulté le 13 juin 2020.

2.2. Les conséquences de la crise en Espagne : l'euro en sécurité

En 2012, la crise de la dette a commencé à se faire sentir en Espagne. L'augmentation du coût d'emprunt a avoisiné des taux prohibitifs (plus de 7%)⁷²⁶. Cependant, les journaux retenus n'examinent pas particulièrement les conséquences de la crise financière espagnole à l'échelle européenne. Cet *item* ne représente que 16% des références. Or, ce pourcentage renvoie au risque de contagion⁷²⁷, qui a été l'un des principaux soucis des dirigeants de la zone euro dès le début de la crise, en 2010. Les taux d'emprunt espagnols sont influencés par les taux d'emprunt italiens⁷²⁸. Même après l'accès de l'Espagne au programme de sauvetage, l'économie reste fragile « avec un recul du produit intérieur brut (PIB) de 1,5% prévu cette année. La dette publique devrait passer de 69% du PIB en 2011 à près de 91% fin 2012, selon le FMI. Et tous les économistes s'accordent à dire qu'il y a peu de chances que l'exécutif respecte l'objectif de déficit public 2012, pourtant allégé par Bruxelles à 6,3% du PIB »⁷²⁹. La presse s'intéresse également à la situation des banques espagnoles, qui semblent menacer la stabilité européenne et donner « des sueurs froides »⁷³⁰.

L'intérêt limité de la presse envers les conséquences de la crise financière en Espagne s'explique par le fait qu'en 2012, l'Union Européenne avait déjà commencé à mettre en place des instruments destinés à faire face aux crises de dette élevée. En plus, deux autres pays (l'Irlande et le Portugal) ont été assujettis à des programmes d'ajustement financier, en ayant reçu des prêts de l'Union Européenne et du FMI. Les réactions de la part de la presse sont alors plus réservées. Or, un « sauvetage » espagnol

⁷²⁶ Par exemple, voir Sandrine Morel, « L'Espagne est sommée par le FMI de présenter un plan de réformes "clair et cohérent" », *Le Monde*, 18 juin 2012, p. 4 ; Matthieu de Taillac, « L'Espagne appelle la BCE à agir pour calmer les marchés », *Le Figaro*, 19 juin 2012, p. 30 ; Jessica Berthereau, « Madrid tire la sonnette d'alarme », *Les Echos*, 20 juin 2012, p. 29.

⁷²⁷ Par exemple, Alexandrine Bouilhet, « Zone euro : les marchés restent très inquiets », *Le Figaro*, 19 juin 2012, p. 30 ; Andrien de Tricornot, « La vraie crise de la dette, c'est celle des banques », *Le Monde*, 20 juin 2012, p. MDE 9.

⁷²⁸ Sandrine Morel et Audrey Tonnelier, « En Espagne, l'onde de choc italienne pourrait accélérer l'appel à l'Europe », *Le Monde* 12 décembre 2012, p. 15.

⁷²⁹ *Ibid.*

⁷³⁰ Jean-Jacques Mével, « L'Europe entre dans une zone de turbulences », *Le Figaro*, 8 mai 2012, p. 12 ; Hervé Rousseau, « La Bourse de Paris fait de la résistance, le CAC 40 grignote 0,37% », *Le Figaro*, 11 mai 2012, p. 27.

demeure une affaire majeure pour l'Union Européenne, vu la taille du pays et le risque de contagion.

Les titres examinés se sont intéressés, en revanche, aux conséquences de la crise économique en Espagne, qui se limitent plutôt au territoire national. Cet intérêt est d'abord motivé par le fait que l'économie espagnole est la quatrième plus grande économie de la zone euro et ensuite par le fait que la France a des relations économiques étroites avec l'Espagne. Ceci explique la présence des articles de contenu très précis qui reflètent les intérêts économiques des entreprises françaises en Espagne, telles que, par exemple, Danone, Auchan ou Renault⁷³¹.

La première conséquence concerne le secteur bancaire qui se trouve au cœur de la tourmente et qui s'affaiblit. En outre, la bulle immobilière espagnole, qui avait déjà éclaté, a conduit l'économie du pays à des problèmes structurels (déficit, chômage et forte dette privée)⁷³². Les banques espagnoles avaient été fragilisées du fait de l'éclatement de la bulle⁷³³, ce qui a secoué l'économie. Le chômage a atteint un niveau record, qui a paralysé le secteur de la construction⁷³⁴ en jetant « des milliers de travailleurs peu qualifiés à la rue »⁷³⁵. Certaines estimations font état de 3 millions de chômeurs de ce fait⁷³⁶. *Le Figaro* rapporte un chômage record de plus de 24%⁷³⁷ et de 44% chez les jeunes⁷³⁸. Ce dernier reste un fléau pour l'économie, même après la sortie de l'Espagne de son programme d'ajustement en 2014. *Les Echos* écrit que « le pays a conclu hier le programme d'aide financière européen accordé en juillet 2012, sur des chiffres peu flatteurs : 2013 s'est soldé par une nouvelle hausse du taux de chômage, à 26% de la population active, cinq dixièmes de plus qu'au troisième trimestre »⁷³⁹, alors que le vice-président de la Commission européenne, Olli Rehn, chargé des Affaires économiques et monétaires, a noté de son côté qu'« il faudra

⁷³¹ D. F., G. C. et P. B. « Les entreprises françaises souffrent dans la péninsule Ibérique », *Les Echos*, 20 juin 2012, p. 20.

⁷³² Anne Cheyvialle, « L'Espagne, l'économie qui inquiète la zone euro », *Le Figaro*, 8 mai 2012, p. 28.

⁷³³ Anne Michel, « Les caisses d'épargne du pays ne sont pas sorties de l'auberge », *Le Monde*, 19 novembre 2011, p. 13 ; Jessica Berthereau, « Quatrième sauvetage bancaire en Espagne », *Les Echos*, 22 novembre 2011, p. 25.

⁷³⁴ François Musseau, « En Espagne, “ des kilomètres de file d'attente pour la soupe populaire ” », *Libération*, 14 novembre 2011, p. 15 ;

⁷³⁵ Gérard Thomas, « Cadix broie du travail au noir », *op. cit.*

⁷³⁶ Gérard Thomas, « L'Espagne cherche son salut à droite », *Libération*, 19 novembre 2011, p. 2.

⁷³⁷ Anne Cheyvialle, « L'Espagne, l'économie qui inquiète la zone euro », *op. cit.*

⁷³⁸ François Musseau, « En Espagne, “ des kilomètres de file d'attente pour la soupe populaire ” », *op. cit.*

⁷³⁹ Gaëlle Lucas, « Convalescente, l'Espagne se débat avec le fléau du chômage », *Les Echos*, 24 janvier 2014, p. 6

“ plus de dix ans à l’Espagne pour retrouver le taux de chômage qu’elle affichait avant l’explosion de la bulle immobilière ” »⁷⁴⁰. Les difficultés économiques espagnoles commencent à transparaître au travers du coût de la dette du pays qui se dégrade⁷⁴¹. Une inquiétude plane parallèlement au sujet de l’impact de la crise sur les entreprises françaises présentes en Espagne⁷⁴².

Le secteur du travail⁷⁴³ a également été lourdement touché. La précarité s’accroît, comme le témoignent plusieurs articles mais aussi des journalistes interviewés. Nous lisons par exemple dans *Le Monde* le témoignage d’Álvaro Everlet, informaticien, qui soutient que « “ les entreprises ont renvoyé beaucoup de gens en CDI. Elles préfèrent sous-traiter car elles peuvent se passer de nous du jour au lendemain ” »⁷⁴⁴. Suzana, raconte l’histoire d’une infirmière « à qui l’on avait donné un contrat de travail d’un après-midi ! »⁷⁴⁵. Les changements dans le secteur de l’emploi sont un point sur lequel Álvaro Villalobos a beaucoup insisté pendant l’entretien. Le journaliste signale que la crise économique (mais aussi le plan espagnol) ont conduit à l’augmentation de la précarité au travail. « L’Espagne est aujourd’hui à la deuxième place, derrière la Grèce, concernant le chômage, mais première concernant l’emploi précaire, parmi les membres de la zone euro... 25% des salariés travaillent sur un CDD. Cela était l’un des objectifs du plan de sauvetage »⁷⁴⁶.

En fait, la réforme du marché du travail, promulguée au printemps 2012 par le gouvernement de Mariano Rajoy, a réduit de façon sensible les coûts de licenciement, flexibilisé les contrats, limité les conventions collectives et le pouvoir syndical dans les entreprises. « Elle renforce le patronat et laisse le salarié avec moins de possibilités de se défendre, s’étrangle Cándido Méndez, leader de l’UGT, un autre grand syndicat. Résultat : les chefs d’entreprise peuvent réduire les salaires à loisir »⁷⁴⁷. En outre, Álvaro Villalobos

⁷⁴⁰ Gaëlle Lucas, « Convalescente, l’Espagne se débat avec le fléau du chômage », *op. cit.*

⁷⁴¹ *Ibid.* ; *Le Monde*, « La crise espagnole donne le vertige à l’Europe », *Le Monde*, 30 avril 2012, p. 1.

⁷⁴² Denis Fainsilber, Guillaume de Calignon, Philippe Bertrand, « Les entreprises françaises souffrent dans la péninsule Ibérique (E 200612.3, Pos. 4) », *Les Echos*, 20 juin 2012, p. 20 ; Keren Lentschner, « Danone rattrapé par la crise en Espagne », *Le Figaro*, 20 juin 2012, p. 27.

⁷⁴³ Cécile Chambraud, « À Barcelone, la crise économique délabre le tissu social », *Le Monde* 15 novembre 2011, p. 6. ; Gérard Thomas, « Cadix broie du travail au noir », *op. cit.* ; Cécile Chambraud, « Barcelone - Des bancs de l’école à la vie adulte, parcours d’une “ pandilla ” », *Le Monde* 21 novembre 2011, p. PEH4.

⁷⁴⁴ Claire Gatinois et Sandrine Morel, « Trois petits patrons face à la crise : portrait d’une Europe du Sud qui résiste », *Le Monde*, 17 novembre 2011, p. 15.

⁷⁴⁵ Cécile Chambraud, « Barcelone - Des bancs de l’école à la vie adulte, parcours d’une “ pandilla ” », *op. cit.*

⁷⁴⁶ Entretien avec Álvaro Villalobos, déjà cité.

⁷⁴⁷ François Musseau, « Espagne»: l’export fait vivre, mais... », *Libération*, 8 mars 2014, p. 19.

mentionne la baisse des salaires, ce qu'il caractérise de talon d'Achille de l'économie espagnole⁷⁴⁸. Cette dernière a été un autre résultat du plan d'ajustement de l'Espagne. D'un côté, cette dévaluation *salariale a amélioré les marges des entreprises et leurs exportations*, mais de l'autre côté, elle « *a provoqué une énorme baisse de la demande intérieure et affaibli considérablement les PME tournées vers le marché intérieur* », témoigne l'économiste Rodolfo Benito Valenciano⁷⁴⁹.

Les conséquences de la crise sur le domaine de la santé ne sont pas négligeables non plus (10%). *Libération* consacre un article entier sur les effets de l'austérité dans le secteur de la santé. En prenant l'exemple de Barcelone, l'article de *Libération* décrit des salles d'opération fermées en raison de la pénurie de chirurgiens, de la suppression de lits dans les hôpitaux, des listes d'attente de six à neuf mois pour des traitements de maladies graves, telles que le cancer, ou le non-remplacement de départs de médecins ou d'infirmières qui partent à la retraite⁷⁵⁰. *Le Monde* mentionne en outre les coupes budgétaires qui touchent la santé publique⁷⁵¹. La santé et l'éducation sont deux secteurs de l'économie gravement affectés par la crise et le redressement budgétaire, suite au plan d'ajustement.

Enfin, les journaux se sentent concernés par les conséquences sociales de la crise. Les aides sont réduites⁷⁵², des retraités soutiennent économiquement d'autres membres de leur famille, les jeunes Espagnols reviennent vivre dans la maison familiale faute de revenu⁷⁵³, sans parler des expulsions, qui ont créé d'énormes problèmes sociaux. En Espagne, les personnes expulsés de leur logement, en raison de leur incapacité de rembourser leur prêt, n'étaient pas pour autant exemptes de son remboursement⁷⁵⁴. François Musseau décrit dans un reportage pour *Libération* que la pauvreté grandit, les Espagnols font « *des kilomètres de files d'attente pour la soupe populaire* » ou alors « *se battent, le soir venu, pour récupérer les excédents des supermarchés* »⁷⁵⁵, alors que 22% des foyers sont passés sous le seuil de pauvreté⁷⁵⁶. Cécile Chambraud, dans

⁷⁴⁸ *Ibid.*

⁷⁴⁹ François Musseau, « Espagne : l'export fait vivre, mais... », *op. cit.*

⁷⁵⁰ François Musseau, « Le traitement de choc qui révolte Barcelone », *Libération*, 17 novembre 2011, p. 28.

⁷⁵¹ Cécile Chambraud, « Barcelone - Des bancs de l'école à la vie adulte, parcours d'une "pandilla" », *op. cit.*

⁷⁵² Michel Guerrin, « L'Espagnol qui bouscule les musées », *Le Monde*, 19 novembre 2011, p. ARH1 ; Sandrine Morel, « Boulevard pour la colère », *Le Monde*, 18 janvier 2014, p. 20 ; (M 2014 01 18.3, Pos. 5).

⁷⁵³ Gérard Thomas, « Cadix broie du travail au noir », *op. cit.*

⁷⁵⁴ Cécile Chambraud, « À Barcelone, la crise économique délabre le tissu social », *op. cit.*

⁷⁵⁵ François Musseau, « En Espagne, "des kilomètres de file d'attente pour la soupe populaire" », *op. cit.*

⁷⁵⁶ Jessica Berthereau « Un Espagnol sur cinq sous le seuil de pauvreté », *Les Echos*, 21 novembre 2011, p. 8.

son reportage pour *Le Monde*, explique que les personnes en situation de précarité bénéficiant de l'aide d'associations se sont multipliées. « *Tous les acteurs sociaux témoignent de la forte augmentation du nombre de familles qui, à bout de ressources, n'ont d'autre solution que de se tourner vers les associations caritatives* »⁷⁵⁷. La journaliste constate en outre que les nouveaux pauvres sont de plus en plus des anciens salariés ou des professionnels autonomes, appartenant le plus souvent aux classes moyennes.

Les sources de financement de la construction immobilière ont consisté au début en l'emprunt intérieur, c'est-à-dire l'épargne des ménages. Depuis 2004, celle-ci devient négative et les banques espagnoles commencent alors à aller chercher l'argent à l'étranger, sur les marchés financiers, comme l'explique le professeur Naredo dans *Le Figaro*⁷⁵⁸. Les banques ont profité du crédit à bon marché dû à l'appartenance du pays à la zone euro. La crise des subprimes américaines en 2007 a cependant obligé les banques espagnoles à cesser le financement. Ceux qui ont prêté à l'Espagne sont les mêmes investisseurs qui ont prêté à la Grèce. Lorsque l'Espagne s'est retrouvée en pénurie de financements, la manière dont l'Europe viendrait à son aide n'était pas claire. Bien que la zone euro ait été renforcée depuis 2010 grâce à d'autres instruments financiers (le FESF et ultérieurement le MES), le débat sur le sauvetage de l'Espagne persistait.

2.3. Les conséquences de la crise dans la zone euro

À la mi-2011, la crise de la dette s'étend aussi au Portugal et à l'Irlande, déjà affiliés aux programmes d'ajustement. En novembre 2011, c'est l'Espagne qui se retrouve dans la ligne de mire des marchés. Les taux d'emprunt du pays ne cessent d'augmenter, « *faisant craindre aux investisseurs que le pays ait à son tour besoin d'une aide financière extérieure* »⁷⁵⁹. Ainsi, le 16 novembre, les taux d'emprunt

⁷⁵⁷ Cécile Chambraud, « À Barcelone, la crise économique délabre le tissu social », *op. cit.*

⁷⁵⁸ Matthieu de Taillac, « Comment l'Espagne a succombé à sa bulle immobilière », *op. cit.*

⁷⁵⁹ Jacques Muryel, « Le CAC 40 tombe au seuil des 3.000 points », *Les Echos*, 17 novembre 2011, p. 32.

espagnols s'élevaient à 6,2% pour les obligations à 10 ans⁷⁶⁰, tandis que le 18 novembre, ils atteignaient 6,97%⁷⁶¹ et presque 7% deux jours plus tard⁷⁶². La presse exprime son inquiétude face à l'envolée du coût de l'emprunt espagnol. Les conditions d'émission des obligations espagnoles sont jugées « *très difficiles* »⁷⁶³, tandis que les taux d'emprunt sont qualifiés de « *fatidiques* »⁷⁶⁴. Pour *Le Figaro*, la situation économique espagnole est « *inquiétante* »⁷⁶⁵ ; *Le Monde*, lui, rapporte que les taux espagnols franchissent des niveaux record⁷⁶⁶.

L'attaque des marchés sur les taux d'emprunts espagnols n'est pas uniquement perçue comme une action contre l'Espagne, mais comme une action contre la zone euro dans son ensemble. D'ailleurs, la crise de la dette touche progressivement presque tous les pays de la zone euro, à l'exception de l'Allemagne⁷⁶⁷. Les investisseurs expriment leur inquiétude face à l'éventualité qu'elle atteigne des pays se trouvant jusque-là à l'abri⁷⁶⁸. Après l'Espagne, c'est au tour de l'Italie, et même de la France, de se retrouver dans le collimateur des marchés⁷⁶⁹. Le sauvetage seul de l'Italie pourrait atteindre les 700 millions d'euros, selon les estimations du ministre de l'économie Luis de Guindos⁷⁷⁰. La grande crainte concernant le risque de contagion provenait du fait que si les marchés attaquaient des grands pays de la zone euro, tels que l'Italie ou la France, les ressources disponibles du FESF ne suffiraient pas à les sauver, ce qui pourrait mener à l'effondrement de la zone euro. La propagation donc de la crise de dette revient à nouveau inquiéter la presse, puisqu'elle semble menacer la zone euro de dissolution.

⁷⁶⁰ Claire Gatinois, « Les investisseurs s'attaquent à l'Espagne », *Le Monde*, 16 novembre 2011, p. 14.

⁷⁶¹ Hervé Rousseau, « Les Bourses européennes s'enfoncent dans le rouge, Paris perd 1,78% », *Le Figaro*, 18 novembre 2011, p. 27 ; Cécile Chambrad, « La droite espagnole vise une hégémonie historique », *Le Monde*, 19 novembre 2011, p. 5.

⁷⁶² Jessica Bertherau, « Plébiscitée, la droite prend les rênes d'une Espagne en proie à la crise », *Les Echos*, 21 novembre 2011, p. 8.

⁷⁶³ Guillaume Maujean, Jessica Bertherau, « Les ventes de dettes européennes s'accroissent », *Les Echos*, 23 novembre 2011, p. 28.

⁷⁶⁴ Massimo Prandi, « Italie, Espagne : des taux à 7% sont-ils soutenables ? », *Les Echos*, 23 novembre 2011, p. 7.

⁷⁶⁵ Cyrille Lachèvre, « Paris et Madrid empruntent à des taux de plus en plus élevés », *Le Figaro*, 18 novembre 2011, p. 20.

⁷⁶⁶ Claire Gatinois, « Les investisseurs s'attaquent à l'Espagne », *op. cit.*

⁷⁶⁷ Isabelle Couet, « Zone euro : la crise s'étend à presque tous les pays », *Les Echos*, 16 novembre 2011, p. 30.

⁷⁶⁸ Guillaume Maujean, Jessica Bertherau, « Les ventes de dettes européennes s'accroissent », *op. cit.*

⁷⁶⁹ Martin Wolf, « Et voici la " nouvelle drachme " », *Le Monde*, 15 novembre 2011, p. MDE2 ; Isabelle Couet, « Zone euro : la crise s'étend à presque tous les pays », *op. cit.* ; Cyrille Lachèvre, « Paris et Madrid empruntent à des taux de plus en plus élevés », *op. cit.*

⁷⁷⁰ Claire Gatinois et Sandrine Morel, « Madrid craint d'être emporté par ses banques », *Le Monde*, 29 juin 2012, p. 12.

La contagion ou, pour s'exprimer avec plus de précision, l'ampleur de la contagion, est la crainte constante et continue de la presse. En 2012, la crise en Grèce et en Espagne, mais aussi dans d'autres pays européens, entraîne une inquiétude généralisée auprès des marchés⁷⁷¹ et exerce encore de la pression sur l'euro⁷⁷². De plus, les banques européennes ont également été secouées par la crise, en tant qu'acteurs clés sur le marché de la dette publique. C'est pourquoi l'inquiétude concernant les grandes banques françaises demeure soutenue. Selon *Le Monde*, les banques de la zone euro paient, encore une fois, « des errements de la zone euro ». Le journal fait référence aux grandes banques françaises (Société Générale, BNP Paribas, Crédit Agricole) dont les titres marquent des pertes⁷⁷³. *Le Figaro* donne un exemple de l'impact de la crise de la dette sur les banques françaises : « les banques, acteurs incontournables sur le marché de la dette publique, payent un lourd tribut à la crise. Depuis le début de l'année, BNP Paribas a perdu plus de 37% de sa valeur, Crédit agricole plus de 51% et Société générale, plus de 56% »⁷⁷⁴. En fait, la situation est tellement grave que, selon un sondage de l'IFOP, 62% des Français et 63% des Allemands estiment que « la crise va aboutir à un éclatement de la zone euro entre d'un côté les pays du Nord de l'Europe (Allemagne, Autriche, Pays-Bas, France, Finlande) et de l'autre les pays du Sud de l'Europe (Espagne, Italie, Grèce, Portugal) »⁷⁷⁵.

La crise de la zone euro a mis en évidence des failles dans son architecture. La zone euro est alors menacée par son propre mode de fonctionnement. Autrement dit, la crise de la dette a montré les faiblesses de la monnaie unique. *Le Monde* insiste sur ce sujet⁷⁷⁶. Voici un exemple très représentatif : dans une chronique, Françoise Fressoz écrit que « la crise de la dette exacerbe le malaise non seulement parce qu'elle touche au porte-monnaie, mais parce qu'elle pousse jusqu'à l'extrême les contradictions de la construction européenne : elle a fait émerger une monnaie fédérale et un marché

⁷⁷¹ Marina Al Caraz, « Des incertitudes fortes sur les marchés », *Les Echos*, 9 mai 2012, p. 6.

⁷⁷² « Le CAC 40 ne parvient pas à se reprendre », *Les Echos*, 10 mai 2012, p. 30.

⁷⁷³ Clément Lacombe, « Les investisseurs mettent la dette souveraine italienne sous pression », *Le Monde*, 3 novembre 2011, p. 17.

⁷⁷⁴ Hervé Rousseau, « La Bourse de Paris s'enfonce dans le rouge, le CAC 40 perd près de 2% », *Le Figaro*, 16 novembre 2011, p. 25.

⁷⁷⁵ Pierre Jaxel-Truer, « Allemands et Français s'inquiètent de la crise mais sont divisés sur les solutions », *Le Monde*, 25 novembre 2011, p. 7.

⁷⁷⁶ Arnaud Leparmentier, « De la crise de l'euro à celle de l'Europe politique », *Le Monde*, 26 octobre 2011, p. 2 ; Arnaud Leparmentier avec Claire Guélaud et Frédéric Lemaître, « Le G20 s'ouvre sur une crise européenne », *Le Monde* 2 novembre 2011, p. 1.

unique, mais en laissant subsister des politiques budgétaires et fiscales nationales, si bien qu'on ne sait plus qui est responsable de quoi, ni qui doit rendre des comptes à qui »⁷⁷⁷.

En même temps, la crise de la dette oblige l'UE à créer des instruments nouveaux pour y faire face, mais aussi pour se protéger de situations similaires à l'avenir. C'est dans cette perspective qu'a été créé le Mécanisme Européen de Stabilité (MES), un mécanisme de financement conçu pour assister les pays membres de la zone euro dans le cas où ces derniers se trouveraient confrontés à des difficultés financières. Par conséquent, l'UE et la zone euro essaient de mettre en œuvre des méthodes de soutien et de défense de l'intégrité de la zone euro. À part le MES, l'Union Européenne a accru la surveillance des banques nationales par la BCE⁷⁷⁸, en jetant les bases d'une union bancaire, et elle a garanti les dépôts des contribuables. D'autres mesures ont été proposées, qui n'ont pas avancé, telles que les eurobonds et la mutualisation des dettes. Enfin, à l'instar d'autres crises au sein de l'Union Européenne, la crise de dette de 2010-2014 a conduit à davantage d'intégration européenne⁷⁷⁹.

2.4. Crises nationales et crise européenne : deux faces d'une même pièce

Nous avons tenté de montrer plus haut que les quatre journaux de qualité ont présenté la crise en Grèce et en Espagne comme provenant de causes nationales. En même temps, ils ont décrit une crise de la zone euro dont les causes seraient dues au fonctionnement et à la structure de cette zone. Si ces deux allégations sont vraies, comme il apparaît dans la presse, pourquoi existerait-il un risque de propagation de cette crise à d'autres pays « stables », ceux que le discours des journaux ne définit pas comme étant en difficulté (l'Italie ou la France, par exemple, ou bien encore la Belgique

⁷⁷⁷ Françoise Fressoz, « Que faire du peuple ? », *Le Monde*, 5 novembre 2011, p. 17.

⁷⁷⁸ Christophe Alix, entretien avec Philippe Aghion, « “ Les changements, il faut les initier tout de suite ” », *Libération*, 28 juin 2012, p. 5.

⁷⁷⁹ Arnaud Leparmentier, « De la crise de l'euro à celle de l'Europe politique », *op. cit.* ; Jean Quatremer, « La zone euro déploie grand ses aides et gagne en envergure », *Libération*, 28 octobre 2011, p. 6 ; Denis Fainsilber, Guillaume de Calignon, Philippe Bertrand, « Vers une supervision des banques systémiques par la Banque centrale européenne ? », *Les Echos*, 18 juin 2012, p. 31.

et l’Autriche) ? Et pourquoi ces derniers sont-ils attaqués malgré tout par les marchés ? Si les crises qui se sont déclenchées dans les pays de la zone euro sont d’ordre national et si, comme il est apparemment entendu, la crise de la zone euro est un cas à part, sans rapport avec les crises nationales, pourquoi existerait-il un risque de contagion ? Pourquoi d’autres pays de la zone euro seraient-ils menacés ? Cela signifie-t-il que les crises « nationales » ne le sont peut-être pas autant, mais qu’elles sont plutôt européennes, ou autrement dit, qu’elles ne sont que le reflet à l’échelle nationale d’un problème essentiellement européen ? En réalité, l’existence même d’une menace de propagation à d’autres pays de la zone euro dévoile le fait que la crise est européenne et que les crises émergeant sur le plan national n’en constituent qu’une manifestation. Ces crises « nationales » éclatent, certes, de manière différente dans chaque pays, en fonction des particularités et des caractéristiques de leur économie ; il n’en demeure pas moins qu’il s’agit au total de manifestations d’un processus général et non de phénomènes distincts et indépendants.

La seconde observation concerne le rôle des marchés qui n’a pas été suffisamment analysé pour nous permettre d’évaluer leur capacité d’influencer les économies de la zone euro, voire les décisions prises au niveau européen.

En fait, cette dernière observation mérite un examen plus approfondi, parce que les marchés et leur spéculation ont été un facteur majeur de la crise de la zone euro, lequel n’a pas été évoqué à sa juste mesure. Le rôle des marchés est particulièrement évident dans le cas de l’Italie : « *“ le côté rassurant, c’est que les Italiens arrivent encore à placer leur dette. Les investisseurs voient donc que l’Italie n’a pas, pour le moment, de problème de solvabilité ”* », prévient un stratégame obligataire de Natixis⁷⁸⁰. En clair, l’Italie, selon les marchés, n’a pas encore atteint le seuil de non-solvabilité. Quel est donc ce seuil ? De quoi dépend-il ? Pourquoi l’Italie est-elle solvable aujourd’hui, mais peut-être plus après deux jours ? Quel est le critère décisif qui affecte sa caractérisation de solvable ou non ?

Pourtant, l’analyse d’autres acteurs, tels que les marchés, aurait pu nous permettre d’avoir une image plus complète de la complexité de la crise. Une image potentiellement différente de celle dont nous disposons aujourd’hui.

⁷⁸⁰ Guillaume Délaçroix, « La pression monte encore sur les taux italiens et espagnols », *Les Echos*, 15 novembre 2011, p. 35.

Ceci dit, la présentation des marchés par les journaux comprend une certaine particularité. D'un côté, les marchés créent de facteurs et des situations auxquels les pays sont invités à répondre et ceci est souvent présenté dans la presse. Par exemple, les marchés déterminent la valeur de la dette publique, les taux d'intérêt etc. Dans ce sens-là, ils semblent jouer un rôle important au sein de l'évolution de la crise et ce rôle est reflété par les articles. De l'autre côté, les marchés semblent être sous-représentés dans la presse comme acteurs actifs et déterminants de l'origine de la crise. Etant donné que la spéculation contre l'euro était un élément important de la crise dès son origine, comme plusieurs sources l'ont démontré, cette exposition du rôle des marchés n'offre pas au lecteur, somme toute, une image plus large. Une image qui permettrait de percevoir la complexité de la crise au sein de la zone euro et de ne pas succomber à la superficialité de la causalité nationale, mais de voir de près le rôle d'autres maillons importants, comme le sont les marchés.

Les résultats de notre analyse tendent à souligner que la crise de la dette dans la zone euro avait des racines profondes dans l'union européenne qui n'ont pas été suffisamment expliquées aux lecteurs, comme le confirment les journalistes interviewés⁷⁸¹. En revanche, la presse de qualité a insisté sur les causes nationales, présentant les crises dans chaque pays – nous nous référons aux pays du Sud qui ont attiré davantage l'attention des journalistes – comme des événements d'ordre national, minimisant le facteur européen. Donc, les crises ont été vues comme des phénomènes séparés et non comme les facettes d'un problème profondément européen. Maria Malagardis a souligné que la responsabilité a été rejetée sur les pays du Sud, sur ceux qui ont fait des dégâts, parce qu'ils étaient des maillons faibles, plus faciles à gérer et parce que « *si jamais ça explosait il serait moins grave pour donner des exemples* ». En ajoutant que l'objectif était au fond de sauver les banques. « *Donc beaucoup de médias ont été liés à un discours qui ne reflétait pas du tout la réalité et qu'en fait il s'agissait d'une crise bancaire qu'on a transformé en une crise d'État* »⁷⁸².

Bien que la crise se soit propagée à d'autres pays de la zone euro depuis le début de 2011, manifestant donc déjà son caractère européen, son arrivée en Espagne n'a pas changé le récit de la presse sur sa causalité nationale, comme nous l'avons vu à travers

⁷⁸¹ Entretiens avec Matthieu de Taillac, Arnaud Leparmentier, Renaud Girard, *déjà cités*.

⁷⁸² Entretien avec Maria Malagardis, *déjà cité*.

l'analyse du cas espagnol. Au contraire, la plupart des causes, tant en Espagne qu'en Grèce, sont nationales. Comme le dit Anne Bauer, « *la crise était financière et elle n'était pas la responsabilité des individus, mais s'est traduite par la caricature au niveau des individus* »⁷⁸³. Pour être clairs, il existe certes des responsabilités nationales à l'égard des crises qui se sont déclenchées dans chaque pays, mais elles ne suffisent pas à expliquer une crise de la dette de cette ampleur ni à une telle échelle. Et cela parce que, comme nous l'avons vu, les dysfonctionnements de la zone euro étaient importants et ils ont été déterminants. En fait, comme le dit Massimo Prandi « *la crise grecque était révélatrice de la crise européenne, des insuffisances structurelles de la construction européenne* »⁷⁸⁴. Marie Charrel aussi était très claire dans son résumé. Elle en a gardé trois points : la spéculation sur la dette pendant la première période, le rôle de la Troïka et la dette qui a mis en perspective les points faibles de l'architecture de la zone euro⁷⁸⁵. Elle a ajouté qu'au début de la crise, la presse a beaucoup insisté sur les causes nationales et le maquillage des comptes grecs, mais qu'aujourd'hui, lorsqu'on en parle, on se rapporte aux défaillances de la zone euro⁷⁸⁶. Alain Salles résume le caractère de la crise différemment. Il affirme que si la BCE l'avait dès le début caractérisée d'européenne, la crise grecque – la première à s'être déclenchée – aurait été confinée plus effectivement⁷⁸⁷.

La crise de la dette dans la zone euro a touché presque tous les pays⁷⁸⁸ et elle avait des caractéristiques similaires. Elle combinait une longue période d'incubation, une dérégulation du secteur financier et des taux d'intérêts très bas, « *un luxe que nous ne pouvions pas soutenir* », admet Jeroen Dijsselbloem⁷⁸⁹. Louka Katseli jette aussi un regard rétrospectif sur ses causes européennes. Elle fait le point sur le rôle « incontrôlé » des marchés et du système financier qui manquait de supervision institutionnalisée⁷⁹⁰, mais aussi sur l'affaiblissement du projet européen et l'inégalité de développement au sein de l'union économique et monétaire, qui n'a pas abouti à une convergence des pays membres. Pour elle, l'absence, lors du déclenchement de la crise,

⁷⁸³ Entretien avec Anne Bauer, *déjà cité*.

⁷⁸⁴ Entretien avec Massimo Prandi, *déjà cité*.

⁷⁸⁵ Entretien avec Marie Charrel, *déjà cité*.

⁷⁸⁶ *Ibid.*

⁷⁸⁷ Entretien avec Alain Salles, *déjà cité*.

⁷⁸⁸ Jeroen Dijsselbloem, *De eurocrisis, op. cit.*, p. 224.

⁷⁸⁹ *Ibid.*, p. 225.

⁷⁹⁰ Louka Katseli, *Tourbillons et responsabilités(...)*, *op. cit.*, p. 314.

d'une volonté politique européenne de faire face aux attaques spéculatives contre l'euro, ne devrait pas nous surprendre⁷⁹¹. La prépondérance d'une logique néolibérale au sein de l'Union Européenne, depuis même le traité de Maastricht, a encouragé le sauvetage des banques tant en 2008 qu'en 2010, en ne permettant l'introduction de mécanismes de prévision de la crise que plus tard – ou trop tard pour certains pays de la zone euro⁷⁹².

L'attention considérable portée sur l'aspect national offre une lecture extrêmement étroite et minimaliste de la crise, dans la mesure où elle alimente les clivages entre le Nord et le Sud au sein de l'Union Européenne, impute des erreurs au niveau européen, exonère d'autres acteurs, tels que les marchés, de tout contrôle et critique substantiels et, ainsi, désoriente le lecteur-citoyen européen, l'éloignant de l'image globale du système européen et international d'aujourd'hui : Un système qui perpétue les inégalités et qui a évolué en un système financier global obscur et incontrôlé, au profit d'une minorité assistée par un modèle capitaliste digital.

⁷⁹¹ *Ibid.*, p. 318.

⁷⁹² *Ibid.*

PARTIE 3 :

LA CRISE : DISCOURS DE (DÉ)LÉGITIMATION

Nous avons constaté que la crise en Grèce et en Espagne a été présentée comme un phénomène national, quant à ses origines, son caractère et ses causes. On est en droit de s'en étonner : dans le premier programme d'ajustement financier pour la Grèce, mis en œuvre en mai 2010, donc bien avant que la crise de la dette n'explose dans d'autres pays européens, ces derniers se trouvaient déjà confrontés à la tourmente. L'Espagne, l'Irlande et le Portugal, par exemple, étaient au stade de réévaluation par les marchés et les investisseurs, qui réduisaient leur exposition. Le rapport des institutions européennes et du FMI n'a d'ailleurs pas omis de mentionner que « *les banques et compagnies d'assurance en France et en Allemagne ont des créances importantes dans les pays du Sud de l'Europe et sont donc plus vulnérables* »⁷⁹³. C'est dire que, dès le début de la crise de la zone euro, dans le texte officiel du premier programme grec, le caractère européen est admis de manière indirecte.

Néanmoins, il a été minimisé par les dirigeants européens dans leur discours public et cette narration a été reprise et reproduite par la presse. Les dirigeants européens ont vu la crise de la zone euro comme un assortiment des événements nationaux et ils ont cherché des solutions qui ont, à première vue, résolu ce problème « national ». La réponse à la crise est venue à travers des programmes d'ajustement financier, appelés « plans de sauvetage » ou « plans d'aide » pour la Grèce et plus tard pour le Portugal, l'Irlande, Chypre et l'Espagne.

Ainsi, en mai 2010, le premier programme d'ajustement financier pour la Grèce a été mis en place sous couvert de la Commission Européenne, de la BCE et du FMI d'un côté, et du gouvernement grec de l'autre côté. L'intervention européenne visait à éviter une faillite du pays et des conséquences incontrôlables que celles-ci pourraient engendrer pour la zone euro. Les Européens, sans expérience précédente dans la gestion d'une telle crise, avaient demandé la participation du FMI. Les objectifs immédiats du programme étaient « *de rétablir la confiance et maintenir la stabilité financière* », alors

⁷⁹³ European Commission, *Economic Adjustment Programme for Greece*, Occasional Paper 61, mai 2010, p. 11/90.

que les objectifs à moyen terme étaient d'améliorer la compétitivité et d'orienter l'économie vers un modèle axé sur les exportations⁷⁹⁴.

Bien que le discours officiel des dirigeants européens, soutenu, repris et reproduit par la presse, fût que les « plans de sauvetage », en l'occurrence ceux de la Grèce et de l'Espagne, avaient comme but de sauver l'économie des pays où ils seraient implémentés, notre recherche a pointé vers une autre direction. Le but réel derrière l'intervention européenne était de sauver le système bancaire européen exposé à la dette des pays du Sud, et non d'aider les pays eux-mêmes, comme confie Massimo Prandi des *Echos*⁷⁹⁵. Jeroen Dijsselbloem raconte à quel point le sauvetage des banques européennes, au lendemain de la crise de 2007-2008, a alourdi le budget des pays concernés et comment un tel scénario ne devait pas se répéter⁷⁹⁶. Il se réfère aussi au danger de contagion, qui a été alimenté, entre autres, par l'absence – au sein de l'Union Européenne – de mécanismes appropriés, capables de faire face à une grande crise de dette. Les banques allemandes et françaises étaient largement exposées à la dette des pays du Sud de l'Europe, dans notre cas, la Grèce et l'Espagne. Plus particulièrement, s'agissant des prêts des banques grecques, qui s'élevaient à 252 milliards d'euros, 148 milliards avaient été octroyés par des banques allemandes et françaises⁷⁹⁷. En Espagne, les plus grands créditeurs étaient ces mêmes banques avec 416 milliards d'euros sur 989 milliards de prêts extérieurs contractés par les banques espagnoles⁷⁹⁸. Enfin, comme il ressort de l'analyse des données, 95% des causes ayant conduit au sauvetage grec, en 2010 et 2011, et des causes à l'origine du sauvetage espagnol, sont liées au sauvetage des banques étrangères, surtout allemandes et françaises. Le sauvetage des banques équivaut, donc, au sauvetage de l'euro.

Les programmes d'ajustement financier ont été, par conséquent, proposés comme la seule solution viable pour surmonter la crise en Grèce et ensuite en Espagne. La presse a soutenu cette narration à travers le discours concernant les plans. Or, elle n'a pas fait place à un débat réel sur des solutions possibles, leur signification et leurs conséquences ; elle a plutôt fonctionné comme le promoteur d'une unique solution,

⁷⁹⁴ European Commission, *Economic Adjustment Programme for Greece*, *ibid.*, p. 10/90.

⁷⁹⁵ Entretiens avec Massimo Prandi et Renaud Gerard, *déjà cités*.

⁷⁹⁶ Jeroen Dijsselbloem, *De eurocrisis*, *op. cit.*

⁷⁹⁷ D'autres sources rapportent une exposition à hauteur de 120 milliards d'euros, voir George Pagoulatos, « Greece after the bailouts : assesment of a qualified failure », *Hellenic Observatory Discussion Papers on Greece and Southeast Europe*, Paper No. 130 (novembre 2018), p. 6.

⁷⁹⁸ George Pagoulatos, *ibid.*, p. 47.

celle promue par les dirigeants européens. L'absence d'un vrai dialogue autour des solutions diverses à la crise est aussi soulignée par des journalistes interviewés, qui s'accordent sur le fait que seuls les programmes d'ajustement ont été discutés⁷⁹⁹.

De plus, la solution promue est présentée comme un sauvetage pour les pays affectés, créant ainsi une certaine conceptualisation et une compréhension donnée de la crise, identifiée à une affaire nationale dans laquelle l'UE se porte solidaire des pays frappés. Plus précisément, il s'agit d'un récit où l'Europe du Nord, morale et vertueuse, est solidaire de l'Europe du Sud, déficiente et coupable. Néanmoins, comme nous souhaitons le démontrer, les programmes d'ajustement ont garanti davantage la stabilité de la zone euro que celle de l'économie des pays en crise. La presse quotidienne nationale a fait état des programmes d'ajustement financier, en les présentant comme une aide européenne, malgré le fait qu'il s'agissait de prêts assortis d'intérêts que les pays créditeurs de la zone euro ont octroyé de manière bilatérale aux pays concernés.

Les programmes d'ajustement comprenaient des mesures de redressement budgétaire, qui visaient à réduire le déficit public et la dette. Les plans comprenaient des réductions des dépenses sociales (dans l'éducation et la santé notamment), des réformes de l'emploi et de l'administration publique, une baisse des salaires et des retraites, l'augmentation de l'imposition directe ou indirecte et la restructuration du système bancaire. La Grèce regagnera sa compétitivité « *à l'aide des rudes réformes structurelles* », déclarait le chef du groupe conservateur allemand CDU/CSU au Parlement européen, Werner Langen, en 2010⁸⁰⁰, ce qui n'a pas été le cas. La Grèce a, pourtant, perdu plus de 25% de son PIB de 2008⁸⁰¹ et la dette a continué d'augmenter au lieu de diminuer.

Dans cette partie de notre étude, nous allons dès lors examiner la manière dont la presse a soutenu les choix de l'exécutif européen, afin de garantir la stabilité de la zone euro. C'est le cas des programmes d'ajustement. En outre, nous allons considérer quatre autres événements susceptibles d'influencer la stabilité de la zone euro, avant de voir quelle a été l'attitude de la presse. Plus précisément, nous allons montrer que la position adoptée face à chaque événement lié à la crise dépendait de la menace présumée que

⁷⁹⁹ Entretiens avec Jessica Berthereau, Álvaro Villalobos, *déjà cités*.

⁸⁰⁰ Patrick Saint-Paul, « Berlin menace de dire non à Athènes », *op. cit.*

⁸⁰¹ George Pagoulatos, « Greece after the bailouts : assesment of a qualified failure », *op. cit.*, p. 1.

ceux-ci constituaient pour la zone euro. Ces événements sont : la restructuration de la dette grecque, l'annonce d'un référendum en Grèce en 2011, la proclamation d'élections nationales grecques, en mai 2012, et d'élections nationales espagnoles en novembre 2011. Outre le fait que ces événements « chauds » (à l'exception de la restructuration de la dette) ont été choisis comme des périodes d'étude dans le cadre de notre recherche, il ressort de notre analyse qu'il s'agit, aussi, de cas qui reflètent la position de la presse durant cette période quant à la politique officielle de la gestion de la crise.

La presse a fait usage d'un discours qui a contribué au discrédit des choix politiques et économiques susceptibles de menacer la stabilité de la zone euro. Premièrement, la restructuration de la dette grecque en 2010 avait été jugée impossible par les dirigeants européens. Cette option, profitable pour l'économie grecque, selon les analystes, mais pas pour les banques européennes, a vite été exclue. La raison la plus importante était la crainte que d'autres pays ne demandent un traitement similaire⁸⁰². Cependant, la restructuration est devenue possible en 2011. Deuxièmement, les Européens voulaient éviter un référendum en 2011 sur le deuxième plan d'ajustement financier grec, puisque son résultat n'était pas prévisible, et pouvait avoir des conséquences non gérables pour la zone euro. Troisièmement, les élections grecques de mai 2012 reflétaient une hausse des partis anti-austérité, critiquant les plans d'ajustement. Qui plus est, l'un d'entre eux semblait pouvoir conquérir une place au sein du nouveau gouvernement. La presse a développé alors un discours de discrédit des choix politiques et économiques susceptibles de menacer la zone euro, en s'éloignant de manière détournée de l'enjeu du moment et en soulevant plusieurs dilemmes.

Dans le même temps, les élections parlementaires espagnoles en novembre 2011 constituent un contre-exemple, en ce qu'elles réaffirment la position que la presse soutient, autrement dit celle de ne pas mettre l'euro en danger. Or, la presse n'a pas fait preuve d'un intérêt soutenu quant aux conséquences potentielles des élections espagnoles, parce que le résultat, d'après des sondages, ne laissait pas transparaître un quelconque danger pour la zone euro. Les élections de 2011 ont bien marqué un

⁸⁰² Voir par exemple, Marie de Vergès et Claire Gatinois, « Questions sur la crise grecque : pourquoi, jusqu'où ? », *op. cit.*

changement dans le paysage politique espagnol, avec la montée des petits partis anti-austérité et la participation d'un nouveau parti issu des mobilisations provoquées par la crise (le Podemos), mais l'un des deux partis traditionnels, le Partido Popular, de centre-droite s'était donné gagnant, ce qui signifiait l'application d'une politique économique en deçà des normes agréées par les créanciers de l'Espagne.

Nous allons ensuite examiner comment les quatre journaux ont présenté les plans d'ajustement pour la Grèce et pour l'Espagne, avant de continuer avec l'analyse de la restructuration de la dette grecque, de l'annonce d'un référendum sur le deuxième plan d'ajustement pour la Grèce, en novembre 2011, des élections grecques de mai 2012 et des élections espagnoles de novembre 2011. Nous souhaitons ainsi démontrer que l'angle d'approche adopté était fondé sur des motivations très spécifiques : la presse s'est montrée hostile à tout événement ou situation susceptible de menacer la zone euro, indépendamment du fait qu'une telle menace était réelle ou pas. En outre, elle a activement présenté les « plans de sauvetage » comme la seule solution à la crise grecque et espagnole, alors que d'autres « remèdes » étaient disponibles et semblaient même être plus profitables aux pays. Enfin, la presse a joué un rôle déterminant dans la promotion d'une narration de la crise et de ses conditions bien précises, sans laisser une marge pour des lectures alternatives, créant ainsi un récit simpliste et unidimensionnel sur son caractère.

CHAPITRE 1 – LES PLANS DE SAUVETAGE POUR LES PAYS FRAGILISÉS

1.1. Le premier et le deuxième plan grec

Pour répondre à la crise de la dette grecque, les Européens ont décidé de se substituer aux marchés et donner à la Grèce l'argent dont elle avait besoin pour honorer ses engagements financiers. Le Programme d'Ajustement Économique pour la Grèce (Economic Adjustment Programme for Greece)⁸⁰³ a été signé le 2 mai 2010 et les créanciers de la Grèce (le FMI, la BCE et la Commission Européenne pour le compte des gouvernements de la zone euro) s'accordaient à lui prêter, sous la forme de prêts bilatéraux et pour une période de trois ans (2010-2013), la somme de 110 milliards d'euros. Le programme comprenait le détail de toutes les mesures fiscales et des réformes structurelles auxquelles le pays devait procéder pour la durée de mise en œuvre des mesures décidées, afin de redresser ses finances publiques, et ce, sous la surveillance directe de la Commission Européenne et des autres créanciers. La Grèce a reçu 130 milliards d'euros en prêts au titre du deuxième plan.

Les plans d'ajustement ont été la seule solution activement perçue et implémentée par les créanciers de la Grèce, malgré les suggestions alternatives proposées par plusieurs analystes économiques. Si le but – tel qu'il a été exposé par le discours public et officiel des dirigeants européens – était la réduction du déficit grec⁸⁰⁴ et de la dette grecque, les moyens proposés à travers les plans ont, en revanche, été jugés inappropriés. Catherine Chatignoux rappelle que le premier plan pour la Grèce était « *économiquement contestable* » et elle exprime l'opinion que si d'autres pays endettés de la zone euro prennent le même chemin,

⁸⁰³ Le programme est disponible seulement en langue anglaise : European Commission, Directorate-General for Economic and Financial Affairs, Occasional Papers 61, May 2010, disponible à l'adresse internet : http://ec.europa.eu/economy_finance/publications/occasional_paper/2010/pdf/ocp61_en.pdf.

⁸⁰⁴ Rappelons que le déficit public grec avait été annoncé plus élevé en octobre 2009, par rapport à ce qui avait été pronostiqué auparavant.

cela rendra le remboursement des dettes et la réduction des déficits plus incertains⁸⁰⁵. De la même façon, des analystes économiques attirent l'attention sur la non-faisabilité du premier plan. Olivier Blanchard, économiste en chef du FMI, admet que prêter de l'argent à la Grèce « à des taux élevés n'a pas de sens, car on rendrait son redressement impossible »⁸⁰⁶. Charles Wyplosz, professeur d'économie, accuse pour sa part le concept même du plan et le précédent qu'il instaure, en déclarant que « ce mécanisme de gouvernements lourdement déficitaires promettant d'aider d'autres pays encore plus lourdement déficitaires est particulièrement vénéneux »⁸⁰⁷.

Un an après le premier plan d'ajustement, il était clair que celui-ci ne parviendrait pas à atteindre ses objectifs. Nous lisons, par exemple, dans un reportage d'Alain Salles, que les résultats du premier programme d'ajustement en Grèce n'ont pas abouti, malgré les mesures douloureuses qui ont été prises⁸⁰⁸. La baisse de l'activité économique a en effet été bien plus grave que prévu et la récession plus profonde⁸⁰⁹. En fait, en 2011, l'économie grecque a été estimée s'être contractée de 6,9%⁸¹⁰ et tous les indicateurs économiques ont été révisés à la baisse. Pourtant, les créanciers de la Grèce n'ont pas changé de politique et ont même envisagé un deuxième plan, suivant la même stratégie, mais avec des mesures plus pénibles. L'efficacité du deuxième plan, qui a été discutée en juillet 2011 et finalisée en octobre de la même année, a été contestée par certains analystes et par les marchés financiers⁸¹¹.

La presse, elle, dès le début des négociations pour le premier programme d'ajustement financier, a présenté le plan comme une aide européenne fournie à la Grèce. Le fait que ce plan était un prêt (plusieurs prêts pour être exact) a été minimisé dans son discours. Non seulement ces prêts devaient être remboursés, mais ils allaient également de pair avec des programmes détaillés de réformes et de mesures

⁸⁰⁵ Catherine Chatignoux, « Zone euro : une réforme à mener sans précipitation », *Les Echos*, 16 avril 2010, p. 18.

⁸⁰⁶ Arnaud Rodier, « La Grèce lève 1,95 milliard d'euros à un prix historiquement élevé », *Le Figaro*, 21 avril 2010, p. 10.

⁸⁰⁷ Charles Wyplosz, « Grèce : il faut suspendre le paiement de la dette publique », *op. cit.*

⁸⁰⁸ Alain Salles, « “ Nous devenons une colonie ” de Bruxelles », *Le Monde*, 26 octobre 2011, p. 8.

⁸⁰⁹ European Commission, *Second Economic Adjustment Programme for Greece*, Occasional Papers 94, March 2012, p. 1.

⁸¹⁰ *Ibid.*

⁸¹¹ Voir par exemple, Marina Alcaraz et Elsa Conesa, « Les Bourses dévissent, les banques plongent », *Les Echos*, 2 novembre 2011, p. 7 ; Jean Quatremer, « La Grèce ajoute une escale à l'odyssée de la dette », *Libération*, 2 novembre 2011, p. 3.

d'ajustement budgétaire strictes, qui visaient à améliorer la situation de l'économie grecque et contribuer ainsi au remboursement des prêts.

Le premier programme d'ajustement est mentionné 289 fois dans le corpus. Ce nombre inclut les références faites exclusivement au programme et non à la possibilité d'un plan de financement en général. Dans 76% des cas, le programme d'ajustement est nommé « plan d'aide », « plan de sauvetage », « aide », « aide européenne » ou « soutien ». Seules 24% des références au programme d'ajustement le désignent tel qu'il est, à savoir un prêt.

Le deuxième programme de financement a été finalisé en octobre 2011. Le plan prévoyait des réformes structurelles et fiscales, des privatisations, des coupes budgétaires et des diminutions de salaires dans le secteur privé, à hauteur de 22% et de 36% pour les jeunes de moins de 26 ans. La stipulation d'une embauche pour cinq départs dans l'administration publique, afin de réduire le nombre de salariés, prévue dans le premier plan, reste en vigueur⁸¹². L'objectif était de supprimer 150.000 postes de fonctionnaires jusqu'en 2015. De plus, depuis 2012, les salaires du secteur public ont été réduits de 30% et les retraites de 14%⁸¹³. Le plan prévoyait aussi un échange de la dette grecque détenue par des investisseurs privés. L'accord entre la Grèce et le secteur privé stipulait ainsi une diminution nominale de la dette de l'ordre de 53,5%⁸¹⁴. Les porteurs de titres du secteur privé étaient dès lors invités à échanger leurs anciennes obligations contre des nouvelles, émises par le pays, dont la valeur nominale s'élèverait environ à 31,5% de la valeur nominale ancienne⁸¹⁵. Les nouvelles obligations devront arriver à échéance au bout de trente ans (2042).

L'agenda du sommet européen du 26 octobre 2011 comprenait non seulement la discussion de la finalisation du deuxième programme d'ajustement pour la Grèce, mais aussi des mesures pour le renforcement de la zone euro. Dans un entretien au *Monde*, Valérie Pécresse, alors Ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, caractérisait l'accord entre la Grèce et ses créanciers européens d'« incontournable », en soulignant qu'il « *sauve la zone euro, il la protège, il met en*

⁸¹² European Commission, *Second Adjustment Programme for Greece*, op. cit., p. 47.

⁸¹³ « La grande panne économique de la Grèce - Les principales mesures », *Le Monde*, 3 mai 2012, p. 18.

⁸¹⁴ European Commission, *Second Adjustment Programme for Greece*, op. cit., p. 47.

⁸¹⁵ *Ibid.*

place toute une série de dispositifs anti-spéculation »⁸¹⁶ et, pour cette raison, « *c'est un bon accord pour les Grecs* »⁸¹⁷. L'emphase apportée à la signification de cet accord pour la zone euro transparaît sans équivoque dans les dires de la Ministre. Bien que l'accord soit promu comme un plan de sauvetage pour la Grèce, la Ministre est contrainte de le caractériser de « bon » pour le pays, alors qu'elle est plus descriptive concernant l'impact de l'accord sur la zone euro. *Libération* s'inscrit dans le même sens, en écrivant que l'accord a été « *laborieusement acquis, à l'aube du 27 octobre, par les 17 dirigeants de la zone euro pour éviter une faillite de la Grèce. Voir un effondrement de la monnaie unique* »⁸¹⁸. En fait, tous les journaux qualifient ce plan de « plan de sauvetage de l'euro »⁸¹⁹. *Le Figaro* révèle un autre aspect qui explique la nécessité de « sauver » la Grèce. Nous lisons donc dans un article du 3 novembre 2011 que les Français, qui ont déjà contribué financièrement au premier programme d'ajustement pour la Grèce, perdront leur argent si le pays fait faillite. Dans le cas contraire, les Français gagneront ou, plus correctement, continueront de gagner de l'argent : sur les 11,5 milliards d'euros prêtés par Paris à Athènes, dans le cadre du premier programme, cette dernière avait déjà versé 200 millions d'intérêts⁸²⁰. Par conséquent, en sauvant la Grèce, on sauve la France, parce que dans un scénario de défaut de paiement grec, ces 11,5 milliards ne seraient jamais remboursés.

Le Monde, de son côté, voit dans cette crise de la zone euro (et non de la Grèce) un ébranlement au sein de l'UE qui dépend, encore une fois, de l'équilibre du binôme franco-allemand. L'enjeu est tout aussi important pour les deux pays qui – pour des raisons différentes – ont un intérêt commun à sauver l'euro. D'un côté, la France cherche à étendre son influence, mais elle est « *incapable* » de choisir entre l'Europe « *latine* » et l'Allemagne⁸²¹. De l'autre côté, l'Allemagne est un pays exportateur dont

⁸¹⁶ Frédéric Haziza *et al.*, « Valérie Pécresse : « Il faut dire la vérité » », entretien de Valérie Pécresse, *Le Monde*, 4 novembre 2011, p. 24.

⁸¹⁷ *Ibid.*

⁸¹⁸ Natalie Dubois, « Athènes joue l'euro à pile ou face », *Libération*, 2 novembre 2011, p. 2.

⁸¹⁹ Voir aussi Catherine Chatignoux, « Les Européens demandent des clarifications au Premier ministre grec », *Les Echos*, 3 novembre 2011, p. 2 ; Pierre Rousselin, « Le “ message de crédibilité ” de l'Europe », *Le Figaro*, 4 novembre 2011, p. 1.

⁸²⁰ « Sept questions autour d'un référendum », *Le Figaro*, 3 novembre 2011, p. 18.

⁸²¹ Arnaud Leparmentier, « De la crise de l'euro à celle de l'Europe politique », *Le Monde*, 26 octobre 2011, p. 2.

les principaux partenaires sont les pays de l'UE. Elle a ainsi tout intérêt à préserver l'intégrité de la zone euro⁸²².

C'est l'un des rares exemples issus de l'analyse qui démontre pourquoi l'intégrité de la zone euro est aussi importante. Il ne s'agissait pas simplement d'un « sauvetage » grec ou espagnol, mais également d'un sauvetage français ou allemand. La France et l'Allemagne ne peuvent pas permettre un défaut de n'importe quel pays de la zone euro, parce que cela signifierait la déstabilisation de leur système financier, qui menacerait automatiquement l'intégrité de la zone euro. Pourtant, ce point essentiel permettant de comprendre la crise de la zone euro est très minimisé⁸²³.

À l'instar du premier plan, le deuxième programme d'ajustement financier, finalisé en novembre 2011, est appelé « plan de soutien », « plan de sauvetage » ou « plan d'aide » dans la presse, dans 80% des cas. Il est caractérisé de « prêt » ou de « plan d'austérité » dans 18% des cas. Dans 2% des cas, le deuxième plan est qualifié de « plan de sauvetage de l'euro ».

Selon le dictionnaire Larousse, « une aide » est l'action de porter une assistance momentanée à quelqu'un. Une « aide » est aussi un secours financier, une subvention donnée à certaines catégories sociales⁸²⁴. En revanche, « un prêt » est « *une opération par laquelle des fonds sont remis à un bénéficiaire, moyennant le paiement d'un intérêt versé au prêteur, assorti de l'engagement de remboursement de la somme prêtée* »⁸²⁵. L'aide, donc, n'inclut pas la notion de réciprocité. Or, dans le monde des affaires internationales, une aide peut prendre diverses formes. L'aide financière ou l'assistance financière peut très bien être un prêt. En fait, dans le cadre de l'UE, en mentionnant l'assistance financière, il « [...] s'agit du soutien financier (subventions, prêts, etc.) accordé par les institutions européennes afin d'aider [...] b) les États membres de l'UE qui sont confrontés à de graves difficultés économiques ou financières [...] »⁸²⁶. Dans le programme d'ajustement, il est clairement stipulé que le type d'assistance financière offert à la Grèce est un prêt⁸²⁷.

⁸²² Ibid.

⁸²³ Par exemple, dans la période d'étude du référendum grec de novembre 2011, des références similaires se limitaient à 2,4% des articles retenus.

⁸²⁴ <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/aide/1840?q=aide#1842>.

⁸²⁵ <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/pr%C3%AAt/63801?q=pret#63086>.

⁸²⁶ http://ec.europa.eu/budget/explained/glossary/glossary_fr.cfm.

⁸²⁷ European Commission, Economic Adjustment Programme for Greece, *op. cit.*, p. 8/90.

Cependant, dans le discours public et, par conséquent, dans le discours journalistique, le prêt et l'aide ont une signification bien précise, qui est issue des perceptions communes sur la signification de ces deux mots. Ainsi, la présentation du prêt comme une aide crée une culture d'aide qui veut que la Grèce soit assistée sans contrepartie. Cette assertion est prépondérante parce qu'elle détermine le cadre dans lequel s'inscrit la crise : un pays qui a fauté est aidé par les Européens. Le récit de l'aide européenne continue tout au long de la crise de la zone euro, en insistant sur une conception altérée du programme d'ajustement et, par conséquent, de la crise elle-même.

Les prêts des programmes sont octroyés dans le cadre de la solidarité européenne. Les taux d'intérêts pour ces prêts sont déterminés par les Européens et se montent à 5,5% environ pour le premier plan⁸²⁸. D'autres sources rapportent même que le taux initial était de 6%⁸²⁹. Au moment où la Grèce se trouvait dans une situation économique extrêmement difficile, la solidarité européenne est jugée excessivement chère⁸³⁰, étant donné que la France empruntait à 2% et l'Allemagne à 1,5% sur la même période. Les prêts à la Grèce sont donc profitables pour ses partenaires⁸³¹.

Les programmes d'ajustement financier, enfin, contenaient une série de mesures budgétaires qui visaient à la réduction des dépenses publiques, ainsi que des réformes structurelles destinées à améliorer la compétitivité de l'économie grecque. *Le Monde*, par exemple, aborde les mesures budgétaires adoptées dans le cadre des programmes d'ajustement et de la politique d'austérité : « *au cours des deux dernières années, le volet "austérité" de cette transformation à marche forcée a été appliqué. Les salaires des fonctionnaires ont été réduits de 30% entre 2010 et 2011, les retraites de 10% en 2010 (dans le public et dans le privé), le salaire minimum de 22% (32% pour les moins de 25 ans) en ce début d'année* »⁸³². Pourtant, les plans ne sont pas parvenus à atteindre

⁸²⁸ Catherine Chatignoux, « La Grèce est en passe de déclencher le plan d'aide multilatéral », *Les Echos*, 16 avril 2010, p. 8.

⁸²⁹ George Pagoulatos, « Greece after the bailouts : assesment of a qualified failure », *Hellenic Observatory Discussion Papers on Greece and Southeast Europe*, Paper No. 130 (novembre 2018), p. 8.

⁸³⁰ Catherine Chatignoux, « La Grèce est en passe de déclencher le plan d'aide multilatéral », *op. cit.* ; Gilles Senges, « L'Espagne dans les starting-blocks », *Les Echos*, 27 avril 2010, p. 5 ; *Les Echos*, 29 avril 2010 : 6 ; *Le Figaro*, 26 avril 2010 : 23 ; *Libération*, 24 avril 2010 : 15 ; *Libération*, 26 avril 2010 : 14 ; *Le Monde*, 29 avril 2010 : 7.

⁸³¹ À ceci il faudra ajouter les prêts du FMI, dont l'intérêt était supérieur à 3%.

⁸³² Charlotte Bozonnet, « Grèce – L'épreuve des urnes », *Le Monde*, 30 avril 2012, p. PEH 7.

ces objectifs. Le deuxième plan, en particulier, a été davantage critiqué par certains économistes, puisqu'il a suivi la même recette que le premier, malgré le fait évident que le programme d'austérité n'a pas eu les résultats souhaités. Matthieu Pigasse, par exemple, accuse l'austérité d'« *ajouter la récession à la récession* »⁸³³. L'économiste Yves Zlotowski, de chez Coface, explique la situation économique de la Grèce : « *la Grèce n'est pas sortie d'affaire. Loin s'en faut. La récession va encore frapper durement cette année [en 2012] (-6% pour le PIB) et peut-être l'an prochain en dépit d'une prévision contraire du FMI. Le déficit courant ne s'ajuste que très lentement : il est prévu qu'il se maintienne à 7,5% du PIB en 2012. Quant à la dette publique, avec des hypothèses un peu plus pessimistes que celles du FMI, elle plafonne à 160% du PIB. Sans compter que le secteur privé est aussi lourdement endetté à l'extérieur, à hauteur de 60% du PIB* »⁸³⁴. En fait, l'économiste laisse entendre que le deuxième programme d'ajustement ne garantit pas la survie de la Grèce, car la récession est plus dure que prévu. Et cela, dans une large mesure, à cause d'un dispositif d'austérité trop sévère. Il estime que les créanciers d'Athènes devraient accepter un assouplissement de la rigueur budgétaire au cas où les exigences deviendraient insupportables⁸³⁵.

Même si la politique d'austérité avait montré ses limites, elle restait le choix européen incontournable pour assurer la baisse des déficits publics et l'assainissement des dépenses. Jessica Berthereau affirme que la solution choisie, « *le couple sauvetage plus conditionnalités* » a été une politique menée par l'Allemagne ; « *les Allemands étaient obsédés par cette notion de déficit nul* »¹, confie-t-elle. Maria Malagardis, elle, fait état d'une « *doctrine officielle* » sur la politique d'austérité, qui était « *la politique dominante voulue par Bruxelles* »¹.

La Grèce est entrée dans le deuxième programme d'ajustement après deux autres pays de la zone euro, l'Irlande et le Portugal, qui avaient mis en œuvre leur propre programme entretemps. Donc, un changement de politique concernant la Grèce, dans le cadre du deuxième programme, aurait pu affecter la stratégie suivie par les créanciers à l'égard de pays déjà soumis à un programme financier, ou bien à l'égard de pays

⁸³³ Nathalie Raulin et Vincent Giret, entretien de Matthieu Pigasse, « Il faut une action audacieuse sur le pouvoir d'achat », *Libération*, 9 mai 2012, p. 8.

⁸³⁴ Yves Zlotowski, « “ Si l'austérité devient insupportable, la Grèce risque de sortir de la zone euro ” », *Les Échos*, 4 mai 2012, p. 7.

⁸³⁵ *Ibid.*

comme l'Espagne, candidats potentiels à un plan de financement. Il est dès lors possible que les créanciers aient voulu écarter une telle éventualité.

1.2. Le plan espagnol

Le programme d'ajustement espagnol, nommé officiellement « Financial Sector Adjustment Programme for Spain » (Programme d'Ajustement du Secteur Financier pour l'Espagne)⁸³⁶ est un accord d'assistance financière agréé par l'UE à travers le FESF (Fonds Européen de Stabilité Financière) et son successeur le MES (Mécanisme Européen de Stabilité). Les objectifs principaux de ce programme consistent à restaurer de la stabilité et à redresser le secteur bancaire espagnol, frappé par la crise. Les dirigeants européens ont en effet décidé, lors du sommet des 28 et 29 juin 2012, que le FESF fournirait au secteur bancaire espagnol les fonds nécessaires à sa recapitalisation. Le programme serait étroitement supervisé par les institutions européennes, particulièrement la BCE et la Commission. Le FMI n'y participe pas en tant que créancier, mais il est « *étroitement impliqué* » en ce qu'il offre son assistance technique. D'ailleurs, le FMI avait déjà participé à la mission jointe de l'UE, qui a visité l'Espagne du 27 juin au 4 juillet 2012 pour évaluer les besoins du système bancaire. Le FMI se réserve le droit de faire ses propres recommandations durant l'application du programme, indépendamment des institutions européennes, et il prend part aux contrôles réguliers effectués, au même titre que les institutions européennes⁸³⁷. Les créanciers de l'Espagne ont mis en perspective, dans le programme, les déséquilibres de l'économie espagnole qui se sont accumulés pendant des années, le risque d'une baisse de la demande et celui d'une hausse du chômage, ainsi que l'inaccessibilité aux crédits⁸³⁸. Tous ces problèmes doivent être confrontés, de peur qu'ils n'aient des conséquences pour l'ensemble de la zone euro. Nous lisons, par exemple, dans *Le Monde*, concernant le sauvetage espagnol, que « *le problème bancaire dans un pays de*

⁸³⁶ European Commission, Directorate-General for Economic and Financial Affairs, *Financial Sector Adjustment Programme for Spain*, Occasional Papers 118, October 2012 (uniquement en anglais).

⁸³⁷ European Commission, *Financial Sector Adjustment Programme for Spain*, *op. cit.*, p. 52.

⁸³⁸ European Commission, *The Financial Sector Adjustment Programme for Spain*, Occasional Paper 118, October 2012, p. 11.

*la taille de l'Espagne pourrait s'étendre à l'ensemble du système financier de la zone »*⁸³⁹.

Tout comme dans le cas de la Grèce, le type d'assistance financière accordée à l'Espagne est un prêt venant cette fois du FESF. Le taux de ce prêt n'est pas mentionné dans le programme, mais il y est stipulé que sa maturité ne peut pas dépasser les 12,5 ans. *Le Monde* se réfère en tout cas à des taux qui oscilleraient entre 3% et 4%⁸⁴⁰. À titre de comparaison, l'Allemagne emprunte à un taux variant de 0% à 1,5%, durant cette période, pour des obligations d'un an⁸⁴¹.

L'Espagne doit aussi payer des frais de services⁸⁴². De plus, bien que le programme soit un plan de recapitalisation bancaire, il comprend des mesures budgétaires que le gouvernement espagnol doit mettre en œuvre pour réduire le déficit public, mais aussi des réformes (administration publique, système de taxation, secteurs de l'emploi, de l'éducation, de la santé) que le pays doit implémenter pour rendre son économie plus viable. Dès lors, le prêt de l'UE est accompagné de contreparties supplémentaires. Il faudra noter que depuis mai 2010, c'est-à-dire en même temps que la Grèce, le gouvernement socialiste de José Luis Rodriguez Zapatero était contraint « *sous la pression des organismes de l'UE et de certains pays européens de mettre en œuvre un plan d'ajustement sévère dont l'impact sera lourd dans les secteurs sociaux sensibles à la crise (retraités, travailleurs manuels, classes moyennes et les fonctionnaires)* »⁸⁴³. De même, le gouvernement de centre-droite de Mariano Rajoy, qui a succédé à celui de José Luis Rodriguez Zapatero, a mis en place d'autres mesures.

Le programme espagnol se trouve en tête des références de toutes les solutions proposées pour la crise espagnole, en atteignant un pourcentage de 36%. Les références aux autres solutions ne sont pas toutes formulées dans un contexte précis, favorisant telle ou telle solution comme étant la plus appropriée pour la crise. Elles comprennent plutôt un discours autour du programme (par exemple sur les détails, les fonds

⁸³⁹ Adrien de Tricornet, « La vraie crise de la dette, c'est celle des banques », *Le Monde*, 20 juin 2012, p. MDE 9.

⁸⁴⁰ Sandrine Morel, « L'Espagne sollicite l'aide européenne pour ses banques », *Le Monde*, 26 juin 2012, p. 13.

⁸⁴¹ Isabelle Couet, « Crise de la zone euro : ce que changeraient les "eurobills" », *Les Echos*, 27 juin 2012, p. 27 ; Jean-Jacques Mével, « Sommet de crise à Bruxelles : Angela Merkel sous pression maximale », *Le Figaro*, 29 juin 2012, p. 7.

⁸⁴² European Commission, *Financial Sector Adjustment Programme for Spain*, op. cit., p. 50.

⁸⁴³ Joan Marcet et Robert Liñeira, « Les élections législatives du 20 novembre en Espagne », *Pôle Sud*, No. 36 (2012/1), p. 131.

disponibles, etc.), laissant entendre quelle est la solution préférée dont il faut finaliser la forme. En outre, le programme pour l'Espagne comprend d'autres « remèdes » qui ont été proposés, bien avant l'assujettissement de l'Espagne au programme. Plus exactement, des réformes structurelles touchant le marché du travail, le système des retraites, mais aussi la consolidation budgétaire, sont des mesures comprises dans le programme, dont l'application par des gouvernements espagnols avait été discutée bien avant sa finalisation⁸⁴⁴. En somme, le programme de l'Union Européenne a appelé le gouvernement espagnol à introduire ces mesures et à en adopter d'autres pour atteindre les objectifs.

Le programme d'ajustement est présenté pour ce qu'il est, un prêt, dans seulement 30% des cas. En revanche, il est cité comme « plan d'aide », « plan de soutien » ou « plan de sauvetage » dans 70% des cas. Donc, le récit de la presse, fondé sur l'idée d'une solidarité européenne envers des pays problématiques du Sud, est repris dans le cas espagnol. L'idée que l'Europe a sauvé les pays du Sud prédomine, malgré le vrai caractère des programmes. Ce récit « d'aide » a contribué à la création d'une certaine culture de la crise et d'une certaine conception de celle-ci, selon laquelle il s'agirait d'une situation d'origine nationale qui a, au fur et à mesure, fait basculer toute la zone euro. Pourtant, comme nous l'avons montré c'est exactement le contraire qui s'est passé.

À l'opposé des programmes grecs, le programme espagnol est jugé, dans la plupart des cas, comme ayant atteint son but. Les banques espagnoles ont été renforcées et le système bancaire du pays était, après l'achèvement du programme, plus solide. Trois journaux se réfèrent au succès du programme espagnol, *Les Echos*, *Le Figaro* et *Le Monde*. Nous n'avons trouvé aucune référence relative dans *Libération*. Le correspondant du *Figaro* en Espagne, par exemple, estime que le projet de recapitalisation du secteur bancaire, qui était l'objectif du programme, « fut un succès », qui a été salué tant à Madrid qu'à Bruxelles⁸⁴⁵. Le même constat est fait par

⁸⁴⁴ Claire Gatinois, « Les investisseurs s'attaquent à l'Espagne », *Le Monde*, 16 novembre 2011, p. 14 ; « La discipline de Madrid rassure un peu l'Europe », *Le Figaro*, 19 novembre 2011, p. 7. ; Jessica Berthereau, « Emploi, déficit et secteur bancaire : les principaux défis du futur gouvernement », *Les Echos*, 21 novembre 2011, p. 8.

⁸⁴⁵ Matthieu de Taillac, « L'Espagne sort du plan de sauvetage bancaire », *Le Figaro*, 23 janvier 2014, p. 23.

le journaliste Massimo Pradi⁸⁴⁶. Pour d'autres, la réponse à cette question est moins claire⁸⁴⁷.

Malgré le fait que le programme espagnol a atteint ses premières objectifs, à savoir, assainir le secteur bancaire national, les conséquences pour l'économie espagnole restent sévères. Le secteur du travail a été l'un des principaux à avoir été touché par les mesures d'austérité, qui l'ont frappé de plein fouet. Les relations entre le patronat et les travailleurs ont ainsi été durement affectées par ces mesures, en ce sens que certaines réformes appliquées ont assoupli le code du travail et les modalités de l'emploi. Les contrats à durée indéterminée à plein temps ont été réduits et la précarité de l'emploi s'est renforcée. Dans une entreprise de chauffeurs de cars, rapporte Cécile Chambraud, seuls 8 parmi les 270 conducteurs ont un contrat à durée indéterminée à plein temps⁸⁴⁸. La journaliste, dans un autre article, cite d'autres exemples encore, liés à l'insécurité des travailleurs. « *La crise a achevé de faire du CDI une denrée aujourd'hui presque introuvable, surtout pour les jeunes* », écrit-elle, en se référant à d'autres cas de cette sorte, comme le travail sous-payé⁸⁴⁹. Les exemples, qui semblent exagérés, ne manquent pas pour décrire une situation sombre, problématique, aux conséquences profondes pour la société espagnole : « “ hier, témoigne Susana, à l'hôpital, j'ai vu une infirmière à qui l'on avait donné un contrat de travail d'un après-midi ! ” »⁸⁵⁰. La réduction budgétaire dans le secteur de la santé publique, à l'instar de la libéralisation du marché du travail, a augmenté la précarité de l'emploi en créant des salariés à plusieurs vitesses. Plus particulièrement, la dérégulation dans le domaine de santé a été l'une des conséquences les plus importantes des mesures prises en Espagne⁸⁵¹.

En outre, après l'achèvement du programme, d'autres problèmes graves de l'économie espagnole subsistaient, ou bien ceux-ci s'en trouvaient accentués. La fusion des institutions bancaires, au sein du programme de restructuration du secteur, a laissé

⁸⁴⁶ Entretien avec Massimo Prandi, *déjà cité*.

⁸⁴⁷ Entretien avec Jessica Berthereau, *déjà cité*.

⁸⁴⁸ Cécile Chambraud, « A Barcelone, la crise économique délabre le tissu social », *op. cit.*

⁸⁴⁹ Cécile Chambraud, « Barcelone - Des bancs de l'école à la vie adulte, parcours d'une “ pandilla ” », *op. cit.*

⁸⁵⁰ *Ibid.*

⁸⁵¹ Entretien avec Maria Siadima, ancienne attachée de presse auprès de l'Ambassade de Grèce en Espagne, 30 mai 2021.

plus de 50.000 personnes sans emploi⁸⁵². Le chômage des jeunes est estimé à plus de 55%⁸⁵³ et plus de 9.000 entreprises ont été déclarées en faillite en 2013, un record, selon Sandrine Morel⁸⁵⁴. Entre 2008 et 2011, plus de deux millions de personnes se sont inscrites sur la liste des chômeurs, tandis que le taux de chômage des moins de 25 ans était deux fois supérieur à la moyenne européenne⁸⁵⁵.

Le problème de la dette n'a pas été réglé, puisque la faible croissance et le coût du financement de la dette n'ont laissé aucune place à un « *processus de désendettement* »⁸⁵⁶. Selon le journal *Le Monde*, l'économie espagnole restait très fragile, malgré le prêt de 41 milliards d'euros qu'elle a reçu de l'UE, en raison de la dette privée, c'est-à-dire la dette des entreprises et des particuliers envers les banques, laquelle s'élevait à 200% du PIB⁸⁵⁷. « *Au total, les grandes entreprises de l'Ibex 35, l'indice boursier espagnol, cumulent une dette de 167 milliards d'euros* »⁸⁵⁸, Donc, pour l'Espagne, le problème subsiste.

1.3. Les programmes grecs, le programme espagnol et le sauvetage de l'euro

En Grèce tout comme en Espagne, une série de mesures de consolidation budgétaire ont été adoptées, afin de maîtriser les dépenses publiques des deux pays, qui ont explosé pour des raisons différentes. Alors que les mesures adoptées en Grèce étaient plus dures, comme il a été admis en général, le même consensus n'est pas observé dans le cas espagnol. Certains analystes font état de « *politiques trop brutales en Espagne* »⁸⁵⁹, mais d'autres pensent que la vie des Espagnols n'a pas été autant affectée que celle des Grecs. « *On ne voyait pas cette image d'abandon, de marché*

⁸⁵² Matthieu de Taillac, « L'Espagne sort du plan de sauvetage bancaire », *Le Figaro*, 23 janvier 2014, p. 23.

⁸⁵³ Marie Charrel, « La convalescence de la zone euro s'annonce longue », *Le Monde* 24 janvier 2014, p. SCQ4.

⁸⁵⁴ Sandrine Morel, « L'Espagne prend des mesures pour limiter le nombre de liquidations d'entreprises », *Le Monde*, 10 mars 2014, p. SCQ3.

⁸⁵⁵ *Ibid.*

⁸⁵⁶ Adrien de Tricornot, « L'ogre "déflation" rôde autour de la reprise », *Le Monde*, 20 janvier 2014, p. SCQ6.

⁸⁵⁷ Sandrine Morel, « L'Espagne prend des mesures pour limiter le nombre de liquidations d'entreprises », *op. cit.*

⁸⁵⁸ *Ibid.*

⁸⁵⁹ Xavier Ragot, « La France a besoin d'une politique de la demande », *Le Monde*, 28 janvier 2014, p. SCQ8.

vide, de magasins fermés, comme en Grèce », raconte Ioulia Livaditi, attachée de presse auprès de l'Ambassade de Grèce en Espagne entre 2010 et 2013⁸⁶⁰.

Il est important de comprendre que les programmes destinés à la Grèce et celui proposé à Espagne, malgré des points communs concernant les mesures prévues pour redresser les dépenses publiques, ainsi que le concept unique qui en justifie l'existence, sont différents du point de vue de leurs objectifs. Le programme pour l'Espagne était ainsi plus spécifique, aspirant à la recapitalisation du secteur bancaire, alors que le(s) programme(s) pour la Grèce visai(en)t à la restructuration fondamentale de l'organisation et du fonctionnement de l'État grec. La « Troïka » s'est substituée au gouvernement de la Grèce pendant au moins quatre ans (2010-2014). Les programmes grecs ont tenté de réorganiser l'administration publique grecque, mais il n'est pas du tout certain qu'ils y soient parvenus. « *Une opportunité perdue* », c'est comme cela que le journaliste Massimo Pradi⁸⁶¹ caractérise la crise grecque et sa gestion par les Européens. Ce n'est donc pas un hasard que le premier, tout autant que le deuxième programme grec, soient qualifiés d'« insuffisants » par tous les journaux.

Or, ces programmes partagent un point commun très important : le fait que le « sauvetage » de chaque pays signifie, en réalité, le sauvetage de l'euro. L'intégrité de la monnaie unique, à tout prix, est le vrai enjeu des « sauvetages » nationaux. Le sauvetage de l'euro équivaut à la protection des banques européennes, en l'occurrence des banques allemandes et françaises, en prévenant les pertes qu'elles auraient pu subir dans un scénario de défaut des paiements, au sein d'une Union qui manquait d'instruments pour faire face à une crise financière.

Dans le cas grec, les dirigeants européens ont considéré que la Grèce était solvable, parce qu'autrement – s'ils avaient admis que le pays ne l'était pas –, ils auraient dû procéder à une restructuration de la dette grecque, entraînant des pertes considérables pour les banques. En l'absence d'un mécanisme de crise, ils ont opté pour des programmes mal conçus, mais qui empêchaient tout au moins les pertes pour les banques.

De la même façon, dernière le « sauvetage » espagnol, encore une fois, ce sont les banques européennes qui représentent le grand enjeu. *Les Echos* et *Le Monde* sont les

⁸⁶⁰ Entretien avec Ioulia Livaditi, attachée de presse auprès de l'Ambassade de Grèce en Espagne, 16 janvier 2021.

⁸⁶¹ Entretien avec Massimo Prandi, déjà cité.

deux journaux qui abordent le sujet, tandis que *Le Figaro* et *Libération* ne s'en préoccupent guère. Ainsi, un article dans *Les Echos* porte sur la nécessité absolue pour l'UE d'aider l'Espagne « *avant que cette dernière soit exclue des marchés* », sinon « *son sauvetage complet lui [à l'UE] coûterait trop cher* »⁸⁶². Ce coût élevé pour l'UE est expliqué ailleurs, cette fois dans un article du *Monde* : « *les banques en France, au Royaume-Uni et en Allemagne détiennent des engagements publics et privés importants sur l'Espagne, le Portugal, la Grèce, l'Italie... Consciente de cette situation, Bruxelles a proposé un projet d'union bancaire européenne pour garantir la stabilité du système* »⁸⁶³.

Même dans le cas de programmes réussis, comme en Espagne, la situation de l'économie au lendemain de l'achèvement du programme n'a pas été sans problèmes. En fait, le paysage économique dans la zone euro, après quatre années de crise et cinq programmes (Grèce, Irlande, Portugal, Espagne, Chypre) était plutôt morose, avec une croissance très faible, une dette publique élevée et une déflation menaçant la reprise dans la zone euro⁸⁶⁴.

De plus, l'assujettissement au programme signifiait une surveillance très étroite pour les pays financés, afin que ceux-ci honorent les conditions agréées et puissent continuer à recevoir des fonds. Souvent, cette surveillance dépassait la durée des programmes. L'Espagne et l'Irlande sont ainsi restées sous le contrôle de la Commission Européenne, malgré l'achèvement de leurs plans d'aide⁸⁶⁵. Dans le cas grec aussi, l'acceptation du deuxième programme d'ajustement s'accompagnait de la condition que la Grèce ferait l'objet d'une « *surveillance permanente* » de la part de la Troïka⁸⁶⁶.

Les programmes d'ajustement n'ont pas conduit à la baisse de la dette publique dans la zone euro. En 2014, la moyenne de la dette publique comme pourcentage du

⁸⁶² Jessica Berthereau, « Madrid tire la sonnette d'alarme », *op. cit.*

⁸⁶³ Adrien de Tricornot, « La vraie crise de la dette, c'est celle des banques », *Le Monde*, 20 juin 2012, p. MDE 9.

⁸⁶⁴ « Le mur de la dette est devant nous », *Le Figaro*, 14 octobre 2013, p. 21 ; Adrien de Tricornot, « L'ogre "déflation" rôde autour de la reprise », *Le Monde*, 20 janvier 2014, p. SCQ6 ; Marie Charrel, « La convalescence de la zone euro s'annonce longue », *Le Monde* 24 janvier 2014, p. SCQ4.

⁸⁶⁵ Marie Charrel, « Affranchis de la "troïka", Madrid et Dublin restent sous l'étroite surveillance de l'Europe », *Le Monde*, 25 janvier 2014, p. SCQ4.

⁸⁶⁶ Alexia Kefalas, « Sa dette redevenue "viable", la Grèce espère rebondir », *Le Figaro*, 28 octobre 2011, p. 21 ; Alain Salles, « Le référendum grec sur le plan de sauvetage menace l'euro », *Le Monde*, 2 novembre 2011, p. 1.

PIB était de 92% pour la zone euro, marquant une hausse dans presque la totalité des pays de l'Union Européenne. Ce qu'il vaut la peine de remarquer, c'est que la hausse de la dette s'est accrue davantage dans les pays qui sont entrés dans des programmes d'ajustement, que dans d'autres, même si ces derniers présentaient une dette élevée en 2010⁸⁶⁷.

Le tableau qui suit montre l'augmentation de la dette dans les pays sous programme.

Tableau 8 : Dette brute des administrations publiques - données annuelles - Pourcentage du produit intérieur brut (PIB)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Zone euro (19 pays)	78,4	83,9	86,1	89,5	91,4	92
UE (28 pays)	72,8	78,4	81,1	83,8	85,7	86,7
Irlande	61,7	86,3	109,6	119,5	119,5	105,3
Grèce	126,7	146,2	172,1	159,6	177,4	179,7
Espagne	52,8	60,1	69,5	85,7	95,5	100,4
Chypre	53,4	55,8	65,2	79,3	102,2	107,1
Portugal	83,6	96,2	111,4	126,2	129	130,6
<i>Source: Eurostat</i>						

⁸⁶⁷ Eurostat, Dette brute des administrations publiques - données annuelles, URL : <http://ec.europa.eu/eurostat/tgm/table.do?tab=table&init=1&plugin=1&language=fr&pcode=teina225>, accédé le 18 mai 2017.

CHAPITRE 2 – LA RESTRUCTURATION DE LA DETTE GRECQUE

Comme nous l'avons déjà constaté, l'exposition des banques allemandes et françaises à la dette grecque était considérable en 2010. Les analystes (économistes, spécialistes en stratégie financière, etc.) s'accordaient sur le fait qu'une restructuration de la dette, c'est-à-dire un allongement de maturité accompagné d'une réduction des taux d'intérêts et d'une diminution nominative partielle de la dette, appliqué en parallèle avec un programme de réajustement budgétaire, soulagerait l'économie grecque et l'aiderait à se relancer plus rapidement⁸⁶⁸. Stéphane Déo, par exemple, économiste chez UBS, parle de la nécessité d'un allongement de la dette grecque, sinon sa taille demanderait trop de mesures d'austérité pour la réduire, sans aucune garantie quant aux résultats⁸⁶⁹. De même, pour Erik Nielsen, chef économiste Europe de Goldman Sachs, « *un paquet d'aides combiné avec une renégociation volontaire de la dette serait probablement le meilleur scénario pour fournir au gouvernement grec de l'oxygène pour entreprendre les réformes nécessaires* »⁸⁷⁰.

La diminution partielle de la dette signifie que ses détenteurs accepteraient des pertes. Au début de 2010, l'exposition des banques françaises et allemandes à la dette grecque était très élevée. Donc, la BCE et l'Allemagne se sont opposées à toutes discussions sur la possibilité de la restructurer. Le gouvernement grec avait discrètement investigué cette possibilité en coopération avec la banque d'investissement Lazard⁸⁷¹. Le FMI avait aussi, de son côté, exploré la possibilité d'une restructuration de la dette grecque, « *dans des conditions de secret absolu* »⁸⁷². Pourtant, tous ces efforts ont abouti à une impasse. Le gouvernement grec, face à l'opposition « féroce » de Jean-Claude Trichet et à la négation/réticence de ses

⁸⁶⁸ Bertille Bayart, « La prudence de Berlin renforce les interrogations sur les marchés », *Le Figaro*, 24 avril 2010, p. 22 ; Marie de Vergès, « La restructuration de la dette, un scénario envisagé mais tabou », *Le Monde*, 28 avril 2010, p. 7 ; Marie de Vergès et Claire Gatinois, « Questions sur la crise grecque : pourquoi, jusqu'où ? », *op. cit.*

⁸⁶⁹ Marina Alcaraz, entretien de Stéphane Déo, « Il devrait y avoir une restructuration de la dette grecque », *Les Echos*, 30 avril 2010, p. 32.

⁸⁷⁰ Marie de Vergès, « Le plan d'aide à la Grèce ne rassure pas les marchés », *Le Monde*, 26 avril 2010, p. 13.

⁸⁷¹ Louka Katseli, *Tourbillons et responsabilités(...)*, *op. cit.*, p. 87.

⁸⁷² *Ibid.*

partenaires européens, a publiquement renoncé à toute possibilité de restructuration⁸⁷³. En d'autres termes, ce qui profitait à l'économie et à la dette grecque n'était pas bénéfique pour les banques allemandes et françaises, ce qui a dès lors conduit à l'exclusion de la restructuration.

Ce rejet⁸⁷⁴ par les Européens a été explicitement formulé : « *que ce soit bien clair, il n'est pas question d'une restructuration de la dette grecque, et personne n'en parle au gouvernement* », martèle le ministre des finances allemand Wolfgang Schäuble⁸⁷⁵ ; Amadeu Altafaj, porte-parole de la Commission européenne, a clairement indiqué que « *la restructuration d'une dette d'un État membre de la zone euro n'est pas une option et ne fait pas partie des discussions à Athènes* »⁸⁷⁶.

Louka Katseli nous a confirmé qu'aucune discussion n'a eu lieu dans la presse européenne (y compris française) sur la restructuration de la dette grecque en 2010. En outre, la presse française, tout comme la presse européenne, sont restées silencieuses sur les débats concernant la Grèce au sein du FMI et, plus précisément, sur la participation ou non du Fonds au programme grec. « *Cela est étonnant* », commente Louka Katseli, « *particulièrement pour la France, puisque à l'époque le directeur du FMI était Dominique Strauss-Kahn* »⁸⁷⁷. La crise au sein du FMI, du fait de l'opposition de certains pays de prêter à la Grèce, n'a été révélée que trop tard par la presse⁸⁷⁸.

Cette dernière, en somme, a évité d'aborder la discussion sur la restructuration de la dette grecque et ses répercussions économiques et politiques. Parmi les caractérisations se référant à la restructuration de la dette grecque, en 2010, 42% la décrivent comme « *impossible* » ou bien « *hors de question* ». Dans seulement 5% des cas, la presse la juge de manière positive (pour l'économie grecque). De plus, la restructuration est assimilée au défaut⁸⁷⁹. En fait, un défaut est l'« *absence, manque ou insuffisance de ce qui serait nécessaire* », d'après le dictionnaire Larousse⁸⁸⁰. Donc, le

⁸⁷³ Ibid.

⁸⁷⁴ Jeroen Dijsselbloem, *De eurocrisis*, op. cit., p. 62.

⁸⁷⁵ Karl De Meyer et Jean-Philippe Lacour, « Allemagne : des députés veulent une participation bancaire au sauvetage grec », *Les Echos*, 29 avril 2010, p. 6.

⁸⁷⁶ Richard Hiault, « Un défaut de paiement serait très coûteux », *Les Echos*, 29 avril 2010, p. 5.

⁸⁷⁷ Entretien avec Louka Katseli, *déjà cité*.

⁸⁷⁸ Entretien avec Louka Katseli, *déjà cité* ; Louka Katseli, *Tourbillons et responsabilités (...)*, op. cit., p. 87.

⁸⁷⁹ Alexandrine Bouilhet, « Grèce : un sauvetage financier de l'Europe », op. cit.

⁸⁸⁰ <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/d%C3%A9faut/22599?q=défaut#22480>.

non-paiement d'une partie de la dette qui arrive à échéance peut être considéré être un défaut, comme nous le confirment d'ailleurs les dictionnaires financiers⁸⁸¹.

Selon les journaux retenus, il ne peut exister qu'un seul type de carence et celle-ci est totale. Un défaut de paiement de la Grèce est le scénario le plus pessimiste envisagé et toute la presse s'y accorde parfaitement : « *la descente aux enfers se profile sous la forme d'un défaut de paiement* »⁸⁸² ; « (...) *d'un défaut de paiement, qui serait un véritable cataclysme pour la zone euro* »⁸⁸³ ; un défaut serait « *un cataclysme* »⁸⁸⁴, ou bien « *une catastrophe* »⁸⁸⁵. *Libération* ne s'exprime pas sur le sujet, se limitant à reproduire les déclarations des actants⁸⁸⁶. Or, un défaut de paiement contrôlé et désigné n'a aucune raison de provoquer des turbulences financières⁸⁸⁷. Mais une telle option n'a pas été discutée non plus.

Le président de la Banque centrale européenne à l'époque, Jean-Claude Trichet, avait lui aussi déclaré qu'il était « *“ hors de question ” que la Grèce ou n'importe quel autre pays de la zone euro fasse défaut sur ses emprunts* »⁸⁸⁸. Comme nous avons essayé de l'expliquer auparavant, les conséquences d'un défaut touchent principalement le secteur bancaire européen et presque pas du tout l'économie grecque. Les conséquences d'une restructuration concernent à 64% les banques et l'euro, alors que les conséquences d'un défaut de paiement pourraient avoir un impact négatif à 14% sur la Grèce : « *une banqueroute de la Grèce [...] serait un cataclysme qui entraînerait l'ensemble du système bancaire européen et ouvrirait la boîte de Pandore de la dette souveraine au niveau mondial* », martèle *Le Figaro*⁸⁸⁹. Un défaut aurait des conséquences catastrophiques insiste *Les Echos*, ce qui signifierait jusqu'à 200

⁸⁸¹ Un risque de défaut est associé à l'incapacité probable de l'emprunteur à assurer le paiement de ses échéances. Un débiteur est en défaut lorsque l'un ou plusieurs des événements suivants est constaté : a) l'emprunteur ne remboursera vraisemblablement pas en totalité ses dettes (principal, intérêts et commissions), b) le constat est fait d'une perte portant sur l'une de ses facilités de l'emprunteur : comptabilisation d'une perte, restructuration d'une dette impliquant une réduction ou un rééchelonnement du principal, des intérêts ou des commissions, c) l'emprunteur est en défaut de paiement depuis quatre-vingt-dix (90) jours sur l'un de ses crédits, d) l'emprunteur est en faillite, <https://www.lookandfin.com/fr/lexique/risque-de-defaut>.

⁸⁸² Jean-Marc Vittori, « Europe au bord du Styx », *Les Echos*, 23 avril 2010, p. 18.

⁸⁸³ Yves Bourdillon, « Crise grecque : la contagion », *Les Echos*, 28 avril 2010, p. 7.

⁸⁸⁴ Pierre Rousselin, « Grèce : la spirale infernale », *op. cit.*

⁸⁸⁵ Arnaud Leparmentier, « En jouant les médiateurs entre Berlin et Athènes, Paris veut asseoir son leadership », *op. cit.*

⁸⁸⁶ Yann Philippan et Jean Quatremer, « Les Vingt-Sept sont dans l'obligation d'agir pour éviter un effet domino », *Libération*, 28 avril 2010, p. 3.

⁸⁸⁷ Jeroen Dijsselbloem, *De eurocrisis*, [Η κρίση του ευρώ], *op. cit.*, p. 233.

⁸⁸⁸ Richard Hiault, « Un défaut de paiement serait très coûteux », *op. cit.*

⁸⁸⁹ Pierre Rousselin, « Grèce : la spirale infernale », *op. cit.*

milliards d'euros de pertes, les banques françaises figurant parmi les premières concernées : « *les banques françaises avec 54 milliards d'euros d'exposition sur la Grèce, suivies des banques suisses (46 milliards) et allemandes (31 milliards)* »⁸⁹⁰. Un parallèle avec des situations du passé est aussi fait pour démontrer à quel point le défaut serait catastrophique : « *une banqueroute de la Grèce, sur le modèle de l'Argentine en 2001, serait un cataclysme...* », précise *Le Figaro*⁸⁹¹. Pourtant, le journal n'explique pas pourquoi et en quoi, d'après lui, les cas de la Grèce et de l'Argentine seraient comparables et justifieraient une référence au paradigme argentin.

Nous constatons, en somme, une délégitimation de la restructuration de la dette – sur laquelle tous les analystes s'accordent à dire qu'elle sera bénéficiaire pour l'économie grecque – comme solution, à travers un double processus : d'une part, une absence de débat sur la signification de la restructuration et, d'autre part, l'identification de la restructuration à un état de catastrophe. Dans tous les articles de cette période, la « restructuration » apparaît 29 fois et le « défaut » 72 fois. L'assimilation de la restructuration à un désastre ne crée qu'un type de « diabolisation » de celle-ci, faisant appel à l'émotion, sans expliquer le vrai enjeu et sans rationaliser cette option. L'émotion du lecteur-contribuable est clairement ciblée. L'incertitude qui naît autour de l'avenir de la zone euro s'identifie alors, pour le lecteur, à sa propre incertitude financière, à sa survie dans un monde sans l'euro, du jour au lendemain.

Or, ce qui était impossible en 2010 est devenu possible en 2011 et s'est réalisé en 2012, dans des conditions complètement différentes, certes, ce qui explique d'ailleurs ce changement de politique.

En 2011, une année à peine après le déclenchement de la crise en Grèce, les Européens étaient en train de discuter du deuxième programme d'ajustement qui, cette fois, incluait une restructuration de la dette. En fait, entretemps, les banques européennes s'étaient débarrassées de la dette grecque⁸⁹², qui a été récupérée par les

⁸⁹⁰ Richard Hiault, « Un défaut de paiement serait très coûteux », *op. cit.*

⁸⁹¹ Pierre Rousselin, « Grèce : la spirale infernale », *op. cit.*

⁸⁹² Jean-Marc Vittori écrit que dès le début de 2010, des banques, des fonds d'assurance et d'autres investisseurs « *n'ont pas gâché les deux années écoulées entre le début de la crise et le coup d'éponge. Ils ont accumulé des provisions pour amortir le choc. Ils ont aussi vendu leur papier grec dès qu'ils trouvaient d'aventure un acquéreur* », voir Jean-Marc Vittori, « La Grèce, la lucarne et la maison hantée de la zone euro », *Les Echos*, 11 décembre 2012, p. 10.

fonds d'assurance, certaines banques grecques et autres investisseurs. Au total, le risque d'exposition du secteur bancaire européen au défaut, à cause de la dette grecque, cessait d'exister. Sa restructuration, qui a eu lieu en mai 2012, a entraîné des pertes considérables pour des hôpitaux grecs, des institutions académiques, des fonds de retraite, mais aussi des citoyens qui ont perdu la moitié de leur fortune en titres grecs⁸⁹³. En somme, en 2011, les grands détenteurs de la dette grecque étaient diverses institutions en Grèce. Selon *Libération*, les établissements grecs détenaient 140 milliards d'euros de la dette grecque⁸⁹⁴ et ils seraient les plus touchés par la décote⁸⁹⁵.

En fait, la presse de qualité estime à 70% que les conséquences de la décote de la dette grecque ne concerneraient que les banques grecques. Seulement 15% des articles se réfèrent aux retombées sur le secteur bancaire allemand, lesquelles sont jugées limitées⁸⁹⁶.

À l'opposé de la restructuration de la dette grecque, en 2010, qui a été presque démonisée par la presse, la restructuration de 2012 ne partage guère ces caractéristiques. La presse a adopté une position plutôt distanciée, se limitant à déclarer qu'il y aurait des pertes pour les institutions financières grecques. La différence de l'énonciation du même sujet est flagrante. C'est dans *Les Echos*, le seul des quatre journaux qui s'étend plus que les autres sur l'impact de la décote sur l'économie grecque, que nous référençons le jugement le plus fort sur ce sujet. En conclusion, selon les analystes économiques, une dépréciation de 50% de la dette grecque « serait fatale aux banques grecques »⁸⁹⁷. Dans un autre article, *Les Echos* admet que « face à la restructuration annoncée de la dette grecque, les banques et autres institutions financières domestiques sont en première ligne car elles détiennent l'essentiel de la dette souveraine de leur pays »⁸⁹⁸. *Libération* fait preuve de davantage de précision sur les pertes des institutions bancaires grecques. Selon l'article du journal, le secteur privé devrait subir une perte de plus de 100 milliards d'euros sur les 210

⁸⁹³ Le Public Sector Involvement (PSI) incluait la réduction nominale de 50% de la dette grecque. Voir Louka Katseli, *Tourbillons et responsabilités*, *op.cit.*, p. 89-90.

⁸⁹⁴ Jean Quatremer, « La zone euro déploie grand ses aides et gagne en envergure », *Libération*, 28 octobre 2011, p. 6.

⁸⁹⁵ Rejane Reibaud, « Les banques grecques dans l'œil du cyclone », *Les Echos*, 26 octobre 2011, p. 26.

⁸⁹⁶ Cécile Boutelet, « Les banques allemandes seront peu affectées par la décote de la dette grecque », *Le Monde*, 29 octobre 2011, p. 14.

⁸⁹⁷ Rejane Reibaud, « Les banques grecques dans l'œil du cyclone », *op. cit.*

⁸⁹⁸ Catherine Chatignoux, « Grèce : un "haircut" sévère pour les banques domestiques », *Les Echos*, 27 octobre 2011, p. 5.

milliards qu'il détient⁸⁹⁹. Enfin, *Le Figaro*, sans donner de détails, se limite à affirmer que « *les banques locales seront durement frappées par la décote* »⁹⁰⁰.

Nous observons, au bout du compte, un traitement du sujet de la restructuration de la dette grecque qui varie en fonction de l'enjeu : d'un côté, la restructuration est assimilée à un phénomène terrible, aux conséquences tragiques, tel qu'une catastrophe ou un cataclysme, ce qui la rend irréalisable ; de l'autre côté, lorsque la restructuration ne constitue pas de menace pour ce qui est considéré comme vital, l'euro en l'espèce, mais aussi le secteur bancaire européen, elle est présentée comme une situation tout à fait envisageable. Pourtant, les raisons pour lesquelles la restructuration n'est pas souhaitée dans le premier cas, mais serait réalisable dans le second cas, ne sont pas exposées.

⁸⁹⁹ Jean Quatremer, « La zone euro déploie grand ses aides et gagne en envergure », *op. cit.*

⁹⁰⁰ Alexia Kefalas, « Sa dette redevenue "viable", la Grèce espère rebondir », *Le Figaro*, 28 octobre 2011, p. 21.

CHAPITRE 3 – LE RÉFÉRENDUM POUR LE DEUXIÈME PROGRAMME GREC

Le premier plan de financement destiné à la Grèce a été décidé en 2010, avec une durée de trois ans. Avant même la fin de la deuxième année, il était clair que malgré la baisse du déficit public à 9,25 % en 2011, contre 15,75% en 2009⁹⁰¹, la mise en œuvre du projet ne se déroulait pas comme prévu. Selon la Commission Européenne, « *la Grèce a réalisé des progrès mitigés pour atteindre les objectifs ambitieux du premier programme d'ajustement. Des facteurs divers ont empêché son implémentation : instabilité politique, mouvements sociaux, capacité d'administration et, le plus important, une récession plus profonde que celle initialement prévue* ». Les marchés internationaux se sont alors fermés à la Grèce et un deuxième plan commençait à se profiler.

Les discussions initiales concernant le deuxième programme d'ajustement financier ont ainsi commencé en juillet 2011, lors du sommet de la zone euro, et elles comportaient, entre autres mesures, une restructuration de la dette grecque à hauteur de 20%. Durant le sommet de l'Union Européenne du 27 octobre 2011, le plan a été discuté à nouveau et la décote de la dette a été révisée à 53,5%⁹⁰². Elle concernait des investisseurs privés possédant des obligations grecques, qui ont accepté « volontairement » une réduction de moitié de la valeur de celles-ci. Le nouveau plan de financement s'élevait à 130 milliards d'euros et il a été finalisé en mars 2012. En fait, le deuxième programme de financement cherchait à combler les lacunes du premier et s'est focalisé sur les réformes fiscales et sur le renforcement de la compétitivité⁹⁰³. Il prévoyait en l'occurrence des changements dans le secteur du travail, ainsi qu'une baisse de 22% du salaire minimum (32% pour les jeunes employés) dans le secteur privé. Les réformes du premier programme (fiscalité, retraites, santé, marché du travail, libéralisation du marché, etc.) ont été étendues aux secteurs de l'administration

⁹⁰¹ European Commission, *Second Economic Adjustment Programme for Greece*, op. cit., p. 1.

⁹⁰² European Commission, *Second Economic Adjustment Programme for Greece*, op. cit., p. 7.

⁹⁰³ George Pagoulatos, « Greece after the bailouts : assesment of a qualified failure », op. cit., p. 9.

publique et du système judiciaire. Le deuxième programme comportait également l'obligation – hautement controversée – pour le gouvernement grec de placer 25.000 fonctionnaires sous le régime de la mise « à disposition », ce qui constituerait en réalité une antichambre de licenciements⁹⁰⁴.

Les nouvelles mesures stipulaient parallèlement que la Troïka superviserait étroitement la mise en œuvre du programme (certaines informations devaient être mises à la disposition de la Troïka tous les mois), ce qui a provoqué une très vive réaction de la part du peuple grec, qui s'est opposé avec vigueur à ce plan (l'année 2011 a ainsi été marquée par de grandes manifestations et par l'apparition du mouvement des « Indignés », en mai 2011, inspiré par les « Indignés espagnols »). Après le sommet européen des 28-29 octobre 2011, qui a finalisé le deuxième programme, le premier ministre Georges Papandréou a annoncé qu'il organiserait un référendum permettant au peuple grec d'accepter ou non la mise en place de cet accord. Cette initiative a immédiatement entraîné des réactions brutales au sein de l'Union Européenne et des pays membres, déclenchant un nouveau mouvement de spéculations autour de la sortie de la Grèce de la zone euro. La presse n'est évidemment pas restée indifférente à tout cela. Le premier ministre grec a donc été invité au sommet du G20 à Cannes, les 3 et 4 novembre 2011, où Herman van Rompay, président du Conseil Européen, José Manuel Baroso, président de la Commission Européenne, Nicolas Sarkozy, le président français et Angela Merkel, la chancelière allemande, lui ont précisé clairement qu'en cas de référendum, la question posée devrait porter sur l'exclusion ou non de la Grèce de la zone euro. Le référendum n'a finalement pas eu lieu et George Papandréou a démissionné quelques jours plus tard.

⁹⁰⁴ *Ibid.*

3.1. L'annonce du référendum

Dès le début de l'application du premier plan de financement, les manifestations et les grèves se sont multipliées. L'effondrement de l'économie, qui s'est affaïssée de 11% en 2010 et de 6,9% en 2011⁹⁰⁵ a créé une grande agitation dans le pays. De plus, les mesures d'austérité draconiennes qui ont été imposées, conformément au programme de financement, ont soulevé de nombreuses oppositions de la part de la population. L'annonce continue de nouvelles mesures et de réductions budgétaires alourdissait un climat social déjà tendu. Par conséquent, la nouvelle de l'adoption d'un deuxième plan, a entraîné une agitation intense à l'échelle sociale et politique. La décision, dès lors, du premier ministre grec Georges Papandréou d'annoncer un référendum le 31 octobre 2011, sur le nouveau plan de financement décrété par les créanciers européens et le FMI, quelques jours auparavant, paraît logique, en ce que la politique économique du pays aurait été influencée pour au moins une décennie.

La question du référendum a soulevé, évidemment, un intérêt considérable de la part de la presse, laquelle a cherché à expliquer à la fois les raisons qui ont contribué à la décision du premier ministre grec d'en annoncer le déroulement, et les retombées potentielles.

Aucun journal ne pouvait évidemment manquer d'explorer l'impact qu'a eu l'annonce du référendum⁹⁰⁶, mais c'est *Le Figaro* et *Le Monde* qui rassemblent la majorité des références dans leurs articles (60%) concernant le référendum.

L'analyse des données a pointé cinq causes de nature politique qui ont été évoquées pour justifier l'appel au référendum : la pression politique, la canalisation de l'exaspération publique, le sauvetage politique de George Papandréou, l'exercice de pressions sur l'opposition et la prévention de la montée de l'extrémisme.

L'*item* « pression politique » représente 36% des causes liées au référendum et nous en trouvons des références dans tous les journaux. Néanmoins, la pression politique est entendue différemment. Parfois, elle se réfère à la pression exercée par des partis politiques et la population, comme écrit *Le Figaro* : « sous la pression de son peuple et des partis

⁹⁰⁵ Commission Européenne, *Second Economic Adjustment Programme for Greece*, op. cit., p. 1.

⁹⁰⁶ Et non du référendum lui-même, pour lequel il existe une catégorie à part.

politiques, Georges Papandréou, le premier ministre grec, a annoncé hier soir l'organisation d'un référendum national »⁹⁰⁷. Elena Panariti, députée du PASOK, le parti de Georges Papandréou, ne peut pas expliquer ce qui a poussé Georges Papandréou à prendre une telle décision, « mais les grèves à répétition et la tension au sein du parti étaient devenues insoutenables »⁹⁰⁸. Pour *Libération*, la pression politique s'exerce par l'Europe : « coincé entre l'Europe et son peuple, le Premier ministre grec tente un coup de poker »⁹⁰⁹. Jean Quatremer présente une autre explication, fournie par George Papandréou. Le premier ministre a appelé à un référendum pour forcer l'opposition à accepter le programme⁹¹⁰, mais aussi pour esquiver la pression exercée par des groupes économiques. Jean Quatremer semble très certain qu'il s'agissait bien là de la raison profonde de la décision de George Papandréou : « enfin, à bout d'arguments, il a évoqué la situation des banques grecques " qui ne veulent pas être nationalisées ". Et c'est sans doute là la véritable explication du coup de poker de Georges Papandréou : la décote de 50% de la dette grecque va obliger le Fonds européen de stabilité financière à recapitaliser les banques grecques à hauteur de 30 milliards d'euros, ce qui va dissoudre l'actionnariat historique. Or, ces actionnaires sont constitués des grandes familles grecques, qui seront ainsi touchées de plein fouet, pour la première fois, par la crise »⁹¹¹.

La pression ne provenait pas seulement des rangs des partis politiques, mais aussi de la population. La pression publique représente 36% des causes avancées du référendum. Comme nous l'avons mentionné, le premier programme d'ajustement et les mesures que celui-ci comportait avaient provoqué des manifestations répétées tout au long de 2010 et au cours de 2011. Le mouvement des Indignés grecs a culminé en juillet 2011, renforçant les grèves et autres manifestations organisées par les partis d'opposition. En conséquence, l'arrivée d'un nouveau plan a exaspéré le peuple grec et le premier ministre cherchait à canaliser cette frustration. Quelques exemples : « la cure d'austérité qui n'en finit pas et la croissance perdue depuis quatre ans déjà l'ont placé [le premier ministre] dans une situation très difficile. Très difficile d'abord vis-

⁹⁰⁷ Alexia Kefalas, « La Grèce va organiser un référendum sur le sommet européen », *Le Figaro*, 1 novembre 2011, p. 17.

⁹⁰⁸ Elena Panariti, députée grecque dans *Le Figaro*, 2 novembre 2011 : 20.

⁹⁰⁹ Philippe Cergel, « Papandréou, un pari fou », *Libération*, 2 novembre 2011, p. 4.

⁹¹⁰ L'opposition de la Nouvelle Démocratie (droite) s'opposait au plan à l'époque.

⁹¹¹ Jean Quatremer, « Papandréou, coup d'éclat et coup d'Etat », *Libération*, 5 novembre 2011, p. 7.

à-vis de ses concitoyens »⁹¹² ; « confronté à des manifestations incessantes et au succès des deux jours de grève générale mi-octobre contre le plan d'austérité dicté par la zone euro, le Premier ministre grec était le dos au mur face à la rue grecque. Il a tenté un ultime coup politique avec ce référendum, dans l'espoir peut-être de rallier l'opinion sur le thème " c'est moi ou le chaos " »⁹¹³.

Une troisième raison évoquée est l'opposition de Néo Demokratía, le deuxième parti du pays, au programme d'ajustement. Or, Georges Papandréou a annoncé le référendum pour obliger l'opposition à s'accorder sur le plan, en estimant que l'avenir économique et politique de la Grèce était en jeu. Il a été invité par la suite à Cannes pour le sommet du G20, lors duquel il s'est vu imposer le contenu de la question du référendum, autrement dit le maintien ou non de la Grèce dans la zone euro. Donc, en faisant pression sur l'opposition, Papandréou l'obligeait à se prononcer pour ou contre l'Europe : « il évite le danger des élections anticipées, déstabilisantes pour le pays, et pense tendre un piège à son principal opposant de droite, Antonis Samaras, en le sommant de se prononcer pour ou contre l'Europe »⁹¹⁴ ; « il a, pour la première fois, livré une explication à ce coup d'éclat : il s'agissait de mettre fin à " l'hypocrisie " de la droite grecque, accusée de dénoncer tout haut un accord qu'elle approuve tout bas [...]. Avant la réunion de Cannes, Papandréou assurait que la question porterait sur le plan de sauvetage et non sur la sortie de l'euro »⁹¹⁵ ; « le Premier ministre grec, selon nos sources, a servi à ses hôtes une autre justification : en appelant à un référendum, il voulait forcer l'opposition de droite à accepter le plan européen »⁹¹⁶.

La quatrième raison évoquée est la survie politique de George Papandréou, laquelle représente 11% des causes avancées. Georges Papandréou voulait éviter des élections précipitées qui sanctionneraient sa politique, selon le professeur Georges Prévelakis⁹¹⁷ et voulait retrouver une légitimité en donnant la parole au peuple⁹¹⁸. Pour d'autres, comme le professeur de sciences politiques Thanassis Diamantopoulos, Papandréou

⁹¹² Massimo Prandi, « Le baroud d'honneur d'un Premier ministre lâché par son opinion », *Les Echos*, 2 novembre 2011, p. 6.

⁹¹³ Jean Quatremer, « La Grèce ajoute une escale à l'odyssée de la dette », *op. cit.*

⁹¹⁴ *Le Monde*, 2 novembre 2011 : 2.

⁹¹⁵ Grégoire Biseau, Jean Quatremer, « G20 : Athènes face au jury de Cannes », *Libération*, 3 novembre 2011, p. SPI 2.

⁹¹⁶ Jean Quatremer, « Papandréou, coup d'éclat et coup d'Etat », *op. cit.*

⁹¹⁷ Marc Semo, « «Ce référendum est une fuite en avant », *Libération*, 3 novembre 2011, p. SPI 4.

⁹¹⁸ Alain Salles, « Après une folle semaine, le dernier faux-pas de Papandréou », *Le Monde*, 5 novembre 2011, p. 2.

voulait simplement sauver sa carrière politique : « *Georges Papandréou a sans doute voulu sauver sa place. D'un autre côté, il est issu d'une grande famille et il a peut-être voulu montrer qu'il pouvait être un grand joueur* »⁹¹⁹. Alain Salles est du même avis, à savoir que l'appel au référendum était « *une tentative de quelqu'un qui était à l'agonie. Il avait en gros échoué et il a relancé cette idée du referendum pour essayer de se sauver* »⁹²⁰.

La cinquième raison évoquée pour le référendum est la « prévention de l'extrémisme » (7% des cas). *Libération* et *Le Monde* y font référence sous un angle totalement opposé l'un par rapport à l'autre. Pour *Libération*, Papandréou a évoqué auprès de ses partenaires européens, à Cannes, la menace d'un coup d'État militaire pour justifier son appel au référendum sur le plan de financement. Comme l'écrit Jean Quatremer, « *il fallait couper l'herbe sous le pied des conspirateurs en en appelant au peuple* »⁹²¹. Nonobstant, les partenaires de la Grèce tout comme le journaliste ne croient pas à la justification avancée par Papandréou, « *ni Angela Merkel, ni Nicolas Sarkozy, ni Christine Lagarde, la patronne du FMI, ni les autres responsables européens présents à ce dîner n'y ont cru une seconde [...]. À raison. L'armée est loyale et n'est plus depuis longtemps une menace pour la démocratie* »⁹²². Pourtant, ce même journaliste écrivait une semaine auparavant dans la rubrique « Événement » du journal, à savoir celle qui traite des grands événements et des nouvelles importantes du jour, un article sous le titre « *2014 : l'euro enterré, l'ex-UE bascule dans le chaos* » pour décrire – dans un scénario imaginaire – la situation en Grèce après un coup d'État militaire fin 2011, qui aurait provoqué à son tour l'éclatement de la zone euro et le retour à l'Europe des nations⁹²³. Pour couronner le tout, l'article s'achève, non sans l'intention de jouer avec la mémoire collective, sur l'accusation adressée au gouvernement de Berlin qu'il « *est responsable du marasme* ». Sa dernière phrase est d'ailleurs que l'Allemagne « *isolée et mal aimée [...]* commence à augmenter le budget de son armée »⁹²⁴.

⁹¹⁹ Alexia Kefalas, « Le coup de poker de Papandréou met son gouvernement en sursis », *Le Figaro*, 2 novembre 2011, p. 20.

⁹²⁰ Entretien avec Alain Salles, déjà cité.

⁹²¹ Jean Quatremer, *Libération*, 5 novembre 2011, p. 7.

⁹²² *Ibid.*

⁹²³ Jean Quatremer, « 2014 : l'euro enterré, l'ex-UE bascule dans le chaos », *Libération*, 27 octobre 2011, p. 5.

⁹²⁴ *Ibid.*

Enfin, dans certains exemples, la source de la pression n'est pas explicite : « *un projet incompréhensible qui [l'attribue] peut-être à la faiblesse d'un homme soumis à forte pression et mal conseillé* »⁹²⁵. *Libération*, quant à lui, fait état d'une « *situation intenable* » dans laquelle le premier ministre grec se trouverait⁹²⁶, tandis que *Les Echos* invoquent des « *considérations intérieures* »⁹²⁷.

Dans *Le Monde*, une lecture fondée sur la psychologie des Grecs est proposée, en attribuant le choix de George Papandréou aux fantômes du passé, à savoir la guerre civile grecque de 1946-1949 et la junte militaire (1967-1974). Selon Guy Sorman, essayiste franco-américain, qui signe l'article, la Grèce « *en vérité, est en permanence menacée par la violence politique de courants extrêmes, une extrême droite nationaliste et une extrême gauche révolutionnaire et marxiste* »⁹²⁸. Il va plus loin en soutenant que la communauté politique européenne elle-même est hantée par ces deux spectres extrêmes. En réalité, le fait que la Grèce constitue à cet instant précis de la crise économique une « *menace sur la stabilité de la zone euro* »⁹²⁹, semble être le moindre des deux maux, puisque nous apprenons à propos de la Grèce qu'« *elle l'est [une menace] tout autant sur la nature en principe irréversiblement démocratique de l'Europe* »⁹³⁰. C'est pourquoi les Européens sont intolérants à l'égard du référendum⁹³¹, en ce qu'ils reconnaissent que la Grèce est capable de renverser la démocratie en Europe. « *La réduction de la dette tout comme le référendum sont, en grande partie, des tentatives pour tuer dans l'œuf la tentation de la révolution marxiste et la tentation autoritaire* », continue l'essayiste⁹³². Pour achever son analyse, il met en doute le statut politique de la Grèce en insinuant qu'elle n'est pas un pays démocratique : « *cela suffira-t-il à réancrer la Grèce dans le camp démocratique ? Pas certain du tout* »⁹³³. Apparemment, les Grecs oscilleraient entre un régime autoritaire ou révolutionnaire et

⁹²⁵ Charalambos Anthopoulos, professeur de droit public, proche des socialistes du PASOK, dans Philippe Cergel, « Papandréou, un pari fou », *op. cit.*

⁹²⁶ Philippe Cergel, « Papandréou, un pari fou », *op. cit.*

⁹²⁷ Dominique Seux, « Europe, la dérive d'un continent », *Les Echos*, 3 novembre 2011, p. 16.

⁹²⁸ Guy Sorman, « Le silence d'Antigone », *Le Monde*, 4 novembre 2011, p. 20.

⁹²⁹ *Ibid.*

⁹³⁰ *Ibid.*

⁹³¹ *Ibid.*

⁹³² *Ibid.*

⁹³³ *Ibid.*

ils seraient « *sourds aux appels d'Antigone* » qu'un « non » au référendum, donc une sortie de la zone euro, « *ramènerait la Grèce au tiers-monde* »⁹³⁴.

Ce que nous retenons de cette analyse des données sur les causes du référendum, c'est que le discours des quatre journaux interprète l'annonce de celui-ci comme la réponse de Georges Papandréou à la pression exercée par certains partis politiques et le public (71%). Bien que ces deux raisons soient incontestablement importantes et qu'elles ne puissent être ignorées, il faut tout de même souligner que les partis politiques font pression sur le gouvernement dès son premier jour au pouvoir, parfois en allant même jusqu'à revendiquer la proclamation de... nouvelles élections. De plus, le gouvernement Papandréou faisait face à des manifestations et à l'opposition publique depuis deux ans avec, bien sûr, des moments plus intenses que d'autres, auxquels il a pourtant survécu (par exemple, la mort de trois employés de la banque Marfin, lorsqu'un incendie a été provoqué lors d'une manifestation du mouvement des Indignés, en mai 2010). En somme, toute pression exercée sur un gouvernement est normale, en particulier au cours d'une période de crise dont les caractéristiques sont similaires à celles de la crise de la dette en Grèce.

Néanmoins, ce qui manque au récit sur les causes du référendum est le discours, ainsi que le débat, sur l'essence du programme d'ajustement lui-même. N'était-il pas d'ailleurs la pomme de la discorde ? Or, dans aucun article de la période concernée, dans aucun journal, il n'existe de présentation suffisamment analytique et explicative – compte tenu des restrictions journalistiques – du plan proposé à la Grèce. La référence dominante au deuxième programme d'ajustement est l'accord sur la décote de la dette grecque et l'obligation de mettre en œuvre plus de mesures et de réformes. Pourtant, aucune référence n'est faite au contenu concret des mesures et des réformes, mis à part l'obligation d'avoir imposé les mesures d'austérité jusqu'en 2020⁹³⁵ et le fait que le plan prévoit des privatisations⁹³⁶. Aucune mention des mesures drastiques de redressement budgétaire qui engageraient le pays pour les années à venir. Même la décote de la dette a « modestement »

⁹³⁴ *Ibid.*

⁹³⁵ Alexia Kefalas, « Sa dette redevenue “ viable », la Grèce espère rebondir », *Le Figaro*, 28 octobre 2011, p. 21.

⁹³⁶ Florin Aftalion, « À quand le prochain sauvetage ? », *Le Figaro*, 29 octobre 2011, p. 16.

soulagé le pays, d'après *Le Monde*, mais elle « *semble avoir fait disparaître la menace d'une implosion de tout le système financier européen* »⁹³⁷.

3.2. La réaction des Européens face à l'annonce du référendum

L'annonce surprise du référendum de la part du premier ministre grec a été mal reçue par ses partenaires européens. Tous les journaux y font référence, mais *Le Figaro*s'avère le plus prolifique. Quelques exemples : « *les dirigeants européens n'ont pas caché leur agacement envers le premier ministre grec* »⁹³⁸ ; « *Papandréou, a surpris et provoqué le mécontentement, voire la colère, de ses partenaires européens* »⁹³⁹ ; « *les dirigeants européens ont tenté hier de masquer la sidération et la colère provoquées par l'annonce aussi soudaine qu'inattendue du Premier ministre grec d'organiser un référendum sur le plan de sauvetage européen* »⁹⁴⁰ ; « *il avait auparavant renoncé à l'idée de référendum, qui avait provoqué la fureur de ses partenaires européens et scellé sa fin* »⁹⁴¹ ; « *la colère des capitales européennes se comprend d'autant plus qu'elles ont déjà versé 110 milliards d'euros d'aide à la Grèce pour lui éviter la faillite* »⁹⁴².

L'annonce du référendum a alimenté la méfiance des dirigeants européens envers le gouvernement grec. La réalisation d'une consultation qui dirait « non » au programme d'ajustement mettrait « *les fameuses banques en péril et tout le système s'effondrait comme un château des cartes* »⁹⁴³. Mais la colère des Européens a aussi été provoquée par le fait que Georges Papandréou a annoncé le référendum après avoir accepté le nouveau programme et sans prévenir les Européens⁹⁴⁴. Cela a heurté encore

⁹³⁷ Claire Gatinois, Clément Lacombe et Philippe Ricard, « Le “ poison grec ” tétanise de nouveau l'Europe », *op. cit.*

⁹³⁸ Alexia Kefalas, « Le coup de poker de Papandréou met son gouvernement en sursis », *Le Figaro*, 2 novembre 2011, p. 20.

⁹³⁹ « Sept questions autour d'un référendum », *op. cit.*

⁹⁴⁰ Catherine Chatignoux, « La perspective d'un référendum en Grèce plonge la zone euro dans l'incertitude », *Les Echos*, 2 novembre 2011, p. 6.

⁹⁴¹ Alain Salles, « En Grèce, Georges Papandréou se dit prêt à s'effacer », *Le Monde*, 5 novembre 2011, p. 4.

⁹⁴² Jean Quatremer, « La Grèce ajoute une escale à l'odyssée de la dette », *op. cit.*

⁹⁴³ Entretien avec Massimo Prandi, *déjà cité*.

⁹⁴⁴ Entretiens avec Anne Bauer et Massimo Prandi, *déjà cités*.

plus la crédibilité d'un homme et d'un gouvernement dont la fiabilité était déjà bien mise en question.

La colère des Européens laisse place à des scénarios d'abandon de la Grèce et du nouveau programme d'ajustement, qui avait été discuté quelques jours auparavant. Néanmoins, le président français Nicolas Sarkozy et la chancelière allemande Angela Merkel, ont invité Georges Papandréou au sommet du G20, à Cannes, les 3 au 4 novembre 2011, où ils lui ont annoncé que si le référendum avait lieu, la question posée concernerait le maintien ou non de la Grèce dans la zone euro. La France et l'Allemagne dictent, en clair, la formulation de la question du référendum au premier ministre grec. Le sujet est évidemment couvert par tous les journaux. Voici quelques exemples : *« l'Allemagne et la France, qui pèsent pour 50% dans l'économie de la zone euro, ont mis sèchement la Grèce (2% du PIB européen) au pied du mur : soit elle accepte les conditions du plan de sauvetage forgé par Paris et Berlin, soit elle sort de l'euro »*⁹⁴⁵ ; *« le message adressé au Premier ministre grec sera clair : si référendum il doit y avoir, il est impossible qu'il se tienne dans trois mois, comme ce dernier l'a laissé entendre, compte tenu de la fièvre des marchés. Il doit avoir lieu avant la fin décembre. Et il devra poser la question de l'appartenance à la zone euro et non l'approbation ou non d'un plan de sauvetage complexe »*⁹⁴⁶ ; *« M. Papandréou est par ailleurs invité à poser la vraie question, celle qui résulterait d'un rejet par les Grecs du plan de redressement : “ Voulez-vous sortir de la zone euro ? ” »*⁹⁴⁷ ; *« l'Élysée propose une solution : que le Parlement grec valide l'accord de la semaine passée dès vendredi de façon provisoire. Il faut aussi que le référendum aille plus loin que la validation du plan de rigueur et pose la question du maintien de la Grèce dans la zone euro »*⁹⁴⁸.

⁹⁴⁵ Natalie Dubois, « Le bateau ivre européen », *Libération*, 4 novembre 2011, p. 6.

⁹⁴⁶ Catherine Chatignoux, « La perspective d'un référendum en Grèce plonge la zone euro dans l'incertitude », *Les Echos*, 2 novembre 2011, p. 6.

⁹⁴⁷ Arnaud Leparmentier, Claire Guélaud, Frédéric Lemaître, « Le G20 s'ouvre sur une crise européenne », *Le Monde*, 3 novembre 2011, p. 1.

⁹⁴⁸ A. C., C.C., « L'ultimatum de Sarkozy et Merkel à la Grèce », *Le Figaro*, 2 novembre 2011, p. 20.

3.3. Les conséquences de l'annonce du référendum

L'annonce du référendum a entraîné à elle seule toute une série de réactions visant à le discréditer. Une manière parmi d'autres de le dévaloriser, a consisté à analyser ses conséquences potentielles. Cette éventualité a, en effet, provoqué un effet de panique, d'incertitude et de déstabilisation financière au sein de la zone euro et sur les marchés. La peur d'une propagation de la crise, à savoir la hausse du coût de l'emprunt des pays fragilisés de la zone euro, a resurgi. La définition des pays fragilisés a dès lors été étendue pour inclure principalement l'Italie, l'Espagne mais aussi la France. Encore une fois, la déstabilisation économique de la zone euro constitue l'inquiétude principale de la presse (59%), qui l'évoque pour décrier le référendum.

Ainsi, des messages d'incertitude financière fusent de partout. Christine Lagarde, la directrice du FMI, « estime que [le référendum] crée une incertitude profonde », confie un négociateur français au *Monde*⁹⁴⁹. Pour *Les Echos*, « la perspective d'un référendum en Grèce plonge la zone euro dans l'incertitude »⁹⁵⁰. *Le Figaro* fait état de « panique [qui] s'est emparée des marchés financiers »⁹⁵¹, tandis que *Libération* écrit que « l'annonce d'un référendum sur le plan de sauvetage grec affole les marchés »⁹⁵². Pour *Le Monde* également, la panique au sein de la zone euro est considérable : « en décidant d'organiser un référendum sur le plan d'aide européen du 27 octobre, le premier ministre grec, Georges Papandréou, a fait vaciller la zone euro comme jamais »⁹⁵³.

Le maintien éventuel du référendum est présenté comme équivalant pratiquement à l'éclatement de la zone euro : « les fondations de l'euro ont été fortement ébranlées par la décision surprise du premier ministre grec, Georges Papandréou, de soumettre l'accord conclu entre dirigeants européens, le 27 octobre à Bruxelles, à un

⁹⁴⁹ Frédéric Lemaître et Arnaud Leparmentier, « Les Européens et le FMI sont consternés par le référendum grec », *Le Monde*, 2 novembre 2011, p. 13.

⁹⁵⁰ Catherine Chatignoux, « La perspective d'un référendum en Grèce plonge la zone euro dans l'incertitude », *Les Echos*, 2 novembre 2011, p. 6.

⁹⁵¹ Gaëtan de Capèle, « Le dangereux poker grec », *Le Figaro*, 2 novembre 2011, p. 1.

⁹⁵² Nathalie Dubois, « Athènes joue l'euro à pile ou face », *Libération*, 2 novembre 2011, p. 2 ; Jean Quatremer, « La Grèce ajoute une escale à l'odyssée de la dette », *op. cit.*

⁹⁵³ Clément Lacombe, « Grèce, Italie : la zone euro au supplice », *Le Monde*, 7 novembre 2011, p. 14.

référendum »⁹⁵⁴ ; « un référendum, en Grèce, pose en effet la question de l'éclatement de la zone euro »⁹⁵⁵ ; « le Premier ministre grec a paniqué les marchés financiers, qui s'interrogent de plus en plus sur la viabilité à long terme de la monnaie unique »⁹⁵⁶ ; « l'annonce d'Athènes [...] a fait dévisser les Bourses et ravivé les craintes d'une faillite de la Grèce et d'un éclatement de la zone euro »⁹⁵⁷.

Outre les retombées économiques, l'annonce du référendum entraîne aussi des conséquences politiques, surtout en Grèce. L'*item* « agitation politique » se situe à la deuxième place des conséquences, représentant 18% des références. George Papandréou est contesté au sein de son parti, le Pasok, dont plusieurs membres prennent leurs distances. Des scénarios d'élections anticipées commencent à voir le jour. Georges Papandréou fait alors appel à un vote de confiance au parlement grec. Donnons quelques exemples : *« le coup de poker de Papandréou met son gouvernement en sursis »⁹⁵⁸ ; « le gouvernement grec est au bord de l'implosion. Demain, le Parlement est appelé à voter la confiance »⁹⁵⁹ ; « après une folle matinée marquée par des appels divers à la formation d'un gouvernement d'union nationale et une réunion de coordination de quatre ministres contestataires (Education, Santé, Intérieur et le porte-parole du gouvernement), un nouveau Conseil des ministres a débuté avec plus de deux heures de retard sous la présidence de Georges Papandréou »⁹⁶⁰ ; « la perspective d'élections anticipées, qui était jusque-là brandie comme un épouvantail par le gouvernement à cause de la désorganisation que provoquerait une campagne électorale, apparaît aujourd'hui comme une solution plus raisonnable que le pari du référendum »⁹⁶¹.*

La presse examine également des scénarios qui envisagent la tenue du référendum et la victoire du « non ». Un vote négatif impliquerait des effets néfastes, tant pour la zone euro que pour la Grèce. La préoccupation principale est, dans tous les cas, la

⁹⁵⁴ « Sept questions autour d'un référendum », *Le Figaro*, *op. cit.*

⁹⁵⁵ Catherine Chatignoux, « La perspective d'un référendum en Grèce plonge la zone euro dans l'incertitude », *op. cit.*

⁹⁵⁶ Jean Quatremer, « La Grèce ajoute une escale à l'odyssée de la dette », *op. cit.*

⁹⁵⁷ Alexandre Lemarié, « En France, seule l'UMP fustige "l'irresponsabilité" de M. Papandréou », *Le Monde*, 3 novembre 2011, p. 17.

⁹⁵⁸ A. C., C.C., « L'ultimatum de Sarkozy et Merkel à la Grèce », *op. cit.*

⁹⁵⁹ Massimo Prandi, « Les scénarios politiques envisagés à Athènes », *Les Echos*, 3 novembre 2011, p. 2.

⁹⁶⁰ Philippe Cergel, « Le référendum aux calendes... », *Libération*, 4 novembre 2011, p. 5.

⁹⁶¹ Alain Salles, « Les parlementaires grecs pourraient préférer des élections anticipées au référendum de M. Papandréou », *Le Monde*, 3 novembre 2011, p. 16.

stabilité de la zone euro. Un « non » au référendum représenterait avant tout une menace pour la zone euro (43% des conséquences de l'annonce du référendum). Pour la presse de qualité, l'éventualité d'une réponse négative équivaut au mauvais scénario, la mauvaise décision, puisque l'enjeu va bien au-delà de l'avenir de la Grèce. Nous lisons donc dans *Le Monde* que « si elle retombe sur la mauvaise face, c'est tout l'échafaudage péniblement mis en place à Bruxelles qui va s'effondrer, entraînant une faillite incontrôlée de l'Etat grec et ses conséquences sur la zone euro »⁹⁶². Pour *Le Figaro*, le résultat négatif du référendum grec pourrait plonger l'Europe « dans le chaos »⁹⁶³ ou « dans l'inconnu »⁹⁶⁴. Le « non » grec laisserait tous les scénarios ouverts, y compris « l'éclatement de l'euro »⁹⁶⁵, ou simplement l'explosion de la zone euro, pour reprendre l'expression de *Libération*⁹⁶⁶.

La stabilité de l'euro est menacée à partir du moment où un « non » au référendum se traduirait en défaut des paiements et, par la suite, une sortie de la Grèce de la zone euro, le Grexit selon certains analystes. C'est, par exemple, l'avis du Nobélisme Christopher Pissarides, qui pense qu'« en cas de victoire du non, la Grèce ferait défaut immédiatement. Je ne la vois pas rester dans l'euro »⁹⁶⁷. Jean Pisani-Ferry, directeur de l'Institut Bruegel à Bruxelles à l'époque, est du même avis, lorsqu'il déclare dans un entretien que le « rejet par les Grecs de l'euro », autrement dit le « non » au référendum aurait pour conséquence que « le pays se déclarerait en défaut »⁹⁶⁸. Enfin, *Les Echos* aborde aussi une défaillance grecque qui serait suivie par un Grexit : « le défaut de paiement de la Grèce probablement suivi par l'abandon de la monnaie unique »⁹⁶⁹. Dans un seul cas, il est mentionné l'éventualité que la Grèce fasse faillite sans quitter la zone euro⁹⁷⁰. Dans ce scénario, les effets négatifs pourraient comprendre

⁹⁶² Alain Salles, « Le référendum grec sur le plan de sauvetage menace l'euro », *Le Monde*, 2 novembre 2011, p. 1.

⁹⁶³ Alexia Kefalas, « La Grèce va organiser un référendum sur le sommet européen », *op. cit.*

⁹⁶⁴ « Sept questions autour d'un référendum », *Le Figaro*, *op. cit.*

⁹⁶⁵ Marina Alcaraz, Elsa Conesa, « Les Bourses dévissent, les banques plongent », *op. cit.*

⁹⁶⁶ Georges Biseau, Jean Quatremer, « G20 : Athènes face au jury de Cannes », *op. cit.*

⁹⁶⁷ Alain Salles, « Le référendum grec sur le plan de sauvetage menace l'euro », *op. cit.*

⁹⁶⁸ Clément Lacombe et Virginie Malingre, « Jean Pisani-Ferry : "Il était inévitable que la politique se venge" », entretien de Jean Pisani-Ferry, *Le Monde*, 4 novembre 2011, p. 16.

⁹⁶⁹ Massimo Prandi, « Les scénarios politiques envisagés à Athènes », *Les Echos*, 3 novembre 2011, p. 2.

⁹⁷⁰ Yves Bourdillon, « "On se retrouve à la case départ", entretien de Jean-Louis Bourlanges, *Les Echos*, 3 novembre 2011, p. 3.

une propagation de la crise⁹⁷¹, mais il devient clair que d'autres alternatives sont possibles.

Donc, le résultat du référendum grec est étroitement lié à l'avenir de la zone euro. Comme nous l'avons vu, la question du référendum ne portait plus sur l'acceptation ou le rejet du nouveau programme d'ajustement, mais sur l'appartenance de la Grèce à la zone euro. Cela confirme que le vrai enjeu de l'accord n'était pas le sauvetage de la Grèce, mais le sauvetage de l'euro. La conduite du référendum et une réponse négative créeraient des immenses problèmes pour les Européens, tant sur le plan politique que sur le plan économique. Le rejet de l'euro impliquerait des pertes pour les banques étrangères, comme notent les analystes économiques. *Le Monde* et *Les Echos* citent la même source sur ce sujet, à savoir le calcul des pertes bancaires : ce référendum « *rouvre la boîte de Pandore concernant l'ampleur exacte des pertes qui devront être prises par les institutions financières* », soulignent les analystes du Crédit Mutuel⁹⁷².

3.4. Les jugements qualitatifs sur le référendum

La discussion sur les conséquences d'un référendum, orientées vers la zone euro, ont déjà préparé le terrain pour développer une certaine méfiance envers le projet. L'utilisation d'un discours acerbe pour décrire la situation ne fait qu'accroître l'insécurité du lecteur autour de cette affaire, sans qu'il soit – pourtant – capable de bien la définir. Ce discours n'a rien de spécifique, n'a aucun élément concret avec lequel le lecteur pourrait s'identifier pour mieux comprendre le vrai enjeu. La « stabilité » de la zone euro, ou bien l'« effondrement » de la monnaie unique, sont des concepts abstraits, difficilement interprétés, analysés, compris par la plupart des gens, bien que ces notions aient été banalisées ou expliquées. Mais, en même temps, ces mots et expressions sont suffisamment « lourds » pour créer une sorte de terreur et engendrer des sentiments de répulsion. Cette sensation est renforcée par l'emploi de jugements

⁹⁷¹ Massimo Prandi, « Les scénarios politiques envisagés à Athènes », *op. cit.*

⁹⁷² Marina Alcaraz et Elsa Conesa, « Les Bourses dévissent, les banques plongent », *op. cit.* ; Clément Lacombe, « Les investisseurs mettent la dette souveraine italienne sous pression », *Le Monde*, 3 novembre 2011, p. 17.

qualitatifs portés sur la décision du premier ministre grec d'organiser un référendum, qui contribuent aussi à la délégitimation de cette décision.

La presse déplore la décision sur le référendum à 66%. Au premier abord, l'opération est considérée comme « risquée » (cette qualification représente 34% des cas), suivie par des qualifications comme « absurde », « catastrophique » ou simplement « une bêtise ». *Les Echos*, par exemple, écrit que le premier ministre grec a pris d'« énormes risques »⁹⁷³. *Le Figaro* compare cette décision à un « dangereux poker » dans son éditorial du 2 novembre⁹⁷⁴. *Libération* qualifie la décision de procéder à cette consultation publique de « pari hasardeux »⁹⁷⁵, tandis que *Le Monde* fait état d'un « pari hautement risqué »⁹⁷⁶.

La décision du référendum est aussi jugée « logique ou légitime » (34%). Toutefois, il y a toujours un « mais » à côté, qui est lié soit à la méthode, soit au moment, soit aux « conditions ». *Les Echos* et *Le Monde* sont les deux journaux adoptant cette qualification. *Le Monde* vient en tête dans ce cas, avec 83% des références. Pour l'éditorial des *Echos*, demander l'avis du peuple est « même légitime », mais le faire « dans ces conditions, juste après des négociations d'une difficulté inouïe, et sans avertir quiconque, est invraisemblable »⁹⁷⁷. *Les Echos* insiste, dans un deuxième éditorial, publié le jour suivant, dans lequel le même éditeur, Dominique Seux, conteste les conditions de la décision : « mais le moment choisi (avant le G20 où les Européens auraient dû arriver unis), la méthode (Georges Papandréou n'a même pas averti son ministre des Finances) et le calendrier (des semaines d'incertitudes prévisibles) montrent que ce sont des considérations intérieures qui l'ont emporté »⁹⁷⁸. Pour Françoise Fressoz, on ne peut pas prétendre que le peuple n'existe pas, bien que le référendum reste « une très mauvaise idée »⁹⁷⁹.

Les jugements évoqués sur le référendum sont liés aux conséquences présumées qu'il pourrait avoir pour la zone euro. Ce sont elles qui alimentent, au fond, le type de considérations portées sur cet appel au peuple. Or, encore une fois, l'examen de la

⁹⁷³ Massimo Prandi, « Le baroud d'honneur d'un Premier ministre lâché par son opinion », *op. cit.*

⁹⁷⁴ Gaëtan de Capèle, « Le dangereux poker grec », *op. cit.*

⁹⁷⁵ Marc Semo, « Ce référendum est une fuite en avant », entretien avec Georges Prévelakis, *Libération*, 3 novembre 2011, p. SP1_4.

⁹⁷⁶ Alain Salles, « Le référendum grec sur le plan de sauvetage menace l'euro », *op. cit.*

⁹⁷⁷ Dominique Seux, « La Grèce, ça suffit ! », *op. cit.*

⁹⁷⁸ Dominique Seux, « Europe, la dérive d'un continent », *op. cit.*

⁹⁷⁹ Françoise Fressoz, « Que faire du peuple ? », *Le Monde*, 5 Novembre 2011, p. 17.

question posée par Georges Papandréou, à savoir l'accord ou le désaccord de la population, est évitée. En revanche, la débat autour de la méthode et des conditions de la décision sur le référendum fait rage. Et cela parce que, comme l'insinue Dominique Seux, la Grèce n'a pas le droit de décider sur son avenir. Elle est sous tutelle. Donc, le premier ministre grec aurait dû exposer son projet à ses homologues européens, autrement dit leur en demander la permission⁹⁸⁰.

En outre, l'Europe démocratique censée garantir en quelque sorte le régime de la démocratie en Grèce, comme soutient George Prévélakis, dévalorise par tous les moyens une procédure démocratique. Qui plus est, pour l'écarter totalement, elle impose la formulation de la question du référendum (oui ou non à l'euro), en visant son annulation.

La délégitimation du référendum s'est aussi réalisée à travers le discrédit du premier ministre grec, personnellement. Aucune autre personnalité politique grecque n'a fait l'objet de tant de jugements qualitatifs dévalorisants, sauf peut-être le ministre de l'économie du gouvernement Papandréou en 2010, Georges Papaconstantinou. En tous cas, ceux adressés à Georges Papandréou sont bien plus nombreux et beaucoup plus sévères. La plupart des jugements sur George Papandréou sont négatifs (67%). *Le Figaro* lui consacre un article-portrait intitulé « *Papandréou, un capitaine sans charisme* », dans lequel il présente brièvement sa vie, non sans avoir recours à une certaine ironie quant à l'ambition du premier ministre grec de transformer le pays (George Papandréou voulait faire de la Grèce le « Danemark de l'Europe du Sud »), non sans se moquer de ses fautes de syntaxe en grec (il a grandi à l'étranger), ou de sa capacité à gouverner (« *c'est son nom qui l'a fait élire, bien plus que ses capacités à comprendre les arcanes de la société patriarcale grecque* »)⁹⁸¹, ou ailleurs : « *pour ce peuple de marins que sont les Grecs, le capitaine d'un navire plongé dans une effroyable tempête ne demande pas à son équipage ce qu'il convient de faire ; il donne des ordres, un point c'est tout* »⁹⁸².

⁹⁸⁰ Ce point est aussi évoqué par Anne Bauer et Massimo Prandi. Voir aussi *Le Monde*, « La Grèce dans l'euro : la question se pose », *Le Monde*, 2 novembre 2011, p. 1.

⁹⁸¹ Renaud Girard, « Papandréou, un capitaine sans charisme », *op. cit.*

⁹⁸² *Ibid.*

George Papandréou est aussi jugé irresponsable, une qualité liée à sa décision d'organiser un référendum. *Les Echos* critique l'initiative du premier ministre grec⁹⁸³, suivi par *Le Figaro*⁹⁸⁴ et *Le Monde*⁹⁸⁵, pour ne mentionner que quelques références. *Les Echos* et *Le Figaro* reproduisent l'avis de tiers pour « dénoncer » la dangerosité de George Papandréou⁹⁸⁶.

Il existe, malgré tout, des jugements positifs à l'adresse du premier ministre grec. Dans le seul article du *Monde* où s'expriment des opinions favorables, l'analyste politique grec Georges Séfertzis dépeint un homme « *libéral et moderne* », qui a été obligé de s'allier à l'aile traditionnelle du Pasok, lorsqu'il a pris la direction du parti⁹⁸⁷. Une députée du Pasok, quant à elle, parle de lui en décrivant un homme « *charismatique, créatif et très sage* »⁹⁸⁸. Dans ce même article, nous apprenons qu'en fait Papandréou était apprécié par ses partenaires européens (jusqu'au moment où il a prononcé le mot « référendum »). Comme signale Alain Salles, correspondant du *Monde* en Grèce depuis des années, « *en un discours, voire en un seul mot, "référendum", il a ruiné le peu d'aura internationale qui lui restait. L'image de l'homme politique courageux et responsable, à défaut d'être efficace, s'est évanouie auprès de ses partenaires européens* »⁹⁸⁹. De son côté, *Le Figaro* qualifie Papandréou de « *raisonnable* », en s'étonnant tout de même qu'il ait fait campagne en 2009, en promettant plus d'argent au peuple⁹⁹⁰ et d'« *honnête* »⁹⁹¹, parce qu'il a révélé le vrai déficit de la Grèce en 2009.

Il est intéressant, toutefois, de constater que les qualités politiques positives de Georges Papandréou sont toujours évoquées dans un contexte négatif, dans le style que nous pouvons résumer ainsi : « bien qu'il soit compétent, il y a toujours quelque chose qui ne va pas chez lui ». En somme, le Papandréou « libéral et moderne » a dû faire un compromis avec les pouvoirs traditionnels du Pasok pour arriver à la tête du parti. La

⁹⁸³ Dominique Seux, « La Grèce, ça suffit ! », *Les Echos*, 2 novembre 2011, p. 14.

⁹⁸⁴ Renaud Girard, « Papandréou, un capitaine sans charisme », *op. cit.*

⁹⁸⁵ Alexandre Lemarié, « En France, seule l'UMP fustige "l'irresponsabilité" de M. Papandréou », *Le Monde*, 3 novembre 2011, p. 17.

⁹⁸⁶ Massimo Prandi, « Le baroud d'honneur d'un Premier ministre lâché par son opinion », *op. cit.* ; « Sept questions autour d'un référendum », *Le Figaro*, *op. cit.*

⁹⁸⁷ Alain Salles, « Après une folle semaine, le dernier faux-pas de Papandréou », *op. cit.*

⁹⁸⁸ *Ibid.*

⁹⁸⁹ *Ibid.*

⁹⁹⁰ Renaud Girard, « Le grand désarroi des Grecs devant la crise », *Le Figaro*, 29 octobre 2011, p. 2.

⁹⁹¹ Renaud Girard, « Papandréou, un capitaine sans charisme », *op. cit.*

même députée de son parti qui le décrivait auparavant comme un personnage « *charismatique, créatif, très calme et très sage* », affirme qu'elle a été « *ébranlée par cette décision qu'elle n'a pas comprise, au point d'être tentée de ne pas voter la confiance au gouvernement* ». Avant l'expression de regret de la députée, nous apprenons que, suite à l'annonce du référendum, il apparaissait que « *Georges Papandréou n'est pas un grand stratège* »⁹⁹². De plus, l'image d'un George Papandréou courageux et responsable s'effondre lorsqu'il en appelle à la consultation publique.

Comme dans le cas de la restructuration de la dette grecque, un discours de délégitimation est appliqué, fondé très largement sur le pathos et visant à terroriser le lecteur sur les conséquences présumées de l'événement en question, pour en éventuellement provoquer le rejet. Le discours a créé une ambiance d'hostilité autour du référendum qui laisse peu de marge pour l'acceptation de cette idée, menant, ainsi, à son discrédit.

⁹⁹² Alain Salles, « Après une folle semaine, le dernier faux-pas de Papandréou », *op. cit.*

CHAPITRE 3 – LES ÉLECTIONS NATIONALES GRECQUES DE MAI 2012

Après l'annonce du référendum, fin octobre 2011, le premier ministre Georges Papandréou a demandé une motion de confiance au parlement, laquelle a été positive et la confiance du Parlement lui a été accordée le 4 novembre, avec 152 voix pour. Pourtant, sa chute était inéluctable sur la scène politique. Cinq jours plus tard, en effet, le 9 novembre, au cours d'une communication télévisée, il annonçait sa démission du poste de premier ministre en faveur d'un gouvernement d'union nationale dirigé par Loukas Papademos, ancien directeur de la Banque de Grèce (1994-2002) et vice-président de la Banque Centrale Européenne (2002-2010). Le nouveau gouvernement était composé de trois partis : la Nouvelle Démocratie (Néa Dimokratia) (centre-droite), le Pasok (socialistes) et le Laos (extrême-droite/droite nationaliste). Son objectif était d'assumer la responsabilité politique pour l'implémentation du deuxième programme d'ajustement, d'assurer la conduite de la procédure de diminution de la dette publique, connue sous l'appellation PSI (Private Sector Involvement) et de guider le pays vers les élections nationales.

Ces dernières ont été programmées pour le 6 mai 2012. Les analystes politiques ont affirmé qu'il s'agissait des élections qui ont marqué la fin du bipartisme. Sept partis sont entrés au parlement, un nombre record depuis le retour à la démocratie, en 1974. Le parti de la Nouvelle Démocratie est arrivé en tête avec 18,85% des votes. Or, malgré un « bonus » de 50 sièges supplémentaires pour le premier parti, conformément à la loi électorale grecque, il lui manquait plusieurs sièges pour atteindre la majorité absolue au parlement. Le parti d'Alexis Tsipras, le Syriza (Front Social Unifié), a remporté la deuxième place avec 16,79% des votes, ce qui était un grand succès, ce parti n'ayant jamais dépassé le seuil des 5% depuis 1990. Le parti de George Papandréou, le Pasok, dirigé désormais par Evangelos Vénizelos, puisque Papandréou avait démissionné de son poste de président du parti, quelques jours après sa démission de ses fonctions de premier ministre, est arrivé en troisième position, avec 13,18% des votes. La nouveauté de ces élections a été l'entrée au parlement grec, pour la première fois de son histoire,

du parti néonazi de l'Aube Dorée avec 6,92% des voix. Cette entité, qui se présentait régulièrement aux élections nationales n'avait jamais dépassé le seuil de 0,5%. Pour être admis, en effet, au parlement grec, selon la législation en vigueur, un parti doit rassembler plus de 3% de votes aux élections législatives.

Les résultats des élections du 6 mai 2012 sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 9 : Élections parlementaires grecques du 6 mai 2012

Parti	% des votes 2012	% des votes 2009
Nea Dimokratia	18,85	33,47
SYRIZA - Front Unifié Social	16,78	4,60
PASOK	13,18	43,92
Greco Indépendants	10,61	--
Parti Communiste Grec	8,48	7,54
Aube Dorée	6,97	--
Gauche Démocratique	6,11	--

Source : Ministère de l'Intérieur Grec

L'analyse des données durant la période des élections grecques a montré que l'intérêt principal des journaux continue de se porter sur le sauvetage de l'euro. Les élections grecques sont perçues comme une menace potentielle à l'intégrité de l'euro, puisque leur résultat est incertain. Les deux partis qui se partageaient le pouvoir depuis le retour de la Grèce à la démocratie, en 1974, ne peuvent plus former un gouvernement autonome. Le Syriza, à l'instar des quatre autres partis qui sont entrés au parlement, s'oppose aux programmes d'ajustement, mais il reste – comme tous les autres, à l'exception d'Aube Dorée – fermement européen.

Les titres de la presse analysés mettent en cause et discréditent les partis politiques anti-austérité, en promouvant un discours composé des éléments suivants : a) un vote en faveur des petits partis anti-austérité équivaut à un vote en faveur de la sortie de la Grèce de la zone euro, donc contre l'Europe ; b) les partis anti-austérité, et le Syriza en particulier, expriment des positions extrêmes au sein du spectre politique grec : Syriza représente ainsi l'un des deux extrêmes, l'autre étant l'Aube Dorée.

D'un côté, nous constatons un récit de la part des journaux qui essaie de définir le vote pour les petits partis comme un vote contre la zone euro. Ces partis rejetaient certes l'accord de financement, mais ils manifestaient leur orientation européenne. Malgré cela, l'équation mettant en rapport les résultats des élections, l'identité anti-mémorandum des petits partis et la sortie de la Grèce de la zone euro se retrouve dans tous les journaux, avant et après les élections.

Selon les statistiques, plus de 60% des votants ont opté pour un parti qui rejette l'accord⁹⁹³. La question donc de la sortie de la Grèce de la zone euro se pose à nouveau, selon les journaux. « *Jamais, depuis l'éclatement de la crise de sa dette souveraine au printemps 2010, la Grèce n'a été aussi proche de la sortie de la zone euro. Le vote de dimanche, au lieu de simplifier le paysage politique, s'est traduit à la fois par une fragmentation de l'échiquier parlementaire et par une victoire massive et sans appel des opposants au mémorandum signé par le gouvernement sortant de Lucas Papademos avec les créanciers internationaux d'Athènes* », lisons-nous dans *Les Échos*⁹⁹⁴ ; « *La Grèce n'a jamais été plus proche d'un risque de faillite* » est l'intitulé d'un autre article du journal⁹⁹⁵, ou bien encore « *La Grèce repart dans l'inconnu* »⁹⁹⁶. *Libération* est du même avis. Il parle d'une « *Grèce dans le chaos politique* »⁹⁹⁷ et d'une possibilité de sortie de la Grèce de la zone euro : « *et si l'euro explosait ? Ce scénario catastrophe a refait surface sur les marchés financiers depuis le résultat calamiteux des élections législatives anticipées grecques de dimanche, qui a privé le pays de toute majorité viable* »⁹⁹⁸ ; « *deux potentiels Premiers ministres ont tenté de trouver des alliés pour former une équipe. En vain. Après de tels échecs, les paris étaient à nouveau relancés sur une prochaine faillite de la Grèce, voire sur sa sortie de la zone euro* »⁹⁹⁹. *Le Monde* exprime une opinion similaire. Claire Gatinois signe un article intitulé « *L'incertitude politique ravive le spectre d'une sortie du pays de la zone euro* », dans lequel nous lisons que « *le scénario n'avait jamais vraiment été abandonné, mais il prend*

⁹⁹³ Massimo Prandi, « La Grèce repart dans l'inconnu », *Les Echos*, 7 mai 2012, p. 14 ; Massimo Prandi, « Grèce : le risque de sortie de l'euro s'intensifie », *Les Echos*, 9 mai 2012, p. 5 ; Georges Prévelakis, « Grèce : de la crise économique à la crise politique », *Le Figaro*, 10 mai 2012, p. 18.

⁹⁹⁴ Massimo Prandi, « Grèce : le risque de sortie de l'euro s'intensifie », *op. cit.*

⁹⁹⁵ Massimo Prandi et Isabelle Couet, « La Grèce n'a jamais été plus proche d'un risque de faillite », *Les Echos*, 10 mai 2012, p. 6.

⁹⁹⁶ Massimo Prandi, « La Grèce repart dans l'inconnu », *op. cit.*

⁹⁹⁷ Maria Malagardis, « La Grèce dans le chaos politique », *Libération*, 8 mai 2012, p. 20.

⁹⁹⁸ « La crise hellène menace de virer au drachme pour l'Europe », *Libération*, 10 mai 2012, p. 3.

⁹⁹⁹ Maria Malagardis, « Grèce : vers une union des partis sanctionnés », *Libération*, 11 mai 2012, p. 7.

aujourd'hui une autre dimension. Plus inquiétante » et que « le résultat des élections législatives en Grèce où, gauche et droite traditionnelles se sont effacées devant la poussée spectaculaire de partis opposés à l'euro, ou pour le moins à la rigueur, fait ressurgir l'hypothèse d'une sortie du pays de l'Union monétaire »¹⁰⁰⁰. Là, nous apprenons aussi que ces petits partis sont opposés à l'euro, même si cela n'est pas le cas, à l'exception de l'Aube Dorée. Autre exemple : « pendant que les dirigeants européens s'interrogent ouvertement sur la sortie de la Grèce de la zone euro, les responsables politiques continuent à se repasser la “ patate chaude ” de la composition du gouvernement »¹⁰⁰¹.

Dans *Le Figaro*, le 5 mai 2012, Alexia Kefalas écrit que *« la Grèce joue son avenir européen dans les urnes »*¹⁰⁰². Nicolas Barré, lui, signe un article intitulé *« L'heure de vérité de l'euro »*, dans lequel il commence par la phrase : *« une fois de plus dans sa courte histoire, la zone euro connaît une tension extrême qui menace son intégrité. Jamais un de ses pays membres, la Grèce en l'occurrence, n'a été aussi près d'en sortir. Le peuple grec est aujourd'hui ingouvernable, son élite politique totalement déconsidérée, résultat de nombreuses années de déliquescence démocratique, de corruption, de détournement d'argent public au profit de clans et d'évasion fiscale au plus haut niveau »*¹⁰⁰³. Nous lisons dans *Le Figaro* du 10 mai que *« la menace d'un chaos en Grèce, avec de sérieux dommages collatéraux sur l'euro, si l'impasse politique ouverte à Athènes par le résultat des élections législatives du 6 mai se poursuit »*¹⁰⁰⁴. L'article de Renaud Girard et Alexia Kefalas, intitulé *« L'UE appelle les Grecs à la “ responsabilité nationale ” »*¹⁰⁰⁵, reflète encore plus l'inquiétude européenne. Dans *Le Monde* aussi, la sensation reste pareille, l'incertitude politique *« ravive le spectre d'une sortie du pays de la zone euro »*¹⁰⁰⁶. Le 10 mai 2012, *Libération* publie un article intitulé *« Alexis Tsipras, le Grec qui fait trembler Bruxelles »*, dans lequel il apparaît clairement que le rejet du programme d'ajustement

¹⁰⁰⁰ Claire Gatinois, « L'incertitude politique ravive le spectre d'une sortie du pays de la zone euro », *Le Monde*, 9 mai 2012, p. 12.

¹⁰⁰¹ Alain Salles, « La “ patate chaude ” du gouvernement passe au Pasok », *Le Monde*, 11 mai 2012, p. 3.

¹⁰⁰² Alexia Kefalas, « La Grèce joue son avenir européen dans les urnes », *Le Figaro*, 5 mai 2012, p. 8.

¹⁰⁰³ Nicolas Barré, « L'heure de vérité de l'euro », *Les Echos*, 9 mai 2012, p. 14.

¹⁰⁰⁴ Alain Barluet, « Le baptême du feu européen d'Hollande », *Le Figaro*, 10 mai 2012, p. 8.

¹⁰⁰⁵ Renaud Girard et Alexia Kefalas, « L'UE appelle les Grecs à la “ responsabilité nationale ” », *Le Figaro*, 12 mai 2012, p. 7.

¹⁰⁰⁶ Claire Gatinois, « L'incertitude politique ravive le spectre d'une sortie du pays de la zone euro », *op. cit.*

par le Syriza équivaut à la sortie de la Grèce de la zone euro : *« depuis son succès électoral, l'hypothèse d'une remise en cause du mémorandum imposé par Bruxelles n'a jamais semblé aussi crédible. Les partenaires de la Grèce l'ont d'ailleurs bien compris, multipliant depuis deux jours les déclarations pour rappeler que toute renégociation du plan d'austérité grec était impossible et conduirait même la Grèce hors de la zone euro »*¹⁰⁰⁷. De même, *Le Figaro* écrit que le responsable de la panique sur les marchés est le leader de Syriza, Alexis Tsipras¹⁰⁰⁸. *Le Monde* s'inscrit dans la même lignée de pensée : *« le résultat des élections législatives en Grèce où, gauche et droite traditionnelles se sont effacées devant la poussée spectaculaire de partis opposés à l'euro, ou pour le moins à la rigueur, fait ressurgir l'hypothèse d'une sortie du pays de l'Union monétaire »*¹⁰⁰⁹. Dans *Les Echos*, nous notons une approche identique. En effet, dans l'article intitulé *« Grèce : le risque de sortie de l'euro s'intensifie »*, nous lisons au début de l'article que *« jamais, depuis l'éclatement de la crise de sa dette souveraine au printemps 2010, la Grèce n'a été aussi proche de la sortie de la zone euro. Le vote de dimanche, au lieu de simplifier le paysage politique, s'est traduit à la fois par une fragmentation de l'échiquier parlementaire et par une victoire massive et sans appel des opposants au mémorandum »*¹⁰¹⁰.

En outre, le défaut des paiements de la Grèce, qui se produirait dans le cas d'un gouvernement des partis anti-austérité et qui est lié à une sortie du pays de l'euro, consiste en l'incapacité du pays à honorer les échéances de sa dette envers les Européens et le FMI, après avoir reçu de l'argent de leur part. *« La Grèce est redevenue un sujet d'inquiétude majeur pour les marchés, après les élections législatives de dimanche »* et *« le spectre d'une sortie de la Grèce de la zone euro a refait surface »*, lisons-nous dans *Les Echos*¹⁰¹¹. Les marchés s'inquiètent d'un possible défaut de paiement de la Grèce¹⁰¹². Les mêmes inquiétudes sont exprimées dans *Le Figaro*, qui explique comment l'impasse politique grecque fait chuter la bourse parisienne : *« le CAC 40 dégringole de 2,78%, à 3.124,80 points, ce mardi et efface les gains cumulés*

¹⁰⁰⁷ Maria Malagardis, « Alexis Tsipras, le Grec qui fait trembler Bruxelles », *Libération*, 10 mai 2012, p. 5.

¹⁰⁰⁸ Alexia Kefalas, « Grèce : chaos politique, risque de faillite en juin », *Le Figaro*, 9 mai 2012, p. 18.

¹⁰⁰⁹ Claire Gatinois, « L'incertitude politique ravive le spectre d'une sortie du pays de la zone euro », *Le Monde*, 9 mai 2012, p. 12.

¹⁰¹⁰ Massimo Prandi, « Grèce : le risque de sortie de l'euro s'intensifie », *Les Echos*, 9 mai 2012, p. 5.

¹⁰¹¹ Marina Alcaraz, « Des incertitudes fortes sur les marchés », *Les Echos*, 9 mai 2012, p. 6.

¹⁰¹² « Le CAC 40 ne parvient pas à se reprendre », *Les Echos*, 10 mai 2012, p. 30.

la veille. L'attention des opérateurs s'est focalisée sur l'impasse politique grecque »¹⁰¹³. La même image transparaît dans *Le Monde* : « sur les marchés, la réaction a été brutale, car l'impasse politique a fait ressurgir le scénario d'une sortie de la Grèce de l'euro », lisons-nous dans un article intitulé « La crise politique grecque affole les marchés »¹⁰¹⁴, où la baisse de la Bourse de Paris est de nouveau associée à la situation politique grecque.

Toutefois, le dilemme posé par la presse en est mal choisi et il ne permet pas de poser tous les aspects de la situation. La question des élections grecques n'était pas la sortie ou non de la Grèce de la zone euro, mais la mise en doute d'une politique économique qui, depuis deux ans, n'avait pas donné les résultats escomptés. Le fait d'insister sur l'euro cependant, et non sur le programme d'ajustement, avait pour objectif d'éviter justement toute renégociation du programme, parce que, comme nous l'avons montré plusieurs fois, le vrai enjeu était d'éviter les pertes potentielles pour les banques européennes. En fait, l'inquiétude des marchés au lendemain du scrutin grec n'est pas le résultat des élections lui-même, mais plutôt le refus des partenaires européens de la Grèce de renégocier le programme¹⁰¹⁵. D'ailleurs, la sortie de la zone euro, bien qu'elle soit trop souvent évoquée, n'est jamais suffisamment expliquée : comment se produirait-elle sur le fondement d'un résultat électoral ? Autrement dit, tandis que dans le discours d'usage, le lien entre le vote anti-austérité et le Grexit est automatique, en réalité, aucun article n'explique comment et pourquoi cela arriverait. Entre les deux, en somme, il existe plusieurs options – comme c'est toujours le cas en politique – lesquelles, néanmoins, ne sont volontairement pas exposées et analysées, parce que cela signifierait un changement de politique, qui n'est pas souhaité.

De l'autre côté, mis à part le parti de l'Aube Dorée, un parti ouvertement raciste, nationaliste, anti-européen, animé d'une idéologie « nationaliste populaire » néonazie, les trois autres partis anti-austérité sont clairement démocratiques. Parmi ces quatre partis, en définitive, seul l'Aube Dorée peut être caractérisé d'extrémiste. Or, tous ces partis sont qualifiés par les journaux français de partis extrémistes. Nous lisons, par

¹⁰¹³ Hayat Gazzane, « La tragédie grecque jette un froid sur la Bourse de Paris », *Le Figaro*, 9 mai 2012, p. 23 ; Hervé Rousseau, « La Bourse de Paris fait de la résistance, le CAC 40 grignote 0,37% », *Le Figaro*, 11 mai 2012, p. 27.

¹⁰¹⁴ Clément Lacombe, « La crise politique grecque affole les marchés », *Le Monde*, 10 mai 2012, p. 17.

¹⁰¹⁵ Massimo Prandi et Isabelle Couet, « La Grèce n'a jamais été plus proche d'un risque de faillite », *op. cit.*

exemple, dans l'éditorial du *Figaro* du 10 mai 2012, signé par Gaëtan de Capèle : « la question ouvertement posée depuis que les élections en Grèce ont consacré, dimanche dernier, la montée des partis extrémistes est à la fois simple et redoutable : s'il refuse d'honorer ses promesses de réforme pour rétablir ses finances publiques, ce pays doit-il quitter la zone euro ? »¹⁰¹⁶. Le jour suivant, nous notons de nouveau dans un article de Hervé Rousseau que « quatre jours après les élections législatives qui ont fait la part belle aux partis extrémistes opposés aux mesures d'austérité, le pays est toujours sans gouvernement »¹⁰¹⁷. Dans l'article de Philippe Ricard au *Monde*, nous observons que tous les petits partis sont traités de façon uniforme comme partis extrémistes : « le climat risque d'être d'autant plus incertain que les législatives en Grèce ont vu la percée des partis extrémistes, opposés au programme de rigueur signé par le gouvernement sortant avec ses bailleurs de fonds internationaux, la zone euro, et le Fonds monétaire international (FMI) »¹⁰¹⁸.

La caractérisation des petits partis anti-austérité comme partis extrémistes est plus intense dans le cas de Syriza, un parti de gauche radicale dont l'équivalent en France serait le Front de Gauche de Jean-Luc Mélenchon. Dans un autre article du *Figaro*, il est insinué que le parti d'Alexis Tsipras est bien un parti extrémiste : « quatre jours après les élections législatives, à l'issue desquelles le Parlement est sorti émietté et émaillé de partis extrêmes, Alexis Tsipras, leader de la gauche radicale, a échoué à former une coalition à même de diriger le pays »¹⁰¹⁹. Syriza est, en d'autres occasions, considéré comme un parti « d'ultragauche »¹⁰²⁰ et de « coalition d'extrême gauche »¹⁰²¹. Alexis Tsipras est aussi comparé à Hugo Chavez dans un article intitulé « Alexis Tsipras, entre Hugo Chavez et François Hollande ». Spyros Kouvelis, le vice-ministre des Affaires étrangères de l'époque a dit d'Alexis Tsipras qu'il « se prend pour Hugo Chavez ». Il a ajouté qu'« il veut bloquer toutes les importations dans le pays et rompre les engagements pris envers les Européens. Pourquoi ne pas sortir de

¹⁰¹⁶ Gaëtan de Capèle, « La Grèce, premier cactus de la présidence Hollande », *Le Figaro*, 10 mai 2012, p. 1.

¹⁰¹⁷ Hervé Rousseau, « La Bourse de Paris fait de la résistance, le CAC 40 grignote 0,37% », *Le Figaro*, 11 mai 2012, p. 27.

¹⁰¹⁸ Philippe Ricard, « Croissance : les partenaires européens de M. Hollande veulent négocier vite », *Le Monde*, 8 mai 2012, p. 4.

¹⁰¹⁹ Claire Gatinois, Clément Lacombe et Philippe Ricard, « Le “ poison grec ” tétanise de nouveau l'Europe », *Le Monde*, 11 mai 2012, p. 2.

¹⁰²⁰ Alexia Kefalas, « En Grèce, l'implosion de l'ancien système politique », *Le Figaro*, 7 mai 2012, p. 27.

¹⁰²¹ Alexia Kefalas, « La Grèce menacée de paralysie politique », *Le Figaro*, 8 mai 2012, p. 17.

*l'Otan, tant qu'on y est ! Il y a confusion. Les Grecs sont profondément européens. Ils ont tiré un trait sur leur classe politique traditionnelle mais ne veulent pas sortir de l'euro »*¹⁰²². Spyros Kouvelis crée de la confusion en laissant entendre que l'arrivée potentielle de Syriza au pouvoir mettrait l'avenir européen de la Grèce en jeu. En d'autres termes, il suggère d'un ton ironique que la Grèce devrait quitter l'Otan, voulant ainsi souligner que les positions politiques de Syriza à l'égard de la participation de la Grèce au plan de financement sont tellement extravagantes, que la seule issue logique serait le retrait du pays de l'Alliance Atlantique. Il poursuit son argumentation en faisant état de « confusion » et en ajoutant que les Grecs sont pro-européens et ne veulent pas abandonner la monnaie unique (ce que la politique de Syriza met en péril). Néanmoins, il ne précise pas à quelle confusion il fait allusion, dans la mesure où le parti d'Alexis Tsipras n'a jamais abordé l'éventualité d'une sortie de la Grèce de l'UE ou de l'euro.

Dans un autre article signé par Georges Prévélakis, professeur à l'université Panthéon-Sorbonne, Syriza est considéré comme l'un des deux extrêmes, l'autre étant l'Aube Dorée. Pour le professeur, les Indignés grecs ont exprimé leurs positions politiques en votant notamment pour le Syriza ou pour l'Aube Dorée, ou bien en alternant entre les deux : *« ces indignés qui ont représenté aux élections du 6 mai environ 60% des électeurs constituent un camp certes hétérogène. À droite, la colère provient de la souffrance économique mais aussi des ressentiments face aux humiliations portées à la fierté nationale. À gauche, on s'alimente de discours anticapitalistes et d'illusions tiers-mondistes. Signe de la fluidité et de la confusion idéologique, il n'est pas rare de passer de l'indignation de droite à l'indignation de gauche. À ce jour, l'extrême fragmentation du paysage politique bloque tout, y compris la prise du pouvoir par un front des indignés ou par une de ses deux composantes. Pour combien de temps encore ? Car à gauche, plus encore que Chryssi Avgi (Aube Dorée), la Coalition de la gauche radicale (Syriza) fait figure de grand vainqueur avec 17% des voix, soit quatre fois plus qu'en 2009. Arrivée deuxième, elle pourrait conquérir la*

¹⁰²² Alexia Kefalas, « Alexis Tsipras, entre Hugo Chavez et François Hollande », *Le Figaro*, 10 mai 2012, p. 8.

première place lors des prochaines élections qui auront lieu en juin si aucun gouvernement ne parvient à être constitué dans les prochains jours »¹⁰²³.

Un autre article du *Figaro*, intitulé « *Les extrêmes vont tirer parti de la colère grecque* » et signé par Alexia Kefalas, traite de l'Aube Dorée et juste après des partis radicaux de gauche. Elle continue avec la citation d'un candidat conservateur qui exprime l'opinion que les partis de gauche sont plus dangereux que les partis extrémistes de droite quant à l'application des mesures du plan de financement. En voici l'extrait :

« La flambée du parti néonazi Chryssi Avgi (Aube dorée) fait polémique dans le pays. Connu pour passer à tabac les immigrés clandestins dans le centre d'Athènes, ce groupe incarne aujourd'hui le vote contestataire des Grecs. Pour Lia, pharmacienne de 32 ans, c'est toute une stratégie. « Plus il y a de partis au Parlement moins les grands partis signataires des mémorandums de rigueur auront de marge de manœuvre pour les appliquer », justifie-t-elle. À gauche, les partis radicaux aussi ont leur tribune. Ils surfent principalement sur les effets de la litanie des mesures d'austérité comme l'augmentation exponentielle du taux de chômage à 21% et la multiplication des suicides dans le pays. « Ces partis sont plus dangereux que les autres pour la bonne application des réformes », souligne Makis Stergiou, candidat conservateur à Thessalonique. Pour cet enseignant de 55 ans, père de deux enfants, il faut miser sur le changement des mentalités »¹⁰²⁴.

Il y a là de nouveau une tentative de parallélisme entre les partis anti-austérité de gauche et les partis extrémistes de droite et, plus particulièrement, entre le parti de Syriza et l'Aube Dorée. Le Syriza apparaît 58 fois dans les articles de la période concernée, l'Aube Dorée 45 fois, la Gauche Démocratique 15 fois et les Grecs Indépendants 12 fois. Comme nous l'avons déjà expliqué, la vraie menace pour les partis traditionnels est Syriza qui détenait la deuxième place dans les sondages. Or, aucun parallélisme n'a été établi entre, par exemple, Syriza et les Grecs Indépendants ou la Gauche Démocratique et les Grecs Indépendants. La comparaison s'effectue

¹⁰²³ Georges Prévélakis, « Grèce : de la crise économique à la crise politique », *op. cit.*

¹⁰²⁴ Alexia Kefalas, « Les extrêmes vont tirer parti de la colère grecque », *Le Figaro*, 4 mai 2012, p. 9.

toujours entre Syriza et l'Aube Dorée, avec des références directes ou indirectes. Dans le dernier extrait que nous avons cité, il est énoncé que les partis extrémistes de gauche sont plus dangereux que les partis extrémistes de droite « *pour la bonne application des réformes* ». Cela signifie-t-il qu'il serait préférable d'avoir au parlement un parti néonazi, pour la seule raison que celui-ci serait plus apte à soutenir le programme d'ajustement, que d'autres partis ?

Cette tentative de parallélisme entre Syriza et l'Aube Dorée, présentés comme les deux extrêmes de la vie politique grecque, est une thèse promue par *Le Figaro* et *Le Monde*. Nous n'avons pas trouvé de références de ce type dans *Les Echos* ou dans *Libération*. En fait, d'un côté, ces deux journaux se réfèrent toujours à Syriza comme un parti de la gauche radicale et non comme un parti extrême ; de l'autre côté, ils n'ont effectué aucune comparaison entre Syriza et l'Aube Dorée.

Le portrait généralisé à connotation négative du pays et de son peuple, que nous avons présenté au premier chapitre, demeure particulièrement d'actualité tout au long de la période précédant les élections et même après. Cette méfiance et cette suspicion à l'égard de tout ce qui est grec ne peut qu'alimenter la délégitimation des actions du gouvernement grec, mais aussi des choix des Grecs, en l'occurrence leurs préférences électorales pour les petits partis. Comment est-il possible que les Grecs puissent voter « correctement » et décider de leur sort (et par extension de l'avenir de la zone euro), alors qu'ils présentent tous ces aspects négatifs ? Leur tendance à voter pour des petits partis confirme le fait qu'ils ne sont pas en mesure de servir les intérêts de l'euro.

Les élections de mai 2012 ont bien montré un affaiblissement des partis politiques traditionnels et la montée des petits partis anti-austérité. Le résultat des élections n'a pas permis la constitution d'un gouvernement majoritaire. Les consultations autour de la formation d'un gouvernement d'union nationale n'ayant pas abouti, de nouvelles élections sont proclamées en vertu de la Constitution grecque. Cette instabilité politique alimente à nouveau les scénarios sur une sortie de la Grèce de la zone euro et sur la portée d'une telle éventualité.

Dans un article du *Monde* intitulé « *Le "poison grec" tétanise de nouveau l'Europe* » et signé par Claire Gatinois, Clément Lacombe et Philippe Ricard, la Grèce est aussi décrite comme un pays indiscipliné, sans pour autant que le message des auteurs apparaisse clairement à travers cette caractérisation. Nous lisons donc dans cet

article du 11 mai 2012, cinq jours après le scrutin du 6 mai et alors que la formation d'un gouvernement ne semble pas encore possible, qu'un nouveau scrutin semble « *désormais inévitable* »¹⁰²⁵. L'article pose la question de savoir si il fera la différence et si, au fond, cela a du sens : « *le compte à rebours s'accélère. La tenue de nouvelles élections à la mi-juin semble désormais inévitable. Si tel est le cas, la colère du peuple, excédée par des plans d'austérité " barbares " imposés par les Européens et le Fonds monétaire international (FMI), sera-t-elle apaisée ?* », se demandent les auteurs, en insinuant que le résultat des élections ne compte pas. Et ils continuent : « *peut-on donner de l'air au pays exsangue en dépit de son indiscipline ? Faut-il envisager sa sortie de l'union monétaire, voire de l'Union européenne ?* ». Étant donné qu'il s'agit d'un article sur les élections grecques, nous entendons par cette phrase que l'indiscipline grecque est liée au résultat des élections, à savoir la montée des petits partis qui sont contre les plans d'austérité, au détriment des partis traditionnels qui sont pour. En conséquence, pour les journalistes, les Grecs n'ont pas bien voté. En fait, une partie de la tranche d'aide que Bruxelles devait verser à Athènes le 10 mai ne l'a pas été, et sera versée – ou non – en « *fonction de la tournure des événements à Athènes* »¹⁰²⁶. Autrement dit, l'État grec s'est engagé dans la mise en œuvre d'un plan qu'aucun changement au pouvoir exécutif ne peut altérer. La politique à suivre est à sens unique et ne tolère aucun réaménagement. Cette réalité est reflétée par la presse qui qualifie la Grèce de pays sous tutelle¹⁰²⁷. En outre, la procédure démocratique et constitutionnelle, stipulée par la Constitution grecque et appliquée dans le cas où un parti ne rassemble pas le nombre de votes nécessaires pour former un gouvernement majoritaire, est caractérisée d'« indiscipline » et, pis, de « poison ». C'est un peu comme si la procédure démocratique des élections provoquait une certaine gêne, dans la mesure où elle révèle une politique problématique, ce que ne souhaitent ni les Européens ni le FMI.

¹⁰²⁵ Claire Gatinois, Clément Lecombe et Philippe Ricard, « Le " poison grec " tétanise de nouveau l'Europe », *op. cit.*

¹⁰²⁶ *Ibid.*

¹⁰²⁷ Par exemple, voir Alexia Kefalas, « La Grèce joue son avenir européen dans les urnes », *Le Figaro*, 5 mai 2012, p. 8 ; Alexia Kefalas, « En Grèce, l'implosion de l'ancien système politique », *op. cit.*

CHAPITRE 4 – LES ÉLECTIONS NATIONALES ESPAGNOLES DE NOVEMBRE 2011

La crise économique a conduit à un renforcement substantiel de la méfiance à l'égard de la politique du gouvernement socialiste de José Luis Rodriguez Zapatero et de sa gestion de la crise¹⁰²⁸. Or, cette méfiance ne se limitait pas uniquement au parti socialiste. Selon une enquête pré-électorale du *Centro de Investigaciones Sociológicas* (CIS - Centre de recherches sociologiques), 62% des citoyens estimaient que le Parti Populaire aurait « *fait la même chose ou pire s'il avait été au pouvoir* »¹⁰²⁹. Mariano Rajoy, le leader du Parti Populaire, même s'il semblait jouir d'un degré de confiance élevé par rapport à d'autres hommes politiques, celui-ci a progressivement chuté jusqu'à atteindre 25% en octobre 2011, avant de tomber à 15%, son seuil le plus bas¹⁰³⁰.

Enfin, le baromètre du CIS montrait que les citoyens considéraient la classe politique et les partis politiques comme le troisième problème du pays, après le chômage et la situation économique¹⁰³¹. Plus particulièrement, la confiance des Espagnols envers les institutions politiques telles que le gouvernement, le parlement, le gouvernement de la communauté autonome à laquelle ils appartiennent, ainsi que le parlement de la communauté autonome de leur résidence, varient de 3,24 à 3,88 pour les électeurs du Parti Socialiste et de 3,97 à 4,31 pour les électeurs du PP, sur une échelle de 0 à 10, où le 0 signifie « aucune confiance » et le 10 « beaucoup de confiance »¹⁰³². En somme, les sentiments de méfiance et de colère sont les plus répandus parmi les Espagnols¹⁰³³.

En outre, les sondages prévoyaient la montée des petits partis, comme cela a été le cas. À l'instar de ce qui s'est passé d'autres pays européens en crise, le parti qui a été

¹⁰²⁸ Joan Marcet et Robert Liñeira, « Les élections législatives du 20 novembre en Espagne », *Pôle Sud*, No. 36 (2012/1), p. 130.

¹⁰²⁹ *Ibid.*, p. 132.

¹⁰³⁰ *Ibid.*

¹⁰³¹ Centro de investigaciones sociológicas, *Barómetro de octubre, Tabulación por recuerdo de voto y escala de ideología, Avance de resultados*, Estudio no. 2914, octobre 2011, p. 4.

¹⁰³² *Ibid.*, p. 13.

¹⁰³³ *Ibid.*, p. 14.

au pouvoir et qui avait été appelé à la gérer a été pénalisé aux élections. L'Espagne n'a pas fait exception. Qui plus est, trois nouveaux partis, qui n'existaient pas en 2008, année des dernières élections nationales, sont entrés au parlement, comme montre le tableau à la page (.....). La crise a secoué la confiance des Espagnols à l'égard des partis politiques, tout en promouvant la montée des petits partis. Parmi ces derniers, seul le parti Izquierda Unida s'était ouvertement positionné contre l'austérité. Pour autant, les deux grands partis ne se sont pas sentis menacés par cette avancée. Il est vrai que les petits partis ont profité de cette situation, mais sans que les deux partis principaux aient perdu du terrain. Il est également vrai que le PSOE s'est retrouvé notablement affaibli, mais il a pu conserver sa place comme l'un des deux partis principaux sur la scène politique nationale. En Espagne, le Parti Populaire de Mariano Rajoy a obtenu un résultat surprenant.

Dans ce contexte politique, mais aussi face à « *la pression que la situation, économique espagnole et européenne exerçait sur l'action gouvernementale* »¹⁰³⁴, José Luis Rodríguez Zapatero décida en juillet 2011 d'organiser des élections législatives anticipées pour le 20 novembre (son mandat expirait en avril 2012). Or, la victoire du PP était annoncée, au vu du résultat des élections municipales et autonomiques de mai 2011, qui ont conduit au passage de treize communautés autonomes sous le contrôle du PP, parmi les dix-sept existantes. Le leadership de Mariano Rajoy s'est consolidé, ce qui « *en partie a masqué les problèmes de corruption qui impliquaient le parti, dans la Communauté Valencienne et aux Baléares* », ont noté Joan Marcet et Robert Liñeira¹⁰³⁵.

Les résultats des élections nationales du 20 novembre 2011 ont donné lieu à une victoire nette du PP, qui a pu former un gouvernement majoritaire. Le PP a obtenu 44,62% des votes (il avait rassemblé 39,94% aux élections nationales de 2008), tandis que le Parti Socialiste (PSOE) a rassemblé 28,73% des suffrages (il avait obtenu 43,87% aux élections nationales de 2008)¹⁰³⁶. Le troisième parti, une coalition de la Gauche radicale et des Verts (Izquierda Unida-Los Verdes, IU-LV), a réuni beaucoup moins de votes avec un pourcentage de 6,92%. Pourtant, l'IU a presque doublé son

¹⁰³⁴ Joan Marcet et Robert Liñeira, « Les élections législatives du 20 novembre en Espagne », *op. cit.*, p. 132.

¹⁰³⁵ *Ibid.*, p. 133.

¹⁰³⁶ Source : Ministère de l'Intérieur Espagnol. URL : http://elecciones.mir.es/resultadosgenerales2011/99CG/DCG99999TO_L1.htm.

pourcentage de 2008 (3,77%). Le quatrième parti en course était l'Unión Progreso y Democrata (UPyD), l'Union progressiste et démocratique, un parti « nationaliste espagnol » teinté d'une dose de populisme¹⁰³⁷. Il a reçu 4,69% des votes (1,19% en 2008). Enfin, le parti nationaliste catalan Convergència i Unió (CiU) a rassemblé 4,17% des votes (3,03%). Il faut toutefois noter que ces pourcentages ne correspondent pas aux sièges que chaque parti a obtenus au parlement. Le tableau ci-dessous fournit une image claire des résultats :

Tableau 10 : Elections espagnoles 2011 : Pourcentage et sièges gagnés par des partis

Parti	Pourcentage reçu aux élections de 2011	Sièges gagnés au parlement	Pourcentage reçu aux élections de 2008
PP	44,62	186	39,94
PSOE	28,73	110	43,87
CiU	4,17	16	3,03
IU-LV	6,92	11	3,77
AMAIUR	1,37	7	--
UPyD	4,69	5	1,19
EAJ-PNV	1,33	5	1,19
ESQUERRA	1,05	3	1,16
BNG	0,75	2	0,83
CC-NC-PNC	0,59	2	0,68
COMPROMÍS-Q	0,51	1	0,12
FAC	0,40	1	--
GBAI	0,17	1	--

Source : Ministère de l'Intérieur Espagnol

La gauche radicale (IU-LV), le CiU et l'UPyD ont absorbé une partie de la perte des votes du PSOE, tout en essayant de profiter des voix des *Indignados* ou mouvement

¹⁰³⁷ Joan Marcet et Robert Liñeira, « Les élections législatives du 20 novembre en Espagne », *op. cit.*, p. 133.

du 15M, un mouvement civil et social né le 15 mai 2011 à la Puerta del Sol, à Madrid, pour exprimer le mécontentement, le désespoir et la colère des Espagnols contre la crise économique, la corruption politique et le bipartisme.

La presse a considéré les élections en Espagne comme un événement majeur, puisqu'elles ont eu lieu en période de crise, dans un « grand pays européen » certes, mais fragilisé. L'Espagne, en 2011, n'est pas encore entrée dans un programme, mais la crise économique y est présente depuis 2009. Malgré l'importance des élections pour la presse, ce qui s'exprime par le fait que *Le Monde*, par exemple, a consacré son édition du 19 novembre 2011, tout entière, à l'Espagne et aux élections, le résultat éventuel ne semble pas préoccuper les journaux, car les élections espagnoles ne vont pas influencer en substance la politique appliquée en Espagne depuis deux ans, pour faire face à la crise économique.

En fait, comme le résultat des élections était anticipé, « *seuls 69% des électeurs se sont rendus aux urnes* », commentaient Joan Marcet et Robert Liñeira¹⁰³⁸. « *Quand le vainqueur peut être facilement anticipé, la participation se situe aux environs de 70%* », alors que lorsque le résultat est incertain, la participation s'élève à un pourcentage de l'ordre de 74% à 80%, précisent-ils. Les Européens, non plus, ne s'intéressent aux élections, dans la mesure où le PP, qui est donné gagnant, ne semble pas menacer la politique de rigueur déjà instaurée et aucun changement n'est prévu sur ce plan. *Les Echos* écrit qu'« *il est certain qu'il [Mariano Rajoy] appliquera rigueur et réforme* »¹⁰³⁹. Selon *Le Figaro*, la question des élections serait « *l'administration de la rigueur* »¹⁰⁴⁰, tandis que *Le Monde* affirme que d'après Mariano Rajoy, « *des coupes budgétaires toucheront "tous les postes de dépenses"* »¹⁰⁴¹. Les Espagnols, par conséquent, savaient que la politique d'austérité mise en œuvre par le Parti Socialiste deux ans plus tôt continuerait à être appliquée sous le Parti Populaire.

Les journaux français ont répercuté cette certitude sur le résultat des élections. *Les Echos*, par exemple, faisaient cas « *d'un score historiquement élevé* » que la droite

¹⁰³⁸ Joan Marcet et Robert Liñeira, « Les élections législatives du 20 novembre en Espagne », *op. cit.*, p. 134.

¹⁰³⁹ Jessica Berthereau, « Mariano Rajoy, le persévérant », *op. cit.*

¹⁰⁴⁰ Matthieu de Taillac, « Les Espagnols s'en remettent à Rajoy », *Le Figaro*, 19 novembre 2011, p. 7.

¹⁰⁴¹ Cécile Chambraud, « Mariano Rajoy : "Ne pas affronter cette tâche en solitaire" », *Le Monde*, 19 novembre 2011, p. 3.

pourrait remporter¹⁰⁴², laquelle était donnée « *très largement gagnante* »¹⁰⁴³. *Le Figaro*, lui, constatait que le Parti Populaire, en remportant les élections du 20 novembre, se retrouverait dans une position encore plus solide, puisqu'il avait déjà gagné les élections municipales du 22 mai 2011. Le journal faisait état d'une « *hégémonie politique inédite en Espagne* », « *une situation sans précédent depuis plus de trois décennies de démocratie* »¹⁰⁴⁴, avis partagé par *Le Monde* (« *La droite espagnole vise une hégémonie historique* »)¹⁰⁴⁵. Quant à *Libération*, le journal caractérisait la victoire du PP comme « *un tsunami bleu* » (bleu étant la couleur du PP)¹⁰⁴⁶, en soulignant qu'elle « *devrait offrir [...] aux conservateurs une majorité inédite depuis Franco* ». Ce constat partagé par *Le Monde*, qui notait que la majorité obtenue par Mariano Rajoy serait la plus forte « *majorité absolue obtenue par la droite dans ce pays depuis la fin de la transition démocratique* »¹⁰⁴⁷.

Le Parti Socialiste a, de son côté, été blâmé pour sa « mauvaise » gestion de la crise économique et il a subi une baisse importante. José Luis Rodriguez Zapatero a aussi été personnellement accusé de n'avoir reconnu l'existence de la crise que tardivement et, par conséquent, de ne pas avoir pris les mesures nécessaires à temps. La plupart des causes de la défaite du PSOE (62%) se rapportent à la gestion de la crise économique, tandis que 8% sont personnellement créditées à l'ancien premier ministre espagnol. Tous les journaux s'expriment de la même façon, *Les Echos* et *Libération* regroupant la majorité des références sur la gestion de la crise¹⁰⁴⁸. En ce qui concerne José Luis Rodriguez Zapatero, l'ancien premier ministre espagnol a été accusé d'avoir caché la vérité. Manuel Valls a déclaré sur ce point que Zapatero a « menti »,

¹⁰⁴² Jessica Berthereau, « Mariano Rajoy, le persévérant », *Les Echos*, 18 novembre 2011, p. 9.

¹⁰⁴³ Jessica Berthereau, « L'Espagne s'apprête à virer à droite en pleine tourmente financière », *Les Echos*, 18 novembre 2011, p. 9.

¹⁰⁴⁴ José Maria Ridao, « Hégémonie politique inédite en Espagne », *Le Figaro*, 19 novembre 2011, p. 17.

¹⁰⁴⁵ Cécile Chambraud, « La droite espagnole vise une hégémonie historique », *Le Monde*, 19 novembre 2011, p. 5.

¹⁰⁴⁶ François Musseau, « Les socialistes laminés par la crise », *Libération*, 19 novembre 2011, p. 3.

¹⁰⁴⁷ Sandrine Morel, « Les Espagnols confient une majorité absolue à M. Rajoy », *Le Monde*, 22 novembre 2011, p. 7.

¹⁰⁴⁸ Voir, par exemple, Jessica Berthereau, « L'Espagne s'apprête à virer à droite en pleine tourmente financière », *op. cit.* ; Jessica Berthereau, « Le "sacrifice" de Zapatero », *Les Echos*, 18 novembre 2011, p. 10 ; M.T., « La gauche décomposée en quête de chef », *Le Figaro*, 21 novembre 2011, p. 6 ; François Sergent, « Défiance », *Libération*, 19 novembre 2011, p. 2 ; François Musseau, « La droite prend l'Espagne en main », *Libération*, 22 novembre 2011, p. 8 ; Bernard Guetta, « Les leçons européennes du scrutin espagnol », *Libération*, 23 novembre 2011, p. 21 ; *Le Monde*, « La victoire historique de la droite espagnole », *Le Monde*, 22 novembre 2011, p. 1.

puisqu'« *il a caché la vérité aux Espagnols sur l'ampleur de la crise il y a deux ans* »¹⁰⁴⁹.

Le gouvernement de José Luis Rodriguez Zapatero a été obligé de recourir à des mesures d'austérité en 2010 pour faire face à la crise économique, bien avant l'accord financier entre l'Espagne et l'Union Européenne signé en 2012. La politique de rigueur a été la deuxième raison de la défaite du PSOE (29%). Jessica Berthereau a écrit dans un article que « *les élections anticipées (...) en Espagne devraient sanctionner durement le Parti socialiste de José Luis Rodriguez Zapatero* », puisque « *l'opinion lui reproche les mesures prises depuis le début de la crise* »¹⁰⁵⁰. François Musseau dans *Libération* attribue cette défaite à « *la déplorable gestion de la crise de Zapatero et sa politique de rigueur menée depuis mai 2010, lorsqu'il a gelé les retraites et baissé les salaires des fonctionnaires* »¹⁰⁵¹. Cécile Chambrade, de son côté, fait référence à une « *frange importante de ses électeurs [du PSOE] [qui] semble lui reprocher le tournant de la rigueur de mai 2010, que le gouvernement ne leur a guère expliqué* »¹⁰⁵².

Finalement, le Parti Socialiste a été sanctionné aux élections de novembre 2011, tandis que le Parti Populaire en a profité, malgré le manque de confiance de la part du peuple espagnol envers les partis politiques, et en particulier à l'égard des deux partis principaux.

Un jour avant les élections, *Le Monde* a consacré l'entière édition du 19 novembre 2011 à l'Espagne, « *notre grand voisin ibérique* », selon l'expression utilisée dans son éditorial, en soulignant qu'il s'agissait là d'un choix conscient de la part de la rédaction du journal, qui s'est prononcée en faveur d'un parti politique, celui de l'Europe : « *un numéro spécial sur l'Espagne à l'occasion d'un scrutin national dans ce pays, c'est, à l'heure de la crise de l'Europe, un choix éditorial fort, un parti pris politique déterminé et que nous voulons sans ambiguïté, celui de l'Europe, d'une Europe démocratique en particulier, celle des citoyens européens* »¹⁰⁵³. Le journal a mis l'accent sur le caractère européen des élections espagnoles, en déclarant que « *le choix que feront dimanche les*

¹⁰⁴⁹ Cécile Cornudet, « La victoire de la droite espagnole embarrasse le PS et l'UMP », *Les Echos*, 22 novembre, 2011, p. 2.

¹⁰⁵⁰ Jessica Berthereau, « Le “ sacrifice ” de Zapatero », *op. cit.*

¹⁰⁵¹ François Musseau, « La droite prend l'Espagne en main », *Libération*, 22 novembre 2011, p. 8.

¹⁰⁵² Cécile Chambrade, « La droite espagnole vise une hégémonie historique », *Le Monde*, 19 novembre 2011, p. 5.

¹⁰⁵³ Erik Izraelewicz, « Les paradoxes de la Puerta del Sol », *Le Monde*, 19 novembre, p. 1.

*électeurs espagnols est important pour l'Espagne, bien sûr. Il l'est aussi pour la France, pour l'euro et pour l'Europe »*¹⁰⁵⁴. Le journal a parallèlement souligné le pouvoir qu'a le peuple quant au choix de ses leaders, l'essence de la démocratie représentative.

Il ne fait aucun doute que l'Espagne est un pays important pour l'UE et l'euro. Cependant, il y a un sujet qui soulève des questions dans l'éditorial d'Erik Izraelewicz. L'éditorialiste écrit que les Espagnols ont l'opportunité de prouver que la démocratie est vivante en Europe, un peu comme s'il sous-entendait que celle-ci était menacée : *« Le pays de Pedro Almodovar, d'Alberto Contador et de Javier Bardem est, nos enquêtes en portent le témoignage, profondément désenchanté. Avec le scrutin de dimanche, les Espagnols ont pourtant l'occasion de démontrer que dans nos vieilles nations européennes la démocratie vit toujours. Ce ne sont ni le prétendu “ directoire ” Sarkozy-Merkel, ni les marchés et leurs agences de notation, ni les institutions bruxelloises qui vont désigner la nouvelle équipe dirigeante du pays, mais le peuple – le peuple espagnol dans toute sa souveraineté. C'est cela, la démocratie représentative. Elle reste vivace. Nous y restons, tous, en Europe, profondément attachés, et c'est tant mieux »*¹⁰⁵⁵.

Il convient de rappeler que quelques jours à peine auparavant, au début du même mois, une autre procédure démocratique a attiré l'intérêt de la presse, le référendum grec. Néanmoins, comme nous l'avons montré, celui-ci n'a pas été perçu par la presse comme une procédure qui pourrait prouver que la démocratie demeure vivante en Europe. Peut-être le fait que la proximité des élections nationales espagnoles a-t-elle influencé la position des Européens. S'ils avaient permis la conduite d'un référendum sur le programme d'ajustement, cela aurait pu influencer le résultat « certain » des élections espagnoles. Serait-il possible qu'à travers l'accent mis sur le symbolisme démocratique des élections espagnoles, l'éditorialiste ait cherché à présenter ses excuses, d'une certaine manière, quant à la position de son journal sur le référendum grec ?

En outre, Erik Izraelewicz écrit que le vote aux élections espagnoles est, en réalité, un vote pour l'Europe. Ce que nous dit, en fait, l'éditorialiste du *Monde*, c'est que dans

¹⁰⁵⁴ *Ibid.*

¹⁰⁵⁵ *Ibid.*

la mesure où le vote espagnol ne menace par l'intégrité de l'Europe et de la zone euro, les élections espagnoles sont un signe fort d'une Europe démocratique. Le choix du journal de consacrer un numéro entier à ce sujet, en période de crise et de doute, n'est qu'une manière d'exprimer son soutien discret, implicite mais fort à la politique qui garantit la stabilité de la zone euro, à savoir celle exercée par les dirigeants européens (et que le PP est censé continuer). Dans le contexte de l'époque, l'Espagne se trouve graduellement dans le collimateur des marchés. L'Italie, voire la France, sont désormais menacées, donc la crise de la zone touche les grands pays de la monnaie unique. Dès lors, les élections espagnoles présentent une excellente opportunité pour déclarer son soutien à l'égard d'une politique qui prétend soutenir l'euro.

Au contraire, lorsque le résultat des élections semble menacer la stabilité de la zone euro, le discrédit est en jeu. Et puisqu'il n'est pas possible de questionner les élections comme une procédure démocratique, on attaque les partis candidats, particulièrement ceux qui sont susceptibles de menacer cette stabilité.

CHAPITRE 5 – LE RENFORCEMENT DE LA ZONE EURO

Nous avons constaté une attribution de causalité pour la crise de la zone euro à certains pays d'abord, puis au développement de la monnaie unique. Cependant, peu à peu, les faiblesses de la construction de la zone euro sont évoquées pour expliquer la crise. Christian Saint-Étienne, par exemple, professeur au Cnam (Conservatoire national des arts et métiers), dans une tribune au *Figaro*, écrit que « *les pays de la zone euro ont prétendu créer la monnaie unique sans avoir de fédéralisation de la zone, sans partager les mêmes valeurs et les mêmes intérêts, tout en se livrant à une concurrence fiscale et sociale frontale* », et il ajoute qu'« *au moment même où les pays membres mettaient en œuvre l'euro en 1999, ils adoptaient des politiques opposées* »¹⁰⁵⁶. En expliquant ces politiques, il avance que certains pays européens, tels que l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Autriche, ont suivi « *un modèle industriel et exportateur pour retrouver [leur] compétitivité et engrangent depuis plusieurs années des excédents de balance courante. La France, et dans une moindre mesure l'Espagne et l'Italie, ont choisi un modèle de consommation tiré par une dépense publique à crédit* »¹⁰⁵⁷. Christian Saint-Étienne souligne également que les pays de la zone euro ne peuvent fonctionner ensemble au sein de la même zone monétaire, avec des modèles aussi différents, voire compétitifs, surtout si cette zone monétaire « *n'a pas de budget permettant de redistribuer des ressources d'un pays à l'autre* »¹⁰⁵⁸. Le thème de la divergence des modèles économiques, en tant qu'élément problématique au sein de la zone euro, est aussi souligné par Nicolas Baverez, historien et économiste, dans un entretien à *Libération*¹⁰⁵⁹, mais aussi par des journalistes interviewés¹⁰⁶⁰.

Dans une tribune au *Monde*, Sylvie Goulard, ancienne conseillère politique de Romano Prodi, alors qu'il était président de la Commission, et députée européenne à

¹⁰⁵⁶ Christian Saint-Étienne, « Pour une relance en Europe », *Le Figaro*, 23 novembre 2011, p. 16.

¹⁰⁵⁷ *Ibid.*

¹⁰⁵⁸ *Ibid.*

¹⁰⁵⁹ Christophe Alix, « C'est la faiblesse de l'Europe et des Etats qui est en cause », *Libération*, 15 novembre 2011, p. 3.

¹⁰⁶⁰ Entretiens avec Arnaud Leparmentier, Massimo Prandi, Alain Salles, *déjà cités*.

l'époque¹⁰⁶¹, reconnaît aussi que la divergence économique au sein de la zone euro a été en partie à l'origine de la crise, en soulignant ainsi la responsabilité collective. Elle a écrit, plus précisément, que « *la crise a fait la preuve que les règles se limitant à une juxtaposition de politiques nationales encadrées par une vague surveillance ne suffisent pas* »¹⁰⁶². Mais pour procéder à plus d'intégration, il faut davantage de démocratie, ajoute-t-elle, en affirmant que le Conseil européen, surnommé « gouvernement économique », « *ne tolère aucun débat et ne rend collectivement pas de comptes* »¹⁰⁶³. Elle fait aussi état de la nécessité de recourir à des solutions collectives, la monnaie étant unique et « *les erreurs du passé ayant été collectives* »¹⁰⁶⁴.

Au gré de l'évolution de la crise, les faiblesses constructives de la zone euro, qui ont été au cœur du débat dès son début, ne peuvent plus rester sans réponse. Ainsi, les dirigeants de la zone euro ont commencé à discuter des mesures qui permettraient l'élaboration d'une stratégie standardisée et institutionnelle, capable de faire face aux futurs ébranlements financiers. Les propositions ont été nombreuses, mais c'est toujours la volonté politique et le contexte du moment qui déterminent l'adoption de telles ou telles mesures et, en définitive, permettent l'application d'une politique donnée. Donc, le FESF (Fonds Européen de Stabilité Financière), précurseur du MES (Mécanisme Européen de Stabilité) a été créé pour prêter aux pays fragilisés de la zone euro. Ce mécanisme n'existait pas en 2010. La surveillance des banques de la zone euro par la BCE est saluée comme une étape essentielle vers l'intégration européenne. *Le Monde* commente cette décision au lendemain de sa prise de position éditoriale, où il mentionne l'union bancaire. *Le Monde* commente que cette décision des dirigeants de l'UE vient « *de corriger une deuxième faille de construction du traité de Maastricht : la vulnérabilité de l'union économique et monétaire aux crises bancaires* »¹⁰⁶⁵. Une deuxième faiblesse corrigée par les 27 a été la mise en place du Fonds européen de solidarité, qui pourrait prêter aux pays de la zone euro en difficulté financière. Ces deux changements protègent l'union économique et monétaire et visent à rendre « *la mort de l'euro impossible* »¹⁰⁶⁶.

¹⁰⁶¹ Sylvie Goulard, « Urgente démocratisation des institutions », *Le Monde*, 11 mai 2012, p. 21.

¹⁰⁶² *Ibid.*

¹⁰⁶³ *Ibid.*

¹⁰⁶⁴ *Ibid.*

¹⁰⁶⁵ *Le Monde*, « Le grand bond en avant de l'union bancaire », *Le Monde*, 14 décembre 2012, p. 1.

¹⁰⁶⁶ *Ibid.*

La plupart des propositions faites sur la réforme de la zone euro, ou pour être plus exacts, sa consolidation, pointent vers plus d'intégration (55%). *Le Monde* comprend la plupart des propositions concernant la crise de la zone euro (42%) suivi par *Les Echos* (30%), *Le Figaro* (15%) et *Libération* (13%). La progression de l'intégration européenne passe par l'établissement d'une union budgétaire et d'une union bancaire. Tous les journaux traitent d'une façon ou d'une autre du besoin de faire avancer l'Europe. À titre d'exemple, Christine Lagarde, la directrice du FMI, aborde la nécessité d'« *une véritable union bancaire et une union budgétaire renforcée* »¹⁰⁶⁷, alors que « *le fédéralisme budgétaire et fiscal* » est « *la seule réponse crédible* », selon Bruno Deletré, directeur général du Crédit foncier de France, qui s'exprime dans *Le Figaro*¹⁰⁶⁸.

L'union budgétaire et bancaire sont, cependant, définies de plusieurs manières et peuvent inclure l'émission d'eurobonds, la mutualisation des dettes des pays de la zone euro, la surveillance bancaire, le changement des Traités Européens ou du rôle des institutions telles que la BCE, le rachat des dettes par la BCE. Certaines de ces propositions exigent des étapes institutionnelles vers une coopération plus étroite et vers une perte de la souveraineté nationale, en faveur du pouvoir accru des institutions européennes. Certaines propositions ont été adoptées, comme la surveillance bancaire, la création du MES, mais d'autres, comme les eurobonds, ont été écartées¹⁰⁶⁹.

Plusieurs parmi celles-ci concernent l'aspect budgétaire. La zone euro a dès sa création été une union monétaire. La politique budgétaire des États membres demeurait une résolution gérée dans le cadre de la souveraineté nationale. Toutefois, la crise de la zone euro a conduit à un réexamen de la place de la politique budgétaire. Doter la zone euro d'un bras budgétaire a été un sujet récurrent qui se concentrait sur la proposition de l'émission d'euro-obligations ou d'eurobonds¹⁰⁷⁰. C'est, pourtant, une

¹⁰⁶⁷ Philippe Ricard et Sandrine Morel, « Les pays du Sud veulent obtenir de Berlin une plus grande flexibilité », *Le Monde*, 23 juin 2012, p. 4.

¹⁰⁶⁸ Bruno Deletré, « Oser le fédéralisme pour sauver l'euro et notre économie », *Le Figaro*, 27 juin 2012, p. 14.

¹⁰⁶⁹ Il a fallu une autre crise, celle du Covid-19, pour franchir une nouvelle étape vers l'intégration et agréer l'émission d'une dette européenne, avec la garantie de la BCE, afin de faire face aux conséquences économiques de la pandémie.

¹⁰⁷⁰ Voir par exemple, Guillaume Maujean, Jessica Berthereau, « Les ventes de dettes européennes s'accroissent », *Les Echos*, 23 novembre 2011, p. 28 ; Alain Duhamel, « La querelle du fédéralisme européen », *Libération*, 17 novembre 2011, p. 21 ; Christian Saint-Etienne, « Pour une relance en Europe », *op. cit.* ; Jean Pisany-Ferry, « Sauver l'euro, c'est sauver la croissance », *Le Monde*, 26 juin 2012, p. MDE2 ; Alain Frachon,

démarche jugée prématurée que certains pays comme l'Allemagne ne sont pas prêts d'entreprendre, de crainte que cela n'aille à l'encontre de la discipline budgétaire. « Plus d'Europe » est un argument que même les actants politiques ont évoqué, l'Allemagne en particulier : Angela Merkel pense ainsi que « *la solution à la crise, c'est plus d'Europe* »¹⁰⁷¹. Mais, pour y arriver, il faudra de l'« entente politique » entre la France et l'Allemagne : « *l'Allemagne ne veut pas de solidarité financière sans intégration politique, la France veut la solidarité financière mais répugne à l'intégration politique. Voilà un quart de siècle que cela dure. Il est temps de combler ce fossé* », écrit Jean Pisani-Ferry¹⁰⁷².

Une autre proposition est également avancée, qui va dans le même sens, mais comprend davantage d'intégration et consiste en la promotion d'une union budgétaire¹⁰⁷³. Cette dernière sera dotée d'un budget commun pour la zone euro¹⁰⁷⁴ et, donc, procédera à la mutualisation des dettes¹⁰⁷⁵. La France se prononce en faveur de cette stratégie, qu'elle considère importante, en vue d'éviter l'implosion de la zone euro¹⁰⁷⁶.

D'autres solutions sont aussi proposées, mais il n'est pas dans le but de la présente étude des les présenter en détail. Nous avons seulement rappelé celles qui sont liées aux sujets ayant un aspect politique et économique majeur par rapport à la crise, ses causes, ses remèdes et, par conséquent, qui sont liées à l'image créée dans la presse sur ce sujet¹⁰⁷⁷.

Plusieurs propositions (17%) pour faire face à la crise en Grèce concernent la continuation de la politique d'austérité et des réformes structurelles appliquées dans les pays fragilisés. En dehors des programmes européens, cette politique emble être « dictée » par les marchés, puisque les pays de la zone euro, l'un après l'autre « *soumis*

« La grande colère des peuples d'Europe », *Le Monde*, 4 mai 2012, p. 22 ; George Soros, « Plaidoyer pour les eurobonds », *Le Monde*, 12 octobre 2013, p. SCQ7.

¹⁰⁷¹ Philippe Ridet, « Au sommet de Rome, Mme Merkel résiste à la pression de ses voisins du Sud », *Le Monde*, 25 juin 2012, p. 4.

¹⁰⁷² Jean Pisani-Ferry, « Sauver l'euro, c'est sauver la croissance », *Le Monde*, 26 juin 2012, p. MDE2.

¹⁰⁷³ Guillaume Maujean, « Jouyet : “ Les marchés ont les armes pour attaquer les Etats ” », entretien avec Jean-Pierre Jouyet, *Les Echos*, 24 novembre 2011, p. 30.

¹⁰⁷⁴ Christian Saint-Etienne, « Pour une relance en Europe », *op. cit.*

¹⁰⁷⁵ Jean-Jacques Mével, « Crise de la dette : Paris et Berlin cherchent la parade », *Le Figaro*, 24 novembre 2011, p. 18.

¹⁰⁷⁶ Jacques Delpla « Ce que nous pourrions proposer à l'Allemagne », *Les Echos*, 23 novembre 2011, p. 15.

¹⁰⁷⁷ D'autres solutions concernent la protection des banques et du système bancaire, le soutien de la croissance, les investissements, des réformes au niveau national, la restructuration des dettes ou encore des mesures sociales.

à la pression des marchés obligataires annoncent mois après mois de nouvelles mesures de restriction budgétaire »¹⁰⁷⁸. Les mesures d'austérité ne s'assouplissent pas ; bien au contraire, elles s'endurcissent¹⁰⁷⁹. En fait, les suggestions en faveur des politiques d'ajustement budgétaire « réaliste » ou de l'assouplissement des mesures d'austérité pour favoriser la croissance ne semblent pas faire l'objet d'un accueil favorable¹⁰⁸⁰. Donc, cette démarche continue à être la seule option à la crise des dettes, sans qu'elle soit évaluée, voire révisée. Au contraire, elle se renforce graduellement. Sur ce point, nous observons que la presse ne présente pas d'arguments contre la continuation de cette politique, qui, selon certains analystes économiques, a montré ses limites. Elle se contente de présenter brièvement des conséquences permettant, certes, la critique, mais elle garde une position prudente, réservée, sans contester la politique d'austérité et sans encourager un débat substantiel sur la possibilité d'introduire d'autres solutions. Yves Charles Zarka fait état de « *la solution unique à la crise* », qui est l'austérité¹⁰⁸¹, alors que Christian Saint-Étienne évoque des propositions qui « *vont toutes dans la même direction : durcissement des plans d'ajustement dans les pays déficitaires* »¹⁰⁸². Dans les deux cas, les signataires des articles sont des professeurs.

L'origine de cette politique est essentiellement allemande. Les Allemands ont subi eux-mêmes les mesures qu'ils veulent également imposer aux autres pays de la zone euro, afin d'obtenir une dévaluation interne et ainsi booster leur compétitivité. Cette stratégie joue en sa faveur, puisque la non-convergence au sein de la zone euro porte préjudice à sa compétitivité nationale. Comme l'explique Daniela Schwarzer, chef de recherches sur l'intégration européenne à la fondation Wissenschaft und Politik, « *ce qui est aussi intéressant pour l'industrie allemande, c'est sa compétitivité non pas par rapport à la zone euro, mais au reste du monde. Le principal concurrent de l'Allemagne, c'est la Chine et les pays émergents, où les coûts de production sont inférieurs aux nôtres. S'il n'y a pas de convergence au sein de la zone euro vers plus de compétitivité, cela ne pèsera pas que sur la compétitivité de l'Allemagne par rapport*

¹⁰⁷⁸ Jean-Pisany Ferry, « Le mauvais pari de l'austérité », *Le Monde*, 15 novembre 2011, p. MDE1.

¹⁰⁷⁹ Christian Saint-Etienne, « Pour une relance en Europe », *op. cit.*

¹⁰⁸⁰ Jean-Pisany Ferry, « Le mauvais pari de l'austérité », *op. cit.* ; Romain Rancière, « Sortir de la crise : la responsabilité de la BCE », *Libération*, 15 novembre 2011, p. 19.

¹⁰⁸¹ Yves Charles Zarka, « Un délitement politique », *Le Monde*, 18 novembre 2011, p. 18.

¹⁰⁸² Christian Saint-Etienne, « Pour une relance en Europe », *op. cit.*

*à la Chine, mais sur l'ensemble de la zone euro... »*¹⁰⁸³. Jessica Berthereau et Maria Malagardis se réfèrent aussi à une politique inspirée et guidée par l'Allemagne¹⁰⁸⁴.

Dans ce chapitre, nous avons essayé de montrer que la position de la presse envers certains événements, qui ont eu lieu au cours de la crise, était largement influencée par la menace qu'ils constituaient pour l'intégralité de la zone euro. Dans le cas où l'événement était jugé menaçant pour la zone euro, le discours de la presse essayait de le discréditer et les journalistes détournaient le sujet, en s'orientant vers l'avenir de la zone euro. Ce fut le cas pour la restructuration de la dette grecque en 2010, la question du référendum en 2011 et les élections grecques en 2012. La stabilité de la zone euro est liée en somme aux intérêts du secteur bancaire européen, surtout français et allemand. Il n'était permis sous aucun prétexte que ces intérêts soient mis en cause. C'est pourquoi, la politique choisie pour faire face à la crise de la zone euro, la politique de l'austérité, a été appliquée dans tous les pays fragilisés, sans en évaluer les conséquences et faire des ajustements, comme plusieurs analystes économiques l'ont suggéré. C'était la seule politique susceptible d'assurer le remboursement des prêts octroyés aux pays fragilisés, quelles qu'en soient les retombées sur leur économie.

¹⁰⁸³ Daniela Schwarzer, « “La convergence au sein de la zone euro est décisive ” », *Libération*, 10 mai 2012, p. 4.

¹⁰⁸⁴ Entretiens avec Jessica Berthereau et Maria Malagardis, *déjà cités*.

PARTIE 4 :

LA QUESTION DE L' HOMOGENÉITÉ DANS LE DISCOURS DE LA PRESSE

L'idée centrale de la présente étude est que la crise vécue par certains pays de la zone euro entre 2010 et 2014 était principalement européenne, accentuée par des spécificités nationales et non nationale dans laquelle l'élément européen aurait été secondaire, telle que la presse l'a présentée. La construction de la zone euro, à l'instar des choix politiques et économiques de ses dirigeants, qui lui ont attribué son caractère spécifique mais qui sont aussi responsables de ses faiblesses et ses déficiences, constituent les raisons profondes de la crise. La gestion des finances dans les pays comme la Grèce et l'Espagne en a été l'une des causes, parmi d'autres, au même titre que la crise économique mondiale ou la spéculation contre l'euro.

Notre étude a été largement alimentée par l'observation d'une certaine homogénéité dans la manière dont la presse française de qualité a traité la crise de la zone euro. La première constatation concernait le cas grec, mais la question a vite été posée de savoir si cette homogénéité présumée avait été également notée dans le cas d'autres crises. L'observation de cette sorte d'uniformité d'approche semblait contredire l'hypothèse sous-jacente que la vision de la crise aurait été différente pour chaque journal, suivant son identité, son positionnement politique, etc. Néanmoins, notre recherche a montré que tel n'était pas le cas. Les quatre journaux examinés partagent la même vue, *grosso modo*, de la crise dans la zone euro, mais aussi à l'égard de chaque pays. L'accent différent donné dans certains aspects par tel ou tel journal ne change pas pour autant la grande image. Aucun journal ne se différencie suffisamment pour nous permettre d'argumenter de manière convaincante qu'un journal avait suivi un récit distinct de celui des autres. D'ailleurs, la pléthore d'exemples proposés le montre.

Dans les parties précédentes, nous avons présenté l'homogénéité du discours concernant la Grèce et l'Espagne dans les quatre journaux examinés. Nous avons abordé les similarités au niveau des mots, des expressions, du sens, de l'argumentation, des explications, des jugements utilisés. Dans la présente partie, nous allons

approfondir les caractéristiques de l'homogénéité et essayer d'en fournir certaines explications.

CHAPITRE 1 – LES CARACTERISTIQUES DE L'HOMOGENÉITÉ

1.1. Les noyaux thématiques

Nous avons suivi une codification « de bas en haut », sans avoir un cadre préalable, en nous laissant guider par le texte, pour former des catégories qui ont composé par la suite la base de notre analyse.

En dehors de la codification qui découle du contenu des articles, par l'utilisation de mots, de phrases ou d'extraits, nous avons aussi procédé à une codification des articles retenus comme unités entières. Cela nous a permis de créer une autre catégorie, celle de l'idée centrale ou le noyau thématique¹⁰⁸⁵ de chaque article.

Dans cette catégorisation, trois grands groupes peuvent être identifiés : les articles qui ont pour thème principal l'euro ou l'Europe ; les articles qui traitent de la Grèce, la crise en Grèce, l'économie grecque ou d'autres sujets strictement liés au pays ; les articles strictement consacrés à l'Espagne, la crise espagnole, le secteur bancaire, etc. Tout d'abord, parmi tous les articles analysés, les sujets liés directement à l'Europe ou à l'euro (économie de la zone euro, crise dans la zone euro, marchés, banques européennes, sujets politiques, démocratie dans la zone euro, emploi, dette publique, intégration européenne, mesures budgétaires, etc.) sont majoritaires et couvrent 38% de la totalité des articles du corpus. Ensuite, les articles concernant exclusivement la Grèce, qu'il s'agisse de l'économie grecque, des programmes d'ajustement financier, du référendum, des élections parlementaires, de la société, etc., représentent 33% de l'ensemble des articles. Enfin, les thèmes se rapportant à l'Espagne (banques, crise, société, économie, bulle immobilière, partis politiques, élections, etc.) représentent

¹⁰⁸⁵ Jacques Gerstlé, Olivier Duhamel et Dennis K. Davis, « La couverture télévisée des campagnes présidentielles. L'élection de 1988 aux Etats-Unis et en France », *Pouvoirs*, 63 (1992).

21% de la totalité des articles. Les 8% restants se réfèrent à des sujets tiers, tels que l'Allemagne, les élections françaises de 2012, les agences de notation ou les *hedge funds*. Cette représentation des sujets est reflétée par la Figure 1 (voir plus bas) mais aussi par le tableau qui suit.

En effet, cette première catégorisation nous montre les priorités des journaux à l'égard de la crise. L'euro et la zone euro se trouvent au cœur des préoccupations. En deuxième place, pas trop loin, le cas grec occupe une place importante. Comme nous l'avons montré, l'avenir de la Grèce préoccupe la presse dans la mesure où il affecte la stabilité de la zone euro. Il en est de même pour l'Espagne.

Figure 1 : Noyaux thématiques (tous les journaux)

NOYAUX THÉMATIQUES
(LES ECHOS, LE FIGARO, LIBÉRATION, LE MONDE)
N=506, DATES: PÉRIODES EXAMINÉES

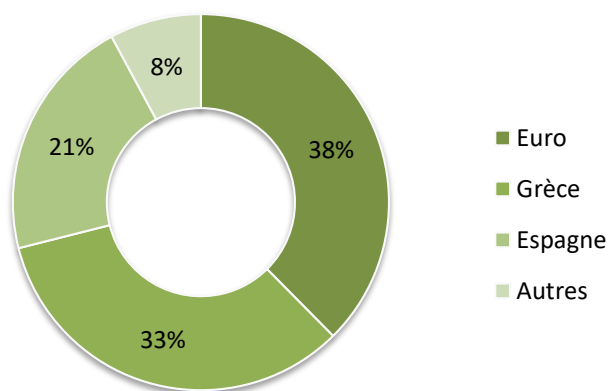


Tableau 11 : Noyaux thematiques

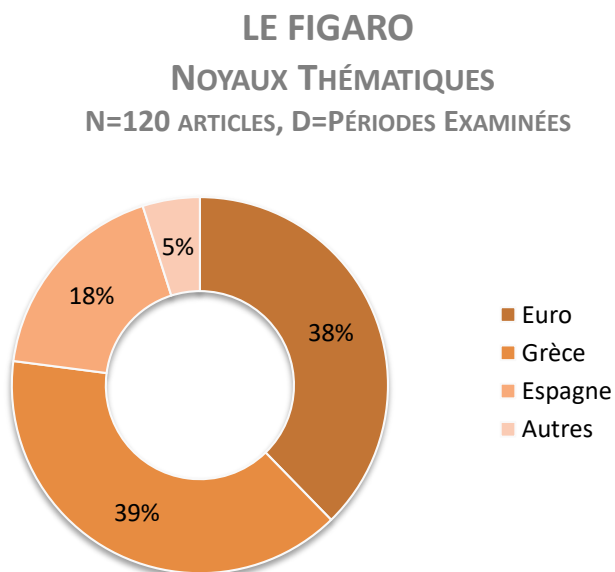
	Euro	Grèce	Espagne	Autres
1.	Banques européennes	Crise greque	Entreprises espagnoles	Agences de notation
2.	Emploi/salaires	Gestion de la crise grecque	Banques espagnoles	Hedge funds
3.	Europe	Economie grecque	Crise espagnole	Démocratie en périodes de crise

4.	Crise de l'eurozone	Situation économique en Grèce	Dettes espagnole	Allemagne
5.	Euro	Banques grecques	Economie espagnole	Politique intérieure allemande
6.	Economie européenne	Dettes grecque	Plan espagnol	Rôle de l'Allemagne
7.	Contagion	Restructuration de la dette grecque	Bulle immobilière	France
8.	Reformer l'eurozone	Défaut grec	Cajas	Banques françaises
9.	Union bancaire	Grexist	Espagne	Entreprises françaises
10.	Intégration européenne	1 ^{er} plan	Elections espagnoles	Solidarité française
11.	Croissance européenne	Aide à la Grèce	Culture	Elections françaises
12.	Consommation	2 ^{ème} plan	Indignés	
13.	Discipline/règles	Participation de l'Espagne aux plans grecs	PSOE	
14.	Dettes des États	Grèce	Parti X	
15.	Plans d'ajustement des pays en crise	Mesures d'austérité-1 ^{er} plan	Politique en Espagne	
16.	Rétraites	Grèce et Goldman Sachs	Rajoy	
17.	Dépenses sociales	État grec	Zapatero	
18.	Fraude	Le profil des Grecs		
19.	Secteur privé	Référendum		
20.	Taxation	Situation politique en Grèce		

21.	Investissements	Crise politique en Grèce
22.	Marchés	Tsipras
23.	Populisme en Europe	Papandréou
24.	Euroscepticisme	Néa Dimokratia
25.	Démocratie en zone euro	Pasok
26.	Crise politique européenne	Syriza
27.	Commission Européenne	Aube Dorée
28.		Elections grecques

Le Tableau 11 montre les différents thèmes qui ont été retenus par l'analyse et ils ont été regroupés pour former les quatre catégories des noyaux thématiques. Cet ordre de couverture des sujets s'observe dans les quatre journaux. Par conséquent, l'euro reste la préoccupation majeure pour chacun d'entre eux, comme il ressort de l'examen de la catégorie « Noyaux thématiques ». Seule exception, *Le Figaro*, où les sujets autour de la Grèce arrivent en première place, mais avec une différence marginale par rapport aux thèmes européens (voir Figure 2). Dans chaque Figure, le nombre d'articles retenus dans le corpus par journal est mentionné. Les données présentées dans toutes les figures sont issues des six périodes d'analyse, comme nous les avons présentées dans la première partie.

Figure 2 : Noyaux thématiques (Le Figaro)



Une deuxième observation concerne le fait que la différence entre le thème « Grèce » et le thème « Euro » est minime, à l'exception des *Echos* (voir Figures 3, 4, 5). Cela confirme ce que nous avons constaté lors de l'analyse qui a précédé : que la crise en Grèce a été vue comme particulièrement menaçante pour la zone euro, d'où l'intérêt soutenu de la presse durant toute la période examinée.

Figure 3 : Noyaux thématiques (Les Echos)

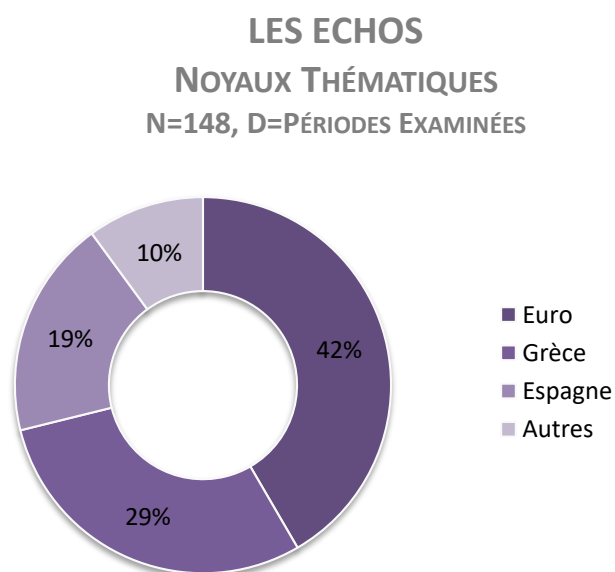


Figure 4 : Noyaux thématiques (Libération)

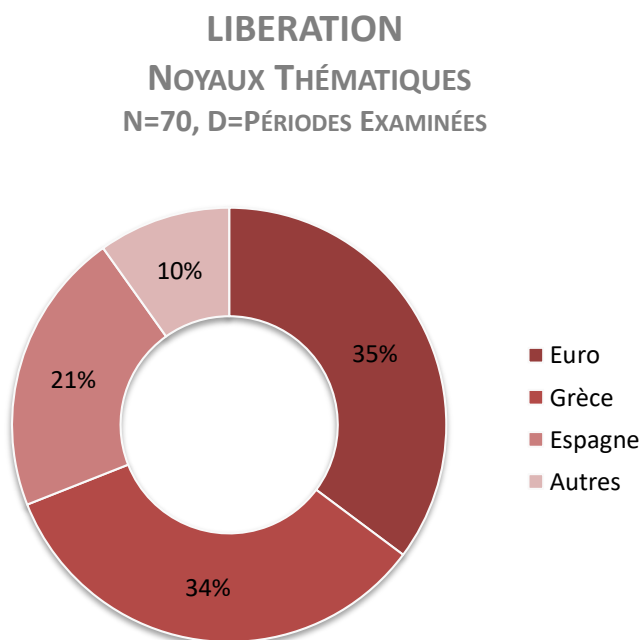
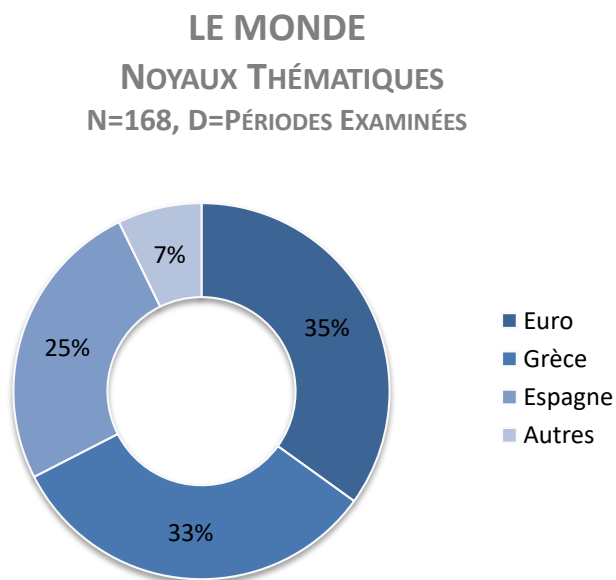


Figure 5 : Noyaux thématiques (Le Monde)



1.2. Les rubriques

Un autre point commun aux journaux examinés concerne la rubrique dans laquelle les articles sur la crise de la zone euro sont publiés. Les rubriques sont, plus au moins, « stéréotypées » et elles présentent des similarités de journal à journal, sans que cela signifie qu'elles soient identiques. Au contraire, des différences existent et parfois les rubriques diverses ne correspondent pas à une typologie d'analyse bien cadrée¹⁰⁸⁶. À titre d'illustration, la rubrique « Événement » dans *Libération* traite un sujet chaud, souvent repris de « la Une ». De plus, nous observons que la durée de la crise a donné naissance à de nouvelles rubriques, ou des sous-rubriques, comme par exemple « La crise de la zone euro » dans *Le Monde* (voir Image 7).

¹⁰⁸⁶ Claude Chabrol, Patrick Charaudeau et Anne-Marie Houdebine, « Préface », in Patrick Charaudeau (dir.), *La Presse, produit, production, réception*, Paris, Didier Erudition, 1988, p. 6.

Image 7 : Le Monde (1)

4 | INTERNATIONAL

LA CRISE DE LA ZONE EURO

Angela Merkel s'inquiète des faiblesses de l'économie française

La chancelière allemande se dit prête à étudier la proposition française et italienne de créer un fonds d'amortissement des dettes anciennes

Berlin
Correspondant

Avec peu près la même mauvaise foi que les dirigeants français affirmant que la réception à Paris, le 13 juin, des trois responsables du Parti social démocrate n'était en rien destinée à faire pression sur Angela Merkel, l'ennemi de la chancelière allemande, vendredi 15 juin, que celle-ci s'en était prise à la France. Pourtant, devant la Fondation des entreprises familiales – une organisation de plus en plus eurosceptique –, la chancelière a décliné la proposition française de lancer des euro-obligations, jugeant que la mutualisation de la dette

« menaçait l'Allemagne la médecine ». Elle a également estimé que « l'Europe doit discuter des différences croissantes entre les économies françaises et allemandes », précisant que l'Allemagne est « le pôle de croissance et le moteur de la croissance en Europe ».

Elle a enfin remarqué qu'en matière de coût du travail, la situation s'est inversée : « Au début du millénaire, l'Allemagne faisait plus ou moins bien ou, dans le meilleur des cas, était au même niveau que son voisin, mais les différences se sont fortement accentuées, ce qui est aussi un sujet qui doit être discuté en Europe », a-t-elle avancé.

Ces propos venaient d'être une semaine riche en petites phrases

assassines. Alors que Wolfgang Schäuble, le ministre allemand des finances, avait critiqué dans un journal italien la réforme des retraites en France, le premier ministre, Jean-Marc Ayrault, avait invité la chancelière à « éviter les formules simplistes » et Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif, s'en était pris à l'« aveuglement idéologique » de celle-ci.

Pour mettre fin à cette séquence et pour évoquer la Grèce, François Hollande et Angela Merkel devaient se téléphoner samedi. Les deux dirigeants se voient au Mexique dans le cadre du G20, lundi 17 et mardi 18, puis à Rome vendredi 22.

Les déclarations d'Angela Merkel montrent qu'elle est sous tension. Dans son discours au Bundestag, jeudi, elle a reconnu qu'au sommet du G20 le monde entier aurait « les yeux rivés sur l'Allemagne », un pays dont « les forces ne sont pas illimitées ».

La faiblesse de l'économie française la préoccupe, particulièrement la santé chancelière de l'industrie automobile. Le chômage des jeunes aussi l'inquiète. Le retour partiel à la retraite à 60 ans n'est pas compris : « C'est un mauvais signal envoyé », note-t-on à Berlin. L'inquiétude y est d'autant plus vive que les réformes sont jugées indispensables à l'assainissement des finances publiques.

Le gouvernement Merkel tient à ce que la France protège sa notation, en retrouvant la crédibilité et le triple A – de l'Allemagne. « C'est une condition indispensable pour assurer la sécurité de la zone euro », souligne-t-on à Berlin.

Les échanges aigres-doux entre dirigeants français et allemands n'empêchent pas l'accélération des travaux sur le pilotage de la crise des dettes souveraines. C'est l'incertitude du second scrutin grec, dimanche 17 juin, et la dégradation rapide de la situation en Italie et de l'Espagne, incitent le gouvernement à se montrer un peu plus conciliant.

Angela Merkel, très critique sur l'autorité bancaire européenne, s'est convertie ces derniers jours

tout comme François Hollande et Mario Monti, le président du conseil italien, à une supervision plus intégrée des banques européennes, sous l'égide de la Banque centrale européenne.

« L'Allemagne ne peut pas être seule pour soutenir la zone euro », souligne-t-on à Berlin.

Le gouvernement allemand

ner l'Allemagne, dont la dette dépasse largement ce seul. Pour le gouvernement allemand, il n'est toutefois pas question de mutualiser le remboursement de ses dettes. Une solution pourrait être de gérer ce stock en commun, avec le maximum de transparence, tout en laissant chaque État responsable de ses dettes. « Nous sommes prêts à explorer toutes les possibilités qui sont les nôtres à l'heure européenne commune », dit un responsable allemand.

Mais si François Hollande, avec la foi du théologien, ne ménage pas ses efforts pour que le sommet européen des 28 se tienne, son premier – vrai – sommet, soit un succès, Angela Merkel répète qu'il ne faut pas trop en attendre que les progrès se réalisent « pas à pas ».

Le Monde
Dessiné par - Lundi 18 juin 2012



Angela Merkel discute avec Hans-Peter Friedrich (à gauche), le ministre de l'intérieur, et Philipp Rösler, le ministre de l'économie, au Bundestag à Berlin, le 14 juin.

Un revers au Bundestag pour l'excédent

Le projet de loi contre le déficit de 1,2 milliard d'euros par an à l'Allemagne, en finissant que la majeure partie des allocations s'ajoute d'allocations, dont les enfants au sein de la famille, est en collectif pour approuver l'excédent. Ils décident par ailleurs une incitation aux entreprises de famille à ne pas revenir sur le marché du travail après une naissance, alors que le pays manque de main-d'œuvre. — (Correspondant)

L'Espagne est sommée par le FMI de présenter un plan de réformes « clair et cohérent »

L'institution financière préconise d'étaler dans le temps la réduction du déficit public

Madrid
Correspondant

Il y a 10 jours politiques. Et puis il y a la réalité. Tout au long de la semaine écoulée, le gouvernement de Mariano Rajoy a assuré que l'Espagne restera maîtresse de sa politique et de son budget.

Le plan d'aide européenne de 100 milliards d'euros, initié par l'Eurogroupe le 9 mai, et destiné à recapitaliser les banques espagnoles, n'aurait donc pas de contrepartie : « Seules les banques seront soumises au contrôle de Bruxelles », ont répété les membres du gouvernement espagnol, insistant sur le fait que ce plan ne prévoyait pas de réformes macroéconomiques, fiscales ou structurelles.

Le message envoyé, vendredi 15 juin, par le Fonds monétaire international (FMI), est d'une tout autre tonalité. Il résume la volonté d'indiquer à l'Espagne le chemin à suivre. Selon l'institution, qui a publié les conclusions de sa mission d'observation, Madrid doit mettre en place un plan de réformes « clair et cohérent ».

S'ensuit une série de recommandations : augmenter la TVA et baisser – de nouveau – le salaire des fonctionnaires, identifier les entités financières non viables pour procéder à leur liquidation ou à leur mise en liquidation, « Ces mesures devraient être prises maintenant », insiste le FMI, faisant clairement pression sur le gouvernement espagnol.

Or, dernière preuve de respect pour l'augmentation de la TVA à 2013 pour ne pas passer davantage une demande de baisse de la plus-value et aggraver la récession. Il se

« Celui qui donne de l'argent ne le fait jamais gratuitement »

Joaquín Almunia

Vice-président de la Commission européenne et commissaire à la concurrence

ministre de l'économie a affirmé qu'aucune entité financière ne serait liquidée, après que le vice-président de la Commission européenne, Joaquín Almunia, a suggéré cette possibilité.

« Celui qui donne de l'argent ne le fait jamais gratuitement », avait prévenu, le 14 juin, M. Almunia, en référence aux exigences qui pourraient découler d'un sauvetage européen des banques espagnoles.

Certes, le FMI ne devrait pas participer financièrement au plan d'aide européenne. Mais il aurait, selon le communiqué de l'Eurogroupe, un rôle de supervision.

L'Espagne va mal et la pression sur le pays ne fait que s'accroître jour après jour. Chacune toute la semaine par les marchés, qui ont fait bondir le rendement des obligations à dix ans à 7 %, l'Espagne a subi une nouvelle dégradation de sa dette par l'agence de notation Moody's qui l'a placée, jeudi, au rang d'investissement spéculatif.

« Les perspectives sont très difficiles », confirme le FMI, qui dresse l'objectif de déficit fixe à 5,3 % cette année (contre 5,1 % en 2011) et préconise d'étaler sa réduction dans le temps. « Une voie douce serait appropriée durant une période

La Slovaquie rehausse sa prévision de croissance

Le pays doit réduire son déficit public et reste marqué par un fort taux de chômage

Bratislava
Envoies spéciale

Dans les années 1990, la Slovaquie était le nouveau noir de l'Europe. La voilà considérée meilleure élève de la zone euro, alors qu'elle n'en fait partie que depuis 2009. Bratislava offre même le luxe de réviser sa croissance à la hausse. En 2012, son produit intérieur brut (PIB) devrait progresser de 2,5 %, contre 2,3 % prévu auparavant, a annoncé, vendredi 15 juin, le ministre slovaque des finances.

L'économie slovaque dépend essentiellement de deux secteurs : l'automobile et les écrans plats. L'année 2012 promet d'être record en matière de production automobile : entre 800 000 et 900 000 véhicules devraient sortir des usines slovaques. Le français PSA Peugeot Citroën, l'allemand Volkswagen et le sud-coréen Kia Motors sont installés dans ce petit pays de 5,4 millions d'habitants, qui bénéficie d'une position géographique idéale : au cœur de l'Europe centrale et à proximité de son principal partenaire commercial, l'Allemagne.

« Rapportée à sa population, la Slovaquie est le premier producteur de voitures du monde : on compte presque un véhicule pour cinq habitants », sourit Martin Šuster, directeur du département recherches à la Banque centrale, rappelant que 90 % du PIB slovaque provient de ses exportations. En 2012, ajoute ce expert, la Slovaquie a même réussi à avoir une balance des comptes courantes positive : « ce qui nous n'avons pas connu depuis longtemps ».

La force et la faiblesse de la Slovaquie, c'est sa dépendance au marché européen : 80 % de ses exportations partent vers l'Union. Si la crise internationale ne l'a pas

épargnée, faisant basculer son taux de croissance de +6 % en 2008 à -4,9 % en 2009, le pays s'est redressé à une vitesse étonnante. « Début 2011, nous avions déjà retrouvé notre niveau d'avant la crise. Nous sommes sortis de l'ornière et à nouveau en pleine expansion », estime Roman Konečný, directeur général du département de la banque centrale.

« Monnaie stable »

Si la crise de la dette dans la zone euro inquiète les Slovaques, l'immense majorité d'entre eux ne regrette pas d'avoir rejoint la monnaie unique. « En novembre 2011, ils étaient 70 % à se dire heureux d'avoir fait ce choix, contre 80 % en mars 2009. Si l'euroisme n'est un peu baissé, il demeure », indique Martin Šuster.

L'impression générale est que, sans l'euro, le pays ne s'en serait pas si bien sorti. « En 2010, l'industrie slovaque a prospéré deux fois plus vite que l'industrie tchèque et hongroise. L'année 11 aussi ! Parce que les investisseurs savent pouvoir compter sur une monnaie stable », affirme Vladimir Viano, analyste financier à la Volksbank. Il souligne que, même en 2009, année de crise, la Slovaquie a reçu plus de 1 milliard d'euros d'investissements directs étrangers.

Pour se rendre attractif, le pays a adopté une taxation unique à 19 % pour les sociétés comme pour les particuliers. Arrive au pouvoir en avril, le gouvernement social-démocrate de Robert Fico envisage de relever ce taux pour réduire le déficit public (4,8 % du PIB en 2011). Ce n'est là qu'un des aspects de la Slovaquie. Le principal point noir reste le taux de chômage : presque 15 %. Mais il est largement plus élevé dans les régions désertiques de l'est du pays.

FLORENCE BRADU

DIMANCHE 17 JUIN À 18 H 10

Internationales

MICHEL BARNIER

COMMISSAIRE GÉNÉRAL

MAINTIEN DES RESSOURCES ET RESSOURCES FINANCIÈRES

Xavier Landreth (TV MONDE), Bruno Dureau (RFI), Philippe Ricard (Le Monde)

DIFFUSION SUR LES CHÂNÈS DE TV MONDE, EN DIRECT SUR LES ANTENNES DE RFI ET RFR INTERNATIONALES

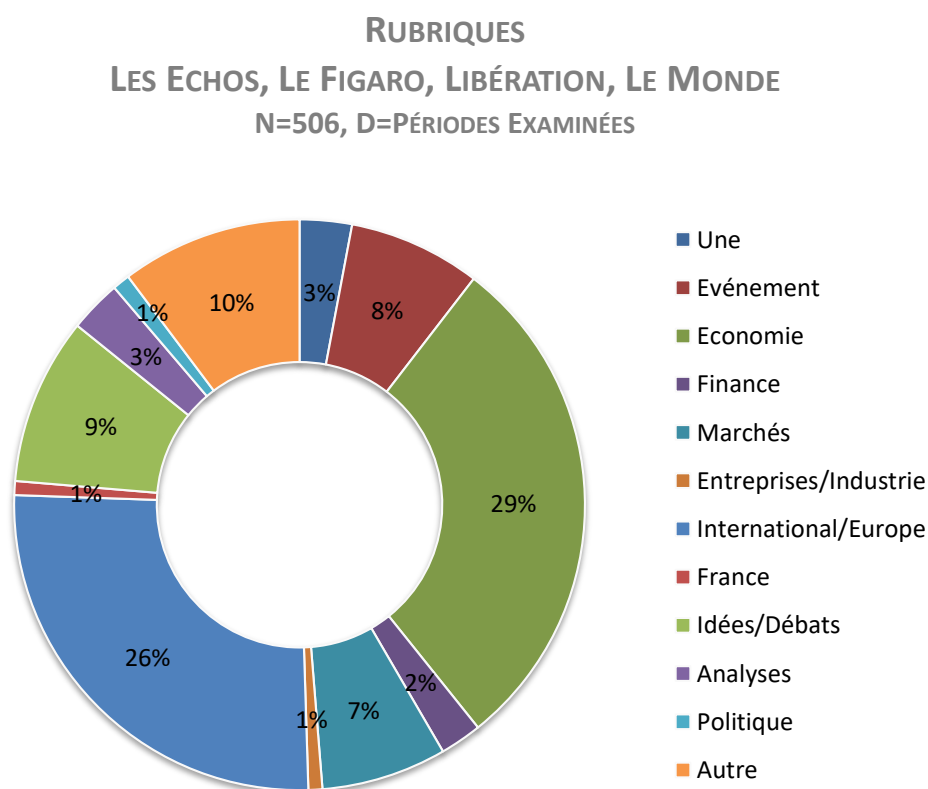
TV MONDE et RFI avec Le Monde

« Un plan d'aide européen de l'Espagne n'est pas possible », a-t-il cessé de répéter M. Rajoy ces derniers mois. C'est pourquoi l'Union européenne ne le FMI auront à cœur de surveiller de près, si ce n'est de guider, sa politique.

SANDRINE MOUL

Mais, si le langage de la presse est construit de sens¹⁰⁸⁷, le choix des rubriques n'est pas dû au hasard et il joue un rôle important dans la « mise en scène »¹⁰⁸⁸. Cela dit, la crise en zone euro est plutôt vue comme un sujet appartenant à la sphère de l'économie, puisque la plupart des articles sont publiés sous les rubriques consacrées aux thèmes de l'économie et de la finance, principalement sous la rubrique « Economie » (voir Figure 6 ci-dessous).

Figure 6 : Rubriques (tous les journaux)



La figure 6 ci-dessus montre que la plupart des articles concernant la crise de la zone euro ont été publiés dans les rubriques économiques (Economie, Finance, Marchés, Industrie, Entreprises), qui représentent 39% du contenu du journal. Par ailleurs, le sujet de la crise de la zone euro est traité dans les pages « International » et

¹⁰⁸⁷ *Ibid.*

¹⁰⁸⁸ Anne-Marie, Houdebine, « Elle parle français la presse écrite ! ou La Belle au Bois Dormant des analyses de discours », in Patrick Charaudeau (dir.), *La Presse, produit, production, réception*, Paris, Didier Erudition, p. 132.

« Europe ». Parfois, la rubrique est intitulée « International » (voir Image 8 ci-dessous) et nombre d'articles suivent cette classification. La rubrique « Autres » contient des rubriques telles que « Culture », « Sports » ou « Société ». Cette catégorie se réfère aussi à des rubriques qui ne sont pas semblables à tous les journaux. Elle contient, enfin, des pages et non pas de rubriques *per se*, telles qu'elles ont été créées *ad hoc*, en raison d'un événement, comme par exemple, les élections espagnoles.

Image 8 : Les Echos (1)

LUNDI 2 JUIN 2012 LES ECHOS INTERNATIONAL

Un sommet réussi pour le néophyte François Hollande

Selon le président français, la réunion des Vingt+Sept a « réorienté l'Europe » dans la bonne direction. Il va soumettre le pacte budgétaire au Parlement.

Une part de chance, une part de bonne gestion politique et le reste de réalisme : voilà probablement la recette du relatif succès de François Hollande lors de son premier vrai Conseil européen. « J'ai atteint les trois objectifs que je m'étais fixés », a-t-il déclaré à l'issue du sommet, vendredi, suite de la crise une fois terminée, à l'issue de mesures rapides pour soulager les États menacés de la zone euro, enfin destinée à moyen terme le cadre de l'approfondissement de l'union économique et monétaire.

« J'ai atteint les trois objectifs que je m'étais fixés. »

FRANÇOIS HOLLANDE

La signature du pacte de croissance a été la séquence la plus facile, en arrivant au pouvoir - et c'est là que la chance intervient. Le chef de l'Etat a surfer sur un phénomène de lassitude de très nombreux pays de la zone euro à appliquer des programmes d'austérité qui fatiguent les peuples et alimentent la récession. Il a donc l'impulsion nécessaire pour faire un plan d'investissement et de dépenses ciblées de 10 milliards d'euros, soit 1 % du PIB européen. Pas assez toutefois pour relancer l'économie européenne, mais utile pour mobiliser les ressources disponibles.

La France a aussi « engrangé » un accord pour lancer la zone sur les transactions financières en « coopération renforcée » - il faudra 9 pays membres de l'Union au moins et non 27 - et même hérité du siège de la justice compétente pour les litiges liés au brevet, lancant après vingt ans de bataille le brevet unique européen.

Sur le plan politique, l'Europe a su habilement couvrir le dialogue avec Madrid et surtout Rome, élargissant ainsi le champ des sujets à débattre avec l'Allemagne et les éléments d'un accord global. La chancelière Merkel a été d'un grand souplesse qu'elle a estimé avoir obtenu un bon résultat. François Hollande, qui l'on dit très vite à la tête du leadership, a qualifié de « progrès » la décision sur la supervision bancaire européenne « qui permettra de mieux contrôler le système financier européen ». Avec, pour perspective plus lointaine, une garantie des dépôts de chaque État envers tous les autres.

Mais celle-ci ne pourra intervenir qu'une fois la supervision nationale et qu'il y aura eu progrès dans l'Union. « Il a répondu qu'à ses yeux » à chaque étape de l'élaboration du traité de discipline budgétaire signé le 1^{er} mars dernier par son prédécesseur, Nicolas Sarkozy, serait soumis au Parlement français « en même temps que toutes les autres décisions » prises durant ce sommet : le pacte de croissance, la supervision bancaire et la zone sur les transactions financières, « qui forme un ensemble cohérent et donne une vision de ce que nous voulons faire en Europe ». A la question : « vous avez souhaité renégocier le traité budgétaire et ne l'avez pas obtenu » ? François Hollande répond : « Je considère que ce sommet est abouti à cette négociation ». Pourtant, le pacte de croissance obtenu par la France n'est pas un traité. C'est une simple décision politique des Vingt-Sept et n'a donc pas la même valeur juridique. A la remarque : « vous réclamez des euro-obligations et aboutissez à cette négociation », dans les conclusions, le président répond : « elle s'inscrivent dans les solidarités à venir » pour la part de réalisme C.C.



François Hollande, à son arrivée au sommet du Conseil européen, le vendredi 29 juin 2012.



Angela Merkel, avant le vote en faveur du pacte budgétaire et du Mécanisme européen de stabilité, le 29 juin.

L'Allemagne ratifie le pacte budgétaire sous conditions

La Cour constitutionnelle allemande doit se prononcer sur la conformité du pacte budgétaire et du Mécanisme de stabilité.

Il ne leur a fallu que quelques heures pour s'être la Cour constitutionnelle. Dans la nuit même où les deux chambres du Parlement, le Bundestag et le Bundesrat, ont voté en faveur du Mécanisme européen de stabilité (MES) et du pacte budgétaire, plusieurs personnalités reconnues de la vie politique allemande, de droite comme de gauche, ont déposé un recours auprès de la plus haute instance juridique du pays, basée à Karlsruhe. La Cour constitutionnelle devant leur donner raison, ce qui n'est pas exclu au regard de ses récentes décisions en matière, le président de la République fédérale ne pourrait pas ratifier les textes. Un scénario catastrophique à la fois pour la chancelière allemande, déjà ébranlée sur la scène internationale et dans son pays, et pour l'avenir de l'Europe. Les juges de Karlsruhe devraient rendre leur verdict d'ici deux ou trois semaines.

L'ongue des recours - Gregor Gysi, le leader parlementaire du parti d'extrême gauche Die Linke, mais aussi le député Peter Gauweiler, dont le parti de droite (CSU) gouverne avec Angela Merkel au Bundestag - ont été une surprise. D'habitude, c'est la justice fédérale qui se prononce sur la conformité des lois avec la Loi fondamentale de 1949.

Pour Thérèse, Angela Merkel se sentira à la Cour constitutionnelle allemande le juge conforme à la Loi fondamentale... et dans les deux chambres

ont voté vendredi les textes par une majorité aux deux tiers. Un succès au goût amer néanmoins puisque, si elle a obtenu le soutien de l'opposition SPD, les députés de sa propre coalition n'ont pas tous voté pour. « Angela Merkel ne peut plus compter sur sa majorité pour mener sa politique », s'est réjoui le SPD, c'est le début de la fin.

Une satisfaction sans doute prématurée. Comme l'a remarqué la CDU, l'opposition social-démocrate, qui avait obtenu l'annulation d'une taxe sur les transactions financières et du pacte de croissance négocié jeudi et vendredi à Bruxelles en

« C'est un pas important. [...] Nous voulons montrer au monde que nous croyons dans l'euro. »

ANGELA MERKEL

échange de son soutien - et de concert avec le président français François Hollande - n'a pas non plus voté d'un bloc en faveur du pacte budgétaire. En attendant la décision de Karlsruhe, Angela Merkel a défendu le résultat du sommet de Bruxelles, largement perçu comme une victoire de l'Europe du Sud sur l'Allemagne, qui a dû faire plus de concessions que prévu. « C'est un pas important, a déclaré la chancelière vendredi. Nous voulons montrer au monde que nous croyons dans l'euro et que nous voulons en faire une monnaie de stabilité. »

Pour rassurer les critiques, elle a souligné que les aides directes du MES aux banques - concédées en contrepartie du vote de vendredi sous la pression de l'Italie et de l'Espagne - n'interviennent qu'après la création d'une supervision bancaire européenne sous les auspices de la BCE. Un dispositif qui ne sera pas mis en place avant la fin de l'année. Si la Cour constitutionnelle allemande le juge conforme à la Loi fondamentale...

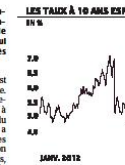
THIBAUT MADELIN

L'Espagne sort grande gagnante du sommet en obtenant que les fonds européens recapitalisent ses banques

Madrid a réussi à obtenir la recapitalisation directe de ses banques fragiles par les fonds de secours de la zone euro, ce qui devrait améliorer ses capacités d'emprunt sur les marchés.

Cette fois-ci, Mariano Rajoy s'est bien gardé de tout tromphisme. Pourtant, le président du gouvernement espagnol a su mettre à l'extérieur les résultats du sommet européen. Madrid y a obtenu trois de ses principales revendications : la recapitalisation directe des banques espagnoles, l'abandon du statut « senior » du prêt de la zone euro et l'assouplissement des conditions pour les interventions des fonds de sauvetage (FISF et MES) sur le marché des obligations d'Etat. Signe manifeste de ce succès : la chute des taux d'emprunt à dix ans de l'Espagne, de 7 % à 6,5 %, vendredi.

Soulagement Pour l'Espagne, la recapitalisation directe de ses banques fragiles est une réelle victoire. Depuis que la zone euro avait accepté de lui prêter jusqu'à 100 milliards d'euros pour l'aider à renflouer la partie vieillissante de son système bancaire, la pression des marchés était encore accrue, comme le montre l'envol des taux d'emprunt. En cause, le fait que ce prêt allait être comptabilisé comme de la dette publique, faisant passer le ratio dette sur PIB de l'Espagne à près de 90 % du PIB, contre 68,5 % fin 2011.



Soucieux de « briser le cercle vicieux entre les banques et les États souverains », les dirigeants de la zone euro ont donc décidé que le MES pourrait recapitaliser directement les banques, une fois une supervision unique mise en place. Ce premier pas vers l'union bancaire devrait être prêt d'ici à fin 2012-début 2013. En attendant, ce sera l'Etat espagnol qui empruntera au FISF, puis au MES, pour recapitaliser les entités financières qui en ont besoin.

Toutefois, ce prêt n'aura pas le statut « senior », c'est-à-dire qu'il ne sera pas remboursé prioritairement en cas de défaut. Cette subordination était d'une grande importance pour l'Espagne, car elle est de nature à rassurer les investisseurs étrangers qui ont récemment perdu goût à la dette du pays.

Depuis, il est possible que la recapitalisation directe soit rétroactive, ce qui n'est pas possible. Les autres



Selon nos informations, les fonds versés aux banques espagnoles par le biais de l'Etat pourraient être repaysés par le MES - et donc déduits de la dette publique - une fois la supervision unique mise en place. La rétroactivité est importante pour

62 MILLIARDS D'EUROS Le montant que pourrait atteindre le prêt accordé à l'Espagne.

Madrid car les banques déjà nationalisées absorberont la plus grande partie du prêt et seront recapitalisées dans « trois à quatre mois », selon le ministre de l'Economie. Son avis que la recapitalisation directe ne soit possible. Les autres

banques qui pourraient avoir besoin d'aide disposent d'un surplus de neuf mois à partir de septembre, date à laquelle seront connus les besoins entiers par entité, pour tenter de lever des capitaux privés.

Madrid maintiendra les conditions attachées au prêt, qui sera compris entre 51 et 62 milliards d'euros. L'accord doit être signé d'ici à l'automne et le 9 juillet. La Moncloa, le siège du gouvernement espagnol, rétorque qu'il y aura des conditions pour les banques mais aucune en matière de politique économique. De facto pourtant, l'Espagne va devoir considérer les recommandations de la Commission européenne et du Fonds monétaire international (l'aide de la TVA, suppression de la déduction fiscale pour l'achat d'un logement, etc.) comme des exigences.

JEAN-PIERRE LACROIX, CORRESPONDANT À MADRID

La BCE à la fois prêteur et gendarme des banques

Les banques de la zone euro seront régularisées demain par un organe excoeur de la BCE. Les détails du projet restent à définir.

Nécessité fut loi pour avancer sur la sensible question de l'union bancaire. Les dirigeants de la zone euro se sont mis d'accord lors du sommet de Bruxelles sur une supervision commune de leurs banques. Ils laissent toutefois au Conseil européen le soin d'examiner « d'ici à la fin de 2012 » des propositions sur un « mécanisme de surveillance unique » du secteur bancaire, « auquel sera associé la BCE » (banque centrale européenne). Si son président, Mario Draghi, a plaidé pour cette solution ces dernières semaines, il n'en demeure pas moins qu'il lui faut encore grincer des dents et provoquer des divisions au sein même de la banque centrale.

Cette décision fait en effet changer de dimension la BCE, alors que les statuts l'ont cantonnée depuis toujours à la défense de la stabilité des prix. Des banques craignent aussi du vice-président de l'institut, Vitor Constancio, ne voient pas de difficultés à lui faire prendre en charge rapidement des pans entiers de la réglementation se limitant aux plus grandes banques de la zone euro.

D'autres voix, et pas seulement allemandes, mettront en

avant les risques pratiques que juridiquement en découlent. Le premier danger serait de voir la BCE dépassée par l'ampleur de ses missions. Elle est déjà très occupée à gérer d'importants engagements à son bilan, suite aux mesures prises pour contenir les effets de la crise de la dette.

Une autre difficulté concerne les conflits d'intérêts potentiels entre le fait d'être à la fois le créancier des banques et leur surveillant. Ainsi, l'incertitude de la politique monétaire pourrait influer sur la mission de supervision des banques, et inversement. Comment, en outre, la jeune autorité européenne du secteur bancaire, l'ESBA, va-t-elle travailler en relation avec la BCE ? Les prochains mois devront donc apporter des précisions sur les « missions particulières » qui pourraient, dans l'attente des textes européens, être confiées demain au régulateur bancaire sous l'égide de la BCE.

La réponse ne va pas de soit. Il suffit de rappeler que l'Allemagne a débattu trois ans avant de décider qu'elle ne fonderait pas une banque indépendante, et le régulateur du secteur financier (BaFin), son créancier aurait des pouvoirs coercitifs, voire en était soumis au contrôle du Parlement. Or, qui contrôlera demain une BCE devenue gendarme des banques ? JEAN-PIERRE LACROIX, CORRESPONDANT À FRANCKFORT

Dans Libération, ladite rubrique est appelée « Monde » (voir Image 9 ci-dessous).

Image 9 : Libération (1)

6 MONDE

LIBÉRATION LUNDI 21 NOVEMBRE 2011

Avec Rajoy, demi-tour, droite

Le chef des conservateurs espagnols, qui ont remporté la majorité absolue aux législatives hier, s'est forgé sous le règne de Zapatero une image d'opposant agressif et tenace.

Par FRANÇOIS MUSSEAU
correspondant à Madrid
et GÉRARD THOMAS

Il a fini par se détendre en toute fin de campagne électorale. Emporté par l'euphorie des sondages qui donnaient unanimement son Parti populaire (PP, droite) largement vainqueur des législatives, Mariano Rajoy sautait même de joie sur les estrades de ses derniers meetings en affirmant qu'il «*était prêt à diriger le gouvernement*» espagnol. Le chef du PP, qui a effectivement

PROFIL écrasé hier le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE, au pouvoir) avec 187 sièges aux Cortes Generales (Parlement), contre 109 pour le PSOE, selon des résultats partiels, remporte la majorité absolue. Il savoure aujourd'hui le fruit d'une longue attente. Lors des élections générales de 2004 et alors que les sondages lui donnaient une courte majorité sur le socialiste José Luis Zapatero, une grossière tentative de manipulation de l'opinion par son mentor, le chef du gouvernement de l'époque, José María Aznar, qui l'avait désigné comme successeur, lui avait coûté la victoire. A trois jours des élections, Aznar avait attribué les sanglants attentats islamistes du 11 mars (193 morts et 1800 blessés à la suite d'attaques à la bombe dans des trains de banlieue en gare de Madrid) au groupe terroriste ETA pour tenter d'influer sur le scrutin. Les électeurs indignés ont réagi en votant socialiste. En 2008, Rajoy perdait à nouveau contre Zapatero. Mais le nouvel homme fort espagnol ne manque pas de ténacité et a surélevé son image rassurante qu'il s'est forgée dans une Espagne rongée par la crise économique et la tempête



Le chef du Parti populaire, Mariano Rajoy, hier à Madrid, après son vote aux élections législatives. (AFCO/JUAN MEDINA, REUTERS)

Passionné de cyclisme, supporter du Real Madrid et amateur de cigares, il s'est marié sur le tard. Il porte la barbe depuis 1979 pour cacher les cicatrices d'un accident de la circulation et est père de deux enfants, Mariano, 12 ans, et Juan, 6 ans.

POST-FRANQUISTE. Un temps plus jeune conservateur des hypothèses d'Espagne, il est rapidement dérangé par le virus de la politique. Il entre à 25 ans à l'Alliance populaire (AP), le parti de droite post-franquiste fondé par Manuel Fraga,

Pendant le premier mandat de Zapatero, Rajoy pourfend violemment toutes les décisions gouvernementales. Au point qu'en 2006, le chef du gouvernement socialiste le prend directement à parti lorsqu'il monte, comme chaque semaine, à la tribune parlementaire pour répondre aux questions des députés sur l'état de la nation, un rituel très espagnol. Son discours ne s'adresse en fait qu'au leader du PP : «*Mon-*

sieur Rajoy, j'ai fait le compte des insultes personnelles que vous m'avez lancées récemment : plus d'une centaine ! Auriez-vous un autre style que celui de l'insulte ? » Et Zapatero d'en égrener un florilège : «*incapable* », «*courageux* », «*instable* », «*frivole* », «*responsable* », «*complexe* », «*secrétaire* », «*obscur* »... Rajoy s'est comporté comme un chef d'opposition particulièrement agressif. Presque toutes les initiatives

de Zapatero lui inspiraient une moue narquoise et moqueuse ; le mariage homosexuel, la loi sur la dépendance (aide aux personnes âgées), les quotas féminins sur les listes électorales, la loi antitabac ? «*Des tritonneuses* » des «*frivolités* », voire «*des attentats au sens commun* ». A chaque fois que le socialiste lui proposait un pacte (réforme de la Constitution, mesures d'austerité exigées par Bruxelles, renouvellement des membres du Tribunal constitutionnel...), Rajoy a répondu par un «*no*» sonore.

REPÈRES

«*Le gouvernement n'aura pas d'état de grâce et doit transmettre des objectifs concrets avant son investiture.*»

Un analyste financier hier

350

députés et 280 sénateurs ont été élus hier à la proportionnelle, pour une période de quatre ans.

La coalition indépendantiste basque Amajur (gauche) issue de Batasuna, bras politique de l'ETA illégal depuis 2005, va entrer au Parlement. Un mois après l'annonce de l'ETA qu'il renonçait au terrorisme, la nouvelle coalition devrait engranger 6 à 7 sièges.

LA GAUCHE RADICALE PROGRESSE

Izquierda Unida (la Gauche unie, une coalition de communistes et d'écologistes) obtiendrait de neuf à onze sièges au Parlement, contre deux députés aujourd'hui.

MARIONNETTE. La trajectoire de Rajoy dans l'opposition a connu deux périodes. Entre 2004 et 2008, ce barbu flegmatique est une marionnette contrôlée par des leaders d'opinion de la droite radicale. Depuis 2008 (après le congrès de Valence qui le légitimise à la tête du PP), il se sent tout-puissant et recourt à son discours sur l'économie, alors que le chômage s'envole à 21,5 % de la population en âge de travailler (5 millions de chômeurs). «*La priorité est de donner un message de confiance aux marchés* », estime-t-il aujourd'hui en promettant de présenter d'urgence un «*premier plan de mesures économiques* ». Une potion au goût bien amer pour nombre de ses électeurs. ♦

«*J'ai fait le compte des insultes que vous m'avez lancées : plus d'une centaine ! Auriez-vous un autre style que celui de l'insulte ?*»

José Luis Zapatero à Mariano Rajoy en 2006

financière. Ce Galicien, né à Saint-Jacques-de-Compostelle le 27 mars 1955, est l'aîné d'une fratrie de quatre frères et sœurs qui ont tous fait leurs études dans des collèges de jésuites avant d'embrasser des carrières juridiques. Son père était président du tribunal provincial de Pontevedra (Galice). «*J'ai hérité de lui un sens très marqué du respect des règles, le sens de la justice et de l'effort* », écrit-il notamment dans son autobiographie. En confiance.

En 1989, José María Aznar, nommé à la tête d'Alliance populaire par Fraga, décide de changer le nom de la formation en Parti populaire. Rajoy en devient membre du comité exécutif. Les deux hommes font rous-casse. L'année suivante, il est élu député puis vice-président du gouvernement galicien tout en cumulant les fonctions de secrétaire général d'AP en Galice. En 1998, José María Aznar, nommé à la tête d'Alliance populaire par Fraga, décide de changer le nom de la formation en Parti populaire. Rajoy en devient membre du comité exécutif. Les deux hommes font rous-casse. L'année suivante, il est élu député puis vice-président du gouvernement galicien tout en cumulant les fonctions de secrétaire général d'AP en Galice. En 1998, José María Aznar, nommé à la tête d'Alliance populaire par Fraga, décide de changer le nom de la formation en Parti populaire. Rajoy en devient membre du comité exécutif. Les deux hommes font rous-casse. L'année suivante, il est élu député puis vice-président du gouvernement galicien tout en cumulant les fonctions de secrétaire général d'AP en Galice.

Parfois, la page est intitulée « Europe » (voir Images 10 et 11 ci-dessous) ou, dans d'autres cas, l'« Europe » et les articles peuvent être aussi soumis dans la rubrique « International ».

Image 10 : Le Monde (2)

6 | EUROPE

Le Monde
Mardi 15 novembre 2011

A Barcelone, la crise économique délabre le tissu social

Durement frappées par le chômage et les expulsions de logement, les classes moyennes recourent à leur tour aux associations caritatives

Barcelone
Envoies spéciale

En apparence, tout semble normal. Barcelone l'industrieuse se porte bien. Dans ses rues, on compte bien désormais quelques sans-logis, mais rien à voir avec une grande ville française. Le maître est moderne, les trains de banlieue sentent le neuf. À la périphérie, dans les grands ensembles urbains, la délinquance reste faible, les rues propres et les installations collectives bien soignées. Les boutiques de luxe du passage de Gràcia, dans le centre, ont la prospérité insolente et le tourisme, cette année, a battu des records.

Mais de quel côté se cache un peu de cette surface avantageuse, on bute sur une réalité sociale bien différente. Celle d'une agglomération où, en silence, le chômage de masse (il touche 21 % de la population active en Espagne, 19,43 % en Catalogne) met à l'épreuve un tissu social pourtant historiquement solide, vivifié par la solidarité familiale et un réseau associatif exceptionnel, auquel participent de très nombreux citoyens. Les vecteurs de cette solidarité donnent des signes de saturation alors même que, de l'avis des acteurs économiques, la crise n'a pas encore produit tous ses effets sur la société.

Tous les acteurs sociaux témoignent de la forte augmentation du nombre de familles qui, à bout de ressources, n'ont d'autre solution que de se tourner vers les associations caritatives. Enric Morist i Guell, coordinateur de la Croix-Rouge en Catalogne : « Depuis trois ans, 50 % des gens qui viennent chez nous n'avaient jamais eu besoin de notre aide. Nous n'y a-t-on pas préparés. Nous avons été débordés. » Jordi Rogla de Leuz, directeur de Caritas à Barcelone : « Les organisations comme la nôtre s'approchent du moment où elles devront dire : nous ne pouvons faire davantage. Cette année, des familles nous ont prévenus qu'elles ne pourraient plus aller à Caritas. Elles nous ont dit : « Nous avons notre appartement à la maison. » Autant dire un fils ou une fille au chômage et qu'il faut aider, ou même loger.

Angel Serrador, 47 ans, une femme et deux enfants de 14 et 6 ans. Il a arrêté ses études à 14 ans, lorsqu'il est entré comme friseur à l'usine



« Mangons les riches » indique cette pancarte, à Barcelone le 15 octobre lors d'une manifestation d'indignés. R. L. / A. B. / AGF / 2011 / 0107-09-10

de fabrication de moules ou travaillait son père. Des années plus tard, la crise venue, il était chauffeur de car lorsque son entreprise l'a licencié. Il a touché les indemnités chômage pendant deux ans, puis l'allocation de fin de droits (420 euros). Trois ans à chercher du travail en vain jusqu'à ce qu'en mai, une entreprise de transport de passagers lui fasse un contrat pour 400 heures annuelles. Il ne s'est pas retourné à la rue car sa mère lui a laissé un appartement. « Juste

Caritas évalue le nombre d'expulsions entre 15 et 20 chaque jour en Catalogne

devant la Sagrada Família ». « Les amis, la famille » et la fréquentation de la Croix-Rouge l'ont aidé à tenir et à revenir dans le circuit du travail. Mais sa situation reste précaire : « Aujourd'hui, trouver un contrat est quasi impossible. » Dans son entreprise, sur 270 conducteurs, 5 seulement ont un contrat à durée indéterminée à plein-temps.

Comme Angel, de plus en plus de salariés font appel, contraints et forcés, aux associations caritatives lorsqu'ils basculent dans la pauvreté, qui touche 20,4 % de la population catalane. Jordi Rogla de Caritas, tient à nuancer la nouveauté du phénomène : « Nous avons bénéficié de douze ans de croissance. Ça bien, c'est la première fois depuis cinquante ans qu'une phase d'expansion économique ne s'est pas accompagnée d'une réduction du taux de pauvreté. » Pourtant, il reconnaît sa progression : « Le nombre de gens qui nous ont aidés a augmenté depuis 2007. À partir de 2008, sont arrivés les employés de la construction. Depuis 2009, ils ont été rejoints par des employés des services. On a alors commencé à voir apparaître des familles où les deux parents avaient eu du chômage. 1,4 million de foyers en Espagne n'ont aucun membre qui travaille. Le nombre de personnes venant nous voir est passé de 22 000 en 2004-2005 à plus de 60 000 déjà en 2011. Les « usagers » habituels ont été rejoints par les nouveaux pauvres, anciens salariés ou autonomes, de plus en plus souvent membres des classes moyennes, jusqu'aux parialement insérés dans le monde du travail. « Ils ont un point commun, observe M. Rogla de Leuz, ils disent tous : « Je n'ai jamais pensé que ça m'arriverait à moi. »

Ensuite, l'enchaînement est rapide. Si aucun des deux adultes de la famille n'a de travail, ou si un seul salaire est insuffisant, le foyer ne peut plus rembourser l'emprunt de leur logement – plus de 15 % des Espagnols sont propriétaires, 12, un point de droit bancaire espagnol s'applique. Car la crise économique a renvoyé aux Espagnols stupéfaits ce qu'ils ignoraient en signant leur emprunt : une loi autorise leur banque prêteuse, s'ils ne peuvent s'acquitter de leurs mensualités et si personne n'achète leur logement au prix évalué lors du calcul du prêt, à se l'approprier.

Victoire écrasante en vue pour les conservateurs

A une semaine des élections législatives du 20 novembre, les sondages publics, dimanche 13 novembre, par les quotidiens espagnols confirment la suprématie de l'opposition de droite, qui l'emporterait avec une majorité écrasante (25 à 27 points d'avance) et infligerait une défaite historique aux socialistes au pouvoir. Le Parti populaire (PP), mené par Mariano Rajoy, probable chef du futur gouvernement, obtiendrait la majorité absolue avec entre 184 et 198 des 350 sièges du Congrès. Le Parti socialiste, mené par Alfredo Pérez Rubalcaba, tomberait au plus bas niveau depuis 1978, avec entre 110 et 120 députés. — (AFP)

tant aux emprunteurs incapables de rembourser de s'acquitter de leur dette en laissant leur logement à la banque. Hostiles, les deux grands partis, les socialistes et le Parti populaire, ont fait traîner l'affaire. En attendant, indique Jordi Rogla, « deux tiers des aides versées par Caritas sont consacrées au logement ». Caritas évalue entre 15 et 20 le nombre d'expulsions chaque jour en Catalogne. Mais le pire est à venir. Car les chômeurs cessent de percevoir leurs indemnités au bout de deux ans. « 70 % des Catalans qui touchent aujourd'hui le chômage n'y auront plus droit d'ici fin 2012 », avertit Enric Morist, de la Croix-Rouge. Il aussi pense que les procédures d'expulsion lancées il y a dix-huit mois ou deux ans contre les mauvais payeurs ne commenceront à aboutir qu'aujourd'hui.

Les syndicats s'attendent eux aussi à une aggravation de la situation. Emilio Rey (Rakdo, directeur de la communication du principal syndicat espagnol, les Commissions ouvrières, porte un regard inquiet : « La crise est pire que les précédentes. Elle est longue, elle génère pauvreté et exclusion sociale. Elle efface les classes moyennes. Les gens couchés ont un sentiment d'être social », Jordi Alberich, directeur général du Cercle d'économie, club de réflexion du patronat catalan, réclame d'urgence un « plan de réforme global touchant tous les Espagnols ». Sinon, prévient-il, « le risque de conflit social est élevé, si on donne le sentiment de ne pas mettre tout le monde à contribution. »

CÉCILE CHAMBERLOND

FORUM DE
LYON

LES NOUVELLES FRONTIÈRES

3 JOURS DE DÉBATS, D'EXPRESSION ET D'ÉCHANGES

Crise en Europe

Révolutions arabes

Bouleversements sociaux

Mutations technologiques

Libération
FORUM

ENTRÉE LIBRE ET GRATUITE

À PARTIR DU 10 NOVEMBRE

PROGRAMMATION ET INSCRIPTION SUR

www.forum-lyon-liberation.org

Rendez-vous les 25, 26 et 27 novembre 2011 à Lyon, Hôtel de Ville et Opéra

À une semaine des élections législatives du 20 novembre, les sondages publics, dimanche 13 novembre, par les quotidiens espagnols confirment la suprématie de l'opposition de droite, qui l'emporterait avec une majorité écrasante (25 à 27 points d'avance) et infligerait une défaite historique aux socialistes au pouvoir. Le Parti populaire (PP), mené par Mariano Rajoy, probable chef du futur gouvernement, obtiendrait la majorité absolue avec entre 184 et 198 des 350 sièges du Congrès. Le Parti socialiste, mené par Alfredo Pérez Rubalcaba, tomberait au plus bas niveau depuis 1978, avec entre 110 et 120 députés. — (AFP)

Conditions automobiles exceptionnelles

ESPACE TOPPER

Sur six niveaux, les plus grandes marques de fauteuils Club, canapés et canapé-lits contemporains : Steiner, Duvivier, Burel, Strassinus®

63 rue de la Convention Paris 15^e, Tél. : 01 45 77 80 40, M^o Boucicaut, 15^e arrondissement

www.espace-topper.fr

Découvrez aussi notre nouvel espace 100 % literie sur 500 m².

Fabrication française, label qualité NF Cuir de mouton patiné et ciré à la main

Image 11 : Le Figaro (1)



Les rubriques « International/Europe » couvrent 26% du total du journal (voir Image 12 ci-dessous).

Image 12 : Le Monde (3)

4 | EUROPE & INTERNATIONAL

LA CRISE DE L'EURO

Au sommet de Rome, M^{me} Merkel résiste à la pression de ses voisins du Sud

Les dirigeants allemand, espagnol, français et italien ont précisé les contours du pacte pour la croissance qui sera finalisé les 28 et 29 juin, sans avancer sur le renforcement de l'union monétaire

Rome
Correspondant

Une ementé mais pas d'accord. Trois hommes – Mario Monti, le président du conseil italien, François Hollande, le premier ministre espagnol – ont tout fait pour amadouer une femme – la chancelière allemande Angela Merkel – avant même l'heure de leur réunion, vendredi 22 juin, à Rome, pour lui permettre d'assier au quart de finale victorieux de l'Allemagne contre la Grèce le soir même en Pologne. Ils ne sont pas parvenus à vaincre sa résistance au cours de cette réunion qui, selon l'élise, n'avait d'autre objet que de « cristalliser les convergences ». Alors que l'Espagne et l'Italie sont dans la collimateur des marchés, aucune décision n'est prise pour stabiliser l'euro. Mais ils ont au moins affiché leurs plus beaux sourires. C'est déjà ça.

Premier signe de cette convergence : les quatre dirigeants des plus importantes puissances économiques de la zone euro ont convenus des grandes lignes d'un pacte pour la croissance qu'il faudra encore finaliser lors du conseil européen des 28 et 29 juin. Le pacte prévoit de 120 à 130 milliards d'euros, soit un peu plus de 1% du PIB européen. Les quatre entendent en disposer « dans les plus brefs délais ». Il se fonde pour l'essentiel sur les propositions déjà avancées par M. Hollande : augmentation du capital de la banque européenne d'investissement à hauteur de 50 milliards d'euros, ce qui pourrait, par effet de levier, générer plus de 60 milliards d'investissements directs. La réalisation des fonds européens non dépensés attendra pour sa part 55 milliards, et les projets de loi, en obligations destinées à financer des infrastructures, pourraient apporter 5 milliards.

Autre accord de principe : les quatre se sont également prononcés

La chancelière allemande invitée à l'Elise

L'invitation n'appartient pas à l'agenda officiel, mais François Hollande a bien invité Angela Merkel à l'Elise, mercredi 22 juin. « Elle en avait été l'hôte lors du G20 de Los Cabos (Mexique), avant le sommet de Rome. Dans l'esprit d'un des négociateurs français, ce dîner, prévu à



Le président du conseil italien, Mario Monti (à gauche), a reçu à Rome, vendredi 22 juin, Angela Merkel, Mariano Rajoy et François Hollande pour ébaucher un accord sur la crise. (AFP/AGF/LEIF)

ces pour la mise en place d'une taxe commune sur les transactions financières, entre les pays volontaires. « Aussi vite que possible », a dit le président français, alors qu'à Luxembourg les ministres des finances de l'Union européenne couvraient au même moment la voie à une coopération renforcée sur le sujet, faute d'accord à vingt-sept. Un bémol : seuls six pays, dont la France et l'Allemagne, se sont dits favorables à l'initiative, il en faut neuf pour lancer la coopération renforcée, afin de contourner le veto du Royaume-Uni, de l'Irlande ou des Pays-Bas. En revanche, les divergences restent profondes sur le renforcement de l'union monétaire. « L'euro est là pour rester », a dit Mario Monti. L'objet de cette inédite réunion à quatre. Chacun soutient la mise en place d'une union bancaire, pour mieux superviser les banques, voire d'une union

budgetaire, mais sans s'accorder sur leurs implications concrètes, ni sur l'ordre des priorités. « La solution à la crise, c'est plus d'euro », a renchéri Angela Merkel, en pensant que l'autorité désignerait à elle seule les doutes des marchés. « Aujourd'hui, la chancelière est prise à son propre piège », a rétorqué de cette première manche son conseiller principal, le président français. Rien de concret n'est décidé pour gérer l'urgence. Pour la chancelière allemande, la recapitalisation directe des banques par les fonds de secours, réclamée par l'Espagne, « viole les traités ». Angela Merkel rejette aussi toute intervention de la banque centrale européenne ou des Fonds de secours pour racheter les obligations des États en difficulté. Contre l'avis de ses trois interlocuteurs. Elle ne veut pas non plus entendre parler des euro-obligations, dont François Hollande continue de demander la mise en place « avant dix ans ».

Mais pour le chef de l'Etat français et ses conseillers, cette « première étape » est déjà une victoire. M. Hollande est parvenu à mettre la crise au centre de l'agenda européen. Toutefois, cela n'est pas « une condition suffisante » pour

faire ratifier, en France, le pacte budgétaire signé en mars par son prédécesseur. « Sarkozy et Merkel se sont trompés, analyse-t-on dans l'entourage du président français, en pensant que l'autorité désignerait à elle seule les doutes des marchés. Aujourd'hui, la chancelière est prise à son propre piège ».

« Il n'y aura pas de transferts de souveraineté, sans amélioration de la solidarité »
François Hollande

che le pacte de croissance, le président de la République consacrée reste de la journée à la visite des symboles de la France à Rome : la villa Medici et le palais Farnèse, siège de l'ambassade de France, où il a rencontré le commissaire français. Comme s'il voulait prolonger la magie de sa campagne présidentielle. Il est longuement entré dans les jardins et dans la bibliothèque de l'école française de Rome. A 18 heures du soir, il y était encore.

Philippe Rimey (AVC)
Philippe Ricard à Bruxelles

Une nécessaire restructuration de la dette grecque

Pour les économistes, Athènes ne s'en sortira pas sans concessions de ses créanciers publics

Analyse

Les Grecs attendent beaucoup d'Amos Samaras, le nouveau premier ministre conservateur. A commencer par l'assouplissement des mesures d'austérité que la « troïka » des bailleurs de fonds d'Athènes – le Fonds monétaire international (FMI), la Banque centrale européenne (BCE) et la Commission – impose, dans le Memorandum, en échange de son aide.

Mais pour nombre d'économistes, M. Samaras n'est probablement que celui qui fera gagner un peu de temps au pays avant une étape bien plus délicate : une nouvelle restructuration de la dette hellène. Autrement dit, un rééchelonnement des paiements, une réduction des intérêts et/ou un abandon de créances pur et simple.

Le sujet n'est pas encore à l'ordre du jour, mais il plane dans les esprits. Pour certains experts, il est même inévitable pour donner à la Grèce une chance de s'en sortir. « La seule solution économique viable est la réduction du stock de "vieille" dette avec la mise en place d'un mécanisme empêchant le pays de recommencer à accumuler de la dette », estime Jesus Castilla, économiste chez Natixis.

La question peut se poser, pense aussi Shaban Vellou, du centre de réflexion bruxellois Bruegel, le pays est sur le fil du rasoir.

Athènes a déjà effectué une grosse partie de sa dette (environ 107 milliards d'euros) en obligant ses créanciers privés – banques, fonds d'investissement, assureurs – à renoncer à 70% de la valeur de leur créance. L'opération, baptisée PSI (« Private Sector Involvement »), qui fut une épreuve de force, a offert un bel écart au pays. Mais le PSI, censé ramener l'endettement grec à 120% de son produit intérieur brut d'ici à 2020, n'atteindra certainement pas cet objectif. Selon Gilles Moëc, économiste à la Deutsche Bank, le pays pourrait conserver un ratio d'endettement plus proche des 100% à cet horizon.

Au gré de l'incertitude politique, la situation économique du pays s'est encore dégradée et, avec elle, la perspective d'améliorer, comme prévu, les finances publiques. M. Moëc croit ainsi savoir

que les recettes fiscales des cinq premiers mois de l'année sont 15% moindres qu'attendu. Il est donc probable que le déficit soit supérieur à ce qu'attendait la troïka.

« Le programme [imposé au pays] était colossal. Il est insupportable dans le temps imparti », juge Laurence Boone, économiste chez Bank of America Merrill Lynch. A ses yeux, le pays a besoin de temps, mais devra aussi, à terme, alléger sa créance : le seul paiement des intérêts coûte de 7 à 7 points de PIB par an.

Secteur public

Depuis le PSI, la dette grecque est détenue quasi exclusivement par des créanciers publics. Selon Natixis, sur les 190 milliards d'euros de créances publiques de marché, le secteur privé détiendrait 60 milliards. Le FMI, l'Union européenne, le Fonds européen de stabilité financière (FESF) et la BCE se partagent le reste. Aujourd'hui, la Grèce réclame de l'argent à l'Europe et au FMI pour rembourser. L'Europe et le FMI. Le fait que les créanciers d'Athènes appartiennent au secteur public pourrait simplifier les choses. « Il s'agit de remettre au jour le compte de la dette pour régler le problème », indique Lucien Subran, économiste chez Euler-Hermès, imaginant un nouveau Club de Paris.

En réalité, reconnaît-il, cela implique beaucoup de ses créanciers, cela complique la donne. Les pays de la zone euro acceptent-ils mal de faire un effort pour un pays qui n'a jusqu'ici pas respecté ses engagements. En outre, comment régulariser le Portugal ou l'Irlande qui, eux, doivent rembourser les prêts de la troïka ?

S'il devait bel et bien être restructurée, cela devrait intervenir après que la Grèce ait témoigné de sa bonne volonté. « Les créanciers publics ne doivent pas perdre la face », commente un expert. L'opération devrait aussi prendre la forme d'un rééchelonnement de la dette et d'une réduction des intérêts, plus acceptable politiquement qu'un abandon de créances.

Une chose est sûre, il ne faudrait pas habiter trop longtemps. Avec cette crise, selon M. Subran, l'union monétaire perd un dixième de point de croissance tous les mois. ■

CLAUDE GATTONI

Pakistan : le nouveau premier ministre veut restaurer l'image de son pays

ISLAMABAD. Raja Perviz Ashraf a été élu premier ministre, vendredi 22 juin, après la destitution du chef du gouvernement et l'émission d'un mandat d'arrêt contre le candidat à la succession. Dans son discours, il a appelé les talibans pakistanais à déposer les armes et promis qu'il poursuivrait le dialogue avec l'Inde et les autres pays voisins, dont l'Iran et l'Afghanistan. Sa nomination ne change pas l'équilibre politique du pays mais elle pourrait être hypothéquée par une affaire de corruption dans laquelle son nom est cité. (Reuters, AFP)

Défense : M. Le Drian veut associer Berlin au nouveau Livre blanc de la défense

BERLIN. Jean-Yves Le Drian, le ministre de la défense français, en visite à Berlin le 22 juin, a proposé que dans la commission qui va préparer le nouveau Livre blanc de la défense française, le gouvernement allemand soit représenté par un membre permanent. Son homologue allemand, Thomas de Maizière, a répondu à cette proposition, sans précédent, par l'affirmative. (Euronews)

Tunisie : une mise au point

En tant que directeur de la rédaction à l'époque des faits, je ne peux laisser sans réagir la controverse consensuelle dans le livre de Leila Ben Ali. « Ma Vénus » sur notre journaliste Florence Beaugé. L'épouse de l'ex-président tunisien écrit que notre envoyé spécial aurait été expulsé de Tunisie, le 21 octobre 2009, à la suite d'un différend personnel avec le ministre tunisien de la communication de l'époque. Il n'en est rien. Elle a été expulsée après la publication d'un article consacré à l'arrestation de Radhi Nasraoui qui avait failli briser vive avec son mari et leur fille dans leur voiture après que la police avait agité un liquide inflammable à l'essence du réservoir. Le régime Ben Ali ne supportait pas que les correspondants du Monde rapportent le sort qui était réservé aux opposants tunisiens. ■ ALAIN FRACHON

Les banques qui restent solides dans la tempête

Pour les agences de notation, Rabobank, HSBC et Royal Bank of Canada offrent la meilleure sécurité

Quelles sont les banques occidentales les plus solides ? La question intéresse les citoyens de l'Union européenne, inquiets pour leurs dépôts, alors que la crise de l'euro fragilise le secteur, et que les banques espagnoles et grecques sont sous perfusion d'argent public.

Si l'on se fie aux classements des grandes agences de notation (Standard & Poor's, et S & P Moody's et Fitch), qui viennent d'être réactualisés après une vague d'abaissments de notes et restent la seule boussole dans la tempête, trois banques offrent la plus grande sécurité : l'institution mutualiste néerlandaise Rabobank, avec la meilleure note chez S & P (AA) comme chez Moody's (Aa2) et Fitch (AA), suivie, ex-aequo, par le géant sino-britannique HSBC et Royal Bank of Canada (tous deux AA-chez S & P).

Ces trois banques peuvent se prévaloir d'une solidité financière honnête, ce qui, en période de crise, constitue un atout de poids

dans la compétition mondiale. Ce statut leur assure de bas coûts d'emprunt, et confère aux clients la sécurité que ceux-ci attendent. Le fait que la première place soit, depuis plusieurs années déjà, et en dépit des bouleversements liés à la crise, occupée par Rabobank, à valeur de symbole. Il s'agit en effet, d'une banque mutualiste régie pour sa gestion prudente, qui s'est efforcée de se tenir loin de la course aux profits.

Politiques prudentes

Centré sur le métier de banque de dépôts et de crédits classiques – avec, en sus, une activité de négociation sur le marché des matières premières alimentaires –, ce « crédit mutual » néerlandais réalise pour de solides bénéfices. A ce jour, et même si Rabobank a perdu son mythe qu'elle a dans la crise, fin 2011, la stratégie de la banque d'Utrecht a payé.

De leur côté, HSBC et Royal Bank of Canada tirent également parti d'une politique prudente.

Mais les deux groupes bénéficient aussi à plein de leur localisation hors de la zone euro.

A quelques encablures de ce trio de tête, se trouvent la française BNP Paribas. La banque réussit l'exploit de calomner l'HSBC et Royal Bank of Canada (avec AA-chez S & P, Aa chez Moody's et A+ chez Fitch), alors même qu'elle est située dans la zone euro, dans le centre de la crise. Comme ses collègues, BNP Paribas place la prudence et la gestion des risques au premier rang de ses priorités. Un héritage de l'ex-président du groupe, Michel Pebre, parti fin 2011.

Au-delà de BNP Paribas, les banques européennes les plus solides sont des banques « universelles », au modèle équilibré entre dépôts et crédits, gestion d'actifs et activités de marchés. Il en est ainsi de l'allemande Deutsche Bank et de la britannique Barclays (A+, chez S & P, Aa chez Moody's et A+, chez S & P).

Le Crédit Suisse, toujours solide (A+, chez S & P), joint cependant du poids de ses activités de marchés, affectées par la crise financière.

Il descend dans les classements.

Suivent, en milieu de classement, les banques américaines, dont les risques au bilan sont jugés élevés. Hormis JP Morgan et Wells Fargo, bien notées (respectivement, A+ et A+ chez S & P), les firmes de Wall Street obtiennent des notes moyennes (Baa2 pour Citigroup et Bank of America chez Moody's, A- chez S & P, et Baa1 chez Moody's, A- chez S & P).

Enfin, les banques espagnoles et italiennes souffrent de la crise qui ronge leur pays. Il en est ainsi de Santander en Espagne, notée A- chez S & P, de BNY ou Unicredit (à toutes deux BBB-) en Italie.

Pour celles qui le souhaitent, ces classements sont à la merci de l'évolution de la crise de l'euro. Que la Grèce abandonne la monnaie unique – une hypothèse qui paraît s'éloigner – ou que l'Italie soit gagnée par la crise de confiance, et c'est la solidité de toutes les banques qui s'en trouvera affectée. ■

ANNE MICHEL

Les sujets couverts dans la rubrique « International/Europe » peuvent concerner les développements de la crise de la zone euro au niveau national, comme par exemple ses conséquences en Espagne dans l'article du *Monde* (voir Image 10 plus haut), ou la question de la restructuration de la dette grecque (voir Image 12 ci-dessus). Ils peuvent

aussi concerner les développements de la crise de la zone euro à l'échelle européenne, comme c'est le cas dans les Images 8 et 12 (voir plus haut). Les articles dans ces exemples sont de nature économique. Il arrive, donc, que nous rencontrions un article sur l'évolution de la crise en Grèce ou en Espagne, de caractère économique, dans la rubrique « International/Europe », mais aussi dans la rubrique « Economie » (voir Image 13). Cependant, un article de type économique, mais dont la portée est supranationale, comme par exemple l'union budgétaire, n'est pas classé dans la rubrique « Economie », mais dans la rubrique « International/Europe » (voir Image 14 ci-dessous). Autrement dit, dans ce cas-là, ce n'est pas la nature économique de l'article qui est prioritaire, mais c'est la caractéristique européenne qui prévaut. Donc, le sujet de l'union bancaire est traité comme européen, alors que la crise en Grèce ou en Espagne ne l'est pas nécessairement. Le caractère européen de cette dernière dans ce pays est minimisé en faveur de son caractère national et cela s'exprime aussi à travers la prédominance de la rubrique « Economie ».

Image 14 : Le Figaro (3)

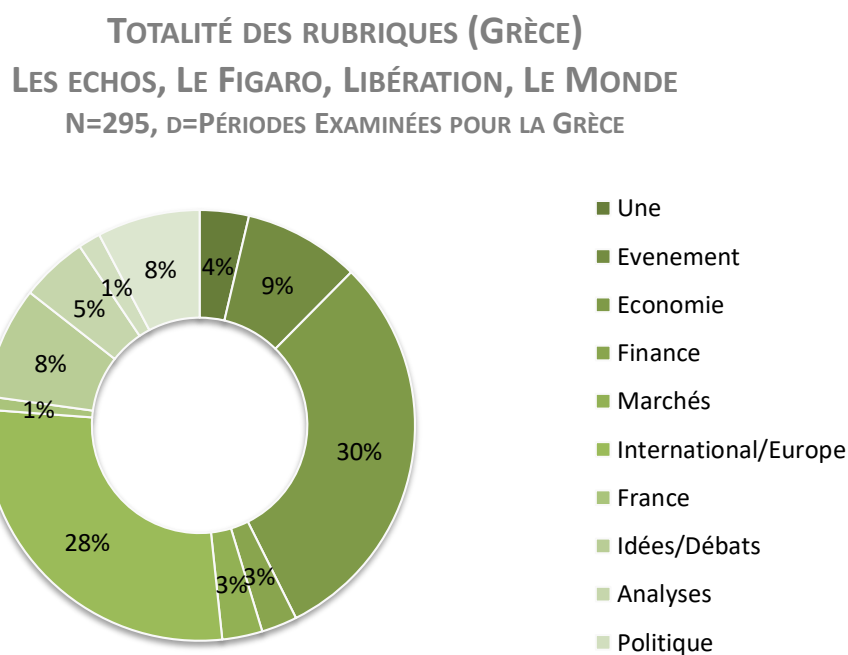
[illegible]

Le traitement de la crise en Grèce et en Espagne, en tant que sujet économique d'ordre national, est ainsi illustré à travers la prépondérance de la rubrique « Economie ». Celle-ci ne prédomine pas seulement par rapport à l'image générale des rubriques ; elle est aussi la première utilisée lorsque nous considérons les cas de la

Grèce et de l'Espagne séparément. Plus particulièrement, la Figure 7 ci-dessous montre les rubriques utilisées pour la publication des articles concernant la crise en Grèce dans les quatre journaux. Comme il apparaît dans cette figure, les rubriques liées aux sujets économiques représentent 36% du total, c'est-à-dire la majorité. En conséquence, la crise en Grèce est vue comme un sujet économique. La même observation vaut également pour l'Espagne. La crise en Espagne est couverte dans les rubriques liées à l'économie dans 44% des cas (voir Figure 8, plus bas).

Dans les figures qui suivent, nous présentons les rubriques les plus utilisées par journal dans le cas des deux pays, pour ce qui est du traitement de la crise.

Figure 7 : Rubriques – Articles sur la Grèce (tous les journaux)

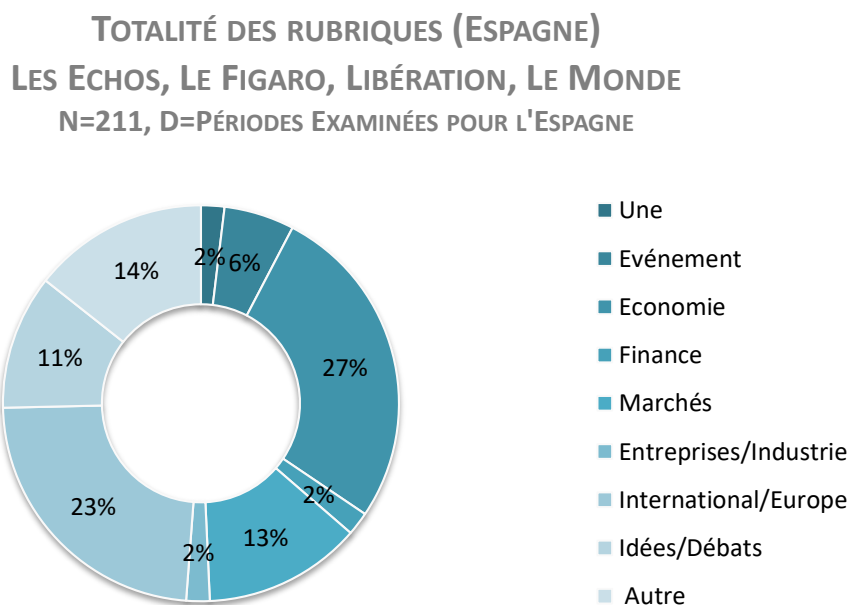


Les articles sur la Grèce qui se trouvent sous la rubrique « Economie » représentent 30% de la totalité des rubriques, la « Finance » et la rubrique « Marchés » représentent chacune 3%. La rubrique « International/Europe » est présente dans 28% des cas. Les « Idées/Débats » représentent 8% et la « Une » 9%.

Dans le cas espagnol, la rubrique « Economie » est la plus représentative avec 27%, la rubrique « Finance » couvre 2% des cas, alors que la rubrique « Marchés » représente

13%, pourcentage bien élevé en comparaison avec le cas grec. « Idées/Débat » représentent 11% des cas, tandis que la rubrique « International/Europe » 23% des cas.

Figure 8 : Rubriques – Articles sur l’Espagne (tous les journaux)



La remarque sur la prédominance de la rubrique « Economie » s’applique principalement au *Figaro* et au *Monde*.

Figure 9 : Rubriques – Articles sur la Grèce (Le Figaro)

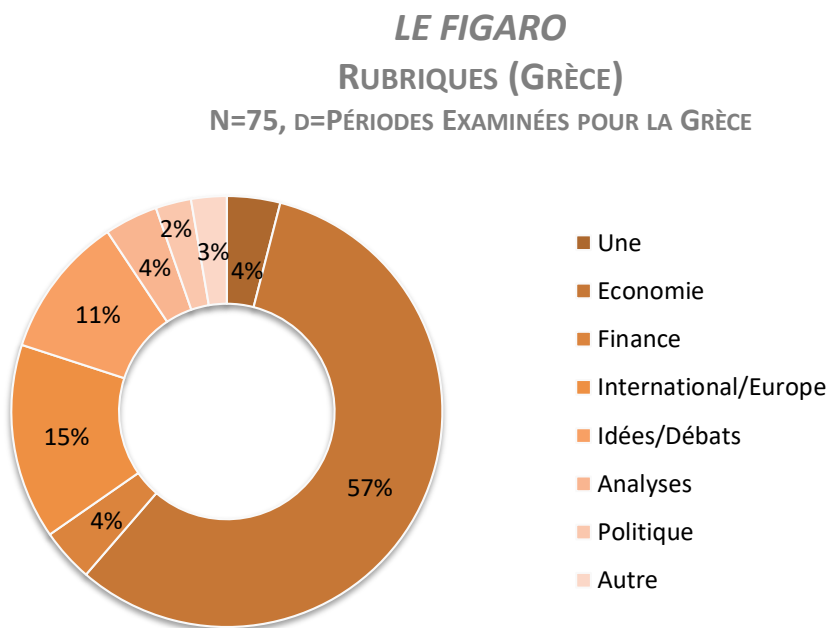


Figure No 10 : Rubriques – Articles sur l’Espagne (Le Figaro)

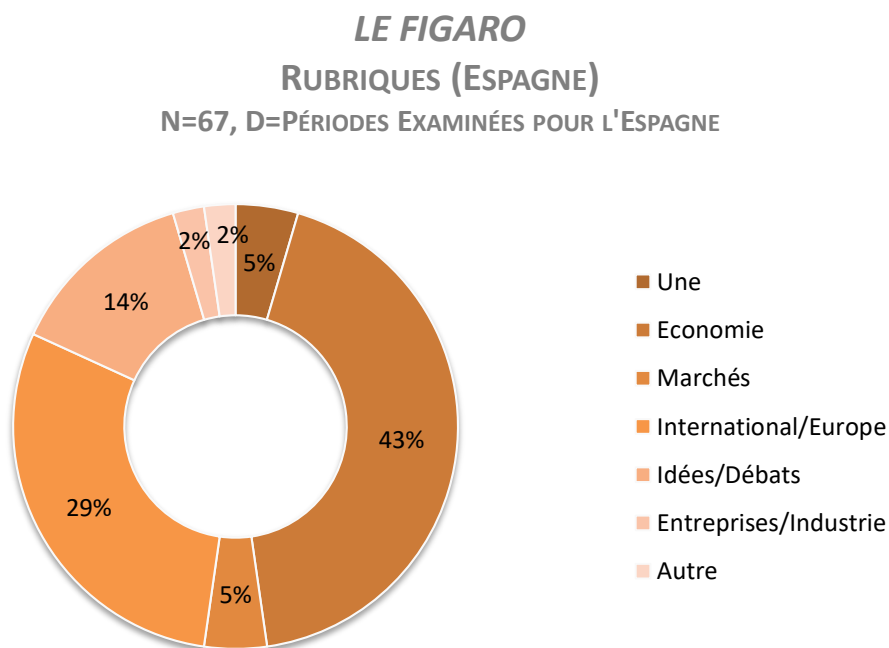


Figure No 11 : Rubriques – Articles sur la Grèce (Le Monde)

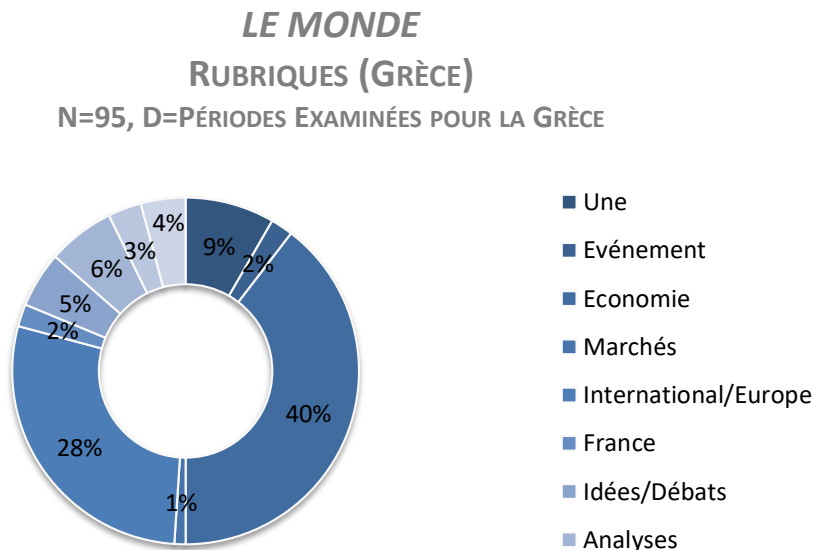
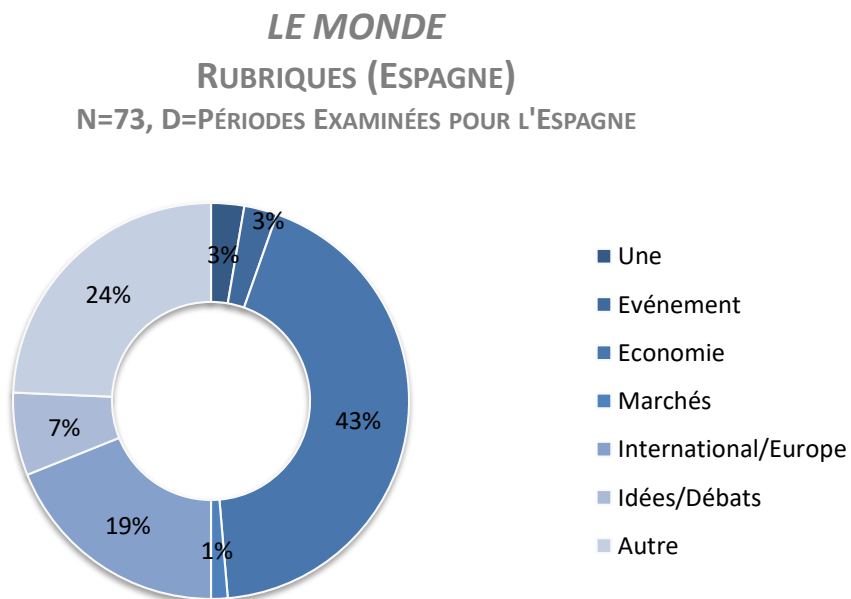


Figure 12 : Rubriques – Articles sur l'Espagne (Le Monde)



La remarque ne s'applique pas, évidemment, aux *Echos*, en raison du caractère du journal. Néanmoins, il est logique d'argumenter que la crise de la zone euro n'est vue qu'à travers un regard économique par un journal spécialisé en économie. *Les Echos* contient, en plus, des rubriques plus spécifiques, telles que « Marchés » ou « Finance », où nous trouvons quelques articles concernant la crise (10% et 6% respectivement). La rubrique « International » est la plus utilisée aux *Echos* quant au traitement de la crise.

Figure 13 : Rubriques – Articles sur la Grèce (Les Echos)

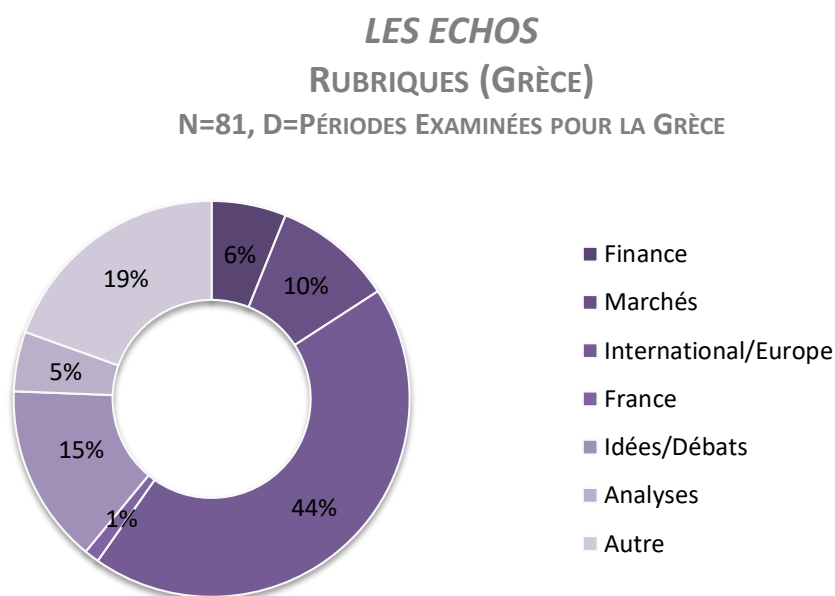
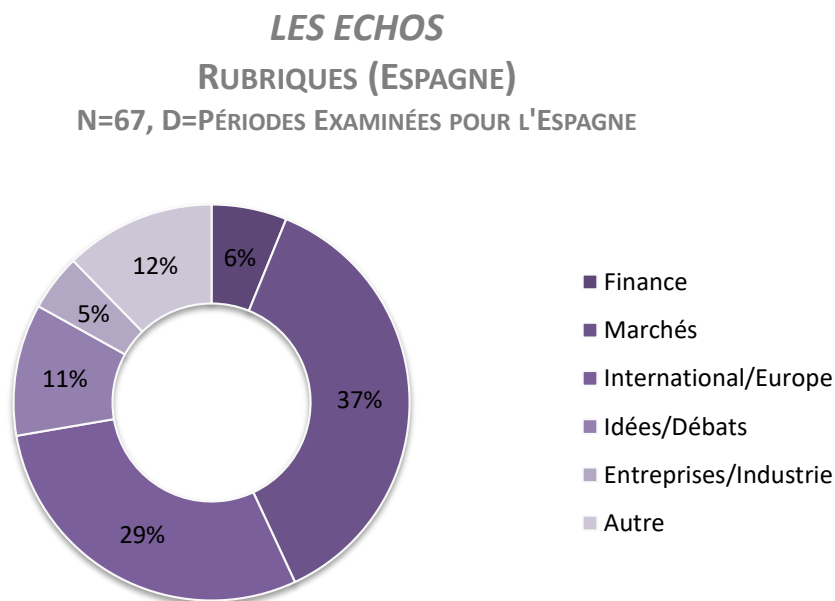


Figure 14 : Rubriques – Articles sur l’Espagne (Les Echos)



Libération suit une autre direction. La plupart des articles sur la crise de la zone euro sont publiés dans la page « Événement » du journal, qui accueille les nouvelles du jour ou des sujets d’actualité chauds, souvent repris de la Une. La rubrique « Economie » n’en demeure pas moins importante dans *Libération*, au même titre que la rubrique « International/Europe » dans le cas grec. S’agissant de l’Espagne, la rubrique « Economie » représente 19% et la rubrique « International/Europe » 12%.

Image 15 : Libération (2)

LIBÉRATION VENDREDI 4 NOVEMBRE 2011

EVENEMENT ◆ 5

« Il » régnait le principal bailleur de fonds de la Grèce. « Yorgakis » a une mère américaine et parle mieux l'anglais que la langue d'Homère. Il aime le vélo et le jogging, aux antipodes des goûts de ses concitoyens, fous de foot et de grosses cylindrées. Social-démocrate de conviction et président de l'Internationale socialiste depuis 2006, il se vantait d'être l'homme du « parler vrai ». Il rêvait de faire de la Grèce « une sorte de Danemark de l'Europe du Sud », instaurant un nouveau type de rapport entre le citoyen et ses représentants. Depuis le début de sa politique d'austérité, il arrive au Parlement avec quadruple haie de policiers protégeant sa voiture des tomates et pierres d'une population en furie.

« Maturité politique. » Si Georges Papandréou a du sang-froid et une réelle enclavité, il lui manque la pégne, la vision historique, le verbe churchillien pour préparer ses comparaisons à la sueur, du sang et des larmes. Son premier grand discours télévisé sur la crise et les sacrifices qu'elle impose, il le fait le 23 avril 2010, depuis l'île de Kaseliorio, devant un paysage de rêve, promettant à ses concitoyens « une nouvelle Odyssée ». « Nous connaissons le chemin d'Ithaque, nous attendons notre destination plus assurés, plus justes, plus fiers », martèle-t-il.

Il lance sa politique d'austérité, mais ne cessera ensuite de courir derrière les événements, contraint à prendre des mesures de plus en plus dures contre les salariés et les fonctionnaires sans jamais pour autant s'attaquer réellement à l'évasion fiscale et à tous ceux qui profitent de l'économie parallèle. Pas un seul grand patron de chaîne hôtelière, pas un seul médecin, avocat ou membre éminent des professions libérales n'a fini sous les verrous. Quant aux armateurs, ils sont non imposables, privilège garanti par la Constitution, et il en est de même pour le très consistant patrimoine immobilier de l'Eglise grecque. Rien d'étonnant si rapidement sa popularité s'effondre. Même s'il a fait longtemps illusion à Bruxelles y compris pour son sens de la formule à l'emporeur-pièce :

« Les Grecs n'ont pas plus le goût de la corruption que les Allemands celui du nazisme. »

En fait, Georges Papandréou s'est longtemps défié de la politique. S'il s'y lança finalement – seul des quatre enfants d'Andréas –, c'est avant tout par sens du devoir, pour faire de la Grèce un Etat de droit comme les autres en Europe. Jamais « Yorgakis » n'a oublié ce jour d'avril 1967, pendant le coup d'Etat des colonels, quand des militaires firent irruption chez eux pour arrêter son père. Il avait 14 ans. Georges grandira en exil entre les Etats-Unis et la Suède. C'est là que se forme son style. Il déteste la rhétorique creuse, la démagogie et tout ce qui fait « la

politique du balcon » comme l'appellent les Grecs. « Il ne gouverne pas les foules comme son père, mais c'est une preuve de maturité politique : l'âge des héros est fini », notait Stan Drzenos auteur greco-américain d'une biographie du Premier ministre. Ce n'est qu'au début des années 90 qu'il se jette à l'eau, comme ministre de l'Education, ferraillant pour imposer les droits des homosexuels ou une discrimination positive en faveur des Turcs de Thrace. Après la mort de son père, en 1996, il appuie le renouveau Costas Simitis, « le Rocard grec », qui réussit à marginaliser les vieux caciques du parti.

Devenu ministre des Affaires étrangères en 1999, il symbolise le cours nouveau de la gauche grecque. Mettant en sourdine l'antiaméricanisme traditionnel, clairement proeuropéen, il s'active surtout en faveur d'un rapprochement avec l'ennemi héréditaire turc, commencé par un geste de solidarité lors du séisme d'août 1999. Et il appuie la candidature turque à l'UE,

rappelant que « le désir d'Europe est le principal ressort des réformes engagées par Ankar ». Pour tout cela, il séduisit à Bruxelles comme à Washington. Pour tout cela aussi, les Grecs, écœurés de la corruption et des échecs de la droite de Nouvelle Démocratie, lui donnèrent la victoire après une campagne dont les mots-clés furent « transparence, ouverture, gouvernance participative » en même temps qu'il dénonçait la politique économique néolibérale de la droite. Il fut contraint à faire la même, en pire. Le retour de bâton a été à la mesure des espoirs qu'il avait suscités. Maintenant, l'heure des comptes est arrivée.

MARC SEMO

Papandréou se présente aujourd'hui devant les députés pour un vote de confiance.

Le référendum aux calendes...

Pas de démission immédiate, plus de référendum, et une agonie politique qui se prolonge pour le Premier ministre et leader du Pasok. Alors que la crise politique est venue s'ajouter à la crise économique et sociale, Georges Papandréou s'accroche toujours au pouvoir, pour encore quelques heures ou quelques jours. Il aura réussi à obliger son principal opposant Antonis Samaras, le leader de Nouvelle Démocratie (conservateur), à accepter, ne serait-ce que du bout des lèvres, une partie du nouveau plan de soutien européen et les conditions qu'il implique. Mais celui-ci exige en échange la démission du Premier ministre et « la formation d'un gouvernement temporaire de transition afin d'avancer vers des élections anticipées ». Cette équipe intérimaire sans personnalités politiques aurait la double mission de faire ratifier par l'Assemblée nationale la convention de prêt européenne et du Fonds monétaire international, indispensable à la poursuite du fonctionnement de l'Etat.

Cette prise de position semble avoir déclenché un vent de panique dans les rangs du Parti socialiste, libérant du même coup la parole de plusieurs autres ministres qui se sont succédés dans les médias pour réclamer à tout prix la ratification de l'accord de Bruxelles avant tout recours aux urnes. Le groupe parlementaire, de son côté, a exprimé les mêmes inquiétudes, deux députés annonçant officiellement qu'elles ne voteraient pas la confiance au gouvernement ou la mise en place d'un référendum, privant ainsi le gouvernement de majorité.

Après une folle matinée marquée par des appels divers à la formation d'un gouvernement d'union nationale et une réunion de coordination de quatre ministres contestataires (Education, Santé, Intérieur et le porte-parole du gouvernement), un nouveau Conseil des ministres a débuté avec plus d'une heure de retard sous la présidence de Georges Papandréou.

Etats d'âme. Saisissant au vol la proposition d'un gouvernement intérimaire faite par l'opposition, le Premier ministre s'est félicité du soutien enfin accordé par la droite au nouveau plan européen et a fait valoir que le référendum n'était plus nécessaire. Plus question non plus de démission, du moins tant que l'alternative d'un gouvernement de « responsabilité nationale » n'aurait pas été mise sur pied. Il veut aller au vote de confiance et a demandé au groupe parlementaire du Pasok un soutien sans faille parce que « ce qui est en cause, c'est notre participation à la zone euro ».

A moins d'un coup de théâtre, il faudra attendre ce soir minuit pour savoir si le Premier ministre a convaincu ses députés, qui continueront hier à exprimer leurs états d'âme jusque tard dans la nuit. Antonis Samaras, lui, se montre irréaliste. Quant à la gauche de la gauche, elle continue pour sa part de fustiger toute entente Pasok-ND « pour une politique de rigueur sur le dos du peuple » et réclame des législatives immédiates sous la pression de nouvelles manifestations. Malgré cette ultime tentative d'obtenir un vote de confiance de la Chambre, les heures de Papandréou semblent comptées.

De notre correspondant à Athènes
PHILIPPE CERGEL

Nous n'attendons pas que vous preniez le téléphone pour prendre de vos nouvelles.

Exclusif avec Origami,
tous les 6 mois, nous vous contactons pour adapter votre forfait à votre rythme.
L'attention change avec Orange

Service assuré 7j/7, 24h/24, valable en France métropolitaine.
Service réservé à partir du 15 oct 2011 pour les clients Origami (hors version 10M). Premier contact dans les 6 mois suivant la souscription pour les nouveaux clients ou avant le 15 oct 2011 pour les clients 10M sous contrat. Conditions sur orange.fr

Figure No 15 : Rubriques – Articles sur la Grèce (Libération)

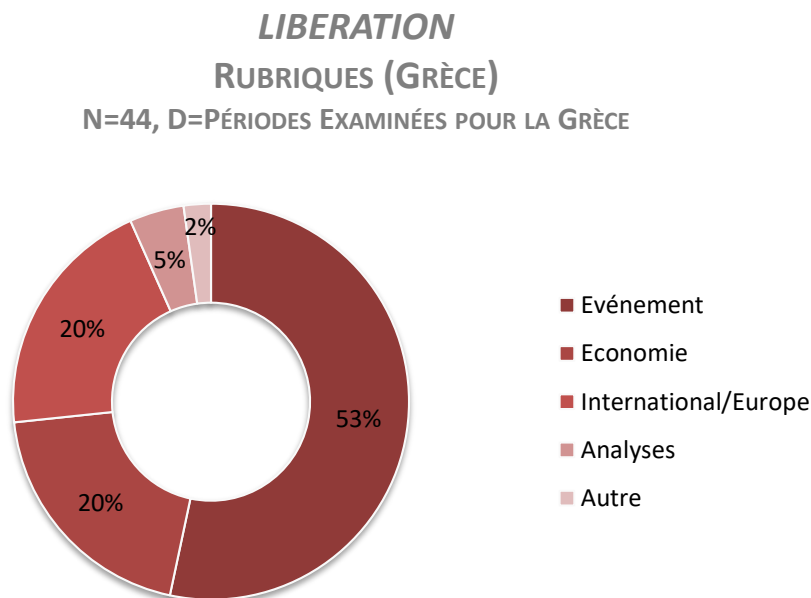
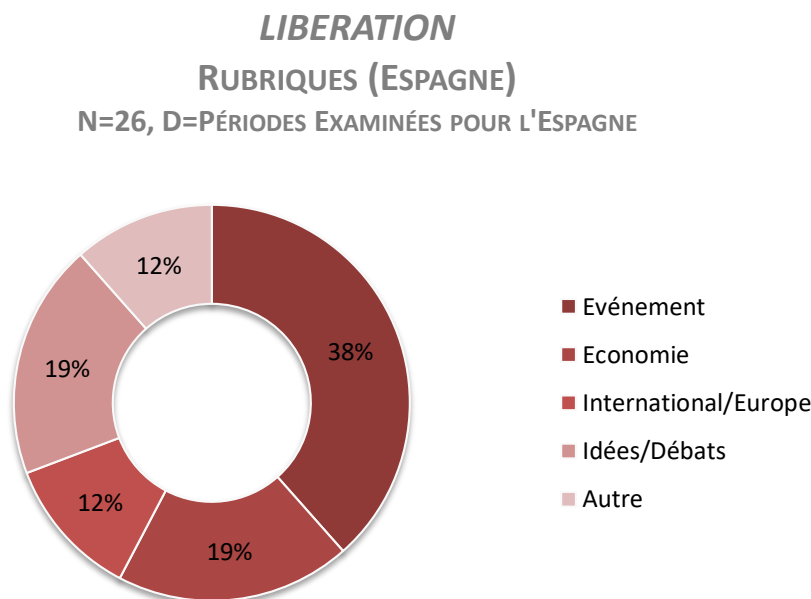


Figure No 16 : Rubriques – Articles sur l’Espagne (Libération)



Comme il ressort de la présentation des figures, les rubriques utilisées dans les quatre journaux sont très similaires dans les cas de la Grèce et de l’Espagne. Malgré

quelques différences observées chez *Les Echos* et *Libération*, celles-ci restent marginales et sont dues d'un côté au caractère économique des *Echos* et, de l'autre côté, à l'existence d'une rubrique particulière dans *Libération*. Elles ne sont pas le résultat d'une approche différente de ces deux journaux à l'égard de la crise.

Sur ce point, Julien Duval offre une analyse concernant l'objectivité des rubriques économiques. Il a parlé en fait de leur non-objectivité, en expliquant que l'approche utilisée pour analyser des sujets économiques n'est pas neutre, comme nous pourrions le penser, en raison de la nature des sujets (économie, finance), bien au contraire. Depuis les années 1980, l'analyse économique est profondément influencée par le libéralisme, écrit Julien Duval¹⁰⁸⁹. Ses observations, qui datent de 2007, sont toujours valables et même davantage au cours des années concernant notre étude. Les programmes d'ajustement financier appliqués dans les pays fragilisés de la zone euro étaient d'inspiration néolibérale et c'est sous cet angle que la presse a présenté la crise : son soutien à l'égard de ces programmes d'ajustement et la promotion, presque sans aucun débat, de la politique néolibérale sous-jacente à travers le discours appliqué est un élément structurel de la façon dont la presse française a abordé la crise. Cette approche du journalisme économique est commune à tous les journaux, y compris *Libération*. Et cela parce que la ligne directrice vis-à-vis de la crise de la zone euro, surtout pour le cas grec, est celle promue par Jean Quatremer, le correspondant du journal à Bruxelles, laquelle n'est pas « traditionnelle », comme l'attendrait le journal. Jean Quatremer est en effet un journaliste beaucoup plus libéral que son journal, qui a soutenu les programmes d'ajustement financier et la politique de Bruxelles.

En outre, Julien Duval souligne la forte homogénéité qui existe au sein du journalisme économique faisant partie des médias « *qui occupent les positions les plus élevées dans le monde journalistique, en raison de leur audience étendue ou/et de l'autorité dont ils bénéficient (ils sont très lus dans les autres rédactions (économiques [et ils sont régulièrement repris par leurs confrères])* »¹⁰⁹⁰. *Le Monde*, *Le Figaro*, *Libération* et *Les Echos* font partie de la liste présentée par l'auteur¹⁰⁹¹.

¹⁰⁸⁹ Julien Duval, « Le journalisme économique », in Eveline Pinto (dir.), *Pour une analyse critique des médias, le débat public en danger*, Broissieux, Editions du Croquant, 2007, p. 100.

¹⁰⁹⁰ *Ibid.*

¹⁰⁹¹ *Ibid.*

L'économie ne doit jamais être isolée d'autres secteurs tels que le social, bien que le journalisme économique la traite ainsi, continue Julien Duval¹⁰⁹², pour montrer la nature complexe du sujet. Nous ne pouvons que nous accorder avec Julien Duval. La crise de la zone euro ne se limite pas à un événement économique ; elle a des dimensions politiques, sociales, idéologiques mais aussi humaines. L'expression de ces aspects est rarement reflétée dans le discours de la presse. En fait, conclue Julien Duval, le but principal des pages ou des rubriques économiques n'est pas tant d'informer le lecteur/citoyen, mais plutôt de fournir aux agents économiques des informations « *censées leur être utiles dans leurs activités économiques* »¹⁰⁹³.

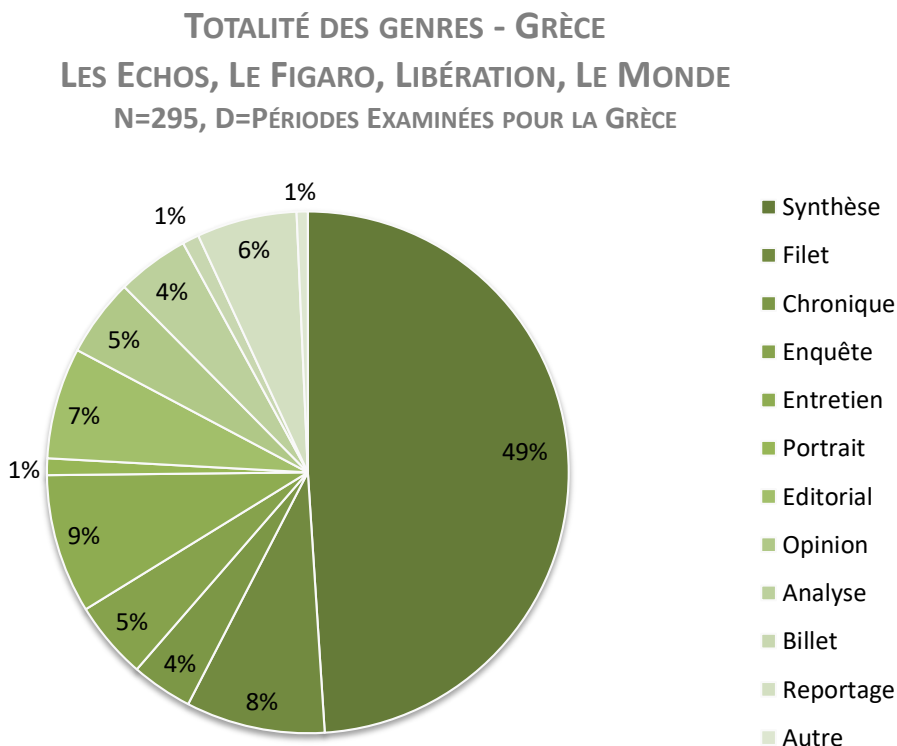
1.3. Les genres journalistiques

Un autre élément propre à l'homogénéité que nous observons, est le choix des genres journalistiques utilisés dans l'analyse de la situation. S'agissant des deux pays faisant l'objet de notre recherche, la Grèce et l'Espagne, la synthèse demeure le genre principal utilisé pour explorer la crise, ce qui s'explique évidemment de par son caractère, à savoir l'intention d'offrir aux lecteurs l'information la plus complète sur un événement. En fait, tant pour le cas grec que pour le cas espagnol, la synthèse représente presque la moitié des genres utilisés, comme montrent les figures qui suivent (voir Figures 17 et 18). Donc, elle s'avère être le genre journalistique phare dans le traitement de la crise.

¹⁰⁹² *Ibid.*, p. 102-103.

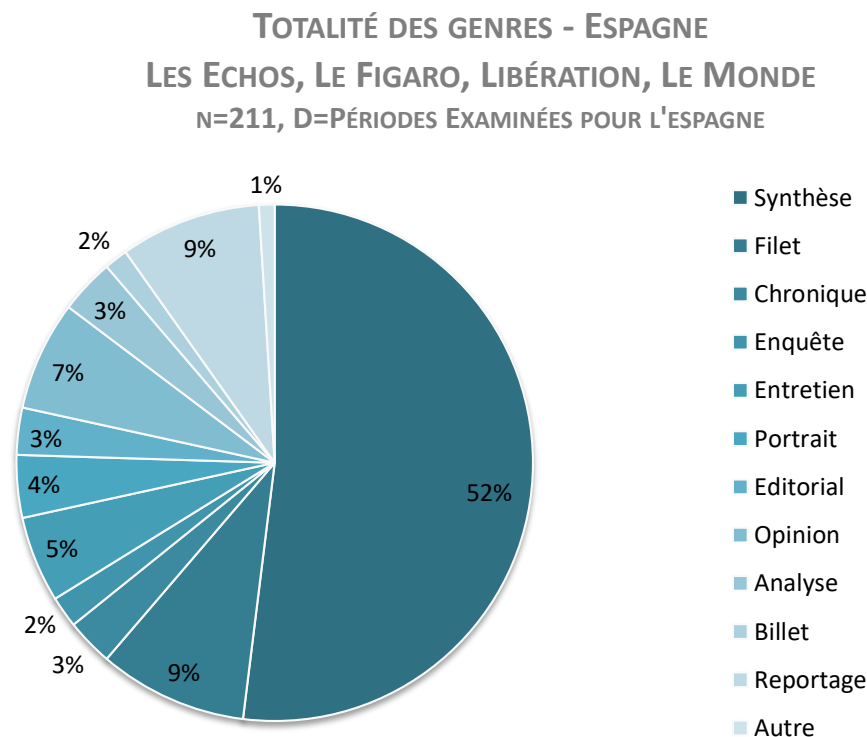
¹⁰⁹³ *Ibid.*, p. 102.

Figure 17 : Genres journalistiques – Articles sur la Grèce (tous les journaux)



Nous observons à nouveau une homogénéité concernant l'utilisation des genres journalistiques dans les deux cas d'analyse. En dehors de la synthèse, le filet représente un genre important dans le cas grec (8%), tout comme l'entretien (9%). La crise en Grèce a produit nombre d'éditoriaux (7%) et de reportages (6%). Mais la différence entre la synthèse et le reste des genres reste importante.

Figure 18 : Genres journalistiques – Articles sur l’Espagne (tous les journaux)



Dans le cas espagnol, le filet et le reportage sont les deux genres les plus représentatifs (9% chacun), suivis par l’opinion (7%) et l’entretien (5%).

Suivant la catégorisation qu’Yves Agnès effectue des genres journalistiques¹⁰⁹⁴, les genres purement informatifs, tel que la synthèse et le filet, représentent 57% dans le cas grec et 61% dans le cas espagnol. Les genres appartenant à la catégorie des Commentaires, conformément à la définition d’Yves Agnès¹⁰⁹⁵, tels que l’éditorial, l’opinion, le billet et la chronique, représentent 17% pour la Grèce et 15% pour l’Espagne.

Selon Yves Agnès, la synthèse appartient aux genres journalistiques strictement informatifs¹⁰⁹⁶. La synthèse est une façon complète de rapporter un fait en puisant des

¹⁰⁹⁴ Yves Agnès, *Manuel du journalisme : écrire pour le journal*, Paris, La Découverte, 2002.

¹⁰⁹⁵ *Ibid.*, p. 301.

¹⁰⁹⁶ *Ibid.*, p. 216.

informations dans plusieurs sources (conférences de presse, dépêches, déclarations, explications d'experts, etc.), mais elle ne contient ni de jugement personnel, ni de commentaire¹⁰⁹⁷. Néanmoins, nous avons rencontré des exemples où l'énonciation du discours renfermait l'expression de jugements de valeur, donc des commentaires déguisés. Ce phénomène a été particulièrement observé lors de l'analyse des périodes chaudes et beaucoup moins lors des périodes froides, sans qu'il soit non-existant. Il s'explique par le fait que les périodes riches en actualité et en événements, souvent controversés, sont aussi riches en sentiments. Cela, toutefois, ne justifie pas l'inclination des journalistes à exprimer des jugements.

Marina Alcaraz analyse, par exemple, dans son article « La Grèce pèse de nouveau sur la monnaie unique »¹⁰⁹⁸ (voir Image 16 plus bas) les conséquences potentielles de la crise en Grèce sur les taux d'échange de l'euro face au dollar. La journaliste commence sa démonstration en écrivant que « *la Grèce est revenue hanter le marché des changes* », avant de se rapporter à « *la tragédie grecque [qui] continue d'animer l'actualité des marchés* »¹⁰⁹⁹. En dehors de ces jugements, l'article rassemble tous les éléments d'une synthèse, que ce soit l'analyse du sujet, la longueur ou l'utilisation des sources (telles que l'agence grecque ANA, à titre d'exemple), ou encore l'avis des spécialistes (comme Jean-Louis Mourier d'Aurel ou René Defossez de Natixis).

¹⁰⁹⁷ *Ibid.*

¹⁰⁹⁸ Marina Alcaraz, « La Grèce pèse de nouveau sur la monnaie unique », *Les Echos*, 16 avril 2010, p. 36.

¹⁰⁹⁹ *Ibid.*

Image 16 : Les Echos (2)

TAUX-CHANGES- ACTIONS

L'euro a cédé du terrain face au dollar, alors que les inquiétudes sur la Grèce sont revenues hanter les marchés. Le FMI va envoyer une mission pour discuter des conditions d'un éventuel prêt. La nervosité se lisait aussi sur le marché obligataire grec.

La Grèce pèse de nouveau sur la monnaie unique

La Grèce est revenue hanter le marché des changes. Bien orienté au cours des quatre séances précédentes, l'euro a cédé du terrain hier, face au billet vert. En fin de journée, la monnaie unique s'échangeait 1,3559 dollar, contre 1,3663 dollar, la veille. L'euro a aussi baissé face à la livre, qui a, en outre, profité d'un sondage montrant une avance des conservateurs aux prochaines élections.

La tragédie grecque continue d'animer l'actualité des marchés. Le FMI a dit qu'il enverrait une mission lundi pour discuter de conditions d'un éventuel prêt (lire page 8). Parallèlement, la Grèce a demandé hier à entamer des discussions avec la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international sur un programme de politique économique, sans que cela constitue une demande d'aide. Selon l'agence ANA, la Grèce veut notamment connaître les montants des prêts dont elle pourrait bénéficier après 2010. « Il n'y a rien de bien nouveau, mais pas de bonnes nouvelles non plus. On



La monnaie unique perd plus de 7 % depuis le début de l'année.

ne sait pas comment l'accord précisé le week-end dernier (45 milliards d'euros de prêts, NDLR) va être mis en œuvre. Certains craignent que des recours en justice empêchent sa mise en place. Pour le marché, le risque de défaillance n'a pas été éliminé, souligne Jean-Louis Mourier, économiste d'Aurel. En outre, beaucoup d'opérateurs jouent la volatilité, ce qui l'autoentretient. » « L'incertitude pèse à plusieurs niveaux : on se demande si la Grèce va effectivement prendre l'aide pro-

Wall Street termine en hausse

Clôture. Sixième séance de hausse d'affilée à New York. Hier, après une première partie de séance très hésitante, la Bourse américaine a repris de la hauteur : l'indice Dow Jones a ainsi gagné 0,19 % en clôture, à 11.144,57 points, le Standard & Poor's 500 a progressé de 0,08 %, à 1.211,67 points, et le marché Nasdaq a pris 0,43 %, à 2.515,69 points, grâce à Intel. Le flux nourri de statistiques et plusieurs résultats trimestriels n'a pas été marqué par un signe univoque. A inscrire aux déceptions, la hausse

inattendue du nombre de nouveaux chômeurs la semaine dernière aux Etats-Unis et une très faible progression de la production industrielle en mars, qui est ressortie inférieure aux anticipations. Au rang des bonnes nouvelles, les indices avancés de l'activité manufacturière des régions de New York et de Philadelphie en avril sont bien meilleurs que prévus. Il faut ranger dans le même rayon les résultats trimestriels supérieurs aux prédictions des analystes d'Intel (+ 2,98 %) et de JPMorgan Chase

(+ 0,17 %) livrés la veille ainsi que les excellents comptes au premier trimestre d'UPS (+ 5,26 % en clôture). Dans la foulée du millésime prometteur des trimestriels, Bank of America - Merrill Lynch a relevé son objectif à douze mois du Standard & Poor's 500 en le portant de 1.275 points à 1.350 points. Ses estimations de bénéfice par action moyen relatif à l'indice large de Wall Street en 2010, 2011 et 2012 ont été portées, dans l'ordre, de 75 à 80 dollars, de 85 à 88 dollars et de 90 à 94 dollars.

Groupama AM.

Les statistiques américaines du jour se sont révélées mitigées, et n'ont eu qu'un effet limité sur le marché des changes, de l'avis de plusieurs spécialistes. L'annonce de la croissance chinoise n'a pas eu non plus d'impact majeur.

Dans le détail, les nouvelles demandes d'allocations chômage aux Etats-Unis se sont révélées supérieures aux attentes et la production industrielle en mars a déçu. A l'inverse, l'indice « Empire Manufacturing », tout comme l'indice de la Fed de Philadelphie ont été supérieurs aux prévisions. Le dollar a un peu bénéficié de la publication d'un excédent de la balance américaine des flux de capitaux investis à long terme plus important que prévu en février.

Dans le contexte actuel, bon nombre de spécialistes prévoient une poursuite de la baisse de l'euro. Selon Natixis, il pourrait toucher une résistance technique à 1,3250. Aurel le voit à 1,33 dollar à trois mois. La devise a cédé plus de 5 % face au billet vert, depuis le début de l'année.

MARINA ALCARAZ

Dans *Le Figaro* du 28 avril 2010, Claire Gallen a publié un article sur la hausse de rendement des obligations grecques et portugaises et sur la baisse de l'euro face au dollar (voir Image 17 plus bas), qui ne rappelle rien d'une synthèse, à en juger par le titre : « Grèce, Portugal : panique sur la zone euro »¹¹⁰⁰. « *Avis de tempête sur la zone euro !* », s'exclame la journaliste, qui se réfère aussi aux accords de financement qu'elle qualifie de « *plans de sauvetage* »¹¹⁰¹. Des exemples similaires existaient aussi dans *Libération* et *Le Monde*¹¹⁰².

¹¹⁰⁰ Claire Gallen, « Grèce, Portugal : panique sur la zone euro », *Le Figaro*, 28 avril 2010, p. 19.

¹¹⁰¹ *Ibid.*

¹¹⁰² Voir par exemple Luc Peillon, « La Grèce prise à la gorge par les marchés », *Libération*, 28 avril 2010, p. 2 ; Marie de Vergès, « Le plan d'aide à la Grèce ne rassure pas les marchés », *Le Monde*, 26 avril 2010, p. 13.

Image 17 : Le Figaro (4)



Les articles dont le genre journalistique ne semble pas correspondre à la catégorisation d'Yves Agnès sur la synthèse réunissent, néanmoins, les caractéristiques de la synthèse : ils essaient d'expliquer le sujet traitant, ils font appel aux analystes, ils contiennent des déclarations de professionnels de la politique, des informations tirées des agences de presse, etc. Pourtant, dans quelques cas, l'utilisation de certaines

expressions et de mots renvoie à la formulation de jugements de valeurs ou de commentaires. Un tel exemple ressortant de l'analyse est la formule « plan de sauvetage » qui sert à définir les programmes d'ajustement financier. Le terme « sauvetage » n'est pas approprié pour décrire la signature des contrats de prêt entre la Grèce ou l'Espagne et leurs créanciers. Il n'apparaît nulle part dans les textes officiels qui décrivent les accords, ni dans les textes de communication entre les créanciers et les pays débiteurs. Il s'agit d'une notion appliquée dans le discours des journalistes, qui définit et traite des accords en tant que sauvetage des pays fragilisés, ce qui est très discuté par les analystes et les économistes, comme nous l'avons vu. Or, l'utilisation d'une telle expression crée une compréhension très spécifique de la crise, en construisant, comme nous avons argumenté dans les chapitres précédents, une narration précise et guidée. Jessica Berthereau fait état du « *sauvetage* » espagnol à plusieurs reprises, pour citer un exemple¹¹⁰³, et elle n'est pas la seule¹¹⁰⁴. Le mot « sauvetage » se retrouve également dans les articles sur les deux programmes d'ajustement financier destinés à la Grèce¹¹⁰⁵.

¹¹⁰³ Voir par exemple Jessica Berthereau, « Les taux d'emprunt espagnols s'envolent », *Les Echos*, 20 juin 2012, p. 29 ; Jessica Berthereau, « Le secteur bancaire espagnol a besoin d'un maximum de 62 milliards d'euros », *Les Echos*, 22 juin 2012, p. 30 ; Isabelle Couet et Jessica Berthereau, « Le plan de sauvetage des banques espagnoles présente des risques pour les créanciers privés », *Les Echos*, 26 juin 2012, p. 27.

¹¹⁰⁴ Sandrine Morel, « L'Espagne est sommée par le FMI de présenter un plan de réformes “clair et cohérent” », *Le Monde*, 18 juin 2012, p. 4.

¹¹⁰⁵ Voir par exemple A.C. et C.C. « L'ultimatum de Sarkozy et Merkel à la Grèce », *op.cit.* ; Jean Quatremer, « La Grèce ajoute une escale à l'odyssée de la dette », *Libération*, 2 novembre 2011, p. 3.

Image 18 : Les Echos (3)



part de la journaliste : « *le soulagement n'aura duré que quelques heures. Le résultat plutôt favorable du scrutin législatif en Grèce – avec un parti pro-austérité arrivé en tête – a été bien accueilli lors des premières heures de cotation sur les marchés européens* »¹¹⁰⁶. Elle exprime un sentiment (soulagement) et une opinion (favorable) sur le résultat des élections législatives en Grèce. L'expression de son opinion personnelle continue, lorsqu'elle juge comme « trop fragile » le nouveau gouvernement qui sera désigné au lendemain des élections. En voici l'extrait : « *la Grèce devra former un gouvernement de coalition sans doute trop fragile pour pouvoir imposer un programme d'austérité et de réformes compatible avec les exigences actuelles des Européens et du FMI* »¹¹⁰⁷.

¹¹⁰⁶ Isabelle Couet, « Après les élections grecques, l'Espagne cristallise de nouveau l'inquiétude », *Les Echos*, 19 juin 2012, p. 34.

¹¹⁰⁷ *Ibid.*

Image 19 : Le Figaro (5)



Une autre illustration porte sur l'usage du mot « contagion » pour renvoyer à la possibilité de propagation de la crise de la dette à d'autres pays de la zone euro. Le concept de la maladie est ordinairement utilisé lorsqu'il s'agit d'analyser de telles situations et notre cas ne fait pas exception. Nous avons mentionné la « maladie », le « remède », mais aussi les pays « malades » de la zone euro. L'application du terme

« contagion » est très commune¹¹⁰⁸, mais elle ne constitue pas pour autant une expression neutre du point de vue du discours. Or, il existe bien d'autres mots sans connotation émotionnelle pour décrire la propagation de la crise.

D'après notre analyse, pour ce qui est du cas grec, plus de la moitié des articles appartenant au genre de la synthèse (55%) contenaient une sorte d'expression qui ne peut être qualifiée d'informatrice (« tragédie », « maladie », « cauchemar », etc.). De même, dans le cas espagnol, 53% des articles qui s'inscrivent dans le genre de la synthèse contiennent des éléments discursifs, qui ne peuvent être considérés comme informatifs (par exemple : « descente aux enfers », « panique », « scénario catastrophe », etc.). Par conséquent, un mélange s'effectue au sein d'un genre à but informatif, où se retrouvent des commentaires et des expressions mis parfois en avant comme du jargon, alors qu'en réalité, ce ne sont que des expressions de valeur qui n'ont rien de scientifique, d'informatif, dépourvues de toute dimension terminologique, formelle ou officielle.

Et si le genre dont nous parlons n'est pas la synthèse ? Cette question ne fait pas partie de notre travail, mais pourrait soulever des points de recherche intéressants pour les spécialistes de ce domaine.

Comme il ressort des Figures 17 et 18 plus haut, les analyses représentent un pourcentage faible (4% pour la Grèce et 3% pour l'Espagne). Parmi elles (nombre d'analyses), seules deux explorent les raisons profondes de la crise de la zone euro¹¹⁰⁹. Aucune, en revanche, n'aborde les possibilités de développement économique des pays fragilisés à l'issue des programmes d'ajustement financier. En fait, le lendemain de la crise ne fait l'objet d'aucun débat. Les programmes d'ajustement financier, et par conséquent le discours de la presse, ne s'intéressent pas au jour d'après, parce que leur but n'était pas d'aider les pays fragilisés, mais de sauver la zone euro avant tout. À titre d'illustration, Jessica Berthereau confie qu'aucun débat n'a vraiment eu lieu sur la façon de former à nouveau les personnes qui travaillaient au noir dans l'immobilier, afin qu'elles se réinsèrent dans d'autres secteurs. Elle ajoute qu'en général « *il n'y avait*

¹¹⁰⁸ Par exemple : Catherine Chatignoux, « La perspective d'un référendum en Grèce plonge la zone euro dans l'incertitude », *Les Echos*, 2 novembre 2011, p. 6 ; Claire Gatinois, Cécile Prudhomme, et Philippe Ricard, « L'Europe veut effacer plus de 50% de la dette grecque », *Le Monde*, 24 octobre 2011, p. 11 ; Isabelle Couet, « Zone euro : la crise s'étend à presque tous les pays », *Les Echos*, 16 novembre 2011, p. 30 ; Jean-Jacque Mével, « Crise de la dette : Paris et Berlin cherchent la parade », *Le Figaro*, 24 novembre 2011, p. 18.

¹¹⁰⁹ Alexandrine Bouilhet, « Grèce : un sauvetage financier de l'Europe », *op. cit.*

pas une remise en question de nos systèmes économiques », comme ce fut le cas avec la pandémie de la Covid-19¹¹¹⁰. L'absence d'une vision économique à l'égard des pays fragilisés (autre que la politique d'austérité) est partagée par d'autres journalistes¹¹¹¹. Marie Charrel s'est interrogée à l'époque sur le modèle économique promu par les réformes prescrites aux pays sous programme. *« En fait la réponse était qu'il n'y avait pas du tout de réflexions dans les plans. La Troïka disait que c'est n'est pas notre boulot, parce que notre boulot est de récupérer l'argent des prêts en fait. Mais quand on promeut des réformes de long terme c'est bizarre de ne pas avoir de réflexion sur ça »*¹¹¹². Peut-être pas tant que cela, après tout, si le but des programmes n'était pas le sauvetage des pays fragilisés¹¹¹³.

Louka Katseli, elle, fait état des responsabilités nationales dans l'absence d'un débat autour du modèle productif des pays, mais aussi autour de la théorie de la dépendance et de la compétition au sein de l'Union Européenne, sur la productivité, entre les pays du Nord et les pays du Sud¹¹¹⁴.

Au total, les articles sur l'avenir des pays en crise sont rares, à l'opposé de ceux traitant de l'avenir de la zone euro. L'union bancaire, la surveillance accrue des banques nationales par la BCE et les nouveaux instruments financiers, tels que le MES, font débat dans la presse. La discussion s'engage sur la zone euro avec pour thème principaux les eurobonds et la mutualisation de la dette européenne, ce qui n'a pas avancé à l'époque. L'intérêt porté à la zone euro, à l'inverse de la situation économique des pays fragilisés, constitue une autre indication probante du fait que la crise dans la zone euro était une crise de l'euro.

Enfin, le reportage est un genre qui vise à présenter aux lecteurs une vision des choses de « première main ». Dans le cas grec, 6% des articles sont des reportages, alors que pour l'Espagne le pourcentage est de 9%. Les entretiens avec des gens dans la rue, sur le terrain, sont des pratiques souvent appliquées dans un reportage. Mais suffisent-elles à affirmer que l'événement raconté est un produit de la réalité ? Si nous interrogeons les mêmes personnes (par exemple les mêmes analystes), si nous parlons avec des citoyens issus du même milieu (tels que les habitants du centre-ville),

¹¹¹⁰ Entretiens avec Jessica Berthereau, Álvaro Villalobos, Alain Salles, *déjà cités*.

¹¹¹¹ Entretien avec Maria Malagardis, *déjà cité*.

¹¹¹² Entretien avec Marie Charrel, *déjà cité*.

¹¹¹³ Entretien avec Massimo Prandi, *déjà cité*.

¹¹¹⁴ Entretien avec Louka Katseli, *déjà cité*.

comment pouvons-nous être sûrs de l'objectivité de notre reportage ? Les questions posées aux personnes interviewées ne sont presque jamais clairement exposées dans un article. Seuls les propos des gens interrogés sont mis en avant. Ces pratiques ne menacent-elles pas, au bout du compte, le récit de la réalité ? Ne risquent-elles pas de reproduire le même récit dominant, au lieu de présenter d'autres aspects du même événement ?

L'utilisation de citations fait aussi partie de cette « mise en scène », puisqu'elle reflète la « couleur locale », donc légitime le point de vue du journaliste. Elle renforce, sans doute, la dramatisation de l'événement et fait en sorte que son récit soit un produit réel.

1.4. Les sources journalistiques communes

La question de l'homogénéité de la presse s'est posée dès le début de la présente étude. Elle semble se confirmer non seulement au niveau du contenu, mais aussi au niveau de la forme et du cadre dans lequel ce contenu s'inscrit. En fait, au fur et à mesure de la recherche, il a été confirmé que cette homogénéité était non seulement bien réelle, mais qu'elle a également joué un rôle déterminant dans la structuration du récit de la crise au sein de la zone euro.

Mis à part les aspects de l'homogénéité que nous avons déjà analysés dans le présent chapitre, ce thème touche, aussi, les sources auxquelles les journalistes ont accès. Cette problématique, à savoir si l'homogénéité observée est le produit de sources journalistiques communes, constitue un point essentiel. L'accès aux mêmes sources explique, sans doute, l'homogénéité. Pierre Bourdieu a décrit cette reproduction d'information, dans une formule très souvent reprise, comme « la circulation circulaire de l'information »¹¹¹⁵. Les informations issues des agences de presse, des conférences de presse, des déclarations officielles ou même des « sources » de Bruxelles, de Paris ou de Berlin pourraient très bien être identiques et expliquer la partie strictement

¹¹¹⁵ Pierre Bourdieu, *Sur la télévision suivi de l'Emprise du journalisme*, Paris, Editions Liber, 1996, p.

informative des articles. Cela est d'ailleurs confirmé par des journalistes interviewés¹¹¹⁶.

Les journaux analysés ont traité les mêmes sujets de la même manière. Cela est légitime et même prévisible, dans la mesure où aucun journal ne pouvait éviter d'écrire sur l'éclatement de la bulle immobilière, la hausse du déficit grec ou le contexte international, par exemple. La question de l'homogénéité ne se pose, toutefois, pas au niveau des faits, mais au niveau de leur interprétation, la mise en avant des nombreuses facettes de la crise et, enfin, l'approche globale de la crise. Aucun journal n'a fait preuve d'originalité dans la présentation de ses différents aspects. Tous les journaux, à titre d'exemple, ont mentionné, d'une manière ou d'autre, la bulle immobilière ou le chômage. Mais aucun d'entre eux, ni même ceux qui disposaient de correspondants sur place bien avant la crise, ne s'est jamais penché sur le contexte historique du développement de cette « culture d'immobilier » en Espagne, et sur la signification sociale de ce pilier important de l'économie espagnole. Cela aurait contribué à offrir aux lecteurs la possibilité de mieux comprendre ce que l'immobilier représente dans la société espagnole. Aucun journal n'a abordé avec clarté, en particulier au début de la crise, les responsabilités des institutions européennes compétentes qui ont échoué dans leur mission au cours des années qui ont précédé. Ce ne sont que quelques exemples représentatifs de cette tactique. La question, ainsi, de l'homogénéité est de savoir pourquoi le récit de la crise de la zone euro est aussi pauvre dans les journaux concernés. La presse s'est essentiellement concentrée sur le grand enjeu, qui était la survie de l'euro. Même si la discussion tourne autour du déficit grec ou des taux d'intérêts espagnols, le thème central n'est pas véritablement la Grèce ou l'Espagne, mais l'euro. « *Tout le monde s'en fichait s'il y a de la corruption en Grèce ou si les Grecs paient leurs impôts tant qu'il n'y a pas une crise de l'euro* », martèle Arnaud Leparmentier¹¹¹⁷.

Pendant la crise de la zone euro la ligne directrice suivie par les quatre journaux était « bruxelloise ou allemande »¹¹¹⁸, à savoir une ligne conservatrice ou « ortho libérale »¹¹¹⁹. Bien que cela fût prévisible de la part du *Figaro* et des *Echos*, il n'en a

¹¹¹⁶ Entretiens avec Anne Bauer, Matthieu de Taillac, Massimo Prandi, Marie Charrel, Alain Salles, déjà cités.

¹¹¹⁷ Entretien avec Arnaud Leparmentier, déjà cité.

¹¹¹⁸ *Ibid.*

¹¹¹⁹ *Ibid.*

pas été de même pour *Le Monde* et encore moins pour *Libération*. Néanmoins, la position du *Monde* et de *Libération* envers la crise de la zone euro présente une particularité. D'un côté, Arnaud Leparmentier, éditorialiste au *Monde*, et de l'autre Jean Quatremer, correspondant de *Libération* à Bruxelles, sont plus libéraux-conservateurs que les journaux qu'ils représentent. Leur position a influencé « assez fortement » la ligne des deux journaux et se perçoit surtout à *Libération*. En somme, bien que la ligne Quatremer ne soit pas celle de *Libération*, le point de vue du journaliste parvient à déterminer l'orientation de *Libération*. Il en est un peu de même pour *Le Monde*¹¹²⁰.

Il faut rappeler ici que les journalistes travaillent souvent pour plusieurs médias, donc leur discours est reproduit. Cela est fréquent au sein d'un même groupe auquel appartiennent plusieurs médias. Souvent, ils se lisent entre eux et cela explique aussi la répétition de l'information. J. N. Darde se demande si le journaliste est en mesure de vérifier la réalité des événements qu'il relate ; il répond que son accès à la « réalité » est conditionnel et plutôt fondé sur ce qu'il a entendu dire et non sur ce qu'il a vu (dépêches d'agence, communiqués officiels, etc.)¹¹²¹.

La consultation des analystes est aussi un sujet qui a attiré notre attention. Nous avons cherché à voir quel type d'analyste a été sollicité par les journaux pour offrir son opinion ou son expertise quant à expliquer, prédire ou évaluer la crise. Parmi les quatre-vingt dix-sept noms retenus, seuls sept analystes avaient des affiliations de nature autre qu'économique. De plus, comme montre la Figure 19 plus bas, la majorité des experts étaient en rapport avec des institutions économiques et financières. Plus précisément, 43% des experts proviennent des banques ou des institutions d'investissements, telles que Natixis, BNP Paribas, Société Générale, Barclays Capital, Limus Capital ou Goldman Sachs. 23% proviennent du domaine de de l'enseignement supérieur, mais là encore, ils sont presque exclusivement affiliés à l'économie.

Par conséquent, la vue extérieure, la parole d'experts ou d'analystes ne diffère significativement pas de l'approche déjà adoptée par la presse qui reste strictement économique et renforce la position de cette dernière. De surcroît, le nombre d'experts (97) ne reflète guère une diversité d'opinions. Au contraire, ceux ci partagent des points

¹¹²⁰ *Ibid.*

¹¹²¹ Jean-Noël Darde, « Discours rapporté – discours de l'information : l'enjeu de la vérité », in Patrick Charaudeau (dir.), *La Presse, produit, production, réception*, Paris, Didier Erudition, p. 93.

de vue similaires, car ils sont issus d'établissements financiers ayant des objectifs proches et font appel à des moyens d'actions identiques. Ces établissements disposent de conseillers financiers et ils investissent eux-mêmes pour le compte de leurs clients. Donc, leur position est bien loin d'être neutre.

En outre, puisqu'ils ont un profil bien précis, la sollicitation même de la part des journaux n'est pas sans biais. En fait, l'appel aux experts ne sert qu'à légitimer une certaine argumentation ou position reprise par la presse, à laquelle vient s'ajouter une coloration scientifique. Vaia Doudaki et Angeliki Boubouka s'y réfèrent sous la désignation de « discours d'objectivation » (*discourse of objectivation*)¹¹²². Le discours des experts, présenté comme neutre et objectif, est traité comme un fait, comme la vérité et il n'est pas présenté pour ce qu'il est, à savoir un produit d'évaluation et de priorisation¹¹²³. L'expertise scientifique est liée à la possession reconnue d'une connaissance avancée et profonde sur un domaine, secteur ou discipline. Pourtant, comme soulignent les autrices, cette connaissance n'est pas communiquée librement ; elle est transmise au travers de schémas bien cadrés et organisés produisant des « manières de savoir » (*ways of knowing*)¹¹²⁴.

La sollicitation des experts est une pratique commune aux quatre journaux qui nous intéressent. Parfois, le même analyste est sollicité par des journaux différents, mais il arrive aussi que le journal revienne aux mêmes analystes à plusieurs reprises. Dans le cadre de notre étude, l'avis des experts fonctionne comme un moyen de soutenir les politiques d'austérité suivies au niveau européen, présentées comme le résultat de la faillite des politiques économiques nationales. Comme il apparaît clairement avec la Figure 19 ci-dessous, les grandes banques internationales, les banques d'investissements et les agences de consultation financière sont les plus sollicitées. Cependant, ce qui n'est pas évident dans le discours des experts est que leurs clients – et par conséquent eux-mêmes – ont tiré profit en investissant dans les pays en crise depuis des années. Le soutien des politiques implémentées n'est qu'une manière, finalement, de protéger leurs investissements.

¹¹²² Vaia Doudaki et Angeliki Boubouka, *Discourses of legitimization in the news(...)*, op. cit., p. 59-62.

¹¹²³ *Ibid.*, p. 60.

¹¹²⁴ *Ibid.*, p. 59.

Figure 19 : Sollicitation des experts (tous les journaux)

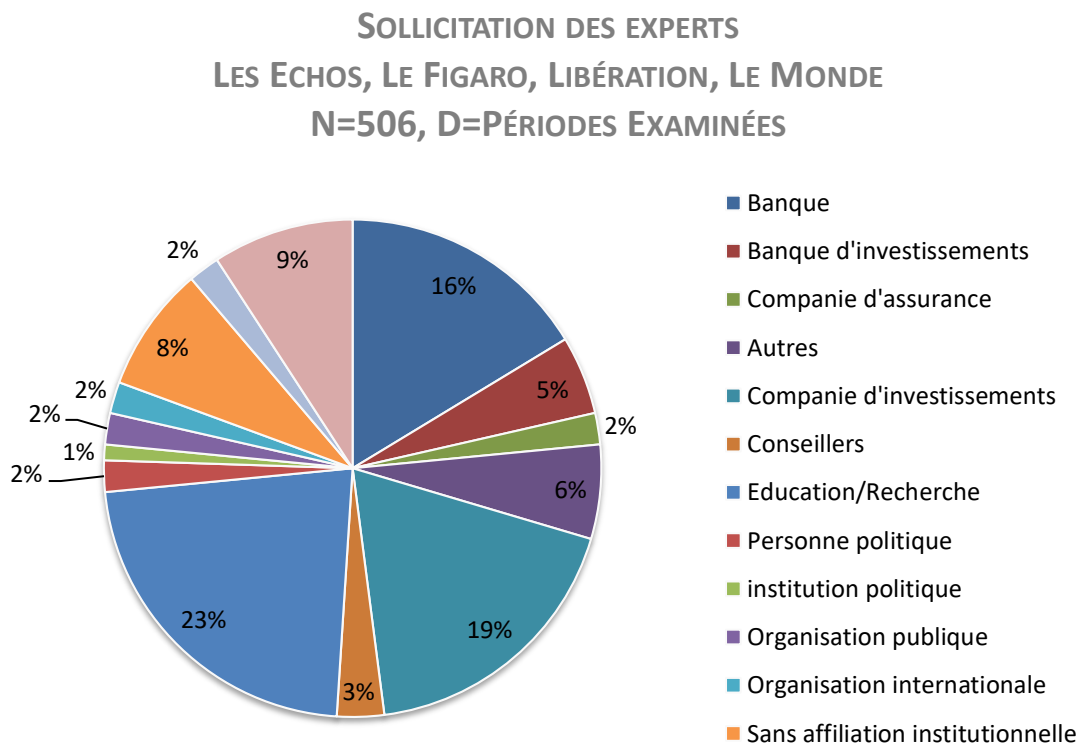


Tableau 12 : Liste des experts les plus cités

N=506, D=Périodes Examinées							
Nom	Prénom	Institution	Affiliation	Journal			
				Les Echos	Le Figaro	Libération	Le Monde
				Nombre de citations			
1. Abad	José Garcia	Goldmans Sachs, Moody's	Économiste	3		1	
2. Artus	Patrick	Natixis	Économiste	6			3
3. Blanchard	Olivier	FMI	Économiste	2	1		1
4. Boone	Laurence	Bank of America	Économiste en chef		2	1	
5. Broyer	Sylvain	Natixis	Économiste				3
6. Cavalier	Bruno	Oddo Securities	Chef économiste	4	1		4
7. Castillo	Jesus	Natixis	Économiste	1	1	1	3
8. Chaney	Eric	AXA IM	Chef économiste	1	2		1
9. Defosse	René	Natixis	Stratégiste	2			1

10. Déo	Stéphane	UBS	Économiste	3		1	
11. Nielsen	Eric	Goldman Sachs	Chef économiste		2		2
12. Weber	Axel	Bundesbank	Directeur		4	1	3

Le tableau 12 indique les experts qui ont été les plus sollicités par les journalistes. Parmi les 97 experts retenus – dont des économistes, des professeurs d’université et des chercheurs – ceux dont l’avis a été le plus consulté étaient des économistes affiliés aux grandes banques d’investissement internationales. Le nombre de citations représente le nombre de fois où l’analyste a été sollicitée par le journal au cours de la période concernée. Par exemple, José Garcia Abad a été sollicité trois fois par *Les Echos* et une fois par *Libération*. Le tableau montre seulement les experts économiques qui ont été cités au moins trois fois dans un nombre d’articles équivalent. Parfois, le même expert est consulté par différents journaux le même jour. Les experts les plus cités sont Patrick Artus de Natixis et Bruno Cavalier de Oddo Securities, suivis par Axel Weber, ancien directeur de la Bundesbank. La liste complète des analystes cités est présentée au Tableau 13 qui suit. Cela confirme aussi que les experts économiques et financiers ont été les plus consultés durant la crise.

Tableau 13 : Liste complète des experts sollicités

N=506, D=Périodes Examinées							
	Nom	Institution	Profession	Journal			
				Les Echos	Le Figaro	Libération	Le Monde
				Nombre de citations			
1.	ABAD José Garcia		Économiste	3		1	
2.	AGHION Philippe	Harvard	Professeur d'économie			1	
3.	AGHION Ciaran	Société Générale	Stratégiste	1			
4.	ARABOGLOU Orestis		Expert comptable		1		
5.	ALPHA VALUE	Cabinet d'etudes		1			
6.	ARTUS Patrick	Natixis	Économiste	6			3
7.	BALINDA Sara		Économiste			1	

8.	BIGNIER Zeina	Société Générale		1			
9.	BLANCHARD Olivier	FMI	Économiste	2	1		1
10	BOONE Laurence	Barclays Capital, Bank of America	Économiste en chef		2	1	
11	BRENDER Anton	Dexia Asses Management	Économiste				2
12	BROYER Sylvain	Natixis	Économiste				3
13	CANEL Maria José	Université Complutense de Madrid	Professeur de communication politique				1
14	CAVALIER Bruno	Oddo Securities	Chef économiste	4	2		4
15	CASTILLO Jesus	Natixis		1	1	1	3
16	CERISIER Frédéric	BNP Paribas					1
17	CHANEY Eric	AXA IM	Chef économiste	1	2		1
18	CICUREL Michel	Michel Cicurel Conseil	Économiste, intellectuel		1		
19	COHEN Daniel	Ecole normale supérieure	Professeur d'économie				1
20	COHN-BENDIT Daniel	Vert, Parl. Europ.	Eurodéputé			1	
21	CORIAT Benjamin	Université Paris XIII	Professeur-économiste			1	
22	DE BOUSSIIEU Christian	Centre français d'étude et de recherche en économie internationale	Économiste			2	
23	DEFOSSEZ René	Natixis	Stratégiste	2			1
24	DELETRE Bruno	Crédit foncier de France	Directeur général		1		
25	DELPHA Jacques	Conseil d'analyse politique	Membre	1			1
26	DELFIUEUX Jean-Marc	Tikehau	Analyste	1			
27	DEO Stéphane	UBS	Économiste	3		1	

28	DIAZ-GIMENEZ Javier	IESE Business School	Professeur d'économie		1		
29	DONOVAN Paul	UBS	Économiste				1
30	DUHEN François	CM-CIC	Statégiste	1			
31	EKKEHARD Ernst	Organisation International du Travail	Chef du département tendances d'emploi	1			
32	FERNANDEZ Fernando	IE Bussiness School de Madrid	Économiste				1
33	FIESCHI Catherine	Think tank Counterpoint	Directrice			1	
34	Jean-Paul	Observatoire français des conjunctures économiques	Président-économiste			1	
35	FRANSOLET Laurent	Barclays Capital	Responsable européen de la stratégie				2
36	Gros Daniel	Centre d'étude des politiques européennes	Directeur				1
37	JAKOBSEN Steen	Limus Capital	Économiste				1
38	JOB-BAZILLE Isabelle	Crédit Agriculture SA	Directrice des études économiques				1
39	JOUYET Jean Pierre	Autorité des marchés financiers	Président	1			
40	KALFON David	Amaika AM	Président	1			
41	KALOYAN Roland	Société Générale	Stratégiste	1			
42	KINSELLQ Ray	University College Dublin	Économiste				1
43	KRUGMAN Paul		Économiste, nobeliste			1	
44	LEANDROS Petros	Institut du travail-GSEE (Grèce)			1		
45	LELLOUCHE Pierre		Le secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes				1

46	LEMOINE Mathilde	HSBC France, Conseil d'analyse économique					1
47	L HOIR Matthieu	AXA IM					1
48	MAYER Thomas	Deutsche bank	Économiste	1			
49	MENUET Guillaume	Citigroup	Économiste	1			1
50	MERCIER Thibault	BNP Paribas			1		1
51	MONCHALIN AMELIE	BNP Paribas	Économiste				1
52	MORTIMER- LEE Paul	BNP Paribas	Analyste	1			
53	MOSCOSO Philip	IESE Business School	Économiste	1			1
54	MOURIEL Jean- Louis	Aurel BGC	Analyste	1			1
55	NANTERNE Pierre	Accenture France	Pdg				1
56	NIELSEN Eric	Goldman Sachs	Chef économiste		2		2
57	O DRISCOLL Gerald	Citigroup					1
58	OLIVET Cecilia		Chercheuse en science politique				1
59	PARISOT Christian	Aurel	Économiste	1			
60	PATURLE Adrian	Axiom	Gérant	1			
61	PEREZ José Ignacio		Économiste			1	
62	PETIT Jean- Pierre	Les Cahiers verts de l'économie	Président				1
63	PHILIPS René	KPMG		1			
64	PIGASSE Matthieu	Lazard	Directeur Délégué général	1		1	
65	PISANY-FERRY Jean	Bruegel	Directeur				4
66	RAGOT Xavier	CNRS et Ecole d'économie de Paris	Chercheur, professeur				1

67	RANCIERE Romain	Research department of the IMF, Paris School of Economics	Chercheur			1	
68	RECCHI Giuseppe	ENI pétrolier	PDG				1
69	REY I BALDO Emily	Les Commissions ouvrières, syndicat espagnol	Directeur de communication				1
70	Reynié Dominique	Fondation pour l'innovation politique (Fondapol)					1
71	ROBIN Jean-François	Natixis	Stratège			1	1
72	ROBOLIS Savas	Institut du travail-GSEE	Directeur scientifique				1
73	ROUBINI Nouriel	Université de New York	Professeur				1
74	RUBIO-RAMIREZ Juan	Fedea	Économiste				1
75	SARGENT Thomas		Économiste, nobeliste	1		1	
76	SAINT ETIENNE Christian	CNAM	Professeur		1		
77	SEFERTZIS George		Analyste politique			1	
78	SORRELL Martin	WPP publicitaire	Pdg				1
79	SOROS George		Investisseur		1		1
80	SPIRO Nicholas	Spiro sovereign strategy	Analyste	1			
81	SUBRAN Ludovic	Euler Hermes	Chef économiste		2		
82	STERDYNIAK Henri	OFCE	Président				1
83	STIGLITZ Joseph		Économiste, nobeliste			1	
84	TAYLOR Paul	Fitch	Président				1

85	TORIBIO Juan-José	IESE Business School		1			
86	TOUATI Marc	Bourse Global Entities	Directeur				1
87	TOXO Ignacio Fernandez	Syndical Commissions ouvrières	Secrétaire général			1	
88	VALENCIANO Rodolfo Benito		Économiste			1	
89	VALLA Natacha	Goldman Sachs	Économiste				2
90	Van Ark Bart	Conference board-USA	Vice-président, économiste		1		
91	VERGOPOULOS Kostas	Université Paris VIII	Professeur d'économie			2	
92	VIVES Xavier	IESE Business School	Professeur	1			
93	Weber Axel	Bundesbank			4	1	3
94	WERNER SINN Hans	IFO	Économiste	1	1	1	
95	WYPLOSZ Charles	Université de Genève	Économiste				1
96	ZARKA Yves Charles	Sorbonne	Professeur, philosophe				1
97	ZLOTOWSKI Yves	Coface	Économiste en chef	2			

Le suivisme des journalistes a été mentionné comme une explication de l'homogénéité. Ainsi, tout indique que les journalistes sont influencés par ce qui est écrit sur un sujet donné par leurs confrères et ils inclinent à la répétition et au suivisme, donc « *il y a moins d'originalité* »¹¹²⁵. De plus, ils partagent les mêmes pratiques de travail, quel que soit le journal¹¹²⁶. En liaison étroite avec ces pratiques se trouve le sujet de l'objectivité. « *Le but c'est l'objectivité. Tous les journalistes essaient de l'obtenir, même si n'est pas possible à 100%. Et pour cela les méthodes se ressemblent un peu et donc on arrive aux mêmes résultats, même si la ligne politique de chaque journal est différente* »¹¹²⁷.

¹¹²⁵ Entretien avec Jessica Berthereau, déjà cité.

¹¹²⁶ Entretien avec Matthieu de Taillac, déjà cité.

¹¹²⁷ Ibid.

Or, l'argument de la quête de l'objectivité ne suffit pas pour justifier le type d'homogénéité que nous avons remarquée et analysée dans les chapitres précédents. Mais ce qui a attiré notre attention c'était l'expression de tant de jugements par l'ensemble des quatre journaux. Or, l'utilisation de jugements reste un choix personnel du journaliste et n'est guère liée à son accès aux mêmes sources que ses collègues, ou à son effort de présenter son sujet de façon exhaustive. En fait, il semble que les journalistes peuvent difficilement échapper à la tentation d'adopter des clichés et des appréciations¹¹²⁸.

1.5. L'élément du flou

L'utilisation des jugements de valeurs pour aborder la crise dans la zone euro a été minutieusement analysée dans le premier chapitre. Ici, nous examinerons deux éléments constitutifs de la structuration du récit de la crise, l'élément du flou et la généralisation. Tous les deux ont affecté l'impact des jugements et leur fonctionnement dans le discours.

L'élément du flou concerne la signification et l'utilisation des mots « Grèce » et « Espagne » dans le contexte des articles. Les mots peuvent se référer à la fois aux gouvernements de l'époque, aux gouvernements précédents, au peuple grec ou espagnol, ou bien aux États respectifs. Dans certains cas, le gouvernement de l'époque, le peuple (les Grecs ou les Espagnols) et l'État grec ou espagnol sont clairement identifiés comme des acteurs. Néanmoins, s'agissant de l'utilisation du mot « Grèce » ou « Espagne », l'identité de l'acteur mentionné (gouvernement, État ou peuple) reste souvent largement ambiguë. Cette ambiguïté n'est pas sans importance. D'abord, parce qu'elle fait l'objet d'interrogations sur l'identité de l'acteur véritable, selon les circonstances. L'État est un concept plus large, plus inclusif, il insinue la continuité, l'historicité, il touche aux fondations même du pays, alors que le concept du gouvernement est parcouru par la temporalité, son envergure est plus restreinte et, en plus, il est fortement personnalisé. Ensuite, le peuple – situé entre les deux – est une

¹¹²⁸ Entretien avec Marie Charrel, *déjà cité*.

notion suffisamment abstraite, mais en même temps suffisamment personnifiée. Elle tend à faciliter la généralisation, mais, comme pour le public, le peuple n'est pas homogène. Donc, l'application souvent passe-partout du mot « Grèce » et « Espagne » ne soulève pas seulement des questions sémantiques, mais aussi des questions de substance. Cette « *mystification* », comme l'appellent Vaia Doudaki et Angeliki Boubouka, à savoir la création d'un environnement discursif vague, sert d'un instrument de soutien et de légitimation des actions et des décisions, sans nécessiter des explications¹¹²⁹. De son côté, Monika Bednarek parle de la notion de *comprehensibility*, quelle inclut dans sa théorie d'évaluation du discours dans la presse. La *comprehensibility* est liée au « *degré auquel l'auteur évalue des entités ou des situations comme étant au sein ou au-delà de la compréhension humaine. La *comprehensibility* comprend la notion du flou ou de manque de précision et de l'explicité (ce qui n'est pas précis est moins compréhensible, ce qui est explicite est plus facilement compréhensible)* »¹¹³⁰.

L'élément du flou est présent dans tous les journaux. Nous allons citer quelques exemples pour illustrer ce point.

Dans ceux qui suivent, le mot « Grèce » est utilisé au sens large, sans aucune précision sur l'acteur :

1) « Gerald Corrigan, le patron de la banque Goldman Sachs aux États-Unis, accusée d'avoir aidé la Grèce à “maquiller” son niveau de déficit dans les années 2000 »¹¹³¹.

2) « La question que tout le monde se pose, et en Allemagne plus qu'ailleurs, porte sur la capacité de la Grèce à faire face à son endettement »¹¹³².

3) « Pourquoi les marchés n'attaquent-ils pas l'Irlande, plus mal en point que la Grèce, même en tenant compte de ses mensonges sur ses comptes ? »¹¹³³.

4) « Hans-Werner Sinn a prévenu que les Grecs ne seraient pas en mesure de rembourser leur emprunt »¹¹³⁴.

¹¹²⁹ Vaia Doudaki et Angeliki Boubouka, *Discourses of legitimation in the news(...)*, op. cit., p. 75.

¹¹³⁰ Monica Bednarek, *Evaluation in media discourse: analysis of a newspaper corpus*, London & New York, Continuum, 2006, p. 45.

¹¹³¹ Jean Pierre Stroobants, « Pour éviter une réédition du cas grec, Bruxelles souhaite renforcer les outils de surveillance et de sanction », *Le Monde*, 16 avril 2010, p. 14.

¹¹³² Nicolas Barré, « La zone euro dans le piège grec », *Les Echos*, 26 avril 2010, p. 14.

¹¹³³ Catherine Maussion, « “ Sans dysfonctionnement de l'UE, il n'y aurait pas d'affaire grecque ” », *Libération*, 27 avril 2010, p. 15.

¹¹³⁴ Patrick Saint-Paul, « La stratégie d'Angela Merkel critiquée », *Le Figaro*, 29 avril 2010, p. 18.

5) « Mais la Grèce a déjà bénéficié largement des fonds structurels européens et elle en a fait mauvais usage »¹¹³⁵.

Dans ces exemples, la question se pose de savoir à qui ou à quoi se réfère le mot « Grèce » : à l'État grec, au gouvernement de l'époque ou bien aux gouvernements successifs d'une période donnée ? La réponse n'est pas claire. Dans le deuxième et le quatrième exemple, qui traitent du même sujet, à savoir le remboursement de la dette grecque, l'agent, le sujet, qui doit rembourser la dette n'est pas distinctement défini. *Les Echos* (exemple numéro 2) s'interroge sur la capacité de « la Grèce » à rembourser sa dette, tandis que *Le Figaro* (exemple numéro 4) soutient que, selon Hans-Werner Sinn, « les Grecs » ne seraient pas en mesure de rembourser leur dette. Par « la Grèce » entend-on le gouvernement ou bien le peuple grec ? De la même manière, l'expression « les Grecs » s'adresse-t-elle au gouvernement ou au peuple grec ?

Voici un deuxième groupe d'exemples où nous faisons la même observation :

1) « Je pense que la Grèce est presque devenue un élément secondaire par rapport aux problèmes que rencontre l'Europe. Bien sûr la surcharge de l'endettement de la Grèce doit être résolue, mais la zone euro doit aussi apporter des solutions sur sa propre situation. Une réponse qui concernerait uniquement la Grèce risquerait de ne pas satisfaire les marchés »¹¹³⁶.

2) « Les banques ayant pris une sérieuse claque avec la Grèce, il est devenu nécessaire qu'elles se recapitalisent en tenant compte de la perte de valeur des obligations d'Etat qu'elles détiennent »¹¹³⁷.

3) « Sur la centaine de milliards d'euros de fonds propres que les banques européennes pourraient avoir à trouver pour absorber une nouvelle décote sur la dette souveraine grecque, les banques grecques sont en première ligne. Et la Grèce s'affole. La presse locale faisait ainsi état en début de semaine d'une situation " alarmante " pour les caisses de retraite »¹¹³⁸.

¹¹³⁵ Alain Faujas, « Jean Pisani-Ferry : " Une sortie de l'euro créerait le chaos en Grèce, sans parler des effets sur les autres pays " », *Le Monde*, 29 avril 2010, p. 7.

¹¹³⁶ Rejane Reibaud, « " Je vois mal comment l'Etat ou même l'Europe pourraient être meilleurs que nous pour gérer nos banques " », *Les Echos*, 26 octobre 2011, p. 26.

¹¹³⁷ Jean Quatremer, « La zone euro déploie grand ses aides et gagne en envergure », *Libération*, 28 octobre 2011, p. 6.

¹¹³⁸ Rejane Reibaud, « Les banques grecques dans l'œil du cyclone », *Les Echos*, 26 octobre 2011, p. 26.

4) « Si la Grèce décidait d'abandonner l'euro, serait-ce un drame pour l'Europe ? »¹¹³⁹.

5) « La situation de la Grèce a empiré, selon un rapport confidentiel de la troïka »¹¹⁴⁰.

6) « La situation de la Grèce, étranglée par les plans de rigueur, devient si intenable que les dirigeants européens se sont faits à l'idée que le pays puisse ne pas honorer l'intégralité de sa dette de 350 milliards d'euros »¹¹⁴¹.

7) « La Grèce pourrait prendre l'initiative d'une réunion paneuropéenne sur ce thème »¹¹⁴².

8) « Nicolas Sarkozy a annoncé ensuite que les dirigeants européens sont toujours prêts à aider la Grèce, ce qui “ implique que la Grèce remplisse ses engagements ” »¹¹⁴³.

9) « La Grèce, ça suffit ! »¹¹⁴⁴.

10) « On aurait dû négocier une décote de cette dette début 2011, ne serait-ce que pour récompenser la Grèce des efforts budgétaires considérables qu'elle a consentis en 2010 »¹¹⁴⁵.

11) « La bonne nouvelle, c'est que la Grèce devrait être durablement soulagée par la décote (“ haircut ”) appliquée à une partie de sa dette, acceptée hier à Bruxelles par la communauté bancaire »¹¹⁴⁶.

Dans le premier et deuxième exemple, le mot « Grèce » pourrait très bien être remplacé par la dette grecque. D'ailleurs, c'est exactement à cela qu'il se réfère. L'Europe doit gérer le problème de la dette grecque (l'origine de la crise) et les banques ont acheté de la dette grecque. Nous voyons aussi dans le premier exemple que l'utilisation du mot change constamment, puisque, sans grand possibilité d'erreur, la deuxième référence signifie le pays.

¹¹³⁹ Frédéric Haziza et al., « Valérie Pécresse : “ Il faut dire la vérité ” », *Le Monde*, 4 novembre 2011, p. 24.

¹¹⁴⁰ Jean-Jacques Mével, « La situation de la Grèce a empiré, selon un rapport confidentiel de la troïka », *Le Figaro*, 24 octobre 2011, p. 22.

¹¹⁴¹ Philippe Ricard, « Cinq pistes pour surmonter la crise et assurer l'avenir de l'union monétaire », *Le Monde*, 26 octobre 2011, p. 4.

¹¹⁴² Alexandra Schwartzbrod, « “ Athènes a un vrai rôle à jouer dans cette crise plus philosophique qu'économique ” », *Libération*, 24 octobre 2011, p. 24.

¹¹⁴³ Cyrille Lachèvre et Jean-Jacques Mével, « Sauvetage de la Grèce : l'Europe pose ses conditions à Papandréou », *Le Figaro*, 3 novembre 2011, p. 18.

¹¹⁴⁴ Dominique Seaux, « La Grèce, ça suffit ! », *Les Echos*, 2 novembre 2011, p. 14.

¹¹⁴⁵ Clément Lacombe et Virginie Malingre, « Jean Pisani-Ferry : “ Il était inévitable que la politique se venge ” », *Le Monde*, 4 novembre 2011, p. 16.

¹¹⁴⁶ Catherine Chatignoux, « Grèce : un “ haircut ” sévère pour les banques domestiques », *Les Echos*, 27 octobre 2011, p. 5.

Dans le troisième exemple, au passage où « la Grèce s'affole », il est difficile de comprendre ce à quoi le journaliste se réfère exactement ou quels sont, plus clairement, les acteurs nationaux qui sont concernés.

Dans le quatrième exemple, celui de la Grèce susceptible d'abandonner l'euro, est-ce les citoyens grecs qui sont désignés, parce que ce sont eux qui voteraient à un référendum, ou bien le gouvernement grec, appelé à prendre une telle décision ?

Dans les cinquième et sixième exemples, « la situation de la Grèce » reflète en réalité l'économie grecque (touchée par les mesures adoptées).

Le septième exemple renvoie au gouvernement grec. C'est le gouvernement qui est censé prendre une initiative.

Dans le huitième, la première référence se rapporte au pays, puisque c'est le pays qui va recevoir de l'aide, mais c'est le gouvernement qui décide d'honorer ses engagements ou non par l'adoption des mesures prévues.

Dans les trois derniers cas, le sens derrière le mot « Grèce » n'est pas clair. Dans le neuvième exemple, le titre de l'article des *Echos* pourrait-il renvoyer à la crise grecque, au problème grec, tel qu'il est exposé au moment de la publication de l'article, ou bien au gouvernement grec, dont le comportement est critiqué ? Il pourrait tout aussi bien comprendre tous ces concepts à la fois.

Qui est récompensé pour ses efforts budgétaires ? (dixième exemple). Le gouvernement grec qui a légiféré en l'espèce ? La population qui les a subis, ou bien les acteurs économiques, tels que les entreprises ou les banques ? Le sens n'est pas très clair ici non plus.

Enfin, la Grèce, en tant que pays, serait soulagée par la décote puisque la dette de son État serait diminuée, mais dans ce cas, le mot pourrait aussi désigner le gouvernement grec qui a été soulagé d'avoir obtenu un accord sur la dette (onzième exemple).

Cette courte analyse de l'utilisation du mot « Grèce » reflète son multi-usage. En fait, le mot est utilisé pour se référer à la Grèce comme pays, mais dans d'autres cas, « Grèce » peut se rapporter à la fois au gouvernement grec, à l'État grec et à l'économie grecque. Il devient, donc, parfois difficile de distinguer à quoi ce mot renvoie exactement. Cependant, la plupart des références à la Grèce portent sur la notion du pays. Lorsque le mot « Grèce » est utilisé pour se référer au gouvernement en place, il suggère des actions exécutées par le gouvernement, mais qui engagent un pays au-delà de son mandat ; par exemple, la

participation du pays à la zone euro, son endettement, le plan de financement de sa dette et l'éventualité d'une faillite de sa part. La notion de pays est liée à celle du mandat d'un gouvernement, tout en sous-entendant son peuple. En somme, l'utilisation du mot « Grèce » veut montrer la continuité des choses, mais aussi – à un certain niveau – généraliser.

D'un côté, sous l'angle journalistique, l'utilisation d'un mot dont le sens est assez large et exprime une entité constitue une manière pratique, facile et sûre d'indiquer les démarches et les décisions d'un certain acteur. Au total, il importe peut-être peu que le mot puisse revêtir des significations différentes. Pour le journaliste, il ne s'agit éventuellement là que d'une nuance. Dans le même temps, cette ambiguïté est fonctionnelle en ce qu'elle évite au journaliste d'avoir à justifier chaque fois le sens des mots qu'il utilise. De l'autre côté, l'emploi passe-partout du mot « Grèce » semble faciliter la création d'une image invariable, unifiée et simplifiée. Si le texte ne nous donne pas la possibilité de distinguer entre tel ou tel acteur, nous n'avons en tant que lecteurs aucune raison d'essayer de le faire. À la fin, il ne reste qu'une seule image. Les nuances, l'esprit critique semblent alors occuper une place secondaire, tant pour le journaliste que pour le lecteur. La confusion qui est évidemment entretenue par l'équivoque des mots n'est pas négligeable lorsqu'il faut analyser, expliquer, communiquer un message, ou évaluer une situation.

1.6. La généralisation

L'élément du flou doit être analysé en juxtaposition avec la tendance à la généralisation. La généralisation s'effectue largement à travers l'utilisation de noms collectifs, tels que les « Grecs » ou les « Espagnols », en combinaison avec les jugements qualitatifs qui leur sont attribués. L'écrasante majorité des jugements se réfèrent à des institutions durables qui représentent des collectivités ou possèdent des caractéristiques générales. Or, la généralisation dans la presse (re)produit des stéréotypes et ne contribue pas à l'intelligibilité d'une situation. Vaia Doudaki et Angeliki Boubouka font état de l'« unification », c'est-à-dire de la catégorisation des

personnes sous une caractéristique commune sans aucune distinction¹¹⁴⁷. Prenons quelques exemples :

1) « On peut certes, comme les Allemands, estimer que les Grecs paient aujourd'hui leurs mensonges d'hier »¹¹⁴⁸.

2) « Les médias allemands attisent le feu en multipliant les reportages montrant que la crise n'a rien changé en Grèce, où les chauffeurs de taxis et les marchands de journaux continueraient d'être payés au noir et où les employés des services publics touchent des retraites confortables »¹¹⁴⁹.

3) « Déçus par leurs responsables politiques et humiliés par la crise, les Grecs laissent parler leur colère »¹¹⁵⁰.

4) « Dans son plan de rigueur, le gouvernement Papandréou table en effet beaucoup sur la lutte contre la fraude fiscale et l'un des dispositifs centraux de cette réforme consiste à traquer ceux qui vivent ostensiblement au-dessus de leurs revenus déclarés et qui, pour ce faire, omettent de remettre factures et reçus à leurs clients. Un sport national bien ancré dans les mœurs »¹¹⁵¹.

5) « Les subsides et les subventions européennes ne sont pas faits pour acquérir des maisons, des véhicules ou pour encourager le farniente »¹¹⁵².

Dans le premier exemple, il est insinué que tous les Grecs (peuple ou gouvernement, aucune différence n'est faite ici) sont responsables, parce qu'ils ont tous menti. Le deuxième fait apparaître que dans l'ensemble du territoire grec, tous les chauffeurs de taxi et tous les marchands de journaux sont des fraudeurs fiscaux. De plus, tous les retraités du service public touchent une retraite confortable. Le troisième exemple reflète la situation émotionnelle des Grecs qui se sentent « *humiliés par la crise* ». Le quatrième laisse entendre que la fraude fiscale est une pratique courante en Grèce, tout en suggérant un autre type de tricherie, commune, encore une fois, à tous les Grecs.

¹¹⁴⁷ Vaia Doudaki et Angeliki Boubouka, *Discourses of legitimation in the news(...)*, *op. cit.*, p. 58.

¹¹⁴⁸ « Chacun pour soi, la crise pour tous », *Le Monde*, 24 avril 2010, p. 1.

¹¹⁴⁹ Catherine Maussion, « “ Sans dysfonctionnement de l'UE, il n'y aurait pas d'affaire grecque ” », *op. cit.*

¹¹⁵⁰ Catherine Simon, « Déçus par leurs responsables politiques et humiliés par la crise, les Grecs laissent parler leur colère », *Le Monde*, 28 avril 2010, p. 7.

¹¹⁵¹ Philippe Cergel, « Les Grecs noyés sous une pluie de reçus », *Libération*, 28 avril 2010, p. 4.

¹¹⁵² Jean-François Achilli et Françoise Fressoz, « Gérard Larcher : “ Il faut soutenir la Grèce ” », *Le Monde*, 30 avril 2010, p. 17.

La moralisation¹¹⁵³, le jugement à base morale¹¹⁵⁴, n'est pas un phénomène limité au cas grec, mais il s'observe aussi dans le cas espagnol, bien que de manière mitigée. Gérard Thomas explique dans son article comment et pourquoi une ville entière travaille au noir¹¹⁵⁵. Cécile Chambraud, à travers beaucoup d'exemples provenant d'histoires personnelles, démontre l'ampleur de l'économie noire en Espagne¹¹⁵⁶. Sandrine Morel parle de la pléthore de cas de corruption au niveau des Autonomias¹¹⁵⁷. Ce type de discours d'accusation morale sert de base d'interprétation facile et simpliste de la crise, sans présenter une problématique sur la complexité du phénomène. À travers des exemples personnifiés, la corruption ou la fraude devient réelle aux yeux des lecteurs et, donc, ces deux phénomènes sont facilement acceptés comme causes majeures de la crise.

Les jugements collectifs fonctionnent plus efficacement dans le processus de communication que le fait de nuancer, approfondir ou évaluer. En outre, la simplification est un autre paramètre de généralisation. Pendant la crise, nombre d'envoyés spéciaux, souvent dépourvus de connaissances autour du pays, sont venus en Grèce pour produire des reportages au cours desquels ils sollicitaient des citoyens au centre d'Athènes, disposés à exprimer leur opinion. Les avis récoltés ont par la suite été considérés comme des faits absolus. Pour donner un exemple, Catherine Simon, correspondante du journal *Le Monde*, a été envoyée à Athènes à la fin du mois d'avril et au début du mois de mai 2010. Ses articles¹¹⁵⁸ ont tous les deux les mêmes caractéristiques : une Grèce qui triche, qui ment, qui est en proie au clientélisme et à la corruption, telle que la décrivent les citoyens interviewés dans la rue, des petits commerçants ou bien des professeurs sollicités par l'Institut du travail. En lisant ces deux articles, largement identiques, d'aucuns penseraient qu'il n'y a pas rien d'autre à apprendre sur la Grèce et sa situation au début de la crise. Catherine Simon n'a pas publié d'autres articles sur la Grèce et ses intérêts. Or, en observant les articles qu'elle

¹¹⁵³ Vaia Doudaki et Angeliki Boubouka, *Discourses of legitimization in the news(...)*, *op. cit.*, p.78.

¹¹⁵⁴ Thomas Tsakalakis, *Les Grecs : corrompus, paresseux et indisciplinés (...)*, *op.cit.*

¹¹⁵⁵ Gérard Thomas, « Cadix broie du travail au noir », *op. cit.*

¹¹⁵⁶ Cécile Chambraud, « Barcelone - Des bancs de l'école à la vie adulte, parcours d'une "pandilla" », *op. cit.*

¹¹⁵⁷ Sandrine Morel, « La faim justifie-t-elle tous les moyens ? », *op. cit.*

¹¹⁵⁸ Catherine Simon, « Déçus par leurs responsables politiques et humiliés par la crise, les Grecs laissent parler leur colère », *op. cit.* ; Catherine Simon, « L'économiste Petros Linardos-Rulmond : " On ne peut pas continuer à être la Corse de l'Europe " », *Le Monde*, 29 avril 2010, p. 7.

a produits pour le journal, mais aussi son ton et son style, nous constatons qu'ils n'ont aucun rapport avec ce qu'elle a écrit sur la Grèce.

De l'autre côté, beaucoup d'articles que nous avons cités sur la situation en Espagne proviennent des correspondants permanents des journaux sur place. Bien que l'existence de la fraude, de la corruption ou de la mauvaise gestion des finances n'est pas niée, la manière dont ces sujets sont traités, souvent hors contexte et dans le but simple de provoquer du sentiment, ne semble pas être à la hauteur des attentes que d'aucuns auraient de ces journalistes qui se déclarent *connaisseurs* du pays. Parler de la corruption et de la fraude est facile. Mais en parler dans un contexte spécifique est plus compliqué. Si ces phénomènes sont au cœur des causes de la crise – comme la presse laisse entendre – il est quand même étonnant qu'aucune question autour de ce phénomène économique, social, politique, etc., n'ait été posée au cours de quatre années de difficultés.

Enfin, il faut ajouter que l'ambiguïté sert à la généralisation. Malgré son équivoque, le discours journalistique est univoque. Ainsi, dans la phrase « *la banque Goldman Sachs aux États-Unis, accusée d'avoir aidé la Grèce à “ maquiller ” son niveau de déficit dans les années 2000* »¹¹⁵⁹, l'équivoque du mot « Grèce » (s'agit-il d'un seul gouvernement ou de plusieurs ?) contraste avec le « maquillage » du déficit, qui renvoie à un jugement bien précis. De plus, l'omission d'informations importantes autour de l'opération de Goldman Sachs, susceptibles de contribuer à la compréhension du sujet, sert de moyen de construire une réalité sur la Grèce et Goldman Sachs et privilégier une certaine interprétation de la réalité¹¹⁶⁰.

La généralisation est aussi renforcée par la quantification, qui donne un sens d'objectivité. François Musseau fait état de la politique contre la fraude fiscale que le gouvernement de Mariano Rajoy souhaitait appliquer. En offrant une amnistie fiscale sous conditions, le gouvernement voulait régulariser « *une infime partie de cette immense poche qu'est l'économie souterraine espagnole, laquelle représenterait environ un quart du PIB* »¹¹⁶¹.

¹¹⁵⁹ Jean-Pierre Stroobants, « Pour éviter une réédition du cas grec, Bruxelles souhaite renforcer les outils de surveillance et de sanction », *Le Monde*, 16 avril 2010, p. 14.

¹¹⁶⁰ Vaia Doudaki et Angeliki Boubouka, *Discourses of legitimization in the news...*, op. cit., p. 70.

¹¹⁶¹ François Musseau, « Rajoy prêt à tout pour ramasser des miettes de la fraude fiscale », *Libération*, 19 juin 2012, p. 18.

La généralisation contribue aussi à un autre processus, celui du renforcement de l'identité de Soi par rapport à l'identité de l'Autre. Le dipôle Soi-Autre est largement utilisé dans les sciences humaines et sociales pour expliquer l'interaction sociale, le comportement individuel ou social, voire le comportement des États au niveau international. Issu d'une tradition constructiviste, il répond de façon efficace aux questions de ce type. L'identité de Soi est définie par la (non-)identité de l'Autre. En construisant et déconstruisant l'identité de l'Autre, on construit l'identité de Soi.

Dans le discours, l'identité française de Soi s'oppose d'une part à l'Autre Grec et d'autre part à l'Autre Espagnol. Dans les exemples qui ont précédé le jeu des identités, les journalistes laissent entendre un jugement, mais ne l'expriment pas explicitement. Des lecteurs de journaux, essentiellement les Français, ne sont pas comme les Grecs. Ils sont moralement supérieurs. Cette distinction entre le Soi et l'Autre, qui stigmatise ce dernier, pose les fondements nécessaires pour la délégitimation de l'Autre en tant qu'acteur et partenaire égal. Le discours des journalistes semble soutenir cette procédure. En fait, le rôle actif des journalistes et des médias aide les acteurs dominants à établir et légitimer leur autorité¹¹⁶². Dans le cas de la Grèce, les acteurs dominants sont ses partenaires européens et le FMI. La légitimation du discours de Soi (cette fois le Soi se réfère aux partenaires européens de la Grèce), combinée à la délégitimation du discours de l'Autre, facilitent à leur tour l'application de la politique souhaitée par les acteurs dominants¹¹⁶³.

Voici quelques exemples où des jugements sont exprimés, sans nécessairement en apporter la justification :

1) « Les médias allemands attisent le feu en multipliant les reportages montrant que la crise n'a rien changé en Grèce, où les chauffeurs de taxis et les marchands de journaux continueraient d'être payés au noir et où les employés des services publics touchent des retraites confortables »¹¹⁶⁴.

2) « L'Allemagne qui n'avait aucune envie de payer pour le mauvais élève grec »¹¹⁶⁵.

¹¹⁶² Vaia Doudaki et Angeliki Boubouka, *Discourses of legitimation in the news...*, op. cit.

¹¹⁶³ *Ibid.*

¹¹⁶⁴ Marie Visot, « Athènes promet une nouvelle purge pour satisfaire Berlin », *Le Figaro*, 27 avril 2010, p. 18.

¹¹⁶⁵ Jean Quatremer, « La Grèce lance son SOS antifaillite », *Libération*, 24 avril 2010, p. 14.

Dans le premier exemple, aucune information ne soutient l'affirmation qui y est faite. D'ailleurs, la phrase elle-même génère des questions, lorsque nous y faisons un peu attention : quelle retraite peut être considérée comme « confortable » en Grèce, en 2010 ? Comment les Français perçoivent-ils ce qu'est une retraite confortable (en Grèce) ? L'affirmation est justifiée par « le supposé connu »¹¹⁶⁶, en l'occurrence la dissimulation par les autorités grecques du déficit réel.

De l'autre côté, les Français se situent par rapport à l'Autre Espagnol. Là, le dipôle Soi-Autre est plus complexe, puisque l'identité de l'Autre Espagnol est plus compliquée. D'une part, les Français veulent se dissocier des éléments blâmables de l'identité espagnole (dépensier, fraudeur, pays fragile, etc.), mais souhaitent se reconnaître dans la caractéristique forte de l'identité espagnole, celle de la quatrième puissance de la zone euro. L'Espagne, tout comme la France, fait partie d'un club puissant de la zone euro, son élite. La France a besoin de l'Espagne pour maintenir et renforcer son rôle de grand pays méditerranéen au sein de la zone euro et de l'Union Européenne, ce qui n'est pas sans rapport avec les aspirations françaises d'un leadership euro-méditerranéen à plusieurs niveaux (économique, militaire, culturel, etc.).

¹¹⁶⁶ Erik Neveu, « Pages ' Politique ' », *Mots/Les langages du politique*, 37 (décembre 1993), p. 21.

CHAPITRE 2 – LES EUROPÉENS

L'utilisation des mots « Grèce » et « Espagne » a été empreinte d'ambiguïté dans le discours, accompagnée par une généralisation servant l'incarnation d'une image spécifique des deux pays et d'un récit bien cadré de la crise. La référence à d'autres acteurs, principalement la France, l'Allemagne et les institutions européennes est, au contraire, précise et maîtrisée.

Hormis les gouvernements nationaux, des instruments européens, dont notamment l'Eurogroupe, le Conseil Européen, la Commission Européenne et la BCE, se sont impliqués dans la gestion de la crise. Le terme « Européens » est largement utilisé dans le discours pour désigner, principalement, les représentants des gouvernements nationaux, mais aussi l'Eurogroupe, pour désigner les ministres des finances, puis, à l'échelle des chefs d'État et des gouvernements, les premiers ministres et les présidents. En somme, les partenaires européens de la Grèce et de l'Espagne.

Ces deux pays font partie du même groupe, la zone euro, tandis que les « Européens », dans la mesure où le mot se réfère aux autres membres de la zone euro, sont les partenaires des deux pays. Dans le discours nous observons, pourtant, que les pays sont traités parfois comme s'ils n'appartenaient pas à ce groupe et comme si les « Européens » constituaient un groupe différent. Par exemple, la phrase « *chez Morgan Stanley, on parie aussi sur un allongement de la période de remboursement ou sur une réduction du taux d'intérêt exigé par les partenaires européens et le FMI* »¹¹⁶⁷, qui énonce la possibilité d'une restructuration de la dette grecque, insinue que la Grèce a des partenaires européens. Dans d'autres cas, l'appartenance au même groupe est plus claire, à titre d'exemple dans ce cas concernant l'Espagne : « *la veille, tandis que le pays venait tout juste de demander officiellement l'aide de ses partenaires européens pour recapitaliser ses banques, Moody's a abaissé la note de 28 établissements espagnols* »¹¹⁶⁸ ; ou bien « *mais pour le gouvernement de Mariano Rajoy*

¹¹⁶⁷ Isabelle Couet, « Après les élections grecques, l'Espagne cristallise de nouveau l'inquiétude, *Les Echos*, 19 juin 2012, p. 34.

¹¹⁶⁸ Hervé Rousseau, « La Bourse de Paris recule avant le sommet européen », *Le Figaro*, 27 juin 2012, p. 25.

non plus : il doit se montrer ferme dans sa politique de rigueur pour convaincre ses partenaires européens qu'il respectera ses engagements de réduction du déficit »¹¹⁶⁹.

La presse adopte la même approche concernant le traitement des Européens comme acteurs de la crise dans le discours. En fait, nous ne rencontrons nulle part des jugements qualitatifs directement adressés à ce que les Européens sont, mais toujours à ce que les Européen font. Plus précisément, la position critique de la presse envers les Européens concerne leur capacité à gérer la crise de la zone euro et faire avancer le projet européen. Elle n'est pas orientée vers les Européens eux-mêmes. De plus, la personnification que nous avons rencontrée dans le cas grec et le cas espagnol, qui était directement liée à la culpabilisation des Grecs ou des Espagnols, est totalement absente dans le cas des Européens. Autrement dit, les causes européennes de la crise ne sont pas attribuées à la gestion, aux décisions ou au rôle d'acteurs spécifiques, par exemple à la France ou à l'Allemagne qui sont à l'origine de la structure et du fonctionnement de la zone euro, mais aux « faillites de la monnaie unique ». Ainsi, toute critique devient sans objet.

Plus particulièrement, concernant la présentation de l'Allemagne et de la France, nous constatons deux choses : la première est que la presse ne s'intéresse presque exclusivement qu'à des actions des gouvernements actifs à l'époque et c'est sur leurs actions et décisions qu'elle focalise son discours. Alors que le discours sur la Grèce et l'Espagne porte sur la description de la situation (l'« être »), celui concernant l'Allemagne et la France se concentre sur leurs initiatives et actions (le « faire »), à savoir leur manière de gérer la crise. Pour illustration, Jean-Pierre Jouyet, président de l'Autorité des marchés financiers, critique dans un entretien l'absence de prise de décisions des Européens quant à la politique financière à suivre : *« nous sommes engagés dans une course contre la montre entre les autorités publiques et les marchés. Dans ce type de course, les marchés sont plus rapides et leur pression s'accroît aussi bien au niveau de la zone euro qu'au niveau national. Le dosage entre rigueur budgétaire, maintien d'une certaine activité économique et assouplissement monétaire devient extrêmement complexe. D'autant plus complexe qu'il n'y a aucune réponse politique cohérente à ce triptyque dans la zone euro »¹¹⁷⁰* ; de même, la difficulté

¹¹⁶⁹ Sandrine Morel, « Les mineurs de charbon espagnols, en grève, réclament le maintien d'un soutien public jusqu'en 2018 », *Le Monde*, 21 juin 2012, p. 20.

¹¹⁷⁰ Guillaume Maujean, « Jouyet : “ Les marchés ont les armes pour attaquer les Etats ” », entretien de Jean-Pierre Jouyet, *Les Echos*, 24 novembre 2011, p. 30.

des Européens à se mettre d'accord est pointée dans *Le Monde* : « *car le sentiment que les Européens peuvent parfois s'entendre sur des points techniques abscons, mais pas sur l'essentiel, est une raison essentielle de la perte de confiance dans leur monnaie et leur économie* »¹¹⁷¹. La gestion de la crise de la zone euro, dès le début, fait aussi l'objet d'une critique : « *quand le cas grec sera résolu, il ne faut pas se leurrer, ce sera le tour d'autres pays. L'Europe est si lente à se mettre en marche qu'elle laisse le champ libre aux marchés financiers* »¹¹⁷² ; « *tout cela n'est pas très sérieux. La Grèce aujourd'hui, demain le Portugal et l'Espagne, doivent être aidés en toute priorité* »¹¹⁷³ ; « *l'Europe a fait trop peu, trop tard* », admet Jean Pisany-Ferry dans *Le Figaro*¹¹⁷⁴.

La deuxième remarque est que lorsque la presse s'intéresse aux caractéristiques de l'Allemagne ou de la France, celles-ci sont plutôt « temporaires », autrement dit, elles concernent le comportement des gouvernements respectifs. Ainsi, les qualificatifs sur le gouvernement allemand ne portent pas sur son caractère inhérent, mais sur sa position envers la crise, donc sur un contexte circonstanciel. À titre d'exemple, le gouvernement allemand est jugé intransigeant sur la manière dont il gère la crise dans la zone euro¹¹⁷⁵. De même, la « réticence » et la « rigidité » allemandes, parfois exprimées comme un obstacle dans le cadre de la gestion de la crise, tout comme le « manque de courage » de Mme Merkel, constituent des jugements sur un comportement spécifique dû à une certaine situation. En d'autres termes, alors que nous avons des jugements de connotation négative pour le(s) gouvernement(s) grecs et le gouvernement espagnol, mais aussi pour des partis politiques grecs et espagnols, il n'en est pas de même pour l'Allemagne. Même lorsqu'il s'agit d'appréciations sur le gouvernement allemand, donc un groupe bien plus personnalisé que l'État allemand, la presse garde une approche suffisamment abstraite, sans se focaliser sur les hommes et femmes politiques allemands. Il existe, somme toute, une certaine généralisation de la presse dans son discours sur l'Allemagne, qui fonctionne en l'occurrence de manière inverse en comparaison avec la généralisation sur les cas grec et espagnol. Encore une

¹¹⁷¹ Jean Pisany-Ferry, « Sauver l'euro, c'est sauver la croissance », *op. cit.*

¹¹⁷² Catherine Maussion, « “ Sans dysfonctionnement de l'UE, il n'y aurait pas d'affaire grecque ” », entretien de Jean-Paul Fitoussi, *Libération*, 27 avril 2010, p. 15.

¹¹⁷³ Franck Nouchi, « “ Allô ? Passez-moi le SAFU ! ” », *op. cit.*

¹¹⁷⁴ Alexandrine Bouillhet, « Grèce : Strauss-Kahn et Trichet peinent à calmer les marchés », *Le Figaro*, 29 avril 2010, p. 18.

¹¹⁷⁵ *Le Monde*, 27 avril 2010 : 15 ; *Le Figaro*, 29 avril 2010 : 18 ; *Les Echos*, 29 avril 2010 : 12.

fois, cette pratique est commune à tous les quatre journaux. Parmi tous les jugements retenus dans les quatre journaux examinés portant sur l'État allemand et le gouvernement allemand, seuls 10% se réfèrent à l'État.

Dans le cas de la France aussi, la presse s'est plutôt intéressée à la performance des gouvernements français. Mais ce qui est en fait remarquable en l'espèce, c'est que les jugements envers l'État français, les Français ou l'administration de Nicolas Sarkozy et de son successeur, François Hollande, sont presque inexistants dans le corpus (seulement dix). La presse parle, bien sûr, de la position du pays sur la crise, mais elle évite de parler du pays lui-même de la façon dont elle l'a fait pour la Grèce, l'Espagne ou l'Allemagne. Enfin, même les jugements portés ne le sont pas sur une base morale, à l'inverse des ceux destinés aux pays fragilisés.

CHAPITRE 3 – EXPLICATIONS D’UN DISCOURS HOMOGENE

L’objectif de la présente étude n’est pas seulement de présenter et analyser les caractéristiques du discours de la presse sur la crise de la zone euro, mais aussi de s’interroger sur la position générale, l’approche globale de la presse à l’égard de cet événement, en essayant de la comprendre et de l’expliquer. De plus, cette étude a tenté de déterminer et interpréter les raisons pour lesquelles la presse a été sélective sur la présentation de la complexité de la crise, en favorisant une certaine explication au détriment d’autres.

Une première remarque, que nous avons déjà abordée, est que le récit de la presse s’inscrit d’abord dans l’émotion et ensuite dans la raison. L’argumentation de la presse s’est fondée sur le pathos, en opposition au logos, pour reprendre les termes discutés dans le chapitre préliminaire. De plus, un élément fondamental du pathos a été la moralisation des acteurs, surtout des pays fragilisés. L’argument moral a été mis en avant, particulièrement dans le cas grec, mais aussi dans le cas espagnol. Le discours moral autour de la Grèce comportait deux parties : d’un côté les « mensonges » sur le déficit public grec ; de l’autre côté sur l’identité des Grecs, qui ont été présentés comme des fraudeurs, des corrompus, des indisciplinés, des menteurs, etc. Concernant les Espagnols, l’élément de la moralité concernait la fraude et le fait que les Espagnols vivaient au-dessus de leurs moyens, donc, ils ont été présentés principalement comme des fraudeurs puis comme des dépensiers.

L’adoption de l’émotion comme élément substantiel de la construction du récit de la crise a guidé le discours de la presse dans une direction très spécifique, en l’amenant à exposer la causalité nationale et la minimisation d’autres aspects, malgré leur importance quant à sa compréhension. Autrement dit, il semble que la presse n’a pas d’abord adopté son rôle pédagogique, puisqu’elle a fait preuve de sélectivité dans l’étude des différentes caractéristiques de la crise. L’omission de la présentation de certains traits cruciaux pour la compréhension de l’identité et du caractère profond de la mésaventure a affecté de manière décisive la réceptivité des lecteurs à l’égard des récits alternatifs, tout en contribuant à développer le soutien public pour les solutions

proposées, à savoir les programmes d'ajustement financier. L'insistance sur la causalité nationale a favorisé l'acceptation sans discussion ni critique des solutions proposées par l'Union Européenne et le Fonds Monétaire International.

Un facteur qui a été déterminant dans l'orientation du récit de la presse a été la peur de la propagation de la crise dans d'autres pays (la contagion). Le sentiment de la peur, de l'insécurité qui s'est installé chez les lecteurs, quant à l'avenir de l'euro et par conséquent leur propre avenir, tant financier qu'économique, mais aussi matériel, a été utilisé pour canaliser le soutien des solutions proposées, sans permettre la recherche et la promotion d'autres remèdes. Le discours sur les programmes d'ajustement financier en a fait la solution absolue et indiscutable, sans dialogue à propos d'autres alternatives : *« les arguments de l'appel à la peur ont une structure, en tant qu'espèces d'argumentation par les conséquences : 1) ils évoquent un possible résultat qui est redoutable pour l'auditoire cible, 2) afin d'amener cet auditoire à adopter la ligne d'action recommandée, 3) en alléguant qu'il doit le faire afin d'éviter le résultat effrayant qui s'ensuivrait s'il ne le faisait pas »*¹¹⁷⁶. Par conséquent, le public a considéré comme acquis le fait que les programmes d'ajustement budgétaire étaient la seule issue possible. Non seulement le discours de la presse n'a pas laissé place à un débat sur des solutions alternatives, mais – comme nous l'avons vu – elle a contribué en plus à créer un environnement peu propice à l'acceptation d'autres choix. La presse a pris, par exemple, une position contre la restructuration de la dette grecque au début de la crise, en 2010.

Les conséquences d'un tel discours semblent dépasser la seule compréhension du public. En fait, la dominance d'un discours de causalité nationale juxtaposé à des accusations morales des pays en crise ont fait entrave à la capacité des pays – surtout des gouvernements grecs – de négocier avec leurs partenaires¹¹⁷⁷. *« C'est très politique »*, commente Arnaud Leparmentier¹¹⁷⁸. Marie Charrel pense que le fait que la Grèce ait été le premier pays en difficulté et que *« toutes les erreurs côté FMI, côté européen ont été commises dans le cas grec »*, a joué un rôle important ; elle ajoute que la situation aurait été différente s'il y avait eu une vision *« moins négative et plus*

¹¹⁷⁶ Ruth Amossy, *L'argumentation dans le discours*, op. cit., p. 219.

¹¹⁷⁷ Entretiens avec Arnaud Leparmentier, Maria Malagardis, Marie Charrel, Alain Salles, Louka Katseli, déjà cités.

¹¹⁷⁸ Entretien avec Arnaud Leparmentier, déjà cité.

constructive » de la part de la Troïka¹¹⁷⁹. Massimo Prandi partage cette opinion, certes, sans pour autant omettre de mentionner les responsabilités grecques. Les Grecs étaient responsables de leur situation, continue le journaliste, mais ils auraient dû être « *plus agressifs* » et dire aux Européens qu'ils leur font payer « *les failles de votre système* »¹¹⁸⁰.

La question des positions des pays dans les négociations avec leurs partenaires soulève une deuxième interrogation, à savoir si l'adoption de solutions pour faire face à la crise aurait été différente, si un autre discours avait été utilisé. Certains parmi les journalistes interviewés pensent que le discours a influencé la capacité des pays à négocier et par conséquent l'adoption des solutions. D'autres mesures auraient été possibles si le discours n'avait pas été si « accusatif »¹¹⁸¹ parce que, justement, la position de négociation des pays aurait été différente.

Dès lors, le rôle de la presse en tant que garde-fou du pouvoir politique est mis en doute. Premièrement, la presse a soutenu les programmes d'ajustement financier dès le début de la crise, en les présentant comme la solution la plus appropriée, sans examiner ou essayer d'inclure d'autres solutions possibles. Or, l'analyse du corpus a montré que les programmes d'ajustement budgétaire proposés à la Grèce et à l'Espagne n'avaient pas pour but principal d'apaiser leurs problèmes financiers, bien que l'accès au programme leur ait permis de satisfaire leurs besoins immédiats en liquidités. Toutefois, les programmes n'ont pas résolu le problème de la dette. Bien au contraire, ils l'ont aggravé.

Deuxièmement, la presse a discrédité, à travers son discours, tout ce qui pourrait constituer une menace pour la stabilité de la zone euro, voire la stabilité des banques. Le but derrière les programmes était la protection de la monnaie unique, comme plusieurs sources l'ont reconnu. Par exemple, Massimo Prandi souligne que la France et l'Allemagne étaient les principaux contributeurs des deux programmes d'ajustement grecs. Dans un scénario de faillite et de sortie de la Grèce de la zone euro, « *il est certain qu'ils ne reverront au mieux qu'une petite partie de leurs prêts* »¹¹⁸². Or, tant que la Grèce remboursera les prêts, les créateurs seront protégés, et « *pour l'instant,*

¹¹⁷⁹ Entretien avec Marie Charrel, *déjà cité*.

¹¹⁸⁰ Entretien avec Massimo Prandi, *déjà cité*.

¹¹⁸¹ Entretiens avec Jessica Berthereau, Álvaro Villalobos, *déjà cités*.

¹¹⁸² Massimo Prandi, « Que coûterait une faillite aux États ? », *Les Echos*, 10 mai 2012, p. 7.

la Grèce rembourse tant bien que mal ses créanciers »¹¹⁸³. Isabelle Couet explique la même chose dans un autre filet du 10 mai 2012, où il est écrit que « *si Athènes fait défaut et quitte la zone euro, les créanciers publics européens essuieront des pertes* »¹¹⁸⁴. En fait, au début de la crise de la zone euro, lorsque la Grèce était en difficulté de financement, l'Allemagne ne semblait pas disposée à intervenir, tant que les conséquences du problème grec restaient confinées en deçà des frontières du pays. Angela Merkel « *a insisté sur le fait qu'il n'y aurait d'aide européenne qu'en cas de menace avérée pour la monnaie unique* », confirme *Les Echos*¹¹⁸⁵. De même, la zone euro ne pourrait pas permettre que l'Espagne soit exclue des marchés, à cause d'un sauvetage trop cher pour elle¹¹⁸⁶.

Troisièmement, la presse a appliqué et cultivé un discours qui a créé une image de la crise et de l'intervention européenne bien différente de son contenu réel. Comme l'explique Ruth Amossy, le choix des termes pour décrire un phénomène joue un rôle majeur et il oriente et modèle l'argumentation¹¹⁸⁷. Les programmes d'ajustement ont été présentés dans le discours public, mais aussi dans la narration journalistique, comme des plans destinés à sauver les pays fragilisés, d'où leur qualification de « plans de sauvetage » ou de « plans d'aide », sans souligner qu'il s'agissait de prêts, accompagnés, qui plus est, de contreparties (en principe, la seule obligation face à un prêt, c'est son remboursement). Ces plans ont réussi à maintenir l'intégration de la zone euro, mais ils ont amené une récession profonde dans les pays où ils ont été appliqués. Même dans le cas espagnol, où le secteur financier a été renforcé après l'application du plan, le coût en a été élevé.

Quatrièmement, le discours de la presse s'est focalisé sur l'idée d'une aide européenne envers des pays en difficulté et a créé une conception, voire une culture de la crise, dans laquelle les stéréotypes sur les pays du Sud et du Nord de l'Europe ont été largement reproduits. « *Dans le champ de l'argumentation, le stéréotype est fonctionnel et constructif* », note Ruth Amossy¹¹⁸⁸. Le dipôle Soi et Autre retrouve sa

¹¹⁸³ *Ibid.*

¹¹⁸⁴ Isabelle Couet, « Quel risque de contagion ? », *Les Echos*, 10 mai 2012, p. 7.

¹¹⁸⁵ Karl de Meyer, « Berlin maintient le doute sur le déclenchement de son aide bilatérale », *Les Echos*, 26 avril 2010, p. 6.

¹¹⁸⁶ Jessica Berthereau, « Madrid tire la sonnette d'alarme », *op. cit.*

¹¹⁸⁷ Ruth Amossy, *L'argumentation dans le discours*, *op. cit.*, p. 183.

¹¹⁸⁸ *Ibid.*, p. 184.

raison d'être. Le fait que les plans étaient destinés à sauver l'euro a été considérablement minimisé dans la presse, en faveur d'un discours axé sur une solidarité européenne envers les mauvaises élèves, dont l'éthique est mise en doute, mais qui sont pourtant aidés par l'Europe. Or, pour prendre le cas grec, un rapport de l'*European School of Management and Technology* montre que moins de 5% des fonds (provenant des trois programmes), autrement dit à peine 10 milliards d'euros sur les 300 milliards versés, ont été absorbés par le budget fiscal grec. Le reste a été utilisé à des fins de remboursement des créiteurs – essentiellement des banques – et des intérêts¹¹⁸⁹. Ceci est l'élément constitutif des programmes, méconnu du grand public. En 2013, le pays était en excédent primaire, ce qui signifie que l'argent européen était seulement destiné à rembourser les prêts accordés par ces institutions, « *une absurdité intenable. Cela signifierait que les citoyens européens accepteraient de perdre une grande partie des fonds versés à la Grèce* », selon *Libération*¹¹⁹⁰. En fin, la presse, en cultivant et en reproduisant ce discours moral, n'a pas réussi à présenter la complexité de la crise de manière suffisante.

Cinquièmement, la presse a évité de s'engager dans un débat sur la signification économique et sociale des réformes proposées à travers les programmes, mis à part le fait de souligner qu'elles contribueraient à la hausse de la compétitivité des pays concernés. Selon Álvaro Villalobos, bien que le plan espagnol ait aidé les banques, l'insécurité qui en a découlé par rapport à l'emploi, comme résultat des réformes dans le secteur du travail, a laissé – jusqu'à aujourd'hui – des lésions profondes dans la société. Il reste néanmoins une question ouverte, celle de savoir si la presse a communiqué au public les changements profonds du modèle social que ces réformes ont provoqué¹¹⁹¹. Enfin, certains reportages sur l'appauvrissement des populations attribuaient cette situation à la crise, sans établir un rapport entre ce phénomène et les mesures budgétaires adoptées, malgré leur relation étroite.

L'analyse des données, tout comme l'ensemble des journalistes interviewés, s'accordent sur le fait que l'enjeu de la crise de la zone euro était, dès le début, l'euro. Les programmes d'ajustement financier ont été conçus pour préserver, en réalité, la

¹¹⁸⁹ Jorg Rocholl et Axel Stahmer, *Where did the Greek bailout money go?*, ESMT White Paper, No. WP 16-02 (2016), p. 16.

¹¹⁹⁰ « La crise hellène menace de virer au drachme pour l'Europe », *Libération*, 10 mai 2012, p. 3.

¹¹⁹¹ La crise du Covid-2019 constitue un exemple des changements apportés au secteur de la santé, suite à l'application de la politique économique, après 2010.

monnaie unique à travers le sauvetage des banques européennes exposées à la dette publique, et non l'économie des pays en crise. La zone euro a été confrontée à une crise importante, parce qu'elle manquait d'instruments et de mécanismes de réponse appropriés. Ces aspects cruciaux pour la compréhension de la crise et sa complexité n'ont pas été suffisamment présentés et analysés par la presse. Le récit qui a été promu, en revanche, était celui de difficultés issues de facteurs à caractère national, qui ont menacé la monnaie unique et donc provoqué l'intervention européenne. Toutefois, si la crise était nationale, comme il a été largement soutenu par la presse, il n'est pas du tout certain que des instruments, dont le but était de créer des mécanismes de réponse à des perturbations futures, auraient été mis en place à l'échelle européenne. Des réformes et des mesures budgétaires au niveau national auraient alors suffi pour résoudre le problème, ce qui n'a pas été le cas. Au total, ce qui est admis aujourd'hui, même par la presse, à savoir que la crise de 2010-2014 était européenne, n'a pas été suffisamment exprimé par la presse à l'époque, bien que les éléments et les connaissances susceptibles de soutenir une telle position fussent disponibles aux analystes et aux journalistes.

Pour résumer, la presse a joué un rôle déterminant, en soutenant la politique de l'exécutif européen. Elle a largement adapté sa narration au discours de l'exécutif français, précise Arnaud Leparmentier¹¹⁹². Louka Katseli, de son côté, aborde l'influence des institutions européennes: la presse était « *très dirigée* » par certaines d'entre elles pour éviter la contagion et pour éviter de faire apparaître les problèmes structurels européens, parce que cela aurait pu mener à un bouleversement bien plus grand. « *Jean-Claude Trichet était ferme sur ce point* »¹¹⁹³, précise la ministre en ajoutant que le récit « inachevé » de la crise était un choix « *stratégique* »¹¹⁹⁴. Un exemple qui confirme cette position est la question de la restructuration de la dette grecque. Ce qui était absolument impensable en 2010 est devenu possible deux ans après, lorsque l'exposition des grandes banques européennes était limitée à la dette grecque dont le poids avait été transféré à plusieurs entités publiques grecques (hôpitaux, caisses de retraite, etc.). La presse était particulièrement hostile envers la

¹¹⁹² Entretien avec Arnaud Leparmentier, *déjà cité*.

¹¹⁹³ Entretien avec Louka Katseli, *déjà cité*.

¹¹⁹⁴ Entretien avec Louka Katseli, *déjà cité*.

possibilité d'une restructuration de la dette grecque en 2010 comme nous l'avons constaté. En revanche, elle l'a soutenu lors du deuxième programme de financement.

Au cours de cette étude, nous nous sommes tournés plusieurs fois vers les articles, notre unité d'analyse principale, pour soutenir, à travers des exemples, nos arguments. Parfois exhaustive, cette méthode nous a permis de documenter la position de chaque journal face à la crise de la zone euro, les pays impliqués, la politique européenne et les questions soulevées autour de l'événement. En outre, à travers l'utilisation abondante d'illustrations, nous avons essayé de faire preuve de l'homogénéité de l'approche de la presse sur ce sujet.

Cette homogénéité n'affecte pas seulement la promotion d'une conception et d'une idée unique de la crise, mais elle concerne aussi la mise en œuvre des mêmes instruments pour le faire. Nous avons vu dans les chapitres précédents l'application d'une véritable « mise en scène » qui joue avec la dramatisation, le rôle des acteurs et qui vise à impliquer entièrement le lecteur¹¹⁹⁵. L'argumentation appliquée dans les quatre journaux est très similaire. Dans le présent chapitre, nous avons vu que cette homogénéité influe aussi sur la façon dont l'information est structurée, à savoir les rubriques et les genres journalistiques. Nous avons aussi exploré certaines méthodes d'application de discours, telles que la généralisation et l'élément du flou.

Toutefois, cette homogénéité, bien qu'elle ait été remarquée dès le début, n'était pas immédiatement explicable. D'ailleurs, le degré d'homogénéité n'était pas non plus attendu. Il arrive que les journaux examinés aient des points de vue identiques. Dans les rares cas où une différenciation est observée, cette dernière ne se réfère pas à une position radicalement différente, elle est plutôt exprimée par l'absence d'une prise de position. Or, ces différenciations, peu nombreuses, ne suffisent pas pour argumenter que tel journal suit une approche différente.

Cette tendance à l'uniformité dont la presse a fait preuve, telle que nous l'avons exposée, a contribué à la création d'une idée unique sur la crise de la zone euro. En même temps, il ne faut pas oublier que la crise a également été un événement majeur dans les médias audiovisuels et dans les éditions en ligne des journaux. Autrement dit, l'information circulait de plusieurs manières mais – nous osons l'affirmer – sans grande

¹¹⁹⁵ Henri Boyer, « Scription et écriture dans la communication journalistique », in Patrick Charaudeau (dir.), *La Presse, produit, production, réception*, Paris, Didier Érudition, p. 84.

variation en ce qui concerne le message. En conclusion, les lecteurs avaient accès au récit à travers la presse écrite, mais aussi, parallèlement, à d'autres moyens d'information qui véhiculaient un message unique redondant. Cela a forcément limité toute possibilité d'ouverture d'esprit sur des aspects divers de la crise, à savoir ses causes, ses enjeux, ses solutions et le rôle des différents acteurs concernés.

CONCLUSION

Cette étude visait à comprendre la manière dont la presse dite « de qualité » française a couvert la crise dans la zone euro. Nous nous sommes concentrés sur deux pays, la Grèce et l'Espagne, dont nous avons analysé les tenants et aboutissants de la crise. Cette démarche nous a amenés à poser certaines questions sur le rôle de la presse quotidienne de qualité. Partant d'une analyse inductive, nous avons abouti à des questions théoriques sur la relation entre la presse et la politique, autrement dit sur le rôle de la presse comme vecteur politique, mais aussi comme vecteur de la démocratie et du débat public.

Une question centrale qui a dirigé la présente étude concerne le degré auquel les différents aspects de la crise de la zone euro ont été inclus dans le récit de la presse, à savoir s'ils ont été bien expliqués, afin que les lecteurs puissent s'y faire une idée aussi « objective » que possible. Par « objectivité », nous entendons ici la liberté accordée au lecteur de se forger sa propre opinion et non d'être « orienté » vers une opinion uniforme.

L'analyse de la presse a montré que l'homogénéité de la présentation de la crise n'a pas laissé de place à une réflexion multidimensionnelle. Est-ce que cette homogénéité signifie que le récit qui a été promu était « objectif », comme veulent le croire certains journalistes interviewés ? Les résultats de notre recherche ne vont pas dans ce sens.

En fait, la consultation des sources extérieures nous a pointés vers la direction opposée. Le récit d'une crise nationale n'est pas suffisamment étayé par l'analyse. Tant Jeroen Dijsselbloem, Louka Katseli que Michel Aglietta insistent sur le caractère européen de la crise. Les causes européennes peuvent justifier une crise d'une telle ampleur, à l'inverse des causes nationales. Il est indiscutable que des problèmes nationaux existent. Il est tout aussi indiscutable que des fautes ont été commises à l'échelle nationale. Mais ni dans le cas grec, ni dans le cas espagnol ces raisons ne

suffisent à elles seules à justifier une crise au niveau européen qui équivaut à une menace contre la monnaie unique¹¹⁹⁶.

Ainsi, l'Espagne a connu dès 2009, bien avant la crise financière de 2012, une crise économique due à l'effondrement du secteur immobilier. Or, ce fait, associé à tous les cas de « fautes nationales » rapportés par la presse, tels que la corruption, le niveau de vie excessif des Espagnols, etc., n'ont pas conduit à une crise à l'échelle européenne. De même, en Grèce, le déficit démesuré n'est pas apparu soudainement en 2009. La corruption, les problèmes structurels, la fraude auxquels le pays était en proie n'étaient pas des phénomènes nouveaux. Comment expliquer, dès lors, qu'ils soient à l'origine de la crise de la zone euro, comme nous avons lu dans la presse analysée ? En 2009, la dette publique grecque, avant l'application des programmes d'ajustement, était de 115,1%¹¹⁹⁷. En 2020, année de référence pour le FMI, qui prévoyait une baisse de la dette grecque à 120% du PIB, la dette avait atteint un pourcentage de 206,3%¹¹⁹⁸. Pourquoi la dette grecque constituait-elle un problème en 2010, mais plus en 2020 et toujours pas aujourd'hui ?

Une réponse est que la crise de 2010-2014 était un problème plutôt européen, qui n'avait pas été traité comme tel dès le début. Les inégalités dans la zone euro existaient bien avant 2010 et elles soulevaient des questions. Arnaud Leparmentier raconte à l'occasion de son voyage au Portugal, autour de 2002-2003, que le prix d'un café était le même qu'à Paris et que le pays allait « *contre le mur* »¹¹⁹⁹. Comme décrit Jeroen Dijsselbloem, l'euphorie dans la zone euro, dans les années 2000, était généralisée : en Grèce avec les emprunts débridés, en Espagne avec la multiplication du secteur de la construction, à Chypre et en Irlande avec le gigantisme du secteur bancaire. Cette image d'ensemble promouvant la prospérité n'a pas été particulièrement disputée, et ce, à la fois pour des raisons politiques et parce que l'argent coulait à flots à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE. Ce phénomène d'exagération était-il exclusif aux pays du Sud ? Sont-ils finalement responsables de la crise ? Non, si l'on en croit Jeroen Dijsselbloem. Les pays nordiques ont également été exposés à la crise bancaire, comme les Pays-Bas

¹¹⁹⁶ Entretien avec Louka Katseli, *déjà cité*.

¹¹⁹⁷ Source : Eurostat, *Euroindicators*, 55/2010, 22 avril 2010, p. 5.

¹¹⁹⁸ Source : Eurostat.

¹¹⁹⁹ URL : https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/teina225/settings_1/table?lang=fr, consulté le 1er juin 2022.

¹¹⁹⁹ Entretien avec Arnaud Leparmentier, *déjà cité*.

ou la Belgique, dont la dette était également élevée. Les faiblesses de la construction de l'euro, juxtaposées aux lacunes existant à l'échelle nationale, ont secoué la monnaie unique au lendemain d'une crise financière mondiale où le rôle des spéculateurs n'a pas été sans importance. *Le Monde* a soulevé la question de la structure de la zone euro comme cause de la crise qui a éclaté en Grèce, mais cette raison a été rapidement enterrée pour réapparaître en 2012, alors que la crise était déjà visible dans d'autres pays de la zone euro et que son caractère européen ne pouvait plus être nié. Les circonstances étaient aussi favorables pour que l'UE franchisse de nouvelles étapes vers l'intégration.

Cette étude a mis en évidence la façon dont la presse a analysé la crise. Ainsi, une première observation est que la presse de qualité n'a pas suffisamment présenté la complexité de la crise et des facteurs l'affectant. Elle n'a pas réussi à offrir au public des outils lui permettant de comprendre et de la percevoir dans son ensemble. La confiance accordée aux médias est considérée comme la pierre angulaire du journalisme et de sa contribution à la création de sens pour la population. La plupart d'entre-nous ne peuvent pas être partout, expliquer de nous-mêmes ou comprendre la complexité de la société. Nous devons pouvoir compter – ou du moins penser que nous pouvons compter – sur la réputation du journaliste, sans avoir à vérifier en permanence tout ce qui nous est présenté¹²⁰⁰. La confiance envers les médias comprend trois dimensions : la fiabilité, la crédibilité et la réactivité. La crédibilité concerne la manière dont les journalistes présentent la vérité, « *le fait de pouvoir croire en leur interprétation des faits, la manière dont ils les distinguent des opinions ; autrement dit, s'ils sont fidèles à leurs propres règles professionnelles* »¹²⁰¹. La confiance au journalisme se perd lorsque les journalistes ne travaillent plus en fonction de leurs propres règles professionnelles, ils ne sont pas justes et objectifs dans leurs reportages et ils ne racontent pas toute l'histoire ; lorsqu'ils sacrifient l'exactitude et la précision pour des motifs personnels et des profits commerciaux¹²⁰². Notre recherche a tenté de démontrer que les journalistes avaient été moins « objectifs » qu'ils aiment le dire. Au total, ce que nous avons constaté, c'est que la presse quotidienne analysée a

¹²⁰⁰ Kees Brants, « Trust, cynicism and responsiveness », dans Chris Peters et Marcel Broersma (éd.), *Rethinking journalism : trust and participation in a transformed news landscape*, London et New York, Routledge, 2013, p. 17.

¹²⁰¹ *Ibid.*, p. 18.

¹²⁰² Dans *ibid.*, p. 18.

probablement facilité le consentement du public face à des questions politiques majeures, un scénario récurrent dont les exemples sont nombreux¹²⁰³.

Lorsque le journalisme génère des produits médiatiques, il crée aussi de la politique. Ceci pose à nouveau la question de la relation entre les médias et la démocratie, mais aussi celle de la disposition des médias à faire appel à la moralité et l'éthique lorsqu'ils ne s'attachent pas aux normes. « *Le plus souvent, cette conscience éthique est identifiée à un engagement envers l'objectivité et la vérité* »¹²⁰⁴.

Au cours des années qui ont suivi la fin de la crise, aucun débat sur l'efficacité des programmes d'ajustement budgétaire n'est apparu dans la presse française. Or, la dette publique espagnole était de 53,2% en 2009¹²⁰⁵, quand la crise économique a éclaté en Espagne, pour atteindre 105,1% en 2014, l'année de la sortie de l'Espagne du programme d'ajustement financier, avant de marquer une légère baisse (elle était à 100,5% du PIB en 2018)¹²⁰⁶.

Comme nous l'avons vu, il existe plusieurs études sur la présentation du cas grec dans la presse internationale, bien que ces études n'aient pas été publiées en français. En revanche, les études sur l'Espagne sont beaucoup moins nombreuses. Là où notre analyse se distingue, c'est qu'elle compare l'image de différents pays dans la presse d'un pays donné, pour constater la présence d'une conception différente de la crise en fonction du pays examiné. Les similitudes d'approche journalistique, à savoir que l'Espagne et les Espagnols sont à blâmer pour leur situation, tout comme les Grecs, en raison de leur caractère, de leur politique, etc., soulève de sérieuses questions sur l'argument de la responsabilité nationale dans la crise. Or, l'argumentation autour de la responsabilité nationale s'affaiblit lorsque les « coïncidences » commencent à s'accumuler. Notre étude a ainsi essayé de montrer qu'il y a une question plus importante derrière la représentation négative des pays individuels dans la presse. Il s'agit de la protection de l'euro. Dans cette perspective, la raison pour laquelle les Grecs ou les Espagnols sont présentés comme mauvais, immoraux, tricheurs, etc., n'est

¹²⁰³ Voir, par exemple, Rémy, Rieffel, *Que sont les médias ?*, Paris, Gallimard, 2005 ; Edward Herman, et Noam Chomsky, *Manufacturing consent, The political economy of mass media*, New York, Pantheon, 2002.

¹²⁰⁴ Jo Bogaerts et Nico Carpentier, « The postmodern challenge to journalism : strategies for constructing a trustworthy identity », dans *ibid.*, p. 63.

¹²⁰⁵ Eurostat, *Euroindicators*, 55/2010, *op. cit.*

¹²⁰⁶ Source : Eurostat.
URL : https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/teina225/settings_1/table?lang=fr, consulté le 1er juin 2022.

pas qu'ils le sont (alors que les autres ne le seraient pas). Il s'agit en réalité d'une volonté de dissimuler les faiblesses d'un système dont la structure et les fondements ne relèvent pas de la responsabilité de ces pays. Les architectes de la zone euro sont les Français et les Allemands, et celle-ci devait constituer, aux yeux des Français, un moyen de contrôler la croissance du pouvoir de l'Allemagne après la réunification. La carte des reproches nationaux a, en somme, essentiellement consisté en une stratégie visant à détourner les responsabilités de la crise qui vont bien au-delà de la moralité grecque ou espagnole. La gestion approximative de la crise de la part des gouvernements grecs a facilité la mise en œuvre de l'argument de la moralité, qui a par la suite été utilisé pour d'autres pays du Sud.

La question de l'homogénéité de la presse a également été posée. Il s'est avéré qu'en présence de sujets politiques majeurs, la presse a tendance à relativiser la situation. L'enjeu a discrètement été posé au début quand, par exemple, *Le Figaro* faisait état de la fierté que les Européens ressentaient face aux Américains du fait de l'euro¹²⁰⁷. Préserver l'euro était la priorité et les journalistes se sont donnés comme mission de servir ce but à tout prix.

Cela nous amène à une autre question, celle du journalisme interprétatif (*interpretive journalism*). Malgré la montée en puissance de ce type de journalisme ces dernières années, la recherche le concernant reste limitée¹²⁰⁸. Néanmoins, il s'agit d'un type de journalisme important, puisqu'il rédéfinie la relation entre le journaliste, ses sources et l'événement abordé¹²⁰⁹. Ce que nous avons constaté à travers notre analyse était que le journalisme qui a couvert la crise ne s'est pas tant attaché aux faits, mais plutôt à des opinions. Cela a énormément affecté la compréhension des lecteurs quant à la crise. Ce type de journalisme a utilisé la synthèse comme tactique idéale de partage de son opinion sur la crise. Bien qu'il s'agisse d'un genre informatif, son caractère s'est altéré par l'utilisation excessive de jugements qualitatifs, créant un mélange de faits et d'appréciations – souvent cachées – mais assez déterminantes dans leur capacité à guider la narration.

¹²⁰⁷ Alexandrine Bouilhet, « Grèce : un sauvetage financier de l'Europe », *op. cit.*

¹²⁰⁸ Susana Salgado et Jesper Strömbäck, « Interpretive journalism : a review of concepts, operationalizations and key findings », *Journalism* 13 (2) (2012), pp. 144-161.

¹²⁰⁹ *Ibid.*, p. 145.

La problématique de cette étude n'est pas la couverture de la crise *per se*, mais la question de savoir si cette couverture a été « bien » faite par la presse, de sorte que nous puissions lui faire confiance à cette dernière lors de reportages sur des événements cruciaux. La réponse apportée est loin de nous rassurer.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

1. ADAM, Jean-Michel, *Les textes : types et prototypes : récit, description, argumentation, explication et dialogue* [Τα κείμενα: τύποι και πρότυπα: αφήγηση, περιγραφή, επιχειρηματολογία, εξήγηση και διάλογος], trad. en grec par Yannis Parisis, Athènes, Patakis, 1999.
2. AGLIETTA, Michel, *La crise économique* [Η οικονομική κρίση], trad. par A.D. Papagiannidis, Athens, Polis, 2009.
3. AGNÈS, Yves, *Manuel du journalisme : écrire pour le journal*, Paris, La Découverte, 2002.
4. ALAHMARI, Abdullah, *L'Arabie Saoudite dans les hebdomadaires français depuis 2001*, thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université Panthéon-Assas, 2012, Barrat, Jacques, dir.
5. ALBERT, Pierre, *La presse française*, Paris, La documentation Française, 2008.
6. AL KHALED, Khaled, *L'image du Yémen dans les hebdomadaires français depuis la première guerre du Golfe (1990) jusqu'à l'attentat manqué du 25 décembre 2009*, thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université Panthéon-Assas, 2009, Barrat, Jacques, dir.
7. AMOSSY, Ruth, *L'argumentation dans le discours*, Paris, Armand Colin, 2012.
8. AMOSSY, Ruth et HERSCHBERG PIERROT, Anne, *Stéréotypes et clichés*, Paris, Armand Colin, 2014, 2015.
9. ATHANASIOU, Athina, *La crise comme « état d'urgence », Criticisme et réactions* [Η κρίση ως « κατάσταση έκτακτης ανάγκης », Κριτικές και αντιστάσεις], Athènes, Savvalas, 2012.
10. ANTONIADES, Andréas, *La crise économique grecque dans la presse internationale* [Η ελληνική οικονομική κρίση στο διεθνή τύπο], Athènes, IDIS, 2010.
11. ANTONIADES, Andreas, *At the eye of the cyclone : the Greek crisis in global media*, Athènes, ACIPE, 2012.
12. ASSAF, Valérie, *La perception du phénomène terroriste dans la presse écrite libanaise, américaine et française à travers les attentats du 11 septembre 2001 et l'assassinat du Premier ministre libanais Rafic Hariri le 14 février 2005*, thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université Panthéon-Assas, novembre 2011, Rieffel, Rémy, dir.

13. VAMVAKAS, Vassilis, *Le discours de la crise [Ο λόγος της κρίσης]* Thessalonique, Epikentro, 2014.
14. BALLE, Francis et PADIOLEAU, Jean G., *Sociologie de l'information Textes fondamentaux*, Paris, Librairie Larousse, 1973.
15. BARDIN, Laurence, *L'analyse de contenu*, Paris, Presses Universitaires de France, 1977.
16. BARON, Nacima et LOYER, Barbara, *L'Espagne en crise(s), une géopolitique au XX^e siècle*, Paris, Armand Colin, 2015.
17. BARTHES, Roland, *Mythologies*, Editions du Seuil, 1957.
18. BARTHOLOMÉ, José Luis Ruiz, *Adiós, ladrillo, adiós, Claves para superar el crash inmobiliario*, Madrid, LibrosLibres, 2010.
19. BAZIN, Maëlle et al. (éd.), *Stigmatiser : discours médiatiques et normes sociales*, Paris, Le Bord de l'Eau Eds, 2020.
20. BEDNAREK, Monica, *Evaluation in media discourse: analysis of a newspaper corpus*, London & New York, Continuum, 2006.
21. BOURDIEU, Pierre, *Sur la télévision suivi de l'Emprise du journalisme*, Paris, Editions Liber, 1996.
22. BURGI, Nöelle (dir.), *La Grande Régression, La Grèce et l'avenir de l'Europe*, Lormont, Le Bord de l'Eau, 2014.
23. CHARAUDEAU, Patrick (dir.), *La Presse, produit, production, réception*, Paris, Didier Erudition, 1988.
24. CHARAUDEAU, Patrick, *Les médias et l'information, l'impossible transparence du discours*, 2^e éd., Bruxelles, Editions De Boeck, 2011.
25. CHARMAZ, Kathy, *Constructing grounded theory, a practical guide through qualitative analysis*, London, Sage Publications, 2006.
26. CHARON, Jean-Marie, *Les médias en France*, Paris, Editions La Découverte, 2003, 2014.
27. CHEVALLIER, Agnès, *L'économie mondiale cinq ans après la crise financière*, Paris, Editions La Découverte, Collection Repères, 2012.
28. CHUPIN, Ivan, HUBÉ, Nicolas et KACIAF, Nicolas, *Histoire politique et économique des médias en France*, Paris, Editions La Découverte, 2009, 2012.
29. COLEMAN, Stephen et ROSS, Karen, *The media and the public, « them » and « us » in media discourse*, Chichester (West Sussex), Wiley-Blackwell, 2010.
30. CURRAN, James, *Media and power*, London and New York, Routledge, 2002.
31. DELAUNAY, Anne-Claire, *L'image de l'Italie et de S. Berlusconi (1994-2008) dans cinq hebdomadaires français*, thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université Panthéon-Assas, octobre 2012, Barrat, Jacques, dir.
32. D'HAENENS, Leen, JORIS, Willem et PAPATHANASOPOULOS, Stelios, « Crisis of the news. The framing of the euro crisis and the 'Greek problem' »,

- in European media in crisis : values, risks and policies*, London, Routledge, 2015, p. 118-132.
33. DIJSSELBLOEM, Jeroen, *De eurocrisis [Η κρίση του ευρώ]* (trad. en grec par Giota Kourmentala-Gambaraki), Athènes, Economia Publishing, 2018.
 34. DOUDAKI, VAIA et BOUBOUKA, Angeliki, *Discourses of legitimization in the news : the case of the economic crisis in Greece*, London and New York, Routledge, 2020.
 35. DU BOIS, Christine M., *Images of West Indian immigrants in mass media : the struggle for a positive ethnic reputation*, New York, LFB Scholarly Publishing LLC, 2004.
 36. DOJIADIS, Kyrkos, *Analyse du discours, fondations socio-philosophique [Ανάλυση λόγου, κοινωνικο-φιλοσοφική θεμελίωση]*, Athènes, Pléthron, 2008.
 37. DUGUAY, Philippe, *La construction du discours sur le « printemps arabe » en Tunisie et en Egypte par La Presse et Le Devoir : un discours orientaliste occidental-centré et décontextualisant*, mémoire en sciences politiques, Université du Québec à Montréal, avril 2013, Romani, Jacques, dir.
 38. ECO, Umberto, *Como si fa una tesi di laurea*, Milan, Gruppo Editoriale Fabbri-Bompiani, Sonzogno, Etas S.p.A, 1977 (trad. grec Marianna Kondyli, [Πώς γίνεται μια διπλωματική εργασία], Athènes, Nisos, 1994).
 39. FAIRCLOUGH, Norman, *Discourse and social change*, Cambridge, Polity Press, 1992.
 40. FETZER, Anita et LAUERBACH, Gerta Eva (eds.), *Political discourse in the Media, Cross-cultural perspectives*, Amsterdam/Philadelphia, John Benjamins Publishing Company, 2007.
 41. FOUCAULT, Michel, *L'ordre du discours* (trad. grec Ch. Christidis et M. Maïdatsis, Athènes, Iridanos).
 42. GALBRAITH, James K., *Inequality and Instability, a study of the world economy just before the great crisis*, Oxford, Oxford University Press, 2012.
 43. GALBRAITH, James K., *Welcome to the poisoned chalice. The destruction of Greece and the future of Europe*, New Haven & London, Yale University Press, 2016.
 44. GERSTLÉ, Jacques, *La communication politique* (trad. grec Fani Kountouri, Athènes, Typothito : G : Dardanos, 2014).
 45. GIRAudeau, Fanny, *L'opinion publique en Chine au travers de la presse écrite française depuis l'été 2007*, thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université Panthéon-Assas, octobre 2012, Barrat, Jacques, dir.
 46. GONZALEZ MUÑOZ, Pablo, *La crisis de la deuda soberana griega vista por la prensa, un análisis de framing de las líneas editoriales en España y Portugal (2008-2018)*, thèse de doctorat en sciences politiques et relations internationales, Université Autonome de Madrid, septembre 2020, Cortés Martín, Irene, dir.

47. GUILLOT, Adéa et ARVANITIS, Françoise, *Grèce : la nouvelle odyssée*, Bruxelles, Editions Nevicata, 2018
48. HERMAN, Edward S. and CHOMSKY, Noam, *Manufacturing consent, The political economy of mass media*, New York, Pantheon, 2002.
49. HUBÉ, Nicolas, *Décrocher la « Une », Le choix des titres de première page de la presse quotidienne en France et en Allemagne (1945-2005)*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2008.
50. JULY, Serger, KAHN, Jean-François et PLENEL, Edwy, *Faut-il croire les journalistes ?*, Paris, Editions Mordicus, 2009.
51. KATSELI, Louka, *Tourbillons et responsabilités, Expériences et interprétations à l'ère des memoranda*, [Δίνες και ευθύνες, Βιώματα και ερμηνείες στην εποχή των Μνημονίων], Athènes, Ekdoseis Pataki, 2020.
52. KAUFMANN, Jean-Claude, *L'entretien compréhensif*, Paris, Armand Colin, 2011, 2016.
53. KOLLIAS, Andréas, *Analyse de contenu, Evolution, techniques et application de la méthode à l'étude de la communication* [Ανάλυση περιεχομένου, Εξέλιξη, τεχνικές και εφαρμογές της μεθόδου στη μελέτη της επικοινωνίας], Athènes, Papazisis, 2014.
54. KOUTSAFTIS COULMIN, Marie-Laure (dir.), *Les Grecs contre l'austérité, Il était une fois la crise de la dette*, Montreuil, Le Temps des Cerises, 2015.
55. KRIPPENDORFF, Klaus, "Content analysis", in E. Barnouw et al. (eds.) *International encyclopedia of communication*, Vol. 1, 1989, New York, Oxford University Press, p. 403-407.
56. KROTOFIL, Joanna et MOTAK, Dominika, « Between traditionalism, fundamentalism and populism : a critical discourse analysis of the media coverage of the migration crisis in Poland » in SCHMIEDEL, Ulrich et SMITH, Graeme (eds.) *Religion in the European refugee crisis*, London, Palgrave Macmillan, 2018, p. 61-85.
57. LIARGOVAS, Panagiotis, *Dix ans de crise, trois mémoranda et une pandémie, La Grèce en quête des solutions* [Δέκα χρόνια κρίση, τρία μνημόνια και μία πανδημία, η Ελλάδα αναζητώντας διέξοδο], Athènes, Pataki, 2020.
58. MANOLOPOULOS, Jason, *Greece's 'odious' debt, the looting of the Hellenic Republic by the euro, the political elite and the investment community*, London & New York, Anthem Press, 2011.
59. MOIRAND, Sophie, *Les discours de la presse quotidienne, observer, analyser, comprendre*, Paris, Presses Universitaires de France, 2007.
60. MOUILLAUD, Maurice et TÉTU, Jean-François, *Le Journal Quotidien*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1989.
61. MUÑOZ MOLINA, Antonio, *Tout ce que l'on croyait solide*, (traduit de l'espagnol), Paris, Editions du Seuil, 2013.
62. MYLONAS, Yannis et KOMPATSIARIS, Panos, « Interprétations 'culturelles' de la crise de dette grecque. Aspects d'un discours néolibéral dans l'espace

- public grec », in PLEIOS, Giorgos (dir.) *La crise et les médias [Η κρίση στα ΜΜΕ]*, Athènes, Papazisis, 2013.
63. NAREDO, José Manuel et MONTIER MARQUEZ, Antonio, *El modelo inmobiliario español y su culminación en el caso valenciano*, Barcelona, Icaria editorial, 2011.
 64. NEVEU, Éric, *Sociologie du journalisme*, Paris, Éditions La Découverte, 2004.
 65. NEVEU, Éric, *Sociologie des problèmes publics*, Paris, Armand Colin, 2015.
 66. KÖHLER, Andreas et OTTO, Kim, « The impact of the European debt crisis on trust in the media », in OTTO, Kim et KÖHLER, Andreas (éd.), *Trust in media and journalism, empirical perspectives on ethics, norms, impacts and populism in Europe*, Wiesbaden, Springer VS, 2018, pp. 93-110.
 67. PADIOLEAU, Jean-Gustave, « *Le Monde* » et « *le Washington Post* ». *Précepteurs et mousquetaires*, Paris, Presses universitaires de France, 1985.
 68. PAPATHANASOPOULOS, Stylianos (ed.), *Media perspectives for the 21st century*, New York, Routledge, 2011.
 69. PAPATHANASOPOULOS, Stylianos, « European media views of the Greek crisis », in SCHIFFERES, Steve et ROBERTS, Richard (éd.) *The media and financial crises : comparative and historical perspectives*, London and New York, Routledge, 2015, p. 103-118.
 70. PETERS, Chris et BROERSMA, Marcel (éd.), *Rethinking journalism*, London and New York, Routledge, 2013.
 71. PETRAKIS, Panagiotis, *The Greek economy and the crisis, challenges and responses*, Berlin & Heidelberg, Springer-Verlag, 2012.
 72. PHILLIPS, Louise et JØRGENSEN, Marianne W., *Analyse du discours, théorie et méthode [Ανάλυση λόγου, θεωρία και μέθοδος]*, trad. en grec par Alexandros Kioupkiolis, Athènes, Papazisis, 2009.
 73. PICARD, Robert G. (ed.), *The euro crisis in the media, journalistic coverage of economic crisis and European institutions*, London & New York, I.B. Tauris & Co. Ltd, 2015.
 74. PINTO, Eveline (dir.), *Pour une analyse critique des médias, le débat public en danger*, Broissieux, Editions du Croquant, 2007.
 75. QUIVY, Raymond et CAMPENHOUDT, Luc Van, *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, Dunod (2^e éd.), 1995.
 76. RICOEUR Paul, *La fonction narrative [Η αφηγηματική λειτουργία]*, trad. en grec par Vaggelis Athanasopoulos, Athènes, Kardamitsa, 1990.
 77. RIEFFEL, Rémy, *Que sont les médias ?*, Paris, Gallimard, 2005.
 78. RINGOOT, Roselyne, *Analyser le discours de presse*, Paris, Armand Colin, 2014.
 79. RINGOOT, Roselyne et UTARD, Jean-Michel, « Genres journalistiques et la « dispersion » du journalisme », in RINGOOT, Roselyne et UTARD, Jean-

- Michel (dir), *Le journalisme en invention nouvelles pratiques, nouveaux acteurs*, Rennes, Presse universitaire de Rennes, 2005, p. 21-49.
80. RINGOOT, Roselyne et UTARD, Jean-Michel (sous la direction de), *Les genres journalistiques, savoirs et savoir-faire*, Paris, L'Harmattan, 2009.
81. RUELLAN, Denis, *Le journalisme ou le professionnalisme du flou*, Grenoble, Presse Universitaire de Grenoble, 2007.
82. Secrétariat Général aux Médias et à la Communication, *75 entretiens en temps de crise*.
83. SCHIEFFER, Adam, J., *Conditional press influence in politics*, Plymouth, Lexington Books, 2008.
84. SKOLARIKOU, Maria, *Content analysis of American and Greek newspaper headlines*, mémoire de master 2 en sciences politiques, Université de Southern Illinois à Carbondale, juillet 1993, Roy Eugène Miller, dir.
85. SYRMOPOULOU, Maria, *La construction médiatique de l'identité nationale en période de crise. Une étude de la presse quotidienne grecque lors de la guerre du Kosovo*, thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université Catholique de Louvain, 2008/2009, Lits, Marc, dir.
86. TERRANY, Bernard, *L'Iran dans cinq hebdomadaires français de la Révolution (1979) à nos jours*, thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université Panthéon-Assas, 2012, Barrat, Jacques, dir.
87. TOLSON, Andrew, *Media Talk, Spoken discourse on TV and radio*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2006.
88. TSAKALAKIS, Thomas, *Les Grecs : corrompus, paresseux et indisciplinés, stéréotypes culturels de la presse britannique pour les Grecs pendant les années de la crise (2010-2014)* [Ελληνες: διεφθαρμένοι, τεμπέληδες και απείθαρχοι, πολιτισμικά στερεότυπα του βρετανικού τύπου για τους Έλληνες στα χρόνια της κρίσης (2010-2014)], 2e éd., Athènes, Smili, 2016.
89. TZOGOPOULOS, George, *The Greek crisis in the media, stereotyping in the international media*, Surrey (England), Ashgate, 2013.
90. VAN DIJK, Teun, *News as discourse*, Hillsdale New Jersey, Hove and London, Lawrence Erlbaum Associates, 1988.
91. VAN DIJK, Teun, *Racism and the Press*, London and New York, Routledge, 2016 (1991).
92. VAN DIJK, Teun, *Elite discourse and racism*, Newbury Park, CA: SAGE, 1993.
93. VAN DIJK, Teun, (ed.), *Discourse as social interaction, Discourse studies, a multidisciplinary introduction, Volume 2*, London, Thousand Oaks (CA), New Delhi, Sage Publications, 1997.
94. VAN DIJK, Teun A., *Ideology*, London, Sage Publications, 1998.
95. VAN DIJK, Teun, « Critical discourse analysis », in Deborah Schiffrin et al. (eds.) *The handbook of discourse analysis*, Wiley-Blackwel, 2003.

96. VAN DIJK, Teun, (ed.), *Discourse studies, a multidisciplinary introduction*, London, Sage Publications, 2011.
97. VERON, Eliseo, *Construire l'événement, les medias et l'accident de three mile island*, Paris, Les éditions de minuit, 1981.
98. USHER, Nikki, *Making news at The New York Times*, Ann Arbor (MI), The University of Michigan Press, 2014.
99. WATZLAWICK, Paul (sous la direction de), *L'invention de la réalité, Contributions au constructivisme*, Editions du Seuil, 1988.

ARTICLES

1. ADAM, Jean-Michel, « Linguistique – récits – narratologie », *Pratiques*, 181-182 (2019), pp. 1-15.
2. AMOSSY, Ruth, « Argumentation et Analyse du discours » : perspectives théoriques et découpages disciplinaires », *Argumentation et Analyse du Discours*, 1 (2008), mis en ligne le 06 septembre 2008, Consulté le 30 septembre 2016. URL : <http://aad.revues.org/200>.
3. AMOSSY, Ruth et KOREN, Roselyne, « Présentation », *Semen*, 17 (2004), mis en ligne le 29 avril 2007, consulté le 09 novembre 2017. URL : <http://semen.revues.org/2305>.
4. ARCQUEMBOURG, Jocelyne. « L'événement dans l'information en direct et en continu. L'exemple de la guerre du Golfe », *Réseaux*, volume 14 n° 76 (1996), pp. 31-45.
5. BARON-YELLES, Nacima, « Les Espagnols face à la corruption urbaine », *Géographie et cultures* (2010), pp. 43-54.
6. BECERRA ALFREDO, Martín et MASTRINI, Guillermo, « Crisis. What Crisis ? Argentine Media in View of the 2008 International Financial Crisis », *International Journal of Communication* 4 (2010), pp. 611-629.
7. BELL, Carole V. et ENTMAN, Robert M., « The media's role in America's exceptional politics of inequality : framing the Bush tax cuts of 2001 and 2003 », *The International Journal of Press/Politics*, 16 (4) (2011), pp. 548-572.
8. BICKES Hans, OTTEN Tina et WEYMANN Laura Chelsea, « The financials crisis in the German and English press : Metaphorical structures in the media coverage on Greece, Spain and Italy », *Discourse & Society*, Vol. 25(4) (2014), pp. 424-445.
9. BRODER, Albert, « Quelques réflexions sur les caractéristiques de la crise espagnole », *Outre-terre*, no 32 (2012/2), pp. 173-204.
10. BREEZE, Ruth, « Perspectives on North and South : the 2012 financial crisis in Spain seen through two major British newspapers », *Discourse & Communication* Vol. 8(3) (2014), pp. 241-259.

11. BOZATZIS, Nikos, « Cultural othering, banal occidentalisme and the discursive construction of ‘ Greek Crisis ’ in global medias : a case study », *Suomen Antropologi*, Vol. 41(2) (summer 2016), pp. 47-71.
12. BRATSIIS, Peter, « The Construction of Corruption, or Rules of Separation and Illusions of Purity in Bourgeois Societies », *Social Text*, No. 77 (2003). URL : https://www.researchgate.net/publication/28579481_The_Construction_of_Corruption_or_Rules_of_Separation_and_Illusions_of_Purity_in_Bourgeois_Societies, consulté le 14 mars 2022.
13. BRUGIDOU, Mathieu, « L’affaire du sang contaminé: la construction de l’évènement dans Le Monde (1989-1992) », *Mots/Les langages du politique*, 37 (Décembre 1993), pp.29-48.
14. BSIRI, Mourad, « Impacts de la crise économique sur les pays d’Europe du Sud », *Confluences Méditerranée*, No. 80 (2012), pp. 47-55.
15. CAMPOS, Ángel et NAVARRO, Maria Luz Hernández, « L’Espagne face à la Grande Récession depuis 2008 », *M@ppemondem* 111 (2013.3). URL : http://mappemonde.mgm.fr/num39/articles/art13301_fr.html, consulté le 3 mai 2020.
16. CANU, Roland et BONNET, Valérie, « L’ordre des discours de la crise : un agencement hétérogène », *Mots. Les langages du politique*, 115 (2017), pp. 9-19.
17. CARBALLO-CRUZ, Francisco « Causes and consequences of the Spanish economic crisis : why the recovery is taken so long ? », *Panoeconomicus*, 3 (2011), pp. 309-328.
18. CASAIS PADILLA, Enrique, « La respuesta a la crisis de la UE : España camino de su ‘ década perdida ’ », *Revista problemas del desarrollo*, 166 (42) (juillet - septembre 2011), pp. 37-62.
19. CEFALÍ, Daniel, « La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans des arènes publiques », *Réseaux*, volume 14 n° 75 (1996), pp. 43-66.
20. CHAMPAGNE, Patrick, « La construction médiatique des “ malaises sociaux ” », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 90 (décembre 1991), pp. 64-76.
21. CHAMPAGNE, Patrick, « A propos du champ journalistique », *Questions de communication* 10 (2006), pp. 197-209.
22. CHASTAGNARET, Gérard, « Sortir du sud : le modèle espagnol », *Vingtième Siècle. Revue d’Histoire*, No. 32 (octobre-décembre 1991), pp. 33-42.
23. CHASTAGNARET, Gérard, « L’économie espagnole depuis la transition », *Vingtième Siècle. Revue d’Histoire*, No. 74 (2002), pp. 73-86.
24. CHASTAGNARET, Gérard, « Banques, caisses d’épargne, immobilier et politiques publiques, une lecture historienne de la crise financière espagnole : l’Espagne toujours différente ? », *Revue d’économie financière*, No. 110 (2013/2), pp. 207-244.

25. CHATZISTAVROU, Filippa, « De la coordination nationale à la supervision supranationale : la Grèce face aux programmes d'ajustement économique de l'Union Européenne », *Revue française d'administration publique*, No. 158 (2016/2), pp. 517-530.
26. COURBET, Didier *et al.* « Sujets sociaux et médias : débats et nouvelles perspectives en sciences de l'information et de la communication », *Questions de communication* 10 (2006), pp. 157-179.
27. CRAWFORD, Neta C., « Understanding discourse : a method of ethical argument analysis », *Qualitative Methods*, Vol. 2, No.1 (Spring 2004), pp. 22-25.
28. DANIEL, Volker et PETERS, Robert, « Greece and the media – a qualitative assessment of the news impact on credit conditions in the Greek debt crisis », *Journal of Sociocybernetics* (December 2018), pp. 69-99.
29. DARQUES, Régis, « La Grèce et l'Europe : une intégration paradoxale », *CEMOTI*, No. 33 (2002), pp. 177-194. URL : https://www.persee.fr/doc/AsPDF/cemot_0764-9878_2002_num_33_1_1636.pdf, consulté le 10 mai 2020.
30. DAYAN, Daniel, « Pour une critique des médias », *Questions de communication* 8 (2005), pp. 195-222.
31. DOMAS, White Marilyn et MARSH, Emily E., « Content analysis : a flexible methodology », *Library Trends*, Vol. 55, No. 1 (été 2006), pp. 22-45, consulté le 1 avril 2016. URL: <https://www.ideals.illinois.edu/bitstream/handle/2142/3670/whitemarch551.pdf?sequence=2>.
32. DOURY, Marianne , « La position du chercheur en argumentation », *Semen*, 17 (2004), mis en ligne le 29 avril 2007, consulté le 09 novembre 2017. URL : <http://semen.revues.org/2345>.
33. DOUZINAS, Costas, « The Greek tragedy », *Journal of Modern Greek Studies*, Vol. 28, No. 2 (octobre 2010), pp. 285-292.
34. DUCHÊNE, Nadia, « Présence et image de l'Espagne dans les titres de presse français », *El Argonauta español*, Vol. 14 (2017), pp. 1-15. URL : <https://journals.openedition.org/argonauta/2577>, consulté le 18 mai 2020.
35. DUVAL, Julien, « L'analyse des correspondances et la construction des champs », *Actes de la recherche en sciences sociales*, No 200 (2013/5), pp. 110-123.
36. ENTMAN, Robert M., « Framing : toward clarification of a fractured paradigm », *Journal of Communication*, 43(4) (1993), pp. 51-58.
37. ESCANDE-GAUQUIÉ, Pauline, « La crise : les mots pour la dire », *Communication & langages*, Vol. 2009, Issue 162 (décembre 2009), pp. 67-74.
38. ETTEMA, James, « Crafting cultural resonance », *Journalism*, Vol. 5(2) (2005), pp. 131-152.
39. Fierke, K.M., « World or word ? the analysis of content and discourse », *Qualitative Methods*, Vol. 2, No.1. (Spring 2004), pp.36-40.

40. FOURQUET-COURBET, Marie-Pierre, « La réception des grands événements socio-médiatiques : le rôle clé de l'identité sociale et du partage social des émotions », *Les Cahiers de la SFSIC*, Numéro 8, printemps 2013, pp.76-81.
41. GAMSON, William et MODIGLIANI, Andre, « Media discourse and public opinion on nuclear power : a constructivist approach », *American Journal of Sociology*, Vol. 95, No. 1 (juillet 1989), pp. 1-37.
42. GAMSON, William *et al.*, « Media images and the social construction of reality », *Annual Review of Sociology*, Vol. 18 (1992), pp. 373-393.
43. GARCIN-MARROU, Isabelle et TÉTU, Jean-François, « Seconde Intifada et terrorisme », *AFRI*, Vol. IV (2003), pp. 849-863.
44. GASCÓN, Gin Fátima, « Medidas, reformas y austeridad: el tratamiento de la crisis económica en los informativos de Televisión Española (abril-junio 2012) », *Trípodos*, No. 39 (2016), pp. 187-204.
45. GAUTHIER, Gilles, « L'analyse du contenu des débats politiques télévisés », *Hermès*, 17-18 (1995), pp. 355-369.
46. GERSTLÉ, Jacques, DUHAMEL, Olivier et DAVIS, Dennis K., « La couverture télévisée des campagnes présidentielles. L'élection de 1988 aux Etats-Unis et en France », *Pouvoirs*, 63 (1992), pp. 53-69.
47. GLASER, Barney G., « Constructivist grounded theory ? », *Forum : Qualitative Social Research*, Vol. 3, No. 3, Art. 12 (septembre 2002). URL : <http://www.qualitative-research.net/index.php/fqs/article/view/825/1793>, consulté le 4 mai 2020.
48. GRIZE, Jean-Blaise, « Argumentation et logique naturelle. Convaincre et persuader », *Hermentation*, pp. 263-269.
49. GROSSE, Ernst-Ulrich « Evolution et typologie des genres journalistiques », *Semen*, 13 (2001), mis en ligne le 30 avril 2007, consulté le 02 mai 2018. URL : <http://journals.openedition.org/ semen/2615>.
50. GUILLEMETTE, Francois, « L'approche de la *Grounded Theory* ; pour innover ? », *Recherches Qualitatives*, Vol. 26 (1) (2006), pp. 32-50.
51. Hahn, Oliver et Jaursch, Julian, « Telling the Greek story of Europe and the bull-trap : How U.S. correspondents attribute news value to a topic-oriented country's status within the Eurozone's debt crisis », *Journal of Applied Journalism and Media Studies*, V.1 No.1 (2012), pp. 97-113.
52. HALL, Stuart, ALBARET, Michèle, GAMBERINI, Marie-Christine, « Codage/décodage », *Réseaux*, V.12, No. 68 (1994), pp. 27-39.
53. HARDY, Cynthia *et al.*, « Discourse analysis and content analysis : two solitudes ? », *Qualitative Methods*, Vol. 2, No.1 (Spring 2004), pp. 19-22.
54. HERMAN, Thierry et JUFER Nicole, « L'éditorial, “ vitrine idéologique du journal ” ? », *Semen*, 13 (2001), mis en ligne le 04 mai 2012, consulté le 02 mai 2018. URL : <http://journals.openedition.org/semen/2610>.
55. HERRERA, Yoshiko M. et BRAUMOELLER, Bear F., « Introduction to the Symposium », *Qualitative Methods*, Vol. 2, No. 1 (Spring 2004), pp. 15-19.

56. HERRERO LUQUE, Daniel, « Nouvelles énergies, nouveaux paysages. L'essor éolien et photovoltaïque en Espagne », *Rives méditerranéennes*, 51 (2015), pp. 135-147, mis en ligne le 15 octobre 2017, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rives/4965>.
57. HAUSSER, Michel, « Le “ Devoir ” de la presse », *Mots/Les langages du politique*, 37 (Décembre 1993), pp. 64-83.
58. HOPF, Ted, « Discourse and content analysis : some fundamental incompatibilities », *Qualitative Methods*, Vol.2, No. 1 (Spring 2004), pp. 31-33.
59. JEANNERET, Yves et SOUCHIER, Emmanuël, « L'énonciation éditoriale dans les écrits d'écran », *Communication et langages*, No. 145 (3ème trimestre 2005), pp. 3-15.
60. KAITATZI-WHITLOCK, Sophia, « Greece, the eurozone crisis and the media : the solution is the problem », *Javnost – The Public*, 21 :4 (2014), pp. 25-45.
61. KAISER, Johannes et KLEINEN-VON KÖNIGSLÖW, Katharina, « The framing of the euro crisis in German and Spanish online news media between 2010 and 2014 : does a common european public discourse emerge ? », *Journal of Common Market Studies* (2016), pp. 1-17.
62. KATSIMI, Margarita et MOUTOS, Thomas, « EMU and the Greek crisis : the political-economy perspective », *European Journal of Political Economy*, 26 (2010), pp. 568-576.
63. KATSOURIDES, Yiannos, « Negative images of Europe in an era of crisis : the media and public opinion in Cyprus », *Journal of Contemporary European Studies*, 24:1 (2016), pp. 61-85.
64. KEEN, Steve, « Tromperie grecque et mythe allemand », *Études* (2015/9), pp. 7-18.
65. KONTOCHRISTOU, Maria et MASCHA, Evi, « The euro crisis and the question of solidarity in the European Union : disclosures and manifestations in the European press », *Review of European Studies*, Vol.6, No.2 (2014), pp.50-62.
66. KOREN, Roselyne, « Argumentation, enjeux et pratique de l'“ engagement neutre ” : le cas de l'écriture de presse », *Semen*, 17 (2004), mis en ligne le 29 avril 2007, consulté le 09 novembre 2017. URL : <http://semen.revues.org/2308.5>.
67. KOUKI, Hara et LIAKOS Antonis, « Narrating the story of a failed national transition : discourses on the Greek crisis, 2010-2014 », *Historein*, 15 (2015), pp. 49-61.
68. KRIEG, Alice, « Analyser le discours de presse. Mises au point sur le “ discours de presse ” comme objet de recherche », *Communication*, Vol. 20/1 (2000), pp. 75-97.
69. KYRIAKOPOULOS, Irene, « In the name of the euro : what have the EU's policies achieved in Greece? », *Intereconomics*, 6 (2014), pp. 332-338.

70. LAFHEY, Mark et WELDES, Jutta, « Methodological reflections in discourse analysis », *Qualitative Methods*, Vol. 2, No. 1 (Spring 2004), pp. 28-31.
71. LASKOS, Christos et TSAKALOTOS, Euclid, « Greek neo-liberalism in fat and lean times », *Pôle Sud*, No. 38 (2013/1), pp. 33-52.
72. LEANDROS, Nikos, PAPADOPOULOU, Dimitra και PSYLLA, Marianna, « *La 'crise' dans la presse. Analyse thématique et linguistique* » [« Η “ κρίση ” στον Τύπο. Μια θεματική και γλωσσολογική ανάλυση »], *Revue des Etudes Sociales*, 134-135, A'-B'(2011), pp. 237-255.
73. LE BART, Christian, « Le système des attributions causales dans le discours des candidats à l'élection présidentielle de 1988 », *Revue française de science politique*, 40^e année, n° 2 (1990), pp. 212-229.
74. LEGAVRE, Jean-Baptiste, « L'entretien, une technique et quelques-unes de ses “ ficelles ” », pp. 35-54.
75. LEGAVRE, Jean-Baptiste, « La « neutralité » dans l'entretien de recherche. Retour personnel sur une évidence », *Politix*, Vol. 9, No. 35 (1996), pp. 207-225.
76. LEIVA SOTO, Ricardo, « The media reputation of Spain during the global financial crisis », *Communication & Society/Comunicación y Sociedad*, Vol. 27, n. 2 (2014), pp. 1-20.
77. LICHTENSTEIN, Dennis et EILDERS, Christiane, « Lost in uncertainty : how the euro crisis affected European identity constructions in national media discourses », *The International Communication Gazette*, Vol. 81(8) (2019), pp. 1-21.
78. LITS, Marc. « Information, médias et récit médiatique », Belphégor: Littérature Populaire et Culture Médiatique. 1.1 (2001). URL : http://etc.dal.ca/belphegor/vol1_no1/articles/01_01_Lits_Info_cont.html.
79. LOWE, Will, « Content analysis and its place in the (methodological) scheme of things », *Qualitative Methods*, Vol. 2, No. 1 (Spring 2004), pp. 25-28.
80. LUGRIN, Gilles, « Le mélange des genres dans l'hyperstructure », *Semen*, 13 (2001), mis en ligne le 04 mai 2012, consulté le 02 mai 2018. URL : <http://journals.openedition.org/semen/2654>.
81. MAGIOGLOU, Thalia, « Représentations de la démocratie chez les jeunes grecs, avant et pendant la crise économique (2009-) : proposition d'un modèle de théorie “ ancrée ” », *Etudes Balkaniques-Cahiers Pierre Belon*, No.21 (2015), pp. 67-91. URL : <https://www.cairn.info/revue-etudes-balkaniques-cahiers-pierre-belon-2015-1-page-67.htm>.
82. MARCET, Joan et LIÑEIRA, Robert, « Les élections législatives du 20 novembre en Espagne », *Pôle Sud*, No. 36 (2012/1), pp. 127-139. URL : <https://www.cairn.info/revue-pole-sud-2012-1-page-127.htm>.
83. MARRON, Maria B. *et al.*, « The scorecard on reporting of the global financial crisis », *Journalism Studies*, 11 :2 (2010), pp. 270-283. URL: <http://dx.doi.org/10.1080/14616700903538413>.

84. MARTINEZ, Fernández, VALENTÍN, Alejandro, JUANATEY BOGA, Óscar y COSTA SÁNCHEZ, Carmen, « *Agenda setting* y crisis económica : Influencia de la prensa en el comportamiento de consumo y ahorro », *Estudios sobre el mensaje periodístico*. Vol. 18, núm. 1 (2012) pp. 147-156. Madrid, servicio de Publicaciones de la Universidad Complutense.
85. MARTIN QUEVEDO, Juan, FERNANDEZ GOMEZ, Erika et SEGADO BOJ, Francisco, « La cobertura de la crisis económica en los informativos de la televisión privada en España (2012) : un análisis de la calidad de los telediarios », *Estudios sobre el Mensaje Periodístico*, 22 (2) (2016), pp. 809-827.
86. MILLIKEN, Jennifer, « The study of discourse in international relations : a critique of research and methods », *European Journal of International Relations*, Vol. 5(2) (1994), pp. 225-254.
87. MOIRAND, Sophie « Du traitement différent de l'intertexte selon les genres convoqués dans les événements scientifiques à caractère politique », *Semen*, 13 (2001), mis en ligne le 30 avril 2007, consulté le 02 mai 2018. URL : <http://journals.openedition.org/semn/2646>.
88. MOLOTCH, Harvey et LESTER, Marilyn (trad. par GAMBERINI, Marie-Christine), « Informer : une conduite délibérée de l'usage stratégique des événements », *Réseaux*, V. 14 n° 75 (1996), pp. 23-41.
89. MONNIER, Angeliki, « La crise grecque sous l'angle du “ trauma ” ? », *Mots. Les langages du politique*, 115 (2017), pp. 73-88.
90. MORALES, Jérémie *et al.*, « La crise grecque. Un scandale manqué », *Revue française de gestion*, No. 223 (2012/4), pp. 43-58.
91. MOUTOUH, Hugues, « La communication médiatique déterminant de l'action publique », *Pouvoirs*, No. 119 (2006/4), pp. 15-28.
92. MYLONAS Yannis, « Media and the economic crisis of the EU : the ‘ culturalization ’ of a systemic crisis and Bild-Zeitung's framing of Greece », *TripleC* 10(2) (2012), pp. 646-671.
93. NEUENDORF Kimberly A., « Content analysis : a contrast and complement to discourse analysis », *Qualitative Methods*, Vol. 2, No.1. (Spring 2004), pp.33-36.
94. NEVEU, Erik, « Pages ‘ Politique ’ », *Mots/Les langages du politique*, 37 (décembre 1993), pp. 6-29.
95. NEVEU, Erik, « Entretiens avec des journalistes politiques », *Mots*, n° 37 (décembre 1993), Rhétoriques du journalisme politique pp. 87-105.
96. NEVEU, Erik, « L'approche constructiviste des “ problèmes publics ”, Un aperçu des travaux anglo-saxons », *Études de communication* [En ligne], 22 (1999), mis en ligne le 23 mai 2011, consulté le 13 juillet 2015. URL : <http://edc.revues.org/2342>.
97. O' MALLEY, Eoin *et al.*, « The impact of the economic crisis on media framing : evidence from three elections in Ireland », *European Political Science Review*, Vol. 6, Is. 3 (août 2014), pp. 407-426.

98. PAILLÉ, Pierre, « L'analyse par théorisation ancrée », *Cahiers de recherche sociologique*, No. 23 (1994), pp. 147-181.
99. PAN, Zhongdang et KOSICKI, Gerald M., « Framing analysis : an aproach to news discourse », *Political Communication*, Vol. 10 (1993), pp. 55-75.
100. PELLISTRANDI, Benoît, « Comprendre la crise espagnole. Une inflexion entre deux époques ? », *Confluences Méditerranée* 2012/1 (N°80), pp. 57-68.
101. PELLISTRANDI, Benoît, « Crise en Espagne et crise espagnole », *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine*, 15 (2015), mis en ligne le 16 janvier 2016, consulté le 10 décembre 2017. URL : <http://journals.openedition.org/ccec/5936>.
102. PRÉVELAKIS, George, « La crise grecque. Un poignard dans le dos de l'Europe ? », *Confluences Méditerranée*, No. 94 (2015/3), pp. 155-166.
103. RAFTER, Kevin, « Voices in the crisis : the role of media elites in interpreting Ireland's banking collapse », *European Journal of Communication*, Vol. 29(5) (2014), pp. 598-607.
104. RAVELLI, Quentin, « Le charme du ladrillo : une histoire de briques au coeur de la crise espagnole », *Vacarme* 2013/2 (N° 63), p. 142-161.
105. RIEFFEL, Rémy *et al.*, « The ' government ' of journalists. Introduction », *Sur le journalisme, About journalism, Sobre journalismo* [En ligne], Vol. 2, no 2 (2013), pp. 12-19, consulté le 28 août 2020. URL : <http://surlejournalisme.com/rev>.
106. SAKELLAROPOULOS, Spyros, « The recent economic crisis in Greece and the strategy of capital », *Journal of Modern Greek Studies* Vol. 28, No. 2 (Octobre 2010), pp. 321-348.
107. SALGADO, Susana et STRÖMBÄCK, Jesper, « Interpretive journalism : a review of concepts, operationalizations and key findings », *Journalism* 13 (2) (2012), pp. 144-161.
108. SEMETKO, Hollie A. et VALKENBURG, Patti M., « Framing European politics : a content analysis of press and television news », *Journal of Communication* (Spring 2000), pp. 93-109.
109. SEON-KYOUNG, An et GOWER, Karla K., « How do the news media frame crises ? A content analysis of crisis news coverage », *Public Relations Review*, 35 (2009), pp. 107-112.
110. SIVIGNON, Michel, « La Grèce, pas si balkanique que ça », *EchoGéo* Sur le Vif (2009), pp. 1-7, consulté le 1 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/10513>.
111. SORIANO, Viktor Fernández, « ' Quel pays plus que la Grèce ? ' La place de la Grèce dans la construction de l'Europe : une mise en perspective historique », *Histoire@Politique*, No. 29, mai-août 2016. URL : <https://www.cairn.info/revue-histoire-politique-2016-2-page-141.htm/>.

112. TAMBINI, Damian, « What are financial journalists for ? », *Journalism Studies* 11 (2) (2010), pp. 158-174, consulté le 6 août 2018. URL : <http://eprints.lse.ac.uk/28840/>.
113. TÉTU, Jean-François, « Pour une critique des médias, Echos », *Questions de communication* 10 (2006), pp. 247-262.
114. TOURI, Maria et KOTAYKO, Nelya, « Using corpus linguistic software in the extraction of news frames : towards a dynamic process of frame analysis in journalistic texts », *International Journal of Social Research Methodology* (2014). URL : <http://dx.doi.org/10.1080/13645579.2014.929878>.
115. TSERONIS, Assimakis, « Multimodal argumentation in news magazine covers : a case study of front covers putting Greece on the spot of the European economic crisis », *Discourse, Context and Media* (2015), pp. 1-10.
116. TSOUKALAS, Constantine, « Nemesis : from the cruelest of Aprils to the most unpredictable of May days », *Journal of Modern Greek Studies*, Vol. 28, No. 2 (octobre 2010), pp. 311-320.
117. TZOGOPOULOS, George, « Experiencing an unprecedented crisis : the stalemate in Greece », *L'Europe en Formation*, No. 364 (2012/2), pp. 25-39.
118. VALKENBURG M. Patti *et al.*, « The effects of news frames on readers' thoughts and recall », *Communication research*, vol. 26, No. 5 (October 1999), pp. 550-569.
119. VAN GORP, Baldwin, « The constructionist approach to framing : bringing culture back in », *Journal of Communication*, 57 (2007), pp. 60-78.
120. VERON, Eliseo, « La construction sociale des événements », *Periodistica*, Societat Catalana de Comunicació, Institut d'estudis catalans (1990), pp. 9-16. URL : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01487069/document>, consulté le 8 mai 2020.
121. VILLORIA, Manuel, « La corrupción en España: rasgos y causas esenciales », *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine*, 15 (2015), mis en ligne le 16 janvier 2016, consulté le 10 décembre 2017. URL : <http://journals.openedition.org/ccec/5949> ; <https://doi.org/10.4000/ccec.5949>.
122. VOIROL, Olivier, « Le travail normatif du narratif. Les enjeux de reconnaissance dans le récit médiatique », *Réseaux*, No. 132 (2005/4), pp. 51-71.
123. WEBER, Robert Philip, *Basic content analysis*, Sage University paper series on quantitative applications in the social sciences, No 49, Newbury Park (CA), Sage, 1990.
124. WILSON, Andrew, « Towards an integration of content analysis and discourse analysis : the automatic linkage of key relations in texts », avril 1993, consulté le 1er avril 2016 : URL : <http://ucrel.lancs.ac.uk/papers/techpaper/vol3.pdf>.
125. ZAIMAKIS, Yannis, « ' Welcome to the civilization of fear ' : on political graffiti heterotopias in Greece in times of crisis », *Visual Communication* 14 (4) (2015), pp. 373-396.

ARTICLES DE PRESSE

1. BLITZER, Jonathan, « In the eyes of the beholden », *The NYT*, 5 octobre 2012.
2. DE VERGÈS, Marie, « Non, les Allemands ne travaillent pas plus que les Grecs », *Le Monde*, 2 juin 2011, p. 15.
3. GUICHARD, Guillaume, « Comment France et Allemagne profitent de la crise grecque », *Le Figaro*, 29 avril 2010, consulté le 24 janvier 2020. URL : <https://www.lefigaro.fr/tauxetdevises/2010/04/29/04004-20100429ARTFIG00573-comment-france-et-allemande-profitent-de-la-crise-grecque-.php>.
4. RICARD, Philippe, « Face à la crise, “ le risqué est de faire trop peu, trop tard ” », entretien de Jean Pisany-Ferry, *Le Monde*, 16 janvier 2009, consulté le 23 janvier 2020. URL : https://www.lemonde.fr/la-crise-financiere/article/2009/01/16/jean-pisani-ferry-face-a-la-crise-le-risque-est-de-faire-trop-peu-trop-tard_1142816_11%E2%80%A62/2Aujourd'hui.
5. ZIRAS, Vassilis, « Augmentation de la dette publique, baisse de compétitivité pendant la période 2004-2009 [« Αύξηση του δημοσίου χρέους, πτώση ανταγωνιστικότητας την περίοδο 2004-2009 »], *Kathimerini*, 6 septembre 2009, en grec, consulté le 19 avril 2020. URL : <https://www.kathimerini.gr/368799/article/oikonomia/ellhnikh-oikonomia/ay3hsh-dhmosioy-xreoy-ptwsh-antagwnistikothtas-thn-periodo-2004---2009>.
6. KOUKAKIS, Thanasis, « La BCE pour les erreurs commises par les agences de notation concernant la Grèce » [« Η ΕΚΤ για τα σφάλματα των οίκων αξιολόγησης στην Ελλάδα »], *CNN Greece*, 3 février 2017, en grec, consulté le 29 janvier 2020. URL : <https://www.cnn.gr/oikonomia/story/65789/h-ekt-gia-ta-sfalmata-ton-oikon-axiologisis-stin-ellada>.
7. KOULOGLOU, Stelios, « Grèce, le coup d'Etat silencieux », *Le Monde Diplomatique*, juin 2015, p. 7.
8. NIKAS, Sotiris, « Les agences de notation ont précipité le défaut » [« Οι οίκοι αξιολόγησης επιτάχυναν τη χρεοκοπία »], *Kathimerini*, 20 août 2014, en grec, consulté le 29 janvier 2020. URL : <https://www.kathimerini.gr/780351/article/epikairothta/politikh/oi-oikoi-a3iologhshs-epitaxynan-th-xreokopia>.
9. PAGÉ, Jean-Pierre, « La Grèce, bouc émissaire trop commode », *Le Monde*, 19 juin 2010. URL : https://www.lemonde.fr/idees/article/2010/03/19/la-grece-bouc-emissaire-trop-commode-par-jean-pierre-page_1321579_3232.html.
10. PANAGIOTOPOULOS, Ioannis, *La crise économique grecque dans la presse de qualité française*, mémoire, Université Paris 8 Vincennes – Saint-Denis, Matthews, Jacob, dir.,
11. PAPAIOANOU, Giorgos, « Les deux années qui ont fait exploser la dette » [« Η διετία που εκτίναξε το χρέος »], *TO VIMA*, 20 janvier 2013, en grec, consulté le

- 19 avril 2020. URL : <https://www.protagon.gr/themata/focus/poioi-einai-oi-megaloi-prwtagwnistes-tis-krisis-44341082501>.
12. RAFENBGER, Marina, *Médiatisation et gestion de la crise grecque*, mémoire, Institut Politique de Lille, 2011, Nollet, Jérémy, dir.
13. ROMANIAS, Yorgos, « L'agenda 2000 : le sommet de Berlin » [« Ατζέντα 2000 : η σύνοδος του Βερολίνου »], *Enimerosi*, INEE/GSEE (46), avril 1999.
14. STRATOPOULOS, Yorgos, « L'anatomie de la dette publique », [« Η ανατομία του δημοσίου χρέους »], *protagon.gr*, 23 mai 2016, en grec, consulté le 30 janvier 2020. URL : <https://www.protagon.gr/themata/focus/poioi-einai-oi-megaloi-prwtagwnistes-tis-krisis-44341082501>.
15. TZORTZI, Eugénie, « *Un PIB a afflué dans le pays depuis son adhésion à l'UE* », [« Ένα ΑΕΠ έχει εισρεύσει στη χώρα από την Ε.Ε. »] *Kathimerini*, 15 juillet 2017, en grec, consulté le 11 avril 2020. URL : <https://www.kathimerini.gr/909416/article/oikonomia/ellhnikh-oikonomia/ena-aep-exei-eisreysei-sth-xwra-apo-thn-ee>.
16. TO VIMA, « Informations détaillées sur le budget de 2010 », [« Αναλυτικά στοιχεία για τον προϋπολογισμό 2010 »], 5 novembre 2009, URL : <https://www.tovima.gr/2009/11/05/finance/analytika-stoixeia-gia-ton-proypologismo-2010/>

RAPPORTS - ETUDES

1. BALLE, Francis, « Communiquer : vérité et médias ? » intervention à la conférence de Carême, Paris, 11 mars 2007. URL : <http://lessakele.over-blog.fr/article-10195130.html>, consulté le 6 mai 2020.
2. CENTRO DE INVESTIGACIONES SOCIOLOGICAS, *Barómetro de octubre, Tabulación por recuerdo de voto y escala de ideología, Avance de resultados*, Estudio no. 2914, octobre 2011.
3. GAVROGLOU, Stavros P., *Le salaire minimum en Grèce et à l'étranger [Ο κατώτατος μισθός στην Ελλάδα και διεθνώς]*, Institut National de l'Emploi et des Ressources Humaines, juillet 2013.
4. CHATZIDAKIS, Alexis, *Analyse du développement touristique en Grèce 2001-2010 [Ανάλυση της πορείας της τουριστικής κίνησης 2001-2010]*, Organisation Nationale du Tourisme, Athènes, 2011.
5. CHRISTODOULAKI, Ioanna et STATHIS, Evangelos, *La compétitivité des secteurs dynamiques de l'économie grecque [Η ανταγωνιστικότητα των δυναμικών κλάδων της ελληνικής οικονομίας]*, 2014. URL : <https://www.hba.gr/5Ekdosis/UplPDFs/sylltomos14/257-288%20Xristodoulaki-Stathis%202014.pdf>, consulté le 24 avril 2022.
6. EUROPEAN COMMISSION, *Estimating tax evasion by individuals*, Working paper No 86, September 2019.

7. DEVELOTTE, Christine, *Expressions de l'identité nationale dans les titres de journaux : une étude comparative de journaux français et australiens pendant une période de crise*, 12 juin 2007, consulté le 30 mars 2019. URL : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00151846>.
8. DANCHEV, Svetoslav et PARATSIOKAS, Nikos, *L'impact du tourisme à l'économie grecque [Η επίδραση του τουρισμού στην ελληνική οικονομία]*, IOBE (Centre pour des Recherches Economiques et Industrielles), Athènes, septembre 2012.
9. EUROPEAN COMMISSION, Directorate-General for Economic and Financial Affairs, *The Economic Adjustment Program for Greece*, Occasional papers No. 61, May 2010, p. 40/90 (http://ec.europa.eu/economy_finance/publications/occasional_paper/2010/pdf/ocp61_en.pdf, 13/4/17).
10. EUROPEAN COMMISSION, *The Financial Sector Adjustment Programme for Spain*, Occasional Papers 118, October 2012.
11. EUROSTAT, *Eurostat news release euroindicators*, 55/2010, 22 April 2010, URL : <https://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/5046142/2-22042010-BP-EN.PDF/0ff48307-d545-4fd6-8281-a621cbda385d>, consulté le 31 janvier 2020.
12. FABRE, Alain, « L'excédent extérieur allemand et la stabilité de la zone euro », *Regards sur l'économie allemande*, 114, octobre 2014, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rea/4722>.
13. FERNÁNDEZ-Villaverde, JESÚS et OHANIAN, Lee, « The Spanish crisis from a global perspective », Documento de trabajo 2010-03, CÁTEDRA Fedea – Caja Madrid, February 2010, consulté le 7 août 2018, URL : <http://documentos.fedea.net/pubs/dt/2010/dt-2010-03.pdf>.
14. HORVÁTH, Juraj, *Critical Discourse Analysis of Obama's Political Discourse*, Paper presented at the International Conference of Language, Literature and Culture in a Changing Transatlantic, 2009. URL : http://www.cs.columbia.edu/~sbenus/Teaching/APTD/Horvath_CDO_Obama.pdf.
15. IOANNOU, Christos, KANELLOPOULOS, Kostas et PETROU, Sotiris, « Wages, productivity and competitiveness in Greece », *Business and the Greek economy*, SEV (Association des Entrepreneurs Grecs), 15 mars 2019.
16. KAKAVOULIA, Maria et POLITIS, Periklis, « Indirect discourse in news articles : voices and reporting verbs », Proceedings of the 7th International Conference in Greek Linguistics, York, UK, 8-10 septembre 2009. URL : <http://glossologia.phil.uoa.gr/sites/default/files/2.%20Kakavoulia%20&%20Politis.pdf>
17. KELMANSON, B. et al., *Explaining the Shadow Economy in Europe : Size, Causes and Policy Options*, IMF Working Paper, WP/19/278, novembre 2019. URL : <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2019/12/13/Explaining-the-Shadow-Economy-in-Europe-Size-Causes-and-Policy-Options-48821>.
18. LE MERREUR, Pascal, « Euro : une crise qui dure, pour quel rebond? », *Idées économiques et sociales*, No : 172 (2013/2), pp. 6-13.

19. NAREDO, José Manuel, « El modelo inmobiliario español y sus consecuencias », Comunicación al *Coloquio sobre urbanismo, democracia y mercado: una experiencia española (1970–2010)*, Institut d'Urbanisme de Paris, Université de Paris 12 Val-de-Marne, Escuela Técnica Superior de Arquitectura de Madrid, Casa de Velázquez, Paris 15 y 16 de marzo de 2010.
20. PAGOULATOS, George, « Greece after the bailouts : assesement of a qualified failure », *Hellenic Observatory Discussion Papers on Greece and Southeast Europe*, Paper No. 130 (novembre 2018).
21. POLYZOS, Seraphim et TSIOTAS, Dimitrios, *Analyse de la contribution du tourisme au développement économique national [Ανάλυση της συμβολής του τουρισμού στην εθνική οικονομική ανάπτυξη]*, Série des études de recherches 23(2), mai 2017, pp. 49-72. URL : http://www.prd.uth.gr/research/DP/2017/uth-prd-dp-2017-02_gr.pdf, consulté le 24 avril 2022.
22. ROCHOLL, Jörg et STAHER, Axel, *Where did the Greek bailout money go ?*, ESMT White Paper No WP-16-02, 2016.
23. SKARTSIS, Labros, « 2010-2018 Greek Debt Crisis and Greece's Past : Myths, Popular Notions and Implications », septembre 2018, consulté le 30 avril 2020. URL : https://www.academia.edu/37583185/2010-2018_Greek_Debt_Crisis_and_Greeces_Past_Myths_Popular_Notions_and_Implications.
24. LAMBERT, Renaud et RICHARD, Hélène, « L'économie comme on ne vous l'a jamais expliquée dans les médias », *Le Monde Diplomatique* (septembre 2016), pp. 18-19.
25. LAPAVITSAS, Costas, « The Greek crisis – politics, economics, ethics : A debate held at the Birkbeck Institute for the Humanities », Birkbeck College, University of London (5 mai 2010, *Journal of Modern Greek Studies*, Vol. 28. No. 2 (octobre 2010), pp. 293-310. URL: <https://muse.jhu.edu/article/399673>.

SOURCES:

1. GOUVERNEMENT HELLÉNIQUE, Ministère de l'Intérieur, URL : <https://ekloges-prev.singularlogic.eu/v2009/pages/index.html>.
2. GOUVERNEMENT ESPAGNOL, Ministère de l'Intérieur, URL : http://elecciones.mir.es/resultadosgenerales2011/99CG/DCG99999TO_L1.htm.
3. OECD, *General government deficit for Greece*, at <https://data.oecd.org/gga/general-government-deficit.htm> (consulté le 10 avril 2017).

